

Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto







C-340

C-340

Publication 1/2

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-340

PROJET DE LOI C-340

An Act to amend the Marriage (Prohibited Degrees) Act and the Interpretation Act

Loi modifiant la Loi sur le mariage (degrés prohibés) et la Loi d'interprétation

First reading, October 23, 1996

Première lecture le 23 octobre 1996



MR. WAPPEL

M. WAPPEL

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

2e session, 35e législature. 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-340

PROJET DE LOI C-340

An Act to amend the Marriage (Prohibited Degrees) Act and the Interpretation Act

Loi modifiant la Loi sur le mariage (degrés prohibés) et la Loi d'interprétation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Marriage (Prohibited Degrees) Act

1990, c. 46

1. The long title of the Marriage (Prohib-

An Act respecting marriage

- 2. Section 1 of the Act is replaced by the following:
- 1. This Act may be cited as the Marriage 10 Act. 1996.
- 3. The Act is amended by adding the following after section 1:

Void marriage

Short title

1.1. A marriage is void unless it is a legal union of one man and one woman as husband 15 légitime, à titre de conjoints, d'un homme et and wife and neither the man nor the woman was married immediately prior to that union.

Loi sur le mariage (degrés prohibés)

1. Le titre intégral de la Loi sur le mariage ited Degrees) Act is replaced by the follow- 5 (degrés prohibés) est remplacé par ce qui 5 suit:

1990, ch. 46

Loi de 1996 concernant le mariage

- 2. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - 1. Titre abrégé : Loi de 1996 sur le mariage. 10 Titre abrégé
- 3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 1, de ce qui suit :

1.1. Est nul un mariage qui n'est pas l'union d'une femme qui ne sont pas mariés au 15 moment de contracter cette union.

Validité du mariage

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. I-21

Interpretation Act

4. (1) Subsection 35(1) of the Interpretation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"marriage" « mariage » "marriage" means a legal union of one man and one woman as husband and wife that is not void under the Marriage Act, 1996;

"spouse" « époux » "spouse" means either of a man or a woman who are married to each other; 25

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi d'interprétation

L.R., ch. I-21

4. (1) Le paragraphe 35(1) de la Loi d'interprétation est modifié par adjonction, 20 selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« époux » Homme ou femme unis par les liens 20 « époux » du mariage.

« mariage » S'entend de l'union légitime d'un homme et d'une femme à titre de conjoints qui n'est pas nulle en vertu de la Loi de 1996

sur le mariage.

« mariage » "marriage"

25

'spouse"

352264

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that a marriage is void unless it is a marriage between one unmarried man and one unmarried woman.

SOMMAIRE

Le présent texte fait en sorte que tout autre mariage que celui entre un homme non marié et une femme non mariée soit nul.

(2) The Act is amended by adding the following after subsection 35(1):

Construction of "divorce"

(1.1) Wherever the term "divorce" is used in an enactment, the term refers to a dissolution of a marriage.

Construction of "form of marriage"

- (1.2) Wherever the term "form of marriage" is used in an enactment, the term refers to a form of marriage between a man and a woman.
- (2) La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 35(1), de ce qui suit:
- (1.1) Dans tous les textes législatifs, le mot « divorce » s'entend de la dissolution d'un 5 5 mariage.

Interprétation du terme « divorce »

(1.2) Dans tous les textes législatifs, l'expression « formalité de mariage » s'entend d'une formalité de mariage entre un homme et 10 une femme.

Interprétation l'expression « formalité de mariage »

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-341

C-341

Deuxième session, trente-cinquième législature,

45 Elizabeth II, 1996

Laborator Co.

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-341

PROJET DE LOI C-341

An Act to establish the terms and conditions that must apply to a referendum relating to the separation of Quebec from Canada before it may be recognized as a proper expression of the will of the people of Quebec Loi déterminant les conditions auxquelles un référendum sur la séparation du Québec du Canada doit satisfaire pour être considéré comme l'expression véritable de la volonté de la population du Québec

First reading, October 30, 1996

Première lecture le 30 octobre 1996



MR. HARPER (Calgary West)

M. HARPER (Calgary-Ouest)

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-341

PROJET DE LOI C-341

An Act to establish the terms and conditions that must apply to a referendum relating to the separation of Quebec from Canada before it may be recognized as a proper expression of the will of the people of Quebec

WHEREAS the Parliament of Canada recognizes that a referendum or plebiscite on the independence of Quebec, if the question is ambiguous or unclear, would be contrary to the interests of Canadians in Quebec and else- 5 where:

AND WHEREAS the Parliament of Canada recognizes that any attempt on the part of the government of Ouebec to act unilaterally on the basis of such a referendum or plebiscite 10 would be an illegal and unilateral attempt to amend the Constitution of Canada and a threat to the peace, order and good government of Canada:

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the 15 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

Preamble

1. This Act may be cited as the Quebec Contingency Act (referendum conditions).

Prohibited questions

2. The Government of Canada shall not 20 recognize any referendum or plebiscite carried out under the authority of the government or legislature of Quebec on the question of the separation of Quebec from Canada if the that the government or legislature of Ouebec would or might be empowered by an affirmative vote in the referendum or plebiscite to unilaterally amend the Constitution of Canada relative to the position of Ouebec in Canada.

Loi déterminant les conditions auxquelles un référendum sur la séparation du Québec du Canada doit satisfaire pour être considéré comme l'expression véritable de la volonté de la population du Québec

Attendu:

Préambule

Titre abrégé

que le Parlement du Canada reconnaît que la tenue d'un référendum ou d'un plébiscite sur l'indépendance du Québec serait nuisible aux intérêts des Canadiens du Ouébec et 5 d'ailleurs si la question était ambiguë ou obscure:

que le Parlement du Canada reconnaît que toute tentative du gouvernement du Québec d'agir unilatéralement en vertu d'un tel 10 référendum ou plébiscite constituerait une tentative illégale et unilatérale de modifier la Constitution du Canada et une menace à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement du Canada. 15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Titre abrégé: Loi prévoyant le cas de tentative de séparation du Québec (conditions 20 d'un référendum).

Ouestions

2. Le gouvernement du Canada ne reconnaît aucune valeur à un référendum ou un plébiscite tenu par le gouvernement ou l'assemblée législative du Québec relativement à 25 la séparation du Ouébec du Canada si la signifie que le gouvernement ou l'assemblée législative du Québec a ou pourrait avoir le droit, en vertu d'une majorité de voix en 30 faveur de la réponse affirmative au référen-30 dum ou au plébiscite, de modifier unilatéralement la Constitution du Canada relativement à la situation du Québec dans le Canada.

question is ambiguous or unclear or implies 25 question est ambiguë ou obscure ou si elle

SUMMARY

This enactment allows the Government of Canada to determine whether a referendum question in Quebec is clear and unambiguous. If it is not, a parallel referendum will be held on the same day to ensure a clear question on separation from Canada.

If an affirmative answer is given to a clear question, the enactment authorizes the negotiation of separation, subject to the approval of the rest of Canada by referendum.

It affirms that a unilateral declaration of independence is ineffective with respect to Canadian law and does not affect the functioning of the Canadian Parliament, Government and courts with respect to Quebec.

SOMMAIRE

Ce texte permet au gouvernement du Canada de déterminer si la question posée lors d'un référendum au Québec est claire et simple. Si elle ne l'est pas, il y aura référendum parallèle tenu le même jour sur une question claire sur la séparation du Canada.

En cas de victoire du oui à une question claire, le texte autorise l'engagement de négociations sur la séparation sous réserve de l'approbation du reste du Canada par référendum.

Le texte déclare que toute déclaration unilatérale d'indépendance est sans effet à l'égard des lois canadiennes et qu'elle ne porte pas atteinte au fonctionnement du Parlement du Canada, du gouvernement et des tribunaux canadiens pour ce qui concerne le Québec.

Determination of violation

3. (1) For the purposes of section 2, a question is deemed to be ambiguous or unclear or imply that the government or legislature of Ouebec would or might be empowered by an affirmative vote in the 5 referendum or plebiscite to unilaterally amend any part of the Constitution of Canada relative to the position of Quebec in Canada if the Governor in Council issues an order to that effect.

3. (1) Pour l'application de l'article 2, une question est réputée ambiguë ou obscure et signifier que le gouvernement ou l'assemblée législative du Ouébec a ou pourrait avoir le droit, en vertu d'une majorité en faveur de la 5 réponse affirmative à un référendum ou un plébiscite, de modifier unilatéralement la Constitution du Canada relativement à la situation du Ouébec dans le Canada si le 10 gouverneur en conseil prend un décret à cet 10 effet.

Constatation l'éventualité

Reference to House of Commons

(2) The Governor in Council may seek the opinion of the House of Commons prior to issuing an order pursuant to subsection (1) by authorizing a Minister of the Crown to move a motion in the House that proposes that the 15 question to be put in the referendum does or does not infringe one or both of the conditions mentioned in section 2.

(2) Le gouverneur en conseil peut, avant de prendre un décret conformément au paragraphe (1), demander l'avis de la Chambre des communes en autorisant un ministre de la 15 Couronne à proposer une motion à la Chambre déclarant que la question établie pour le référendum satisfait ou ne satisfait pas à l'une ou l'autre des conditions mentionnées à l'article 2 ou à ces deux conditions à la fois. 20

Renvoi à la Chambre des communes

Time for debate

(3) The House may allow such time as it may determine on a motion of the Minister of 20 à l'occasion de la motion du ministre de la the Crown for the debate on the motion, but the Speaker may extend the time so set if it appears to the Speaker that further time is advisable.

(3) La Chambre détermine la durée du débat Couronne, mais le président de la Chambre peut prolonger la durée du débat de la période de temps qu'il estime indiquée. 25

Durée du

Consequences of declaration

- 4. If the Governor in Council issues an order 25 under subsection 3(1),
 - (a) the Minister of Foreign Affairs shall advise the representative in Canada of every State with which Canada has diplomatic relations that Canada does not recog-30 nize the referendum or plebiscite as valid;
 - (b) the Minister of Intergovernmental Affairs shall inform the Government of Quebec that Canada does not recognize the referendum or plebiscite as valid; and 35
 - (c) the Governor in Council may prohibit the participation of any minister of the Crown in the public debate on the referendum or plebiscite, and the expenditure of any public funds of Canada with respect to 40 the referendum or plebiscite, if it is of the opinion that the participation or expenditure would give the impression that the Government of Canada considers that the referendum or plebiscite would be a legiti- 45 mate expression of the will of the people of Ouebec.

- 4. Dès la prise du décret par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 3(1):
 - a) le ministre des Affaires étrangères fait savoir au représentant au Canada de chaque État avec lequel le Canada entretient des 30 relations diplomatiques que le Canada ne reconnaît pas la validité du référendum ou du plébiscite;
 - b) le ministre des Affaires intergouvernementales fait savoir au gouvernement du 35 Québec que le Canada ne reconnaît pas la validité du référendum ou du plébiscite;
 - c) le gouverneur en conseil peut interdire à tout ministre de la Couronne de prendre part au débat public sur le référendum ou le 40 plébiscite et interdire l'utilisation de quelque fonds publics relativement au référendum ou au plébiscite s'il est d'avis que la participation au débat ou l'utilisation des fonds publics donnerait l'impression que le 45 gouvernement du Canada estime que le

Mesures consécutives déclaration



Parallel referendum

5. (1) If the Governor in Council issues an order under subsection 3(1), the Governor in Council shall order the Chief Electoral Officer to issue a writ of referendum for a referendum to be held, in Ouebec, under the provisions of 5 the Referendum Act, on the same day as the referendum or plebiscite is held by the government of Ouebec.

référendum ou le plébiscite constitue une expression légitime de la volonté de la population du Québec.

5. (1) S'il prend un décret en vertu du paragraphe 3(1), le gouverneur en conseil 5 donne instructions au directeur général des élections de prendre une proclamation référendaire à l'égard d'un référendum à tenir au Ouébec, en vertu de la Loi référendaire le organisé par le gouvernement du Québec.

Référendum parallèle

Ouestions

- (2) The ballot at the referendum held under subsection (1) shall bear the following two 10 référendum visé au paragraphe (1) comporte questions:
 - (a) should Quebec separate from Canada and become an independent country with no special legal ties to Canada - YES or NO? 15
 - (b) if Quebec separates from Canada, should my community separate from Quebec and remain a part of Canada - YES or NO?

Affirmative vote in valid referendum

- 6. Subject to section 7, if a majority of the 20 ballots cast in a referendum or plebiscite
 - (a) held by the government of Quebec on the question of Quebec separation that has not been the subject of an order under subsection 3(1), or
 - (b) held by the Government of Canada under section 5

are cast in the affirmative, the Government is authorized to enter into discussions with the government of Quebec to conclude an agree-30 en vertu desquelles le Québec pourrait se ment on the terms on which Quebec might separate from Canada.

Limitations

- 7. In any discussions under section 6, the Government of Canada must
 - (a) consult with the provinces to seek the 35 consent of each province to the terms;
 - (b) obtain the consent of any province to any matter that requires an amendment to the Constitution of Canada to which the province must consent; 40
 - (c) require the inclusion of a provision that the agreement will not become effective until it is approved by a majority of voters

même jour que le référendum ou le plébiscite 10 (2) Le bulletin de vote utilisé lors du

Teneur des questions

- deux questions ainsi libellées :
 - a) le Québec devrait-il se séparer du Canada 15 et devenir un pays indépendant sans lien juridique spécial avec le Canada - OUI ou NON?
 - b) si le Québec se sépare du Canada, ma municipalité devrait-elle se séparer du 20 Québec et continuer de faire partie du Canada --- OUI ou NON?
- 6. Sous réserve de l'article 7, si le oui obtient une majorité des voix lors d'un référendum ou d'un plébiscite tenu soit par le 25 référendum gouvernement du Québec au sujet de la séparation du Québec pour lequel le gouverneur en conseil n'a pas pris de décret en vertu du paragraphe 3(1) soit par le gouvernement du Canada en application de l'article 5, le 30 gouvernement est autorisé à entreprendre des pourparlers avec le gouvernement du Québec en vue d'arriver à un accord sur les conditions séparer du Canada. 35

Oui majoritaire lors d'un valide

- 7. Dans les pourparlers visés à l'article 6, le gouvernement du Canada est tenu:
 - a) de consulter les provinces afin de demander le consentement de chaque province aux conditions de séparation;
 - b) d'obtenir le consentement de chaque province relativement aux sujets qui exigent une modification à la Constitution du Canada auquels toutes les provinces doivent consentir: 45

Restrictions



who reside outside Quebec, decided by a vote in a referendum under the Referendum Act: and

(d) permit the inclusion of a provision allowing for the government of Quebec to 5 seek the approval of voters who reside in Quebec, decided by vote in a referendum or plebiscite under Quebec law.

Unilateral declaration of independence

- 8. A unilateral declaration of independence by the government of Quebec or the legisla-10 ce de la part du gouvernement du Québec ou ture of Quebec, or the refusal of either to submit to any Canadian law that applies in Ouebec, is unlawful and of no force and effect with respect to the Constitution of Canada and
 - (a) the jurisdiction of Parliament to pass laws that have effect in Quebec;
 - (b) the ability of the Government of Canada to govern Quebec as a province of Canada;
 - (c) the jurisdiction of the courts to apply the 20 law of Canada in Quebec; or
 - (d) the continuance of Quebec as a part of Canada under Canadian law.

Coming into force

9. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

- c) exiger l'inclusion d'une disposition selon laquelle l'accord n'entrera en vigueur que lorsqu'il aura été approuvé par une majorité des voix exprimées par les votants habitant hors du Québec à l'occasion d'un référen- 5 dum tenu en vertu de la Loi référendaire;
- d) permettre l'inclusion d'une disposition permettant au gouvernement du Québec de demander l'approbation des votants habitant au Québec à l'occasion d'un référen-10 dum ou d'un plébiscite tenu en vertu de la loi québécoise.
- 8. La déclaration unilatérale d'indépendande l'assemblée législative du Québec et le 15 refus soit de se soumettre à quelque loi canadienne qui s'applique au Québec sont illégaux et sans effet relativement à la Constithe general laws of Canada and does not affect 15 tution du Canada et à l'ensemble des lois. Ils ne portent pas atteinte:
 - a) à la compétence du Parlement du Canada d'adopter des lois s'appliquant au Québec;
 - b) à la capacité du gouvernement du Canada de gouverner le Québec à titre de province du Canada:
 - c) à la compétence des tribunaux d'appliquer les lois du Canada au Québec;
 - d) au maintien de l'appartenance du Québec en tant que partie du Canada soumise aux lois canadiennes. 30
 - 9. La présente loi entre en vigueur à la 25 date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Déclaration

unilatérale

d'indépendance

Entrée en vigueur



C-342

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 C-342

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-342

PROJET DE LOI C-342

An Act to establish principles of responsible fiscal management and to require regular publication of information by the Minister of Finance to demonstrate the Government's adherence to those principles

Loi instituant des principes de gestion responsable des finances et imposant au ministre des Finances de publier régulièrement des renseignements indiquant le respect de ces principes par le gouvernement

First reading, October 30, 1996

Première lecture le 30 octobre 1996



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-342

An Act to establish principles of responsible fiscal management and to require regular publication of information by the Minister of Finance to demonstrate the Government's adherence those to principles

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the Fiscal Responsibility Act.

Definitions "budget"

« budget »

2. In this Act.

"budget", in relation to a fiscal year, includes

- (a) a speech by the Minister during debate at second reading of the first appropriation bill relating to the fiscal year, 10
- (b) the fiscal strategy report laid before the House of Commons under subsection 7(1) for the fiscal year,
- (c) the report containing an economic and fiscal update laid before the House of 15 Commons under subsection 8(1) for the fiscal year, and
- (d) the Estimates laid before the House of Commons under section 31 of the Financial Administration Act for the fiscal year; 20

"commitment" « engagements » "commitment" means future payments and expenditures to be incurred on contracts that have been entered into at a finalization

"Crown" « État »

"Crown" means Her Majesty the Queen in 25 right of Canada;

"department" a ministère »

"department" means

(a) a department or departmental corporation listed in the Financial Administration Act,

PROJET DE LOI C-342

Loi instituant des principes de gestion responsable des finances et imposant au ministre des Finances de publier régulièrement des renseignements indiquant le respect de ces principes par le gouvernement

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Titre abrégé: Loi sur la gestion responsa-5 ble des finances.

Titre abrégé

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

« budget » À l'égard d'un exercice, les documents suivants:

« budget » "budget"

- a) le discours du ministre à l'occasion du 10 débat en deuxième lecture de la première loi de crédits de l'exercice;
- b) le rapport de stratégie financière de l'exercice déposé à la Chambre des communes en vertu du paragraphe 7(1); 15
- c) le rapport exposant l'état actualisé de l'économie et des finances pour l'exercice déposé devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 8(1);
- d) les prévisions de dépenses pour l'exerci-20 ce déposées devant la Chambre des communes en vertu de l'article 31 de la Loi sur la gestion des finances publiques.
- « Conseil du Trésor » Le comité du Conseil privé constitué en vertu de l'article 5 de la 25 Loi sur la gestion des finances publiques.

Trésor » "Treasury Board'

« dépenses » Dépenses engagées par l'État, y compris les frais, pendant un exercice, calculées selon une comptabilité d'exercice.

« dépenses » 'expenses'

"commitment"

30 « engagements » S'entend des paiements fu-30 « engagements » turs et des dépenses à engager en vertu de contrats conclus à une date de confirmation.

352148

« Conseil du

SUMMARY

The purpose of this enactment is to improve the conduct of fiscal policy by specifying principles of responsible fiscal management and by strengthening the reporting requirements of the Crown and, in particular

- (a) by requiring the Minister of Finance to report regularly to the House of Commons on the extent to which the Government's fiscal policy is consistent with the specified principles of responsible fiscal management and to justify in his or her report any departures made by the Government from those principles;
- (b) by requiring all the Crown's financial reporting to be in accordance with generally accepted accounting practices; and
- (c) by requiring the Minister of Finance
 - (i) to publish, at least 3 months before the start of each fiscal year, a budget policy statement containing the Government's long-term objectives for fiscal policy, its broad strategic priorities for the budget for that fiscal year, and its fiscal intentions for that and the next two fiscal years,
 - (ii) to lay before the House of Commons, on the day on which the first appropriation bill relating to a fiscal year is introduced, a fiscal strategy report assessing the consistency of the budget with the budget policy statement and providing progress outlooks for the next ten years, and an economic and fiscal update prepared by Treasury Board for the next three years.
 - (iii) to publish, in December of each fiscal year, an economic and fiscal update prepared by Treasury Board for the next three years,
 - (iv) to publish, before each general election, an economic and fiscal update prepared by Treasury Board for the next three years, and
 - (v) to lay before the House of Commons, towards the end of each fiscal year, a fiscal update prepared by Treasury Board for that year, including forecast estimated actual financial statements for the Crown.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'améliorer l'application de la politique financière. À cette fin, il précise les principes de gestion responsable des finances et renforce l'obligation de l'État de rendre compte. Le projet de loi exige du ministre des Finances qu'il fasse rapport régulièrement à la Chambre des communes quant à la correspondance de la politique financière du gouvernement avec les principes énoncés de gestion responsable des finances et qu'il motive, dans ce rapport, toute dérogation du gouvernement à ces principes. Le projet de loi prescrit que tous les rapports financiers de l'État doivent respecter les pratiques comptables généralement acceptées. Il impose de plus au ministre des finances les obligations suivantes :

- a) celle de publier, au moins trois mois avant le début de chaque exercice, un énoncé de politique budgétaire comportant les objectifs à long terme du gouvernement en matière de politique financière, ses grandes priorités stratégiques pour le budget de l'exercice et ses intentions, en matière de finances, pour cet exercice et pour les deux exercices suivants;
- b) celle de déposer devant la Chambre des communes, le jour de la présentation du premier projet de loi de crédits relatif à un exercice, un rapport de stratégie financière comportant une évaluation du respect dans le budget, de l'énoncé de politique budgétaire et fournissant une perspective d'évolution au cours des dix prochaines années de même qu'un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, pour les trois exercices suivants;
- c) celle de publier, en décembre de chaque année, un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, portant sur les trois prochains exercices;
- d) celle de publier, avant toute élection générale, un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, portant sur les trois exercices suivants:
- f) de déposer devant la Chambre des communes, vers la fin de chaque exercice, un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, pour l'exercice en cours, comportant des prévisions des états financiers de l'État.

10

- (b) any other division or branch of the public service of Canada, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for the purposes of this Act, 5
- (c) the officers and employees of the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament;

"expenses" « dépenses » "expenses"

- (a) means expenses incurred by the Crown in a fiscal year measured in accrual accounting terms, and
- (b) includes cost;

"fiscal year" « exercice »

"fiscal year" means the period beginning on 15 April 1 in one year and ending on March 31 in the next year;

"generally accepted accounting practices' « pratiques comptables généralement reconnues »

"generally accepted accounting practices" means accounting practices recognized by the Canadian accounting profession as ap-20 propriate and relevant for the reporting of financial information in the public sector;

"Government" « gouvernement »

"Government" means the executive government of Canada;

"Minister" ministre » "Minister" means the Minister of Finance:

"Secretary" « secrétaire »

"Secretary" means the Secretary of the Treasury Board;

"Treasury Board" « Conseil du Trésor »

"Treasury Board" means the board established by section 5 of the Financial Administration Act. 30

Act binds Crown

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

Responsible management

4. (1) Subject to subsection (3), the Government shall pursue its policy objectives in accordance with the principles of responsible 35 tifs politiques conformément aux principes de fiscal management specified in subsection (2).

Principles defined

- (2) The principles of responsible fiscal management are
 - (a) to reduce the total Crown debt to prudent levels so as to provide a buffer against 40 factors that may impact adversely on the level of total Crown debt in the future by ensuring that, until such levels have been

« État » Sa Majesté du chef du Canada.

« exercice » La période commençant le 1er avril d'une année et se terminant le 31 mars de l'année suivante.

« gouvernement » "Government"

« exercice »

"fiscal year"

« gouvernement » Le gouvernement et le pou- 5 voir exécutif du Canada.

« ministère »

« ministère » "department"

- a) L'un des ministères ou des établissements publics mentionnés dans la Loi sur la gestion des finances publiques;
- b) tout autre secteur de l'administration publique fédérale - y compris une commission nommée sous le régime de la Loi sur les enquêtes - que le gouverneur en conseil désigne comme tel pour l'applica-15 tion de la présente loi;
- c) le personnel du Sénat, celui de la Chambre des communes et celui de la Bibliothèque du Parlement.
- « ministre » Le ministre des Finances.

20 « ministre » "Minister"

« pratiques comptables généralement reconnues » Pratiques reconnues par les associations canadiennes de comptables professionnels comme adéquates et acceptables pour la présentation de renseignements fi-25 nanciers relatifs à l'administration publi-

« pratiques comptables généralement reconnues » "generally accepted accounting practices

« secrétaire » Le secrétaire du Conseil du Tré-SOT.

« secrétaire » "Secretary"

- 3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du 30 La Couronne est liée Canada et du chef d'une province.
- 4. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement est tenu d'appliquer ses objecgestion responsable des finances précisés au 35 paragraphe (2).

Gestion responsable des finances

(2) Les principes de gestion responsable des finances sont les suivants :

Énoncé des principes

a) la réduction de l'endettement total de l'Etat à des niveaux prudents de nature à 40 fournir une mesure de protection contre les circonstances susceptibles de faire augmenter le niveau de la dette totale de l'État à



achieved, the total operating expenses of the Crown in each fiscal year are less than the total operating revenues of the Crown in the same fiscal year;

- (b) once prudent levels of total Crown debt 5 have been achieved, to maintain them by ensuring that, on average, over a reasonable period of time, the total operating expenses of the Crown do not exceed its total operating revenues;
- (c) to achieve and maintain levels of Crown net worth that provide a buffer against factors that may impact adversely on the Crown's net worth in the future;
- (d) to manage prudently the fiscal risks 15 facing the Crown; and
- (e) to pursue policies that are consistent with a reasonable degree of predictability respecting the level and stability of tax rates for future years.

Departure from principles

- (3) The Government may depart from the principles of responsible fiscal management specified in subsection (2), but when the Government does so
 - (a) the departure must be temporary; and
 - (b) the Minister must, in accordance with this Act, specify
 - (i) the reasons for the Government's departure from the principles,
 - (ii) the approach the Government intends 30 to take to return to those principles, and
 - (iii) the period of time within which the Government expects to return to those principles.

Generally accepted accounting practices **5.** All financial statements of the Crown 35 included in reports required under this Act and the *Financial Administration Act* shall be prepared in accordance with generally accepted accounting practices.

l'avenir, par l'application de moyens, aussi longtemps que ces niveaux ne sont pas atteints, de maintenir les dépenses totales de fonctionnement de l'État au cours de tout exercice en dessous des revenus totaux de 5 fonctionnement de l'État pendant le même exercice;

- b) une fois un niveau prudent d'endettement total de l'État atteint, la préservation de ce niveau d'endettement par le maintien, 10 sur une période raisonnable de temps, du niveau moyen des dépenses totales de fonctionnement de l'État en dessous du niveau moyen de ses revenus de fonctionnement.
- c) la constitution et le maintien du niveau de la valeur nette de l'État de manière à fournir protection contre les circonstances susceptibles de diminuer sa valeur nette à l'avenir;
- d) la gestion prudente des risques en matière 20 monétaire auquel l'État est exposé;
- e) l'application de politiques conformes avec une prévisibilité raisonnable des taux d'imposition et avec leur stabilité sur plusieurs années.
- (3) Le gouvernement peut déroger aux principes de gestion responsable des finances de l'État énoncés au paragraphe (2) aux conditions suivantes :

Dérogation aux principes

30

- a) la dérogation est temporaire;
 - b) en cas de dérogation, conformément à la présente loi, le ministre énonce :
 - (i) les motifs pour lesquels le gouvernement déroge à ces principes,
 - (ii) les mesures que le gouvernement 35 envisage de prendre pour rétablir le respect de ces principes,
 - (iii) le délai à la suite duquel le gouvernement reviendra à l'application de ces principes. 40
- 5. Les états financiers figurant dans les rapports, en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, sont établis conformément aux pratiques comptables généralement reconnues.

Pratiques comptables généralement reconnues



politique

budgétaire

Budget policy statement **6.** (1) The Minister shall, not later than March 31 in each year, cause to be published a budget policy statement.

Objectives in

- (2) A budget policy statement shall
- (a) specify the Government's long-term 5 porte les éléments suivants : objectives for fiscal policy and, in particular, the policy respecting the following variables:

 5 porte les éléments suivants : a) il annonce les objectif gouvernement en matièr pancière et précise cette
 - (i) the Crown's total operating expenses,
 - (ii) the Crown's total operating revenues, 10
 - (iii) the balance between the Crown's total operating expenses and the Crown's total operating revenues,
 - (iv) the amount of the Crown's total debt, and 15
 - (v) the amount of the Crown's net worth;

and

(b) explain how these long-term objectives accord with the principles of responsible fiscal management specified in subsection 20 4(2).

Priorities in statement

- (3) A budget policy statement shall, for the fiscal year commencing on the next April 1 after it is published and for the two following fiscal years
 - (a) specify the broad strategic priorities by which the Government will be guided in preparing the budget for the fiscal year; and
 - (b) indicate explicitly, by the use of ranges, ratios or other means, the Government's 30 intentions regarding each of the variables specified in subsection (2).

(4) A budget policy statement shall

- (a) assess the extent to which the intentions indicated under paragraph (3)(b) are consis-35 tent with the principles of responsible fiscal management specified in subsection 4(2) and with the objectives specified in subsection (2); and
- (b) where the intentions indicated under 40 paragraph (3)(b) are not consistent with the principles of responsible fiscal manage-

6. (1) Au plus tard le 31 mars de chaque année, le ministre fait publier un énoncé de politique budgétaire.

(2) L'énoncé de politique budgétaire comporte les éléments suivants : Teneur de l'énoncé

- a) il annonce les objectifs à long terme du gouvernement en matière de politique financière et précise cette politique relativement aux objets suivants :
 - (i) les dépenses totales de fonctionne-10 ment de l'État,
 - (ii) les revenus totaux de fonctionnement de l'État,
 - (iii) le solde des dépenses totales et des recettes totales de fonctionnement de 15 l'État,
 - (iv) l'endettement total de l'État,
 - (v) la valeur nette de l'État;
- b) il explique la manière dont ces objectifs à long terme correspondent aux principes 20 de gestion responsable des finances énoncés au paragraphe 4(2).
- (3) L'énoncé de politique budgétaire mentionne, pour l'exercice commençant le 1^{er} avril après sa publication et pour les deux 25 25 exercices suivants:

Mention des priorités

- a) les grandes priorités stratégiques qui guident le gouvernement dans la préparation du budget de chaque exercice;
- b) au moyen d'intervalles, de proportions et 30 de moyennes, les intentions du gouvernement relativement à chaque objet mentionné au paragraphe (2).
- (4) L'énoncé de politique budgétaire porte sur les sujets suivants :

35 avec les principes

Concordance

des intentions

- a) il évalue la conformité des intentions énoncées à l'alinéa (3)b) avec, d'une part, les principes de gestion responsable des finances énoncés au paragraphe 4(2) et, d'autre part, avec les objectifs mentionnés 40 au paragraphe (2) du présent article;
- b) si les intentions énoncées selon l'alinéa (3)b) ne concordent pas, soit avec les principes de gestion responsable des finan-

Consistency of intentions with principles



ment specified in subsection 4(2) or with the objectives specified in subsection (2) or with both, specify

- (i) the reasons for the departure of those intentions from those principles or those 5 objectives or from both,
- (ii) the approach the Government intends to take to ensure that its intentions regarding each of the variables specified in subsection (2) become consistent with 10 those principles and those objectives, and
- (iii) the period of time that is expected to elapse before the Government's intentions regarding each of the variables specified in subsection (2) become con-15 sistent with those principles and those objectives.

Consistency of objectives

- (5) A budget policy statement shall
- (a) assess the consistency of the objectives specified under subsection (2) with the 20 objectives specified in
 - (i) the immediately preceding budget policy statement, or
 - (ii) where the objectives specified in the immediately preceding budget policy 25 statement were amended in the report most recently prepared under section 7, the objectives specified in that report;
- (b) where the objectives specified under 30 subsection (2) are not consistent with those in the immediately preceding budget policy statement or in the report most recently prepared under section 7, justify the departure of the objectives specified under sub- 35 section (2) from those in that immediately preceding budget policy statement or in that

report.

- (6) A budget policy statement shall
- (a) assess the consistency of the intentions 40 porte en outre: indicated under paragraph (3)(b) with the intentions indicated in
 - (i) the immediately preceding budget policy statement, or

ces mentionnés au paragraphe 4(2), soit avec les objectifs énoncés conformément au paragraphe (2) du présent article, soit avec ni les uns, ni les autres, l'énoncé précise:

(i) les motifs de la divergence entre ces intentions et les principes ou les objectifs, ou encore, entre ces intentions et, à la fois, les principes et les objectifs,

- (ii) les mesures que le gouvernement 10 compte prendre pour que chacune de ses intentions relativement à chaque objet mentionné au paragraphe (2) redevienne conforme à ces principes et à ces objec-15
- (iii) le délai dans lequel le gouvernement compte revenir à ces principes et à ces objectifs.
- (5) L'énoncé de politique budgétaire com-20 porte les éléments suivants :

Constance des objectifs

- a) une évaluation de la constance des objectifs énoncés en vertu du paragraphe (2) soit avec ceux mentionnés dans l'énoncé de politique budgétaire de l'exercice précédent, soit avec ceux du plus récent 25 rapport préparé en vertu de l'article 7 si ce dernier rapport a modifié les objectifs énoncés dans l'énoncé budgétaire de l'exer-
- b) si les objectifs mentionnés au paragraphe 30 (2) diffèrent de ceux de l'énoncé de politique budgétaire précédent ou de ceux du plus récent rapport préparé en vertu de l'article 7, une justification de cette divergence entre les objectifs mentionnés au paragra-35 phe (2) et ceux de l'énoncé de politique budgétaire précédent ou ceux du plus récent rapport préparé en vertu de l'article 7.
- (6) L'énoncé de politique budgétaire com-
- a) une évaluation de la constance des intentions énoncées en vertu de l'alinéa (3)b) avec celles mentionnées dans l'énoncé de politique budgétaire précédent, si les

Constance des intentions par rapport à l'énoncé précédent

Consistency of intentions with previous statement



- (ii) where the intentions indicated in the immediately preceding budget policy statement were amended in the report most recently prepared under section 7. the intentions indicated in that report; 5 and
- (b) where the intentions indicated under paragraph (3)(b) are not consistent with those in the immediately preceding budget policy statement or in the report most 10 recently prepared under section 7, justify the departure of the intentions indicated under paragraph (3)(b) from those in that immediately preceding budget policy statement or in that report. 15

Laid before House of Commons

(7) The Minister shall, not later than three sitting days after the date of the publication of a budget policy statement under subsection (1), lay a copy of the statement before the House of Commons. 20

Fiscal strategy report

7. (1) The Minister shall, for each fiscal year, after the introduction of the first appropriation bill relating to that fiscal year, but on the day of the introduction of that bill, lay Government's fiscal strategy.

Content of report

- (2) A fiscal strategy report shall include
- (a) an assessment of the extent to which the report containing an economic and fiscal update being laid before the House of 30 Commons under subsection 8(1) is consistent with the intentions indicated under paragraph 6(3)(b) in the budget policy statement most recently published under subsection 6(1); 35
- (b) where the economic and fiscal update departs from the intentions indicated under paragraph 6(3)(b) in that budget policy statement, an explanation of the reasons for the departure; and 40
- (c) where the Government's intentions under paragraph 6(3)(b) have changed from those indicated in that budget policy statement, the amended version of the intentions required by paragraph 6(3)(b). 45

intentions mentionnées dans l'énoncé de politique budgétaire précédent ont été modifiées dans le dernier rapport préparé en vertu de l'article 7, l'évaluation de constance se fait avec les intentions mentionnées 5 dans ce rapport;

- b) une justification de la divergence entre les intentions mentionnées en vertu de l'alinéa (3)b) et celles portées dans l'énoncé précédent ou dans le dernier rapport préparé 10 en vertu de l'article 7, s'il y a divergence entre les premières et les secondes.
- (7) Le ministre fait déposer l'énoncé de politique budgétaire visé au paragraphe (1) devant la Chambre des communes dans les 15 trois jours de séance de sa publication.

Dépôt de devant la Chambre des communes

7. (1) Pour chaque exercice le ministre fait déposer devant la Chambre des communes, le jour de la présentation à la Chambre du premier projet de loi de crédits relatif à cet 20 before the House of Commons a report on the 25 exercice, le rapport de stratégie financière du gouvernement.

Rapport de stratégie financière

(2) Le rapport de stratégie financière comporte les éléments suivants :

Teneur du rapport

- a) une évaluation du degré de concordance 25 entre le rapport comportant un état actualisé de l'état de l'économie et des finances déposé devant la Chambre des communes conformément au paragraphe 8(1) et les intentions énoncées en vertu de l'alinéa30 6(3)b), dans l'énoncé de politique budgétaire le plus récent publié en vertu du paragraphe 6(1);
- b) un explication des motifs de la divergence, si l'état actualisé de l'économie et des 35 finances s'écarte des intentions exprimées en vertu de l'alinéa 6(3)b);
- c) si les intentions du gouvernement exprimées en vertu de l'alinéa 6(3)b) ne sont plus les mêmes que mentionnées dans l'énoncé 40 de politique budgétaire, la version modifiée des intentions dont l'expression est prescrite en vertu de l'alinéa 6(3)b).



Teneur du

rapport

Content of героп

- (3) A fiscal strategy report shall also include
- (a) progress outlooks that
 - (i) include projections of trends in the variables specified in subsection 6(2) illustrating, for stated significant as- 5 sumptions, likely future progress towards achieving the longer-term fiscal strategy and objectives specified in the budget policy statement most recently published under subsection 6(1), and 10
 - (ii) explain the reasons for any significant differences from previous progress outlooks;
- (b) an assessment of the consistency of the progress outlooks with the objectives speci- 15 fied under subsection 6(2) in the budget policy statement most recently published under subsection 6(1);
- (c) where the progress outlooks depart from the objectives specified under subsection 20 6(2) in that budget policy statement, an explanation of the reasons for the departure; and
- (d) where the Government's objectives under subsection 6(2) of this Act have 25 changed from those specified in that budget policy statement, an amended version of the objectives required by subsection 6(2) of this Act that accords with the principles of responsible fiscal management specified in 30 subsection 4(2).

Fiscal years covered

(4) The projections required by subparagraph (3)(a)(i) shall relate to a period of the 10 or more consecutive fiscal years commencing with the fiscal year to which the appropriation 35 l'exercice sur lequel le projet de loi de crédits bill relates.

Economic and fiscal update

8. (1) The Minister shall, for each fiscal year, after the introduction of the first appropriation bill relating to that fiscal year, and on the day of introduction of that bill, lay 40 de crédits de l'exercice, après la présentation before the House of Commons a report containing an economic and fiscal update prepared by Treasury Board.

- (3) Le rapport de stratégie financière comporte aussi:
 - a) des perspectives d'évolution incluant notamment:
 - (i) des projections de tendance des élé- 5 ments mentionnés au paragraphe 6(2), indiquant, pour les principales hypothèses mentionnées, la probabilité de réaliser la stratégie à long terme et les objectifs financiers exprimés dans le plus 10 récent énoncé de politique budgétaire publié en vertu du paragraphe 6(1),
 - (ii) un explication des motifs de divergence, s'il y a divergence importante avec les perspectives antérieures; 15
 - b) une évaluation de la concordance entre les perspectives de tendances et les objectifs exprimés en vertu du paragraphe 6(2) dans le dernier énoncé de politique budgétaire publié en vertu du paragraphe 6(1);
 - c) l'explication des motifs de la divergence, si les perspectives de tendance diffèrent des objectifs précisés en vertu du paragraphe 6(2) dans cet énoncé de politique budgétai-25
 - d) si les objectifs du gouvernement exposés en vertu du paragraphe 6(2) sont différents de ceux exprimés dans cet énoncé de politique budgétaire, une version modifiée des objectifs exigée en vertu du paragraphe 30 6(2) conforme aux principes de gestion responsable des finances énoncés au paragraphe 4(2).
- (4) Les projections exigées en vertu du sous-alinéa (3)a)(i) portent sur une période de 35 dix exercices consécutifs ou plus depuis porte.
- 8. (1) Pour chaque exercice, le ministre dépose devant la Chambre des communes, le 40 jour de la présentation du premier projet de loi de ce projet de loi, un état actualisé de l'économie et des finances pour cet exercice. Cet état est préparé par le Conseil du Trésor.

Exercices

visés

État actualisé l'économie et des finances



Content of update

(2) The update shall contain economic and fiscal forecasts relating to the fiscal year to which the appropriation bill relates and to each of the following two fiscal years.

Finalization date

- (3) The update shall contain a statement 5 specifying the day on which the contents of the update were finalized or the days on which the contents of different specified aspects of the update were finalized.
- (2) L'état actualisé comporte des prévisions économiques et financières pour l'exercice auquel le projet de loi de crédit a trait et pour les deux exercices suivants.

Teneur de cet état

(3) L'état comporte la mention soit de la 5 Date de date à laquelle les prévisions qui y sont portées ont été closes, ou les dates auxquelles différentes parties de l'état actualisé ont été closes.

clôture de l'état

Economic forecasts

- 9. (1) The economic forecasts contained in 10 the update shall, for each of the three fiscal years to which they relate, include forecasts of changes in Canada's
 - 9. (1) Les prévisions économiques portées à l'état actualisé portent sur la variation, au 10 Canada, au cours des trois exercices visés dans ces prévisions, des articles suivants :

a) le produit intérieur brut et ses principales

Prévisions économiques

- (a) gross domestic product, and the major components of gross domestic product; 15
- composantes;
- b) les prix à la consommation;

exercices qu'elles visent.

15

(c) unemployment and employment; and

(b) consumer prices;

- c) l'emploi et le chômage; d) la situation du compte courant de la
- (d) current account position of the balance of payments.
- balance des paiements. (2) Les prévisions économiques énoncent également les principales hypothèses sur 20 lesquelles elles sont fondées.

Assumptions

(2) The economic forecasts shall also 20 include a statement of all significant assumptions underlying them.

10. (1) Les prévisions financières portées à l'état actualisé comprennent des états financiers prévus de l'État pour chacun des trois

Fiscal forecasts

10. (1) The fiscal forecasts contained in the update shall, for each of the three fiscal years to which they relate, include forecast financial 25 statements for the Crown.

Prévisions financières

Teneur des

prévisions

Hypothèses

Content of forecast

- (2) The forecast financial statements for the Crown shall include
- (2) Les états financiers prévus de l'État comportent les articles suivants :
- (a) a statement of the forecast financial a) un relevé de prévisions du bilan financier position of the Crown at the balance date for 30 each of those fiscal years;

de l'État à la date de clôture de chacun des 30 exercices visés par l'état;

- (b) an operating statement reflecting the forecast revenue and expenses of the Crown for each of those fiscal years;
- b) un relevé des prévisions des comptes de revenus et de dépenses d'opérations de l'Etat pour chaque exercice;
- (c) a statement of cash flows reflecting 35 forecast cash flows of the Crown for each of those fiscal years;
- c) un relevé des prévisions de mouvements de caisse de l'État pour chaque exercice;
- (d) a statement of borrowings reflecting the forecast borrowing activities of the Crown for each of those fiscal years; and 40
- d) un relevé des prévisions d'opérations d'emprunts de l'État pour chaque exercice;
- (e) such other statements as are necessary to fairly reflect the forecast financial operations of the Crown for each of those fiscal years and its forecast financial position at the end of each of those fiscal years. 45
- e) les autres relevés nécessaires pour rendre compte fidèlement des prévisions d'opérations financières de l'État pour chaque 40 exercice et de la prévision de sa situation financière à la fin de chaque exercice.

Content of forecast

- (3) The forecast financial statements for the Crown shall also include
- (3) Les états financiers prévus de l'État comportent, en outre:

Teneur des prévisions



- (a) a statement of commitments of the Crown as at the day on which the forecast financial statements are finalized, other than the commitments included in the statements prepared under subsection (2);
- (b) a statement of specific fiscal risks of the Crown as at the day on which the forecast financial statements are finalized, being the fiscal risks in relation to
 - (i) the Government decisions and other 10 circumstances required by section 11 of this Act to be incorporated in the economic and fiscal update, and
 - (ii) any other contingent liabilities of the Crown, including any guarantees or in-15 demnities given under any Act;
- (c) a statement of all significant accounting policies, including any changes from the accounting policies contained in the Public Accounts of the Crown most recently laid 20 before the House of Commons under subsection 64(1) of the Financial Administration Act. and
- (d) in relation to each statement required by paragraphs (2)(a) to (d) and, where ap-25 propriate, in relation to any statement required by paragraph (2)(e)
 - (i) comparative budgeted and estimated actual figures for the fiscal year immediately before the first of the fiscal years to 30 which the fiscal forecasts relate, and
 - (ii) comparative actual figures for the fiscal year two years before the first of the fiscal years to which the fiscal forecasts relate. 35

Reporting

(4) The forecast financial statements for the Crown shall be for the same reporting entity as the Public Accounts for the Crown to be prepared under section 64 of the Financial years to which the fiscal forecasts relate.

Assumptions

(5) The fiscal forecasts shall also include a statement of all significant assumptions underlying them.

- a) un relevé des engagements de l'État à la date où les états financiers de prévisions sont arrêtés, pour les engagements qui ne sont pas mentionnés dans l'état préparé en vertu du paragraphe (2);
- b) un relevé, au jour où les états financiers de prévisions sont arrêtés, des risques financiers de l'État résultant :
 - (i) des décisions du gouvernement et d'autres situations dont la mention est 10 exigée en vertu de l'article 11,
 - (ii) de tout autre passif éventuel de l'État, notamment toute garantie ou indemnité consentie en vertu des lois:
- c) un énoncé de toutes les conventions 15 comptables importantes, y compris les changements par rapport aux conventions comptables portées aux Comptes publics de l'État déposés devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 64(1) de 20 la Loi sur la gestion des finances publiques;
- d) à l'égard de chacun des relevés exigés en vertu des alinéas (2)a) à d) et, le cas échéant, à l'égard de chacun des relevés exigés en 25 vertu de l'alinéa (2)e):
 - (i) la comparaison avec les chiffres portés au budget et ceux des opérations réelles estimatives pour l'exercice précédant immédiatement le premier des exercices visés par les états financiers de prévi-30 sions:
 - (ii) la comparaison avec les chiffres réels du deuxième exercice précédant le premier des exercices visés par les états financiers de prévisions. 35
- (4) Les états financiers prévus de l'État comportent les mêmes entités comptables que les Comptes publics annuels de l'État préparés en vertu de l'article 64 de la Loi sur la gestion Administration Act for the first of the fiscal 40 des finances publiques pour le premier des 40 exercices visés par les prévisions financières.
 - (5) Les états financiers de prévisions énoncent également toutes les principales hypothèses sur lesquelles ils reposent.

comptables

Hypothèses



Disclosure of policy decisions, etc

11. (1) Every economic and fiscal update prepared under subsection 8(1), 13(1) or 14(1) shall incorporate, to the fullest extent possible consistent with subsection (4), all Governthat may have a material effect on the fiscal and economic outlook.

11. (1) Tout état actualisé de l'économie et des finances établi en vertu du paragraphe 8(1), 13(1) ou 14(1) comporte, dans toute la mesure où le paragraphe (4) le permet, toutes ment decisions and all other circumstances 5 les décisions du gouvernement et toutes les 5 autres circonstances qui peuvent avoir une influence marquée sur les perspectives économiques et financières.

Mention des décisions de principe

Quantifiable fiscal implications of decisions

(2) Where the fiscal implications of Government decisions and other circumstances referred to in subsection (1) can be quantified 10 for particular years with reasonable certainty by the day on which the forecast financial statements for the Crown are finalized, the quantified fiscal implications of those Government decisions and other circumstances 15 financiers prévus de l'État. shall be included in the forecast financial statements for the Crown.

(2) Lorsque les conséquences des décisions du gouvernement et les autres circonstances 10 visées au paragraphe (1) sont quantifiables avec un degré raisonnable de certitude pour des exercices précis, le jour où les états financiers prévus de l'État sont arrêtés, ces répercussions sont comptées dans les états 15

Répercussions financières quantifiables des décisions

If not quantifiable in

(3) Where the fiscal implications of Government decisions and other circumstances fied for or assigned to a particular year or years with reasonable certainty by the day on which the forecast financial statements for the Crown are finalized, those Government deciclosed in the statement of specific fiscal risks of the Crown required by paragraph 10(3)(b).

(3) Lorsque les répercussions financières des décisions du gouvernement et des autres referred to in subsection (1) cannot be quanti-20 circonstances visées au paragraphe (1) ne sont pas quantifiables ou qu'elle ne peuvent être 20 attribuées à un exercice en particulier le jour où les états financiers prévus de l'État sont arrêtés, ces décisions du gouvernement et sions and other circumstances shall be dis-25 autres circonstances sont rapportées dans l'état des risques financiers spécifiques de 25 l'Etat dont la production est prescrite en vertu de l'alinéa 10(3)b).

Répercussions quantifiables

Exceptions

- (4) Subsection (1) and paragraph 10(2)(e)do not apply to a decision, circumstance or statement where the Minister determines that
 - (a) to incorporate that decision, circumstance or statement in an economic and fiscal update is likely
 - (i) to prejudice the substantial economic interest of Canada. 35
 - (ii) to prejudice the security or defence of Canada or the international relations of the Government.
 - (iii) to compromise the Crown in a material way in negotiation, litigation or 40 commercial activity, or
 - (iv) to result in material loss of value to the Crown: and
 - (b) there is no reasonable or prudent way the Government can avoid this prejudice, com- 45 promise or material loss

(4) Le paragraphe (1) et l'alinéa 10(2)e) ne s'appliquent pas aux décisions, circonstances 30 et états à l'égard desquels le ministre estime : 30

Exceptions

- a) que la mention de ces décisions, circonstances ou états dans l'état actualisé de l'économie et des finances :
 - (i) porterait vraisemblablement atteinte à des intérêts économiques importants du 35 Canada.
 - (ii) porterait vraisemblablement atteinte à la sécurité ou à la défense du Canada ou aux relations internationales du gouvernement. 40
 - (iii) compromettrait vraisemblablement des négociations, quelque litige ou activité commerciale de l'État.
 - aurait vraisemblablement pour conséquence de causer une perte impor-45 tante à l'État:



- (i) in the case of a circumstance, by making a decision before the day on which the forecast financial statements for the Crown are finalized.
- (ii) in the case of a decision or circum- 5 stance, by incorporating in the update the fiscal implications of the decision or circumstance or the nature of that decision or circumstance but without reference to its fiscal implications, or 10
- (iii) in the case of a statement, by incorporating the statement in the update.

b) qu'il n'existe pas de moyen raisonnable ou prudent pour le gouvernement d'éviter de subir un préjudice ou une perte ou d'arriver à un compromis:

- (i) dans une situation particulière, en 5 prenant la décision avant le jour où les états financiers prévus de l'État sont arrêtés.
- (ii) dans le cas d'une décision ou d'une situation, en mentionnant ses répercus-10 sions financières dans l'état actualisé ou en mentionnant la nature de la décision ou de la situation sans faire mention de ses répercussions financières,
- (iii) dans le cas d'un énoncé, en incorpo-15 rant cet énoncé à l'état actualisé.

12. À tout état actualisé de l'économie et 8(1), 13(1) ou 14(1) est obligatoirement jointe une mention de responsabilité signée par le 20 ministre et le secrétaire et comportant les éléments suivants :

Mentions de responsabilité

Statement of responsibility

- 12. Every economic and fiscal update prepared under subsection 8(1), 13(1) or 14(1) 15 des finances préparé en vertu du paragraphe must be accompanied by a statement of responsibility signed by the Minister and the Secretary and comprising
 - (a) a statement by the Minister that all policy decisions with material economic or 20 fiscal implications that the Government has made before the day on which the contents of the update or of the relevant aspect of the update were finalized, and all other circumstances with material economic or fiscal 25 implications of which the Minister was aware before that day, have been communicated to the Secretary;
 - (b) a statement by the Secretary that the Treasury Board has supplied to the Minis-30 ter, using its best professional judgement on the basis of economic and fiscal information available to it before the day on which the contents of the update or of the relevant aspect of the update were finalized, an 35 economic and fiscal update incorporating the fiscal and economic implications of those decisions and circumstances, but not incorporating any decision, circumstance or statement that the Minister has deter-40 mined under subsection 11(4) should not be incorporated in that update; and
 - (c) a statement that the Minister is responsible

- a) une attestation du ministre que toutes les décisions ayant des conséquences économiques ou financières d'importance que le 25 gouvernement a prises avant la date à laquelle ce qui est porté à l'état ou à ses éléments importants ont été arrêtés et toutes les circonstances ayant des conséquences économiques ou financières importantes 30 dont le ministre a eu connaissance ont été portées à la connaissance du secrétaire;
- b) une attestation du secrétaire que le Conseil du Trésor a fourni au ministre, au meilleur de son jugement professionnel vu 35 les renseignements économiques et financiers dont il disposait le jour où ce qui est porté à l'état ou ses éléments importants ont été arrêtés, un état actualisé de l'économie et des finances rendant compte des réper-40 cussions de ces décisions et situations, à l'exception des décisions, circonstances et états que le ministre a jugés ne pas devoir être portés à l'état conformément au paragraphe 11(4);
- c) une mention par le ministre qu'il se porte garant:



- (i) for the integrity of the disclosures contained in the update,
- (ii) for the consistency with the requirements of this Act of the information contained in the update, and
- (iii) for the omission from the update under subsection 11(4) of any decision, circumstance or statement.

Half-year economic and fiscal update

13. (1) Subject to subsection (3), the nor later than December 31 in each fiscal year, cause to be published a report containing an economic and fiscal update prepared by the Treasury Board.

Content of undate

- (2) The economic and fiscal update shall
- (a) include the information required by subsections 8(2) and (3) and sections 9, 10, and 11 to be included in the economic and fiscal update prepared under subsection 8(1), except that the reference to estimated 20 actual figures in subparagraph 10(3)(d)(i) shall be read as if it were a reference to actual figures, and the actual figures required by subparagraph 10(3)(d)(ii) shall not be required; and 25
- (b) be accompanied by the statement of responsibility required by section 12.

Exceptions

- (3) The Minister shall not be required to cause a report to be published under subsection (1) of this section in any fiscal year if, in 30 un exercice si, entre le 1er octobre et le 31 that part of that fiscal year beginning on October 1 and ending on December 31, an economic and fiscal update
 - (a) has been published under section 14; or
 - (b) is required to be published under 35 section 14.

Copy laid before House of Commons

(4) The Minister shall, not later than the third day on which the House of Commons sits after the publication of a report under subsec-House.

- (i) de l'intégrité des présentations d'informations portées à l'état actualisé,
- (ii) de la conformité des renseignements portés à l'état actualisé aux exigences de la présente loi,
- (iii) de l'omission, en vertu du paragraphe 11(4), de mentionner toute décision, situation ou énoncé dans l'état actualisé.
- 13. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le Minister shall, not earlier than December 1 10 ministre fait publier, entre le 1er décembre et 10 le l'économie et le 31 décembre de chaque exercice, un rapport comportant un état actualisé de l'économie et des finances préparé par le Conseil du Trésor.

État actualisé des finances à mi-exercice

(2) L'état actualisé de l'économie et des finances:

Teneur de 15 actualisé

- a) comporte les renseignements dont la mention est exigée en vertu des paragraphes 8(2) et (3), et des articles 9, 10 et 11, lors de la préparation de l'état actualisé conformément au paragraphe 8(1), à l'exception que 20 la mention des chiffres des opérations réelles estimatives au sous-alinéa 10(3)d)(i) s'entend de celle des chiffres des opérations réelles et la comparaison requise avec les chiffres des opérations réelles requise en 25 vertu du sous-alinéa 10(3)d)(ii) n'est plus exigée;
- b) est assorti de la mention de responsabilité requise en vertu de l'article 12.
- (3) Le ministre n'est pas tenu de faire 30 Exceptions publier le rapport visé au paragraphe (1) pour décembre de cet exercice il a fait publier. — ou est tenu de le faire —, un état actualisé de l'économie et des finances en 35 vertu de l'article 14.
- (4) Le ministre fait déposer devant la Chambre des communes une copie du rapport qu'il fait publier en application du paragraphe tion (1), lay a copy of the report before the 40 (1) au plus tard le troisième jour de séance de 40 la Chambre après la publication du rapport.

Dépôt devant la Chambre communes



Pre-election economic and fiscal update

14. (1) The Minister shall, except as provided in subsection (4), cause to be published, not earlier than forty-two nor later than twenty-eight days before the day appointed as polling day in a general election of members of the House of Commons, a report containing an economic and fiscal update prepared by the Treasury Board.

14. (1) Sauf dans le cas prévu au paragraphe (4), le ministre fait publier, au plus tôt quarante-deux jours et au plus tard vingt-huit jours, avant le jour fixé pour le scrutin d'une 5 élection générale fédérale, un rapport com- 5 portant un état actualisé de l'économie et des finances préparé par le Conseil du Trésor.

Publication de l'état actualisé avant une élection générale

Content of pre-election update

- (2) The economic and fiscal update shall
- (a) except as provided in subsection (3), 10 l'état actualisé de l'économie et des finances include the information required by subsections 8(2) and (3) and sections 9, 10 and 11 to be included in the economic and fiscal update prepared under subsection 8(1); and
- (b) be accompanied by the statement of 15 responsibility required by section 12.

Where Public Accounts already published

(3) Where, before the day on which an economic and fiscal update is required to be published under this section, the Public Accounts of the Crown for the fiscal year 20 immediately before the first of the fiscal years to which the fiscal forecasts relate have been laid before the House of Commons under subsection 64(1) of the Financial Administrafigures in subparagraph 10(3)(d)(i) shall be read as if it were a reference to actual figures, and the actual figures required by subparagraph 10(3)(d)(ii) shall not be required.

Teneur de l'état publié à l'occasion d'une élection générale

comporte les mêmes renseignements que ceux 10 qui sont exigés en vertu des paragraphes 8(2) et (3) et des articles 9, 10 et 11 pour un état publié en vertu du paragraphe 8(1) et il est assorti de la mention de responsabilité prévue à l'article 12. 15 (3) Dans le cas où les Comptes publics de

(2) Sauf dans le cas prévu au paragraphe (3).

Publication des Comptes publics

l'État pour l'exercice précédant immédiatement le premier des exercices sur lesquels portent les prévisions économiques ont été déposés devant la Chambre des communes 20 conformément au paragraphe 64(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques au moment où la publication de l'état actualisé tion Act, the reference to estimated actual 25 devient obligatoire en vertu du présent article, la mention des chiffres des opérations réelles 25 estimatives au sous-alinéa 10(3)d)(i) s'entend de celle des chiffres des opérations réelles et la comparaison requise avec les chiffres des opérations réelles en vertu du sous-alinéa 10(3)d)(ii) n'est plus exigée. 30

Dissolution near to polling day

Copy laid

before new

Parliament

- (4) Where the day of the dissolution of 30 Parliament is less than thirty-five days before the day appointed as polling day in the general election of members of the House of Commons, the Minister shall cause the economic and fiscal update required to be published 35 article au plus tard quatorze jours après la under this section to be published not later than fourteen days after the day of the dissolution of Parliament.
- (5) The Minister shall, not later than the third day on which the House of Commons sits 40 Chambre des communes, au plus tard le after the first meeting of the new Parliament, lay before the House a copy of the report published under this section.

(4) Si la dissolution du Parlement a lieu moins de trente-cinq jours avant la date fixée pour l'élection générale fédérale, le ministre fait publier l'état actualisé de l'économie etdes finances prescrit en vertu du présent35 dissolution du Parlement.

proche de générale

(5) Le ministre fait déposer devant la troisième jour de séance de la première 40 communes session de la nouvelle législature, une copie du rapport publié en vertu du présent article.

Dépôt devant la Chambre



Current-year fiscal update

15. (1) The Minister shall, on the day of introduction of the first appropriation bill after the last day of February in each fiscal year, not being an appropriation bill that deals solely lay before the House of Commons a report containing the fiscal update for that fiscal year prepared by the Treasury Board.

15. (1) Le jour du dépôt en Chambre du premier projet de loi de crédits après le dernier jour de février d'un exercice, si ce projet de loi ne porte pas uniquement sur des affectations with matters relating to a previous fiscal year, 5 de crédit relatives à un exercice antérieur, le 5 ministre fait déposer devant la Chambre des communes un rapport comportant l'état actualisé des finances de cet exercice, préparé par le Conseil du Trésor.

État actualisé des finances de l'exercice courant

Content of update

(2) The update shall contain fiscal forecasts for that fiscal year and a statement of all 10 res pour cet exercice et un énoncé de toutes les significant assumptions underlying them.

(2) L'état comporte les prévisions financiè-10 Teneur de hypothèses importantes sur lesquelles ces prévisions sont fondées.

Content of fiscal forecasts

- (3) The fiscal forecasts shall include a forecast of the financial statements for the Crown for the fiscal year including
 - (a) a forecast of the position of the Crown 15 at the balance date:
 - (b) an operating statement reflecting a forecast of the revenue and expenses of the Crown for the fiscal year;
 - (c) a statement of cash flows reflecting 20 forecast cash flows of the Crown for the fiscal year;
 - (d) a statement of borrowing reflecting the forecast borrowing activities of the Crown for the fiscal year; 25
 - (e) a statement of all significant accounting policies, including any changes from those contained in the Public Accounts of the Crown most recently laid before the House of Commons under subsection 64(1) of the 30 Financial Administration Act;
 - (f) such other statements as are necessary to fairly reflect a forecast of the actual financial operations of the Crown for the fiscal year and a forecast of the financial position 35 at the end of the fiscal year; and
 - (g) in relation to each statement required by paragraphs (a) to (d) and, where appropriate, by paragraph (f), comparative budgeted and actual figures for the previous fiscal 40 year.
- (4) The forecast financial statements for the Crown to be prepared under subsection (3) shall be for the same reporting entities as the

(3) Les prévisions financières comportent la prévision des états financiers de l'État pour 15 l'exercice, notamment :

Teneur des

- a) des prévisions de la situation de l'État à la date d'arrêté des comptes;
- b) un relevé d'exploitation correspondant aux prévisions de recettes et de dépenses 20 d'exploitation de l'État pour l'exercice;
- c) un relevé des mouvements de caisse correspondant aux prévisions de mouvements de caisse de l'État pour l'exercice;
- d) un relevé des emprunts correspondant 25 aux prévisions d'emprunts de l'État pour l'exercice:
- e) un énoncé de toutes les conventions comptables importantes, notamment les changements par rapport à celles portées 30 dans les derniers Comptes publics de l'État déposés devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 64(1) de la Loi sur l'administration des finances publiques;
- f) les autres relevés nécessaires à une 35 présentation sincère des prévisions des opérations de l'État pour l'exercice et de la situation de l'État à la fin de l'exercice:
- g) à l'égard de tous les relevés exigés en vertu des alinéas a) à d) et, le cas échéant, 40 dans le cas de l'alinéa f), la comparaison des chiffres estimatifs et réels de l'exercice précédent.
- (4) Les états financiers prévus de l'État dont la préparation est requise en vertu du paragra-45 phe (3) sont établis selon les mêmes divisions Public Accounts for the Crown to be prepared 45 que celles servant à la préparation des Comp-

Divisions des rapports

Reporting entities



under section 64 of the Financial Administration Act for the fiscal year to which the fiscal forecasts relate.

Referral to select committee

- 16. There shall stand referred to such House shall instruct to undertake the overall review of financial management in Government departments and other public bodies
 - (a) every budget policy statement published under subsection 6(1); 10
 - (b) every fiscal strategy report laid before the House of Commons under subsection 7(1):
 - (c) every report laid before the House of Commons under subsection 8(1);
 - (d) every report published under subsection 13(1) or section 14; and
 - (e) every report laid before the House of Commons under subsection 15(1).

Publication. inspection and purchase of statements and reports

- 17. (1) The Minister shall, in respect of 20 every statement or report referred to in section 16, cause to be published in the Canada Gazette a notice
 - (a) indicating, where the statement or report is published in advance of being laid before 25 the House of Commons, that the statement or report has been published;
 - (b) showing a place at which copies of the statement or report are available for inspection free of charge; and 30
 - (c) showing a place at which copies of the statement or report are available for purchase.

Availability to

public

- (2) The Secretary shall, for at least 6 months after the date of the publication of the notice 35 la publication de l'avis exigé en vertu du required by subsection (1), cause copies of the statement or report referred to in that notice to be available
 - (a) for inspection free of charge by members of the public; and 40
 - (b) for purchase at a price not exceeding the cost of production by members of the public.

tes publics de l'État établis en vertu de l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques pour l'exercice auquel les prévisions financières se rapportent.

16. Sont déférés d'office au comité de la 5 Renvoi à un committee of the House of Commons as the 5 Chambre des communes désigné par elle, pour examen par le comité de l'ensemble de la gestion financière des ministères du gouvernement et des autres établissements publics :

comité spécial

- a) tout énoncé de politique budgétaire 10 publié en vertu du paragraphe 6(1);
- b) tout rapport de stratégie financière déposé devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 7(1);
- c) tout rapport déposé devant la Chambre 15 des communes en vertu du paragraphe 8(1);
- d) tout rapport publié en vertu du paragraphe 13(1) ou de l'article 14;
- e) tout rapport déposé devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 20 15(1).

17. (1) Pour tout rapport ou état mentionné à l'article 16, le ministre fait publier dans la Gazette du Canada un avis par lequel :

Publication. inspection. acquisition des états et rapports

- a) il indique, si l'état ou le rapport est publié 25 avant d'être déposé devant la Chambre des communes, que l'état ou rapport a effectivement été publié;
- b) il mentionne l'endroit où il est possible de prendre connaissance gratuitement des 30 copies de l'état ou du rapport;
- c) il mentionne l'endroit où il est possible d'acquérir contre paiement des copies de l'état ou rapport.
- (2) Pendant les six mois suivant la date de 35 Mise à la paragraphe (1), le secrétaire veille à ce que des copies du rapport ou état mentionné dans l'avis:

disposition du public

- a) soient accessibles pour consultation sans 40 frais par le public;
- b) soient offertes en vente au public à un prix ne dépassant pas les frais de préparation.



secrétaire

d'exiger des

renseignements

Power of Secretary to obtain information

18. (1) The Secretary may from time to time request any department or any entity listed in Schedule I, II, or III of the Financial Administration Act, or any entity that manages an asset Secretary such information as is necessary to enable the preparation of any of the fiscal forecasts referred to in sections 8, 10, 11, 13, 14 and 15.

Request for information

(2) A request under subsection (1) may 10 specify the date by which and the manner in which the information requested is to be provided.

Date for provision of information

(3) Where a date is specified under subsecregard to the time limits prescribed by this Act for the laying before the House of Commons or the publishing of the report for which the information is being requested.

Request must be complied with

(4) Where any request under subsection (1) 20 is made to a department or entity, that request must be in writing and that department or entity must comply with the request.

Transitional

- 19. (1) The fiscal strategy report required to be laid before the House of Commons under 25 déposer devant la Chambre des communes en subsection 7(1) for the fiscal year commencing April 1, 1997 shall include
 - (a) the long-term objectives required by subsection 6(2) and an explanation of how those long-term objectives accord with the 30 principles of responsible fiscal management specified in subsection 4(2);
 - (b) the intentions required by paragraph 6(3)(b); and
 - (c) progress outlooks that include projec-35 tions of trends in the variables specified in subsection 6(2) illustrating, for stated significant assumptions, likely future progress towards achieving the long-term objectives included under paragraph (a). 40

18. (1) Le secrétaire peut, à l'occasion, exiger de tout ministère ou établissement public dont le nom figure à l'annexe I, II ou III de la Loi sur la gestion des finances publiques or liability of the Crown, to supply to the 5 ou à tout organisme qui administre un bien ou 5 une dette de l'État de fournir les renseignements nécessaires à la préparation des états de prévisions financières mentionnés aux articles 8, 10, 11, 13, 14 et 15.

> (2) La demande de renseignements visée au 10 Demande de paragraphe (1) peut préciser la date à laquelle ceux-ci doivent être fournis et la manière dont ils doivent l'être.

Date de

renseignements

(3) Lorsqu'une demande de renseignetion (2), that date must be reasonable, having 15 ments visée au paragraphe (2) précise la date 15 à laquelle ceux-ci doivent être communiqués, la date précisée doit être raisonnable compte tenu des délais prescrits par la présente loi pour le dépôt devant la Chambre des commune ou la publication du rapport pour lequel les 20 renseignements sont exigés.

communication renseignements

(4) Une demande de renseignements présentée en vertu du paragraphe (1) à un ministère ou établissement doit être formulée par écrit et le ministère ou l'établissement, 25 selon le cas, est tenu de s'y conformer.

Obligation d'obtempérer

19. (1) Le rapport de stratégie financière à vertu du paragraphe 7(1) pour l'exercice commençant le 1er avril 1997 énonce : 30

Disposition transitoire

- a) les objectifs à long terme dont la mention est prévue au paragraphe 6(2) et l'explication de la manière dont ces objectifs correspondent aux principes de gestion responsable des finances énoncés au para-35 graphe 4(2);
- b) les intentions dont la mention est requise en vertu de l'alinéa 6(3)b);
- c) des perspectives d'évolution comportant des projections des tendances des variables 40 mentionnées au paragraphe 6(2), afin d'illustrer, pour les hypothèses importantes mentionnées, la probabilité de progression vers les objectifs à long terme énoncés en vertu de l'alinéa a). 45



Exception

(2) Subsections 7(2) and (3) do not apply to the fiscal strategy report to which subsection (1) applies.

Exception

(3) Subsection 7(4) applies to the fiscal as if the reference in subsection 7(4) to subparagraph 7(3)(a)(i) were a reference to paragraph (1)(c).

Coming into force

20. This Act comes into force on April 1, 1997.

(2) Les paragraphes 7(2) et (3) ne s'appliquent pas au rapport de stratégie financière visé par le paragraphe (1).

(3) Le paragraphe 7(4) s'applique au rapstrategy report to which subsection (1) applies 5 port de stratégie financière visé au paragraphe 5 (1) comme si la mention, dans le paragraphe 7(4), du sous-alinéa 7(3)a)(i) était une men-

tion de l'alinéa (1)c).

20. La présente loi entre en vigueur le 1er 10 avril 1997.

Exception

Exception

Entrée en vigueur

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

C-343

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-343

PROJET DE LOI C-343

An Act to provide for the holding of citizen-initiated referenda on specific questions

Loi visant à permettre la tenue, à l'initiative des citoyens, de référendums sur des questions précises

First reading, October 30, 1996

Première lecture le 30 octobre 1996



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-343

PROJET DE LOI C-343

An Act to provide for the holding of citizen-initiated referenda on specific questions

Loi visant à permettre la tenue, à l'initiative des citoyens, de référendums sur des questions précises

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title 1. This Act may be cited as the Citizen-Initiated Referendum Act.

> 2. The definitions in this section apply in this Act, unless the context requires otherwise.

> "broadcaster" has the meaning given to it in the Canada Elections Act.

"Chief Electoral Officer" means the Chief 10 Electoral Officer under the Canada Elections Act and includes any person authorized under that Act to exercise the powers. duties and functions of the Chief Electoral 15 Officer.

"Clerk" means the Clerk of the House of Commons.

"Council" means the Referendum Review Council established by section 20.

"election" means an election of a member or 20 members to serve in the House of Commons.

"elector" means any person who is qualified as an elector pursuant to sections 50 to 52 of the Canada Elections Act.

"electoral district" means any place or territorial area entitled to return a member to serve in the House of Commons.

"judge" has the meaning given to it by subsection 2(1) of the Canada Elections Act.

"list of electors" means either the preliminary list of electors or the official list of electors. as the context requires.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Titre abrégé: Loi sur les référendums 5 découlant de l'initiative des citoyens.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi à moins que le contexte n'exige le contraire.

« circonscription » Toute localité ou zone territoriale qui a le droit d'élire un député à la 10 Chambre des communes.

« conseil » Le Conseil d'examen sur les référendums établi en vertu de l'article 20.

« diffuseur » S'entend au sens de ce terme en vertu de la Loi électorale du Canada.

« directeur général des élections » Le directeur général des élections nommé en vertu de la Loi électorale du Canada et toute personne autorisée, en vertu de cette loi, à exercer les fonctions de ce dernier. 20

« électeur » Personne avant qualité d'électeur en vertu des articles 50 à 52 de la Loi électorale du Canada.

« élection » L'élection d'un ou de plusieurs 25 25 députés à la Chambre des communes.

« greffier » Le greffier de la Chambre des communes.

« jour ouvrable » Tous les jours sauf : a) les samedis et les dimanches et les jours de fête d'après la Loi instituant des 30 day jours de fête légale;

Titre abrégé

Définitions

« circonscription » "electoral district'

« conseil » "Council"

« diffuseur » "broadcaster"

« directeur général des élections » "Chief electoral Officer'

> « électeur » "elector"

« élection » "election"

« greffier » "Clerk"

« jour ouvrable » "working

electors" « liste des électeurs » ou « liste électorale »

Interpretation

"broadcaster"

« diffuseur »

"Chief

Officer' « directeur

Electoral

général des

élections »

"Clerk"

« greffier »

"Council"

« conseil »

"election"

« élection »

"elector"

« électeur »

"electoral

« circonscrip-

district'

"judge"

« juge »

"list of

SUMMARY

This enactment establishes a process for the initiation of a proposal for a referendum on a specified legislative proposal or constitutional amendment. The proposal is filed with the Clerk of the House of Commons and thereafter the proponent may collect signatures to a petition for the referendum. If sufficient signatures are obtained, a referendum is held.

SOMMAIRE

Le présent texte pourvoit à un régime permettant le lancement d'un projet de référendum sur une proposition législative précise ou sur une modification constitutionnelle précise. Le projet de référendum est produit auprès du greffier de la Chambre des communes et, par la suite, son parrain officiel peut recueillir des signatures par pétition en faveur de la tenue du référendum. Si la proposition permet de recueillir un nombre suffisant de signatures, il y a référendum.

"promoter" « parrain »

"promoter", in relation to an indicative referendum petition, means the person who is the promoter of the petition under section 8.

"Speaker" « président » "Speaker" means the Speaker of the House of Commons.

"referendum petition' « pétition référendaire » "referendum petition" means a petition seeking the holding under this Act of an indicative referendum and includes the forms on which the signatures of the signatories are recorded.

"voter" « votant » "voter" means a person who votes at an elec-

"working day" « jour ouvrable »

- (a) a Saturday, a Sunday or a holiday or legal holiday under the Holidays Act; or 15
- (b) any day in the period commencing with the 25th day of December in any year and ending with the 15th day of January in the following year.

"working day" means any day other than

Effect of 3. (1) A legislative proposal that has been 20 referendum

approved by electors by a majority vote in a referendum shall be deemed to have passed second reading in the House of Commons and shall be referred to such committee as the House may order for consideration and report 25 comité que la Chambre désigne pour en faire

to the House.

Constitutional amendments

- (2) The following shall be deemed to have been introduced as a motion in the House of Commons and shall be debated in the House no later than the fifteenth day on which the 30 forme de motion et elles y sont débattues au House sits following the referendum and put to the question no later than the tenth day thereafter on which the House sits:
 - (a) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be 35 séance après le début du débat sur la motion : amended pursuant to subsection 38(1) or section 42 of the Constitution Act, 1982 and that has been approved by electors by a majority vote and by a majority vote in at least two-thirds of the provinces that have, 40 in the aggregate, according to the then latest general census, at least fifty per cent of the population of all the provinces;

b) les jours depuis le 25 décembre d'une année jusqu'au 15 janvier de l'année suivante.

« juge » Juge au sens du paragraphe 2(1) de la Loi électorale du Canada.

« liste des électeurs » ou « liste électorale » La liste préliminaire des électeurs ou la liste électorale officielle, selon que le contexte

10 « parrain » À l'égard d'une pétition référen-10 « parrain » daire, la personne qui est désignée parrain officiel de la pétition en vertu de l'article 8.

« pétition référendaire » Pétition visant la tenue d'un référendum conformément à la présente loi. Elle comporte notamment les 15 petition' formulaires portant les signatures des personnes favorables à la tenue de ce référendum.

« président » Le président de la Chambre des communes. 20

« votant » Personne qui vote à une élection.

3. (1) Une proposition législative ayant reçu l'approbation à la majorité des voix des votants à l'occasion d'un référendum est réputée avoir été adoptée en deuxième lecture 25 à la Chambre des communes et est déférée au l'étude et lui faire rapport.

(2) Les modifications constitutionnelles ci-après mentionnées sont réputées avoir été 30 nelles présentées à la Chambre des communes sous plus tard le quinzième jour de séance de la Chambre suivant la tenue du référendum et elles sont mises aux voix à la Chambre des 35 communes au plus tard le dixième jour de

a) une modification à une disposition de la Constitution du Canada susceptible de modification en vertu du paragraphe 38(1)40 ou de l'article 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui a été approuvée par une majorité de tous les votants et par une majorité des votants des deux tiers des provinces dont la population confondue 45

« juge » "judge"

« liste des électeurs » ou « liste électorale » "list of electors"

"promoter"

« pétition référendaire » "referendum

« président » "Speaker"

« votant » "voter"

Portée d'un référendum

Modifications constitution-



- (b) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be amended pursuant to section 41 of the Constitution Act. 1982 and that has been approved by electors by a majority vote in 5 each province in a referendum;
- (c) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be amended pursuant to section 43 of the Constitution Act, 1982 and that has been 10 approved by electors by a majority vote in each province to which the amendment applies; and
- (d) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may amended pursuant to section 44 of the Constitution Act, 1982 and that has been approved by electors by a majority vote.

représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de toutes les provinces;

- b) une modification à une disposition de la 5 Constitution du Canada susceptible de modification en vertu de l'article 41 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui a été approuvée par une majorité de tous les votants de chacune des provinces à l'occa-10 sion d'un référendum;
- c) une modification à une disposition de la Constitution du Canada susceptible de modification en vertu de l'article 43 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui a été 15 approuvée par une majorité de tous les votants de chacune des provinces à laquelle la modification s'applique;
- d) une modification à une disposition de la Constitution du Canada susceptible de 20 modification en vertu de l'article 44 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui a été approuvée par une majorité de tous les votants.

Wording of questions on ballot

4. (1) A referendum question related to a legislative proposal shall be worded: "Do you 20 relative à une mesure législative est obligatoisupport", followed by the long title of the legislative proposal and a question mark.

4. (1) Le libellé d'une question référendaire 25 Libellé de la rement le suivant: «Favorisez-vous » suivi du titre intégral de la proposition législative

question sur le bulletin de

la Charte des

droits

Section 33 of the Charter of Rights

- (2) Where a legislative proposal invokes section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, in that it proposes a law 25 droits et libertés, parce qu'elle propose une notwithstanding certain other provisions of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, the question on the ballot must include the following, to be inserted in the space between the question mark and the space in 30 imprimé entre le point d'interrogation de la which the elector will make a mark: "This Bill includes a provision to invoke section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms (the Notwithstanding Clause)".
- (2) Lorsque la proposition législative met 30 Article 33 de en jeu l'article 33 de la Charte canadienne des disposition dérogatoire à certaines autres dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés, le texte de la question sur le 35 bulletin de vote est suivi du texte suivant, question et l'espace où l'électeur indique son choix: « Le présent projet de loi comporte une disposition qui met en jeu l'article 33 de 40 la Charte canadienne des droits et libertés (clause dérogatoire) ».

suivi d'un point d'interrogation.

Spending public funds

- (3) Where a legislative proposal provides 35 for the appropriation of the public revenue, or of any tax or impost, the question on the ballot must include the following, to be inserted in the space between the question mark and the space in which the elector will make a mark:
 - (3) Lorsqu'une proposition législative prévoit l'affectation de revenus, de taxes ou d'impôts, la question, sur le bulletin de vote, 45 comporte le texte suivant dans l'espace entre le point d'interrogation et l'endroit où l'élec-40 teur indique son choix:

Dépenses sur les fonds publics



"This proposal will cause the Government

Savings

Crown liability

"It is estimated that this legislative proposal will cause the Government of Canada to	gouvernement du Canada de\$ chaque année, pendant années à compter de » Si l'application de la proposition législative loit entraîner une augmentation des dépenses sour une durée indéterminée, le texte est le uivant : « La présente proposition aura comme l'o conséquence d'augmenter les dépenses du gouvernement du Canada de \$ chaque année, à compter de l'année , pendant une période indétermi- née. »)
be expended, but would also cause other under the funds, currently being expended, to be saved, 15 d such savings shall be subtracted from any increases in spending to produce a net figure in the statement described in subsection (3).	(4) Lorsque l'application de la proposition égislative a comme conséquence d'entraîner une dépense de fonds publics, mais aussi l'occasionner une diminution d'autres dépenses, les montants épargnés en vertu de la 20 proposition sont soustraits de l'augmentation des dépenses pour arriver au montant net des dépenses à indiquer dans l'énoncé prévu au paragraphe (3).	Épargnes
gent liability, the question on the ballot shall include the following, to be inserted in the space between the question mark and the space in which the elector will make a mark: 25 l	(5) Lorsque l'application de la mesure 26 égislative proposée a comme conséquence de l'aire encourir au gouvernement du Canada une responsabilité actuelle ou éventuelle, la question, sur le bulletin de vote, comporte le exte suivant entre le point d'interrogation et 30 'endroit où l'électeur indique son choix. L'exercice à indiquer est celui où le montant	de la Couronne

Constitutional amendments

(6) A legislative proposal that is a constitutional amendment shall be referred to as such in the question.

liability or contingent liability is projected to

be at a maximum.

proposal will cause the Government of Canada to underwrite a liability of

where the year listed is the year at which the 30

by the year

Where estimates not made

(7) If a question that purports to appropriate public funds is presented to the Chief Electoral Officer by the promoter without the estimates of expenditure or liability mentioned in subsections (3), (4) and (5), for every year that 40 the legislative proposal would cause expenditure or liability, the question shall not be placed on the ballot.

(6) Lorsque la proposition législative constitue une modification à la Constitution, le fait 40 de la Constitution 35 est mentionné dans la question.

« Selon les estimations, la mesure législati-

ve proposée aura pour effet de faire encourir 35 au gouvernement du Canada une responsa-

_____\$, pour l'exercice

de la responsabilité est le plus grand.

bilité de

« La présente proposition aura comme

(7) Lorsqu'une question entraînant l'affectation de fonds publics est soumise au directeur général des élections par son parrain sans les prévisions mentionnées aux paragraphes 45 (3), (4) et (5), pour chaque exercice au cours desquels la proposition législative entraînera des dépenses ou une responsabilité, la question ne figure pas au bulletin de vote.

Modification

Absence de prévisions de dépenses ou responsabilité



Estimates added

(8) The estimates of expenditure or liability submitted to the Chief Electoral Officer shall be added to the text of the legislative proposal as the first section of the legislative proposal.

Estimates made by

(9) The monetary and time estimates men- 5 tioned in subsections (3), (4) and (5) shall be provided by the person making the proposal under section 7.

(8) Les prévisions de dépenses ou de responsabilité fournies au directeur général des élections figurent à l'article premier de la proposition législative.

Indication prévisions

(9) Celui qui présente la proposition en 5 vertu de l'article 7 est tenu de fournir les prévisions de dépenses et de responsabilité.

Prévisions établies par l'auteur de la proposition

REFERENDUM PETITION

Proposal for referendum petition

5. A proposal to promote a referendum in accordance with this Act may be submitted to the House of Commons by any elector in accordance with section 7.

Contents of referendum petition

6. (1) A referendum petition shall ask that question to be put to the voters in the referendum.

One question

(2) Neither a referendum petition nor a referendum may deal with more than one question.

7. (1) A person who proposes to promote a

Proposal to promote referendum petition

referendum petition shall submit the proposal to the Clerk. (2) The proposal shall be accompanied by a

Content of proposal Content of

proposal

- the text of the legislative proposal. (3) The proposal shall state
 - (a) the name of the proposer;
 - (b) an address in Canada at which the proponent or a representative of the propo-30 nent can be contacted in relation to the proposal; and
 - (c) where a representative of the proponent is the person to be contracted, the name of that representative. 35

Notice

8. (1) Within twenty working days after receiving a proposal under section 7, the Clerk shall determine whether the submission complies with section 7 and, if it so complies, shall publish in the Canada Gazette a notice that the 40 proposal is approved.

PÉTITION RÉFÉRENDAIRE

5. Tout électeur peut soumettre à la Champetition seeking the holding of a referendum 10 bre des communes, en se conformant à l'article 7, une proposition de pétition visant 10 la tenue d'un référendum.

Proposition de pétition référendaire

6. (1) Une pétition référendaire demande la a referendum be held and shall specify the 15 tenue d'un référendum et énonce la question à soumettre aux électeurs lors du référendum.

Teneur de la pétition référendaire

(2) Une pétition référendaire et un référen-15 Question dum ne peuvent porter que sur une seule 20 question.

unique

7. (1) Toute personne qui entend lancer une pétition référendaire en soumet une proposition au greffier.

Projet de proposition de pétition référendaire

(2) La proposition de pétition référendaire draft of the proposed referendum petition and 25 comporte le texte de la pétition proposée et le texte de la disposition législative proposée.

Teneur de la proposition de pétition

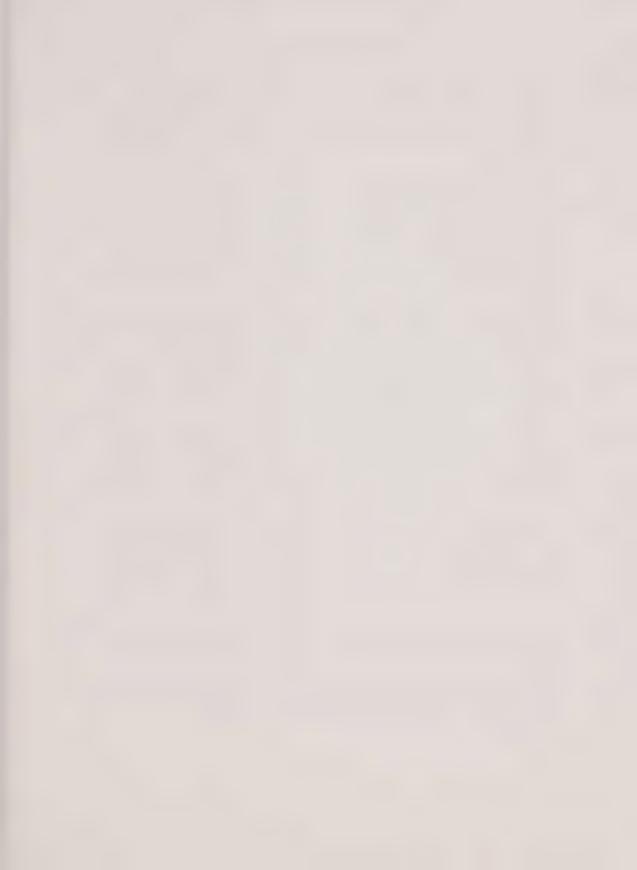
(3) La proposition de pétition énonce : a) le nom de l'auteur de la pétition;

Teneur de la proposition 25 de pétition

b) une adresse, au Canada, où il est possible d'entrer en communication avec l'auteur de la pétition ou son représentant;

c) s'il faut faire affaire avec le représentant de l'auteur de la pétition, le nom de ce 30 représentant.

8. (1) Dans les vingt jours ouvrables qui Avis suivent la réception de la proposition visée à l'article 7, le greffier détermine si celle-ci est conforme à l'article 7 et, si tel est le cas, il 35 publie, dans la Gazette du Canada, un avis à l'effet que la proposition est approuvée.



Propositions

refusées

Rejected

- (2) The Clerk shall reject any proposal
- (a) that does not comply with section 7; or
- (b) where the proposed legislation is unintelligible, trivial or too vague to be given effect to or proposed in a spirit of mockery.

Content of publication

(3) A notice mentioned in subsection (1) shall specify the name of the person who submitted to the Clerk the proposal to promote the referendum petition, who shall be identified as the person approved to promote the 10 rain officiel de la pétition, pour les fins de la petition for proposed legislation for the purposes of the referendum petition and the question to be put to voters in the proposed referendum.

Promotion of approved petition

9. (1) A person whose proposal to promote 15 a referendum petition is approved by the Clerk may circulate and promote the petition for the purposes of this Act.

Requirements in relation to referendum

(2) Every person signing a referendum petition shall write legibly by the signature the 20 référendaire est tenue d'inscrire lisiblement full name, the address that qualifies the signatory as an elector and the date of the signature.

Time limit

(3) The promoter shall deliver the referendum petition to the Clerk of the House of 25 doit la transmettre au greffier de la Chambre Commons within 12 months after the date of the publication in the Canada Gazette of the notice published pursuant to subsection 8(1).

Time limit

(4) A promoter, on delivering a referendum petition to the Clerk, shall give the number of 30 indique, au moment de la transmettre au pages and the number of signatures per full page and shall identify every page on which there are fewer signatures and give the number on every such page.

Additional pages

(5) Subject to sections 13 and 16, no pages 35 or signatures shall be added to a referendum petition after it has been delivered to the Clerk.

Lapsed petition

(6) A referendum petition shall lapse if it is not delivered to the Clerk of the House of 40 transmise au greffier dans le délai visé au 45 Commons within the time prescribed by subsection (3).

(2) Le greffier refuse les propositions :

a) qui ne sont pas conformes à l'article 7;

b) qui comportent des projets de dispositions législatives soit inintelligibles, soit triviales, soit trop vagues pour être applica- 5 bles, soit présentées dans un esprit de dérision.

(3) L'avis mentionné au paragraphe (1) indique le nom de la personne qui a proposé au greffier de promouvoir l'adhésion à la pétition 10 référendaire; cette personne est désignée parpétition référendaire relative à la mesure législative proposée et à la question à soumettre aux électeurs à l'occasion du référendum 15

Teneur de

9. (1) Toute personne dont la proposition de pétition référendaire a reçu l'approbation du greffier peut la diffuser et tenter d'y obtenir des appuis pour les fins de la présente loi.

Promotion d'une pétition approuvée

(2) Toute personne qui signe une pétition près de sa signature, son nom et l'adresse en vertu de laquelle elle a qualité d'électeur et la date de sa signature.

Modalités de signature

(3) Le parrain d'une pétition référendaire des communes dans les douze mois qui suivent la publication, dans la Gazette du Canada, de l'avis publié en vertu du paragra-30 phe 8(1).

Délai

(4) Le parrain d'une pétition référendaire greffier, le nombre de pages signées de la pétition, le nombre de signatures d'une pleine 35 page, le nombre de pages comportant moins de signatures qu'une pleine page et le nombre de signatures sur chacune de ces pages partielles.

Délai

(5) Sous réserve des article 13 et 16, il est 40 Ajout de interdit d'ajouter des pages ou des signatures à un pétition référendaire déjà transmise au greffier.

(6) Une pétition référendaire qui n'a pas été paragraphe (3) est périmée.

Pétition périmée



Langues des

formulaires.

de pétition

Language of petition forms

10. A petition form may be circulated in either English or French or in both official languages.

Who may circulate a petition Electronic

11. (1) A petition may be circulated by any Canadian citizen.

(2) A blank petition form may be circulated electronically or by mail, but a completed petition form must be delivered with original signatures.

Duties of Clerk

Defects

- 12. (1) The Clerk shall, within twenty 10 working days after receiving a referendum petition,
 - (a) check whether all the signatures are on forms supplied by the promoter that have on them the proposed legislation approved by 15 the Clerk; and
 - (b) check whether the promoter has complied with the requirements of this Act.

(2) Where the Clerk finds

- supplied by the promoter and approved by the Clerk, or
- (b) that any of the provisions of this Act have not been complied with in relation to the petition.

the Clerk shall return to the promoter any part of the petition that does not comply.

Duties of promoter in relation to defects

- 13. (1) Where, under subsection 12(2), any pages are returned to the promoter, the promoter shall, within sixty days after the date 30 partie de pétition qui lui a été renvoyée en on which any part was returned
 - (a) correct any defects identified by the Clerk and resulting from non-compliance with any of the provisions of subsection 9(2) of this Act; and 35
 - (b) return the corrected pages to the Clerk.

Review

(2) Where the corrected pages are returned within the time allowed by subsection (1), the signatures on the pages shall be reviewed by the Clerk to ascertain whether the referendum 40 petition can be certified correct and the Clerk shall notify the promoter.

10. Les formulaires de pétition peuvent être rédigés en français, en anglais ou dans les deux langues officielles à la fois.

11. (1) Tout citoyen canadien peut diffuser 5 une pétition.

Droit de faire signer une pétition Formule en blanc

(2) Il est permis de transmettre une formule de pétition en blanc par courrier ordinaire ou par moyens électroniques, mais la formule signée doit nécessairement comporter les signatures originales.

Rôle du greffier

12. (1) Dans les vingt jours qui suivent la réception par lui d'une pétition référendaire signée, le greffier vérifie :

- a) si toutes les formules signées proviennent du parrain de la pétition et comportent 15 le texte approuvé de la disposition législative proposée:
- b) si le parrain de la pétition s'est conformé à toutes les exigences de la présente loi.
- (2) Le greffier renvoie au parrain de la 20 Pétitions (a) that the signatures are not all on forms 20 pétition toute partie de celle-ci qui, à son avis, n'est pas conforme à la présente loi :
 - a) soit parce que les signatures apparaissent sur des formules qui ne sont pas fournies par le parrain de la pétition et approuvées par le 25 greffier;
 - b) soit parce qu'elle contrevient à une autre exigence de la présente loi.
 - 13. (1) Le parrain de la pétition doit, dans les soixante jours de la réception par lui d'une 30 application du paragraphe 12(2):

Correction des vices signalés

défectueuses

- a) corriger les vices signalés par le greffier en raison de l'inobservance du paragraphe 35 9(2);
- b) retourner les formules corrigées au greffier.
- (2) Sur réception des formules corrigées dans le délai prévu au paragraphe (1), le greffier réexamine les formules et vérifie si la 40 pétition référendaire peut être certifiée correcte; il communique sa conclusion au parrain de la pétition.

Nouvel examen



Déchéance de

Certification

la pétition

Lapse

(3) Where the corrected pages are not returned within the time allowed by subsection (1), the referendum petition sent for correction shall lapse and the Clerk shall notify the promoter.

Certification of referendum petition

- 14. (1) Where the Clerk receives a referendum petition or a corrected referendum petition that complies with subsection 9(2), the Clerk shall, within two months after the date of receipt of the referendum petition or the 10 corrected referendum petition, as the case may be, either
 - (a) certify that the referendum petition is correct and give it to the Speaker; or
 - (b) certify that the referendum petition has 15 lapsed and return it to the promoter.

Certification by Clerk

(2) A referendum petition shall be certified correct by the Clerk if the Clerk is satisfied, in accordance with section 15, that the petition has been signed by a number of electors 20 qu'elle a été signé par un nombre d'électeurs representing not less than three per cent of the total votes cast in the most recent general election and that the signatures were dated after the publication in the Canada Gazette of the notice required by subsection 8(1).

Procedure in relation to certification

15. (1) For the purpose of the certification under subsection 14(2), the Clerk shall take, at random, five thousand names and addresses from those who signed the petition and submit them to the Chief Electoral Officer.

Names checked

(2) The Chief Electoral Officer shall check how many of the names and addresses represent eligible electors and how many are duplications and shall inform the Clerk of the result.

Eligible number checked

(3) The Clerk shall then, by applying the proportion of the names submitted under subsection (1) that were different eligible electors to the total number of signatories, petition has been signed in accordance with subsection 14(2).

(3) Lorsque les formules renvoyées au parrain de la pétition par le greffier ne lui sont pas retournées dans le délai mentionné au paragraphe (1), la pétition référendaire de-5 vient périmée et le greffier avise le parrain de 5 la pétition de ce fait.

14. (1) Au plus tard deux mois après avoir reçu une pétition référendaire ou une pétition référendaire corrigée qu'il juge conforme au paragraphe 9(2), le greffier:

a) soit certifie la pétition correcte et la transmet au président;

b) soit atteste que la pétition est périmée et la renvoie à son parrain.

(2) Le greffier certifie une pétition référen-15 Certification daire comme correcte s'il estime, après avoir procédé à la vérification prévue à l'article 15, au moins égal à trois pour cent du nombre de votants à la dernière élection générale et que 20 les signatures portent une date postérieure à celle de la publication dans la Gazette du 25 Canada de l'avis mentionné au paragraphe 8(1).

15. (1) Aux fins de la certification prévue au 25 paragraphe 14(2), le greffier choisit, au hasard, un échantillon de cinq mille noms et adresses des signataires de la pétition et les 30 soumet au directeur général des élections.

signatures

Vérification

(2) Le directeur général des élections 30 Vérification vérifie combien de noms et adresses correspondent à des personnes ayant qualité d'électeur et combien de noms apparaissent plus 35 d'une fois. Il transmet les résultats de sa vérification au greffier.

des noms

(3) Appliquant la proportion de signatures de personnes ayant qualité d'électeur dans l'échantillon choisi en vertu du paragraphe (1) au nombre total de signataires, le greffier determine whether or not the referendum 40 détermine si la pétition référendaire a été 40 signée par le nombre d'électeurs exigé en vertu du paragraphe 14(2).

Détermination du nombre de signataires ayant qualité d'électeur



Nouvelle

présentation

Resubmission

- 16. (1) Where a referendum petition has lapsed under section 13 or 14, the promoter of that petition may
 - (a) collect more signatures to the petition; and
 - (b) at any time within 2 months after the date on which the petition lapsed, submit the petition again, on one occasion only, to the Clerk.

Lapsing

(2) Where a petition that has been submitted 10 again under subsection (1) is not certified correct by the Clerk, it lapses and may not be submitted again under this section.

Speaker reads petition to the House

17. On receiving from the Clerk a referendum petition certified correct under paragraph 15 daire qui lui est transmise conformément à 14(1)(a), the Speaker shall lay the petition before the House on the next day on which the House sits, and the Clerk shall read the petition to the House.

Date of referendum

18. (1) Where a petition is laid before the 20 House of Commons pursuant to section 17, the Governor in Council shall, within thirty days, by order in council published in the Canada Gazette, fix a day on which the referendum is to be held.

Date of referendum

(2) The referendum shall be held within twelve months after the date on which the referendum petition was laid before the House of Commons.

Deferral

(3) Notwithstanding subsection (1) or (2), if 30 the House of Commons, within ninety days after the date on which the petition has been laid before it, passes a resolution deferring the holding of the referendum and fixing a date to hold it not earlier than twelve months and not 35 référendum de douze à vingt-quatre mois later than twenty-four months after the date on which it was laid before the House, the referendum shall be held on the date so fixed.

Special majority

(4) A resolution under subsection (2) must be approved by no less than seventy per cent 40 doit être adoptée à une majorité d'au moins of the total membership of the House.

Subsequent election call

(5) If, after an order in council has been made under subsection (1), and before the referendum is held, a writ for a general

16. (1) Lorsqu'une pétition référendaire est devenue périmée par l'application de l'article 13 ou 14, son parrain peut:

a) recueillir la signature d'autres personnes ayant qualité d'électeur;

b) au plus tard deux mois après la date à laquelle la pétition est devenue périmée, soumettre à nouveau, une seule fois, la pétition au greffier.

(2) À défaut d'être certifiée correcte par le 10 Caducité greffier, la pétition référendaire soumise à nouveau en vertu du paragraphe (1) devient périmée et ne peut plus être soumise à nouveau en vertu du présent article.

17. Après réception d'une pétition référen-15 Lecture de la l'alinéa 14(1)a), le président la dépose à la Chambre le jour de séance suivant et le greffier en donne lecture à la Chambre.

pétition à la Chambre

18. (1) Dans les trente jours du dépôt à la 20 Fixation de la Chambre d'une pétition référendaire conformément à l'article 17, le gouverneur en conseil fixe par décret publié dans la Gazette du Canada, une date pour la tenue du référen-25 dum.

référendum

(2) Le référendum est à tenir dans les douze mois qui suivent la date du dépôt de la pétition référendaire à la Chambre des communes.

Fixation de la date du référendum

(3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), la Chambre des communes peut, dans les 30 quatre-vingt-dix jours qui suivent le dépôt d'une pétition référendaire, adopter une résolution ayant pour effet de reporter la tenue du après le dépôt à la Chambre de la pétition. Le 35 référendum a alors lieu à la date fixée en vertu de cette résolution.

Remise

(4) La résolution visée au paragraphe (2) soixante-dix pour cent de tous les députés de 40 la Chambre.

Maiorité

(5) Si après la prise d'un décret par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) et avant la date fixée pour la tenue du election is issued under the Canada Elections 45 référendum, une élection générale est déclen-45

Élection générale



Act, the Governor in Council shall, by order in council published in the Canada Gazette, revoke the order in council made under subsection (1) and fix the polling day for the referendum is to be held.

Delegation of functions of Clerk

19. The Clerk shall not delegate to any person other than the Deputy Clerk of the House of Commons any of the Clerk's functions under this Act.

chée par l'émission des brefs conformément à la Loi électorale du Canada, le gouverneur en conseil prend un nouveau décret rescindant le décret pris en vertu du paragraphe (1) et fixant general election as the day on which the 5 la tenue du référendum pour le jour du scrutin 5 de l'élection générale.

> 19. Le greffier ne peut déléguer à personne d'autre qu'au sous-greffier de la Chambre des communes les attributions que la présente loi 10 lui confère.

Délégation de fonctions au sous-greffier

10

REFERENDUM REVIEW COUNCIL

Council established

20. (1) There is hereby established a Council to be known as the Referendum Review Council, consisting of three judges of the Federal Court appointed by the Chief Justice of the Court, one of whom shall be 15 désigne aussi l'un d'eux à titre de président. named as Chair by the Chief Justice.

Member unable to act

(2) In the event that one member of the Council is unable to act, the Chief Justice shall appoint another judge of the Court as a replacement.

Jurisdiction of the Council

21. The Council has exclusive jurisdiction to hear any judicial proceeding relating to this Act and to the application of this Act.

Decision final

22. A decision of the Council is final and not subject to appeal.

Decisions of the Council

- 23. (1) Every constitutional amendment or proposed legislation certified by the Clerk under section 14 shall be placed forthwith before the Council for a decision as to
 - (a) in the case of an amendment to the 30 Constitution of Canada, whether the amendment is subject to the amending formula selected by the proponent;
 - (b) whether enactment would require that section 33 of the Canadian Charter of 35 Rights and Freedom be invoked;
 - (c) whether the proposal would appropriate any part of the public revenue, or of any tax or impost; and
 - (d) whether the proposal or amendment is 40 substantially similar to another proposal or amendment initiated by petition that has been certified by the Clerk under section 14.

CONSEIL D'EXAMEN SUR LES RÉFÉRENDUMS

20. (1) Est constitué un conseil appelé Conseil d'examen sur les référendums, composé de trois juges de la Cour fédérale désignés par le juge en chef de cette cour qui Création du Conseil

(2) En cas d'incapacité d'agir d'un des membres du Conseil, le juge en chef de la Cour fédérale désigne un autre juge de cette 20 Cour pour remplacer le juge incapable d'agir.

Incapacité

21. Le Conseil a compétence exclusive de 20 Compétence connaître de toutes les procédures judiciaires relatives à la présente loi et à son application.

du Conseil

22. La décision du Conseil est définitive et 25 n'est pas susceptible d'appel.

Décision définitive

23. (1) Tout amendement constitutionnel et 25 Renvoi au toute proposition législative certifiée par le greffier en vertu de l'article 14 est déféré au Conseil qui doit déterminer :

Conseil

- a) dans le cas d'une modification de la Constitution du Canada, si la modification 30 correspond à la formule d'amendement choisie par l'auteur de la pétition;
- (b) si la proposition met en jeu l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés;
- c) si la proposition législative doit avoir pour effet d'entraîner l'affectation de revenus publics, de taxes ou d'impôts:
- d) si la proposition législative ou la modification constitutionnelle est en substance 40 semblable à une autre proposition ou modification proposée en vertu d'une autre pétition référendaire déjà certifiée correcte par le greffier conformément à l'article 14.



Result of Council decisions

(2) If the Council determines that any constitutional amendment is not subject to the amending formula selected by the petitioner, the Council shall substitute the appropriate amending formula.

(2) Si le Conseil arrive à la conclusion que la modification constitutionnelle proposée n'est pas réalisable en vertu de la formule d'amendement choisie par l'auteur de la 5 pétition, le Conseil y substitue la formule 5 d'amendement qui s'applique.

Effets des décisions du Conseil

Notwithstanding clause

(3) If the Council determines that any bill would require that section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms be invoked, the ballot shall be altered so as to contain the wording specified in subsection 4(2).

(3) Si le Conseil arrive à la conclusion qu'un projet de loi met en application l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés, il ordonne l'insertion, au bulletin de 10 10 vote, du texte visé au paragraphe 4(2).

tionnelle est en substance semblable à une

certifiée correcte par le greffier conformément à l'article 14, mais au sujet de laquelle le

référendum n'a pas encore eu lieu, il statue qu'il n'y aura pas de référendum sur celle des 20 deux propositions ayant obtenu le moins de

signatures valides.

est saisi.

autre proposition législative ou de modifica-15

Similar matters

(4) If the Council determines that any constitutional amendment is substantially similar to another legislative proposal or amendment initiated by petition that has been certified by the Clerk under section 14, but has 15 tion soumise sous forme de pétition déjà not yet been determined by referendum, the one with the lesser number of valid signatures shall not be determined by referendum.

(4) Si le Conseil arrive à la conclusion Sujets similaires qu'une proposition de modification constitu-

Exception

(5) Subsection (4) does not apply if the other legislative proposal or amendment is to be put 20 une autre proposition législative ou une autre to a referendum within ninety days.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à proposition de modification qui doit être 25 soumise à un référendum dans les quatrevingt-dix jours.

(6) Le Conseil est tenu de rendre une

dans les trente jours de la date à laquelle il en 30

décision sur une question qui lui est soumise

Decision within thirty

days

(6) The Council shall render a decision on a matter before it within thirty days from the date the matter comes to the Council.

Délai de la décision

Exception

Absence of decision

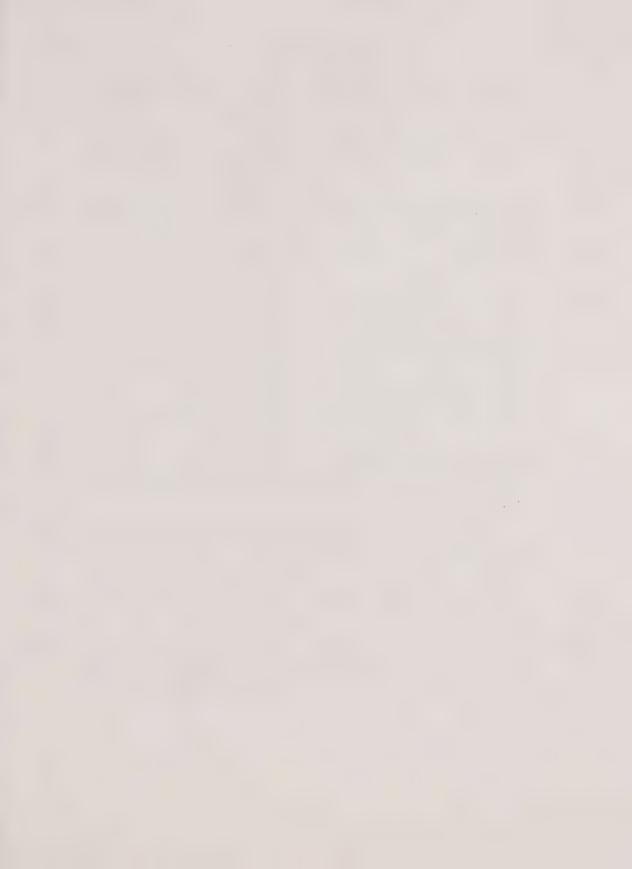
- (7) In the absence of a decision by the 25 Council within the thirty days referred to in subsection (6), the subject of the referendum is deemed, for purposes of being placed on the ballot.
 - (a) in the case of an amendment to the 30 Constitution of Canada,
 - (i) to be subject to the amending formula selected by the proponent,
 - (ii) not to appropriate any part of the public revenue, or of any tax or impost, 35 and
 - (iii) not to be substantially similar to another amendment initiated by petition that has been certified by the Clerk under section 14; and 40
 - (b) in the case of a legislative proposal,

(7) Si le Conseil ne rend pas de décision dans le délai de trente jours mentionné au paragraphe (6), pour ce qui concerne la composition du bulletin de vote, l'objet du 35 référendum est réputé :

Absence de décision

- a) s'agissant d'une proposition de modification à la Constitution du Canada:
 - (i) être de la catégorie convenant à la formule d'amendement choisie par l'au-40 teur de la pétition,
 - (ii) ne pas entraîner l'affectation de fonds publics, de taxes ou d'impôts,
 - (iii) ne pas être en substance semblable à une autre proposition de modification 45 proposée en vertu d'une pétition certifiée correcte par le greffier en vertu de l'article 14;

Clause dérogatoire



- (i) not to require that section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms be invoked, and
- (ii) not to be substantially similar to another legislative proposal that has been 5 certified by the Clerk under section 14.

b) s'agissant d'une proposition législative :

- (i) ne pas entraîner l'application de l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés;
- (ii) ne pas être en substance semblable à 5 une autre proposition législative soumise en vertu d'une pétition certifiée correcte par le greffier en vertu de l'article 14.

24. Les décisions du Conseil sont rendues par écrit et publiées dès qu'elles sont rendues. 10

Les décisions

Powers of Council

public

Decisions

by the Council. 25. The Council has the powers of a judge 10 of the Federal Court.

24. A decision of the Council shall be in

writing and shall be immediately made public

25. Le Conseil a les pouvoirs d'un juge de la Cour fédérale.

sont publiées

Pouvoirs du Conseil

REFERENDUM

Canada Elections Act

- 26. Subject to the provisions of this Act,
- (a) the Canada Elections Act, as far as it is applicable and with the necessary modifications, applies to an indicative referendum 15 under this Act as if the indicative referendum were an election; and
- (b) the referendum shall be taken in the manner prescribed by the Canada Elections Act for the conduct of an election.

Order for writ

27. For every referendum, the Governor in Council shall, at least twenty-eight days before the date appointed for the holding of the referendum, by order direct the Chief Electoral Officer to proceed forthwith to issue 25 élections de délivrer les brefs référendaires. writs for the holding of the referendum.

Issue of writ

28. (1) The Chief Electoral Officer shall. within three days after the receipt of an order pursuant to section 27, issue a writ for the referendum to the returning officer of each 30 dans les trois jours suivant la réception par lui electoral district.

Latest day for return

(2) The latest day for the return of the writ shall be stated in the writ and shall be the fiftieth day after the issue of the writ.

Preliminary list of electors

29. (1) Subject to the provisions of this Act, 35 the official list of electors for the time being in force under the Canada Elections Act shall be deemed to be the preliminary list of electors for the purpose of the referendum.

TENUE DU RÉFÉRENDUM

26. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi :

La Loi électorale du Canada s'applique

- a) la Loi électorale du Canada s'applique, 15 avec les adaptations de circonstance nécessaires, à un référendum tenu en vertu de la présente loi comme si ce référendum était une élection:
- b) le référendum est tenu selon les modali-20 tés prescrites par la Loi électorale du Canada pour la tenue d'une élection.
- 27. À l'occasion de tout référendum, le gouverneur en conseil prend, au moins vingthuit jours avant la date prévue du référendum, 25 un décret enjoignant au directeur général des

Décret de délivrance des brefs référendaires

28. (1) Le directeur général des élections adresse les brefs référendaires à chacun des directeurs du scrutin des circonscriptions, 30 du décret pris en vertu de l'article 27.

Transmission des brefs

- (2) Le dernier jour fixé pour le retour des brefs, soit le cinquantième jour après leur délivrance, y est mentionné. 35
- Liste

pour le retour

Jour fixé

des brefs

29. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la liste électorale officielle alors en vigueur en vertu de la Loi électorale du Canada est réputée la liste préliminaire des électeurs pour les fins du référendum.

préliminaire des électeurs



Enumeration

(2) Where the polling day at a referendum is within one year after the polling day at an election or previous referendum, no enumeration shall be made for the purposes of the subsequent referendum unless the Chief Elec- 5 dum, il n'y a pas de recensement des électeurs. 5 toral Officer otherwise directs.

Recensement

Revision

(3) The preliminary list of electors shall be subject to revision under the provisions of the Canada Elections Act.

Révision

Official list

30. The preliminary list of electors, togeth-10 er with any revisions and additions, as certified by the returning officer, shall be the official list of electors to be used for the taking of votes on polling day in a referendum.

Liste électorale

Scrutineers

31. Any ten or more electors in an electoral 15 district who are in favour of one answer to the question may nominate two persons to appoint a scrutineer to act at each polling station in the electoral district in the interest of the electors who are in favour of that answer. 20 scrutin de la circonscription, un scrutateur qui 20

radiations qui y ont été apportés et attestée par le directeur du scrutin, constitue la liste électorale officielle pour la tenue du scrutin le

Nomination paper

32. Subject to section 60, the nomination paper shall be in a form prescribed by the

paper lodged

other answer.

Chief Electoral Officer.

32. Sous réserve de l'article 60, les bulletins de présentation sont dans la forme prescrite 25 par le directeur général des élections.

(2) Sauf ordre contraire du directeur général des élections, si le jour du scrutin d'un

référendum est fixé à moins d'un an du jour du

scrutin d'une élection ou d'un autre référen-

(3) La liste préliminaire des électeurs est

30. La liste préliminaire des électeurs avec,

d'une même circonscription qui favorisent

l'une des deux réponses à la question référendaire peuvent désigner deux personnes char-

gées, de nommer, pour chaque bureau de

devra veiller aux intérêts des électeurs favorisant la même réponse à la question référendai-

le cas échéant, les corrections, ajouts et 10 officielle

31. Tout groupe de dix électeurs ou plus 15 Scrutateurs

sujette à révision selon les dispositions de la

Loi électorale du Canada.

iour du référendum.

re.

Nomination

Persons to

scrutineers

appoint

33. The nomination paper shall be delivered to the returning officer of each electoral 25 transmis au directeur du scrutin de chaque district no later than the twelfth day before the day on which the referendum is to be held, and shall be open to public inspection.

Bulletins de présentation

Dépôt des

bulletins de

présentation

- 34. On a day to be publicly announced by the returning officer of the electoral district, 30 peut être avant le dixième, ni après le being not earlier than the tenth nor later than the fifth day before the day on which the referendum is to be held, the returning officer shall publicly consider all the nomination papers received, and, after hearing all objec-35 oppositions, choisit, en la manière prescrite, tions, make a selection, in the prescribed form, of two fit persons for each polling station to appoint a scutineer for those favouring one answer and two for the polling station to
- 33. Les bulletins de présentation sont circonscription au plus tard le douzième jour précédant le jour du référendum et sont30 disponibles pour inspection par quiconque.

Nomination à

scrutateur

34. À une date qu'il a annoncée et qui ne cinquième jour précédant le jour du scrutin, le directeur du scrutin examine, en séance publi-35 que, tous les bulletins de présentation qu'il a reçus et, après avoir entendu toutes les pour chaque bureau de scrutin, deux personnes chargées de nommer un scrutateur pour 40 représenter les électeurs favorisant l'une des réponses et deux personnes chargées de nomappoint a scutineer for those favouring the 40 mer un scrutateur chargé de représenter les électeurs favorisant l'autre réponse.



Appointment of scrutineers

35. The persons selected by the returning officer shall appoint the scrutineers in writing, subject to section 60 of this Act, in a form prescribed by the Chief Electoral Officer.

Powers and rights of scrutineers

36. Every scrutineer so appointed shall, for 5 the purposes of the referendum, have all the powers and rights of a scrutineer under the Canada Elections Act.

Powers and rights of scrutineers

- 37. Without limiting the generality of section 36, a scrutineer
 - (a) may be present at the office of the returning officer when the returning officer is performing duties in relation to declarations in respect of special votes, but not more than one such scrutineer representing 15 each answer shall be present at a time; and
 - (b) may be present at the scrutiny of the list of electors conducted by the returning officer under section 94 of the Canada Elections Act, but only one such scrutineer 20 representing each answer, or such greater number as is permitted by the returning officer, shall be present at a time.

of scrutineers

38. A scrutineer shall not receive remuneration paid from public money.

Application to justice for recount

39. (1) If the result of a referendum in any electoral district is disputed on the ground that the public declaration by the returning officer in accordance with subsection 168(2) of the Canada Elections Act was incorrect, any six 30 168(2) de la Loi électorale du Canada est voters may, within three working days after the public declaration, apply to a justice of the superior court with jurisdiction in the electoral district for a recount of the votes.

Deposit

(2) An application under subsection (1) 35 shall be accompanied by a deposit of two hundred dollars.

Recount

(3) The justice shall cause a recount of the votes to be commenced within three working days of receiving the application, and shall 40 give notice in writing to the applicants and to any scrutineers appointed under section 35 of the time and place at which the recount will be held.

35. Les personnes choisies par le directeur du scrutin nomment, sous réserve de l'article 60, les scrutateurs en la manière prescrite par le directeur général des élections.

Nomination scrutateurs

36. Les scrutateurs ainsi nommés ont, pour 5 Droits et les fins du référendum, tous les pouvoirs et tous les droits d'un scrutateur nommé en vertu de la Loi électorale du Canada.

pouvoirs des scrutateurs

37. Sans que soit limitée la portée générale 10 de l'article 36, un scrutateur :

pouvoirs des 10 scrutateurs

- a) peut être présent au bureau du directeur du scrutin lorsque ce dernier remplit des fonctions ayant trait aux déclarations relatives aux votes spéciaux, mais il ne peut y avoir plus d'un scrutateur à la fois pour 15 chaque réponse possible à la question référendaire:
- b) peut assister à l'examen de la liste des électeurs auquel procède le directeur du scrutin en vertu de l'article 94 de la Loi20 électorale du Canada, mais il ne peut y avoir plus d'un scrutateur à la fois, ou le nombre autorisé par le directeur du scrutin, pour chaque réponse possible à la question référendaire. 25
- 38. Il est interdit aux scrutateurs de recevoir 25 une rémunération provenant des deniers publics.

des scrutateurs

39. (1) Si le résultat d'un référendum pour une circonscription est contesté au motif que 30 la déclaration publique faite par le directeur du scrutin conformément au paragraphe inexacte, six votants ou plus peuvent, dans un délai de trois jours de la déclaration publique, 35 présenter une demande de recompte des votes à un juge de la cour supérieure compétente pour la circonscription.

Requête en recompte

Dépôt (2) Toute demande visée au paragraphe (1) est accompagnée d'un dépôt de deux cents 40 dollars.

Recompte

(3) Le juge fait procéder au recompte des votes lequel doit commencer dans les trois jours de la demande. Le juge donne avis par écrit de l'endroit, du jour et de l'heure 45 auxquels il sera procédé au recompte aux demandeurs et aux scrutateurs nommés en vertu de l'article 35.



Canada Flections Act

(4) Section 118 and sections 175 to 184 of the Canada Elections Act, so far as they are applicable and with the necessary modifications, apply to a recount.

Endorsement and return of the writ

40. (1) The returning officer shall endorse 5 on the writ the total number of valid votes recorded for each of the two answers to the question, and having signed the endorsement, shall forthwith transmit the writ to the Chief Electoral Officer.

Date of endorsement

(2) The date of the endorsement shall be deemed to be the day of the return of the writ.

Return of writ

(3) Subject to subsection (4), the writ shall be returned within the time specified in the writ for its return.

Recount anticipated

(4) Where it appears to the returning officer that an application for a recount of the votes may be made, the returning officer may postpone the return of the writ until the time for making the application has expired, and, if 20 demander un recompte et s'il y a tel demande within that time application is made, shall further postpone the return of the writ until the recount has been completed.

Publication of result

41. (1) As soon as may be convenient following the return of the writs, the Chief 25 après le rapport des brefs, le directeur général Electoral Officer shall publish in the Canada Gazette the total number of valid votes recorded for each of the two answers to the question, and, in respect of each electoral district, the total number of valid votes 30 nombre total de voix accordées à chacune des recorded for each of the two answers to the question and shall give the Minister of Justice written notice of the numbers published in the Canada Gazette.

Minister lavs before House

(2) The Minister of Justice shall, as soon as 35 practicable, lay before the House of Commons a copy of the notice received pursuant to subsection (1).

Writs sent to Clerk

(3) The Chief Electoral Officer shall send to the Clerk the writs that have been returned.

(4) L'article 118 et les articles 175 à 184 de la Loi électorale du Canada s'appliquent au recompte avec les adaptations de circonstance nécessaires.

Application de la Loi électorale du Canada

40. (1) Le directeur du scrutin inscrit au bref 5 Inscription et le nombre total de voix accordées à chacune des deux réponses à la question référendaire, signe le bref et le transmet au directeur général des élections.

rapport

(2) La date de l'inscription est réputée être 10

la date du rapport du bref.

Date de l'inscription

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le rapport du bref est à transmettre dans le délai 15 établi au bref même.

Rapport du bref

(4) S'il prévoit qu'il pourrait y avoir 15 Délai en cas demande de recompte, le directeur du scrutin peut reporter la transmission du rapport du bref jusqu'à l'expiration du délai prévu pour jusqu'à ce que celui-ci ait eu lieu. 20

de recompte

41. (1) Dès qu'il est pratique de le faire des élections détermine le nombre total de voix accordées à chacune des deux réponses à la question référendaire et publie dans la 25 Gazette du Canada un avis indiquant le deux réponses à la question référendaire et, pour chaque circonscription, le nombre de voix accordées à chacune des deux réponses à 30 cette question. Il donne aussi avis par écrit au ministre de la Justice des nombres publiés dans la Gazette du Canada.

Publication des résultats du scrutin référendaire

(2) Dès qu'il est pratique de le faire, le ministre de la Justice dépose devant la Cham-35 bre des communes une copie de l'avis qu'il a reçu en vertu du paragraphe (1).

Dépôt de l'avis à la Chambre des communes

(3) Le directeur général des élections fait 40 transmettre au greffier les brefs pour lesquels il a été fait rapport.

Transmission des brefs au greffier



PUBLICITY

Definition

42. (1) In this section, "referendum period" means the period from the day after the date of the publication in the Canada Gazette of the notice of the referendum required by subsection 18(1) to the day before the day on which the referendum is held.

Publicity for referendum

(2) No person shall, at any time in the referendum period, publish or cause or permit to be published in any way or broadcast or cause or permit to be broadcast by radio or 10 television any advertisement used or appearing to be used in connection with the referendum petition or to promote one of the answers to the question in the referendum, unless the advertisement contains a statement setting out 15 the true name of the person for whom or at whose direction it is published or broadcast and the address and phone number at which the person or organization may be reached.

Offence

(3) Every person who contravenes subsec- 20 tion (2) commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000.

News or broadcast publication

(4) Nothing in this section shall restrict the publication of any news or comments relating 25 effet d'interdire la publication de nouvelles ou to the referendum petition or the referendum in a newspaper or other periodical or by radio or television broadcast by a broadcaster.

Returns in relation to advertisements

43. (1) Every person for whom or at whose direction an advertisment in relation to a 30 diffuser ou encore commande la publication referendum petition or referendum is published or broadcast must, within one month after the day of the publication of the Canada Gazette in which the result of the referendum is published, make a return to the returning 35 daire dans la Gazette du Canada, auprès du officer for the district in which the advertisement was published or broadcast, stating where every advertisement was published or broadcast and its cost.

Penalty

(2) Every person who contravenes subsec- 40 tion (1) or who makes a return that is false in any material particular commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000.

PUBLICITÉ

42. (1) Pour l'application du présent article, « période référendaire » s'entend de la période allant du lendemain de la publication dans la Gazette du Canada de l'avis de référendum prescrit par le paragraphe 18(1) jusqu'à la 5 veille de la tenue du référendum.

Définitions

(2) Pendant la période référendaire, il est

Publicité référendaire

- interdit de publier ou faire publier, de diffuser ou faire diffuser à la radio ou à la télévision, quelque annonce liée ou paraissant être liée à 10 la pétition référendaire ou favorisant l'une ou l'autre réponse à la question référendaire à moins que telle annonce ne comporte la mention du nom véritable de la personne pour le compte de laquelle ou sous les ordres de 15 laquelle l'annonce ou la publicité est faite de même que l'adresse et le numéro de téléphone auxquels il est possible de communiquer avec cette personne ou organisme.
- (3) Toute personne qui contrevient au 20 Infraction paragraphe (2) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 50 000 \$.

(4) Rien dans le présent article n'a pour 25 Publication de commentaires au sujet de la pétition référendaire dans un journal ou autre périodique, à la radio ou à la télévision par un diffuseur. 30

ou diffusion de nouvelles

43. (1) Toute personne qui fait publier ou ou la diffusion d'une annonce relative à la pétition référendaire ou au référendum est tenue de produire, dans le délai d'un mois de 35 la publication des résultats du scrutin référendirecteur du scrutin de la circonscription dans laquelle l'annonce est publiée ou diffusée un rapport indiquant l'endroit ou l'annonce a été 40 publiée ou diffusée et son coût.

Rapport de

publication

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou produit un rapport comportant une fausseté relativement à un élément essentiel commet une infraction et est passible, sur 45 déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Peine



35

Duty of returning officer

44. (1) The returning officer is responsible for requiring compliance with sections 42 and 43.

Report to RCMP

(2) A returning officer who believes that any person has committed an offence under sections 42 and 43 shall report the facts on which the belief is based to the Royal Canadian Mounted Police.

Return open for public inspection

45. (1) Every return under section 43 shall officer's office, or at some other convenient place to be appointed by the Minister of Justice, for one year after it has been received by the returning officer and shall be made payment of such charge as may be made for inspection of a document under the Access to Information Act.

Destruction

(2) At the end of the period specified in subsection (1), the returning officer shall 20 paragraphe (1), le directeur du scrutin fait cause the return to be destroyed.

Transmission to Chief Electoral Officer

46. (1) The returning officer shall, as soon as practicable after receiving a return under section 43, send a copy of the return to the Chief Electoral Officer.

Copy retained available for inspection

(2) The Chief Electoral Officer shall retain the copy for five years from the date of receiving it and shall make it available for inspection by any person on payment of the charge for inspecting a document under the 30 tion par quiconque acquitte les droits fixés Access to Information Act.

Destruction

(3) At the end of the period provided in subsection (2), the Chief Electoral Officer shall cause the copy of the return to be destroyed.

PETITION FOR INQUIRY

Canada Elections Act applies

47. The Canada Elections Act applies, as far as it is applicable and with the necessary modifications, to a petition for an inquiry under section 48.

Petition for inquiry

48. (1) Where any fifty electors in an 40 electoral district are not satisfied with the conduct of the referendum in their district, they may, within twenty working days after the returning officer has made a public declaration in accordance with section 168 of 45 tion publique faite par le directeur du scrutin

44. (1) Le directeur du scrutin est tenu de veiller à l'application des articles 42 et 43.

Gendarmerie royale du Canada les faits qui

(2) Tout directeur du scrutin qui estime 5 qu'une personne a commis une infraction à

Rapport à la Gendarmerie royale l'article 42 ou 43 est tenu de signaler à la 5

Obligation du

directeur du

scritin

fondent sa conviction. 45. (1) Le directeur du scrutin est tenu de be kept by the returning officer in the returning 10 conserver les rapports produits en application de l'article 43, à son bureau ou à tout autre 10 endroit approprié autorisé par le ministre de la Justice, pendant l'année suivant leur réception et d'en permettre la consultation par quiconavailable for inspection by any person on 15 que sur paiement des droits exigibles pour la consultation d'un document en vertu de la Loi 15 sur l'accès à l'information.

Rapports accessibles au public

(2) À l'expiration du délai prescrit au détruire ces rapports.

Destruction des rapports

46. (1) Dès qu'il peut le faire, le directeur du 20 Transmission scrutin fait parvenir au directeur général des élections une copie des rapports qu'il a reçus 25 en application de l'article 43.

au directeur des élections

(2) Le directeur général des élections conserve pendant cinq ans après les avoir25 reçues, les copies des rapports transmis par les directeurs du scrutin et en permet la consultapour la consultation d'un document en vertu de Loi sur l'accès à l'information. 30

Conservation pendant cinq

(3) À l'expiration du délai mentionné au paragraphe (2), le directeur général des élections fait détruire les copies de ces rapports.

Destruction des copies

DEMANDE D'ENQUÊTE

47. La Loi électorale du Canada s'applique dans la mesure du possible et avec les 35 adaptations de circonstance aux demandes d'enquête faites en vertu de l'article 48.

I a I oi électorale du Canada s'applique

48. (1) Lorsqu'au moins cinquante électeurs d'une circonscription sont insatisfaits de la manière dont le référendum a été tenu dans 40 leur circonscription, ils peuvent, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la déclara-

Demande d'enquête



the Canada Elections Act, file a petition with a judge of a superior court for an inquiry as to the conduct of the referendum or of any person connected with it.

Respondent

(2) If the petition complains of the conduct 5 of a returning officer or deputy returning officer, the person against whom the complaint is directed shall be a respondent.

Grounds stated

(3) The petition shall allege the specific and no grounds other than those stated shall be investigated, unless the court so orders and upon reasonable notice being given, which leave may be given upon such terms and conditions as the court considers just.

Number of

(4) Notwithstanding subsection (3), evidence may be given to prove that the total number of valid votes recorded for each of the two answers to the question was other than that declared.

Form

(5) Subject to section 60, the petition shall be in the form prescribed by the Chief Electoral Officer and shall be filed in the court nearest to the place where the referendum was held.

Who may be respondents

49. Any six voters in the electoral district may, at any time not later than three working days before the commencement of the inquiry, file in the court in which the petition is filed a notice in writing of their intention to oppose 30 avis écrit de leur intention de contester la the petition, and shall thereupon be deemed to be the respondents of the petition.

Determination of judge as to result of referendum

- 50. At the conclusion of the trial of a petition for an inquiry, the court
 - (a) shall determine whether, by reason of 35 some irregularity that in its opinion materially affected the result of the referendum, the referendum is void; or
 - (b) shall determine the total number of valid votes recorded for each of the two answers 40 to the question.

conformément à l'article 168 de la Loi électorale du Canada, présenter à un juge d'une cour supérieure une requête en vue de la tenue d'une enquête sur la manière dont le référendum a été tenu ou sur la conduite de 5 toute personne en rapport avec le référendum.

(2) Si la personne visée par la requête est le directeur du scrutin ou le scrutateur, celui-ci est constitué intimé à l'égard de la requête.

Intimé

(3) La requête comporte les motifs précis 10 Motifs de grounds on which the complaint is founded, 10 qui fondent la demande et l'enquête se limite à ces motifs mentionnés à moins que le tribunal n'en ordonne autrement, auquel cas il est donné un avis raisonnable, l'autorisation étant accordée aux conditions qu'il estime 15 15 justes.

plainte

(4) Par dérogation au paragraphe (3), il est toujours permis de soumettre en preuve que le nombre total de votes enregistrés pour chacune des deux réponses est différent de celui 20 20 mentionné dans la déclaration.

Nombre de votes

(5) Sous réserve de l'article 60, la requête est soumise en la forme prescrite par le directeur général des élections et présentée au tribunal situé le plus près de l'endroit ou le 25 25 référendum a été tenu.

Formule

49. Six électeurs ou plus de la même circonscription peuvent, avant le troisième jour ouvrable précédant le début de l'enquête, présenter au tribunal saisi d'une requête, un 30 requête. Ces électeurs sont dès lors constitués intimés à l'égard de la demande d'enquête.

Intimés

50. À la fin de l'audition sur la demande d'enquête:

Décision du 35 juge sur le résultat du scrutin référendaire

- a) s'il estime que des irrégularités ont influencé le résultat du scrutin référendaire de manière importante, le tribunal annule le scrutin référendaire;
- b) le tribunal statue sur le nombre de voix 40 accordé à chacune des deux réponses possibles à la question référendaire.



New poll

51. (1) The court, on declaring a referendum void under section 50, shall notify the returning officer accordingly, and a new referendum shall be taken in the manner referendum.

51. (1) S'il annule le scrutin référendaire, en application de l'article 50, le tribunal fait connaître sa décision au directeur du scrutin. Le scrutin référendaire est alors repris en la prescribed by this Act in the case of a 5 forme prévue à la présente loi pour un 5 référendum.

Reprise du scrutin

Date

(2) The new referendum shall be taken on a day fixed by the returning officer, which day shall be not later than thirty working days after referendum is given to the returning officer.

(2) Le scrutin est repris à la date fixée par le directeur du scrutin; cette date ne peut être postérieure au trentième jour ouvrable après la the date on which notice of the voided 10 réception par le directeur du scrutin de l'avis 10 d'annulation du scrutin référendaire.

Date du scrutin

Same list of electors

Interfering

influencing

with or

voters

(3) At a new referendum, the same roll of electors shall be used as was used at the voided referendum.

(3) La liste des électeurs qui a été utilisée pour le scrutin référendaire annulé sert lors de la reprise du scrutin.

Réutilisation de la liste des électeurs

OFFENCES

52. (1) Every person commits an offence 15 and shall be liable on summary conviction to a fine not exceeding \$5,000 who, at a referendum.

> (a) in any way interferes with any voter, either in the polling station or while the 20 voter is on the way to the polling station, with the intention of influencing the voter or advising the voter as to the vote;

- (b) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the 25 poll, in, in view of or in hearing of a polling station, participates in any demonstration or procession having direct or indirect reference to the referendum, by any means 30 whatsoever;
- (c) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, makes any statement having direct or indirect reference to the referendum, by means of any loudspeaker or public address 35 apparatus or radio or television apparatus other than a publication by radio or television broadcast made by a broadcaster
 - (i) an advertisement placed by the Chief Electoral Officer or a returning officer,
 - (ii) a non-partisan advertisement broadcast, as a community service, by a broadcaster, or
 - (iii) news in relation to the referendum;

INFRACTIONS

52. (1) Est coupable d'une infraction et 15 Entraver les passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 5 000 \$, quiconque, à l'occasion d'un référendum:

électeurs et chercher à les influencer

- a) entrave un votant au bureau de scrutin ou 20 pendant qu'il s'y rend dans le but de l'influencer ou de lui indiquer la manière dont il devrait voter:
- b) par quelque moyen, le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, participe à 25 quelque démonstration ou parade ayant un rapport direct ou indirect avec le référendum:
- c) par quelque moyen, le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, fait quelque 30 déclaration ayant un rapport direct ou indirect avec le référendum soit en se servant de haut-parleurs ou d'un mégaphone, soit à la radio ou à la télévision autrement qu'en une publication diffusée 35 par un diffuseur:
 - (i) d'une annonce à la demande du directeur général des élections ou d'un directeur du scrutin.
 - (ii) d'une annonce non partisane diffusée 40 à titre de service public par un diffuseur,
 - (iii) de nouvelles concernant le référendum;
- d) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, procède à un sondage d'opinion au 45



- (d) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, conducts in relation to the referendum a public opinion poll of persons voting before the day on which the referendum is 5 held:
- (e) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, conducts a public opinion poll in relation to the referendum;
- (f) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, or at any time on any of the three days immediately preceding that day, prints or distributes or delivers to any person any-15 thing being or purporting to be an imitation of the voting paper to be used at the poll, together with any direction or indication as to the answer for which any voter should or should not vote, or in any way containing 20 any such direction or indication, or having on it any matter likely to influence any vote;
- (g) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, exhibits in or in view of any public 25 place, or publishes, distributes or broadcasts
 - (i) any statement advising or intended or likely to influence a voter as to the answer for which the voter should or 30 should not vote;
 - (ii) any statement advising or intended or likely to influence any voter to abstain from voting, or
 - (iii) any statement, name, emblem, slo-35 gan or logo identified with any answer to which the referendum relates or with any proponent of any such answer, other than
 - (A) a statement, name, emblem, slogan or logo in a newspaper published 40 before 6 p.m. on the day before the day on which the referendum is held,
 - (B) a statement, name, emblem, slogan or logo that does not relate specifically to the referendum and that is so 45 exhibited before the day on which the referendum is held in a fixed position

- sujet du référendum auprès des personnes qui ont voté avant le jour du scrutin;
- e) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, procède à un sondage d'opinion au sujet du référendum;
- f) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, ou dans les trois jours précédant le jour du scrutin, imprime, distribue ou fait distribuer à quiconque une imitation du bulletin de vote devant servir lors du scrutin 10 comportant une indication ou recommandation de la manière dont les électeurs devraient voter ou ne pas voter, ou, de quelque façon, comporte une telle indication ou recommandation ou autre élément 15 susceptible d'influencer le vote;
- g) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, montre dans un lieu public ou près de celui-ci, publie, distribue ou diffuse :
 - (i) une déclaration indiquant au votant en 20 faveur de quelle réponse il devrait voter, une déclaration qui vise à influencer le votant sur la réponse pour laquelle il devrait voter ou qui a vraisemblablement cet effet;
 - (ii) une déclaration conseillant au votant de s'abstenir de voter, visant à conseiller au votant de s'abstenir de voter ou ayant vraisemblablement cet effet;
 - (iii) une déclaration, un nom, un emblè-30 me, un slogan ou un logo relié à l'une ou l'autre des réponses à la question référendaire ou à un tenant de telle réponse, à l'exception:
 - (A) d'une déclaration, d'un nom, d'un 35 emblème, d'un slogan ou d'un logo apparaissant dans un journal publié avant dix-huit heures la veille du référendum.
 - (B) d'une déclaration, d'un nom, d'un 40 emblème, d'un slogan ou d'un logo qui n'a pas de rapport précis avec le référendum et qui apparaît avant le jour du scrutin dans un endroit fixe et associé à la permanence nationale ou 45 régionale, ou à celle de la campagne référendaire, autre que des installa-



- and in relation to the national or regional or campaign headquarters, other than a mobile headquarters, of a proponent of any answer to a question to which the referendum relates, and is 5 left exhibited on the day on which the referendum is held, or
- (C) the publication of the name of any proponent of any answer to a question to which the referendum relates in any 10 news that relates to the referendum and that is published in a newspaper or other periodical or in a radio or television broadcast made by a broadcaster;
- (h) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, exhibits in or in view of any public place or distributes any ribbons, streamers, rosettes or items of a similar nature in 20 colours that are identified with any answer to a question to which the referendum relates or with any proponent of any such answer, other than
 - (i) ribbons, streamers, rosettes or items of 25 a similar nature worn or displayed by any person, other than an election official, on the person or on any vehicle in colours that are identified with any answer to a question to which the referendum relates 30 or with any proponent of any such answer, or
 - (ii) a lapel badge worn by any person other than an election official;
- (i) exhibits or leaves in any polling booth 35 any card or paper having on it any direction or indication as to how any person should vote or as to the method of voting; or
- (j) subject to any regulations made under this Act, at any time on the day on which the 40 referendum is held before the close of the poll, within, or at the entrance to, or in the vicinity of, any polling place,
 - (i) gives or offers to give any person any written or oral information as to any 45 name or number on the official list of electors or any supplementary list being used at the election; or

- tions mobiles, d'un partisan de l'une des réponses à la question référendaire, qui reste affiché le jour du scrutin,
- (C) la publication du nom d'un partisan de l'une ou l'autre réponse à la 5 question référendaire dans des nouvelles relatives au référendum publiées dans un journal ou autre périodique, à la radio, à la télévision, par un diffuseur:
- h) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, met en montre dans un endroit public ou distribue des rubans, fanions, rosettes ou autres objets de même nature portés par une personne qui n'est pas un 15 agent d'élection, autre:
 - (i) que des rubans, des fanions, des rosettes ou d'autres articles de même nature, portés par une personne qui n'est pas un agent d'élection, sur la personne 20 ou sur un véhicule, aux couleurs associées à l'une ou l'autre des réponses à la question référendaire ou l'un ou l'autre des partisans de cette réponse,
 - (ii) qu'un insigne de boutonnière porté 25 par une personne qui n'est pas un agent d'élection;
- i) montre ou laisse dans un isoloir un carton ou papier comportant une indication ou directive sur la manière dont les votants 30 devraient voter ou sur le processus du vote;
- j) sous réserve des règlements pris en vertu de la présente loi, le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, soit dans un bureau, à l'entrée de celui-ci ou près de 35 celui-ci:
 - (i) donne ou offre de donner à quiconque des renseignements écrits ou oraux à l'égard d'un nom ou d'un nombre paraissant à une liste officielle ou une liste 40 officielle supplémentaire d'électeurs utilisée lors du scrutin,
 - (ii) permet à quiconque ou offre de lui permettre d'examiner une copie de la liste officielle des électeurs ou d'une liste 45 supplémentaire d'électeurs utilisée pour le scrutin.



Moyens de

(ii) permits or offers to permit any person to examine any copy of the official list of electors or any supplementary list being used at the election.

Defence

- (2) It is a defence to a prosecution for an 5 offence against paragraph (1)(g) that relates to the exhibition in or in view of a public place of a statement, name, emblem, slogan or logo if the defendant proves that
 - (a) the exhibition was inadvertent; and
 - (b) the defendant caused the exhibition to cease as soon as the defendant was notified by a returning officer or deputy returning officer that the exhibition was taking place.

Exception

(3) Nothing in this section applies to any 15 official statement or announcement made or exhibited under the authority of this Act or the Canada Elections Act.

Removal of emblems, etc

- 53. (1) The returning officer may, at any time on the day on which the referendum is 20 des bureaux, le directeur du scrutin peut faire held, before the close of the poll, cause to be removed, covered or obliterated
 - (a) any statement advising or intended or likely to influence any elector as to the answer for which the elector should or 25 should not vote:
 - (b) any statement advising or intended or likely to influence any elector to abstain from voting; or
 - (c) any name, emblem, slogan, or logo 30 identified with any answer to the question to which the referendum relates or any proponent of any such answer exhibited in or in view of any public place.

Exception

(2) Paragraph (1)(c) does not apply to 35 ribbons, streamers, rosettes or items of a similar nature that are worn or displayed by any person, on the person or on a vehicle, in colours that are identified with any answer to the question to which the referendum relates 40 or with a proponent of any such answer, or to a lapel badge worn by any person.

Exception

(3) Nothing in subsection (1) applies to a statement, name, emblem, slogan or logo that does not relate specifically to the referendum, 45 emblème, un slogan ou un logo qui n'a pas de is in a fixed position and is in relation to the

- (2) Constitue un moyen de défense à une poursuite relative à une infraction relative à l'alinéa (1)g), relativement à l'exposition dans un lieu public ou à proximité d'un lieu public d'une déclaration, d'un nom, d'un 5 10 emblème, d'un slogan ou d'un logo, si le défendeur établit :
 - a) que l'exposition a été involontaire;
 - b) qu'il a fait cesser l'exposition dès que le directeur du scrutin ou un scrutateur lui ait 10 signalé l'existence de cette exposition.
 - (3) Nulle disposition du présent article ne s'applique à une déclaration ou annonce officielle faite ou exposée en vertu de la présente loi ou de la Loi électorale du Canada. 15

Exception

53. (1) Le jour du scrutin, avant la fermeture enlever, recouvrir ou oblitérer :

Enlèvement emblèmes,

- a) toute déclaration conseillant aux votants comment voter ou ne pas voter ou visant à 20 les influencer quant à la facon de voter ou de ne pas voter ou étant susceptible d'avoir cet effet:
- b) toute déclaration conseillant aux votants de s'abstenir de voter, visant à le leur 25 conseiller ou susceptible d'avoir cet effet;
- c) tout nom, emblème, slogan ou logo lié à l'une des réponses à la question référendaire ou à l'un des partisans de telle réponse et affiché dans un lieu public ou visible d'un 30 tel lieu.
- (2) L'alinéa (1)c) ne s'applique pas aux rubans, fanions, rosettes ou autres articles de même nature, portés par une personne ou posés sur un véhicule, aux couleurs associées 35 à l'une ou l'autre des réponses à la question référendaire ou aux partisans d'une telle réponse non plus à la badge qu'une personne peut porter.
- (3) Nulle disposition du paragraphe (1) ne 40 Exception s'applique à une déclaration, un nom, un lien précis avec le référendum, placé dans un

Exception



national or regional or campaign headquarters, other than a mobile headquarters, of a proponent of any answer to the question to which the referendum relates.

endroit fixe et associé à la permanence nationale ou régionale ou à celle de la campagne référendaire, autre que des installations mobiles, de l'un des partisans de l'une ou l'autre réponse à la question référendaire.

(4) Le directeur du scrutin peut recouvrer

tous les frais faits pour l'application du

paragraphe (1) des personnes à l'initiative

desquelles les noms, les emblèmes, les slo-

ces personnes sont débitrices solidaires.

gans, ou les logos ont été apposés. Ces frais 10

Expense

(4) Any expense incurred by the returning 5 officer in carrying out the power conferred by subsection (1) may be recovered by the returning officer from the persons by whom or by whose direction the statement, name, emblem, slogan or logo was exhibited as a 10 constituent une créance de Sa Majesté dont debt due by them jointly and severally to the Crown.

Dépenses

Offences

- 54. Every person commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$2,000, who, at a referendum,
 - (a) except in accordance with any regulations made under the Canada Elections Act or this Act in relation to special voters, possesses any voting paper other than the one received from the returning officer or 20 deputy returning officer for the purpose of recording a vote; or
 - (b) does or omits to do an act, other than an act to which section 52 of this Act applies, that if done or omitted to be done at an 25 electoral poll would be an offence under the Canada Elections Act.

Infractions 54. Commet une infraction qui la rend

- passible, sur déclaration de culpabilité par 15 procédure sommaire, d'une amende maxima-15 le de 2 000 \$ la personne qui, à l'occasion d'un référendum:
 - a) à moins que ce ne soit conformément à des règlements pris en vertu de la Loi électorale du Canada, ou de la présente loi, 20 relativement aux électeurs spéciaux, a en sa possession, un bulletin de vote autre que celui qu'elle a recu du directeur du scrutin ou d'un scrutateur pour voter;
 - b) accomplit ou omet d'accomplir un acte 25 autre qu'un acte visé à l'article 52 de la présente loi dont l'accomplissement ou l'omission constituerait une infraction à la Loi électorale du Canada, s'il était accompli ou omis dans un bureau de scrutin. 30

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Two or more referenda

55. Two or more referenda may be held under this Act on the same day.

Electronic voting

56. If, by an Act of Parliament, provision is 30 made for the use of electronic balloting in elections, such methods shall apply also to balloting in a referendum under this Act.

Separate ballots papers

57. (1) For a referendum held concurrently with general federal elections or by-elections, 35 temps qu'une élection fédérale générale ou 40 a separate ballot shall be provided for the election and the referendum questions.

DISPOSITIONS DIVERSES

55. Il peut y avoir plus d'un référendum en vertu de la présente loi le même jour.

Plus d'un référendum

56. S'il est pourvu par une loi fédérale à la possibilité de tenir le scrutin par des moyens électroniques à l'occasion d'une élection, ces 35 mêmes moyens peuvent servir pour la tenue du scrutin d'un référendum en vertu de la présente loi.

Vote électronique

57. (1) Si un référendum a lieu en même partielle, des bulletins de vote distincts servent au scrutin de l'élection et à celui du référendum.

Bulletins de vote distincts



Several questions

(2) If there is more than one question on the ballot, questions placed on the ballot by petition shall be first, with the questions that received the larger numbers of signatures in the petitioning process being placed above 5 those that received lesser numbers of signatures:

Citizen-Initiated Referendum

Form

(3) Every ballot shall be in prescribed form and shall have a counterfoil and a stub, with a line of perforations between the ballot paper 10 and the counterfoil and between the counterfoil and the stub, provided that when a person votes electronically in accordance with procedures established by an Act of Parliament, no ballot shall be required.

appropriation

58. No expense incidental to the holding of a referendum under this Act shall be paid out of public funds unless Parliament has appropriated money to the purpose.

Schedules and

59. Subject to the provisions of this Act and 20 to any regulations made under this Act, the Chief Electoral Officer may prescribe the form of any document required for the administration or taking of a referendum.

Regulations

- 60. The Governor in Council may make 25 regulations
 - (a) applying, with or without modifications, for the purpose of this Act, provisions of any regulation made under the Canada Elections Act; 30
 - (b) prescribing forms in relation to the holding of a referendum;
 - (c) prescribing the time at which, and the manner in which, special voters may vote at a referendum, whether or not at a polling 35 place, and whether within or outside Cana-
 - (d) prescribing conditions upon or subject to which special voters may vote at a 40
 - (e) prescribing, for the purposes of a referendum, different methods of voting for different classes of special voters; and
 - (f) providing for any matter necessary for giving full effect to the provisions of this 45 Act and its administration.

(2) Si le bulletin de vote comporte plus d'une question, les questions découlant de pétitions référendaires apparaissent en premier au bulletin de vote, selon l'ordre décroissant du nombre de signatures recueillies dans 5 les pétitions référendaires.

Questions multiples

(3) Les bulletins de vote sont établis en la forme prescrite et comportent un talon et une souche, avec une ligne perforée séparant le bulletin de vote et le talon et le talon et la 10 souche. Toutefois, si le votant vote en vertu de moyens électroniques conformément aux dispositions établies en vertu d'une loi fédérale, 15 il n'v a pas de bulletin de vote.

Format du

58. Le paiement sur des fonds publics des 15 Affectation dépenses entraînées par la tenue d'un référendum en application de la présente loi est subordonné à l'autorisation par le Parlement des crédits nécessaires à cette fin.

59. Sous réserve des dispositions de la 20 Formules et présente loi et des règlement pris sous son empire, le directeur général des élections peut établir par règlement la forme de tout document requis pour l'administration et la tenue de référendums. 25

60. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements:

Règlements

- a) pour appliquer avec ou sans adaptation, aux fins de la présente loi, des règlements pris en vertu de la Loi électorale du30 Canada;
- b) pour établir les formules à utiliser pour la tenue d'un référendum;
- c) pour déterminer quand, où et comment les électeurs spéciaux peuvent voter à un 35 référendum soit à un bureau de scrutin ou ailleurs, soit au Canada, soit à l'étranger:
- d) pour déterminer les conditions en vertu desquelles les électeurs spéciaux peuvent voter à un référendum; 40
- e) pour déterminer, lors d'un référendum, différentes méthodes de voter pour différentes classes d'électeurs spéciaux;
- f) pour pourvoir à tout ce qui est nécessaire à la pleine application de la présente loi.



Right to petition House of Commons unaffected 61. Nothing in this Act affects the right of any person to petition either House of Parliament, or the jurisdiction of any committee or other body established by either House to deal with petitions to the House.

61. Rien dans la présente loi n'a pour effet de porter atteinte soit au droit de qui que ce soit de présenter des pétitions à l'une ou l'autre chambre du Parlement, soit à la compétence 5 des comités ou autres organismes établis par 5 l'une ou l'autre chambre d'examiner les pétitions qui lui sont présentées.

Maintien du droit de présenter des pétitions à la Chambre des communes

Amendments to this Act **62.** This Act may be amended only by submitting the amendment to the voters as proposed legislation pursuant to the provisions of this Act.

62. La présente loi n'est susceptible de modification qu'en proposant ces modifications aux électeurs conformément aux dispo-10 sitions de celle-ci.

Modification de la présente

C-344

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

C-344

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-344

PROJET DE LOI C-344

An Act to amend the Criminal Code (no early parole for those who murder a peace officer)

Loi modifiant le Code criminel (impossibilité de libération anticipée pour le meurtrier d'un agent de la paix)

First reading, October 30, 1996

Première lecture le 30 octobre 1996



MRS. CHAMBERLAIN

MME CHAMBERLAIN

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-344

PROJET DE LOI C-344

An Act to amend the Criminal Code (no early parole for those who murder a peace officer)

Loi modifiant le Code criminel (impossibilité de libération anticipée pour le meurtrier d'un agent de la paix)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.) cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22. 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27 35 (2c suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3° suppl.), ch. 1, 23, 29. 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40. 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32,

L.R., ch. C-46;

1. Section 745.6 of the Criminal Code is subsection (1):

Peace officers

- (1.1) Paragraph (1)(a) does not apply to a person who has been convicted of the first degree murder of a peace officer.
- 2. This Act comes into force on the day it 10 receives royal assent or on the day that section 6 of chapter 22 of 1995 is brought into force so as to bring into force section 745.6 of the Criminal Code, whichever is the later date.

1. L'aricle 745.6 du Code criminel est amended by adding the following after 5 modifié, par adjonction, après le paragra- 5 phe (1), de ce qui suit :

> (1.1) L'alinéa (1)a) ne s'applique pas à une personne déclarée coupable du meurtre au premier degré d'un agent de la paix.

Agent de la paix

39, 42

2. La présente loi entre en vigueur soit le 10 jour de sa sanction royale, soit le jour où l'article 6 du chapitre 22 des lois de 1995 est mis en vigueur de manière à mettre en vigueur l'article 745.6 du Code criminel, 15 selon la première de ces éventualités.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

SUMMARY

Section 745.6 of the *Criminal Code* allows those serving a life sentence with 25 years before parole eligibility to apply for a reduction in the eligibility period after 15 years.

This enactment will disqualify those who have been convicted of the first degree murder of a peace officer from that opportunity and require them to serve the full 25 years before a parole application.

The definition "peace officer" in the Criminal Code includes police officers, certain corrections and prison officers, customs officers, mayors, reeves, sheriffs, justices of the peace, fishery guardians, fishery officers, pilots of aircraft in flight and certain members of the Canadian Forces appointed to duties equivalent to peace officers.

If section 745.6 is still not in force when this enactment receives royal assent, this enactment will come into force on the same day as section 745.6.

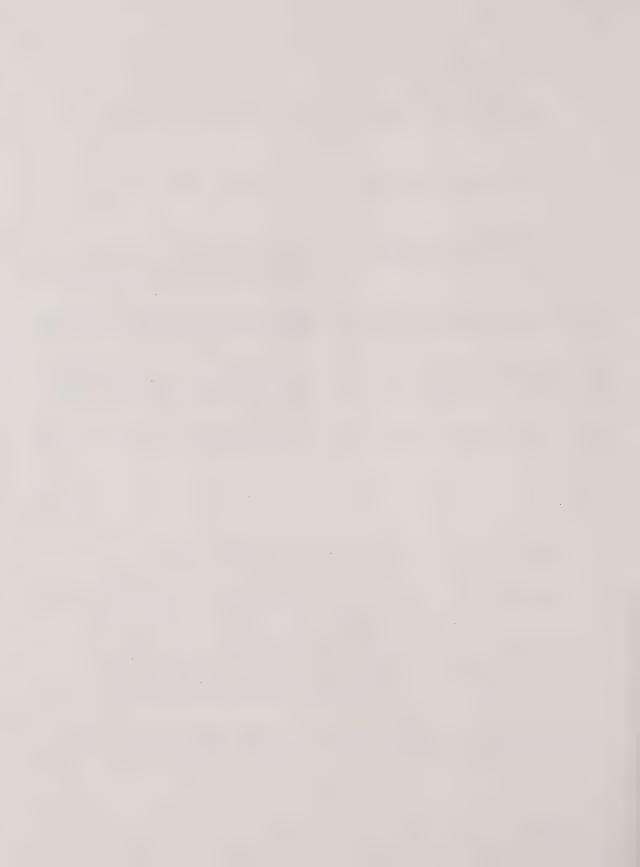
SOMMAIRE

L'article 745.6 du *Code criminel* accorde aux personnes purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant vingt-cinq ans le droit de demander la réduction de ce délai d'inéligibilité à la libération conditionnelle à quinze ans.

Ce texte retire ce droit aux personnes déclarées coupables du meurtre au premier degré d'un agent de la paix de sorte qu'ils doivent purger au moins vingt-cinq ans de leur peine avant de pouvoir demander leur libération conditionnelle.

La définition de « agent de la paix » du *Code criminel* vise les agents de police, certains agents des Services correctionnels et des prisons, certains des agents des douanes, des maires, des préfets, des shérifs, des juges de paix, des gardes-pêche, des fonctionnaires des pêches, des pilotes d'avions en vol et certains militaires nommés pour remplir des fonctions d'agents de la paix.

Si l'article 745.6 n'est pas encore en vigueur au moment où le présent texte reçoit la sanction royale, ce dernier entre en vigueur le même jour que l'article 745.6.





C-345

C-345

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-345

PROJET DE LOI C-345

An Act to provide for the limitation of interest rates on Loi sur la limitation du taux d'intérêt applicable aux cartes credit cards

de crédit

First reading, October 30, 1996

Première lecture le 30 octobre 1996



Mr. Bhaduria

M. Bhaduria

2nd Session, 35th Parliament. 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-345

PROJET DE LOI C-345

An Act to provide for the limitation of interest rates on credit cards

Loi sur la limitation du taux d'intérêt applicable aux cartes de crédit

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Credit Card Interest Calculation Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur le calcul des intérêts des cartes de 5

Titre abrégé

2. In this Act.

Interpretation

la Banque du

"credit card"

« carte de

crédit »

Canada »

"Bank of Canada discount rate" « taux d'escompte de DEFINITIONS

"Bank of Canada discount rate" means such minimum rate of interest at which the Bank of Canada is willing to make loans or advances as is determined the first day of each 10 month by using the average rate in force for the previous month;

5 crédit.

"credit card" means any card, plate, coupon book or other device issued or otherwise distributed for the purpose of being used

- (a) on presentation to obtain, on credit, money, goods, services or any other thing of value, or
- (b) in an automated teller machine, a remote service unit or a similar automated 20 banking device to obtain any of the services offered through the machine, unit
- or device;

"financial institution" means

- (a) a company,
- (b) a bank to which the Bank Act applies,
- (c) an association to which the Cooperative Credit Associations Act applies,
- (d) an insurance company or a fraternal benefit society to which the Insurance 30 Companies Act applies,

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« carte de crédit » S'entend notamment des cartes, plaquettes ou coupons délivrés afin :

« carre de crédit » 'credit card'

> « institution étrangère »

"foreign

- a) soit de procurer à crédit, sur présenta-10 tion, des fonds, des marchandises, des services ou toute autre chose de valeur;
- b) soit de permettre l'accès, par un guichet automatique, un terminal d'un système décentralisé ou un autre service bancaire 15 automatique, aux différents services qu'offrent ces appareils.
- « institution étrangère » Toute entité qui, n'étant pas constituée --- avec ou sans la personnalité morale -- sous le régime 20 institution" d'une loi fédérale ou provinciale, se livre à des activités bancaires, fiduciaires, de prêt ou d'assurance, ou fait office de société coopérative de crédit ou fait le commerce des valeurs mobilières, ou encore, de toute 25 autre manière, a pour activité principale la prestation de services financiers.

« institution financière » Selon le cas :

a) une société;

« institution financière » "financial institution"

"financial institution" « institution financière »

352272

Définitions

25

SUMMARY

The purpose of this enactment is to limit interest rates on credit card accounts. Thus, credit cards issued by a financial institution could not carry interest at a rate exceeding by more than 4% or 5% the Bank of Canada discount rate, depending on whether or not such institution charges entry fees, renewal fees or user fees.

Another purpose of this enactment is to limit entry fees, renewal fees and transaction fees in relation to credit cards.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but de limiter le taux d'intérêt que portent les cartes de crédit. Ainsi, elles ne pourront porter un taux excédant de plus de 4% ou 5% le taux d'escompte de la Banque du Canada.

Ce texte a également pour but de limiter les frais d'adhésion, de renouvellement et de transaction reliés aux cartes de crédit, selon que l'institution exige ou non des frais d'adhésion, de renouvellement ou d'utilisation.

"foreign

institution" « institution

étrangère »

"interest

d'intérêt »

« taux

- (e) a trust, loan or insurance corporation incorporated by or under an Act of the legislature of a province,
- (f) a cooperative credit society incorporated and regulated by or under an Act of 5 the legislature of a province,
- (g) an entity that is incorporated or formed by or under an Act of Parliament or of the legislature of a province and that is primarily engaged in dealing in securi- 10 ties, including portfolio management and investment counselling, and
- (h) a foreign institution;

"foreing institution" means an entity that is

- (a) engaged in the business of banking, 15 the trust, loan or insurance business, the business of a cooperative credit society or the business of dealing in securities or is otherwise engaged primarily in the business of providing financial services, 20 and
- (b) incorporated or formed otherwise than by or under an Act of Parliament or of the legislature of a province;
- "interest rate" does not include fees payable 25 for the use of a credit card, administration costs payable for the use of a credit card, or entry fees or renewal fees related to an agreement to use a credit card;

- b) une banque régie par la Loi sur les banques;
- c) une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit;
- d) une société d'assurances ou une socié- 5 té de secours régie par la Loi sur les sociétés d'assurances;
- e) une société de fiducie, de prêt ou d'assurance constituée en personne morale par une loi provinciale; 10
- f) une société coopérative de crédit constituée en personne morale et régie par une loi provinciale;
- g) une entité constituée en personne morale ou formée sous le régime d'une 15 loi fédérale ou provinciale et dont l'activité est principalement le commerce des valeurs mobilières, y compris la gestion de portefeuille et la fourniture de conseils en placement; 20
- h) une institution étrangère.
- « taux d'escompte de la Banque du Canada » Le taux minimum d'intérêt auguel la Banque du Canada est prête à consentir des prêts ou avances, fixé le premier jour de 25 canado chaque mois, en prenant la moyenne du taux en vigueur le mois précédent.
- « taux d'intérêt » Ne comprend pas les frais d'utilisation d'une carte de crédit, les frais d'administration reliés à l'utilisation d'une 30 rate' carte de crédit, les frais d'adhésion ou de renouvellement reliés à un contrat pour l'utilisation d'une carte de crédit.

d'escompte de la Banque du Canada "Bank of discount rate'

> « taux d'intérêt » 'interest

LIMITATION OF INTEREST RATE

Limitation of interest rate

3. No financial institution which charges or 30 stipulates entry fees, user fees or renewal fees in relation to the use of a credit card issued by it shall charge or stipulate in relation thereto an annual interest rate exceeding by more than four per cent the Bank of Canada discount 35 excédant de plus de quatre pour cent le taux rate.

LIMITATION DU TAUX D'INTÉRÊT

3. Une institution financière qui exige ou stipule des frais d'adhésion, d'utilisation ou 35 de renouvellement pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette institution ne peut exiger ni stipuler un taux d'intérêt annuel d'escompte de la Banque du Canada. 40

Limitation du taux d'intérêt



Limitation of interest rate

4. A financial institution which does not charge or stipulate entry fees, user fees or renewal fees in relation to the use of a credit card issued by it shall not charge or stipulate in relation thereto an annual interest rate 5 exceeding by more than five per cent the Bank of Canada discount rate.

4. Une institution financière qui n'exige pas ou ne stipule pas de frais d'adhésion, d'utilisation ou de renouvellement pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette institution ne peut exiger ni stipuler un taux d'intérêt 5 annuel excédant de plus de cinq pour cent le taux d'escompte de la Banque du Canada.

Limitation du

LIMITATION OF FEES

Limitation of entry, renewal or user fees

- 5. A financial institution shall not stipulate in an agreement for the use of a credit card
 - (a) entry fees or renewal fees exceeding twelve dollars; or
 - (b) user fees exceeding eight cents per transaction.

OFFENCE AND PUNISHMENT

Offence and punishment

- **6.** (1) Every person who contravenes any of 15 the sections 3 to 5 is guilty of an offence and liable.
 - (a) on conviction upon indictment, to a fine not exceeding seventy-five thousand dol-20
 - (b) on summary conviction, to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

Continuous offence

(2) Where an offence is committed or continued on more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day 25 desquels se commet ou se continue l'infracon which the offence is committed or continued.

LIMITATION DES FRAIS

5. Une institution financière ne peut exiger dans un contrat pour l'utilisation d'une carte 10 de crédit émise par cette banque :

Limitation des frais d'adhésion, de 10 renouvellement ou de transaction

- a) des frais annuels d'adhésion ou de renouvellement supérieurs à douze dollars;
- b) des frais d'utilisation supérieurs à huit cents par transaction.

INFRACTION ET PEINE

6. (1) Quiconque contrevient à l'un des 15 Infraction et articles 3 à 5 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

- a) par mise en accusation, une amende maximale de soixante-quinze mille dollars;
- b) par procédure sommaire, une amende 20 maximale de cinquante mille dollars.
- (2) Il est compté une infraction distincte à la présente loi pour chacun des jours au cours tion 25

Infractions continues

REGULATIONS

Regulations

7. The Governor in Council may make regulations designating any institution as a financial institution.

COMING INTO FORCE

Coming into

8. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

RÈGLEMENTS

7. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner toute institution comme 30 étant une institution financière.

Règlements

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en 8. La présente loi entre en vigueur à la vigueur date fixée par décret du gouverneur en 30 conseil.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-346

Government Publications

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

C-346

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-346

PROJET DE LOI C-346

An Act respecting federal funding of certain activities, events and facilities that are supported by tobacco companies

Loi concernant les subventions fédérales accordées pour des activités, des événements ou de l'équipement qui sont encouragés par les fabricants de produits du tabac

First reading, November 6, 1996

Première lecture le 6 novembre 1996



MR. LINCOLN

M. LINCOLN

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-346

PROJET DE LOI C-346

An Act respecting federal funding of certain activities, events and facilities that are supported by tobacco companies

Loi concernant les subventions fédérales accordées pour des activités, événements ou de l'équipement qui sont encouragés par les fabricants de produits du tabac

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Federal Funding and Tobacco Companies Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur les subventions fédérales et les 5 fabricants de produits du tabac.

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

Interpretation

Short title

2. The definitions in this section apply in this Act.

"agreement" « convention » "agreement" means an undertaking entered into, before or after the coming into force of this Act, between the federal government 10 and a prospective recipient of a grant or loan that describes the obligations of the government and the recipient in respect of that grant or loan and includes a promissory note. 15

"cultural or sports facility" means a facility

activities or events.

that is used primarily for cultural or sporting

"cultural or sports facility" « équipement culturel ou sportif »

"grant" « subvention »

"loan" « prêt »

"manufacturer" « fabricant »

"grant" means any payment made from public money for which no goods or services 20 are received.

"loan" means any payment made from public money by way of a loan for which no goods or services are received.

"manufacturer" has the meaning assigned by 25 « organisme » Sont assimilés à des organissection 2 of the Tobacco Products Control Act.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« convention » "agreement"

Définitions

- « convention » Entente, conclue avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, entre le gouvernement et le récipiendaire 10 d'une subvention ou d'un prêt définissant les obligations réciproques du gouvernement et du récipiendaire à l'égard de cette subvention ou de ce prêt. Un billet est assimilé à une convention.
- « équipement culturel ou sportif » Équipement qui sert principalement à la tenue d'activités ou d'événements culturels ou sportifs.
- « fabricant » S'entend au sens de ce terme en 20 vertu de l'article 2 de la Loi réglementant les produits du tabac.
- « fonds publics » S'entend au sens de cette expression en vertu de l'article 2 de la Loi sur la gestion des finances publiques.
- mes les gouvernements provinciaux ou municipaux.

« équipement culturel ou sportif » cultural or sports facility"

« fabricant »

manufacturer"

« fonds publics » public 25 money"

> « organisme » "organization"

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that federal money is not used to support cultural or sporting events that are sponsored by tobacco companies or to fund sports or cultural facilities that are named after tobacco companies or the brand name of a tobacco product.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'empêcher que des fonds fédéraux ne servent à subventionner des événements culturels ou sportifs encouragés financièrement ou autrement par des fabricants de produits du tabac ou ne servent à promouvoir de l'équipement culturel ou sportif portant le nom d'un fabricant de tabac ou la marque de l'un de ses produits.

"organization" « organisme »

"organization" includes a provincial or municipal government.

"public money' « fonds publics »

"tobacco product" « produit du "public money" has the meaning assigned by section 2 of the Financial Administration

"tobacco product" has the meaning assigned by section 2 of the Tobacco Products Control Act.

« prêt » Paiement de fonds publics à titre de prêt pour lequel il n'y a pas de contrepartie sous forme de biens ou de services.

« produit du tabac » S'entend au sens de cette expression en vertu de l'article 2 de la Loi 5 "tobacco réglementant les produits du tabac.

« subvention » Paiement de fonds publics pour lequel il n'y a pas de contrepartie sous forme de biens ou de services.

« prêt » "loan"

« produit du product'

> « subvention » "grant"

BINDING ON HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada and of a province.

RESTRICTION ON FEDERAL FUNDING OF CERTAIN ACTIVITIES, EVENTS AND FACILITIES

Restriction

- 4. Notwithstanding any other Act of Parliament or regulation made thereunder, or any agreement, no grant or loan shall be made to any person, group or organization by reason of organization in or with cultural or sporting activities or events unless the Minister of Health is satisfied that
 - (a) none of that money will be spent in respect of any cultural or sporting activity 20 or event supported by financial or other contributions made by a manufacturer or importer of a tobacco product; or
 - (b) some or all of that money will be spent in respect of any cultural or sporting 25 activity or event supported by financial or other contributions made by a manufacturer or importer of a tobacco product but that
 - (i) no tobacco product offered for sale in Canada will be advertised at or in con-30 nection with the activity or event, and
 - (ii) no use will be made by the manufacturer or importer, as the case may be, of its full name or the brand name of a tobacco product in any representation to 35 the public that
 - (A) promotes the activity or event, or
 - (B) acknowledges the financial or other contributions made by the manufacturer or importer in support of 40 the activity or event.

OBLIGATION DE SA MAJESTÉ

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du 10 Obligation de Sa Majesté 10 Canada ou d'une province.

LIMITATION CONCERNANT LES SUBVENTIONS FÉDÉRALES À CERTAINES ACTIVITÉS. À CERTAINS ÉVÉNEMENTS ET À DE L'ÉQUIPEMENT

4. Par dérogation à toute autre loi fédérale et aux règlements pris sous son empire et malgré toute convention, il est interdit de verser une subvention ou un prêt à quicon-15 the involvement of that person, group or 15 que - personne, groupe ou organisme - en raison de sa participation à une activité ou à un événement soit culturel, soit sportif, à moins que le ministre de la Santé ne soit convaincu :

Limitation

- a) qu'aucune partie des fonds ne servira à 20 financer une activité ou un événement culturel ou sportif encouragé financièrement ou autrement par un fabricant ou un importateur de produits du tabac;
- b) que si les fonds servent en tout ou en 25 partie, à financer une activité ou un événement culturel ou sportif encouragé financièrement ou autrement par un manufacturier ou importateur de produits du tabac :
 - (i) aucune publicité ne sera faite pour des 30 produits du tabac vendus au Canada à l'occasion de l'activité ou de l'événement ou en rapport avec l'activité ou l'événement.
 - (ii) le fabricant ou l'importateur de 35 produits du tabac, selon le cas, ne se servira ni de son nom, ni d'une marque de produit du tabac, dans quelque présentation au public, pour promouvoir l'activité ou l'événement ou pour faire état de sa 40 participation financière ou autre à l'activité ou à l'événement.



Limitation

Restriction

Prohibition

- 5. Notwithstanding any other Act of Parliament or regulation made thereunder, or any agreement, no grant or loan shall be made to any person, group or organization for the cultural facility, or in support of that facility, unless the Minister of Health is satisfied that
 - (a) no financial or other contributions are being or will be made by a manufacturer or importer of a tobacco product in respect of 10 that facility; or
 - (b) financial or other contributions are being or will be made by a manufacturer or importer of a tobacco product in respect of that facility but that no use is being or will 15 be made by the manufacturer or importer, as the case may be, of its full name or the brand name of a tobacco product in respect of the facility.

5. Par dérogation à toute autre loi fédérale et aux règlements pris sous son empire et malgré toute convention, il est interdit de verser une subvention ou de conclure un prêt construction or renovation of a sports or 5 à quiconque - personne, groupe ou organis- 5 me — pour la construction ou la rénovation d'équipement culturel ou sportif ou pour favoriser cet équipement, à moins que le ministre de la Santé ne soit convaincu :

- a) qu'aucun fabricant ou importateur de 10 produits du tabac n'a apporté, ni n'apportera de contribution financière ou autre à l'égard de cet équipement;
- b) que si un fabricant ou un importateur de produits du tabac a apporté ou apportera une 15 contribution à l'égard de cet équipement, le fabricant ou l'importateur de produits du tabac, selon le cas, ne se servira ni de son nom, ni d'une marque de produit du tabac, en rapport avec l'équipement. 20

PROHIBITION AND ENFORCEMENT

ment or regulation made thereunder, or any agreement, no person, group or organization

- involved in or with cultural or sporting activities or events that is the recipient of a grant or loan by reason of that involvement 25 sportif qui reçoit une subvention ou un prêt en shall spend any of that money in respect of any cultural or sporting activity or event that is supported by financial or other contributions made by a manufacturer or importer of a tobacco product unless
 - (a) no tobacco product offered for sale in Canada is advertised at or in connection with the activity or event; and
 - (b) no use is made of the full name of the manufacturer or importer, as the case may 35 be, or the brand name of a tobacco product in any representation to the public that
 - (i) promotes the activity or event, or
 - (ii) acknowledges the financial or other contributions made by the manufacturer 40 or importer in support of the activity or event.

INTERDICTION ET APPLICATION

Interdiction

- 6. Notwithstanding any other Act of Parlia-20 6. Par dérogation à toute autre loi fédérale et aux règlements pris sous son empire et malgré toute convention, il est interdit à toute personne, groupe ou organisme engagé dans une activité ou un événement culturel ou 25 raison de cette participation de dépenser quelque partie de ces fonds pour une activité ou un événement culturel ou sportif encouragé financièrement ou autrement par un fabricant 30 30 ou un importateur de produits du tabac à moins:
 - a) qu'aucune publicité ne soit faite pour des produits du tabac vendus au Canada à l'occasion de l'activité ou de l'événement 35 ou en rapport avec l'activité ou l'événe-
 - b) que le fabricant ou l'importateur de produits du tabac, selon le cas, ne s'abstienne de se servir de son nom ou d'une marque 40 de produit du tabac, dans quelque présentation au public, pour promouvoir l'activité ou l'événement ou pour faire état de sa participation financière ou autre à l'activité ou à l'événement.



Prohibition

7. Notwithstanding any other Act of Parliament or regulation made thereunder, or any agreement, no person, group or organization that is the recipient of a grant or loan for the construction or renovation of a sports or cultural facility, or in support of that facility, shall spend any of that money in respect of that facility where the facility is supported by a manufacturer or importer of a tobacco product unless no use is made of the full name of the 10 manufacturer or importer, as the case may be, or the brand name of a tobacco product in respect of the facility.

Interdiction

Debt to Her Majesty

8. Notwithstanding any other Act of Parliament or regulation made thereunder, or any 15 et aux règlements pris sous son empire et agreement, where a recipient of a grant referred to in section 6 or 7 spends any of that money in contravention of that section, the money so spent is deemed to constitute a debt to Her Majesty in right of Canada and as such 20 du Canada dont le recouvrement peut être may be recovered in any court of competent jurisdiction.

When loan immediately due and payable

9. Notwithstanding any other Act of Parliament or regulation made thereunder, or any agreement, where a recipient of a loan referred 25 to in section 6 or 7 spends any of that money in contravention of that section, the entire loan and the interest thereon, if any, shall immediately become due and payable by the recipi-

Contravention not offence

10. A contravention of section 6 or 7 is not an offence and accordingly the Criminal Code does not apply in respect of the contravention.

7. Par dérogation à toute autre loi fédérale et aux règlements pris sous son empire et malgré toute convention, il est interdit à toute personne, groupe ou organisme recevant une subvention ou un prêt pour la construction ou 5 la rénovation d'équipement culturel ou sportif ou pour encourager l'aménagement de cet équipement de dépenser quelque partie de cette subvention ou de ce prêt à l'égard de cet équipement si son aménagement est encoura-10 gé financièrement ou autrement par un fabricant ou un importateur de produits du tabac à moins que le fabricant ou l'importateur de produits du tabac, selon le cas, ne s'abstienne de se servir de son nom ou d'une marque de 15 produit du tabac en rapport avec l'équipement.

> Créance de Sa Majesté

8. Par dérogation à toute autre loi fédérale malgé toute convention, la partie d'une sub-20 vention dépensée par son récipiendaire en contravention de l'article 6 ou 7 est réputée constituer une créance de Sa Majesté du chef poursuivi à ce titre devant tout tribunal 25 compétent.

Déchéance

9. Par dérogation à toute autre loi fédérale et à tout règlement pris sous son empire et malgré toute convention, lorsque le récipiendaire d'un prêt visé à l'article 6 ou 7 dépense 30 des fonds en contravention de l'un de ces articles, la totalité du prêt et les intérêts, le cas échéant, deviennent immédiatement exigibles 30 du récipiendaire.

10. La violation de l'article 6 ou 7 n'est pas 35 Inapplication une infraction et, en conséquence, le Code criminel ne s'y applique pas.

criminel



C-347

C-347

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

PROJET DE LOI C-347

An Act to change the names of certain electoral districts

Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales

First reading, November 7, 1996

Première lecture le 7 novembre 1996



Mr. Langlois

M. LANGLOIS

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

PROJET DE LOI C-347

An Act to change the names of certain electoral districts

Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales

consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Her Majesty, by and with the advice and

Name changed to "Bellechasse -Etchemins -Montmagny — L'Islet'

Name

Gaspé -

Îles-de-la-

Madeleine"

changed to

"Bonaventure

- 1. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 8 of that part relating to the Province of Quebec is amended by substitu-10 "Bellechasse - Etchethe name mins - Montmagny - L'Islet" for the name "Bellechasse — Montmagny — L'Islet".
- 2. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 22 of that part relating to the ing the name "Bonaventure — Gaspé — Îlesde-la-Madeleine" for the name "Gaspé -Bonaventure - Îles-de-la-Madeleine".

Name changed to "Kamouraska — Rivière-du-Loup -Témiscouata — Les Basques"

3. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 28 of that part relating to the "Kamouraska - Rivièrethe name du-Loup — Témiscouata — Les Basques" for the name "Kamouraska - Rivière-du-Loup — Témiscouata".

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

- 1. Dans le décret de représentation déclaré 5 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 5 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 8 de la partie relative à la province de Québec est modifié 10 par la substitution du nom « Bellechasse -Etchemins - Montmagny - L'Islet » au nom « Bellechasse — Montmagny — L'Islet ».
- 2. Dans le décret de représentation électoraforce by Proclamation of January 8, 1996 15 le déclaré en vigueur par proclamation du 815 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragra-Province of Quebec is amended by substitut- 20 phe 22 de la partie relative à la province de 20 Québec est modifié par substitution du « Bonaventure — Gaspé — Îles-de-la-Madeleine » au nom « Gaspé — Bonaventure — Îles-de-la-Madeleine ».
- 3. Dans le décret de représentation déclaré 25 Nom force by Proclamation of January 8, 1996 25 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 28 de la partie 30 Province of Quebec is amended by substitut- 30 relative à la province de Québec est modifié par la substitution du nom « Kamouraska — Rivière-du-Loup — Témiscouata — Les Basques » au nom « Kamouraska — Rivière-du-35 Loup — Témiscouata ».

modifié « Bellechasse -Etchemins -Montmagny -L'Islet »

modifié: « Bonaventure -Gaspé -Îles-de-la-Madeleine »

modifié : « Kamouraska — Rivière-du-Loup -Témiscouata — Les Basques »

SUMMARY

This enactment would change the names of several electoral districts.

SOMMAIRE

Le texte a pour but de modifier le nom de plusieurs circonscriptions électorales.

Nom

modifié :

de-Grâce -Lachine »

« Notre-Dame-

Name changed to "Notre-Damede-Grâce -Lachine"

4. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, 5 paragraph 29 of that part relating to the Province of Quebec is amended by substituting the name "Notre-Dame-de-Grâce -Lachine" for the name "Lachine - Notre-Dame-de-Grâce".

Name changed to "Rimouski --Mitis'

5. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, 15 paragraph 56 of that part relating to the Province of Quebec is amended by substituting the name "Rimouski - Mitis" for the name "Rimouski".

Name changed to "Témiscamingue'

6. In the representation order declared in 20 force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, Province of Quebec is amended by substituting the name "Témiscamingue" for the name "Rouyn-Noranda — Témiscamingue".

Name changed to "Saint-Bruno ---Saint-Hubert"

7. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 30 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997. paragraph 61 of that part relating to the Province of Quebec is amended by substitut-35 relative à la province de Québec est modifié ing the name "Saint-Bruno - Saint-Hubert" for the name "Saint-Hubert".

Name changed to "Vaudreuil -Soulanges"

8. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment 40 en vertu de la Loi sur la révision des limites des Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 72 of that part relating to the Province of Ouebec is amended by substituting the name "Vaudreuil - Soulanges" for 45 par la substitution du nom « Vaudreuil the name "Vaudreuil".

4. Dans le décret de représentation électorale déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parle- 5 ment postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 29 de la partie relative à la province de Québec est modifié par substitution du nom « Notre-Dame-de-Grâce - Lachine » au nom 10 « Lachine - Notre-Dame-de-Grâce ».

Nom modifié : « Rimouski -

Mitis »

- 5. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure 15 au 8 janvier 1997, le paragraphe 56 de la partie relative à la province de Québec est modifié par la substitution du nom «Rimouski-Mitis » au nom « Rimouski ».
- 6. Dans le décret de représentation déclaré 20 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure paragraph 59 of that part relating to the 25 au 8 janvier 1997, le paragraphe 59 de la 25 partie relative à la province de Québec est modifié par la substitution du nom « Témiscamingue » au nom « Rouyn-Noranda - Témiscamingue ».

modifié :

gue »

« Témiscamin-

- 7. Dans le décret de représentation déclaré 30 modifié : « Saint-Bruno -Saint-Hubert » en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 61 de la partie 35 par la substitution du nom « Saint-Bruno — Saint-Hubert » au nom « Saint-Hubert ».
- 8. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 199640 circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 72 de la partie relative à la province de Québec est modifié 45

Soulanges » au nom « Vaudreuil ».

modifié : « Vaudreuil -Soulanges »



modifié:

« Algoma -

Manitoulin »

Name changed to " Algoma — Manitoulin"

9. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, 5 paragraph 1 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substituting the name "Algoma - Manitoulin" for the name "Algoma".

Name changed to "Barrie -Simcoe -Bradford"

10. In the representation order declared in 10 force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997. paragraph 2 of that part relating to the 15 Province of Ontario is amended by substituting the name "Barrie - Simcoe - Bradford" for the name "Barrie - Simcoe".

changed to "Beaches -East York"

11. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 20 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 3 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substitut-25 relative à la province d'Ontario est modifié ing the name "Beaches - East York" for the name "Beaches - Woodbine".

Name changed to "Carleton -Gloucester"

12. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment 30 en vertu de la Loi sur la révision des limites des Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 25 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substituting the name "Carleton — Gloucester" for 35 par la substitution du nom « Carleton the name "Gloucester - Carleton".

Name changed to "London North Centre"

13. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of 40 circonscriptions électorales, à compter de la Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 42 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substituting the name "London North Centre" for the name "London - Adelaide".

9. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure 5 au 8 janvier 1997, le paragraphe 1 de la partie relative à la province d'Ontario est modifié par la substitution du nom « Algoma — Manitoulin » au nom « Algoma ».

> modifié : « Barrie -Simcoe -Bradford »

- 10. Dans le décret de représentation déclaré 10 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 2 de la partie 15 relative à la province d'Ontario est modifié par la substitution du « Barrie nom Simcoe - Bradford » au « Barrie --nom Simcoe ».
- 11. Dans le décret de représentation déclaré 20 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 3 de la partie 25 par la substitution du nom « Beaches — East York » au nom « Beaches — Woodbine ».

modifié : « Beaches -East York »

> Nom modifié :

« Carleton -

Gloucester »

12. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 199630 circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 25 de la partie relative à la province d'Ontario est modifié 35 « Gloucester ---Gloucester » au nom Carleton ».

> Nom modifié : « London-Centre-Nord »

13. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 40 en vertu de la Loi sur la révision des limites des première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 42 de la partie relative à la province d'Ontario est modifié 45 par la substitution du nom « London-Centre-45 Nord » au nom « London — Adelaide ».



Nom

modifié:

« Winnipeg-Centre-Nord »

Name changed to "Winnipeg North Centre"

14. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of paragraph 9 of that part relating to the Province of Manitoba is amended by substituting the name "Winnipeg North Centre" for the name "Winnipeg North".

Name changed to "Winnipeg Centre'

15. In the representation order declared in 10 force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997. Province of Manitoba is amended by substituting the name "Winnipeg Centre" for the name "Winnipeg North Centre".

Name changed to "Winnipeg North -St. Paul"

16. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 13 of that part relating to the ing the name "Winnipeg North - St. Paul" for the name "Winnipeg - St. Paul".

Name changed to "Saskatoon -Rosetown -Biggar"

17, In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 10 of that part relating to the Province of Saskatchewan is amended by substituting the name Rosetown - Biggar" for the name "Saskatoon — Rosetown".

Name changed to "Langley -Abbotsford"

18. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 10 of that part relating to the Province of British Columbia is amended "Langley - 45 substituting the name Abbotsford" for the name "Langley -Matsqui".

14. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la Parliament that occurs after January 8, 1997, 5 première dissolution du Parlement postérieure 5 au 8 janvier 1997, le paragraphe 9 de la partie relative à la province du Manitoba est modifié par substitution du nom « Winnipeg-Centre-Nord » au nom « Winnipeg-Nord ».

> modifié « Winnipeg-Centre »

15. Dans le décret de représentation déclaré 10 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure paragraph 10 of that part relating to the 15 au 8 janvier 1997, le paragraphe 10 de la partie 15 relative à la province du Manitoba est modifié par substitution du nom « Winnipeg-Centre » au nom « Winnipeg-Centre-Nord ».

> Nom modifié « Winnipeg-Nord -St. Paul »

16. Dans le décret de représentation déclaré force by Proclamation of January 8, 1996 20 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 20 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 13 de la partie Province of Manitoba is amended by substitut- 25 relative à la province du Manitoba est modifié 25 par substitution du nom « Winnipeg-Nord — St. Paul » au nom « Winnipeg — St. Paul ».

> modifié: Saskatoon -Rosetown -Biggar »

17. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment 30 en vertu de la Loi sur la révision des limites des 30 circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 10 de la partie relative à la province de la Saskatchewa "Saskatoon — 35 est modifié par la substitution du nom 35 « Saskatoon — Rosetown — Biggar » au nom « Saskatoon — Rosetown ».

18. Dans le décret de représentation électorale déclaré en vigueur par proclamation du 8 under the Electoral Boundaries Readjustment 40 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision 40 Abbotsford » des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 10 de la partie relative à la province de la Colombie-Britannique est modifié par substi-45 tution du nom «Langley --- Abbotsford » au nom « Langley — Matsqui ».

Nom modifié: Langley -



Shuswap »

5

Name changed to "Okanagan -Shuswap1

19. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of paragraph 14 of that part relating to the Province of British Columbia is amended by substituting the name "Okanagan -Shuswap" for the name "North Okanagan — Shuswap".

Coming into

20. This Act shall come into force on January 9, 1997 if it is assented to before that date, otherwise it shall come into force on the day it is assented to.

19. Dans le décret de représentation électorale déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à Parliament that occurs after January 8, 1997, 5 compter de la première dissolution du Parle-5 ment postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 14 de la partie relative à la province de la Colombie-Britannique est modifié par substitution du nom « Okanagan — Shuswap » au 10 nom « North Okanagan — Shuswap ».

> 20. La présente loi entre en vigueur le 9 janvier 1997 si celle-ci est sanctionnée avant cette date. Autrement, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur

C-347

Second Session, Thirty-fifth Parliament,

C-347

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

PROJET DE LOI C-347

An Act to change the names of certain electoral districts

Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS NOVEMBER 8, 1996 ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 8 NOVEMBRE 1996



Mr. Langlois

M Langlois

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

PROJET DE LOI C-347

An Act to change the names of certain electoral districts

Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Name changed to "Bellechasse -Etchemins -Montmagny —

Name

changed to

Gaspé --

Îles-de-la-

Madeleine

Pabok!

"Bonaventure -

- 1. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 8 of that part relating to the the name "Bellechasse - Etchemins — Montmagny — L'Islet" for the name "Bellechasse — Montmagny — L'Islet".
- 2. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 22 of that part relating to substituting the name "Bonaventure — Gaspé — Îles-de-la-Madeleine — Pabok" for the name "Gaspé — Bonaventure — Îles-de-la-Madeleine".

Name changed to "Kamouraska — Rivière-du-Loup -Les Basques'

3. In the representation order declared in 25 force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, Province of Quebec is amended by substituting the name "Kamouraska - Rivièredu-Loup — Témiscouata — Les for the name "Kamouraska - Rivière-du-Loup — Témiscouata".

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

- 1. Dans le décret de représentation déclaré 5 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 5 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 8 de la partie Province of Quebec is amended by substitu-10 relative à la province de Ouébec est modifié 10 par la substitution du nom « Bellechasse — Etchemins — Montmagny — L'Islet » au nom « Bellechasse — Montmagny — L'Islet ».
- 2. Dans le décret de représentation électoraforce by Proclamation of January 8, 1996 15 le déclaré en vigueur par proclamation du 15 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragrathe Province of Quebec is amended by 20 phe 22 de la partie relative à la province de 20 Québec est modifié par substitution du nom « Bonaventure — Gaspé — Îles-de-la-Madeleine — Pabok » au nom pé — Bonaventure — Îles-de-la-Madeleine ».
- 3. Dans le décret de représentation déclaré 25 Nom en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure paragraph 28 of that part relating to the 30 au 8 janvier 1997, le paragraphe 28 de la partie 30 relative à la province de Québec est modifié par la substitution du nom «Kamouraska— Rivière-du-Loup — Témiscouata — Les Basques » au nom « Kamouraska — Rivière-du-35 Loup — Témiscouata ».

« Bellechasse -Etchemins -Montmagny L'Islet »

Nom modifié « Bonaventure --Gaspé -Hes-de-la-Madeleine Pahok »

modifié « Kamouraska -Rivière-du-Loup -Les Basques »

SUMMARY

This enactment would change the names of several electoral districts.

SOMMAIRE

Le texte a pour but de modifier le nom de plusieurs circonscriptions électorales.

« Notre-Dame de-Grâce

Lachine >

Nom

Name Lachine'

4. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of paragraph 29 of that part relating to the Province of Ouebec is amended by substituting the name "Notre-Dame-de-Grâce ---Lachine" for the name "Lachine - Notre-Dame-de-Grâce".

Name "Rimouski -Mitis'

5. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of paragraph 56 of that part relating to the Province of Quebec is amended by substituting the name "Rimouski - Mitis" for the name "Rimouski".

Name changed to "Témiscamingue'

6. In the representation order declared in 20 force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 59 of that part relating to the 25 au 8 janvier 1997, le paragraphe 59 de la 25 Province of Ouebec is amended by substituting the name "Témiscamingue" for the name "Rouyn-Noranda — Témiscamingue".

Name Saint-Bruno ---

7. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 30 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 61 of that part relating to the Province of Quebec is amended by substitut-35 relative à la province de Québec est modifié ing the name "Saint-Bruno - Saint-Hubert" for the name "Saint-Hubert".

Name Soulanges'

8. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment 40 en vertu de la Loi sur la révision des limites des Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 72 of that part relating to the Province of Quebec is amended by substituting the name "Vaudreuil - Soulanges" for 45 the name "Vaudreuil".

4. Dans le décret de représentation électorale déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à Parliament that occurs after January 8, 1997, 5 compter de la première dissolution du Parle-5 ment postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 29 de la partie relative à la province de Ouébec est modifié par substitution du nom « Notre-Dame-de-Grâce — Lachine » au nom 10 « Lachine — Notre-Dame-de-Grâce ».

> « Rimouski --Mitis »

5. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la Parliament that occurs after January 8, 1997, 15 première dissolution du Parlement postérieure 15 au 8 janvier 1997, le paragraphe 56 de la partie relative à la province de Québec est modifié par la substitution du nom «Rimouski — Mitis » au nom « Rimouski ».

> 6. Dans le décret de représentation déclaré 20 Nom en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure partie relative à la province de Ouébec est modifié par la substitution du nom « Témiscamingue » au nom « Rouvn-Noranda — Témiscamingue ».

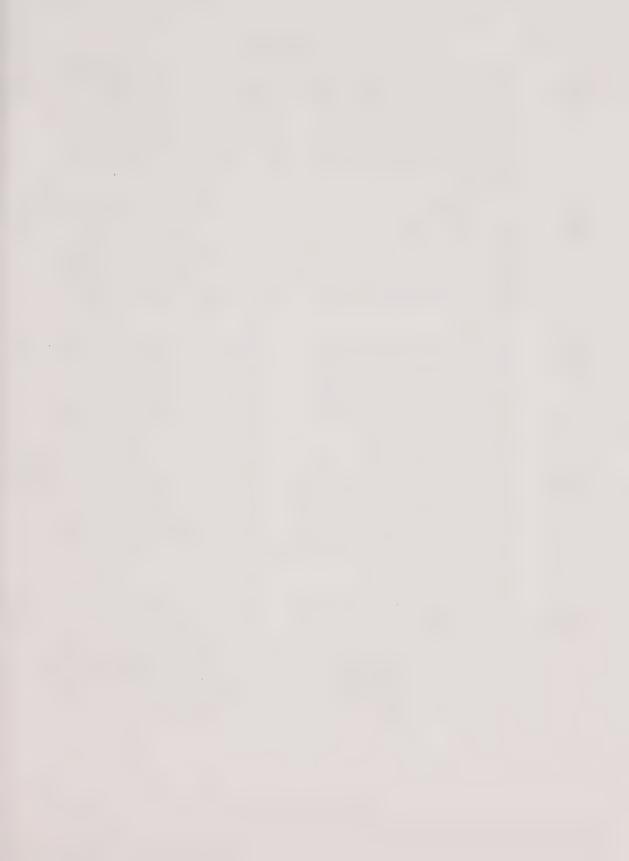
modifié gue »

7. Dans le décret de représentation déclaré 30 Nom en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 61 de la partie 35 par la substitution du nom « Saint-Bruno -Saint-Hubert » au nom « Saint-Hubert ».

« Saint-Bruno -Saint-Hubert »

8. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 40 circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 72 de la partie relative à la province de Québec est modifié 45 par la substitution du nom « Vaudreuil — Soulanges » au nom « Vaudreuil ».

« Vaudreuil ~



Simcoe ».

3

Name changed to Algoma -Manitoulin"

9. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 1 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substituting the name "Algoma - Manitoulin" for the name "Algoma".

"Barrie -Simcoe -Bradford"

10. In the representation order declared in 10 force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, Province of Ontario is amended by substituting the name "Barrie - Simcoe - Bradford" for the name "Barrie - Simcoe".

changed to "Beaches -East York"

11. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 20 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997. paragraph 3 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substitut-25 relative à la province d'Ontario est modifié ing the name "Beaches - East York" for the name "Beaches - Woodbine".

Name changed to "Carleton — Gloucester"

12. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment 30 en vertu de la Loi sur la révision des limites des Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 25 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substituting the name "Carleton — Gloucester" for 35 par la substitution du nom « Carleton the name "Gloucester - Carleton".

Name changed to North Centre'

13. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of 40 circonscriptions électorales, à compter de la Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 42 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substituting the name "London North Centre" for the name "London - Adelaide".

9. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la 5 première dissolution du Parlement postérieure 5 au 8 janvier 1997, le paragraphe 1 de la partie relative à la province d'Ontario est modifié par la substitution du nom « Algoma ---Manitoulin » au nom « Algoma ».

10. Dans le décret de représentation déclaré 10 Nom en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure paragraph 2 of that part relating to the 15 au 8 janvier 1997, le paragraphe 2 de la partie 15 relative à la province d'Ontario est modifié par la substitution du nom « Barrie — Simcoe — Bradford » au nom « Barrie —

« Barrie -Simcoe Bradford »

11. Dans le décret de représentation déclaré 20 Nom en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 3 de la partie 25 par la substitution du nom « Beaches — East York » au nom « Beaches — Woodbine ».

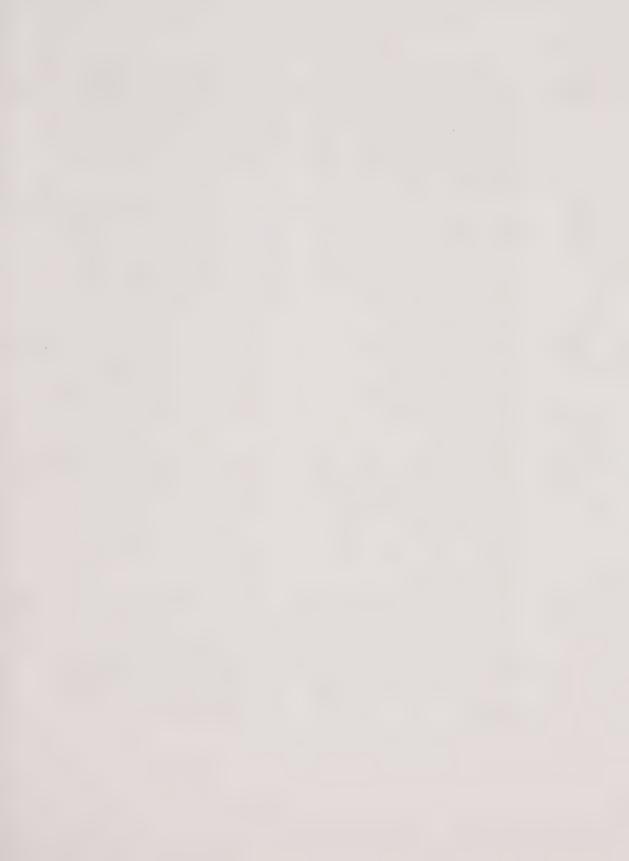
modifié « Beaches ---East York »

12. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 199630 circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 25 de la partie relative à la province d'Ontario est modifié 35 Gloucester » au nom « Gloucester — Carleton ».

Nom modifié « Carleton -Gloucester »

13. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 40 en vertu de la Loi sur la révision des limites des première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 42 de la partie relative à la province d'Ontario est modifié 45 par la substitution du nom « London-Centre-45 Nord » au nom « London — Adelaide ».

Nom modifié « London-Centre-Nord



Nom

modifie

« Winnipeg-Centre-Nord

Name changed to Winnipeg North Centre'

14. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, 5 paragraph 9 of that part relating to the Province of Manitoba is amended by substituting the name "Winnipeg North Centre" for the name "Winnipeg North".

Name changed to Winnipeg Centre

15. In the representation order declared in 10 force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, Province of Manitoba is amended by substituting the name "Winnipeg Centre" for the name "Winnipeg North Centre".

Name changed to "Winnipeg North -St. Paul"

16. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 13 of that part relating to the ing the name "Winnipeg North — St. Paul" for the name "Winnipeg — St. Paul".

Name changed to "Saskatoon -Rosetown ---Biggar

17, In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 10 of that part relating to the Province of Saskatchewan is amended by substituting the name Rosetown - Biggar" the "Saskatoon - Rosetown".

Name changed to "Langley -Abbotsford"

18. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 Act, effective upon the first dissolution of Parliament that occurs after January 8, 1997, paragraph 10 of that part relating to the Province of British Columbia is amended by substituting the name Abbotsford" for the name "Langley ---Matsqui".

14. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure 5 au 8 janvier 1997, le paragraphe 9 de la partie relative à la province du Manitoba est modifié par substitution du nom « Winnipeg-Centre-Nord » au nom « Winnipeg-Nord ».

> modifié « Winnipeg-Centre >

15. Dans le décret de représentation déclaré 10 Nom en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure paragraph 10 of that part relating to the 15 au 8 janvier 1997, le paragraphe 10 de la partie 15 relative à la province du Manitoba est modifié par substitution du nom « Winnipeg-Centre » au nom « Winnipeg-Centre-Nord ».

> Nom modifié « Winnipeg-St. Paul »

16. Dans le décret de représentation déclaré force by Proclamation of January 8, 1996 20 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 20 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 13 de la partie Province of Manitoba is amended by substitut-25 relative à la province du Manitoba est modifié 25 par substitution du nom « Winnipeg-Nord — St. Paul » au nom « Winnipeg — St. Paul ».

> modifié: Saskatoon Rosetown -Biggar »

17. Dans le décret de représentation déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment 30 en vertu de la Loi sur la révision des limites des 30 circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 10 de la partie relative à la province de la Saskatchewa "Saskatoon — 35 est modifié par la substitution du nom 35 « Saskatoon — Rosetown — Biggar » au nom « Saskatoon — Rosetown ».

> modifié « Langley

18. Dans le décret de représentation électorale déclaré en vigueur par proclamation du under the Electoral Boundaries Readjustment 40 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision 40 Abbotsford » des limites des circonscriptions électorales, à compter de la première dissolution du Parlement postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 10 de la partie relative à la province de la "Langley — 45 Colombie-Britannique est modifié par substi-45 tution du nom « Langley — Abbotsford » au nom « Langley - Matsqui ».



5

Name changed to "Okanagan -Shuswap"

19. In the representation order declared in force by Proclamation of January 8, 1996 under the Electoral Boundaries Readjustment Act, effective upon the first dissolution of paragraph 14 of that part relating to the Province of British Columbia is amended by substituting the name "Okanagan ---Shuswap" for the name "North Okanagan -Shuswap".

Coming into

20. This Act shall come into force on January 9, 1997 if it is assented to before that date, otherwise it shall come into force on the day it is assented to.

19. Dans le décret de représentation électorale déclaré en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, à Parliament that occurs after January 8, 1997, 5 compter de la première dissolution du Parle-5 ment postérieure au 8 janvier 1997, le paragraphe 14 de la partie relative à la province de la Colombie-Britannique est modifié par substitution du nom « Okanagan — Shuswap » au 10 nom « North Okanagan — Shuswap ».

> 20. La présente loi entre en vigueur le 9 janvier 1997 si celle-ci est sanctionnée avant cette date. Autrement, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur





Canada Post Corporation Societe canadienne des postes

Postage paid Lettermail Port paye
Poste – lettre

8801320 Ottawa

If undelwered, return COVER ONLY to Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Quebec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT a Groupe Communication Canada — Édition 45 Boulevard Sacre—Coeur, Hull, Quebec, Canada, K1A 0S9

C-348

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II. 1996

C-348

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-348

PROJET DE LOI C-348

An Act to provide for petitions presented to the House of Commons that have 250,000 or more signatures to be subsequently prepared as bills so far as possible and introduced in the House Loi pourvoyant à la présentation à la Chambre des communes à titre de projets de loi, lorsque l'objet de la pétition le permet, des pétitions qui ont recueilli 250 000 signatures d'appui ou plus et qui ont été déposées à la Chambre

First reading, November 8, 1996

Première lecture le 8 novembre 1996



MR. CRÊTE

M. CRÊTE

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II. 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-348

BILL C-348

An Act to provide for petitions presented to the House of Commons that have 250,000 or more signatures to be subsequently prepared as bills so far as possible and introduced in the House

Loi pourvoyant à la présentation à la Chambre des pétitions qui ont recueilli 250 000 signatures d'appui ou plus et qui ont été déposées à la Chambre

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title Opinion respecting

petition

- 1. This Act may be cited as the *Petition Act*.
- 2. Where a petition bearing 250,000 or 5 more signatures is presented to the House of Commons in accordance with the Standing Orders of the House, the member presenting the petition shall forthwith request the proper opinion as to whether any or all of the objects of the petition may be achieved by legislation that
 - (a) is within the jurisdiction of Parliament; and
 - (b) may be originated by a bill introduced by a private member.

Member provided with opinion

3. The proper officers of the House of Commons shall prepare and provide to the member the opinion referred to in section 2 20 à l'article 2 et le transmettent au député dans within ten days of the request.

Preparation

- 4. If the opinion is that any or all of the objects of the petition may be achieved by legislation that

 - (b) may be originated by a bill introduced by a private member,

the proper officers of the House shall prepare and send to the member a bill that would 30 achieve those objects.

des communes à titre de projets de loi, lorsque l'objet de la pétition le permet,

ves:

15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Titre abrégé : Loi sur les pétitions.

Titre abrégé

- 2. Lorsqu'une pétition portant 250 000 5 Avis sur une signature ou plus est présentée à la Chambre des communes conformément au Règlement de la Chambre, le député qui la parraine est tenu de demander immédiatement aux foncofficers of the House of Commons for an 10 tionnaires appropriés de la Chambre des 10 communes un avis à savoir s'il est possible de réaliser un ou plusieurs des objets de la
 - a) qui sont de la compétence législative du 15 Parlement:

pétition au moyen de dispositions législati-

- b) qui peuvent faire l'objet d'un projet de loi d'initiative parlementaire.
- 3. Les fonctionnaires appropriés de la Chambre des communes préparent l'avis visé 20 les dix jours suivant la demande.

Avis fourni au député

- 4. Les fonctionnaires appropriés de la Chambre des communes rédigent et transmettent au député un projet de loi susceptible de 25 (a) is within the jurisdiction of Parliament, 25 réaliser ceux des objets de la pétition qui, d'après l'avis fourni, sont réalisables en vertu de dispositions législatives :
 - a) qui sont de la compétence législative du Parlement: 30
 - b) qui peuvent faire l'objet d'un projet de loi d'initiative parlementaire.

Préparation du projet de

352227

SUMMARY

This enactment would ensure that the objects of a petition presented to the House of Commons would be put in the form of a bill and introduced in the House, providing they could be achieved by a private member's bill.

SOMMAIRE

Le texte fait en sorte que les sujets des pétitions présentées à la Chambre des communes fassent l'objet de projets de loi d'initiative parlementaire s'il est possible de les réaliser sous forme de législation.

Introduction of bill

5. A member who receives a bill pursuant to section 4 shall introduce it in the House of Commons no later than the thirtieth day on which the House sits after the member receives it.

5. Le député auquel est transmis un projet de loi conformément à l'article 4 est tenu de le faire présenter à la Chambre des communes dans les trente jours de séance suivant sa 5 réception. Présentation du projet de

5



C-349

C-349

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-349

PROJET DE LOI C-349

An Act to provide for parliamentary scrutiny and approval of user fees set by federal authority and to require public disclosure of the amount collected as user fees Loi permettant l'examen et l'approbation par le Parlement des frais d'utilisation imposés par un organisme fédéral et exigeant la communication publique du montant des frais ainsi perçus

First reading, November 18, 1996

Première lecture le 18 novembre 1996



MR. SOLBERG

M. SOLBERG

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II. 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-349

PROJET DE LOI C-349

An Act to provide for parliamentary scrutiny and approval of user fees set by federal authority and to require public disclosure of the amount collected as user fees

Loi permettant l'examen et l'approbation par le Parlement des frais d'utilisation imposés par un organisme fédéral et exigeant la communication publique du montant des frais ainsi perçus

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the User Fee Act.

Titre abrégé 1. Titre abrégé: Loi sur les frais d'utilisa-5 tion.

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

Définitions

« comité »

"Committee"

"Committee" "Committee" means the Standing Committee « comité » of the House of Commons appointed by the House to study matters related to the regu-10 lating authority in question.

« comité » Le comité permanent de la Chambre des communes désigné par celle-ci pour étudier les questions liées à l'organisation 10

pour une chose, un service, une utilisation,

une autorisation, un permis ou une licence,

Parlement, payables par une personne et établis en vertu du pouvoir accordé par une

loi du Parlement, à l'exception de tous frais

établis directement par une loi du Parle-

ment ou par un calcul établi directement 20

fournis ou accordés en vertu d'une loi du 15

2. Les définitions qui suivent s'appliquent

"regulating authority « organisme réglementation »

de réglementation. « frais d'utilisation » Les frais ou droits exigés

à la présente loi.

dans une telle loi.

"user fee" « frais d'utilisation > "regulating authority" means the Governor in Council, a department, board, agency, commission, Crown corporation or any other body that has the power to set a user fee un- 15 der the authority of an Act of Parliament.

« frais d'utilisation » "user fee"

"user fee" means a fee, charge or levy for a thing, service, use, authorization, permit or licence supplied or granted under the authority of an Act of Parliament, payable by 20 any person and set pursuant to an authority established by an Act of Parliament, but does not include anything that is directly set by an Act of Parliament or by a calculation directly set by an Act of Parliament. 25

« organisme de réglementation » Le gouverneur en conseil, un ministère, un conseil. une commission, une société d'État ou tout autre organisme qui a le pouvoir d'imposer 25 des frais d'utilisation en vertu d'une loi du Parlement.

Proposal for establishment or increase

3. (1) L'organisme de réglementation qui souhaite établir, augmenter, élargir l'application ou prolonger la durée d'application de 30 de frais frais d'utilisation, à compter du 1er juillet proposition indiquant ce qui suit:

3. (1) Where a regulating authority wishes to establish, increase, widen the application of or increase the duration of a user fee with effect from July 1, 1997 or later, the regulating authority must submit to the Committee a 30 1997 ou par la suite, soumet au comité une proposal

Établissement augmentation

« organisme

authority'

réglementation » regulating

SUMMARY

This enactment will require scrutiny by the appropriate Standing Committee of the House of Commons before any user fee may be set or increased after July 1, 1997. The regulating authority must submit a proposal to the Committee before any user fee is established or increased. This is in addition to the requirements set out in sections 19 and 19.1 of the Financial Administration Act.

The report of the Committee is subject to the concurrence of the House. If the Committee does not report within one hundred and fifty days, the House may pass a resolution approving, denying or amending the proposed fee or change. The regulating authority is bound by the decision of the House.

The enactment also requires the Public Accounts and other government reports on revenue that identify sources of revenue to identify the amount of revenue from user fees.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à l'examen, par le comité permanent de la Chambre des communes pertinent avant que ne soit autorisé l'établissement ou l'augmentation des frais d'utilisation après le 1^{er} juillet 1997. L'organisme de réglementation doit soumettre sa proposition au Comité avant d'établir ou d'augmenter ses frais d'utilisation. Cette condition s'ajoute à celles prévues par les dispositions 19 et 19.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le rapport du Comité doit être approuvé par la Chambre. Si le Comité ne présente pas de rapport dans les cent cinquante jours, la Chambre peut adopter une résolution qui approuve, rejette ou modifie la proposition de l'organisme de réglementation. Celui-ci doit alors se conformer à la décision de la Chambre.

Le texte prévoit également que les Comptes publics et autres rapports officiels sur les recettes de l'État qui indiquent les sources desdites recettes, devront indiquer le montant des recettes provenant des frais d'utilisation.

- (a) stating for what thing, service, use, authorization, permit or licence the user fee is charged;
- (b) explaining the reason for the change in the user fee; and
- (c) declaring the total amount that the regulating authority estimates will be collected in the first three fiscal years after the user fee is established or increased.

Minor change in incidence

(2) Where a regulating authority wishes to 10 make a minor change in the definition of the persons to whom the fee is to apply, solely for the purpose of maintaining fairness or circumventing avoidance, the authority shall report to the Committee the reasons for the change, 15 frais, doit en communiquer la raison au comité and if the Committee approves the change, the authority may make the change without making a proposal under subsection (1).

Committee review

4. The Committee shall review every shall report to the House of Commons with its recommendations thereon.

Resolution by Commons

5. (1) If a Committee has received a proposal and has not made a report to the fifty days after receiving the proposal, the House may pass a resolution approving, denying or amending the proposal.

Setting user fees

- (2) A regulating authority may not establish the authority has first made a proposal under section 3 and either
 - (a) the House of Commons has concurred in a report by the Committee approving the proposal or approving the proposal with 35 amendments; or
 - (b) the House has passed a resolution under subsection (1) approving the proposal or approving the proposal with amendments.

Authority to recommended decreases

(3) Where a report as concurred in by the 40 House of Commons or a resolution made by the House pursuant to subsection (1) recommends that a proposal be denied or the user fee be less than that proposed by the regulating

- a) la chose, le service, l'utilisation, l'autorisation, le permis ou la licence auxquels les frais d'utilisation s'appliquent:
- b) la raison du changement proposé;
- c) le montant total des frais d'utilisation que 5 l'organisme compte percevoir au cours des trois exercices suivant l'entrée en vigueur du changement.
- (2) L'organisme de réglementation qui souhaite apporter un changement mineur à la 10 changement définition des personnes auxquelles les frais s'appliquent, dans le seul but de maintenir l'équité ou d'empêcher le non-paiement des et, si celui-ci approuve le changement, l'orga-15 nisme pourra faire ce changement sans avoir à soumettre la proposition prévue au paragraphe (1).

Faible impact

4. Le comité examine toutes les proposiproposal received pursuant to section 3 and 20 tions reques aux termes de l'article 3 et en fait 20 rapport à la Chambre des communes, avec les recommandations nécessaires.

Examen par le comité

5. (1) Lorsque le comité n'a pas fait rapport à la Chambre des communes dans les cent House of Commons within one hundred and 25 cinquante jours qui suivent la réception d'une 25 proposition, la Chambre peut adopter une résolution pour approuver, rejeter ou modifier la proposition.

Résolution de la Chambre

(2) Pour établir ou augmenter les frais or increase a user fee after July 1, 1997 unless 30 d'utilisation après le 1er juillet 1997, l'orga-30 nisme de réglementation doit d'abord avoir soumis la proposition prévue par l'article 3 et il faut:

d'utilisation

- a) soit que la Chambre des communes ait accepté le rapport soumis par le comité qui 35 approuve la proposition, telle quelle ou modifiée:
- b) soit que la Chambre des communes ait adopté une résolution comme prévu au paragraphe (1) par laquelle elle approuve la 40 proposition, telle quelle ou modifiée.
- (3) En cas d'adoption par la Chambre des communes du rapport d'un comité ou d'une résolution comme prévu au paragraphe (1), qui recommande que la proposition soit 45 rejetée ou que les frais soient moindres que ce authority as to amount, application or dura-45 qu'a proposé l'organisme, en termes de mon-

Réduction des frais



tion, the regulating authority shall set the user fee in the manner recommended by the report as concurred in or as stated in the resolution, as the case may be.

User fees shown separately

- 6. The amount of money collected by the 5 Government of Canada as user fees must be identified and shown separately in
 - (a) the Public Accounts laid before the House of Commons pursuant to section 64 of the Financial Administration Act; and 10
 - (b) every other report made public by the Government of Canada that shows the revenue of Canada and shows separately the sources from which it is generated.

R.S., c. F-11

7. The Financial Administration Act is 15 amended by adding the following after section 19.3:

Application of User Fee Act

19.4 The power to issue a regulation under section 19 or 19.1 that establishes, increases, decreases or alters the application of a user fee 20 d'augmenter, de réduire ou de modifier l'apwithin the meaning of the User Fee Act is subject to that Act.

tant, de champ d'application ou de durée, l'organisme établit les frais conformément à ce que prévoit le rapport approuvé par la Chambre ou la résolution adoptée par celle-ci, selon le cas.

6. Le montant des frais d'utilisation perçus par le gouvernement du Canada doit être indiqué séparément :

Indication des frais d'utilisation

- a) dans les Comptes publics déposés devant la Chambre conformément à l'article 64 de 10 la Loi sur la gestion des finances publiques;
- b) dans tout autre rapport rendu public par le gouvernement du Canada qui indique les recettes de l'État et, séparément, les sources 15 de ces recettes.
- 7. La Loi sur la gestion des finances publiques est modifiée par adjonction après l'article 19.3 de ce qui suit :

19.4 Le pouvoir de prendre un règlement en vertu de l'article 19 ou 19.1 en vue d'établir,20 plication de frais d'utilisation au sens de la Loi sur les frais d'utilisation, est assujetti à cette loi.

L.R., ch. F-11

Application de la Loi sur les frais d'utilisation

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II. 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-350

PROJET DE LOI C-350

An Act to provide for a national referendum to authorize the government to negotiate terms of separation with a province that has voted for separation from Canada

Loi permettant la tenue d'un référendum national afin d'autoriser le gouvernement à négocier les conditions de sécession du Canada par une province qui a voté en faveur d'une telle sécession

First reading, November 20, 1996

Première lecture le 20 novembre 1996



Mr. STINSON

M. STINSON

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-350

PROJET DE LOI C-350

An Act to provide for a national referendum to authorize the government to negotiate terms of separation with a province that has voted for separation from Canada

Loi permettant la tenue d'un référendum national afin d'autoriser le gouvernement à négocier les conditions de sécession du Canada par une province qui a voté en faveur d'une telle sécession

Preamble

WHEREAS the Constitution of Canada does not provide for a process whereby a province or a part of a province may separate from Canada:

WHEREAS, when a province or a part of a 5 province has, by a vote of its electors, expressed a wish to separate from Canada, principles should exist in law for the determination of whether the expression is a legitimate representation of the wishes of the people of 10 that province or part;

WHEREAS, if the expression is a legitimate representation, the Government of Canada must seek the authority of the people of Canada to negotiate the terms of separation;

AND WHEREAS the wishes of those who live in districts where there is no majority vote for separation must be respected;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 20 Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu

Préambule

que la Constitution du Canada ne prévoit 5 pas de mécanisme en vertu duquel une province ou une partie de celle-ci pourrait se séparer du Canada;

que lorsqu'une province ou une partie de celle-ci a exprimé le désir, en vertu d'un vote de ses électeurs, de se séparer de celui-ci, il devrait exister des règles juridiques afin de déterminer si cette expression 10 de volonté constitue une manifestation légitime de l'intention de la population de cette province ou la partie de celle-ci;

que si l'expression de volonté constitue une manifestation légitime de l'intention de la 15 population en cause, le gouvernement du Canada doit obtenir, de la population du Canada, l'autorité de négocier les conditions de cette séparation;

qu'il y a lieu de respecter la volonté des 20 personnes résidant dans les circonscriptions dans lesquelles la séparation n'a pas été approuvée par une majorité des voix,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du 25 Canada, édicte :

- 1. Titre abrégé : Loi sur la négociation des conditions de sécession de territoires.
- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« électeur » A l'égard d'une province ou d'une partie de province, personne ayant qualité d'électeur relativement à l'élection

Short title

Definitions

1. This Act may be cited as the Negotiation Terms of Separation Act.

2. In this Act,

"binding national referendum" « référendum national exécutoire » "binding national referendum" means a refer- 25 à la présente loi. endum proclaimed by the Governor in «électeur» À d'une partie endum Act, the result of which is binding on the Government of Canada:

Titre abrégé

Définitions

« électeur » "elector"

SUMMARY

This bill provides the principles by which the Governor in Council shall determine whether a vote to separate by a province or a part of a province is a valid vote to separate.

To be valid, a separation referendum must respect principles listed in the Act, including a clear statement on the ballot that a "Yes" vote means:

becoming a foreign state,

losing representation in the Parliament of Canada,

losing Canadian citizenship and passport, and

losing the unrestricted right to enter, travel and work in Canada.

If there is an affirmative vote to separate that is determined to be valid by a free vote in both the Senate and the House of Commons, the Governor in Council shall hold a national referendum that is binding on the Government of Canada within one year. This may be held at the same time as a general election.

The binding national referendum shall ask for authority to negotiate terms of settlement and may also ask additional questions respecting the terms of separation to be negotiated that have been first approved by both the Senate and the House of Commons. This could include approval of a formula for the apportionment of the national debt-or the manner of dealing with accrued rights under social programs.

The Senate only participates in the validation and approval processes if it is a representative elected body at the time.

Electoral districts that voted against separation will be excluded from the separation negotiations.

SOMMAIRE

Ce projet de loi énonce les règles que le gouverneur en conseil doit appliquer pour déterminer si un vote de sécession d'une province ou d'une partie de province est valide.

Pour être valide, un référendum sur la séparation doit être conforme aux règles énoncées dans la loi et comporter un énoncé, sur le bulletin de vote même, qu'un vote en faveur du oui signifie :

devenir un pays étranger,

perdre sa représentation au Parlement du Canada,

perdre le droit à la citoyenneté canadienne et au passeport canadien,

perdre le droit d'entrée et de circulation libres au Canada et celui d'y travailler librement.

Si le oui l'emporte lors d'un référendum sur la séparation déclaré valide en vertu d'un vote libre au Sénat et à la Chambre des communes, le gouverneur en conseil ordonne la tenue, dans le délai d'un an, d'un référendum national, qui lie le gouvernement du Canada. Ce référendum peut avoir lieu en même temps qu'une élection générale.

Le référendum national exécutoire porte sur l'autorisation, pour le gouvernement, de négocier les conditions de règlement de la séparation et peut comporter des questions additionnelles sur les conditions de séparation à négocier pourvu que ces questions additionnelles aient d'abord été agréées par le Sénat et la Chambre des communes. Ces questions pourraient porter sur la manière de répartir la dette nationale ou de régler les droits acquis en vertu des programmes sociaux.

Le Sénat n'intervient dans le processus de confirmation de la validité et d'approbation que s'il est alors devenu une chambre dont les membres sont élus.

Les circonscriptions électorales qui ont voté contre la séparation sont exclues des négociations de séparation.

"elector" « électeur » "elector", in reference to a province or a part of a province, means a person who is entitled to vote to elect a member of the legislative assembly of the province and, in reference to Canada, means a person who is 5 entitled to vote to elect a member of the House of Commons:

"free vote" « vote libre »

- "free vote" means a vote preceded by a statement in each House
 - (a) by the leader of the Government in the 10 House that the vote is not a matter of confidence in the Government and that all members of the government party are free to vote according to conscience,
 - (b) by the leader of the Official Opposi- 15 tion in the House that the vote is not a matter of confidence in the Government and that all members of the official opposition party are free to vote according to conscience, and
 - (c) by the leader of each of the other recognized parties in the House that all members of the party are free to vote according to conscience;

"separating province" means a province that 25 has held a referendum or otherwise put to the electors of the province a question as to whether the province or a part of it should separate from Canada, and the question has been answered in the affirmative by a ma-30 jority of the voters;

"separation referendum' « référendum sur la séparation »

"separating

« province sécession-

province

niste »

"separation referendum" means a referendum or question put to the electors of a province on the question of whether the province or a part of it should separate from 35 Canada.

Interpretation

3. (1) In this section and in sections 4 and 6, a reference to the Senate is void if the Senate is not at the time a House consisting only of Senators who have been elected to the 40 sénateurs élus à cette fonction à l'occasion Senate by vote of the electors of the province or, in the case of Quebec, the electoral district they represent.

- d'un député à l'assemblée législative de cette province et, à l'égard du Canada, personne ayant qualité d'électeur relativement à l'élection d'un député à la Chambre des communes.
- « province sécessionniste » Province qui a tenu un référendum, ou consulté les électeurs par un autre moyen, par lequel la question a été posée aux électeurs à savoir si la province ou une partie de celle-ci devrait se 10 séparer du Canada et à laquelle question les votants ont répondu oui à la majorité.

« province sécessionniste » "separating province

« référendum national exécutoire » Référendum tenu en vertu d'une proclamation du gouverneur en conseil prise en vertu de l'ar-15 ticle 3 de la Loi référendaire dont le résultat engage le gouvernement du Canada.

« référendum national exécutoire » "binding national referendum"

« référendum sur la séparation » Référendum ou autre moyen de demander aux électeurs leur avis à savoir si leur province ou une 20 partie de celle-ci devrait se séparer du Canada.

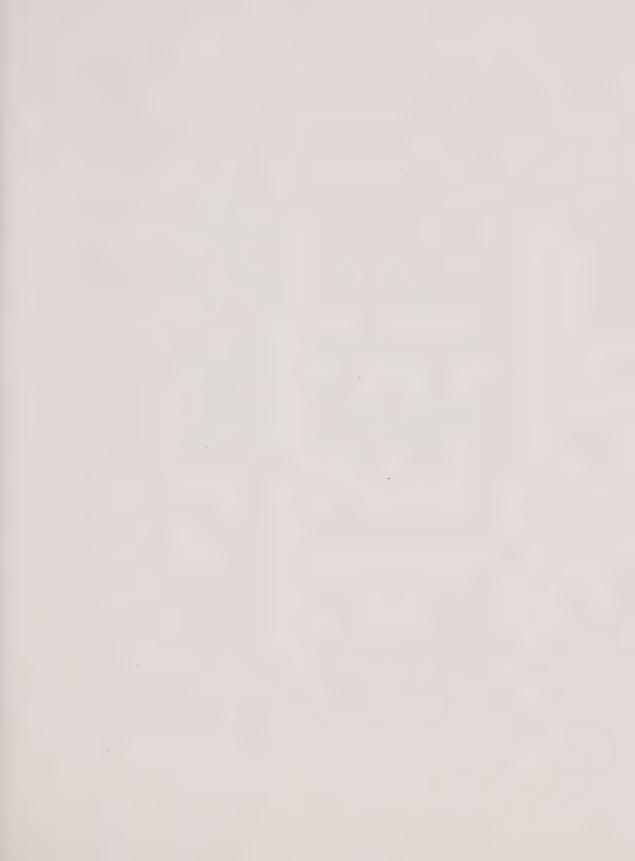
« référendum sur la séparation » "separation referendum"

« vote libre » Vote tenu dans l'une ou l'autre chambre du Parlement après que les déclarations suivantes y ont été faites : 25

« vote libre » "free vote"

- a) une déclaration du leader du gouvernement à la chambre à l'effet que le vote ne pose pas la question de confiance envers le gouvernement et que les parlementaires du parti gouvernemental sont libres 30 de voter selon leur conscience:
- b) une déclaration du leader de l'opposition en chambre que le vote ne pose pas la question de confiance envers le gouvernement et que tous les parlementaires 35 du parti de l'opposition officielle sont libres de voter selon leur conscience:
- c) une déclaration du chef de chacun des autres partis reconnus à la chambre à l'effet que tous les parlementaires du 40 parti sont libres de voter selon leur conscience.
- 3. (1) Dans le présent article et les articles 4 et 6, toute mention du Sénat est non avenue si à l'époque le Sénat n'est pas composé de 45 d'élections tenues dans la province — dans le collège électoral, s'il s'agit du Québec - que le sénateur représente.

Interprétation



communes

3

Determination by Senate and House of Commons

- (2) If a province holds a separation referendum and the question is answered in the affirmative, the Senate and House of Commons shall determine whether
 - (a) the question that was put was a simple 5 and direct question asking whether the voter wished the province or part to separate from Canada;
 - (b) the affirmative vote was evidenced by a majority of at least fifty per cent of the valid 10 ballots cast plus one vote;
 - (c) the separation referendum was held or put and recorded on the basis of the electoral districts described in the law of the separating province for the purpose of 15 entitlement to representation by a member in the legislative assembly of the separating province;
 - (d) it was clearly stated by advertisements, in both official languages, published in the 20 Canada Gazette and in every electoral district by publication in at least one newspaper with general circulation throughout the district, at least sixty days prior to polling day for the referendum and 25 clearly stated and conspicuously printed on the ballot to be marked by electors, on the same page as the voter is to mark the ballot, that a vote to separate means a vote to
 - (i) become a separate state, foreign to 30 Canada.
 - (ii) cease to be a province of Canada,
 - (iii) cease to have representation in the Senate and House of Commons of Canada,
 - (iv) lose the right to be a citizen of Canada.
 - (v) lose the right to hold a Canadian passport, and
 - (vi) lose the right to unrestricted entry to 40 and travel within Canada and the unrestricted right to work in Canada;
 - (e) it was made clear to the electors by advertisements, in both official languages, published in the *Canada Gazette* and in 45 every electoral district by publication in at

- (2) Si lors d'un référendum sur la séparation tenu dans une province une majorité des votants répondent oui à la question posée, le Sénat et la Chambre des communes décident :
- a) si la question posée était une question 5 simple et directe par laquelle on demandait aux électeurs s'ils souhaitaient que la province ou une partie de celle-ci se sépare du Canada;
 - b) si une majorité de votants, c'est-à-dire, 10 cinquante pour cent plus un des votants, ont répondu oui à la question;
- c) si le référendum sur la séparation a été organisé et tenu et ses résultats inscrits en fonction des circonscriptions établies en 15 vertu des lois de la province sécessionniste relatives à l'élection des députés à son assemblée législative;
- d) s'il a été clairement indiqué dans les deux langues officielles dans des avis 20 publiés dans la Gazette du Canada et des annonces publiées dans chaque circonscription, dans au moins un journal à grande diffusion dans la circonscription, au moins soixante jours avant la date du référendum, 25 et clairement imprimé sur le bulletin de vote destiné au votants, sur la même page que celle où le votant doit indiquer son choix, qu'un vote en faveur de la séparation constitue un vote en faveur des effets 30 suivants:
 - (i) que la province devienne un État distinct du Canada,
 - (ii) que la province cesse de faire partie du Canada, 35
 - (iii) que la province cesse d'être représentée au Sénat et à la Chambre des communes du Canada,
 - (iv) que les résidents de la province cessent d'être citoyens canadiens, 40
 - (v) que les résidents de la province cessent d'avoir droit au passeport canadien.
 - (vi) que les résidents de la province perdent le droit de libre circulation au 45 Canada, le droit d'y entrer librement et le droit d'y occuper un emploi sans restrictions:



least one newspaper with general circulation throughout the district, at least sixty days prior to polling day for the referendum, and in the manner described in subsection 5(2), that the Government of 5 Canada has no legislative authority to negotiate the separation of any electoral district in which a majority of at least fifty per cent of the valid ballots cast plus one vote are against separation from Canada; 10 and

(f) any electoral district used in the referendum had been altered in a way that would significantly reduce the proportion of voters who are aboriginal people or people 15 with an ethnic origin other than French-Canadian in the electoral district from that existing in the district at the provincial general election preceding the coming into force of this Act.

Free vote on whether conditions

(3) The conditions mentioned in subsection (2) shall not be deemed to have been met for the purposes of this Act unless both the Senate and the House of Commons determine by a free vote that they were met.

Time limit for vote

(4) Subject to subsection (5), the free vote of the Senate and House of Commons mentioned in subsection (3) must be taken within ninety days of the day on which the result of the separation referendum is officially an-30 l'annonce officielle des résultats du référennounced.

Exception

(5) If the House of Commons is not sitting at the time the result is announced, the determination shall be made within such time, not exceeding one hundred and eighty days, as 35 the Governor in Council may order.

Determination published

(6) A determination by the Senate and House of Commons in accordance with this section shall be forthwith published in the Canada Gazette.

e) s'il a été clairement indiqué aux électeurs - dans les deux langues officielles — dans des avis publiés dans la Gazette du Canada et dans des annonces publiées dans chaque circonscription, au moins 5 soixante jours avant la date du référendum, dans un journal à grande circulation dans la circonscription et selon le libellé indiqué au paragraphe 5(2), qu'aucune disposition législative n'autorise le gouvernement du 10 Canada à négocier les conditions de séparation d'une circonscription dont la majorité de cinquante pour cent plus un des votants ont voté contre la séparation de la circonscription du Canada; 15

f) aucune circonscription où le référendum a été tenu n'a été modifiée de façon à diminuer de façon importante la proportion d'électeurs de la circonscription qui sont autochtones ou d'une origine ethnique autre 20 que canadienne-française par rapport à la proportion qui existait dans la circonscription au moment de la dernière élection générale provinciale avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

(3) Les conditions mentionnées au paragraphe (2) ne sont pas réputées réalisées pour l'application de la présente loi à moins que le Sénat et la Chambre des communes n'aient 25 statué, en vertu d'un vote libre, qu'elles le 30 sont.

Vote libre sur la réalisation des conditions

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le vote libre au Sénat et à la Chambre des communes mentionné au paragraphe (3) doit se tenir dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de 35 dum sur la séparation.

Délai pour procéder au vote libre

(5) Si la Chambre des communes ne siège pas à la date à laquelle le résultat officiel du référendum est annoncé, la décision du Sénat 40 et de la Chambre des communes est à établir dans le délai plus long fixé par le gouverneur en conseil, lequel délai ne peut alors dépasser cent quatre-vingts jours.

Exception

(6) La décision prise par le Sénat et la 45 Publication Chambre des commune en vertu du présent article fait l'objet d'un avis dans la Gazette du 40 Canada dès qu'elle a été prise.

de la décision des chambres



suprême

Reference to Supreme Court

(7) Either the Senate or the House of Commons may, by a free vote, refer to the Supreme Court of Canada any question relating to the separation referendum or the matters judgment of the Court, and the Court shall issue its judgment within ninety days of the date of referral or within such longer time not exceeding one hundred and eighty days as the Court, order.

Calculation of time

(8) The time between the referral of a question to the Supreme Court of Canada pursuant to subsection (7) and the issuance of ninety days referred to in subsection (4).

Proclamation of binding referendum

4. (1) If the Senate and the House of Commons determine that the conditions mentioned in subsection 3(2) were all met, the national referendum pursuant to section 3 of the Referendum Act.

Held within 12 months

(2) The binding national referendum shall be held within twelve months of the date the Gazette pursuant to subsection 3(6) and may be held on the same day as an election under the Canada Elections Act.

Subsequent referendum

(3) Subsection (1) does not apply if the province holds a subsequent separation refer-30 province tient un autre référendum sur la endum following the one in respect of which the determination is made under section 3, and the subsequent separation referendum is determined in the negative.

Referendum

(4) The result of the referendum referred to 35 in subsection (1) is binding on the Government of Canada.

Question in referendum

5. (1) In a binding national referendum, the question to be put in respect of the separating province shall be the following:

> "Do you agree that the Government of Canada may negotiate terms of separation between Canada and (the name of the separating province)?"

(7) Le Sénat ou la Chambre des communes peut, en vertu d'un vote libre, déférer à la Cour suprême toute question relative à un référendum sur la séparation ou toute question à to be determined under subsection (2) for the 5 propos de laquelle il doit se prononcer en vertu 5 du paragraphe (2). La Cour suprême donne son avis dans les quatre-vingt-dix jours du renvoi par l'une des chambres ou dans le délai plus long fixé par le gouverneur en conseil, à Governor in Council may, on the request of the 10 la demande de la Cour, ce délai ne pouvant 10 cependant alors dépasser cent quatre-vingts jours.

(8) Le temps écoulé entre le renvoi d'une question à la Cour suprême et la date à laquelle cette dernière donne son avis, conformément 15 the judgment of the Court does not count in the 15 au paragraphe (7), n'est pas compté dans le délai de quatre-vingt-dix jours mentionné au paragraphe (4).

Calcul des

4. (1) Si le Sénat et la Chambre des communes statuent que les conditions men-20 tionnées au paragraphe 3(2) sont toutes réali-Governor in Council shall proclaim a binding 20 sées, le gouverneur en conseil ordonne, par proclamation, conformément à l'article 3 de la Loi référendaire, la tenue d'un référendum exécutoire.

Proclamation sur la tenue référendum national exécutoire

(2) Le référendum exécutoire est à tenir dans les douze mois de la date de la publicadetermination is published in the Canada 25 tion, en vertu du paragraphe 3(6), dans la Gazette du Canada de l'avis de la décision des chambres et le référendum peut avoir lieu le 30 même jour qu'une élection tenue en vertu de la Loi électorale du Canada.

Délai pour la tenue du référendum

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la séparation après celui à l'égard duquel les 35 chambres se sont prononcées en vertu de l'article 3 et si une majorité de votants répond non lors de ce référendum ultérieur.

Référendum ultérieur

(4) Le résultat du référendum visé au paragraphe (1) lie le gouvernement du Cana-40 da.

Référendum exécutoire

5. (1) À l'occasion d'un référendum national exécutoire, la question à poser, à l'égard de 40 la province sécessionniste, est la suivante :

Ouestion référendaire

« Consentez-vous à ce que le gouverne-45 ment du Canada soit autorisé à négocier les conditions de séparation du Canada de la province de (nom de la province sécessionniste)? »



Exclusion of certain districts

(2) The question shall be followed by a statement printed on the ballot, in the same size of print as that of the question:

> "The negotiation of terms of separation that may be authorized by this binding 5 national referendum does not include separation by any electoral district of the separating province in which a majority of fifty per cent of the valid votes cast plus one vote were against separation." 10

(2) La question référendaire est suivie du texte suivant, imprimé sur le bulletin de vote, en caractères de la même grosseur que la question référendaire :

Exception de certaines circonscrip

« La négociation des conditions de sépa- 5 ration que le présent référendum national exécutoire peut autoriser ne vise la séparation d'aucune des circonscriptions de la province sécessionniste pour laquelle une majorité de cinquante pour 10 cent plus un des votants de la circonscription ont voté contre la séparation. »

(3) L'énoncé figurant au paragraphe (2) est suivi de la liste des circonscriptions auxquelles l'énoncé s'applique.

Liste des circonscriptions exclues

Ouestions

taires

supplémen-

Approbation

du Parlement

Excluded districts listed

(3) The statement referred to in subsection (2) shall be followed by a list of the electoral districts to which the statement applies.

Additional questions

6. (1) The binding national referendum 15 referred to in section 5 may also put such additional questions respecting the terms of separation as the Governor in Council may determine.

Approval of Parliament

(2) No additional question may be put in the 20 binding national referendum unless it has first been approved by a free vote in the Senate and in the House of Commons.

Separate vote on each question

(3) Each additional question shall be voted on separately and counted separately, and the 25 l'objet d'un vote distinct, dont les voix sont result published as a separate total.

No appropriation

7. No payment shall be made for any purpose under this Act that is to be charged against the Consolidated Revenue Fund unless authorized by Parliament.

6. (1) Le référendum national exécutoire visé à l'article 5, peut comporter des questions supplémentaires au sujet des conditions de séparation que le gouverneur en conseil détermine. 20

(2) Aucune question supplémentaire ne peut être posée lors d'un référendum national exécutoire si elle n'a été approuvée au préalable en vertu d'un vote libre tenu au Sénat et à la Chambre des communes. 25

(3) Chaque question supplémentaire fait Vote distinct sur chaque question

comptées séparément et le résultat donné séparément dans la publication des résultats. 7. Le paiement sur le Trésor des dépenses 30 Autorisation

du Parlement

entraînées par l'application de la présente loi est subordonné à l'autorisation par le Parle-30 ment des crédits nécessaires à ces fins.

C-351

C-351

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II. 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-351

PROJET DE LOI C-351

An Act to provide for the limitation of interest rates, of the application of interest and of fees in relation to credit card accounts

Loi sur la limitation du taux d'intérêt, de l'application des intérêts et des frais reliés aux cartes de crédit

First reading, November 21, 1996

Première lecture le 21 novembre 1996

Mr. Caccia

M. CACCIA

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-351

PROJET DE LOI C-351

An Act to provide for the limitation of interest rates, of the application of interest and of fees in relation to credit card accounts

Loi sur la limitation du taux d'intérêt, de l'application des intérêts et des frais reliés aux cartes de crédit

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Credit Card Interest Calculation Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur le calcul des intérêts des cartes de 5 crédit.

DÉFINITIONS

Titre abrégé 5

Définitions

« carte de

'credit card'

crédit »

DEFINITIONS

2. In this Act.

the previous month:

gas products;

"Bank of Canada discount rate" means such minimum rate of interest at which the Bank of Canada is willing to make loans or advances as is determined the first day of each 10 month by using the average rate in force for

"company engaged in retail trade" means a

company specializing in the retail trade of

non-food products other than petroleum or 15

« carte de crédit » S'entend notamment des cartes, plaquettes ou coupons délivrés afin :

2. Les définitions qui suivent s'appliquent

a) soit de procurer à crédit, sur présentation, 10 des fonds, des marchandises, des services ou toute autre chose de valeur:

b) soit de permettre l'accès, par un guichet automatique, un terminal d'un système décentralisé ou un autre service bancaire 15 automatique, aux différents services qu'offrent ces appareils.

« compagnie pétrolière » Compagnie qui fait la vente au détail de produits pétroliers ou gaziers.

« compagnie qui fait de la vente au détail » Compagnie spécialisée dans la vente au détail de produits non comestibles autres que

vente au détail » company les produits pétroliers ou gaziers. engaged in retail trade'

"credit card" means any card, plate, coupon book or other device issued or otherwise distributed for the purpose of being used

- (a) on presentation to obtain, on credit, 20 money, goods, services or any other thing of value, or
- (b) in an automated teller machine, a remote service unit or a similar automated banking device to obtain any of the services offered 25 « institution financière » Une banque à la-25 « institution financière » through the machine, unit or device;
- "financial institution" includes a bank to which the Bank Act applies, a credit union, a caisse populaire or any other cooperative credit society, a company to which the Trust 30

les sociétés de fiducie et de prêt ainsi que 30

à la présente loi.

quelle s'applique la Loi sur les banques, une credit union, une caisse populaire ou une autre société coopérative de crédit, une compagnie à laquelle s'applique la Loi sur « compagnie pétrolière » 'petroleum

20 company" « compagnie qui fait de la

> financière » "financial institution'

"financial

Short title

Interpretation

discount rate"

d'escompte de

la Banque du

Canada »

"company

engaged in

retail trade

« compagnie

qui fait de la

"credit card"

« carte de

crédit »

vente au

détail »

"Bank of

Canada

« taux

institution" « institution financière »

SUMMARY

The purpose of this enactment is to limit interest rates on credit card accounts. Thus, credit cards issued by a petroleum company or a retail store could not carry interest at a rate exceeding by more than 9.5% or 11.5% respectively, the Bank of Canada discount rate. Those issued by a financial institution could not carry interest at a rate exceeding by more than 6.5% or 8.5% the Bank of Canada discount rate, depending on whether or not such institution charges entry fees, renewal fees or user fees.

Another purpose of this enactment is to limit entry fees, renewal fees and transaction fees in relation to credit cards and to provide for a grace period for partial payments. Thus, the part of a purchase that is paid on the due date is treated as a delayed cash payment while the remaining balance only bears interest. The card holder has a grace period from the date of purchase to the date of partial payment.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but de limiter le taux d'intérêt que portent les cartes de crédit. Ainsi, celles émises par une compagnie pétrolière ou un magasin spécialisé dans la vente au détail ne pourront porter respectivement un taux excédant de plus de 9,5% ou 11,5% le taux d'escompte de la Banque du Canada. Celles émises par une institution financière ne pourront porter un taux excédant de plus de 6,5% ou de 8,5% le taux d'escompte de la Banque du Canada, selon que l'institution exige ou non des frais d'adhésion, de renouvellement ou d'utilisation.

Ce texte a également pour but de limiter les frais d'adhésion, de renouvellement et de transaction reliés aux cartes de crédit et prévoit un délai de grâce en cas de paiement partiel. Ainsi, la partie d'un achat payée à la date d'échéance est traitée comme un paiement reporté et les intérêts ne porteront que sur le solde impayé. Le titulaire bénéficierait donc d'un délai de grâce entre la date d'achat et celle du paiement partiel.

and Loan Companies Act applies and any institution designated by the Governor in Council:

"interest rate" « taux d'intérêt »

- "interest rate" does not include fees payable for the use of a credit card, administration 5 costs payable for the use of a credit card, or entry fees or renewal fees related to an agreement to use a credit card;
- "petroleum company' « compagnie pétrolière »
- "petroleum company" means a company engaged in the retail trade of petroleum or gas 10 products.

toute institution désignée par le gouverneur en conseil.

- « taux d'escompte de la Banque du Canada » Le taux minimum d'intérêt auquel la Banque du Canada est prête à consentir des 5 du Canada » prêts ou avances, fixé le premier jour de chaque mois, en prenant la movenne du taux en vigueur le mois précédent.
 - de la Banque "Bank of Canada discount rate'

« taux

d'escompte

« taux d'intérêt » Ne comprend pas les frais d'utilisation d'une carte de crédit, les frais 10 d'administration reliés à l'utilisation d'une carte de crédit, les frais d'adhésion ou de renouvellement reliés à un contrat pour l'utilisation d'une carte de crédit.

« taux d'intérêt » "interest

rate

LIMITATION OF INTEREST RATE

Limitation of interest rate

3. No financial institution which charges or stipulates entry fees, user fees or renewal fees in relation to the use of a credit card issued by it shall charge or stipulate in relation thereto 15 carte de crédit émise par cette institution ne an annual interest rate exceeding by more than six and one-half per cent the Bank of Canada discount rate.

Limitation of interest rate

4. A financial institution which does not charge or stipulate entry fees, user fees or 20 ou ne stipule pas de frais d'adhésion, d'utilisarenewal fees in relation to the use of a credit card issued by it shall not charge or stipulate in relation thereto an annual interest rate exceeding by more than eight and one-half per cent the Bank of Canada discount rate.

Limitation of interest rate

5. No petroleum company shall charge or stipulate, in relation to the use of a credit card issued by it, an annual interest rate exceeding by more than nine and one-half per cent the Bank of Canada discount rate.

Limitation of interest rate

6. No company engaged in retail trade shall charge or stipulate, in relation to the use of a credit card issued by it, an annual interest rate exceeding by more than eleven and one-half any unpaid monthly balance exceeding four hundred dollars.

LIMITATION DU TAUX D'INTÉRÊT

3. Une institution financière qui exige ou 15 Limitation du stipule des frais d'adhésion, d'utilisation ou de renouvellement pour l'utilisation d'une peut exiger ni stipuler un taux d'intérêt annuel excédant de plus de six et demi pour cent le 20 taux d'escompte de la Banque du Canada.

4. Une institution financière qui n'exige pas tion ou de renouvellement pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette institu-25 tion ne peut exiger ni stipuler un taux d'intérêt annuel excédant de plus de huit et demi pour 25 cent le taux d'escompte de la Banque du Canada.

Limitation du taux d'intérêt

5. Une compagnie pétrolière ne peut exiger 30 Limitation du ni stipuler, pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette compagnie, un taux d'intérêt annuel excédant de plus de neuf et 30 demi pour cent le taux d'escompte de la Banque du Canada. 35

taux d'intérêt

6. Une compagnie qui fait de la vente au détail ne peut exiger ni stipuler, pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette compagnie, un taux d'intérêt annuel excédant per cent the Bank of Canada discount rate on 35 de plus de onze et demi pour cent le taux 40 d'escompte de la Banque du Canada sur tout solde mensuel impayé supérieur à quatre cents dollars.

Limitation du taux d'intérêt



LIMITATION OF FEES

Limitation of entry, renewal or user fees

- 7. A bank to which the Bank Act applies or a company to which the Trust and Loan Companies Act applies shall not stipulate in an agreement for the use of a credit card issued by
 - (a) entry fees or renewal fees exceeding twelve dollars; or
 - (b) user fees exceeding fifteen cents per transaction.

Obligation

8. A financial institution, petroleum com-10 pany or company engaged in retail trade shall, within the first five days of every quarter, in such form and manner and subject to such conditions as are prescribed by regulation, provide the Minister of Industry with informa-15 trimestre, au ministre de l'Industrie, les rention on the interest rate, entry fees, renewal fees and user fees applicable to any credit card issued by it.

CALCULATION OF INTEREST

Calculation of interest

9. (1) Subject to subsection (2), interest on a credit card account shall be calculated as of 20 intérêts des comptes de cartes de crédit sont the statement date and only on the amount, if any, by which the balance shown on the previous statement exceeds the amount paid on or before the due date shown on that previous statement.

Exception

- (2) Subsection (1) does not apply where a credit card is:
 - (a) presented to obtain money on credit;
 - (b) used to obtain money in an automated teller machine, a remote service unit or a 30 similar automated banking device.

Definition of due date

(3) For the purposes of this section, "due date" means the date on which a payment falls due.

LIMITATION DES FRAIS

7. Une banque à laquelle s'applique la Loi sur les banques ou une compagnie à laquelle s'applique la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ne peut exiger dans un contrat pour 5 l'utilisation d'une carte de crédit émise par 5 cette banque:

Limitation des frais d'adhésion, de renouvellement ou de transaction

- a) des frais d'adhésion ou de renouvellement supérieurs à douze dollars:
- b) des frais d'utilisation supérieurs à quinze cents par transaction.
- 8. Une institution financière, une compagnie pétrolière ou une compagnie qui fait de la vente au détail est tenue, aux conditions de forme ou autres prescrites par règlement, de fournir, dans les cinq premiers jours de chaque 15 seignements sur le taux d'intérêt, les frais d'adhésion, de renouvellement et d'utilisation afférents à une carte de crédit qu'elle émet.

Obligation

CALCUL DES INTÉRÊTS

9. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les 20 Calcul des calculés mensuellement, à la date du relevé, et uniquement sur l'excédent, sur le montant payé au plus tard à la date d'échéance indiquée au relevé précédent, du solde indiqué sur 25 25 celui-ci.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où les cartes de crédit sont utilisées :

Exception

- a) afin d'obtenir à crédit, sur présentation, 30 des fonds:
- b) afin d'obtenir des fonds à un guichet automatique ou à un terminal d'un système décentralisé ou par un autre service bancaire automatique. 35
- (3) Pour l'application du présent article, « date d'échéance » s'entend de la date à laquelle un versement devient exigible.

Définition de « date d'échéance »



Infraction et

peine

OFFENCE AND PUNISHMENT

Offence and punishment

- 10. Every person who contravenes any of the sections 4 to 7 or 9 is guilty of an offence and liable.
 - (a) on conviction upon indictment, to a fine not exceeding seventy-five thousand dol- 5
 - (b) on summary conviction, to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

Continuous offence

11. Every one who contravenes section 8 is guilty of an offence and is liable, on summary 10 commet une infraction et encourt, sur déclaraconviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Separate offence

12. Where an offence is committed or continued on more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day 15 desquels se commet ou se continue l'infracon which the offence is committed or continued.

REGULATIONS

Regulations

- 13. The Governor in Council may make regulations
 - (a) designating any institution as a financial 20 institution; and
 - (b) providing for the form and content of information provided under section 8.

COMING INTO FORCE

Coming into force

14. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in 25 date fixée par décret du gouverneur en Council.

INFRACTION ET PEINE

- 10. Quiconque contrevient à l'un des articles 4 à 7 ou 9 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :
- a) par mise en accusation, une amende maximale de soixante-quinze mille dollars;
- b) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars.
- 11. Quiconque contrevient à l'article 8 tion de culpabilité, par procédure sommaire, 10 une amende maximale de cinq mille dollars.
- 12. Il est compté une infraction distincte à la présente loi pour chacun des jours au cours 15

Infractions continues

Infractions

Règlements

RÈGLEMENTS

- 13. Le gouverneur en conseil peut, par règlement:
 - a) désigner toute institution comme étant une institution financière:
 - b) prévoir la forme et le contenu des 20 renseignements visés à l'article 8.

ENTRÉE EN VIGUEUR

14. La présente loi entre en vigueur à la conseil.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-352

C-352

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-352

PROJET DE LOI C-352

An Act to amend the Members of Parliament Retiring Allowances Act (deduction re other income)

Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (réduction en raison d'un revenu extérieur)

First reading, November 22, 1996

Première lecture le 22 novembre 1996



Mr. Breitkreuz (Yellowhead)

M. Breitkreuz (Yellowhead)

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-352

PROJET DE LOI C-352

An Act to amend the Members of Parliament Retiring Allowances Act (deduction re other income)

Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (réduction en raison d'un revenu extérieur)

R.S., c. M-5; 1989, c. 6; 1992, c. 46; 1995, c. 30

Definitions

extérieur »

"beneficiary"

« bénéficiaire »

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. M-5; 1989. ch. 6; 1992. ch. 46: 1995. ch 30

1. The Members of Parliament Retiring following after section 59:

59.2 (1) In this section.

"beneficiary" means the spouse or child of a deceased former member;

1. La Loi sur les allocations de retraite des Allowances Act is amended by adding the 5 parlementaires est modifiée par adjonction, 5 après l'article 59, de ce qui suit : 59.2 (1) Les définitions qui suivent s'appli-

Définitions

"outside "outside income deduction" means the same 10 income amount or percentage that would be dededuction" « réduction en ducted in a year from a payment to the forraison d'un revenu

« bénéficiaire » Le conjoint ou un enfant d'un ancien parlementaire décédé.

quent à la présente loi.

« bénéficiaire » "beneficiary" 10

mer member or beneficiary under the Old Age Security Act, in respect of other personal or household income received, whether 15 or not the former member or beneficiary was entitled to receive such a payment during the year in question.

« réduction en raison d'un revenu extérieur » Le montant ou pourcentage dont seraient réduites, pour une année, les prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse à l'ancien parlementaire ou au 15 deduction" bénéficiaire, en raison de tout autre revenu personnel ou du ménage reçu, que l'ancien parlementaire ou le bénéficiaire ait droit ou non à un tel versement pendant l'année en 20 cause.

« réduction en raison d'un revenu extérieur » outside. income

Deduction in respect of other income

(2) From the amount payable to a former member or beneficiary in each year under this 20 mentaire ou à un bénéficiaire en vertu de la Act shall be deducted an outside income deduction calculated in accordance with this section.

(2) L'allocation payable à un ancien parleprésente loi est réduite de la réduction en raison d'un revenu extérieur calculée conforRéduction

Règlement

Regulations

- (3) The Governor in Council may make regulations
 - (a) defining the other income to be taken into account for the purposes of this section, which is to be equivalent to that taken into account in calculating a deduction under the Old Age Security Act. 30

(3) Le gouverneur en conseil peut, par 25 règlement :

mément au présent article.

a) préciser en quoi consiste un autre revenu personnel ou du ménage à prendre en

compte comme équivalent de celui qui est30 pris en compte pour calculer la réduction des prestations payables en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse:

SUMMARY

This enactment provides for the retiring allowance paid to a former member of the Senate or House of Commons, or the spouse or child of a former member, to be reduced by the same amount as would be "clawed back" from OAS on the basis of other income received personally or on a household basis.

The claw back from a member's pension would apply whether or not the member was receiving OAS. However, the amount to be clawed back would be calculated on the same basis as an OAS claw back.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de pourvoir à ce que la pension de retraite versée à un ancien sénateur ou à un ancien député fédéral, à son conjoint ou à son enfant soit réduite du même montant que celui qui serait récupéré sur la pension de sécurité de la vieillesse en raison d'autres revenus perçus par l'ancien parlementaire personnellement ou à titre de revenu familial.

La réduction de la pension de l'ancien parlementaire s'appliquerait que celui-ci reçoive ou pas la pension de sécurité de la vieillesse. Toutefois, le montant de la réduction serait calculé comme s'il s'agissait d'une récupération sur la pension de sécurité de vieillesse.

- (b) requiring a former member to report an estimate of other income for every year before the commencement of the year and to report the actual amount of other income after the end of the year, and
- (c) providing for the amount to be deducted under this section to be deducted in instalments from periodic payments to a former member or a beneficiary under this Act.
- b) exiger d'un ancien parlementaire qu'il déclare, à la fin de chaque année, le montant estimatif de ses autres revenus pour l'année suivante et le montant réel de ses autres revenus pour l'année en cours;
- c) pourvoir à la déduction de la somme à déduire par prélèvement sur les versements périodiques payables à un ancien parlementaire ou à un bénéficiaire en vertu de la présente loi.

C-353

C-353

Publications

C-35

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-353

PROJET DE LOI C-353

An Act to amend the Criminal Code (Internet lotteries)

Loi modifiant le Code criminel (loteries sur Internet)

First reading, November 25, 1996

Première lecture le 25 novembre 1996



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-353

PROJET DE LOI C-353

An Act to amend the Criminal Code (Internet lotteries)

Loi modifiant le Code criminel (loteries sur Internet)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.) cc. 1, 23, 29, 30. 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46; L.R., ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1^{cr} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2c suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl). ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50, (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1. 4, 28, 40, 43, 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993 ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44, 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

1. Section 207 of the Criminal Code is subsection (2):

Definitions

- "Internet" « Internet »
- "Internet service provider" « fournisseur de services Internet »
- "regulations" « règlements »

- (2.1) In subsections (2.2) and (2.3),
- "Internet" means the international computer network known by that name;
- "Internet service provider" means a person 10 who provides a service that facilitates access to the Internet:
- "regulations" means the regulations mentioned in subsection (2.4).

1. L'article 207 du Code criminel est amended by adding the following after 5 modifié par adjonction, après le paragra- 5 phe (2), de ce qui suit :

- (2.1) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (2.2) et (2.3).
- « Internet » Le réseau international d'ordinateurs désigné sous ce nom.
- « fournisseur de services Internet » Personne qui fournit des services permettant l'accès au réseau Internet.
- « règlements » Les règlements visés au paragraphe (2.4). 15

Définitions

« Internet » "Internet"

« fournisseur de services Internet » "Internet provider"

« règlements » "regulations"

SUMMARY

This enactment will allow the federal government to operate or license a lottery scheme on the Internet, subject to federal regulations and provincial gambling laws.

SOMMAIRE

Ce texte autorise le gouvernement fédéral à exploiter une loterie sur le réseau Internet ou à en autoriser l'exploitation, sous réserve des règlements fédéraux et des lois provinciales relatives aux paris.

Federally authorized Internet lotteries

(2.2) Notwithstanding any of the provisions of this Part related to gaming and betting, it is lawful for the Government of Canada, either alone or in conjunction with the government of one or more provinces, to conduct and 5 manage a lottery scheme on the Internet in accordance with the regulations.

Licensing third parties

- (2.3) The Government of Canada may license an Internet service provider or other person to operate and manage a lottery scheme 10 on the Internet
 - (a) in accordance with the regulations; and
 - (b) subject to any law relating to gambling and lottery schemes enacted by the legislature of the province or provinces from 15 which the Internet service provider or other person licensed provides access to the lottery scheme.

Regulations

- (2.4) The Governor in Council may, on the lations for the purposes of subsections (2.2) and (2.3).
- 2. The Act is amended by adding the following after subsection 207(4):

Exception

(4.1) Paragraph 4(c) does not apply to a 25 game or proposal, scheme, plan, means, device, contrivance or operation operated or licensed pursuant to subsection (2.2) or (2.3).

(2.2) Par dérogation à toute disposition de la présente partie sur les jeux de hasard et les paris, il est permis au gouvernement du Canada, soit seul, soit avec le concours du gouvernement d'une ou de plusieurs provin- 5 ces, de mettre sur pied ou d'exploiter une loterie sur le réseau Internet conformément aux règlements.

Loteries sur Internet autorisées par gouvernement fédéral

(2.3) Le gouvernement du Canada peut accorder une licence à un fournisseur de 10 un tiers services Internet ou à toute autre personne l'autorisant à exploiter ou gérer une loterie sur le réseau Internet pourvu qu'à la fois :

Concession de licence à

- a) la loterie soit conforme aux règlements;
- b) la loterie soit assujettie à toutes les lois 15 relatives aux jeux de hasard et aux loteries édictées par l'assemblée législative de chacune des provinces à partir desquelles le fournisseur de services Internet ou tout autre détenteur de licence fournit l'accès à 20 la loterie.
- (2.4) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommendation of the Minister, make regu-20 recommandation du ministre, prendre des règlements pour l'application des paragraphes (2.2) et (2.3). 25
 - 2. La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 207(4), de ce qui suit:

(4.1) L'alinéa (4)c) ne s'applique pas aux jeux, moyens, systèmes, dispositifs ou opéra-30 tions autorisés ou exploités en vertu du paragraphe (2.2) ou (2.3) ou d'une licence délivrée en vertu de ces paragraphes.

Exception

Règlements

C-354

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 C-354

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-354

PROJET DE LOI C-354

An Act to amend the Criminal Code and the Young Offenders Act (capital punishment)

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les jeunes contrevenants (peine capitale)

First reading, November 26, 1996

Première lecture le 26 novembre 1996



Mr. Hill (Prince George—Peace River)

M. HILL (Prince George—Peace River)

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-354

PROJET DE LOI C-354

An Act to amend the Criminal Code and the Offenders Act (capital Young punishment)

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les jeunes contrevenants (peine capitale)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.) cc. 1, 23, 29, 30. 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46: 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

> 1. Section 235 of the Criminal Code is replaced by the following:

235. (1) Every one who commits first degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced

- (a) to death, where the person was eighteen years of age or more at the time of the 10 commission of the offence; or
- (b) to imprisonment for life where the person was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence.

1. L'article 235 du Code criminel est 5 remplacé par ce qui suit :

235. (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné:

Peine pour meurtre au premier degré

L.R., ch. C-46;

L.R., ch. 2, 11.

27, 31, 47, 51,

52 (1^{cr} suppl.),

ch. 1, 24, 27,

35 (2^c suppl.).

ch. 10, 19, 30,

34 (3c suppl.),

30, 31, 32, 40,

ch. 1, 23, 29,

(4c suppl.);

1989, ch. 2;

1990, ch. 15,

1991, ch. 1, 4,

1992, ch. 1, 11.

20, 21, 22, 27,

38, 41, 47, 51;

45, 46; 1994.

38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22. 27, 29, 32, 39, 42

ch. 12, 13,

1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40,

16, 17, 44;

28, 40, 43;

42,50

- a) à mort lorsque le contrevenant avait au moins dix-huit ans au moment de la com-10 mission de l'infraction;
- b) à l'emprisonnement à perpétuité lorsque le contrevenant avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infrac-15 tion.

Punishment

degree murder

SUMMARY

The purpose of this enactment is to impose the death penalty in all cases of first degree murder committed by a person eighteen years of age or more.

This enactment also changes the length of the prison terms that can be imposed on people under the age of eighteen who have committed first degree murder.

SOMMAIRE

Ce texte vise à imposer la peine de mort dans tous les cas de meurtre au premier degré commis par une personne âgée d'au moins dix-huit ans.

Ce texte modifie également les peines d'emprisonnement imposées aux personnes âgées de moins de dix-huit ans ayant commis un meurtre au premier degré.

Punishment for second degree murder

(2) Every one who commits second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

Minimum punishment

(3) For the purposes of Part XXIII, the by this section is a minimum punishment.

2. The Act is amended by adding the following after section 675:

Right of appeal of person sentenced to death

675.1 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, a person who has been 10 disposition de la présente loi, une personne sentenced to death may appeal to the court of appeal against the conviction on any ground of appeal that involves a question of law or fact or mixed law and fact.

Notice deemed to have been given

(2) A person who has been sentenced to 15 death shall, notwithstanding that the person has not given notice pursuant to section 678. be deemed to have given such notice and to have appealed against the conviction.

Court of appeal may consider

- (3) The court of appeal, on an appeal 20 pursuant to this section, shall
 - (a) consider any ground of appeal alleged in the notice of appeal, if any notice has been given; and
 - (b) consider the record to ascertain whether 25 there are present any other grounds upon which the conviction ought to be set aside.

3. Subsection 678(2) of the Act is replaced by the following:

Extension of time

(2) The court of appeal or a judge thereof 30 may at any time extend the time within which notice of appeal or notice of an application for leave to appeal may be given, but this subsection does not apply where a sentence of death has been imposed pursuant to a convic-35 tion.

Effect of certificate from the registrar

(3) The production of a certificate from the registrar that notice of appeal has been given or the production of a certificate from the Minister of Justice that the Minister has 40 exercised any of the powers conferred upon him by section 690 is sufficient authority to suspend the execution of a sentence of death,

(2) Quiconque commet un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

Peine pour meurtre au deuxième degré

minimale

(3) Pour l'application de la partie XXIII, la 5 Peine sentence of imprisonment for life prescribed 5 sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimale.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 675, de ce qui suit :

675.1 (1) Par dérogation à toute autre condamnée à mort peut interjeter appel devant la cour d'appel contre sa déclaration de culpabilité pour tout motif d'appel compor-15 tant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.

Droit d'appel du condamné

(2) Une personne qui a été condamnée à mort est réputée, même si elle n'a pas donné l'avis prévu par l'article 678, avoir donné cet 20 avis et avoir interjeté appel de sa déclaration de culpabilité.

Avis réputé donné

(3) La cour d'appel, à la suite d'un appel prévu par le présent article :

Considérations par la cour d'appel

- a) considère tout motif d'appel allégué dans 25 l'avis d'appel, si un tel avis a été donné;
- b) considère le dossier afin d'établir s'il renferme d'autres motifs pour lesquels la déclaration de culpabilité devrait être écar-30 tée.

3. Le paragraphe 678(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La cour d'appel ou l'un de ses juges peut proroger le délai de l'avis d'appel ou de l'avis d'une demande d'autorisation d'appel, mais le 35 paragraphe ne s'applique lorsqu'une sentence de mort a été imposée à la suite d'une déclaration de culpabilité.

Prorogation du délai

(3) La production d'un certificat du registraire qui atteste qu'un avis d'appel a été 40 donné ou la production d'un certificat du ministre de la Justice qui atteste que ce dernier a exercé l'un des pouvoirs dont l'investit l'article 690 constitue une autorisation suffisante de sursis à l'exécution d'une condamna-45

Effet de la production du certificat du registraire



and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

Suspension of execution of sentence of death

(4) Where, pursuant to a conviction, a sentence of death has been imposed, the execution of the sentence shall be suspended until after the determination of the appeal pursuant to section 675.1 whether or not the 10 l'appel prévu par l'article 675.1 que le certifiproduction of a certificate mentioned in subsection (3) has been made, and where, as a result of such suspension, a new time is required to be fixed for the execution of the sentence, it may be fixed by the judge who 15 fixée par le juge qui a imposé la sentence ou imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

4. Subsection 682(4) of the Act is replaced by the following:

(4) A party to an appeal is entitled to receive 20

- (a) without charge, if the appeal is against a conviction in respect of which a sentence of death has been imposed, or
- (b) on payment of any charges that are fixed by rules of court, in any other case,

a copy or transcript of any material that is prepared under subsections (1) to (3).

5. Section 691 of the Act is replaced by the following:

Appeal from conviction

Copies to

interested

parties

- 691. (1) A person who is convicted of an 30 indictable offence other than an offence punishable by death and whose conviction is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada
 - (a) on any question of law on which a judge 35 of the court of appeal dissents; or
 - (b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.

tion à mort et lorsque, conformément à ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, cette date peut être fixée par le juge qui a imposé la 5 sentence ou par tout juge qui aurait pu tenir la 5 même cour ou y siéger.

(4) Si, à la suite d'une déclaration de culpabilité, une condamnation à mort a été imposée, il doit être sursis à l'exécution de la condamnation jusqu'à ce qu'il soit statué sur 10 cat mentionné au paragraphe (3) ait été produit ou non, et si, en conséquence de ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, elle peut être 15 par tout juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou y avoir siégé.

d'une condamnation à mort

Sursis d'exécution

4. Le paragraphe 682(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Une partie à l'appel a le droit de recevoir une copie ou transcription de tout élément préparé en vertu des paragraphes (1) à (3) :

Copies aux parties intéressées

- a) soit sans frais, si l'appel vise une déclaration de culpabilité à l'égard de 25 laquelle une condamnation à mort a été imposée;
- b) soit sur paiement des frais fixés en vertu des règles de cour, dans tout autre cas.
- 5. L'article 691 de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :
- 691. (1) La personne déclarée coupable d'un acte criminel autre qu'une infraction punissable de mort et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel peut interje-35 ter appel à la Cour suprême du Canada:

Appel d'une déclaration de culpabilité

- a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident;
- b) sur toute question de droit, si l'autorisa-40 tion d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.



Appel en cas

d'annulation

d'acquittement

Appeal where acquittal set aside

(2) A person

- (a) who is acquitted of an indictable offence other than an offence punishable by death or by reason of a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder 5 and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or
- (b) who is tried jointly with a person referred to in paragraph (a) and is convicted and whose conviction is sustained by the 10 court of appeal.

may appeal to the Supreme Court of Canada on a question of law.

6. The Act is amended by adding the following after section 691:

Appeal where sentence of death

- 691.1 Notwithstanding any other provision of this Act, a person
- (a) who has been sentenced to death and whose conviction is affirmed by the court of appeal, or
- (b) who is acquitted of an offence punishable by death and whose acquittal is set aside by the court of appeal,

may appeal to the Supreme Court of Canada on any ground of law or fact or mixed law and 25 fact.

7. Subsection 730(1) of the Act is replaced by the following:

Absolute and conditional discharge

730. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty 30 raît un accusé, autre qu'une personne morale, of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against the accused, by imprisonment for fourteen years or for life or by the 35 contre lui, de la peine de mort, d'un emprisondeath penalty, the court before which the accused appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the 40 prescrire par ordonnance qu'il soit absous accused be discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order made under subsection 731(2).

8. Section 745.1 of the Act is replaced by the following:

(2) Peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada sur une question de droit, toute personne qui, selon le cas :

a) est acquittée de l'accusation d'un acte criminel autre qu'une infraction punissable 5 de la peine de mort ou autrement qu'en raison d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel:

b) est jugée conjointement avec une personne mentionnée à l'alinéa a) et est déclarée coupable et dont la condamnation est maintenue par la cour d'appel.

6. La même loi est modifiée par adjonc-15 15 tion, après l'article 691, de ce qui suit :

691.1 Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada sur toute question de droit ou de fait ou toute question mixte de 20 20 droit et de fait, toute personne qui, selon le cas:

Appel lors d'une condamnation à mort

- a) a été condamnée à mort et dont la déclaration de culpabilité est confirmée par la cour d'appel; 25
- b) est acquittée d'une infraction punissable de mort et dont l'acquittement est écarté par la cour d'appel.

7. Le paragraphe 730(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

730. (1) Le tribunal devant lequel compaqui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas de peine minimale ou qui n'est pas 35 punissable, à la suite des poursuites engagées nement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire 40 à l'intérêt public, au lieu de le condamner, inconditionnellement ou aux conditions prévues dans une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 731(2). 45

8. L'article 745.1 de la même loi est 45 remplacé par ce qui suit :

Absolutions inconditionnelles et sous conditions



5

eighteen

- 745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served
 - (a) such period between ten and fifteen 10 years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial, or if no period is specified by the judge presiding at the trial, ten years, in the case of a person convicted of first degree murder who was 15 under the age of sixteen at the time of the commission of the offence;
 - (b) twenty-five years, in the case of a person convicted of first degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time 201 of the commission of the offence;
 - (c) such period between five and seven years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial or, if no period is specified by the judge presiding at the trial, 25 five years, in the case of a person convicted of second degree murder who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence; and
 - (d) seven years, in the case of a person 30 convicted of second degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence.
- 9. Section 745.3 of the Act is replaced by the following:

Persons under sixteen

745.3 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, 40 ou au deuxième degré, lui poser la question before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce 45 a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period

- 745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée first degree murder or second degree murder 5 coupable de meurtre au premier ou au deuxiè-5 me degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement, selon le cas:
 - a) de dix ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meur-10 tre au premier degré et qu'elle avait moins de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus quinze ans;
 - b) de vingt-cinq ans de la peine lorsque 15 cette personne a été déclarée coupable de meurtre au premier degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction;
 - c) de cinq ans de la peine lorsque cette 20 personne a été déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait moins de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus sept ans;
 - d) de sept ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction. 30

9. L'article 745.3 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de seize ans à la date de 35 l'infraction coupable de meurtre au premier suivante:

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième) degré, et 40 la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit 45

Mineurs



of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered 51 by me when I am determining the period of imprisonment that

- (a) in the case of first degree murder, is between ten and fifteen years, and
- (b) in the case of second degree murder, is 10 between five years and seven years

that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

10. Section 745.5 of the Act is replaced by 15 the following:

Persons under sixteen

745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of sixteen 20 ble de meurtre au premier ou au deuxième at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the 25 l'âge et du caractère du délinquant, de la nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that

- (a) in the case of first degree murder, is between ten years and fifteen years, and
- (b) in the case of murder in the second degree, is between five years and seven years 35

without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

11. Paragraph 745.6(1)(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) in the case of a person who has been 40 convicted of high treason, or
- 12. (1) The portion of subsection 746.1(2)of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi :

- a) dans le cas d'un meurtre au premier 5 degré à au moins dix ans et à au plus quinze ans;
- b) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré à au moins cinq ans et à au plus sept 10 ans.

10. L'article 745.5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupa-15 degré et qui avait moins de seize ans au moment de la commission de l'infraction - ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu de 20 nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration, ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, fixer, par ordonnance, le délai25 30 préalable à sa libération conditionnelle :

> a) dans le cas d'un meurtre au premier degré, à la période, comprise entre dix et quinze ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances: 30

b) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, à la période, comprise entre cinq et sept ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

11. L'alinéa 745.6(1)a) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

- a) de haute trahison;
- 12. (1) Le passage du paragraphe 746.1(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 40

Mineurs



Temporary absences and day parole

(2) Subject to subsections (3) and (4), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, specified number of years of imprisonment,

en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libérauntil the expiration of all but three years of the 5 tion conditionnelle, il ne peut être accordé, 5 sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4),

Sorties sans ou sous surveillance semi-liberté

(2) Paragraph 746.1(3) of the Act is replaced by the following:

Temporary absences and day parole

- (3) Notwithstanding the Corrections and Conditional Release Act, in the case of any 10 nel et la mise en liberté sous condition, la person convicted of first degree murder who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of the period of imprisonment the person is to 15 serve without eligibility for parole,
 - (a) no day parole may be granted under the Corrections and Conditional Release Act;
 - (b) no absence without escort may be authorized under that Act or the Prisons and 20 Reformatories Act; and
 - (c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts. 25

Temporary absences and day parole

- (4) Notwithstanding the Corrections and Conditional Release Act, in the case of any person convicted of second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is 30 l'objet d'une condamnation d'emprisonnesentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility 35 ble: for parole
 - (a) no day parole may be granted under the Corrections and Conditional Release Act,
 - (b) no absence without escort may be authorized under that Act or the Prisons and 40 Reformatories Act; and
 - (c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort other-

(2) Le paragraphe 746.1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré la Loi sur le système correction-10 Sortie sans ou personne qui commet un meurtre au premier degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai15 préalable à la libération conditionnelle ne peut, avant l'expiration de ce délai, être admissible:

surveillance Oll semi-liberté

- a) à la semi-liberté prévue par la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté 20 sous condition:
- b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par cette loi ou la Loi sur les prisons et les maisons de correction:
- c) à la permission de sortir sous surveillan-25 ce, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelle.
- (4) Malgré la Loi sur le système correction-30 Sortie sans ou nel et la mise en liberté sous condition, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au deuxième degré et qui fait ment à perpétuité assortie, conformément à la35 présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissi-

surveillance semi-liberté

- a) à la semi-liberté prévue par la Loi sur le 40 système correctionnel et la mise en liberté sous condition;
- b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par cette loi ou la Loi sur les prisons et les maisons de correction: 45
- c) à la permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour



wise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

13. The Act is amended by adding the following after section 746.1:

Capital Punishment

Intravenous injection

746.11 A sentence of death shall be 5 executed by the intravenous injection of sodium thiopental administered in a quantity and in a manner calculated to cause death.

Recommendation by jury

746.12 (1) Where a jury finds an accused guilty of an offence punishable by death, the 10 sé coupable d'une infraction punissable de judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to it the following question:

You have found the accused guilty and the law requires that I now pronounce 15 sentence of death against the accused. Do you wish to make any recommendation as to whether or not the accused should be granted clemency? You are not required to make any recommendation but if you do 20 make a recommendation either in favour of clemency or against it, your recommendation will be included in the report that I am required to make of this case to the Attorney General of Canada and will be given due 25 consideration.

Where jury is unable to agree on recommenda-

(2) If the jury reports to the judge that it is unable to agree upon a recommendation, either in favour of clemency or against it, and the judge is satisfied that further retention of 30 the jury would not lead to agreement, the judge shall ascertain the number of jurors who are in favour of making a recommendation for clemency and the number of jurors who are shall include such information in the report required by section 746.13.

Sentence of death to be reported to the Attorney General of Canada

746.13 A judge who sentences a person to death shall appoint a day for the execution of allow a period of time that, in his opinion is sufficient to enable the Governor General to signify the pleasure of the Governor General

d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelle.

13. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 746.1, de ce qui suit :

Peine capitale

746.11 L'exécution d'une condamnation à mort se fait par injection intraveineuse de thiopental de sodium administré en une quantité et d'une façon calculée pour provoquer la mort.

Injection intraveineuse

746.12 (1) Lorsqu'un jury déclare un accumort, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury, poser aux jurés la question suivante: 15

Recommanda tion par le jury

10

Vous avez déclaré l'accusé coupable et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine de mort. Désirez-vous recommander qu'il soit usé ou non de clémence à son endroit? Vous n'êtes pas tenus de faire 20 une recommandation, mais si vous recommandez qu'il soit usé ou non de clémence à son endroit, votre recommandation sera insérée dans le rapport sur cette cause que je dois soumettrre au procureur général du 25 Canada et il en sera dûment tenu compte.

(2) Si, dans son rapport au juge, le jury déclare qu'il est incapable de s'entendre sur une recommandation portant qu'il soit ou non usé de clémence et si le juge est convaincu 30 qu'aucune entente ne résultera de nouvelles délibérations du jury, le juge doit établir le nombre des jurés qui favorisent la présentation d'une recommandation à la clémence et against making such a recommendation and 35 le nombre de ceux qui s'y opposent et inclure 35 ce renseignement dans le rapport qu'exige l'article 746.13.

d'entente sur recommanda-

Impossibilité

746.13 Un juge qui condamne une personne à la peine de mort doit fixer une date pour the sentence, and in appointing that day shall 40 1'exécution de la sentence et, en fixant cette 40 date, accorder un délai suffisant, à son avis, pour permettre au gouverneur général de signifier son bon plaisir avant cette date, et il

Rapport de la sentence de mort au procureur général du Canada



before that day, and shall forthwith make a report of the case to the Attorney General of Canada for the information of the Governor General.

Appeal to court of appeal

746.14 (1) Where an accused is sentenced 5 to death pursuant to a conviction and the sentence has not been commuted pursuant to subsection 746.15(1), the appeal from the conviction made pursuant to section 675.1 shall be heard and determined as soon as 10 practicable and the sentence shall not be executed until after the determination of the appeal.

Appeal to Supreme Court of Canada

- (2) Where an appeal from a conviction for an offence punishable by death is dismissed by 15 culpabilité pour une infraction punissable de the court of appeal and the sentence has not been commuted pursuant to tion 746.15(1)
 - (a) the sentence shall not be executed until after the expiration of the period for giving 20 notice of appeal; and
 - (b) any appeal from the judgment of the court of appeal shall be heard and determined as soon as practicable after notice is given thereof, and the sentence shall not be 25 executed until after the determination of the appeal.

New time for the execution

(3) Where the execution of a sentence of death has been suspended pursuant to subsection (1) or (2) and the conviction for which the 30 sentence was imposed is affirmed on appeal, a new time for the execution of the sentence, not less than sixty days and not more than ninety days after the delivery of the judgment in appeal, shall be fixed by the judge who 35 imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

Commuting death sentence

746.15 (1) The Governor in Council may commute a sentence of death imposed upon a person in respect of an offence to imprison-40 ment for life where a majority of the jurors who found the person guilty of the offence recommended in favour of commuting the sentence.

doit sans retard adresser au procureur général du Canada un rapport de l'affaire pour transmission au gouverneur général.

746.14 (1) Lorsqu'une déclaration de culpabilité a entraîné la condamnation à mort 5 d'appel d'un accusé et que la peine n'a pas été conformément commuée au phe 746.15(1), l'appel de la déclaration de culpabilité prévu par l'article 675.1 doit être entendu et jugé dès que possible et la sentence 10 ne peut être exécutée avant le jugement sur l'appel.

Appel devant une cour

(2) Lorsqu'un appel d'une déclaration de mort est rejeté par la cour d'appel et que la 15 Canada peine n'a pas été commuée conformément au paragraphe 746.15(1):

Appel à la suprême du

- a) la sentence ne peut être exécutée qu'après l'expiration du délai accordé pour donner avis d'un appel; 20
- b) un appel du jugement de la cour d'appel doit être entendu et jugé dès que possible après réception de l'avis, et la sentence ne peut être exécutée avant le jugement sur 25 l'appel.

(3) Lorsque l'exécution d'une condamnation à mort a été suspendue conformément au paragraphe (1) ou (2) et que la déclaration de culpabilité qui a entraîné la condamnation est confirmée en appel, une nouvelle date d'exé-30 cution de la condamnation, date postérieure d'au moins soixante et d'au plus quatre-vingtdix jours à celle du prononcé du jugement rendu en appel, doit être fixée par le juge qui a imposé la sentence ou tout juge ayant siégé35 à la même cour.

746.15 (1) Le gouverneur en conseil peut commuer la condamnation à mort d'une personne pour une infraction en une peine d'emprisonnement à perpétuité lorsque la 40 majorité des jurés qui ont déclaré la personne coupable de l'infraction a recommandé cette commutation.

Commutation de la peine de mort

Nouvelle date

d'exécution



When judge may reprieve

(2) Where a judge who sentences a person to death or any judge who might have held or sat in the same court considers that the person should be recommended for the royal mercy, or that, for any reason, it is necessary to delay the execution of the sentence, the judge may, at any time, reprieve the person for any period that is necessary for the purpose.

(2) Lorsqu'un juge qui condamne une personne à mort ou tout juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou y avoir siégé estime que la personne devrait être recommandée à la clémence royale, ou que, pour une raison 5 quelconque, il est nécessaire de retarder l'exécution de la sentence, le juge peut, à toute époque, accorder à cette personne un sursis pour toute période qui est nécessaire à cette

Sursis accordé par un juge

Avis aux

10

Notice to authorities

(3) A copy of an instrument duly certified by the Clerk of the Privy Council or a writing 10 certifiée par le greffier du Conseil privé ou un under the hand of the Attorney General of Canada or Deputy Attorney General of Canada declaring that a sentence of death is commuted is sufficient notice to and authority for all persons having control over the prisoner 15 to do all things necessary to give effect to the commutation.

(3) Une copie d'un instrument dûment écrit sous le seing du procureur général du Canada ou du procureur général adjoint, déclarant qu'une sentence de mort a été 15 commuée, constitue, pour toutes personnes ayant autorité sur le prisonnier, un avis et une autorisation suffisants de faire tout ce qui est requis pour donner effet à la commutation.

du Canada des notes complètes de la preuve 25

recueillie lors du procès, ainsi que son rapport

sur l'affaire, et l'exécution de la sentence est suspendue jusqu'à ce que le rapport soit reçu

et que le gouverneur général signifie son bon

il est nécessaire de fixer une autre date pour

l'exécution de la sentence, cette date peut être

fixée par le juge qui a imposé la sentence ou par tout juge possédant une juridiction équiva-

lente.

plaisir. Lorsque, par suite de cette suspension, 30

Sentence of N.W.T. and

(4) A judge who sentences a person to death in the Northwest Territories or in the Yukon Territory shall, after appointing a day for the 20 dans le territoire du Yukon doit, après avoir execution of the sentence, forthwith forward to the Attorney General of Canada full notes of the evidence taken at the trial and his report upon the case, and the execution of the sentence shall be suspended until the report is 25 received and the pleasure of the Governor General is signified, and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence 30 or any judge having equivalent jurisdiction.

(4) Un juge qui condamne une personne à 20 Sentence de mort dans les Territoires du Nord-Ouest ou Territoires du N.-O. et le Yukon fixé une date pour l'exécution de la sentence, envoyer immédiatement au procureur général

Pregnancy

746.16 (1) A female person who is sentenced to death may move in arrest of execution on the ground that she is pregnant.

746.16 (1) Une personne du sexe féminin condamnée à mort peut demander à la cour qu'il soit sursis à son exécution pour le motif qu'elle est enceinte.

Femme enceinte

35

Examination

- (2) Where a motion is made under subsec- 35 tion (1), the court shall direct one or more registered medical practitioners to be sworn to examine the female person together or successively and to determine whether or not she is pregnant.
 - (2) Lorsqu'une motion est présentée en 40 Examen vertu du paragraphe (1), la cour ordonne à un ou plusieurs médecins inscrits de prêter serment pour examiner la personne du sexe féminin, soit ensemble, soit successivement, 40 et de déterminer si elle est enceinte ou non.



Arresting execution

(3) Where, from the report of a medical practitioner sworn under subsection (2), it appears to the court that the female person is pregnant, execution shall be arrested until she possible in the course of nature that she should be so delivered.

(3) Lorsque, sur rapport d'un médecin assermenté en vertu du paragraphe (2), il apparaît à la cour que la personne du sexe féminin est enceinte, il est sursis à l'exécution is delivered of the child or until it is no longer 5 de la sentence jusqu'après son accouchement 5 ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible, dans le cours de la nature, qu'elle soit ainsi délivrée.

Sursis à l'exécution

Prisoner to be confined apart

746.17 (1) A person who is sentenced to death shall be confined in a safe place within a prison apart from all other prisoners.

746.17 (1) Une personne qui est condamnée à mort doit être enfermée en un lieu sûr dans 10 10 les limites d'une prison et isolée de tous les autres prisonniers.

Prisonnier enfermé à part

Who to have access

(2) No person other than the keeper of the prison and his servants, the prison doctor and a minister or a representative of a faith professed by the person who is sentenced to death shall have access to the person who is 1 sentenced to death unless permission is given in writing by a judge of the court by which the sentence was imposed or by the sheriff.

(2) Nul autre que le gardien de la prison et ses serviteurs, le médecin de la prison et un ministre ou représentant d'un culte dont le 15 condamné se réclame n'a accès auprès d'une personne condamnée à mort, à moins qu'une permision écrite n'ait été donnée par un juge de la cour qui a prononcé la sentence ou par le shérif. 20

Accès auprès prisonnier condamné à mort

Place of execution

746.18 (1) A sentence of death shall be executed within the walls of a prison.

746.18 (1) Une sentence de mort doit être 20 exécutée à l'intérieur des murs d'une prison.

Lieu de l'exécution Présence

Who shall attend

(2) The sheriff, the keeper of the prison, the prison doctor and any other persons required by the sheriff shall be present at the execution of a sentence of death.

(2) Le shérif, le gardien de la prison, le médecin de la prison et toutes autres personnes requises par le shérif doivent assister à 25 l'exécution d'une sentence de mort.

obligatoire

Who may attend

- (3) A minister or a representative of a faith 25 professed by the person who is sentenced to death and any other person whom the sheriff considers it proper to admit may attend the execution of a sentence of death.
- (3) Peuvent assister à l'exécution d'une sentence de mort : a) un ministre ou un représentant d'un culte

Présence facultative

Certificate of death

- 746.19 (1) The prison doctor shall, as soon 30 as possible after a sentence of death has been executed, examine the body of the executed person, ascertain the fact of death and sign and
- dont le condamné se réclame; 30 b) toute personne que le shérif juge oppor-

746.19 (1) Le médecin de la prison doit, le

tun d'admettre.

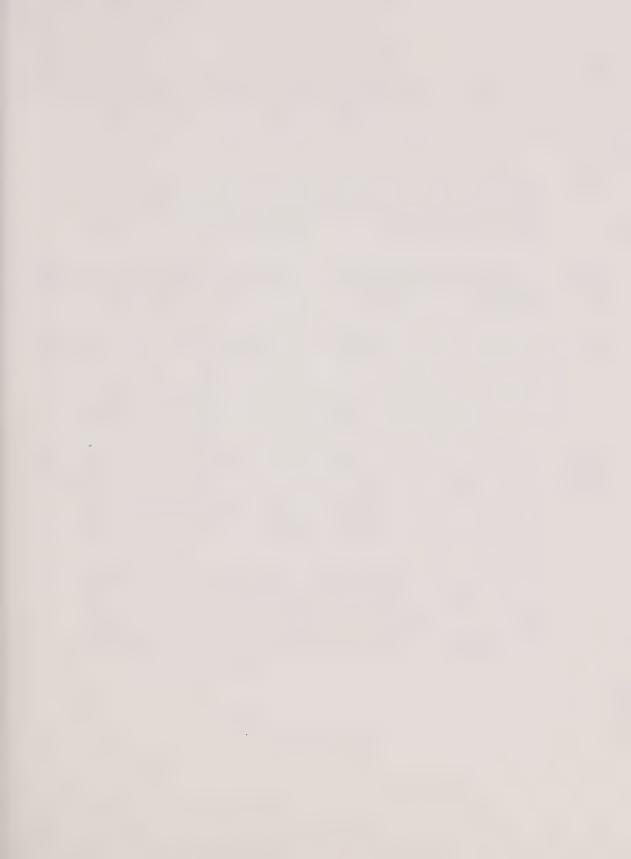
Certificat de mort

- deliver to the sheriff a certificate in Form 52.
- plus tôt possible après qu'une sentence de mort a été exécutée, examiner le corps de la 35 personne exécutée, constater le fait de la mort, signer une déclaration selon la formule 52 et la remettre au shérif.

Declaration by sheriff and keener

- (2) The sheriff, the keeper of the prison and 35 any other persons who are present at the execution of a sentence of death shall, if required by the sheriff, sign a declaration in Form 53.
- (2) Le shérif, le gardien de la prison et toutes autres personnes qui assistent à l'exécution 40 d'une sentence de mort doivent, s'ils en sont requis par le shérif, signer une déclaration selon la formule 53.

Déclaration du shérif et du gardien



Deputies may act

746.2 Any duty that is imposed upon a sheriff, keeper of the prison or prison doctor by section 746.18 may, and in his absence shall, be performed by his lawful deputy or assistant or by the officer or person who 5 ordinarily acts for him or with him.

746.2 Tout devoir imposé à un shérif, à un gardien de la prison ou à un médecin de la prison en vertu de l'article 746.18 peut, et en son absence, doit être accompli par son substitut ou adjoint légal, ou par le fonction- 5 naire ou la personne qui ordinairement agit pour lui ou avec lui.

Adjoint du shérif, du gardien ou du

Enquête du

coroner

Coroner's inquest

746.21 (1) A coroner of a district, county or place where a sentence of death is executed shall, within twenty-four hours after the execution of the sentence, hold an inquest on 10 the body of the executed person.

746.21 (1) Un coroner d'un district, d'un comté ou d'un lieu où une sentence de mort est exécutée, doit, dans les vingt-quatre heures 10 qui suivent l'exécution de la sentence, tenir une enquête sur le corps de la personne exécutée.

Identity of the body of the executed person

(2) The jury shall, at the inquest referred to in subsection (1), inquire into and ascertain the identity of the body of the executed person and whether sentence of death was duly 15 constater si la sentence de mort a été dûment executed.

Identité du (2) Le jury doit, à l'enquête mentionnée au corps de la paragraphe (1), s'enquérir et s'assurer de 15 l'identité du corps de la personne exécutée, et exécutée.

personne exécutée

Procès-verbal

en double

exemplaire

Documents

envoyés au

procureur général du

Canada

Inquisition in duplicate

(3) The coroner shall prepare the inquisition in duplicate and shall deliver one to the sheriff.

(3) Le coroner doit préparer le procès-verbal de l'enquête en double exemplaire et en 20 remettre un au shérif.

(4) Aucun fonctionnaire de la prison où une

sentence de mort est exécutée, ni un prisonnier

y enfermé, ne peut être juré à l'enquête

mentionnée au paragraphe (1).

Jurors

(4) No officer of a prison in which a sentence of death is executed and no prisoner 20 confined therein shall be a juror on an inquest referred to in subsection (1).

Jurés

25

Documents to be sent to Attorney General of Canada

746.22 Where a sentence of death is executed, the sheriff shall, as soon as possible, send the certificates mentioned in sec-25 tion 746.19 and the inquisition referred to in subsection 746.21(3) to the Attorney General of Canada or to the person who, from time to time, is appointed by the Governor in Council to receive them.

746.22 Lorsqu'une sentence de mort est exécutée, le shérif doit, le plus tôt possible, envoyer les certificats mentionnés à l'article 746.19 et le procès-verbal mentionné au paragraphe 746.21(3) au procureur général du 30 Canada ou à la personne qui, à l'occasion, est désignée par le gouverneur en conseil pour les 30 recevoir.

746.23 Le corps d'une personne qui est

mort doit être inhumé dans les limites de la

prison où la sentence a été exécutée, à moins

que le lieutenant-gouverneur en conseil, le

commissaire du territoire du Yukon ou le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, 40

selon le cas, n'en ordonne autrement.

Place of burial

746.23 The body of a person who is executed pursuant to a sentence of death shall be buried within the prison in which the sentence was executed, unless the lieutenant governor in council, the Commissioner of the 35 Yukon Territory or the Commissioner of the Northwest Territories, as the case may be, otherwise orders.

l ien de l'inhumation exécutée en conformité d'une sentence de 35



5

Réserve

13

Saving

746.24 Failure to comply with sections 746.15 to 746.22 does not make the execution of a sentence of death illegal where the execution would otherwise have been legal.

Regulations

746.25 The Governor in Council may make regulations with respect to the execution of sentences of death.

14. Subsection 750(1) of the Act is replaced by the following:

Public office vacated for conviction

750. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which the person is sentenced to death or to imprisonment for two years or more and holds, at the time that person is convicted, an office under the Crown 15 mort ou à un emprisonnement de deux ans ou or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.

15. Part XXVIII of the Act is amended by adding the following forms after Form 51:

FORM 52

(subsection 746.19(1))

CERTIFICATE OF EXECUTION OF SENTENCE OF **DEATH**

I, A.B., prison doctor of the (prison), at 20 _, hereby certify that I examined the body of C.D. on whom sentence of death was this _____ day executed in the said prison and that I found that the said C.D. was dead.

Dated	this	 day	of	 A.D. 25
	_, at _			

Prison Doctor

746.24 L'omission de se conformer aux articles 746.15 à 746.22 ne rend pas illégale l'exécution d'une sentence de mort dans les cas où l'exécution aurait autrement été légale.

746.25 Le gouverneur en conseil peut 5 Règlements prendre des règlements en ce qui regarde l'exécution des sentences de mort.

14. Le paragraphe 750(1) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :

750. (1) Tout emploi public, notamment 10 Vacance une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d'un acte criminel et condamné à plus. 15

15. La partie XXVIII de la même loi est modifiée par adjonction, après la formule 51, des formules suivantes :

FORMULE 52

(paragraphe 746.19(1))

CERTIFICAT D'EXÉCUTION DE LA SENTENCE DE

Je, A.B., médecin de la (prison), à ____, certifie par les présentes que j'ai20 examiné le corps de C.D., sur lequel sentence de mort a été exécutée ce jour, dans ladite prison, et que j'ai constaté la mort dudit C.D.

Daté du	jour de	en l'an
de grâce	, à	25

Médecin de la prison



R.S., c. Y-1;

Supp.), c. 24

(2nd Supp.).

(4th Supp.);

1991, c. 43;

1992, cc. 1, 11, 47; 1993,

c. 45; 1994, c. 26; 1995 cc. 19, 22, 27, 39

c. 1 (3rd Supp.), c. 1

R.S., c. 27 (1st

FORM 53

(subsection 746.19(2))

DECLARATION OF SHERIFF AND OTHERS

We, the undersigned, hereby declare that sentence of death was this day executed on C.D., in our presence in the (prison) at

Dated this day of A.D.
, at
Sheriff of
Keeper of the prison of

Others

10

15

YOUNG OFFENDERS ACT

FORMULE 53

(paragraphe 746.19(2))

DÉCLARATION DU SHÉRIF ET D'AUTRES

Nous, soussignés, déclarons par les présentes que sentence de mort a été, ce jour, exécutée en notre présence sur C.D. dans la (prison) à

,			
Daté du jour de l'an de grâce, à	_,	en	5
Shérif de			

Autres 10 personnes

LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

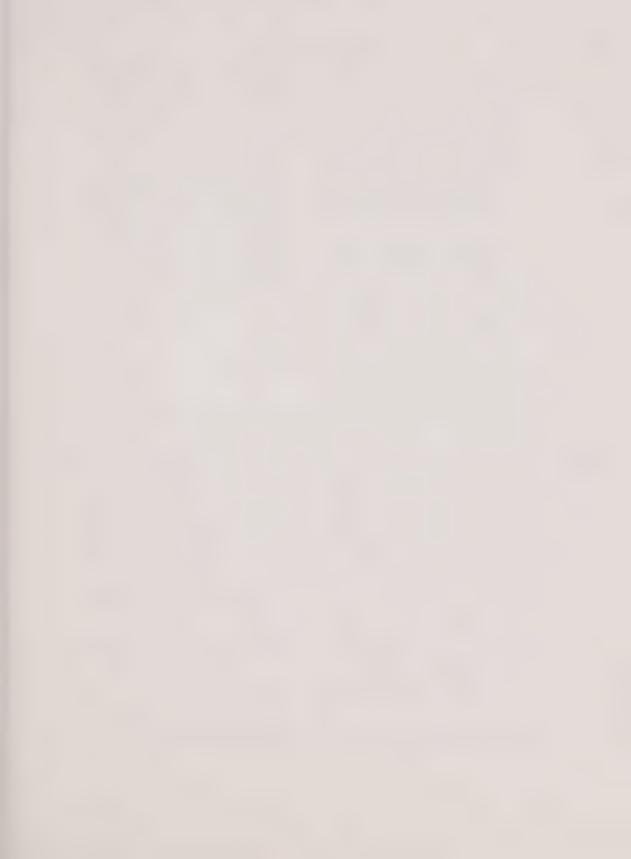
L.R., ch. Y-1; L.R., ch. 27, (1er suppl.), ch. 24, (2e suppl.), ch. 1, (3e suppl.); 1991, ch. 43; 1992, ch. 1, 11, 47; 1993, ch. 45; 1994, ch. 26; 1995, ch. 19, 22, 27, 39

16. (1) Paragraph 20(1)(k.1) of the Young Offenders Act is replaced by the following:

- (k.1) order the young person to serve a disposition
 - (i) in the case of first degree murder committed when the young person was sixteen or seventeen, not exceeding twenty-five years and not less than fifteen years comprised of
 - (A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that shall not, subject to subsection 26.1(1), be less than ten years from the date of committal, and
 - (B) a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 26.2,
 - (i.1) in the case of first degree murder committed when the person was under 30

16. (1) L'alinéa 20(1)k.1) de la Loi sur les jeunes contrevenants est remplacé par ce qui suit :

- *k*.1) l'imposition par ordonnance : 15
 - (i) dans le cas d'un meurtre au premier degré commis à l'âge de seize ou dix-sept ans, d'une peine de quinze à vingt-cinq ans consistant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de 20 façon continue, pour une période minimale de dix ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1), et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition, au sein de la 25 collectivité conformément à l'article 26.2,
 - (i.1) dans le cas d'un meurtre au premier degré commis avant l'âge de seize ans, d'une peine de dix à quinze ans consis-30 tant, d'une part, en une mesure de



the age of sixteen, not exceeding fifteen years and not less than ten years comprised of

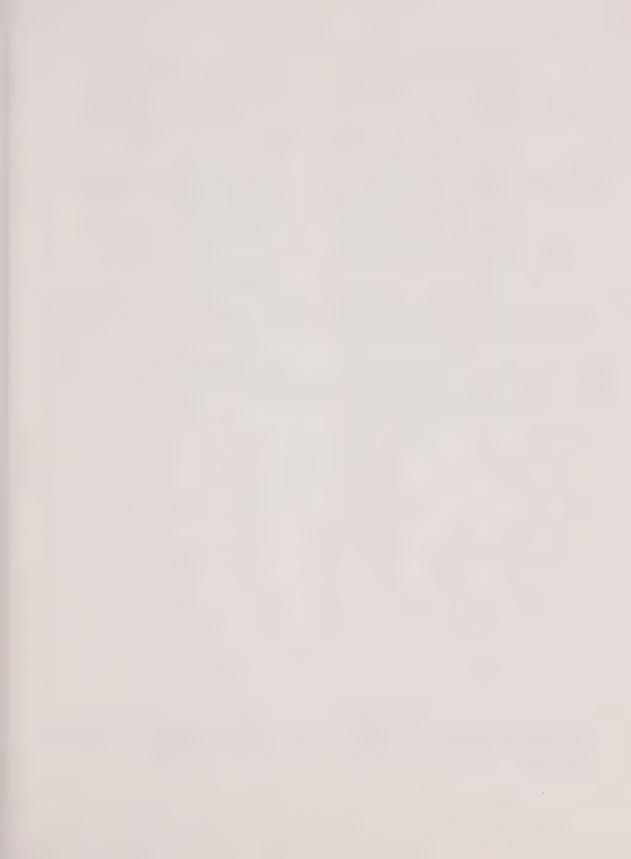
- (A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that 5 shall not, subject to subsection 26.1(1), be less than seven years from the date of committal, and
- (B) a placement under conditional supervision to be served in the commu- 10 nity in accordance with section 26.2, and
- (ii) in the case of second degree murder, not exceeding ten years and not less than five years comprised of 15
 - (A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that shall not, subject to subsection 26.1(1), be less than four years from the date of committal, and 20
 - (B) a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 26.2;
- (2) Subsection 20(4) of the Act is replaced 25 by the following:
- (4) Subject to subsection (4.1), where more than one disposition is made under this section in respect of a young person with respect to different offences, the continuous combined 30 adolescent pour des infractions différentes, duration of those dispositions shall not exceed three years, except where one of those offences is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, in which case the continu-35 l'article 231 du Code criminel, auquel cas leur ous combined duration of those dispositions shall not exceed
 - (a) in the case of first degree murder committed when the person was sixteen or seventeen, twenty-five years; 40
 - (b) in the case of first degree murder committed when the person was under the age of sixteen, fifteen years; or
 - (c) in the case of second degree murder, ten years. 45
- (3) Paragraph 20(4.1)(c) of the Act is replaced by the following:

placement sous garde, exécutée de façon continue, pour une période minimale de sept ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1), et, d'autre part, en la mise en liberté sous 5 condition, au sein de la collectivité conformément à l'article 26.2,

(ii) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, d'une peine de cinq à dix ans consistant, d'une part, en une mesure de 10 placement sous garde, exécutée de façon continue, pour une période minimale de quatre ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1), et, d'autre part, en la mise en liberté sous 15 condition, au sein de la collectivité conformément à l'article 26.2;

- (2) Le paragraphe 20(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (4) Sous réserve du paragraphe (4.1), lors-20 Durée totale que plusieurs décisions sont prises dans le cadre du présent article à l'endroit d'un leur durée totale continue ne doit pas dépasser trois ans, sauf dans le cas où l'une de ces 25 infractions est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de durée totale continue ne peut être supérieure :
 - a) à vingt-cinq ans dans le cas d'un meurtre 30 au premier degré commis à l'âge de seize ou dix-sept ans;
 - b) à quinze ans dans le cas d'un meurtre au premier degré commis avant l'âge de seize 35
 - c) à dix ans dans le cas d'un meurtre au deuxième degré.
- (3) L'alinéa 20(4.1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Combined duration of dispositions



Coming into

force

- (c) the combined duration of all the dispositions may exceed three years, except where the offence is, or one of the previous offences was
 - (i) first degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, committed when the person was sixteen or seventeen, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed twenty-five years,
 - (ii) first degree murder committed when the person was under the age of sixteen, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed fifteen years, or
 - (iii) second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed ten years.
 - COMING INTO FORCE
- 17. This Act shall come into force one year immediately following the day it is assented to.

- c) la durée totale d'application des décisions peut être supérieure à trois ans, sauf dans le cas où cette nouvelle infraction ou l'une des infractions antérieures est le meurtre au premier degré ou le meurtre au 5 deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel, auquel cas leur durée totale continue peut être supérieure :
 - (i) à vingt-cinq ans dans le cas d'un meurtre au premier degré commis à l'âge 10 de seize ou dix-sept ans;
 - (ii) à quinze ans dans le cas d'un meurtre au premier degré commis avant l'âge de seize ans;
 - (iii) à dix ans dans le cas d'un meurtre au 15 deuxième degré.

ENTRÉE EN VIGUEUR

17. La présente loi entre en vigueur un an après sa sanction.

Entrée en vigueur C-355

C-355

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-355

PROJET DE LOI C-355

An Act to amend the Broadcasting Act and the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act (protection of community interests in programming) Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion et la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (protection des intérêts des collectivités locales dans la programmation)

First reading, November 27, 1996

Première lecture le 27 novembre 1996



Mr. Bonin

M. Bonin

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-355

PROJET DE LOI C-355

An Act to amend the Broadcasting Act and the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act (protection of community interests in programming) Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion et la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (protection des intérêts des collectivités locales dans la programmation)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows: Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Broadcasting Act

Loi sur la Radiodiffusion

L.C., 1991, ch. 11; 1993, ch. 38; 1994, ch. 18, 26; 1995, ch. 1, 11, 29, 44

1. The following is added after paragraph 3(1)(f) of the *Broadcasting Act*:

- (f.1) each broadcasting undertaking shall provide programming that meets the information needs of the community it serves;
- 2. The following is added after paragraph 10 5(2)(b) of the Act:
 - (b.1) ensures that each licensee meets the information needs of the community it serves;

3. The following is added after paragraph 15 10(1)(i) of the Act:

- (i.1) requiring licensees to submit to the Commission such information regarding
 - (A) any change in the ownership of shares or other means of exercising 20 effective control of the licensee, and
 - (B) any agreement entered into by the licensee during the term of the licence

that could affect competition in local markets, as the regulations may specify; 25

1. La *Loi sur la radiodiffusion* est modifiée 5 par adjonction, après l'alinéa 3(1)f), de ce 5 qui suit :

- f.1) toutes les entreprises de radiodiffusion sont tenues d'offrir une programmation qui répond aux besoins d'information des collectivités locales qu'elles desservent;
- 2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'alinéa 5(2)b) de ce qui suit :
 - b.1) veiller à ce que tous les titulaires de licences répondent aux besoins d'information des collectivités locales qu'ils desser-15 vent;

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'alinéa 10(1)i), de ce qui suit :

- i.1) préciser les renseignements que les titulaires de licences doivent lui fournir en 20 ce qui concerne :
 - (A) les changements dans la propriété des actions ou des autres mécanismes qui confèrent un contrôle effectif sur le titulaire,
 - (B) les accords conclus par le titulaire de licence pendant la durée de validité de celle-ci;

1991, c. 11; 1993, c. 38; 1994, cc. 18, 26; 1995, cc. 1, 11, 29, 44

SUMMARY

This enactment amends the *Broadcasting Act* to establish as a basic national broadcasting policy that a licensee should serve the information needs of the community it serves. It confers regulatory power on the C.R.T.C. to ensure that this policy is followed.

The enactment also enables the C.R.T.C. to make regulations requiring a licensee to report any changes in its ownership or control and any agreement it enters into that could reduce competition in local programming.

The Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act is amended to ensure that the Commission's annual report covers financial and operational matters, is received by the Minister in time for it to be tabled in Parliament before the Summer recess each year and automatically stands referred to the appropriate Standing Committee of the House of Commons.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la radiodiffusion* afin d'inscrire dans la politique nationale de radiodiffusion le principe que les radiodiffuseurs détenteurs de licences doivent répondre aux besoins en information des collectivités locales qu'ils desservent. Le projet de loi accorde un pouvoir de réglementation au CRTC lui permettant de vérifier que cette politique est suivie.

Le texte autorise le CRTC à établir des règlements qui obligent des titulaires de licences à faire rapport des changements de propriété ou de contrôle de leurs entreprises et des accords qu'ils concluent si ces changements ou accords peuvent avoir pour effet de réduire la concurrence dans la programmation locale.

Le texte modifie la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes afin de prévoir que le rapport annuel du Conseil traite des questions relatives aux finances et à l'exploitation et qu'il doit être reçu par le ministre assez tôt pour que ce dernier le dépose devant le Parlement avant l'ajournement d'été chaque année. Le rapport est automatiquement déféré au comité permanent approprié de la Chambre des communes.

(i.2) prescribing what constitutes competition in local broadcast markets;

4. The following is added after subsection 18(4) of the Act:

Public hearing

(5) Before making an ordre under subsec- 5 tion (1) that would affect a community respecting the matters referred to in paragraph 10(1)(i.1) or local competition as prescribed pursuant to paragraph 10(1)(i.2), the Commission must hold a public hearing in the 10 règlement conformément à l'alinéa 10(1)i.2), community.

R.S. c. C-22: 1991, c. 11; 1993, c. 38; 1995. c. 11

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act

5. Section 13 of the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act is replaced by the following:

Annual report

13. The Commission shall, no later than 15 June 1 next following the end of each fiscal year, submit to the Minister a report on its finances and operations during the fiscal year, and the Minister shall cause a copy of the Parliament on one of the first five days on which the House sits following the receipt of the report by the Minister, and the report shall be deemed to have been immediately referred to such Standing Committee of the House of 25 la radiodiffusion. Commons as the House has appointed to study matters related to broadcasting.

qui pourraient avoir des conséquences sur la concurrence dans les marchés locaux;

i.2) déterminer ce qui constitue de la concurrence dans les marchés locaux de radiodiffusion.

4. La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 18(4), de ce qui suit:

(5) Avant de rendre, conformément au paragraphe (1), une ordonnace qui peut avoir 10 des conséquences pour une collectivité locale sur les objets mentionnés à l'alinéa 10(1)i.1) ou sur la concurrence locale définie par le Conseil tient au moins une audience 15 publique dans cette collectivité locale.

Audiences publiques

Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

L.R., ch. C-22; L.C. 1991, ch. 11; 1993, ch. 38; 1995, ch. 11

5. L'article 13 de la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est remplacé par ce qui suit :

13. Au plus tard le 1er juin de chaque année, 20 Rapport le Conseil soumet au ministre un rapport sur ses finances et ses activités pour le dernier exercice; le ministre fait déposer une copie de ce rapport devant chaque chambre du Parlereport to be laid before each House of 20 ment dans les cinq jours de séance suivant la 25 réception. Le rapport est réputé immédiatement déféré au comité permanent de la Chambre des communes que cette dernière désigne pour étudier les questions relatives à 30

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-356

PROJET DE LOI C-356

An Act to amend the Motor Vehicle Safety Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité automobile

First reading, November 29, 1996

Première lecture le 29 novembre 1996



2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-356

PROJET DE LOI C-356

An Act to amend the Motor Vehicle Safety Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité automobile

1993. c. 16

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) The portion of subsection 10(1) of graph (a) is replaced by the following:

Obligation to give notice

10. (1) A company that manufactures, sells or imports any vehicle or equipment of a class for which standards are prescribed shall, on design, construction or functioning of the vehicle or equipment that affects or is likely to affect the safety of any person, cause a notice of the defect to be sent within thirty days in the prescribed manner to

(2) Subsection 10(1) of the English version of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b), by adding the word "and" at the end of after paragraph (c):

(d) the general public by giving notice of the defect by publication for five consecutive days in two major daily newspapers in each of the following six regions, namely, the 25 Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) Le passage du paragraphe 10(1) de the Motor Vehicle Safety Act before para- 5 la Loi sur la sécurité automobile précédant 5 l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Avis de

1993, ch. 16

10. (1) L'entreprise qui fabrique, vend ou importe des matériels d'une catégorie régie par des normes et qui constate quelque défaut becoming aware of any form of defect in the 10 de conception, de fabrication ou de fonction-10 nement susceptible de porter atteinte à la sécurité humaine doit en donner avis, dans les trente jours et selon les modalités réglementaires, au ministre, à toute personne qui a reçu

15 d'elle les matériels et à leur propriétaire actuel 15 ainsi qu'au public en général en publiant un avis du défaut pendant au moins cinq jours consécutifs dans deux quotidiens importants dans chacune des six régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Onta-20 rio, les provinces des Prairies et la Colombie-Britannique et les Territoires ou en diffusant le même avis dans un autre médium qui permettra d'atteindre un nombre équivalent de personnes dans chacune des six régions. Elle 25 détermine l'identité du propriétaire actuel des matériels d'après :

(2) La version anglaise du paragraphe 10(1) de la même loi est modifiée par supression du mot « and » à la fin de l'alinéa 30 (b), par adjonction du mot « and » après paragraph (c) and by adding the following 20 l'alinéa (c) et par adjonction, après l'alinéa (c), de ce qui suit :

> (d) the general public by giving notice of the defect by publication for five consecutive 35 days in two major daily newspapers in each of the following six regions, namely, the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the

SUMMARY

The purpose of this enactment is to force companies covered by the *Motor Vehicle Safety Act* to notify the public if they become aware of design, construction or functioning defects in the vehicles they manufacture, sell or import.

It also allows the Minister to order a recall of vehicles with such defects where the vehicles have caused injury or death. In such a case, sale of those vehicles would be prohibited.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'obliger les entreprises visées par la *Loi sur la sécurité automobile* à aviser le public si elles constatent des défauts de conception, de fabrication ou de fonctionnement des véhicules.

Le texte permet d'autre part au ministre d'ordonner le rappel des véhicules touchés par un tel défaut qui ont été la cause de blessures ou de décès. La vente de ces véhicules serait alors interdite.

Notice of

death or

injury

Prairie provinces, British Columbia and the Territories, or by dissemination in an alternative medium that is likely to reach an equivalent number of people in each of the six regions.

(3) Subsections 10(2) to (7) of the Act are

replaced by the following:

- (2) Subject to subsection (3), a company that becomes aware of a defect in the design, construction or functioning of any vehicle or 10 equipment that has killed or injured any person or is likely to cause death or injury shall immediately cause a notice of the defect to be sent in the prescribed manner to
 - (a) the Minister; and
 - (b) the general public under paragraph (1)(d).

Exemption from notice

(3) A company is not required to cause notice to be given of a defect in respect of which notice has already been given in the 20 l'entreprise qui a fabriqué, vendu ou importé prescribed manner under paragraph (1)(d) by the company that manufactured, sold or imported the vehicle or equipment.

Notice given to the public

- (4) Where the Minister receives notice also immediately cause notice of the defect to be given in the prescribed manner to the general public in accordance with paragraph (1)(d).
- Contents of notice
- (5) The notice referred to in subsections 30 (1), (2) and (4) shall contain, in the form and to the extent prescribed, a description of the defect, an evaluation of the safety risk arising from it and the directions for correcting it.

Recall order

(6) Where the Minister receives a notice 35 under subsection (2) or (3), the Minister may issue an immediate recall order to a company that manufactures, sells or imports any vehicle or equipment of a class for which standards are prescribed, if such a vehicle or equipment 40 possesses a defect that has caused injury or death or that is likely to cause injury or death. and may also cause notice of the recall order to be given in the prescribed manner to the general public in accordance with paragraph 45 (1)(d).

Prairie provinces, British Columbia and the Territories, or by dissemination in an alternative medium that is likely to reach an equivalent number of people in each of the six regions.

(3) Les paragraphes 10(2) à (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), une entreprise qui constate un défaut de conception, de fabrication ou de fonctionnement d'un 10 véhicule ou de matériels qui a entraîné des pertes de vies humaines ou des blessures à des personnes ou qui est susceptible d'avoir ces conséquences est tenue d'aviser, en la forme prescrite, le ministre et le public selon les 15 15 modalités prévues au paragraphe (1).

Avis de décès ou de blessures

(3) L'entreprise n'a pas à faire donner un avis relativement à un défaut pour lequel le véhicule ou l'équipement a déjà donné avis 20 conformément au paragraphe (1).

Dispense de donner l'avis

Avis an

public

(4) Lorsqu'il reçoit l'avis visé au paragraunder subsection (2) or (3), the Minister may 25 phe (2) ou (3), le ministre peut également faire publier des avis de constatation de défaut à l'intention du public en la manière réglemen-25 taire en vertu du paragraphe (1).

Teneur

- (5) L'avis prévu aux paragraphes (1), (2) et (4) comporte, en la forme et dans la mesure réglementaires, la description du défaut, une estimation du risque correspondant et une 30 indication des mesures correctives.
 - Décret de rappel

(6) Lorsqu'il reçoit un avis visé au paragraphe (2) ou (3), le ministre peut prendre un décret de rappel immédiat à l'égard d'une entreprise qui fabrique, vend ou importe des 35 véhicules ou de l'équipement d'une catégorie régie par des normes, si ces véhicules ou cet équipement sont affectés d'un défaut qui a entraîné des blessures pour des personnes ou causé leur décès ou qui est susceptible d'avoir 40 cette conséquence. Le ministre peut alors faire publier le décret de rappel à l'intention du public en la forme réglementaire selon les modalités prévues au paragraphe (1).



10

décret

3

Content of recall order

(7) The recall order referred to in subsection (6) prohibits the sale of any vehicle or equipment listed in the order until such action as is indicated in the order is undertaken to correct the defect.

(7) Le décret de rappel mentionné au paragraphe (6) interdit la vente de tout véhicule ou équipement énuméré dans le décret jusqu'à ce que les mesures mentionnées 5 dans le décret soient prises pour corriger le 5

Content of recall order

(8) The recall order shall also state the reasons why the order has been issued, the date on which the order becomes effective and the corrective action required for the order to be rescinded.

défaut.

(8) Le décret de rappel indique les motifs à l'origine de la prise du décret, sa date d'entrée en vigueur et les mesures correctives à prendre pour qu'il soit levé. 10

Teneur du décret

Particulars to provincial authorities

(9) Forthwith, on receiving any notice under subsection (1), (2) or (4), the Minister shall forward full particulars of the notice to the minister or other officer responsible for motor vehicle administration in each prov- 15 provinciale. ince.

(9) Dès réception de l'avis prévu aux paragraphes (1), (2) et (4), le ministre en transmet la teneur au responsable du secteur des véhicules dans chaque administration 15

Information des autorités provinciales

Follow-up reports

(10) Every company that causes notice to be given under subsection (1), (2) or (4) shall submit a report containing prescribed intion to the Minister in the prescribed form within the prescribed period and quarterly thereafter.

(10) L'entreprise qui donne au ministre l'avis prévu aux paragraphes (1), (2) et (4), doit lui présenter, en la forme et dans les délais formation respecting the defect and its correc- 20 réglementaires et ensuite tous les trimestres, un rapport contenant les renseignements ré-20 glementaires relatifs au défaut et à sa correction.

Follow-up reports

(11) Unless the Minister otherwise directs, (10) shall be submitted for a period of two years after the day on which notice was given under subsection (1), (2) or (4).

(11) Les rapports trimestriels visés au the quarterly reports referred to in subsection 25 paragraphe (10) sont à présenter, sauf décision contraire du ministre, pendant deux ans sui-25 vant la date de l'avis prévu au paragraphe (1), (2) ou (4).

Suivi

Suivi

C-357

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 C-357

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-357

PROJET DE LOI C-357

An Act to provide for the expiry of gun control legislation that is not proven effective within five years of coming into force Loi portant cessation d'effet cinq ans après leur entrée en vigueur des dispostions législatives sur les armes à feu dont l'efficacité n'est pas prouvée

First reading, December 2, 1996

Première lecture le 2 décembre 1996



MR. BREITKREUZ (Yorkton-Melville)

M. Breitkreuz (Yorkton—Melville)

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-357

PROJET DE LOI C-357

An Act to provide for the expiry of gun control legislation that is not proven effective within five years of coming into force

Loi portant cessation d'effet cinq ans après leur entrée en vigueur des dispositions législatives sur les armes à feu dont l'efficacité n'est pas prouvée

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Definitions

1. In this Act.

"firearm" « arme à feu » "firearm" has the meaning given to it by the 5 à la présente loi. Criminal Code:

"gun control "gun control provision" means a provision of provision" the Criminal Code, the Firearms Act or any « disposition législative sur other Act of Parliament that provides for or les armes à controls the manufacture, modification, im- 10 feu »

portation, storage, distribution, sale, ownership, possession or use of a firearm, but does not include a provision related to the use of a firearm in the commission of an of-15

fence;

"Minister" « ministre »

"Minister" means the Minister of Justice.

Expiry of provisions

- 2. Notwithstanding any other Act of Parliament, every gun control provision expires five years from the later of
 - (a) the day it came into force, and
 - (b) January 1, 1999,

unless prior to that date

(c) the Auditor General has prepared and caused to be laid before both Houses of Parliament a report on whether the provi-25 sion and the way in which it has been administered has been a successful and cost-effective use of public funds to achieve an increase in public safety and a reduction in the incidence of violent crime involving 30 the use of firearms:

1. Les définitions qui suivent s'appliquent

« arme à feu » Arme à feu au sens du Code cri-

« arme à feu » minel. "firearm"

« disposition législative sur les armes à feu » Disposition du Code criminel, de la Loi sur les armes à feu ou de toute autre loi fédérale 10 feu » régissant ou contrôlant la fabrication, la modification, l'importation, l'entreposage, la distribution, la vente, la propriété, la possession ou l'utilisation des armes à feu, à l'exclusion des dispositions portant sur 15 l'utilisation d'une arme à feu lors de la per-

« ministre » Le ministre de la Justice.

pétration d'une infraction.

« ministre » "Minister validité des

- 2. Par dérogation à toute autre loi fédérale, toute disposition législative sur les armes à feu 20 dispositions cesse d'avoir effet cinq ans après le dernier en 20 date de l'entrée en vigueur de la disposition ou du 1er janvier 1999, à moins qu'avant cette échéance:
 - a) le vérificateur général n'ait établi et fait 25 déposer devant les deux chambres du Parlement un rapport indiquant si la disposition et la manière dont elle a été appliquée ont constitué une utilisation rentable et fructueuse des fonds publics dans le but30 d'amener une augmentation de la sécurité publique et une réduction de la fréquence des actes criminels violents comportant l'usage d'armes à feu;

« disposition

Définitions

5

législative sur les armes à gun control provision

352071

SUMMARY

This enactment will provide a 5-year sunset provision on all gun control legislation unless the Auditor General has reported that it has been a successful and cost-effective measure to increase public safety and reduce violent crime involving the use of firearms. The report has to be considered by a twelve-member committee representing broad interests, and the committee report must be presented to and concurred in by the House of Commons.

Expiry may be deferred to allow Parliament to pass amendments to allow gun control provisions to expire without affecting parts of the Act that do not relate to gun control and that are to continue.

SOMMAIRE

Ce texte édicte la fin de la durée de validité de toutes les dispositions législatives sur le contrôle des armes à feu, à moins que pour chaque disposition, le vérificateur général n'ait fait rapport que la disposition a été efficace et fructueuse à augmenter la sécurité publique et à réduire la perpétration d'infractions violentes comportant l'usage d'armes à feu. Le rapport doit être examiné par un comité de douze membres représentant de nombreux intérêts différents; le rapport du comité doit ensuite être agréé par la Chambre des communes.

La fin de validité d'une disposition peut être reportée pour permettre au Parlement d'adopter des dispositions législatives qui rendent possible la fin de validité des dispositions relatives au contrôle des armes à feu sans toucher aux dispositions de cette loi qui ne portent pas sur le contrôle des armes à feu et qui continuent d'être en vigueur.

- (d) the report of the Auditor General has been considered by a review committee appointed by the Minister pursuant to section 3;
- (e) the review committee has reviewed and 5 reported to the House of Commons on the success and cost-effectiveness of the provision during the time it has been in force, and the committee has reported the extent to which
 - (i) public safety has been increased or decreased,
 - (ii) the incidence of violent crime related to the use of firearms has been reduced or increased, and 15
 - (iii) cost-effective use of public funds has been made to achieve a demonstrated increase in public safety or a reduction in the incidence of violent crime involving the use of firearms; and
- (f) the House of Commons has passed a resolution concurring in the report of the review committee.

- b) que le rapport du vérificateur général n'ait été étudié par un comité d'examen dont les membres sont nommés par le ministre conformément à l'article 3:
- c) que le comité d'examen n'ait étudié le 5 rapport du vérificateur général et fait rapport à la Chambre des communes relativement à l'effet de cette disposition et à son efficacité pendant sa durée de validité indiquant:
 - (i) la mesure dans laquelle la sécurité publique a augmenté ou diminué,
 - (ii) la mesure dans laquelle la fréquence des actes criminels comportant l'usage d'armes à feu a augmenté ou diminué, 1
 - (iii) l'efficacité avec laquelle les fonds publics ont été employés pour produire une augmentation certaine de la sécurité du public et une diminution de la fréquence des actes criminels comportant 20 l'usage d'armes à feu;
- d) que la Chambre n'ait agréé le rapport du comité d'examen.

Review committee

- **3.** (1) A review committee shall consist of twelve members appointed by the Minister
 - (a) three of whom shall be members of the House of Commons nominated by the government party;
 - (b) two of whom shall be members of the House of Commons nominated by the 30 official opposition party;
 - (c) one of whom shall be a member of the House of Commons nominated by the third party; and
 - (d) six of whom shall be nominated by the 35 members referred to in paragraphs (a), (b) and (c) and shall be persons knowledgeable in the areas of firearms control law, recreational firearms ownership and use, criminology, Canadian and foreign firearms 40 control and crime statistics, firearms control costing, constitutional law and other such areas of expertise as the committee may require.

- 3. (1) Le comité d'examen se compose de Comité d'examen 25 douze membres nommés par le ministre de la 25 d'examen façon suivante :
 - a) trois députés fédéraux désignés par le parti gouvernemental;
 - b) deux députés fédéraux désignés par le parti de l'opposition officielle; 30
 - c) un député fédéral désigné par lê troisième parti à la Chambre des communes;
 - d) six autres membres désignés par les membres désignés en vertu des alinéas a), b) et c), qui doivent obligatoirement avoir35 des connaissances sur les dispositions législatives relatives au contrôle des armes à feu, sur la possession et l'utilisation des armes à feu à des fins récréatives, sur la criminologie, sur le contrôle des armes à feu cana-40 diennes et étrangères, sur les statistiques, sur la criminalité, sur le contrôle du coût des armes à feu, sur le droit constitutionnel et dans les autres domaines d'expertise utiles au comité d'examen.



Chairperson and Vice-Chairperson (2) A review committee shall at its first meeting elect a Chairperson and Vice-Chairperson.

Provincial public hearings Delay to make amendments

- (3) A review committee must hold at least one public hearing in each province.
- 4. Where a gun control provision is to expire as a result of section 2, the Governor in Council may, by order, defer its expiry, for a period not exceeding one year, if the provision contains matters that do not relate to gun 10 control and if a deferral is necessary in order for Parliament to pass legislation to continue the other matters in force after the expiry of the gun control provision.
- (2) À sa première réunion, le comité d'examen se choisit un président et un vice-président.
- (3) Le comité d'examen doit tenir au moins 5 une audition dans chaque province.
 - 4. Lorsqu'une disposition est sur le point de cesser d'avoir effet en vertu de l'article 2, le gouverneur en conseil peut, par décret, en reporter la fin de la durée de validité d'une période maximale d'une année, si la disposi-10 tion comporte des aspects qui ne portent pas sur le contrôle des armes à feu et si le report est nécessaire pour permettre l'adoption par le Parlement des mesures législatives nécessaires au maintien en vigueur de ces autres 15 aspects après la fin de durée de validité de la disposition relative au contrôle des armes à

Président et viceprésident

Audition dans chaque province

Délai pour proposer d'autres dispositions législatives

Coming into force

5. This Act shall come into force on 15 January 1, 1997.

5. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Entrée en

C-358

C-358

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-358

PROJET DE LOI C-358

An Act to amend the Statistics Act

Loi modifiant la Loi sur la statistique

First reading, December 3, 1996

Première lecture le 3 décembre 1996



MR. STRAHL

M. STRAHL

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-358

PROJET DE LOI C-358

An Act to amend the Statistics Act

Loi modifiant la Loi sur la statistique

R.S., c. S-19; 1988, c. 65; 1990, c. 45; 1992, c. I

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. S-19; 1988. ch. 65; 1990. ch. 45; 1992. ch. l

1. Subsection 21(1) of the Statistics Act is

replaced by the following:

21. (1) Subject to subsection (1.1), the Governor in Council shall, by order, prescribe the questions to be asked in any census taken

1. Le paragraphe 21(1) de la Loi sur la 5 statistique est remplacé par ce qui suit : 21. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), le

gouverneur en conseil, prescrit, par décret, les questions à poser lors d'un recensement fait en

vertu des articles 19 ou 20.

Questions posées

posées

Census questions

Census

questions

- by Statistics Canada under section 19 or 20.
- (1.1) In the order referred to in subsection 10 (1), the Governor in Council shall include no question
 - (a) that would require a person or an organization to disclose, in response to a census question, that person's or that orga-15 nization's name or address or the name or address of any other person or organization;
 - (b) that, directly or indirectly, would make it possible to determine the name or address 20 of the person or organization responding to a census question or the name or address of any other person or organization.

- (1.1) Le gouverneur en conseil ne peut, dans 10 Questions le décret visé au paragraphe (1), établir des questions:
 - a) exigeant de la personne ou de l'organisation répondant aux questions lors d'un recensement qu'elle divulgue son nom ou 15 son adresse ou le nom ou l'adresse de toute autre personne ou organisation;
 - b) permettant directement ou indirectement de déterminer le nom ou l'adresse de la personne ou de l'organisation répondant 20 aux questions lors d'un recensement ou de toute autre personne ou organisation.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

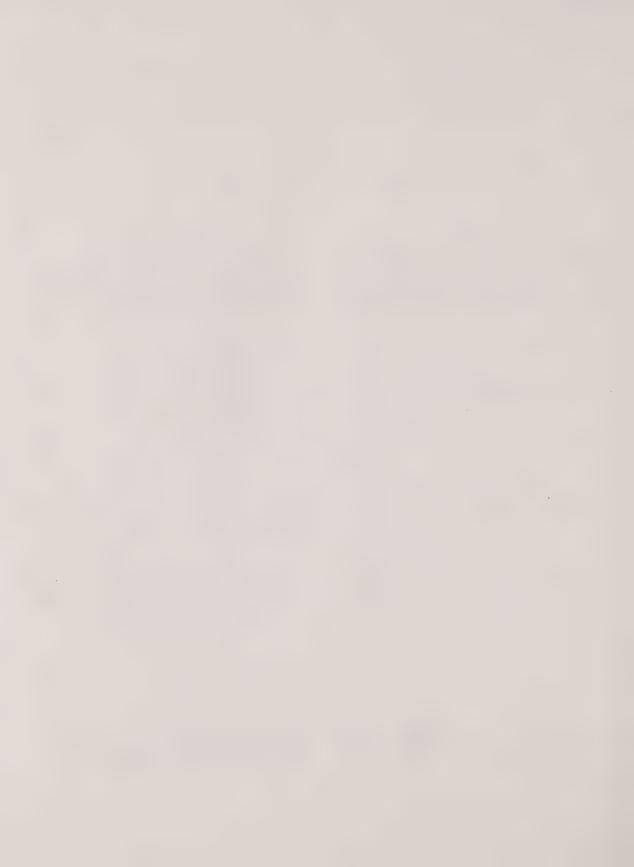
En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

SUMMARY

This enactment amends the *Statistics Act* to prohibit the asking of questions that would make it possible to identify the name or address of any person or organization answering any question asked in connection with the five year census or the agriculture census under section 19 or 20 of the Act, or the name or address of any other person or organization.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la Statistique* afin d'interdire que ne soient posées des questions permettant d'identifier le nom ou l'adresse de toute personne ou organisation répondant aux questions lors d'un recensement quinquennal ou agricole fait en vertu des articles 19 ou 20 de cette loi ou de toute autre personne ou organisation.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-359

PROJET DE LOI C-359

An Act to establish a national register of pedophiles and to provide legislative authority for the administration of the Canadian Police Information Centre by the R.C.M.P.

Loi autorisant la constitution d'un registre national des pédophiles et habilitant la Gendarmerie royale du Canada à administrer le Centre d'information de la police canadienne

First reading, December 4, 1996

Première lecture le 4 décembre 1996



2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-359

An Act to establish a national register of pedophiles and to provide legislative authority for the administration of the Canadian Police Information Centre by the R.C.M.P.

Preamble

WHEREAS the protection of society is the most important purpose of criminal law;

WHEREAS children are particularly vulnerable in society and the protection of children from those afflicted with pedophilia must be 5 a paramount consideration in balancing legal rights;

WHEREAS there is no reliable treatment for pedophilia;

Whereas a pedophile may constitute a dan-10 ger to children on being released from custody during or after completing a sentence for an offence relating to children;

WHEREAS existing records and the level of access to the records presently available to the 15 public are not sufficient to protect children;

WHEREAS a national register of pedophiles with appropriate public access could provide greater protection;

AND WHEREAS Parliament considers that the 20 safety of children is dominant over the right to privacy of a pedophile even after the completion of a sentence, and that the provisions of this Act are justifiable in a free and democratic society;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Pedophile* Register Act.

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

PROJET DE LOI C-359

Loi autorisant la constitution d'un registre national des pédophiles et habilitant la Gendarmerie royale du Canada à administrer le Centre d'information de la police canadienne

Attendu:

Préambule

que la protection de la société constitue l'objet primordial du droit criminel;

que les enfants sont particulièrement vulnérables dans la société et que leur protection 5 contre les personnes affligées de pédophilie devrait être la considération principale lorsqu'il s'agit de déterminer l'ordre de priorité des droits;

qu'il n'existe pas de traitement fiable de la 10 pédophilie;

qu'un pédophile représente un danger pour les enfants s'il est remis en liberté pendant qu'il est sous le coup d'une peine d'emprisonnement, ou après l'avoir purgée, pour 15 une infraction concernant des enfants;

que les dossiers existant présentement et leur accessibilité n'offrent pas un degré suffisant de protection pour les enfants;

qu'un registre national des pédophiles au-20 quel des personnes autorisées auraient facilement accès offrirait un degré plus grand de protection;

que le Parlement juge que la sécurité des enfants a priorité sur le droit des pédophiles 25 à leur vie privée, même après que ceux-ci ont purgé leur peine, et que les dispositions de la présente loi se justifient dans une société libre et démocratique,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 30 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

- 1. Titre abrégé: Loi sur le registre des 30 pédophiles.
 - 2. Les définitions qui suivent s'appliquent35 Définitions à la présente loi.

Titre abrégé

SUMMARY

This enactment provides for the establishment of a national register of pedophiles and defines which persons will be included in it. It amends the *Identification of Criminals Act* to allow for the fingerprinting of all those convicted of sexual crimes involving children or in respect of whom a prohibition order has been made to keep them away from children. The present law allows fingerprinting only in cases of indictable offences and some sex offences respecting children are only summary conviction offences.

It gives legislative authority for the present practice of the Canadian Police Information Centre being administered by the R.C.M.P. and makes the Pedophile Register a part of the C.P.I.C. under a Registrar nominated by the Commissioner of the R.C.M.P. and appointed by the Minister of Justice.

The Register is available for members of the public to screen anyone who consents to being screened. It could be used to screen individuals seeking positions involving responsibility for or involvement with children. Information on entries or a statement of "no entry" would be given to the individual who would then be free to pass it on to the person screening.

The enactment also enables the Registrar to notify provincial officials of pedophiles released from, as well as those escaping or failing to return to custody in a province. The officials may futher notify the public if this is permitted by provincial law.

This allows each province to decide whether to issue community alerts to pedophiles, risking that the pedophiles will "go underground", or to withhold the information in the hope that the pedophiles will normalize in the community without publicity, or to use either strategy in defined circumstances. This respects the provinces' jurisdiction in the administration of justice and in social matters such as child welfare.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à la constitution d'un registre national des pédophiles et détermine les personnes qui y seront inscrites. Il modifie la Loi sur l'identification des criminels afin de permettre le prélèvement des empreintes digitales des personnes déclarées coupables de crimes sexuels mettant des enfants en cause et de celles qui font l'objet d'une ordonnance d'interdiction de se tenir loin des enfants. Les dispositions actuelles des lois ne permettent le prélèvement des empreintes digitales que des personnes déclarées coupables d'actes criminels alors que certaines infractions concernant les enfants sont seulement des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Le texte autorise en vertu d'un texte de loi le maintien du Centre d'information de la police canadienne administré par la GRC et y incorpore le registre des pédophiles auquel un registraire est désigné par le commissaire de la GRC et nommé par le ministre de la Justice.

Le registre permet à toute personne de vérifier la situation de toute personne qui y consent. Il pourrait servir à vérifier le statut de personnes demandant un emploi comportant des responsabilités à l'égard des enfants ou des contacts avec eux. Les renseignements concernant ce qui est au registre ou le fait qu'il n'y a pas de renseignements à l'égard d'une personnes seraient transmis à cette personne qui serait alors libre de les communiquer à la personne qui procède à la vérification.

Le texte autorise de plus le registraire à aviser les autorités provinciales de la libération de pédophiles, de leur évasion ou de leur omission de revenir sous garde dans une province. Les autorités provinciales pourraient aviser le public si les lois de la province permettent une telle communication.

Cela permet à chaque province de déterminer s'il y a lieu soit d'alerter les collectivités au sujet des pédophiles, ce qui risque de les faire rentrer dans la clandestinité, soit de ne pas divulguer les renseignements dans l'espoir que les pédophiles mènent une vie rangée dans la collectivité, sans publicité ou encore d'avoir recours à l'une ou l'autre stratégie selon les circonstances. Cette façon de faire respecte la compétence des provinces sur l'administration de la justice et les questions sociales dont le bien-être des enfants.

d'information

de la police canadienne »

C.P.I.C.

"C.P.I.C."
« Centre
d'information
de la police
canadienne »

"C.P.I.C." means the record respecting criminals that is currently maintained by the Royal Canadian Mounted Police and is commonly known as the Canadian Police Information Centre.

"pedophile" « pédophile » "pedophile" means a person who has at any time been convicted of a sexual offence respecting a child or in respect of whom an order of prohibition has been made under section 161 of the *Criminal Code*.

"Register" « registre » "Register" means the National Register of Pedophiles established pursuant to section 3.

"Registrar" « registraire »

"sexual

offence

child"

sexuelle

respecting a

« infraction

concernant un enfant » "Registrar" means the person appointed pursuant to subsection 3(6) to be the Registrar 15 for the purposes of this Act.

"sexual offence respecting a child" means an offence under

(a) section 163.1 of the Criminal Code; or 20

(b) any of the following provisions of the Criminal Code, where

(i) the victim of the offence was under the age of fourteen years, or

(ii) the victim of the offence was 25 fourteen years of age or more but under the age of eighteen years, and the person who committed the offence was in a position of trust or authority toward the victim of the offence or the 30 victim was in a relationship of dependency on the offender:

section 151 (sexual interference),
section 152 (invitation to sexual touching),
section 153 (sexual exploitation),
section 155 (incest),
section 159 (anal intercourse),
subsection 160(2) or (3) (compelling the
commission of bestiality or bestiality in 40
presence of or by child),
section 170 (parent or guardian procuring
sexual activity).

« Centre d'information de la police canadienne » Le système de renseignements concernant les criminels administré par la Gendarmerie royale du Canada et connu sous le nom de Centre d'information de la police 5 canadienne.

« infraction sexuelle concernant un enfant »

a) une infraction à l'article 163.1 du Code criminel;

b) une infraction à l'une des dispositions 10 ci-après mentionnées du Code criminel dont la victime est soit âgée de moins de quatorze ans lorsque l'infraction a été commise, soit âgée de plus de quatorze ans, mais de moins de dix-huit ans, 15 lorsque l'infraction a été commise, si elle l'a été alors que l'auteur de l'infraction était en situation d'autorité ou de confiance à l'égard de la victime ou alors que la victime était en situation de 20 dépendance à l'égard de l'auteur de l'infraction:

(i) article 151 (contacts sexuels),

(ii) article 152 (incitation à des contacts sexuels), 25

(iii) article 153 (personnes en situation d'autorité),

(iv) article 155 (inceste),

(v) article 159 (relations sexuelles anales), 30

(vi) paragraphe 160(2) ou (3) (usage de la force ou bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci), (vii) article 170 (père, mère ou tuteur

qui sert d'entremetteur), 35 (viii) article 172 (corruption d'enfants),

(ix) paragraphe 173(2) (exhibitionnisme),

(x) article 271 (agression sexuelle), 40 (xi) article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), (xii) article 273 (agression sexuelle grave). 45

« infraction sexuelle concernant un enfant » "sexual offence respecting a



3

section 172 (corrupting children), subsection 173(2) (exposure), section 271 (sexual assault), section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing 5 bodily harm), section 273 (aggravated sexual assault).

« pédophile » Personne qui a été déclarée coupable d'une infraction sexuelle concernant un enfant ou personne avant fait l'objet d'une ordonnance d'interdiction conformément à l'article 161 du Code criminel.

« registraire » Personne nommée registraire en vertu du paragraphe 3(6) pour l'application de la présente loi.

« registraire » "Registrar"

« registre » Le registre national des pédophiles établi en vertu de l'article 3.

« registre »

"Register

Constitution

du registre

Register established

3. (1) The Minister of Justice shall establish within a period of one year after the date this Act comes into force, and shall cause to be 10 Justice constitue et fait tenir un registre maintained, a national register of pedophiles, which shall record the name, date of birth, address, height, colour of eyes, fingerprints and occupation of every person known to be a pedophile and the details prescribed by the 15 le. Le registre comporte en outre les détails Minister of the offence or order of prohibition on the basis of which the person is a pedophile under this Act.

3. (1) Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre de la national des pédophiles auquel est consigné le nom, la date de naissance, l'adresse, la 15 grandeur, la couleur des yeux et les empreintes digitales de toute personne déclarée pédophidéterminés par règlement du ministre concernant l'infraction ou l'ordonnance d'interdic-20 tion en vertu de laquelle la personne est déclarée pédophile en vertu de la présente loi.

Agreements

(2) The Minister of Justice may enter into agreements respecting the administration of 20 des accords relativement à l'administration du the Register and the collection of information for the Register.

Accords

Prescribed

(3) The Minister of Justice may prescribe forms for the purposes of this Act.

(3) Le ministre peut déterminer par règlement les formules à utiliser pour l'application de la présente loi.

inscrire au registre.

(2) Le ministre de la Justice peut conclure

registre et à la collecte des renseignements à 25

Formules prescrites

C.P.I.C.

(4) The Register shall be maintained as a 25 part of C.P.I.C.

Centre (4) Le Centre d'information de la police 30 canadienne administre le registre.

d'information de la police canadienne

R.C.M.P.

(5) The Royal Canadian Mounted Police is responsible for the administration of C.P.I.C. and of the Register.

(5) La Gendarmerie royale du Canada est chargée de l'administration du Centre d'information de la police du Canada et de celle du 35 registre.

Gendarmerie royale du Canada

Registrar

(6) The Minister of Justice shall appoint a 30 person nominated by the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police to be the Registrar of the Register and fulfil the duties given to the Registrar by this Act.

(6) Le ministre de la Justice nomme une personne choisie par le Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada à titre de registraire. Ce dernier exerce les fonctions attribuées au registraire en vertu de la présente 40 loi.

Registraire

Removal of name

4. (1) Any person whose name appears on 35 the Register may apply to the Registrar in the prescribed form to have the name removed on the grounds that

(a) it is included in error; or

4. (1) Toute personne dont le nom est inscrit au registre peut présenter au registraire une demande visant à faire rayer son nom du registre pour le motif : 45

Radiation du registre

a) que son nom y a été porté par erreur;



(b) the latest of any events that were the basis of the conviction or order of prohibition on which the inclusion in the Register was based arose twenty or more years before the date of the application and the 5 applicant has not during the past twenty years been convicted of a sexual offence respecting a child or been the subject of an order of prohibition under section 161 of the Criminal Code.

Information to avoid confusion

(2) Any person who has a name that is the same or is confusingly similar to the name of a pedophile that appears on the Register and who shows probable grounds that the person apply to the Registrar in the prescribed form to have information added to the Register that will avoid or minimize the confusion.

b) que le dernier en date des événements qui ont entraîné la déclaration de culpabilité ou l'ordonnance d'interdiction qui a donné lieu à l'inscription au Registre s'est passé plus de vingt ans avant la date de la 5 demande et que, depuis vingt ans le demandeur n'a été ni déclaré coupable d'une infraction concernant un enfant, ni été assujetti à une ordonnance d'interdiction en vertu de l'article 161 du Code criminel.

(2) Toute personne dont le nom est identique ou à ce point semblable à celui d'un pédophile, qu'il y a risque de confusion et qui établit des motifs raisonnables de crainte may be confused with the pedophile may 15 d'être confondue avec ce pédophile peut 15 présenter au registraire, en la forme prescrite, une demande visant à faire inscrire au registre des renseignements additionnels qui rendront la confusion de personnes soit impossible soit moins probable. 20

Renseignements visant à empêcher la confusion de personnes

Appeal

(3) A decision of the Registrar in response to an application under this section may be 20 à la demande visée au présent article est appealed to the Federal Court of Canada.

(3) La décision du registraire relativement susceptible d'appel à la Cour fédérale du

Canada.

personne au registre.

Appel

Entry by volunteer

5. (1) Any person who is not a pedophile within the defintion of that word in section 2. but who believes that he has a sexual desire that may affect or cause harm to a child, may 25 sexuelle qui peut nuire à un enfant ou lui notify the Registrar of his name, address, height, eye colour and occupation and the Registrar shall, after making reasonable inquiries respecting the person and the information offered, enter the person on the Register.

5. (1) Toute personne qui n'est pas pédophi-25 Inscription à l'initiative de le au sens de la définition de l'article 2 de la présente loi mais qui croit avoir une tendance causer du tort peut transmettre, au registraire, son nom, sa taille, son occupation et la couleur30 de ses yeux. Après une enquête raisonnable au

sujet de cette personne et des renseignements 30 transmis, le registraire inscrit le nom de cette

Offence

Inquiry

(2) Any person who wilfully gives false information to the Registrar for the purposes of subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) Quiconque donne volontairement de 35 Infraction

6. (1) Any person may apply to the Registrar 35 in the prescribed form for advice as to whether or not a particular individual whose name, address, height, eye colour and occupation specified by the applicant is on the Register.

6. (1) Toute personne peut demander au 40 Demande de registraire, en présentant la formule prescrite, si la personne dont elle fournit le nom, l'adresse, la taille, l'occupation et la couleur des yeux est inscrite au registre.

faux renseignements au registraire pour l'ap-

plication du paragraphe (1) est coupable d'une

infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité par procédure sommaire.

renseignements

- Consent (2) An application under subsection (1) 40 must be accompanied by the consent of the individual who is the subject of the inquiry to the inquiry being made by the applicant.
- (2) La demande visée au paragraphe (1) doit 45 Consentement être accompagnée du consentement de la personne visée par la demande de renseignements à cette demande de la part de son auteur.



5

Validiti of consent

(3) A consent under subsection (2) must be in the prescribed form and is valid for only one inquiry and for only six months after it is given.

(3) Le consentement visé au paragraphe (2) doit être consigné sur la formule prescrite et ne vaut que pour une seule demande de renseignements présentée dans les six mois de la date à laquelle il est donné.

Fingerprints

(4) Where doubts arises as to whether an 5 individual is on the Register, the individual, or the applicant with the consent of the individual, may request that the individual's fingerprints be taken and compared with the Register.

(4) S'il y a un doute à savoir si le nom d'une

personne est inscrit au registre, la personne en cause ou l'auteur de la demande de renseignements avec le consentement de la personne en cause, peut demander que les empreintes 10 10 digitales de la personne en cause soient comparées à celles de la personne inscrite au registre.

Empreintes digitales

Renseignements

à transmettre à

Renseignements

à transmettre à

la personne

en cause

la personne

en cause

Information given to individual

(5) If the individual is on the Register, the Registrar shall provide to the individual the information concerning the individual within fifteen days following the receipt of the request from the applicant.

(5) Si la personne visée par la demande de renseignement est inscrite au registre, le 15 registraire lui fournit les renseignements la concernant dans les quinze jours de la récep-15 tion de la demande de renseignements.

Information given to individual

(6) If there is no information on the Register concerning the individual, the Registrar shall provide to the individual a statement that there is no information on the Register concerning the receipt of the request from the applicant.

(6) S'il n'y a pas de renseignements consignés au registre au sujet de la personne visée 20 par la demande de renseignements, le registraire fournit, dans les quinze jours de la the individual within fifteen days following 20 réception de la demande à la personne qui en fait l'objet une attestation qu'il n'y a pas de renseignements consignés au registre à son 25 sujet.

(7) Lorsqu'il transmet des renseignements

à la personne visée par la demande de

renseignements en vertu du paragraphe (5) ou

l'auteur de la demande un avis indiquant qu'il

a transmis des renseignements à la personne

visée par la demande, mais il n'indique pas à

l'auteur de la demande de renseignements si les renseignements transmis portent que le 35 nom de la personne visée par la demande de renseignements est inscrit au registre ou qu'il n'y a pas d'inscription au registre au nom de

cette personne.

(6), le registraire transmet en même temps à 30

Advice to applicant

(7) Where information is given to the individual pursuant to subsection (5) or (6), the Registrar shall at the same time advise the applicant that the individual has been sent the 25 information but shall not advise the applicant whether the information concerns an entry in the Register respecting the individual or is a confirmation that there is no such entry.

Avis à l'auteur de la demande

Community information

- 7. The Registrar may inform the attorney 30 general of a province if a pedophile has
 - (a) escaped from custody,
 - (b) failed to report as required under a probation order, or
 - (c) been released from custody

in the province in question, and may provide the name, date of birth, address, height, colour of eyes and occupation of the pedophile, and

7. Le registraire peut aviser le procureur 40 Renseignements général de la province concernée si un pédophile s'est échappé d'une garde, a omis de se présenter alors qu'il était tenu de le faire en vertu d'une ordonnance de probation ou a été remis en liberté dans la province et fournir au 45 35 procureur général le nom, la date de naissance, l'adresse, la taille, l'occupation et la couleur des yeux de ce pédophile. Le procureur général de la province en cause peut

collectivités



the attorney general of the province may release that information to the community affected if authorized to do so by, and in the manner specified in, an Act of the legislature of the province. transmettre ces renseignements aux collectivités concernées si une loi de la législature de la province en cause l'autorise à le faire.

R.S., c. I-1

IDENTIFICATION OF CRIMINALS ACT

8. Subsection 2(1) of the *Identification of Criminals Act* is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) any person who is in lawful custody charged with or convicted of an offence that 10 is a sexual offence respecting a child as defined in the *Pedophile Register Act*, or in respect of whom an order of prohibition has been made under section 161 of the *Criminal Code*:

LOI SUR L'IDENTIFICATION DES CRIMINELS

L.R., ch I-1

8. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'identification des criminels* est modifié par 5 adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) les personnes qui sont légalement détenues parce qu'elles sont inculpées — ou qu'elles ont été déclarées coupables — d'une infraction sexuelle concer-10 nant un enfant au sens de la Loi sur le registre des pédophiles et les personnes à l'égard desquelles une ordonnance d'interdiction a été rendue en vertu de l'article 161 du Code criminel;

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

C-360

C-360

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-360

PROJET DE LOI C-360

An Act to amend the Criminal Code (chemical neutralization of pedophiles)

Loi modifiant le Code criminel (neutralisation chimique des pédophiles)

First reading, December 4, 1996

Première lecture le 4 décembre 1996



٠.

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-360

PROJET DE LOI C-360

An Act to amend the Criminal Code (chemical neutralization of pedophiles)

Loi modifiant le Code criminel (neutralisation chimique des pédophiles)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.). cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29 30, 31, 32, 40, (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. C-46; L.R., ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1^{cr} suppl.), ch. 1, 24, 27 35 (2^c suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19. 22, 27, 29, 32, 39, 42

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 163.1:

Definitions

"chemical neutralization" « neutralisation chimique »

"sexual
offence
respecting a
child"
«infraction
sexuelle
concernant un
enfant»

163.2 (1) In this section,

"chemical neutralization" means neutralization of sexual desire by injection of medroxyprogesterone acetate;

"sexual offence respecting a child" means an 10 offence under

1. Le *Code criminel* est modifié, par 5 adjonction, après l'article 163.1, de ce qui 5 suit :

163.2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« neutralisation chimique » Neutralisation du désir sexuel par injection d'acétate de mé-10 droxyprogestérone.

« infraction sexuelle concernant un enfant »

« neutralisation chimique » "chemical neutralization"

Définitions

« infraction sexuelle concernant un enfant » "sexual offence respecting a child"

SUMMARY

This enactment provides for persons convicted of a sexual offence involving a child under fourteen years to be chemically neutralized sexually by regular injections of medroxyprogesterone acetate. Currently this procedure is used in similar circumstances under California law and the drug is known as "Depo-Provera" and is manufactured by the Upjohn Company. The Governor in Council may change the drug or procedure if a better one becomes available.

The procedure may be ordered at the option of the court in the case of a first offence and may continue from one to five years. In the case of a second or subsequent offence, the procedure must be ordered and may be for three to fifteen years.

Before the expiry of the treatment, the offender is to be brought before the court to hear evidence as to whether the treatment should continue. In any event, when treatment is not continued, the offender must go on probation for three months to two years.

An offender who fails to report for treatment is guilty of an offence and may be imprisoned for up to five years.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à la neutralisation chimique du désir sexuel des personnes déclarées coupables d'une infraction concernant un enfant de moins de quatorze ans par injection d'acétate de médroxyprogestérone. Ce procédé est présentement utilisé dans des circonstances semblables par application des lois de la Californie. Le médicament est connu sous le nom de «Depo-provera» et est fabriqué par la société Upjohn. Le gouverneur en conseil peut changer soit le procédé, soit le médicament, si un meilleur procédé ou un meilleur médicament devient disponible.

Le procédé peut être imposé, au choix du tribunal, pour une période de un à cinq ans dans le cas d'une première infraction. Dans le cas d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente à la deuxième le procédé peut être imposé pour une période de trois à quinze ans.

Avant la fin du traitement, le délinquant doit être amené devant le tribunal pour qu'il y soit présenté des éléments de preuve à savoir si le traitement devrait être poursuivi. En tout état de cause, si le traitement est arrêté, le délinquant doit être soumis à la probation pour une période de trois mois à deux ans.

Un délinquant qui omet de se présenter pour subir le traitement est coupable d'une infraction et peut être condamné à cinq ans d'emprisonnement.

(a) section 163.1 of the *Criminal Code*, in a case where the person mentioned in paragraph 163.1(1)(a) or (b) is or is depicted as being under the age of fourteen years; or

Criminal Code

- (b) any of the following provisions of the *Criminal Code*, where
 - (i) the victim of the offence was under the age of fourteen years, or
 - (ii) the victim of the offence was 10 fourteen years of age or more but under the age of eighteen years, and the person who committed the offence was in a position of trust or authority toward the victim of the offence or the 15 victim was in a relationship of dependency on the offender:

section 151 (sexual interference),
section 152 (invitation to sexual touching),
20
section 153 (sexual exploitation),
section 155 (incest),
section 159 (anal intercourse),
subsection 160(2) or (3) (compelling the
commission of bestiality or bestiality in 25
presence of or by child),
section 170 (parent or guardian procuring
sexual activity),
section 173 (corrupting shildren)

section 172 (corrupting children), subsection 173(2) (exposure to person 30 under fourteen), section 271 (sexual assault),

section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), or 35

section 273 (aggravated sexual assault).

a) Une infraction à l'article 163.1 du Code criminel lorsque la personne dont il est question à l'alinéa 163.1(1)a) ou b) a ou est présentée comme ayant moins de quatorze ans;

b) une infraction à l'une des dispositions ci-après mentionnées du *Code criminel* dont la victime était soit âgée de moins de quatorze ans lorsque l'infraction a été commise, soit âgée de plus de quatorze 10 ans, mais de moins de dix-huit ans, lorsque l'infraction a été commise, si elle l'a été alors que l'auteur de l'infraction était en situation d'autorité ou de confiance à l'égard de la victime ou alors 15 que la victime était en situation de dépendance à l'égard de l'auteur de l'infraction:

(i) article 151 (contacts sexuels),

(ii) article 152 (incitation à des 20 contacts sexuels),

(iii) article 153 (personnes en situation d'autorité),

(iv) article 155 (inceste),

(v) article 159 (relations sexuelles 25 anales),

(vi) paragraphe 160(2) ou (3) (usage de la force ou bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci), (vii) article 170 (père, mère ou tuteur 30

qui sert d'entremetteur), (viii) article 172 (corruption d'enfants).

(ix) paragraphe 173(2) (exhibitionnisme).

me), 35 (x) article 271 (agression sexuelle),

(xi) article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), (xii) article 273 (agression sexuelle 40

(xii) article 273 (agression sexuelle 40 grave).

(2) A court that convicts an accused of a sexual offence respecting a child may, in addition to the punishment provided in this Act for the offence, in the case where the 40 conviction is the first time the offender has been convicted of a sexual offence respecting a child, order that

(2) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction sexuelle concernant un enfant peut, en plus de la peine prévue à la présente loi pour cette infraction, s'il s'agit de 45 la première fois que l'accusé est déclaré coupable d'une infraction sexuelle concernant un enfant, ordonner:

Ordonnance de neutralisation à titre de peine

Penalty, order for neutralization



- (a) the offender be chemically neutralized for a period of not less than one year and not more than five years;
- (b) the treatment commence a week prior to any unescorted interim release or the final 5 release of the offender from custody;
- (c) the offender report at the times and to the place ordered by the court or by the Attorney General to receive the chemical neutralization; and
- (d) the offender be brought before the court one month prior to the end of a period of neutralization set pursuant to paragraph (a) or this paragraph, at which time the court shall hear evidence as to whether or not it is 15 in the public interest that the period of chemical neutralization be continued, and may thereafter make a further order as described in paragraph (a), and if the court does not make a further order, place the 20 offender on probation for a period of not less than three months and not more than two years.

Penalty, order neutralization

- (3) A court that convicts an accused of a sexual offence respecting a child shall, in 25 coupable d'une infraction sexuelle concernant addition to the punishment provided in this Act for the offence, in the case where the conviction is the second or subsequent time the offender has been convicted of a sexual offence respecting a child, order that
 - (a) the offender be chemically neutralized for a period of not less than three years and not more than fifteen years:
 - (b) the offender report at the times and to the place ordered by the court or by the 35 Attorney General to receive the chemical neutralization; and
 - (c) the offender be brought before the court one month prior to the end of the period of neutralization set pursuant to paragraph (a), 40 at which time the court may hear evidence as to whether or not it is in the public interest that the period of chemical neutralization be continued, and may thereafter make a further order as described in paragraph (a), 45 and if the court does not make a further

- a) que la personne soit soumise à la neutralisation chimique pendant au moins un an et au plus cinq ans;
- b) que le traitement de neutralisation chimique commence au moins une semaine avant 5 toute sortie sans surveillance de la personne ou avant sa libération définitive;
- c) que la personne se présente aux moments et aux endroits spécifiés par le tribunal ou par le procureur général afin d'être soumis 10 à la neutralisation chimique;
- d) que la personne soit amenée devant le tribunal un mois avant la fin de la période de neutralisation fixée en vertu de l'alinéa a) ou de celle fixée en vertu du présent alinéa, 15 pour que celui-ci entende des éléments de preuve afin de déterminer s'il est dans l'intérêt public que la période de neutralisation chimique soit prolongée, le tribunal peut alors rendre une nouvelle ordonnance 20 conformément à l'alinéa a) et si le tribunal ne rend pas de telle ordonnance, il peut rendre une ordonnance de probation à l'égard de la personne pour une période d'au moins trois mois et d'au plus deux ans. 25
- (3) Le tribunal qui déclare une personne un enfant doit, en plus de la peine prévue à la présente loi pour cette infraction, s'il s'agit de la deuxième ou plus de la deuxième fois que 30 l'accusé est déclaré coupable d'une infraction 30 sexuelle concernant un enfant, ordonner :

Ordonnance neutralisation à titre de

- a) que la personne soit soumise à la neutralisation chimique pendant au moins trois ans et au plus quinze ans; 35
- b) que la personne se présente aux moments et aux endroits spécifiés par le tribunal ou par le procureur général afin d'être soumis à la neutralisation chimique;
- c) que la personne soit amenée devant le 40 tribunal un mois avant la fin de la période de neutralisation fixée en vertu de l'alinéa a), pour que celui-ci entende des éléments de preuve afin de déterminer s'il est dans l'intérêt public que la période de neutralisa-45 tion chimique soit prolongée, le tribunal peut alors rendre une nouvelle ordonnance conformément à l'alinéa a) et, si le tribunal



order, place the offender on probation for a period of not less than three months and not more than two years.

Failure to comply

- (4) Every offender who fails to comply with respecting chemical neutralization is guilty of
 - (a) an indictable offence and liable on conviction to a term of imprisonment not exceeding five years; or
 - (b) an offence punishable on summary 10 conviction.

Improved procedure

- (5) The Governor in Council may amend the definition of chemical neutralization in subsection (1) by order made no sooner than the thirtieth day on which the House of 15 Commons sits after the Minister of Justice has laid or caused to be laid before the Senate and House of Commons
 - (a) the proposed new definition; and
 - (b) the opinions of no less than three 20 physicians, who are experts in the field, stating that the procedure described in the proposed new definition is
 - (i) equal or better than the extant procedure for the protection of the health of the 25 offender, and
 - (ii) either more economical and no less effective, or more effective and no less economical for the chemical neutraliza-30 tion of the sexual desire of an offender.

ne rend pas de telle ordonnance, il peut rendre une ordonnance de probation à l'égard de la personne pour une période d'au moins trois mois et d'au plus deux ans.

(4) Quiconque omet de se conformer à une 5 Omission de an order made under subsection (2) or (3) 5 ordonnance rendue à son égard en vertu du paragraphe (2) ou (3) relativement à la neutralisation chimique est coupable:

respecter l'ordonnance

- a) soit d'un acte criminel et passible, sur déclaration de culpabilité, d'un emprison-10 nement maximal de cinq ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.
- (5) Le gouverneur en conseil peut modifier 15 Modification la définition de neutralisation chimique du paragraphe (1) par décret pris après le trentième jour de séance de la Chambre des communes après que le ministre de la Justice ait déposé ou fait déposer devant le Sénat et la 20 Chambre des communes :

de la définition de neutralisation chimique

- a) le texte de la nouvelle définition propo-
- b) les avis d'au moins trois médecins, experts de cette spécialité, attestant que le 25 procédé décrit dans la nouvelle définition :
 - (i) est aussi efficace ou plus efficace que le procédé actuel pour ce qui est de la protection de la santé de la personne soumise à ce procédé,
 - (ii) est soit plus économique et pas moins efficace ou plus efficace et pas plus dispendieux pour réaliser la neutralisation chimique du désir sexuel d'un délin-35 quant.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-361

PROJET DE LOI C-361

An Act to allow taxpayers to inform government of their views on levels and priorities for the expenditure of tax revenues and to provide for parliamentary review of the results

Loi autorisant les contribuables à faire connaître au gouvernement leur avis sur les niveaux et la priorité des dépenses auxquelles les revenus tirés des taxes devraient être affectés et pourvoyant à l'examen par les chambres des résultats de cette consultation

First reading, December 10, 1996

Première lecture le 10 décembre 1996

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-361

PROJET DE LOI C-361

An Act to allow taxpayers to inform government of their views on levels and priorities for the expenditure of tax for revenues and to provide parliamentary review of the results

Loi autorisant les contribuables à faire connaître au gouvernement leur avis sur les niveaux et la priorité des dépenses auxquelles les revenus tirés des taxes devraient être affectés et pourvoyant à l'examen par les chambres des résultats de cette consultation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Titre abrégé: Loi sur la déclaration du

2. Les définitions qui suivent s'appli-

fiscales.

"Form" means the People's Tax Form shown 10 « contribuable » Particulier qui est tenu de

quent à la présente loi.

pôt sur le revenu.

Definitions

Short title

1. This Act may be cited as the People's Tax Form Act.

Titre abrégé 5 contribuable sur l'utilisation des recettes 5

2. The definitions in this section apply in this Act.

Définitions

"Committee" « comité »

"Committee" means the Standing Committee of the House of Commons on Finance.

« comité » Le Comité permanent des finances « comité » "Committee" de la Chambre des communes.

"Form" $<\!<\!formule >\!>$

"Minister"

« ministre »

in the schedule. "Minister" means the Minister of National Revenue.

« contribuable » "taxpayer"

« déclaration d'impôt »

"tax return"

- "taxpayer" « contribuable »
 - "taxpayer" means an individual who is liable to pay tax under the Income Tax Act.
- « déclaration d'impôt » Formule émise par le ministre pour le calcul par un particulier de 15 l'impôt qu'il doit payer en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

payer de l'impôt en vertu de la Loi de l'im-

"tax return" « déclaration d'impôt »

- "tax return" means a form issued by the Minister for the calculation of individual income tax liability under the Income Tax Act.
- « formule » Formule de déclaration du contribuable sur l'utilisation des recettes fiscales selon le modèle reproduit à l'annexe.

Peoples's Tax Form

- 3. (1) In respect of every taxation year commencing with the 1996 taxation year, the 20 compter de l'année d'imposition 1996, le Minister shall cause a copy of the Form to be included with every tax return that is sent to a taxpayer or made available to taxpayers for the computation of tax liability.
- « ministre » Le ministre du revenu national.
- 3. (1) Pour chaque année d'imposition à ministre fait inclure, avec chaque formule de déclaration d'impôt sur le revenu transmise 25 l'utilisation aux contribuables ou mise à leur disposition pour établir l'impôt à payer, un exemplaire de la formule de déclaration du contribuable sur l'utilisation des recettes fiscales.

« formule » "Form"

« ministre » "Minister

Formule de déclaration du contribuable

des recettes fiscales

SUMMARY

This enactment will provide a means for individual taxpayers to inform government on their views on levels and priorities for the expenditure of tax revenues by completing a People's Tax Form and sending it with their tax returns. The submission of the Form is voluntary.

The Minister of National Revenue is then required to analyse the Forms and consolidate the opinions in an analysis provided to Parliament.

The Standing Committee of the House of Commons on Finance will then study the analysis and its relation to proposed expenditures of public money and report to the House. The Committee has the power to recommend changes to expenditures, changes to the Form and changes to the Act. The Form may be amended by order of the Governor in Council, provided the House has been first advised.

SOMMAIRE

Ce texte permet aux contribuables particuliers de faire connaître leur avis au gouvernement relativement aux niveaux de dépenses à même les revenus fiscaux et à leur priorité en remplissant et en transmettant la formule de déclaration du contribuable sur l'utilisation des recettes fiscales avec leur déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'est pas obligatoire pour le contribuable de remplir et transmettre la formule.

Le ministre du Revenu national est tenu de procéder à l'analyse des formules reçues et de résumer les avis en une analyse qu'il présente au Parlement.

Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes étudie l'analyse et la compare aux dépenses de fonds publics proposées et fait rapport à la Chambre. Le Comité est autorisé à recommander des modifications aux dépenses et à modifier la formule et la loi. Le gouverneur en conseil peut modifier la formule par décret à la condition qu'il ait d'abord avisé la Chambre de son intention de le faire.

Submission of Form is voluntary

(2) The taxpayer may complete and submit the Form with the taxpayer's return.

(2) Le contribuable peut remplir la formule et la transmettre avec sa déclaration d'impôt sur le revenu.

Production facultative

Avis

Notice

Forms

(3) Every Form shall be accompanied by a notice that the completion and submission of the Form with the taxpayer's return is voluntary.

Analysis of

4. (1) The Minister shall cause all Forms returned by the due date for tax returns to be analysed and the opinions expressed in them ries to be expressed in an analysis that shall include a description of the method used to prepare the summaries.

Completion by September 1

(2) The analysis must be completed by the September 1 next following the due date for 15 tard le 1er septembre suivant la date prescrite the submission of the tax return.

Distribution of analysis

(3) The Minister shall, on the completion of the analysis, forthwith send a copy to every member of the Senate and the House of Commons and cause a copy to be laid before 20 communes et en fait déposer une copie devant the Senate and the House of Commons on one of the first five days on which each House is sitting after the September 1 by which the analysis is completed.

Analysis deemed referred to Committee

(4) On being laid before the House of 25 Commons, the analysis shall be deemed referred to the Committee for review and report to the House.

Duty of Committee

- 5. In addition to any instructions the Committee may receive from the House of 30 de la Chambre des communes, le Comité peut Commons, the Committee may call for and receive testimony from witnesses respecting the analysis and its comparison with government expenditures and may include in its 35 report
 - (a) comments on the differences between proposed government expenditures and the opinions summarized in the analysis;
 - (b) any recommendations of the Committee as to whether proposed government expen- 40 ditures should be adjusted in light of the analysis;
 - (c) the Committee's opinion as to whether any changes should be made to the Form or to the provisions of this Act, including 45

(3) Un avis est joint à chaque formule indiquant que le contribuable n'est pas tenu de 5 remplir et de produire la formule avec sa déclaration d'impôt sur le revenu.

> Analyse des formules

4. (1) Le ministre fait analyser toutes les formules produites dans les délais pour produire les déclarations d'impôt sur le revenu et 10 to be summarized and shall cause the summa- 10 établir des sommaires des opinions exprimées dans les formules. L'analyse comporte ces sommaires de même qu'une description de la méthode utilisée pour les établir.

> (2) L'analyse doit être complétée au plus 15 Délai pour pour la production des déclarations d'impôt sur le revenu.

(3) Dès qu'elle est complétée, le ministre

terminer l'analyse

transmet une copie de l'analyse à chacun des 20 parlementaires du Sénat et de la Chambre des le Sénat et la Chambre des communes respectivement dans les cinq jours de séance de chacune des chambres après le 1er septembre 25 pour lequel l'analyse est terminée.

Distribution de l'analyse

(4) Dès son dépôt à la Chambre des communes, l'analyse est réputée déférée au Comité pour étude et rapport à celle-ci.

Renvoi au

5. Outre les instructions qu'il peut recevoir 30 Rôle du convoquer et entendre des témoins au sujet de l'añalyse et de la comparaison de ses résultats avec les dépenses du gouvernement; le Comité peut, dans son rapport : 35

Comité

- a) commenter les différences entre les dépenses proposées par le gouvernement et les avis résumés dans l'analyse;
- b) formuler des recommandations à savoir s'il y a lieu pour le gouvernement d'ajuster 40 ses dépenses proposées en raison de l'ana-
- c) formuler son avis à savoir s'il y aurait lieu de modifier la formule ou les dispositions de la présente loi, notamment s'il y aurait 45 lieu de rendre la production de la formule obligatoire;



whether the completion and submission of the Form should be made compulsory; and

(d) any comments the Committee has on the preparation of the analysis pursuant to subsection 4(1).

Amendment of Form

6. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may, by order, amend the Form.

Reasons laid before Commons

- (2) No order shall be passed to amend the Form unless the Minister has, no less than fifteen sitting days beforehand, laid before the 10 à moins que le ministre n'ait, au moins quinze House of Commons the proposed new Form and the reasons for the change.
- d) formuler les commentaires qu'il estime opportuns sur la préparation de l'analyse en vertu du paragraphe 4(1).
- 6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut modifier la formu- 5 le par décret.

Modification de la formule

(2) Le gouverneur en conseil ne peut prendre de décret en vertu du paragraphe (1) jours auparavant, déposé devant la Chambre 10 des communes la nouvelle formule proposée et les motifs de sa modification.

Motifs à déposer à la Chambre des communes



SCHEDULE (Section 3)

THE PEOPLE'S TAX FORM

INSTRUCTIONS—Completion of this form is voluntary.

 $\label{lem:circle} \begin{picture}(20,20) \put(0,0){\line(1,0){10}} \put(0,0){\l$

Circle a for those programs you strongly oppose and DO NOT want your tax dollars to support.

Federal Government Expenditures	Strongly Support	Support	Oppose	Strongly Oppose
A. Major Transfers to Persons				
- Old Age Security	1	2	3	4
- Canada Pension Plan	1	2	3	4
- Unemployment Insurance	1	2	3	4
 Veterans Allowance & Pensions 	1	2	3	4
B. Transfers to Provinces				
- Universities and Colleges	1	2	3	4
- Welfare	i	2	3	4
- Health Care	1	2	3	4
- Payments to Have-Not Provinces	1	2	3	4
- Employment and Training	1	2	3	4
- Infrastructure Programs	1	2	3	4
C. Major Subsidies				
- Business	1	2	3	4
- Special Interest Groups	1	2	3	4
- Indians and Inuits	1	2	3	4
- Agriculture	1	2	3	4
- Fisheries	1	2	3	4
 Regional Development 	1	2	3	4
 Research – Science and Technology 	1	2	3	4
- Sports	1	2	3	4
- Foreign Aid	1	2	3	4
 Official Bilingualism 	1	2	3	4
- Multiculturalism, Heritage	1	2	3	4
D. Subsidies to Crown Corporations				
- Canada Mortgage and Housing	1	2	3	4
- CBC	1	2	3	4
- Via Rail	1	2	3	4
- National Film Board	1	2	3	4
E. Defence	I	2	3	4

ANNEXE (article 3)

DÉCLARATION DU CONTRIBUABLE SUR L'UTILISATION DES RECETTES FISCALES

INSTRUCTIONS — Il n'est pas obligatoire de remplir et de produire la présente formule.

Encerclez le chiffre pour indiquer que vous êtes fortement en faveur du programme et que vous voulez que le gouvernement y consacre des fonds sur vos impôts.

Encerclez le chiffre pour indiquer que vous êtes fortement opposé au programme et ne voulez pas que le gouvernement y consacre des fonds sur vos impôts.

Dépenses du governement fédéral	Fortement en faveur	En faveur	Opposé	Fortement opposé
A. Principaux transferts aux personnes				
 Sécurité de la vieillesse 	1	2	3	4
- Régime de pension du Canada	1	2	3	4
- Assurance-chômage	1	2	3	4
- Pension et allocations aux anciens combattants	1	2	3	4
B. Transferts aux provinces				
- Universités et collèges	1	2	3	4
- Bien-être	1	2	3	4
- Soins de santé	1	2	3	4
- Paiement aux provinces pauvres	1	2	3	4
- Emploi et formation	1	2	3	4
- Programmes d'infrastructure	1	2	3	4
C. Principales subventions				
- Entreprises	1	2	3	4
- Groupes d'intérêt spéciaux	1	. 2	3	4
- Indiens et Inuits	1	2	3	4
- Agriculture	1	2	3	4
- Pêches	1	2	3	4
- Développement régional	1	2	3	4
- Recherche, Science et technologie	1	2	3	4
- Sports	1	2	3	4
- Aide étrangère	1	2	3	4
- Bilinguisme officiel	1	2	3	4
- Multiculturalisme, patrimoine	1	2	3	4
D. Subventions aux sociétés d'État				
- Société d'hypothèques et de logement	I	2	3	4
- Radio-Canada	1	2	3	4
- Via Rail	1	2	3	4
- Office national du film	î	2	3	4
E. Défense	1	2	3	4

45 ELIZ. II

Federal Government Expenditures	Strongly Support	Support	Oppose	Strongly Oppose
F. Government Operations				
- Immigration	1	2	3	4
- Justice and RCMP	1	2	3	4
- Gun Registration	1	2	3	4
- Prisons	1	2	3	4
- National Parole Board	1	2	3	4
- Transportation	1	2	3	4
- Natural Resources	1	2	3	4
- Environment	1	2	3	4
- Labour	1	2	3	4
- General Revenue	1	2	3	4
- Debt Reduction Fund	1	2	3	4
G. Other Programs and Services (please list)				
	1	2	3	4
	1	2	3	4
	1	2	3	4
	1	2	3	4
	1	2	3	4

Dépenses du governement fédéral	Fortement en faveur	En faveur	Opposé	Fortement opposé
F. Fonctionnement du gouvernement				
- Immigration	1	2	3	4
- Justice et GRC	1 .	2	3	4
- Armes à feu	1	2	3	4
- Prisons	1	2	3	4
- Commission des libérations conditionnelles	1	2	3	4
- Transports	1	2	3	4
- Ressources naturelles	1	2	3	4
- Environnement	1	2	3	4
- Travail	1	2	3	4
- Revenu en général	1	2	3	4
- Fonds de réduction de la dette	1	2	3	4
G. Autres programmes et services (préciser)				
	1	2	3	4
	1	2	3	4
	1	. 2	3	4
	1	2	3	4
	1	2	3	4
	1 1 1 1	2 · 2 2 2	3 3 3 3	4 4 4 4





C-362

C-362

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-362

PROJET DE LOI C-362

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (cumulative sentences)

Loi modifiant la Loi sur le Système correctionnel et la mise en liberté sous condition (peines consécutives)

First reading, December 11, 1996

Première lecture le 10 décembre 1996



MR. MCTEAGUE

M. MCTEAGUE

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-362

PROJET DE LOI C-362

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (cumulative sentences)

Loi modifiant la Loi sur le Système correctionnel et la mise en liberté sous condition (peines consécutives)

1992, c. 20; 1993, c. 34; 1995, cc. 22, 39, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992 ch 20: 1993, ch. 34; 1995, ch. 22, 39 42

1. Section 120 of the Corrections and adding the following after subsection (2):

1. L'article 120 de la Loi sur le système Conditional Release Act is amended by 5 correctionnel et la mise en liberté sous 5 condition est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Sentences to be served consecutively

(2.1) The portion of a sentence of imprisonment for life that a person who has been convicted of first degree murder or for more than one count of second degree murder must 10 serve before the person may be released on full parole is, subject to subsection (2.2), that provided for in section 742 or 742.1 of the Criminal Code and, in addition, where the person is under another sentence of imprison- 15 infraction basée sur les mêmes faits. ment in respect of another offence arising out of the same event or series of events, the lesser of one third of any other sentence of imprisonment and seven years.

(2.1) Dans le cas de la personne condamnée à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au premier degré ou pour plus d'un meurtre au 10 deuxième degré, le temps d'épreuve est, sous réserve du paragraphe (2.2), celui prévu à l'article 742 ou 742.1 du Code criminel, plus le tiers, jusqu'à concurrence de sept ans, de toute autre peine imposée pour une autre 15

Peines consécutives

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

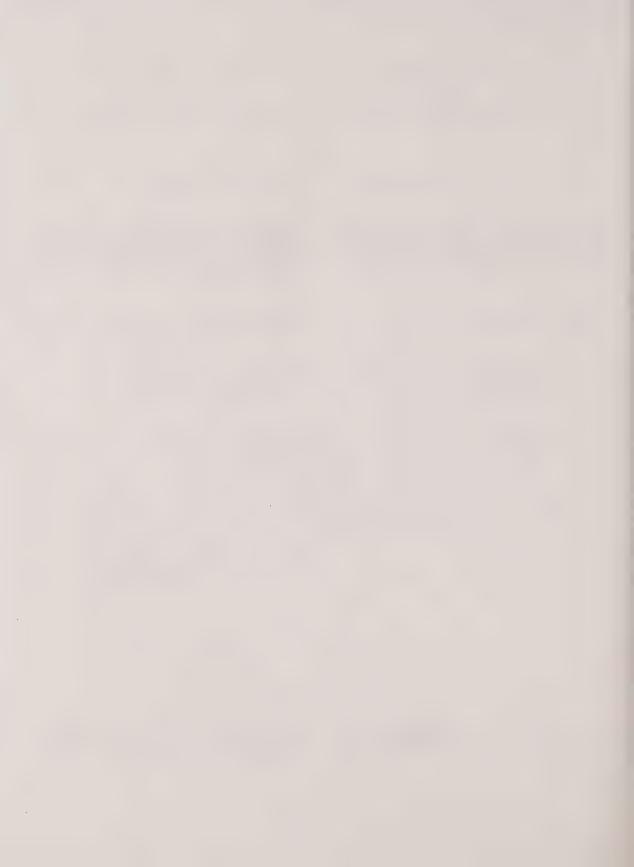
En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

SUMMARY

This enactment provides that a person sentenced to life imprisonment for first degree murder or for more than one count of second degree murder is not eligible for parole until the person has served, in addition to the portion of sentence that the person must serve for murder, one-third or a maximum of seven years of any other sentence imposed on the person in respect of an offence arising out of the same events.

SOMMAIRE

Ce texte prévoit que la personne condamnée à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au premier degré ou pour plus d'un meurtre au deuxième degré n'est pas admissible à la libération conditionnelle avant d'avoir purgé, en plus du temps d'épreuve prévu pour le meurtre, le tiers — jusqu'à concurrence de sept ans — de la peine prévue pour une autre infraction basée sur les mêmes faits.



C-363

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-363

PROJET DE LOI C-363

An Act to amend the Patent Act (investigations regarding the making of medicines available at no charge to the seriously ill) Loi modifiant la Loi sur les brevets (enquêtes sur l'accès gratuit aux médicaments pour les personnes gravement malades)

First reading, December 11, 1996

Première lecture le 11 décembre 1996



Mr. Ménard

M. MÉNARD

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-363

PROJET DE LOI C-363

Act to amend the Patent (investigations regarding the making of medicines available at no charge to the seriously ill)

Loi modifiant la Loi sur les brevets (enquêtes sur l'accès gratuit aux médicaments pour les personnes gravement malades)

R.S., c. P-4; RS c 33 (3rd Supp.); 1992, c. 1; 1993, cc. 2 15, 44; 1994, cc. 26, 47; 1995, c. 1

"medicine"

« médicament »

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 33 (3c suppl.); 1992, ch. 1; 1993, ch. 2 15, 44; 1994, ch. 26, 47; 1995, ch. 1

1. The Patent Act is amended by adding the following after section 90:

Investigations regarding the Making of Medicines Available at No Charge to the Seriously Ill

90.01 In sections 90.02 to 90.1,

"medicine" includes

(a) a drug that contains or consists of a substance, whether as an active or inactive ingredient, carrier, coating, excipi- 10 ent, menstruum or other component, that has not been sold as a drug in Canada for sufficient time and in sufficient quantity to establish in Canada the safety and effectiveness of that substance for use as 15 « médicament » Comprend : a drug,

(b) a drug that is a combination of two or more drugs, with or without other ingredients, and that has not been sold in that combination or in the proportion in 20 which those drugs are combined in that drug for sufficient time and in sufficient quantity to establish in Canada the safety and effectiveness of that combination and proportion for use as a drug, or 25

1. La Loi sur les brevets est modifiée par 5 adjonction, après l'article 90, de ce qui 5 suit:

Enquêtes sur l'accès gratuit aux médicaments pour les personnes gravement malades

90.01 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 90.02 à 90.1.

« personne gravement malade » S'entend d'une personne atteinte d'une maladie au 10 sujet de laquelle un médecin est raisonnablement fondé de croire qu'elle entraînera vraisemblablement une dégradation marquée de la santé de la personne ou qu'elle provoquera éventuellement son décès.

« personne gravement malade » "seriously ill person'

« médicament » 'medicine'

a) soit une drogue qui est constituée d'une substance ou qui renferme une substance, sous forme d'ingrédient actif ou inerte, de véhicule, d'enrobage, d'ex-20 cipient, de solvant ou de tout autre constituant, laquelle substance n'a pas été vendue comme drogue au Canada pendant assez longtemps et en quantité suffisante pour établir, au Canada, l'inno-25 cuité et l'efficacité de ladite substance employée comme drogue;

SUMMARY

This enactment amends the Patent Act to require the Patented Medicine Prices Review Board to conduct an annual investigation of patentees of inventions pertaining to medicines to determine whether they have made fair and reasonable efforts to make available in Canada for the treatment of seriously ill persons medicines for which they hold the patent. Not later than the 30th day of September in every year, the Board must submit a report regarding its annual investigation for the preceding year to the Minister.

The enactment also provides that the Patented Medicine Prices Review Board must, at the request of a seriously ill person, make an investigation similar to the one described above concerning the patentee of an invention pertaining to a medicine referred to in the request. In such a case, the Board is given a brief period in which to conduct its investigation and to submit its report to the Minister of Industry.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur les brevets* et prévoit que le Conseil d'examen des prix des médicaments brevetés devra faire une enquête annuelle auprès des titulaires de brevet pour un médicament afin de déterminer si ces demiers ont fait un effort juste et raisonnable afin d'offrir gratuitement au Canada pour le traitement de personnes gravement malades des médicaments pour lesquels ils détiennent un brevet. Au plus tard le 30 septembre de chaque année, le Conseil devra remettre au ministre de l'Industrie un rapport d'activité de son enquête annuelle pour l'année précédente.

Ce texte prévoit également que le Conseil d'examen des prix des médicaments brevetés devra, à la demande de toute personne gravement malade, faire une enquête similaire à celle visée ci-haut auprès du breveté visé par la demande. Dans un tel cas, le Conseil dispose d'un court délai pour faire son enquête et remettre au ministre de l'Industrie un rapport de son enquête.

manufacturer prescribes, recommends, proposes or claims a use as a drug, or a condition of use as a drug, including dosage, route of administration or dura- 5 tion of action, and that has not been sold for that use or condition of use in Canada for sufficient time and in sufficient quantity to establish in Canada the safety and effectiveness of that use or condition 10 of use of that drug;

(c) a drug, with respect to which the

"seriously ill person" means a person suffering from an illness that a qualified medical practitioner believes on reasonable grounds will probably lead to significant deteriora- 15 tion in the person's health or will result in the person's death.

Information on patented medicines

"seriously ill

. ... personne gravement

malade »

person'

90.02 Not later than the 31st day of March of every year, a patentee of an invention pertaining to a medicine shall, as required by 20 Conseil, conformément aux règlements ou and in accordance with the regulations and with the orders of the Board, provide the Board with such information and documents as the regulations or orders may specify 25 respecting

- (a) the identity of the medicines for which the patentee of an invention pertaining to a medicine held a patent at any time during the preceding year;
- (b) the conditions under which the patentee 30 of an invention pertaining to a medicine has made medicines available in Canada during the preceding year at no charge for the treatment of seriously ill persons and the quantities of the medicines so made avail-35
- (c) where applicable, the reasons why the patentee of an invention pertaining to a medicine has not made a medicine available; and 40
- (d) any other related matters.

- b) soit une drogue qui entre dans une association de deux drogues ou plus, avec ou sans autre ingrédient, qui n'a pas été vendue dans cette association particulière, ou dans les proportions de ladite 5 association pour ces drogues particulières, pendant assez longtemps et en quantité suffisante pour établir, au Canada, l'innocuité et l'efficacité de cette association ou de ces proportions employées 10 comme drogue;
- c) soit une drogue pour laquelle le fabricant prescrit, recommande propose ou déclare un usage comme drogue ou un mode d'emploi comme drogue, y com-15 pris la posologie, la voie d'administration et la durée d'action, et qui n'a pas été vendue pour cet usage ou selon ce mode d'emploi au Canada pendant assez longtemps et en quantité suffisante pour 20 établir, au Canada, l'innocuité et l'efficacité de cet usage ou de ce mode d'emploi pour ladite drogue.

90.02 Au plus tard le 31 mars de chaque année, le breveté est tenu de fournir au 25 aux ordonnances du Conseil, des renseignements et documents sur les points suivants :

Renseignements sur les médicaments brevetés

- a) l'identification des médicaments pour lesquels il a détenu un brevet pendant 30 l'année précédente;
- b) les conditions en vertu desquelles le breveté a offert gratuitement au Canada, pendant l'année précédente, les médicaments pour le traitement de personnes 35 gravement malades et la quantité de médicaments ainsi offerts:
- c) selon le cas, les raisons pour lesquelles le breveté n'a pas ainsi offert de tels médica-40
- d) tout autre point précisé par règlement.



3

Powers of the Board

90.03 (1) The Board may, by order, require a patentee of an invention pertaining to a medicine to provide the Board with information and documents respecting any of the matters referred to in section 90.02 and 5 subsection 90.07(2).

Compliance with order

(2) A patentee of an invention pertaining to a medicine in respect of whom an order is made under subsection (1) shall comply with the order within such time as is specified in the 10 order or as the Board may allow.

Investigations by Board

90.04 (1) The Board shall conduct an annual investigation of patentees of inventions pertaining to medicines and any other persons who, in the Board's opinion, can 15 provide relevant information with a view to determining whether, in the circumstances, the patentees have made fair and reasonable efforts to make the medicines for which they held the patents at any time during the 20 preceding year available in Canada at no charge for the treatment of seriously ill persons.

Report to the Minister

(2) No later than the 30th day of September of each year, the Board shall submit a report to 25 the Minister concerning its annual investigation under subsection (1).

Contents of report

(3) The report shall be based on an analysis of the information and documents obtained pursuant to section 90.02 and other informa-30 de l'article 90.02 et des renseignements ou tion and documents that the Board considers relevant and shall disclose the identity of the patentee referred to in the report.

Comments and representations

(4) Before submitting its report to the Minister, the Board shall give the patentee 35 ministre, le Conseil doit donner aux brevetés referred to in the report an opportunity to make comments and representations in writing or in person.

Tabling the report

90.05 The Minister shall cause the report referred to in section 90.04 to be laid before 40 visé à l'article 90.04 devant chacune des each House of Parliament within five sitting days after the report is received.

90.03 (1) Le Conseil peut, par ordonnance, enjoindre le breveté de lui fournir les renseignements et les documents sur les points visés à l'article 90.02 et au paragraphe 90.07(2).

(2) L'ordonnance est à exécuter dans le 5 Respect délai précisé ou que peut fixer le Conseil.

90.04 (1) Le Conseil fait annuellement enquête auprès des brevetés ou de toute personne jugée pertinente par le Conseil, dans le but de savoir si, compte tenu des circonstan-10 ces, les brevetés ont fait un effort juste et raisonnable afin d'offrir gratuitement au Canada pour le traitement de personnes gravement malades tout médicament pour lequel ils ont détenu un brevet pendant l'année précé-15 dente.

Enquêtes par le Conseil

(2) Au plus tard le 30 septembre de chaque année, le Conseil remet au ministre un rapport d'activité de son enquête annuelle faite en vertu du paragraphe (1). 20

Rapport au ministre

(3) Le rapport se fonde sur l'analyse des renseignements et documents obtenus au titre documents que le Conseil juge pertinents et est établi de manière à révéler l'identité des 25 brevetés faisant l'objet du rapport.

Contenu du rapport

(4) Avant de remettre son rapport au faisant l'objet du rapport la possibilité de présenter oralement ou par écrit leurs observa-30 tions au Conseil.

Observations

90.05 Le ministre fait déposer le rapport chambres du Parlement dans les cinq jours de séance de celles-ci suivant sa remise. 35

Dépôt du rapport



Investigation by Board at a patient's request

90.06 (1) A seriously ill person or another person on behalf of that person may, in writing, ask the Board to conduct an investigation of a patentee of an invention pertaining to a medicine in order to determine whether the 5 patentee has made fair and reasonable efforts to make available in Canada for the treatment of seriously ill persons at no charge the medicines for which the patentee held the patent at any time during the preceding year.

Rejection of request

(2) The Board shall reject a request for an investigation where, in its opinion, the request was not made in good faith or where, in the two months preceding the request, the Board has already conducted an investigation con-15 cerning the same patentee and the same medicine, and the Board shall advise the person making the request of its findings and shall close the case.

Investigations by the Board

- 90.07 (1) On receiving a request under 20 subsection 90.06(1), the Board shall forthwith
 - (a) cause a copy of the request to be forwarded to the patentee referred to in the request and shall ensure that the name of the person making the request is omitted from 25 the copy; and
 - (b) investigate the patentee or any other person it considers appropriate with a view to determining whether the patentee has made fair and reasonable efforts to make 30 available during the current year in Canada for the treatment of seriously ill persons the medicine referred to in the request.

Information on the patented medicine

- (2) Not later than five days after receiving the copy forwarded by the Board of a request 35 copie de la demande visée au paragraphe by a seriously ill person, the patentee of an invention pertaining to a medicine is required to provide the Board, in accordance with the regulations or with the orders of the Board, information and documents regarding 40
 - (a) the conditions under which the patentee made available for the treatment of seriously ill persons during the current year the medicine referred to in the request and the quantity of medicines so made available: 45

90.06 (1) Une personne gravement malade ou toute personne en son nom peut, par écrit, demander au Conseil de faire une enquête auprès d'un breveté dans le but d'évaluer si le breveté a fait un effort juste et raisonnable afin 5 malade d'offrir gratuitement au Canada pour le traitement de personnes gravement malades un médicament pour lequel le breveté a détenu un brevet pendant l'année en cours.

Enquête par le Conseil à la demande personne gravement

(2) Le Conseil doit rejeter la demande 10 Rejet de la d'enquête s'il est d'avis qu'elle n'a pas été faite de bonne foi ou s'il a procédé, dans les deux derniers mois précédant la demande, à une enquête concernant le même breveté et le même médicament. Dans chacun des cas, le 15 Conseil avise le demandeur de sa conclusion et clôt le dossier de l'affaire.

90.07 (1) Dès la réception de la demande visée au paragraphe 90.06(1), le Conseil:

Enquêtes par le Conseil

- a) fait parvenir au breveté visé par la 20 demande une copie de celle-ci en y omettant le nom du demandeur:
- b) fait enquête auprès du breveté ou de toute personne jugée pertinente par le Conseil, dans le but d'évaluer si le breveté a fait un 25 effort iuste et raisonnable afin d'offrir gratuitement au Canada pour le traitement de personnes gravement malades le médicament visé par la requête pendant l'année en cours. 30
- (2) Dans les cinq jours de la réception de la 90.06(1), le breveté est tenu de fournir au Conseil, conformément aux règlements ou aux ordonnances du Conseil, des renseigne-35 ments et documents sur les points suivants :
 - a) les conditions en vertu desquelles le breveté a offert gratuitement au Canada le médicament visé par la requête pour le traitement de personnes gravement mala-40 des pendant l'année en cours et la quantité de médicaments ainsi offerts:

Renseignements sur les médicaments brevetés



- (b) where applicable, the reasons why the patentee did not make the medicine available: and
- (c) any other related matters.

Report to the Minister

(3) Not later than thirty days after receiving 5 the request under subsection (1), the Board shall submit a report to the Minister and at the same time to the person making the request concerning the investigation it has conducted 10 under paragraph (1)(b).

Contents of report

- (4) The report shall be based on an analysis of the information and documents obtained pursuant to subsection (2) and other information and documents that the Board considers relevant and shall
 - (a) disclose the identify of the patentee referred to in the report; and
 - (b) omit the name of the person making the request.

Comments and representations

(5) Before submitting its report to the 20 Minister, the Board shall give the patentee referred to in the report an opportunity to make comments and representations in writting or in person.

Tabling of the report

90.08 The Minister shall cause the report to 25 be laid before each House of Parliament within two sitting days after the report is received.

Offence

90.09 (1) Every person who contravenes or fails to comply with section 90.02 or subsec-30 90.02 ou au paragraphe 90.07(2) ou à une tion 90.07(2) or an order made pursuant to that section or that subsection is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

Limitation period

(2) Proceedings for an offence under subsection (1) may be commenced within, but not later than, one year after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Separate offence

(3) Where an offence under subsection (1) 40 is committed or continued on more than one day, the person who committed the offence is liable to be convicted for a separate offence

- b) selon le cas, les raisons pour lesquelles le breveté n'a pas ainsi offert un tel médicament:
- c) tout autre point précisé par règlement.
- (3) Dans les trente jours suivant la réception 5 Rapport au de la demande visée au paragraphe (1), le Conseil remet à la fois au ministre et au demandeur un rapport d'activité de l'enquête faite en vertu de ce paragraphe.

(4) Le rapport se fonde sur l'analyse des 10 Contenu du renseignements et documents obtenus au titre du paragraphe (2) et des renseignements ou documents que le Conseil juge pertinents et 15 est établi de manière à :

- a) révéler l'identité du breveté faisant 15 l'objet du rapport;
- b) omettre le nom du demandeur.
- (5) Avant de remettre son rapport au ministre, le Conseil doit donner au breveté faisant l'objet du rapport la possibilité de 20 présenter oralement ou par écrit ses observations au Conseil.

Observations

90.08 Le ministre fait déposer le rapport visé à l'article 90.07 devant chacune des chambres du Parlement dans les deux jours de 25 séance de celles-ci suivant sa remise.

Dépôt du rapport

90.09 (1) Quiconque contrevient à l'article ordonnance prise sous le régime de cet article ou de ce paragraphe commet une infraction et 30 encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire une amende maximale 35 de vingt-cinq mille dollars.

Infraction

(2) La poursuite d'une infraction visée au paragraphe (1) se prescrit par un an à compter 35 de sa perpétration.

Prescription

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction visée au paragraphe (1). 40

Infraction distincte



for each day on which the offence is committed or continued.

Duties of the Minister

90.1 The Minister shall

- (a) establish information programs for patentees of inventions pertaining to medi-5 cines to ensure their better understanding of the contents and aims of sections 90.01 to 90.09;
- (b) undertake or sponsor research related to the aims of sections 90.01 to 90.09; 10
- (c) take whatever steps the Minister believes are indicated to promote the aims of sections 90.01 to 90.09; and
- (d) establish programs to honour patentees of inventions pertaining to medicines who 15 have distinguished themselves by making available in Canada at no charge for the treatment of seriously ill persons any medicine for which they hold or have held the patent.

2. Paragraph 101(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) specifying the information and documents that shall be provided to the Board under subsection 80(1) or (2) or 88(1), 25 section 90.02 or subsection 90.07(2);

90.1 Le ministre :

Attributions du ministre

- a) met sur pied des programmes d'information auprès des brevetés destinés à leur faire mieux comprendre les articles 90.01 à 90.09 et leur objet;
- b) entreprend ou parraine des recherches liées à l'objet des articles 90.01 à 90.09;
- c) prend les mesures qu'il estime indiquées pour la promotion de l'objet des articles 90.01 à 90.09; 10
- d) met sur pied des programmes destinés à distinguer les brevetés qui se sont particulièrement signalés pour avoir offert gratuitement au Canada pour le traitement de personnes gravement malades tout médica-15 ment pour lequel ils détiennent ou ont détenu un brevet.

2. L'alinéa 101(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) préciser les renseignements et les docu-20 ments à fournir au Conseil en application des paragraphes 80(1) ou (2) ou 88(1), de l'article 90.02 et du paragraphe 90.07(2);



C-364

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 C-364

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-364

PROJET DE LOI C-364

An Act to amend the Income Tax Act (change RRSP deduction to a tax credit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (transformation en crédit d'impôt de la déduction pour contribution à un REER)

First reading, December 12, 1996

Première lecture le 12 décembre 1996



Mr. Szabo

M. SZABO

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-364

PROJET DE LOI C-364

An Act to amend the Income Tax Act (change RRSP deduction to a tax credit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (transformation en crédit d'impôt de la déduction pour contribution à un REER)

R.S., cc. 1,2 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1, 2 (5c suppl.); 1994, ch. 7 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1. 3, 11, 18, 21, 38, 46

1. The Income Tax Act is amended by adding the following after section 118.7:

Registered Retirement Savings Plan

Limit of

\$250,000

118.71 (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for the 1998 and subsequent taxation years, there may be deducted an amount determined by the formula

AXB

where

A is the appropriate percentage for the year;

- B is the amount that would have been deduct- 15 ible in computing the taxpayer's income for the taxation year under section 146, but for the operation of subsection 146(1.2).
- (2) Notwithstanding subsection (1), the aggregate of
 - (a) all amounts deducted by a taxpayer under section 146 in respect of the 1997 and previous taxation years, and
 - (b) all amounts used by a taxpayer as amount B for the purpose of claiming a tax 25 credit under subsection (1) in respect of the 1998 and subsequent years

may not exceed \$250,000.

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est 5 modifiée par adjonction, après l'article 5 118.7, de ce qui suit :

118.71 (1) Le produit de la multiplication du taux déterminé pour l'année par le total des montants qui auraient été déductibles dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année 10 10 d'imposition en vertu de l'article 146 si le paragraphe 146(1.2) ne s'appliquait pas est déductible de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une 15 année d'imposition.

Régime enregistré d'épargne retraite

(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'ensemble des sommes déduites par un contribuable en vertu de l'article 146 pour l'année d'imposition 1997 et les années d'imposition antérieures et des montants qui auraient été 20 déductibles en vertu de l'article 146 si le paragraphe 146(1.2) ne s'était pas appliqué et que le contribuable a utilisés pour calculer les montants qu'il a déduits de son revenu imposable en vertu du paragraphe (1) à l'égard 25 de l'année d'imposition 1998 et suivantes ne peut excéder 250 000 \$.

Maximum de 250 000 \$

SUMMARY

This enactment will end the present provision for a deduction from taxable income in respect of contributions to a Registered Retirement Savings Plan after the 1997 taxation year. Commencing with the 1998 taxation year, there will instead be a tax credit.

In recognition that the purpose of the income deduction and the tax credit is to assist a taxpayer in building up capital as a part of a reasonable personal retirement income rather than for the general accumulation of wealth beyond this level, a lifetime RRSP contribution ceiling of \$250,000 for contributions is established. This applies to all amounts claimed as contributions to an RRSP, whether as deductions from income under the present provisions of the Act up to and including the 1997 taxation year, or for the purposes of calculating a tax credit under the new provisions from 1998 on.

Provision is made for regulations to amend the *Income Tax Act* where necessary to carry out this objective. The regulations must be laid before the House of Commons in draft in the fall of 1997 and can only be made if they are all approved together as a package by the House.

SOMMAIRE

Ce texte met fin à l'application des dispositions actuelles sur la déduction du revenu imposable des contributions à un régime enregistré d'épargne retraite après l'année d'imposition 1997. À compter de l'année d'imposition 1998, la déduction sera remplacée par un crédit d'impôt.

Afin de reconnaître que la déduction d'impôt et le crédit d'impôt ont pour objet d'aider le contribuable à accumuler un capital pour lui assurer un revenu personnel de retraite raisonnable plutôt que d'accumuler du capital au-delà du montant fixé, la contribution à vie maximale à un REER est établie à 250 000 \$. Ceci s'applique à tous les montants réclamés à titre de contributions à un REER, soit à titre de déduction du revenu imposable en vertu des dispositions actuelles de la Loi, jusqu'à l'année d'imposition 1997, soit à titre de sommes utilisées pour établir le crédit d'impôt selon les dispositions en vigueur à compter de 1998.

Il est prévu que la Loi de l'impôt sur le revenu peut être modifiée par règlement, au besoin, pour réaliser cet objectif. Les règlements doivent être déposés devant la Chambre des communes, sous forme de projets, et ne peuvent être pris que s'ils sont tous approuvés en bloc par la Chambre.

2. The Act is amended by adding the following after subsection 146(1):

Nonapplication after 1997

(1.1) This subsection does not apply in respect of any taxation year after the 1997 calculating an amount deductible from tax payable in the 1998 or a subsequent taxation vear pursuant to section 118.71.

Regulations

3. (1) Subject to subsection (2), the Goverare necessary for carrying out the intent of sections 1 and 2, including regulations that amend any provision of this Act for that purpose.

Approval by Commons

- (2) No regulations under subsection (1) may 15 be made unless
 - (a) the Minister of Finance has laid before the House of Commons a draft of all the regulations that are to be made;
 - (b) the regulations have been subjected to 20 such study and debate as the House may determine: and
 - (c) the regulations have been approved by a vote of the House on a motion moved by a minister of the Crown that the regulations 25 laid before the House be approved.

Time limit

(3) The Minister must lay before the House of Commons the draft of the regulations to be made under subsection (1) no later than the fifth day on which the House sits after 30 September 1, 1997.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 146(1) de ce qui suit :

(1.1) Le présent paragraphe ne s'applique pas aux années d'imposition subséquentes à taxation year except for the purposes of 5 l'année d'imposition 1997, sauf pour les fins 5 du calcul du montant déductible de l'impôt pour l'année d'imposition 1998 et suivantes en vertu de l'article 118.71.

Inapplication après 1997

Règlements

- 3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le nor in Council shall make any regulations that 10 gouverneur en conseil peut prendre les règle-10 ments nécessaires à la mise en oeuvre de l'objet des articles 1 et 2, y compris des règlements modifiant les dispositions de la
 - présente loi au besoin. (2) Nul règlement ne peut être pris en vertu 15 Approbation

par la Chambre des communes

a) le ministre des Finances n'ait déposé devant la Chambre des communes un projet du règlement;

du paragraphe (1) à moins que :

- b) le règlement n'ait fait l'objet de l'exa-20 men et des délibérations que la Chambre détermine:
- c) le règlement n'ait été agréé en vertu d'une vote de la Chambre sur une motion proposée par un ministre de la Couronne 25 portant agrément des règlements déposés devant la Chambre.
- (3) Le ministre doit déposer devant la Chambre des communes les projets de règlements à prendre au plus tard le cinquième jour 30 de séance de la Chambre après le 1er septembre 1997.

Délai

C-365

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

PROJET DE LOI C-365

An Act to amend an Act respecting Holidays

Loi modifiant la Loi instituant certains jours de fête légale

First reading, December 13, 1996

Première lecture le 13 décembre 1996



MR. HARPER (Cargary West)

M. HARPER (Calgary-Ouest)

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

PROJET DE LOI C-365

An Act to amend an Act respecting Holidays

Loi modifiant la Loi instituant certains jours de fête légale

· R.S., c. H-5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the Act respecting Holidays the following:

DOMINION DAY

Dominion Day

2. (1) July 1, not being a Sunday, is a legal holiday and shall be kept and observed as such throughout Canada under the name of "Dominion Day".

When July I is a Sunday

(2) When July 1 is a Sunday, July 2 is a legal holiday and shall be kept and observed as such throughout Canada under the name of "Dominion Day".

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des commu-

nes du Canada, édicte :

10

1. L'article 2 de la Loi instituant certains and the heading before it are replaced by 5 jours de fête légale et l'intertitre le précé- 5 dant sont remplacés par ce qui suit :

FÊTE DU DOMINION

2. (1) Le 1er juillet est jour de fête légale; il est célébré dans tout le pays sous le nom de « fête du Dominion ».

Institution de la fête

L.R., ch. H-5

(2) Lorsque le 1er juillet tombe un diman-10 Report che, le jour de fête légale est le 2 juillet.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

SUMMARY

The purpose of this enactment is to amend the *Holidays Act* to change the name of the legal holiday that is observed on July 1, or July 2 when July 1 is a Sunday, from "Canada Day" to "Dominion Day".

SOMMAIRE

Le but de ce texte est de modifier la *Loi instituant certains jours de fête légale* afin de substituer au nom « fête du Canada » qui est célébrée le 1^{er} juillet ou lorsque le 1^{er} juillet tombe un dimanche, le 2 juillet, le nom « fête du Dominion ».







REPRINT

C-366

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II, 1996 RÉIMPRESSION

C-366

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-366

PROJET DE LOI C-366

An Act to amend the Criminal Code (joyriding)

Loi modifiant le Code criminel (balade en voiture volée)

First reading, December 13, 1996

Première lecture le 13 décembre 1996



MR. STRAHL

M. STRAHL

2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-366

PROJET DE LOI C-366

An Act to amend the Criminal Code (joyriding)

Loi modifiant le Code criminel (balade en voiture volée)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46; L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.) ch. 1, 24, 27, 35 (2c suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991. ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13. 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39 42

véhicule à

moteur ou

d'un bateau

consentement

1. (1) Subsection 335(1) of the Criminal Code is replaced by the following:

- (1) Every one who, without the consent of the owner, takes a motor vehicle or vessel with intent to drive, use, navigate or operate it or cause it to be driven, used, navigated or operated is guilty of an offence punishable on 10 summary conviction and, notwithstanding the Young Offenders Act or any other Act or law, is liable to a term of imprisonment of not less than six months and not exceeding two years, or to a fine of not less than \$1,000 and not 15 exceeding \$5,000, or to both, and, if ordered by the court, to pay an amount of damages fixed by the court as restitution to the victim of the offence.
- (2) The Act is amended by adding the 20 following after subsection (2):

1. (1) Le paragraphe 335(1) du Code 5 criminel est remplacé par ce qui suit :

(1) Quiconque prend, sans le consentement du propriétaire, un véhicule à moteur ou un bateau avec l'intention de le conduire ou de l'utiliser ou de le faire conduire ou utiliser est coupable d'une infraction punissable sur dé-10 claration de culpabilité par procédure sommaire et, par dérogation à la Loi sur les jeunes contrevenants et à toute autre loi, passible d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de mille à cinq mille 15 dollars ou de l'une de ces deux peines et, en cas d'ordonnance du tribunal à cet effet, d'être condamné au paiement des dommages établis par le tribunal à titre de restitution à la victime de l'infraction. 20

(2) La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Taking motor vehicle or vessel without consent

R.S., c. C-46;

R.S., cc. 2, 11,

27, 31, 47, 51,

52 (1st

24, 27, 35

34 (3rd

(2nd Supp.),

cc. 10, 19, 30,

Supp.), cc. 1,

23, 29, 30, 31,

32, 40, 42, 50

(4th Supp.); 1989, c. 2:

1990, cc. 15,

1991, cc. 1, 4,

16, 17, 44;

28, 40, 43;

1992, cc. 1,

51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45,

11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47,

46; 1994, cc.

12, 13, 38, 44;

1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29,

32, 39, 42

This enactment would increase the penalties for the offence of joyriding and impose financial liability on parents and guardians whose negligence contributed to the commission of that offence.

SOMMAIRE

Ce texte augmente la peine pour l'infraction de balade en voiture volée et autorise la condamnation des parents et des tuteurs à des peines pécuniaires si, par leur négligence, ils ont contribué à la perpétration de l'infraction.

Paiement de

Payment by parent or guardian (3) Notwithstanding any other Act or law, where a court finds a young person under the meaning of the *Young Offenders Act* guilty of an offence under subsection (1), and the court is of the opinion that the case would be best 5 met by the imposition of a fine, damages or costs, with or without restitution or any other action, the court may, if satisfied that the parent or guardian of the young person contributed to the commission of the offence 10 by neglecting to exercise due care of the young person or otherwise, order that the fine, damages or costs awarded be paid by the parent or guardian instead of by the young person.

(3) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi et à toute autre loi, lorsqu'un tribunal déclare un adolescent coupable d'une infraction au paragraphe (1) en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants, s'il est d'avis que 5 la meilleure disposition de l'affaire consiste à imposer une amende, des dommages ou des coûts, avec ou sans restitution ou quelqu'autre mesure, et s'il est convaincu que le père, la mère ou le tuteur de l'adolescent a contribué 10 à la perpétration de l'infraction en négligeant d'exercer une surveillance adéquate de l'adolescent ou d'une autre manière, ordonner que l'amende, les dommages ou les coûts adjugés 15 soient payés par le père, la mère ou le tuteur de 15 l'adolescent plutôt que par l'adolescent luimême.

l'amende par les parents ou le tuteur

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45 Elizabeth II. 1996-97

C-367

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-367

PROJET DE LOI C-367

An Act to amend the Official Languages Act (enforcement of the duties of the Government)

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (exécution des obligations du gouvernement)

First reading, February 5, 1997

Première lecture le 5 février 1997



2nd Session, 35th Parliament, 45 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-367

PROJET DE LOI C-367

An Act to amend the Official Languages Act (enforcement of the duties of the Government)

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (exécution des obligations gouvernement)

R.S., c. 31 (4th Supp.); 1993, c. 28;

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 31 (4c suppl.); 1995, ch. 11

Obligations

du gouverne-

1. Section 41 of the Official Languages Act is replaced by the following:

1. L'article 41 de la Loi sur les langues 5 officielles est remplacé par ce qui suit :

Duties of Government

41. The Government of Canada has a duty to

(a) enhance the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and support and assist their local 10 development; and

(b) foster the recognition of both English and French in Canadian society.

41. Le gouvernement fédéral a l'obligation de favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et d'appuyer leur développement, ainsi que celle de promouvoir la pleine reconnaissance et 10 l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

2. Section 42 of the Act is replaced by the following:

2. L'article 42 de la même loi est remplacé 15 par ce qui suit:

Coordination

42. The Secretary of State of Canada, in consultation with other ministers of the Crown, shall encourage and promote a coordinated approach to the implementation by federal institutions of the duties set out in 20 de ces obligations. section 41.

42. Le secrétaire d'État du Canada, en 15 Coordination consultation avec les autres ministres fédéraux, suscite et encourage la coordination de la mise en oeuvre par les institutions fédérales

3. Subsection 77(1) of the Act is replaced by the following:

3. Le paragraphe 77(1) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

Application to Federal Court

77. (1) Any person who has made a complaint to the Commissioner in respect of 25 d'une plainte visant une obligation ou un droit a right or duty under sections 4 to 7, sections 10 to 13 or Part IV, V or VII, or in respect of section 91, may apply to the Court for a remedy under this Part.

77. (1) Quiconque a saisi le commissaire prévus aux articles 4 à 7 et 10 à 13 ou aux parties IV, V ou VII, ou fondée sur l'article 9125 peut former un recours devant le tribunal sous le régime de la présente partie.

Recours à la Cour fédérale

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada -- Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment amends the Official Languages Act in order that the Government's policy commitments related to linguistic minority community support and the recognition of English and French in society will be changed to specific duties of the Government. The enactment also provides a right to enforce those duties by application to the Federal Court, Trial Division.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur les langues officielles* afin de transformer en obligations spécifiques pour le gouvernement les engagements de principe relatifs aux minorités francophones et anglophones et à la reconnaissance du français et de l'anglais dans la société. Le texte pourvoit également à un recours devant la Section de première instance de la Cour fédérale pour l'exécution de ces obligations du gouvernement.







i ublications

C-368

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-368

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-368

PROJET DE LOI C-368

An Act to amend the Export Development Act

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations

First reading, February 7, 1997

Première lecture le 7 février 1997

✓ E.A. ... / ✓ MAR 20 1997

MR. CACCIA

M. CACCIA

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2e session, 35e législature. 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-368

PROJET DE LOI C-368

An Act to amend the Export Development Act

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations

R.S., c. E-20; c. 1 (4th Supp.); 1993,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 10(1) of the Export Development Act is replaced by the following:

Purposes

- 10. (1) The Corporation is established for the purposes of supporting and developing, directly or indirectly,
 - (a) Canada's export trade, and
 - (b) Canadian capacity
 - (i) to engage in export trade, and
 - (ii) to respond to international business opportunities

with a view to achieving or maintaining a healthy environment and a healthy economy 15 lant à réaliser et maintenir la salubrité de l'enby promoting sustainable development.

Definition

- (1.01) In subsection (1) and section 10.1, "sustainable development" means development that meets the needs of the present, without compromising the ability of future 20 generations to meet their own needs.
- 2. The Act is amended by adding the following after section 10:

10.1 (1) In exercising its powers under paragraphs 10(1.1)(a) to (d), (g), (h), (j) and 25 (k) and section 23, the Corporation shall promote sustainable development.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

E-20; ch. 1 (4c suppl.);

Mission

- 1. Le paragraphe 10(1) de la Loi sur 5 l'expansion des exportations est remplacé 5 par ce qui suit :
 - 10. (1) La Société a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement:

a) le commerce extérieur du Canada;

10

- 10 b) la capacité du Canada:
 - (i) de participer au commerce extérieur,
 - (ii) de profiter des débouchés offerts sur le marché international.
 - La Société doit remplir cette mission en veil-15 vironnement et la santé de l'économie en favorisant un développement durable.
 - (1.01) Pour l'application du paragraphe (1) et de l'article 10.1, « développement dura-20 ble » s'entend du développement qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs.
 - 2. La même loi est modifiée par adjonc-25 tion, après l'article 10, de ce qui suit :
 - 10.1 (1) Lorsqu'elle exerce les pouvoirs qu'elle détient en vertu des alinéas 10(1.1)a) à d), g), h), j) et k) et de l'article 23, la Société est tenue de favoriser le développement 30 durable.

Promotion du développement durable par la Société

Définitions

Corporation

Promotion of

development

sustainable

The purpose of this enactment is to encourage the Export Development Corporation, the Crown ministers and the Governor in Council exercising powers under the *Export Development Act* to promote sustainable development in the exercise of their respective powers.

SOMMAIRE

L'objet de ce texte est d'encourager la Société pour l'expansion des exportations, les ministres et le gouverneur en conseil à favoriser le développement durable lorsqu'ils exercent les pouvoirs qu'ils détiennent,

Promotion of sustainable development by Minister

(2) The Minister of Finance, in prescribing any conditions of general application referred to in subsection 10(5) and the Minister, in authorizing any investment, transaction or class of transactions under subsection 23(6), 5 shall promote sustainable development.

Promotion of sustainable development by Governor in Council

Considerations in promoting sustainable development

- (3) In making any regulation under subsection 10(6), the Governor in Council shall promote sustainable development.
- (4) The Corporation, Minister, Minister of 10 Finance and Governor in Council, as the case may be, shall, in exercising their respective powers referred to in subsection (1), (2) or (3), promote sustainable development by, among other things,
 - (a) recognizing the interrelated nature of social, environmental and economic deci-
 - (b) integrating economic goals with environmental goals; 20
 - (c) promoting intergenerational equity by supporting and developing trade that maintains the integrity of ecosystems for current and future generations;
 - (d) approaching the extraction of and 25 consumption of renewable natural resources in a manner that will conserve their capacity to regenerate natural capital;
 - (e) approaching the extraction of and consumption of non-renewable natural re-30 sources in a manner that will not impact negatively on air, water and soil;
 - (f) conducting quantifiable or qualitative environmental assessments of trading activities with negative external environmental 35 impacts, which assessment should apply to every phase of the development and operation of those activities; and
 - (g) respecting international environmental agreements that promote sustainable devel- 40 opment.

(2) Le ministre des Finances, lorsqu'il fixe des conditions générales en vertu du paragraphe 10(5) et le ministre, lorsqu'il autorise un placement, une opération ou une catégorie d'opérations en vertu du paragraphe 23(6), 5 sont tenus de favoriser le développement durable.

Promotion du développement durable par le ministre

(3) Lorsqu'il édicte des règlements en vertu du paragraphe 10(6), le gouverneur en conseil est tenu de favoriser le développement dura-10 ble.

Promotion du développement durable par le gouverneur en conseil

(4) Lorsqu'ils exercent les pouvoirs qui leur sont attribués en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3), la Société, le ministre, le ministre des Finances et le gouverneur en conseil, selon le 15 ment durable cas, sont tenus de favoriser le développement 15 durable, notamment:

Prise en considération promotion du

- a) de reconnaître les interrelations entre les décisions sociales, les décisions environnementales et les décision économiques; 20
- b) d'intégrer les objectifs économiques et les objectifs environnementaux;
- c) de promouvoir l'équité entre les générations en supportant et développant un commerce qui respecte l'intégrité des éco-25 systèmes pour la génération présente et les générations futures;
- d) d'aborder l'extraction et la consommation de ressources naturelles renouvelables d'une manière qui préserve leur capacité de 30 régénérer le capital naturel;
- e) d'aborder l'extraction et la consommation des ressources naturelles non renouvelables d'une manière qui n'a pas d'impact négatif sur l'air, l'eau et le sol; 35
- f) de procéder à des évaluations environnementales quantitatives et qualitatives des activités commerciales ayant un impact négatif à l'étranger, ces analyses devant porter sur chacune des phases du dévelop-40 pement et de l'éxploitation de ces activités;
- g) de respecter les ententes internationales relatives à l'environnement qui favorisent le développement durable.



Definition

(5) For the purposes of this section, "Corporation" includes any person who is authorized to act as an agent of the Corporation under paragraph 10(1.1)(i).

(5) Pour l'application du présent article, « Société » s'entend également de toute personne autorisée à agir comme mandataire de celle-ci pour l'application du sous-alinéa 10(1.1)(i).



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-369

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-369

PROJET DE LOI C-369

An Act to amend the Criminal Code (gaming and betting)

First reading, February 10, 1997

Loi modifiant le Code criminel (jeux et paris)

Première lecture le 10 février 1997



Mr. Guimond

M. GUIMOND

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-369

PROJET DE LOI C-369

An Act to amend the Criminal Code (gaming and betting)

Loi modifiant le Code criminel (jeux et paris)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2. 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.). cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29 30, 31, 32, 40, 42,50 (4th Supp.); 1989. c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1. 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 2, 11. 27, 31, 47, 51, 52 (1er suppl.). ch. 1, 24, 27 35 (2^c suppl.). ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.). ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990. ch. 15, 16, 17, 44; 1991. ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. ch. 1, 11, 20, 38, 41, 47, 51: 1993 ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22. 27, 29, 32, 39, 42

L.R., ch. C-46;

1. The Criminal Code is amended by adding the following after section 207:

Casino on board an international cruise ship

- 207.1 (1) Notwithstanding any of the provisions of this Part relating to gaming and betting, it is lawful
 - (a) for a person to conduct and manage a casino on board an international cruise ship 10 sailing in Canadian waters for the passengers of the ship where
 - (i) the voyage made by the ship does not constitute a coasting trade within the meaning of subsection 2(1) of the Coast-15 ing Trade Act, and

1. Le Code criminel est modifié par 5 adjonction, après l'article 207, de ce qui 5

207.1 (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente partie en matière de jeux et de paris, les règles qui suivent s'appliquent

aux personnes suivantes:

d'un navire de croisière internationale

10

- a) une personne peut, à bord d'un navire de croisière internationale naviguant dans les eaux canadiennes, mettre sur pied et exploiter un casino pour les passagers du navire lorsque les conditions suivantes sont ré-15 unies:
 - (i) la croisière effectuée par le navire ne constitue pas du cabotage au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur le cabotage;

Casino à bord

This enactment provides that a person on an international cruise ship sailing in Canadian waters may conduct and manage a prescribed casino for the passengers of that ship under certain conditions. It also provides that a passenger on such a ship may enter such a casino and engage in gaming and betting.

SOMMAIRE

Ce texte prévoit qu'une personne peut, à bord d'un navire de croisière internationale naviguant dans les eaux canadiennes, mettre en place et exploiter un casino réglementaire pour les passagers du navire lorsque certaines conditions sont réunies. Ce texte prévoit également qu'un passager d'un tel navire peut entrer dans un tel casino et y jouer.

- (ii) the casino is not accessible to the passengers of the ship
 - (A) during the hour preceding the arrival of the ship at a Canadian port,
 - (B) when the ship is in a Canadian port, 5 or
 - (C) during the hour after the ship departs from a Canadian port; and
- (b) for a passenger of a ship referred to in paragraph (a) to enter the casino referred to 10 in paragraph (a) and to engage in gaming and betting.

Definitions

(2) In this section,

"Canadian waters" « eaux canadiennes » "Canadian waters" means the internal waters within the meaning of the *Customs Act* and 15 the territorial sea of Canada, as determined in accordance with the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*.

"casino" « casino »

"casino" means a casino prescribed by regulation of the Attorney General of Canada 20 under subsection (3).

"international cruise ship" « navire de croisière internationale » "international cruise ship" means an international cruise ship prescribed by regulation of the Attorney General of Canada under subsection (3).

Regulations

(3) Not later than six months after this section comes into force, the Attorney General of Canada shall make regulations defining "casino" and "international cruise ship" for the purposes of this section.

- (ii) le casino n'est pas accessible aux passagers du navire :
 - (A) dans l'heure précédant l'arrivée du navire à un port canadien;
 - (B) lorsque la navire est dans un port 5 canadien;
 - (C) dans l'heure suivant le départ du navire d'un port canadien;
- b) un passager d'un navire visé à l'alinéa a) peut entrer dans un casino visé à cet alinéa 10 et y jouer.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions
« casino »
"casino"

- « casino » S'entend d'un casino prescrit par règlement du procureur général du Canada 15 en vertu du paragraphe (3).
- « eaux canadiennes » S'entend des eaux intérieures au sens de la *Loi sur les douanes* et la mer territoriale du Canada délimitée conformément à la *Loi sur la mer territoria-* 20 *le et la zone de pêche.*
- « navire de croisière internationale » S'entend d'un navire de croisière internationale prescrit par règlement du procureur général du Canada en vertu du paragraphe (3).
- canadiennes »
 "Canadian
 waters"

« eaux

« navire de croisière internationale » "international cruise ship"

(3) Pour l'application du présent article, le procureur général du Canada doit, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent article, définir par règlement ce qui constitue un 30 casino et un navire de croisière internationale. 30

Règlements



C-370

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

PROJET DE LOI C-370

An Act to amend the Income Tax Act (income deferral from forced destruction of livestock or natural disaster)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (report de l'impôt en cas d'abattage obligatoire du bétail ou de désastre naturel)

First reading, February 10, 1997

Première lecture le 10 février 1997



MR. CHATTERS

M. CHATTERS

2e session, 35e législature. 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

PROJET DE LOI C-370

An Act to amend the Income Tax Act (income deferral from forced destruction of livestock or natural disaster)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (report de l'impôt en cas d'abattage obligatoire du bétail ou de désastre naturel)

R.S., c. 1 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. I (5c suppl.); 1994, ch. 7, 8, 13, 21, 29 38, 41; 1995, ch. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46

1. Subsection 80.3(2) of the Income Tax Act is replaced by the following:

Income deferral from the forced destruction of livestock or a natural disaster

- (2) Where a particular amount in respect of
- (a) the forced destruction of livestock under statutory authority in a taxation year of a taxpayer, or
- ity in a taxation year of a taxpayer

is included in computing the income of the taxpayer for the year from a farming business, there may be deducted in computing that income such amount as the taxpayer claims not 15 exceeding the particular amount.

1. Le paragraphe 80.3(2) de la Loi de 5 l'impôt sur le revenu est remplacé par ce qui 5 suit:

(2) Le contribuable qui inclut un montant donné dans le calcul de son revenu tiré d'une entreprise agricole pour une année d'imposition au titre de l'abattage obligatoire du bétail 10 au titre d'un en application d'un texte législatif ou au titre (b) a natural disaster under statutory author- 10 d'un désastre naturel en application d'un texte législatif peut déduire dans le calcul de son revenu le montant qu'il demande, à concurrence du montant donné. 15

Report au titre de l'abatage obligatoire du bétail ou désastre naturel

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

The purpose of this enactment is to allow moneys paid in respect of a natural disaster related to a farming business to be included under section 80.3 of the *Income Tax Act* for purposes of income deferral.

SOMMAIRE

L'objet de ce texte est d'autoriser la déclaration des sommes payées en raison d'un désastre naturel dans l'exploitation d'une entreprise agricole pour fins de report de l'impôt conformément à l'article 80.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu.





Government lublications

C-371

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-371

PROJET DE LOI C-371

An Act to amend the Department of Justice Act

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Justice

First reading, February 12, 1997

Première lecture le 12 février 1997



MRS. BROWN (Calgary Southeast)

MME BROWN (Calgary-Sud-Est)

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-371

PROJET DE LOI C-371

An Act to amend the Department of Justice Act

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Instice

R.S., c. J-2; R.S., c. 31 (1st Supp.); 1992, c. 1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Department of Justice Act is section 4.1:

Minister's responsibilities

- 4.2 (1) The Minister shall, in order to ascertain whether there are any inconsistencies in the development or application of Acts or policies of the Government of Canada 10 relating to children, examine, in so far as they have an actual or potential effect on children
 - (a) any bill introduced in or presented to the House of Commons;
 - (b) any existing or proposed policy of any 15 department, board, bureau or other division of the Government of Canada or any agency thereof having, exercising or purporting to exercise policy-making powers or jurisdiction conferred by or under an Act of the 20 Parliament of Canada; and
 - (c) any Act of the Parliament of Canada.

Report to committee

(2) The Minister shall report on the matters set out in subsection (1) to the appropriate committee of the House of Commons at 25 intervals to be determined by the committee.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. J-2: I. R., ch. 31 (1cr suppl.); 1992, ch. 1

Devoirs du

ministre

- 1. La Loi sur le ministère de la Justice est amended by adding the following after 5 modifiée, par adjonction, après l'article 5 4.1, de ce qui suit :
 - 4.2 (1) Dans le but de vérifier s'il y a des incompatibilités dans l'élaboration ou l'application des lois ou des politiques du gouvernement du Canada relatives aux enfants, le 10 ministre examine, dans la mesure où il a un effet réel ou possible sur les enfants :
 - a) tout projet de loi déposé ou présenté à la Chambre des communes;
 - b) toute politique, actuelle ou proposée, 15 d'un ministère, d'une commission ou d'un bureau ou autre subdivision du gouvernement du Canada ou de tout organisme qui en dépend, exerçant ou paraissant exercer des pouvoirs ou compétences d'élaboration de 20 politiques attribuées en vertu d'une loi fédérale:
 - c) toute loi fédérale.
 - (2) Le ministre fait rapport sur les sujets mentionnés au paragraphe (1) au comité de la 25 Chambre des communes concerné à la fréquence que le comité détermine.

Rapport au

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment is intended to create an oversight committee to the House of Commons or use an existing committee to oversee all proposed legislation and policy and existing legislation and policy that has an actual or potential effect on children. The enactment makes the Department of Justice the central coordinating body for the examination and review of the documentation involved, reporting to the committee designated by the House of Commons.

SOMMAIRE

Ce texte vise à constituer un comité de la Chambre des communes ou d'en désigner un déjà existant afin de le charger de surveiller toutes les dispositions législatives et les politiques proposées de même que les programmes et la législation existants qui ont des effets réels ou éventuels sur les enfants. Le texte fait du ministère de la Justice l'organisme central de coordination pour ce qui est de l'examen des textes en cause et de la soumission des rapports au comité désigné par la Chambre des communes.



Second Session, Thirty-fifth Parliament. 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-372

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-372

PROJET DE LOI C-372

An Act to amend the Criminal Code (protection of child before birth)

Loi modifiant le Code criminel (protection de l'enfant avant sa naissance)

First reading, February 19, 1997

Première lecture le 19 février 1997



MR. MARTIN (Esquimalt—Juan de Fuca)

M. MARTIN (Esquimali—Juan de Fuca)

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-372

PROJET DE LOI C-372

An Act to amend the Criminal Code (protection of child before birth)

Loi modifiant le Code criminel (protection de l'enfant avant sa naissance)

Attendu:

Préambule

WHEREAS the Preamble to the Declaration of the Rights of the Child, adopted by the United Nations in 1959, provides:

The Child, by reason of his physical and mental immaturity, needs special safe- 5 guards and care, including legal protection before as well as after birth;

WHEREAS certain substances, if they are consumed by the mother during her pregnancy, can damage the growth and development 10 of the foetus, so that the health of the child is significantly injured;

WHEREAS the legal protection of the health of children before they are born necessarily affects the rights and freedoms of moth- 15 ers;

AND WHEREAS it is the intention of this Act to provide legal protection for the health of children before they are born, while affecting the rights and freedoms of mothers only to 20 the extent necessary for that purpose;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

que le préambule de la *Déclaration des* droits de l'enfant adoptée par l'Organisation des Nations Unies en 1959 édicte :

Considérant que l'enfant, en raison de 5 son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance;

que la consommation de certaines substances par la mère pendant sa grossesse peut nuire à la croissance et au développement du foetus et, en conséquence, compromettre gravement la santé de l'enfant;

que la protection juridique de la santé des enfants avant leur naissance a nécessairement des conséquences sur les droits et libertés de leur mère;

que l'objet de la présente loi est d'assurer la 20 protection juridique de la santé des enfants avant leur naissance tout en affectant les droits et libertés de leur mère dans la seule mesure nécessaire à cette fin.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 25 25 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Preamble

This enactment will make it an offence for a woman who is pregnant to consume a substance harmful to her foetus unless she definitely intends to abort the foetus.

In addition, it will authorize a court to make orders confining the mother to an appropriate facility during the pregnancy and directing treatment if the court considers such orders necessary to protect the foetus from further similar harm.

SOMMAIRE

Ce texte érige en infraction le fait pour une femme enceinte de consommer une substance nocive pour son foetus sauf si elle a l'intention arrêtée d'avorter de celui-ci.

Le texte autorise, en outre, le tribunal à rendre des ordonnances ayant pour effet d'emprisonner la mère dans un établissement approprié pendant le temps de sa grossesse et de l'obliger à subir un traitement, si le tribunal estime ces mesures nécessaires pour protéger le foetus du risque de dommages similaires.

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.) cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32 40 42 50 (4th Supp.): 1989. c. 2: 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29. 32, 39, 42

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 218:

1. Le *Code criminel* est modifié par adjonction, après l'article 218, de ce qui suit :

L.R., ch. C-46: L.R. ch. 2, 11, 27 30 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1. 24. 27. 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.). ch. 1, 23, 29. 30, 31, 32 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989. ch. 2; 1990. ch. 15, 16, 17, 44; 1991. ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27. 38, 41, 47, 51; 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994. ch. 12, 13. 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22. 27, 29, 32, 39, 42

Définition de « enfant »

218.1 (1) In this section, "child" includes every foetus that its mother does not have a fixed intention to abort.

Consumption of injurious substance

Definition of

"child"

(2) Every one who is pregnant and know- 5 ingly or recklessly consumes a substance that injures or is likely to injure the growth, development or health of a child she is carrying is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceed- 10 ing one year.

Order to protect child from further offence

- (3) Where a person has committed an offence under subsection (2) and the court is satisfied that the making of such an order is necessary to prevent the commission of a 15 further offence by the person in relation to the same child, the court may make any of the following orders:
 - (a) an order that the person be confined to a hospital or other suitable facility where 20 the person's access to injurious substances can be controlled for so long as the court considers necessary to protect the growth, development and health of the child; or
 - (b) an order for such treatment of the person 25 as the court considers necessary to protect the growth, development and health of the child.

218.1 (1) Pour l'application du présent article, « enfant » s'entend notamment du foetus que sa mère n'a pas l'intention arrêtée de faire avorter.

Consommation d'une substance nocive

(2) Quiconque étant enceinte consomme, sciemment ou sans se soucier des conséquences de son acte, une substance qui nuit ou est susceptible de nuire à la croissance, au développement ou à la santé d'un enfant 10 qu'elle porte est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal d'un an.

Ordonnance de ne pas nuire à l'enfant à l'avenir

- (3) Lorsqu'une personne a commis l'infraction visée au paragraphe (2), si le tribunal 15 estime qu'il est nécessaire de rendre une ordonnance visant à prévenir la perpétration d'une nouvelle infraction par cette personne à l'égard du même enfant, il peut rendre l'une ou l'autre des ordonnances suivantes:
 - a) une ordonnance confinant la personne à un hôpital ou à un autre établissement approprié dans lequel l'accès aux substances nocives est contrôlé pour le temps que le tribunal estime nécessaire pour la protec-25 tion de la croissance, du développement et de la santé de l'enfant;
 - b) une ordonnance de soumettre la personne au traitement que le tribunal estime nécessaire pour la protection de la croissance, du 30 développement et de la santé de l'enfant.



Termination of order

terminates when the pregnancy ends, whether 30 en vertu du paragraphe (3) prend fin lors de la by birth, miscarriage or abortion.

(4) An order made under subsection (3) (4) L'application d'une ordonnance rendue fin de grossesse soit par naissance, par faussecouche ou par avortement.

Fin de la validité de l'ordonnance



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-373

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

PROJET DE LOI C-373

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (provincial legislation contravening the Canadian Charter of Rights and Freedoms) Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (lois d'une province allant à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés)

First reading, February 20, 1997

Première lecture le 20 février 1997



2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (provincial legislation contravening the Canadian Charter of Rights and Freedoms)

PROJET DE LOI C-373

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (lois d'une province allant à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés)

R.S., cc. 22, 39, 44 (1st Supp.), cc. 7, 15, 26, 28 (2nd Supp.), cc. 9, 11, 31 (3rd Supp.), cc. 7, 33, 35, 46, (4th Supp.); 1990, c. 39; 1991, cc. 9, 10, 38, 51; 1992, cc. 1, 10; 1993, c. 34; 1994, c. 2; 1995, cc. 17, 24, 28, 29; 1996,

R.S. c. F-8;

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., F-8; L.R., ch. 22 39, 44 (1^{cr} suppl.), ch. 7 15, 26, 28 (29 suppl.), ch. 9. 11, 31 (3c suppl.), ch. 7. 33, 35, 46, (4c suppl.); 1990, c. 39; 1991, ch. 9, 10, 38, 51; 1992, ch. 1. 10; 1993, c. 34; 1994, ch. 2; 1995, ch. 17, 24, 28, 29; 1996, ch. 8, 11, 18

1. Subsection 19(1) of the Federal-Provinthe following:

Criteria for eligibility

cc. 8, 11, 18

- 19. (1) In order that a province may qualify for a full cash contribution referred to in section 14 for a fiscal year, the laws of the province must not
 - (a) require or allow a period of residence in the province or Canada to be set as a condition of eligibility for social assistance or for the receipt or continued receipt 15 thereof;
 - (b) make or allow the amount, form or manner of social assistance to be contingent upon a period of such residence; or
 - (c) have been declared unconstitutional by the Supreme Court of Canada during the 20 last fiscal year on the grounds that they infringe the rights and freedoms guaranteed to the French linguistic minority of the province by subsection 16(2), section 16.1,

- 1. Le paragraphe 19(1) de la Loi sur les cial Fiscal Arrangements Act is replaced by 5 arrangements fiscaux entre le gouvernement 5 fédéral et les provinces est remplacé par ce qui suit:
 - 19. (1) Est admise à recevoir, pour un exercice, la pleine contribution pécuniaire prévue à l'article 14 la province dont les règles 10 10 de droit :

a) n'exigent ni ne permettent de délai de résidence dans la province ou au Canada comme condition d'admissibilité à l'assistance sociale ou de réception initiale ou 15 continue de celle-ci;

- b) n'assujettissent pas le montant ou la forme d'assistance sociale à un délai minimal de résidence et ne permettent pas un tel 20 assujettissement;
- c) n'ont pas été déclarées inconstitutionnelles par la Cour suprême du Canada, lors du dernier exercice, pour le motif qu'elles vont à l'encontre des droits et libertés garantis à la minorité francophone de cette province 25

Admissibilité

This enactment amends the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and provides that the Governor in Council must order a reduction in the cash contribution by the federal government to a province under the Canada Health and Social Transfer where the Supreme Court has declared, during the preceding year, that one or more provincial laws are unconstitutional on the grounds that they infringe the rights and freedoms guaranteed to the French linguistic minority of that province by subsection 16(2), section 16.1, subsections 17(2) or 18(2), section 19, subsection 20(2) or section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The enactment also provides that the Governor in Council shall direct that an amount equal to the reduction in the cash contribution be paid to institutions or agencies in the province that, in the opinion of the Minister of Human Resources Development, are dedicated to the protection or promotion of the use of French in the province or will be able to offer social programs in French to all or part of the French linguistic minority of the province.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et prévoit que le gouverneur en conseil doit ordonner une réduction de la contribution du gouvernement fédéral à une province au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux lorsqu'une ou plusieurs règles de droit de la province ont été déclarées inconstitutionnelles par la Cour suprême du Canada, lors du dernier exercice, pour le motif qu'elles vont à l'encontre des droits et libertés garantis à la minorité francophone de cette province en vertu du paragraphe 16(2), de l'article 16.1, des paragraphes 17(2) ou 18(2), de l'article 19, du paragraphe 20(2) ou de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

Ce texte prévoit également que le gouverneur en conseil doit ordonner qu'une somme équivalente à ladite réduction de la contribution soit versée à des institutions ou à des organismes de la province qui, de l'avis du ministre du Développement des ressources humaines sont voués à la protection ou à la promotion de l'usage du français dans la province ou seront en mesure d'offrir en français des programmes sociaux à la minorité francophone de la province ou à une partie de celle-ci.

subsections 17(2) or 18(2), section 19, subsection 20(2) or section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

en vertu du paragraphe 16(2), de l'article 16.1, des paragraphes 17(2) ou 18(2), de l'article 19, du paragraphe 20(2) ou de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

2. (1) Subsections 21(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

2. (1) Les paragraphes 21(1) et (2) de la 5 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Order reducing or withholding contribution

21. (1) Where, on the referral of a matter under section 20, the Governor in Council is of the opinion that the province does not or has ceased to comply with paragraph 19(1)(a) or (b), the Governor in Council may, by order,

21. (1) Si l'affaire lui est renvoyée en vertu de l'article 20 et qu'il estime que la province ne satisfait pas ou plus aux conditions visées 10 à l'alinéa 19(1) a) ou b), le gouverneur en 10 conseil peut, par décret : a) soit ordonner, pour chaque manquement,

Décret de réduction ou de retenue

- (a) direct that any cash contribution to that province for a fiscal year be reduced, in respect of each non-compliance, by an amount that the Governor in Council considers to be appropriate, having regard to 15 the gravity of the non-compliance; or
- que la contribution pécuniaire à la province pour un exercice soit réduite du montant 15 qu'il estime indiqué, compte tenu de la gravité du manquement;
- (b) where the Governor in Council considers it appropriate, direct that the whole of any cash contribution to that province for a 20 fiscal year be withheld.
- b) soit, s'il l'estime indiqué, ordonner la retenue de la totalité de la contribution pécuniaire d'un exercice à la province.

Order reducing and paying contribution

- (1.1) Where, on the referral of a matter under section 20, the Governor in Council is of the opinion that the province does not or has ceased to comply with paragraph 19(1)(c), the Governor in Council shall, by order, direct that 25 any cash contribution to that province for a fiscal year be reduced by an amount that the Governor in Council considers to be appropriate, having regard to the gravity of the non-compliance, and that the amount be paid 30 to institutions or agencies in the province that, in the opinion of the Minister, are dedicated to the protection or promotion of the use of French in the province or that will be able to offer social programs in French for all or part 35 province ou à une partie de celle-ci. of the French linguistic minority in the province.
- (1.1) Si l'affaire lui est renvoyée en vertu de l'article 20 et qu'il estime que la province ne satisfait pas ou plus aux conditions visées à l'alinéa 19(1)c), le gouverneur en conseil ordonne que la contribution pécuniaire à la 25 province pour un exercice soit réduite du montant qu'il estime indiqué, compte tenu de la gravité du manquement, et que le montant soit versé à des institutions ou à des organismes de la province qui, de l'avis du ministre, 30 sont voués à la protection ou à la promotion de l'usage du français dans la province ou seront en mesure d'offrir en français des programmes sociaux à la minorité francophone de la 35

Décret de réduction et de versement contribution

Amending

- (2) The Governor in Council may, by order, repeal or amend any order made under subsection (1) or (1.1) where the Governor in 40 Council is of the opinion that the repeal or amendment is warranted in the circumstances.
- (2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, annuler ou modifier un décret pris en vertu du paragraphe (1) ou (1.1) s'il l'estime justifié dans les circonstances.

Modification des décrets

- (2) Subsection 21(4) of the Act is replaced by the following:
- (2) Le paragraphe 21(4) de la même loi 40 est remplacé par ce qui suit :



Commencement of order

- (4) An order made under subsection (1) or (1.1) shall not come into force earlier than thirty days after a copy of the order has been sent to the government of the province concerned under subsection (3).
- 3. The Act is amended by adding the following after section 23.1:

Report by Minister

23.2 The Minister shall prepare a report on the operation of paragraph 19(1)(c), subsection 21(1.1) and the provisions of this Act that 10 concern that paragraph and subsection and shall cause it to be laid before each House of Parliament not later than the thirtieth sitting day of that House after the 31st day of January of each year.

Permanent review by a parliamentary committee

23.3 (1) The operation of paragraph 19(1)(c), subsection 21(1.1) and the provisions of this Act that concern that paragraph and subsection shall be reviewed on a permanent basis by such committee of the House of 20 Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament as may be designated or established by Parliament for that purpose.

Report

(2) One year after this section comes into force, and every two years thereafter, the 25 committee referred to in subsection (1) shall undertake a comprehensive review of the provisions referred to in that subsection and their operation and shall, within a reasonable period thereafter, cause to be laid before each 30 ble pour exécuter son mandat et faire déposer House of Parliament a report thereon.

(4) Un décret pris en vertu du paragraphe (1) ou (1.1) ne peut entrer en vigueur que trente jours après l'envoi au gouvernement de la province concernée du texte du décret aux 5 termes du paragraphe (3).

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23.1, de ce qui suit :

23.2 Le ministre établit un rapport sur l'application de l'alinéa 19(1)c), du paragraphes 21(1.1) et des dispositions de la présente 10 loi se rapportant à cet alinéa et à ce paragraphe et le fait déposer devant chaque chambre du Parlement au plus tard le trentième jour de séance de celle-ci suivant le 31 janvier de 15 chaque année.

Rapport du

23.3 (1) L'application de l'alinéa 19(1)c), du paragraphes 21(1.1) et des dispositions de la présente loi se rapportant à cet alinéa et à ce paragraphe est suivie par le comité du Sénat, de la Chambre des communes ou mixte 20 désigné ou constitué à cette fin.

Examen permanent par un comité parlementaire

(2) Un an après la date de l'entrée en vigueur du présent article, puis à tous les deux ans, le comité visé au paragraphe (1) procède à l'examen détaillé des dispositions visées à ce 25 paragraphe et des conséquences de leur application. Il dispose ensuite d'un délai raisonnason rapport devant chaque chambre du Parlement. 30

Rapport

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-374

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-374

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-374

PROJET DE LOI C-374

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (social services for the French linguistic minority of a province) Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (services sociaux à la minorité francophone d'une province)

First reading, February 20, 1997

Première lecture le 20 février 1997



MR. MARCHAND

M. MARCHAND

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-374

PROJET DE LOI C-374

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (social services for the French linguistic minority of a province)

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (services sociaux à la minorité francophone d'une province)

R.S. c. F-8; R.S., cc. 22, 39, 44 (1st Supp.), cc. 7, 15, 26, 28 (2nd Supp.), cc. 9, 11, 31 (3rd Supp.). cc. 7, 33, 35, 46, (4th Supp.); 1990, c. 39; 1991, cc. 9, 10, 38, 51: 1992, cc. 1, 10; 1993, c. 34; 1994, c. 2; 1995, cc. 17, 24, 28, 29; 1996, cc. 8, 11, 18

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., F-8: L.R., ch. 22, 39, 44 (1ct suppl.), ch. 7. 15, 26, 28 (20 suppl.), ch. 9, suppl.), ch. 7. 33, 35, 46, (4c suppl.); 1990, c. 39; 1991, ch. 9, 10, 38, 51; 1992, ch. 1, 10; 1993, c. 34; 1994. ch. 2; 1995, cc. 17, 24, 28, 29; 1996, cc. 8, 11, 18

1. Subsection 19(1) of the Federal-Provinthe following:

Criteria for eligibility

- 19. (1) In order that a province may qualify for a full cash contribution referred to in section 14 for a fiscal year,
 - (a) the laws of the province must not
 - (i) require or allow a period of residence in the province or Canada to be set as a condition of eligibility for social assistance or for the receipt or continued receipt thereof, or 15
 - (ii) make or allow the amount, form or manner of social assistance to be contingent upon a period of such residence; and
 - (b) the province must, in the opinion of the Minister, use a sufficient percentage of the 20 cash contribution to provide for the delivery of social programs in French to the French linguistic minority of the province.

- 1. Le paragraphe 19(1) de la Loi sur les cial Fiscal Arrangements Act is replaced by 5 arrangements fiscaux entre le gouvernement 5 fédéral et les provinces est remplacé par ce qui suit:
 - 19. (1) Est admise à recevoir, pour un exercice, la pleine contribution pécuniaire prévue à l'article 14 la province : 10

a) dont les règles de droit :

- i) n'exigent ni ne permettent de délai de résidence dans la province ou au Canada comme condition d'admissibilité à l'assistance sociale ou de réception initiale 15 ou continue de celle-ci;
- ii) n'assujettissent pas le montant ou la forme d'assistance sociale à un délai minimal de résidence et ne permettent 20 pas un tel assujettissement;
- b) qui, selon le cas, de l'avis du ministre, utilise un pourcentage adéquat de la contribution pécuniaire pour la prestation en

Admissibilité

SUMMARY

This enactment amends the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act and provides that the Governor in Council must by order reduce the contribution of the federal government to a province under the Canada Health and Social Transfer where the Minister of Human Resources Development is of the opinion that the government of the province will not use a sufficient percentage of that cash contribution for the delivery of social programs in French for the French linguistic minority of the province.

The enactment also provides that the Governor in Council shall direct that an amount equal to the reduction in the cash contribution be paid to institutions or agencies in the province that, in the opinion of the Minister of Human Resources Development, are dedicated to the protection or promotion of the use of French in the province or that will be able to provide social programs in French to all or part of the French linguistic minority of the province.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et prévoit que le gouvernement en conseil doit ordonner une réduction de la contribution du gouvernement fédéral à une province au titre du Transfert canadien en-matière de santé et de programmes sociaux lorsque le ministre du Développement des ressources humaines est d'avis que le gouvernement de cette province n'utilisera pas un pourcentage adéquat de cette contribution pécuniaire pour la prestation en français de programmes sociaux pour la minorité francophone de cette province.

Ce texte prévoit également que le gouverneur en conseil doit ordonner qu'une somme équivalente à ladite réduction de la contribution soit versée aux organismes ou institutions qui, de l'avis du ministre, seront en mesure d'offrir en français des programmes sociaux à la minorité françophone de cette province ou à une partie de celle-ci.

2. (1) Subsections 21(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Order reducing or withholding contribution

- 21. (1) Where, on the referral of a matter under section 20, the Governor in Council is of the opinion that the province does not or has 5 ceased to comply with paragraph 19(1)(a), the Governor in Council may, by order,
 - (a) direct that any cash contribution to that province for a fiscal year be reduced, in respect of each non-compliance, by an 10 amount that the Governor in Council considers to be appropriate, having regard to the gravity of the non-compliance; or
 - (b) where the Governor in Council considers it appropriate, direct that the whole of 15 any cash contribution to that province for a fiscal year be withheld.

Order reducing and paying contribution

(1.1) Where, on the referral of a matter under section 20, the Governor in Council is of the opinion that the province does not or has 20 ceased to comply with paragraph 19(1)(b), the Governor in Council shall, by order, direct that any cash contribution to that province for a fiscal year be reduced by an amount that the Governor in Council considers to be appropri- 25 ate, having regard to the gravity of the non-compliance, and that the amount be paid to institutions or agencies in the province that, in the opinion of the Minister, are dedicated to the protection or promotion of the use of 30 French in the province or will be able to offer social programs in French for all or part of the French linguistic minority of the province.

français de programmes sociaux à la minorité francophone de cette province.

- 2. (1) Les paragraphes 21(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :
- 21. (1) Si l'affaire lui est renvoyée en vertu 5 Décret de de l'article 20 et qu'il estime que la province ne satisfait pas ou plus aux conditions visées à l'alinéa 19(1) a), le gouverneur en conseil peut, par décret :

réduction ou de retenue

- a) soit ordonner, pour chaque manquement, 10 que la contribution pécuniaire à la province pour un exercice soit réduite du montant qu'il estime indiqué, compte tenu de la gravité du manquement;
- b) soit, s'il l'estime indiqué, ordonner la 15 retenue de la totalité de la contribution pécuniaire d'un exercice à la province.
- (1.1) Si l'affaire lui est renvoyée en vertu de l'article 20 et qu'il estime que la province ne satisfait pas ou plus aux conditions visées à 20 l'alinéa 19(1) b), le gouverneur en conseil ordonne que la contribution pécuniaire à la province pour un exercice soit réduit du montant qu'il estime indiqué, compte tenu de la gravité du manquement, et que le montant 25 soit versé à des institutions ou à des organismes de la province qui, de l'avis du ministre, seront en mesure d'offrir en français des programmes sociaux à la minorité francophone de cette province ou à une partie de 30 celle-ci.

Décret de réduction et de versement de la contribution

Amendino orders

- (2) The Governor in Council may, by order, repeal or amend any order made under 35 décret, annuler ou modifier un décret pris en subsection (1) or (1.1) where the Governor in Council is of the opinion that the repeal or amendment is warranted in the circumstances.
- (2) Subsection 21(4) of the Act is replaced by the following:

Commencement of order

- (4) An order made under subsection (1) or (1.1) shall not come into force earlier than thirty days after a copy of the order has been sent to the government of the province concerned under subsection (3).
- (2) Le gouverneur en conseil peut, par vertu du paragraphe (1) ou (1.1) s'il l'estime justifié dans les circonstances. 35

(2) Le paragraphe 21(4) de la même loi 40 est remplacé par ce qui suit :

(4) Un décret pris en vertu du paragraphe (1) ou (1.1) ne peut entrer en vigueur que trente jours après l'envoi au gouvernement de la 40 province concernée du texte du décret aux 45 termes du paragraphe (3).

Entrée en vigueur du

Modification

des décrets



3. The Act is amended by adding the following after section 23.1:

Report by the Minister of Human Resources Development

23.2 The Minister shall prepare a report on the operation of paragraph 19(1)(b), subsection 21(1.1) and the provisions of this Act that 5 concern that paragraph and subsection and shall cause it to be laid before each House of Parliament not later than the thirtieth sitting day of that House after the 31st day of January of each year.

Permanent review by a parliamentarv committee

23.3 (1) The operation of paragraph 19(1)(b), subsection 21(1.1) and the provisions of this Act that concern that paragraph and subsection shall be reviewed on a permanent basis by such committee of the House of 15 Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament as is designated or established by Parliament for that purpose.

Report

(2) One year after this section comes into force, and every two years thereafter, the 20 committee referred to in subsection (1) shall undertake a comprehensive review of the provisions referred to in this subsection and their operation and shall, within a reasonable period thereafter, cause to be laid before each 25 ble pour exécuter son mandat et faire déposer House of Parliament a report thereon.

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23.1, de ce qui suit :

23.2 Le ministre établit un rapport sur l'application de l'alinéa 19(1)b), du paragraphe 21(1.1) et des dispositions de la présente 5 loi se rapportant à cet alinéa et à ce paragraphe et le fait déposer devant chaque chambre du Parlement au plus tard le trentième iour de séance de celle-ci suivant le 31 janvier de 10 chaque année. 10

Rapport du ministre du Développement des ressources humaines

23.3 (1) L'application de l'alinéa 19(1)b), du paragraphe 21(1.1) et des dispositions de la présente loi se rapportant à cet alinéa et à ce paragraphe est suivie par le comité du Sénat, de la Chambre des communes ou mixte 15 désigné ou constitué à cette fin.

Examen permanent par un comité parlementaire

(2) Un an après la date de l'entrée en vigueur du présent article, puis à tous les deux ans, le comité visé au paragraphe 1 procède à l'examen détaillé des dispositions visées à ce 20 paragraphe et des conséquences de leur application. Il dispose ensuite d'un délai raisonnason rapport devant chaque chambre du Parlement. 25

Rapport

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics

munications

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-375

PROJET DE LOI C-375

An Act to amend the Agreement on Internal Trade Implementation Act

Loi modifiant la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur le commerce intérieur

First reading, February 20, 1997

Première lecture le 20 février 1997

Mr. Benoit M. Benoit

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-375

PROJET DE LOI C-375

An Act to amend the Agreement on Internal Trade Implementation Act

Loi modifiant la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur le commerce intérieur

1996, c. 17

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Agreement on Internal Trade

Deemed approval by all provinces

9.1 Where a proposal, made pursuant to the Agreement, relating to

the following after section 9:

- (a) the regulation of trade and commerce within the meaning of that phrase as used in 10 section 91 of the Constitution Act, 1867,
- (b) the avoidance of infringement of section 121 of the Constitution Act, 1867

receives the approval of at least two thirds of 15 the provinces that have, in the aggregate, according to the then latest general census, at least fifty per cent of the population of all the provinces, but does not receive the approval of all provinces, the Governor in Council may, 20 by order, bring the proposal or a part of it specified in the order in force, and the proposal or part of it so specified shall, for all purposes, including suspending benefits or the taking of retaliatory measures under section 9, be 25 sion prévue à l'article 9, comme si elle avait deemed to be in force under the Agreement as if it had been approved by all provinces.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1996, ch. 17

Présomption

d'approba-

tion par toutes les

provinces

1. La Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur Implementation Act is amended by adding 5 le commerce intérieur est modifiée par 5 adjonction, après l'article 9, de ce qui suit :

9.1 Lorsqu'une proposition, formulée en

vertu de l'Accord, ayant trait à la réglementation du trafic et du commerce au sens de cette expression en vertu de l'article 91 de la Loi 10 constitutionnelle de 1867 et au respect de l'article 121 de cette même loi, reçoit l'approbation d'au moins deux tiers des provinces dont la population confondue représente, selon le recensement général le plus récent à 15 l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de toutes les provinces, sans obtenir l'approbation de toutes les provinces, le gouverneur en conseil peut, par décret, mettre la proposition en vigueur pour le tout ou pour 20 la partie précisée dans le décret. La proposition, ou la partie précisée dans le décret, est réputée prendre effet conformément à l'Accord, à toutes fins, y compris la suspension d'avantages ou la prise de mesures de rétor-25

été approuvée par toutes les provinces.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

SUMMARY

This enactment will give the Governor in Council the power to bring a proposal into force under the Agreement if, although not having unanimous provincial consent, it nevertheless has the consent of two thirds of the provinces that have at least fifty per cent of the population of Canada. This would apply only to cases where the proposal falls within the federal legislative powers established by the *Constitution Act*, 1867 that relate to free interprovincial trade.

SOMMAIRE

Ce texte confère au gouverneur en conseil le pouvoir de mettre en vigueur, en vertu de l'Accord, une proposition même si celle-ci n'a pas l'aval de toutes les provinces, pourvu qu'elle ait celui d'au moins les deux tiers des provinces qui représentent au moins cinquante pour cent de la population du Canada. Ce pouvoir ne s'appliquerait qu'aux propositions relevant de la compétence législative du fédéral en matière de liberté du commerce interprovincial conférée par la Loi constitutionnelle de 1867.

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-376

PROJET DE LOI C-376

An Act to provide defined contribution pensions for the Public Service, the Canadian Forces and the Royal Canadian Mounted Police, to be managed and invested by a private sector manager, and to amend the Income Tax Act and certain other Acts in consequence thereof

Loi pourvoyant, pour la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada, à des pensions à contributions déterminées dont les fonds sont gérés par des secteur privé gestionnaires du modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et certaines autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Definitions

"Federal

Public

Service"

publique

fédérale »

« adminis-

Short title

- 1. This Act may be cited as the Federal Public Service Pension Act.
- 2. The definitions in this section apply in this Act.

"contributing "contributing employee" means an individuemployee' « contribu-

al who contributes to a pension account pursuant to section 4. 10

"Federal Public Service" means individuals serving in

- (a) the Public Service as defined in the Public Service Superannuation Act,
- (b) the regular force as defined in the 15 Canadian Forces Superannuation Act, or
- (c) the Force as defined in the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

"former Act" « loi antérieure »

"former Act" means, with respect to one of 20 the three branches of the Federal Public Service mentioned in the definition of that phrase, the Act that applied to the superannuation of employees of the branch immediately before the coming into force of 25 this Act.

1. Titre abrégé: Loi sur la pension de 5 l'administration publique fédérale

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« administration publique fédérale » Ensemble des personnes employées par :

a) la fonction publique au sens de ce 10 terme en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique;

b) la force régulière au sens de cette expression en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadien-15

c) la Gendarmerie au sens de ce terme en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

« contributeur » Personne qui verse des coti-20 « contribusations à un compte de pension en vertu de l'article 4.

« emploi ouvrant droit à pension » Emploi dans la fonction publique fédérale après le 31 décembre 1997, qui n'est ni exempté, ni 25 exclus, en vertu des règlements de l'application de la présente loi.

"contributing

employee'

« emploi ouvrant droit à pension » "pensionable service

352097

Titre abrégé

Définitions

« adminispublique fédérale »

tration "Federal Public Service"

SUMMARY

This enactment replaces the present superannuation scheme for the public service, the Canadian Forces and the R.C.M.P. The present superannuation Acts for these federal public servants provide prescribed benefit pensions funded by contributions by the employee to which a future government contribution is committed to ensure the payment of specified future benefits. This will not apply from January 1, 1998, but existing and accrued benefits under the present Act at that time are protected.

The new scheme, commencing January 1, 1998, is one that is funded by the employee's contributions at the same rate as before, and the employee may elect to contribute more. To this may be added any amount appropriated by Parliament. The funds are held in a pension account for each employee. The accounts will be managed by an approved private sector fund manager selected by a committee representing the employees.

On retirement, the employee may take a prescribed part of the account as a lump sum and the balance generates an annuity for the employee.

Family benefits are to be prescribed by regulations.

The *Income Tax Act* is amended to provide that the contributions made by the employee are deducted from taxable income.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de remplacer les régimes de pensions actuels dans la fonction publique, dans les Forces canadiennes et dans la GRC. Les lois de pensions actuelles applicables à ces fonctionnaires fédéraux pourvoient à des prestations de retraite fondées sur des cotisations des employés et sur des contributions futures du gouvernement nécessaires au paiement des prestations futures en cause. Ce régime cessera de s'appliquer le 1er janvier 1998, mais les prestations échues ou à échoir en vertu de la loi actuelle sont garanties.

Le nouveau régime, qui s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 1998, est fondé sur les cotisations des employés dont les barèmes resteront les mêmes qu'auparavant, sauf que les employés auront la possibilité de verser des cotisations supplémentaires. Il peut s'y ajouter des fonds affectés à cette fin par le Parlement. Les fonds sont affectés au compte de pension de chaque employé. Ces comptes sont administrés par un gestionnaire de fonds accrédité du secteur privé choisi par un comité représentant les employés.

Au moment de prendre sa retraite, l'employé peut recevoir une partie déterminée du compte en un seul paiement, le solde de son compte servant à lui verser une annuité.

Les prestations en faveur du conjoint et des enfants du contributeur sont déterminées par règlement.

La Loi de l'impôt sur le revenu est modifiée afin de prévoir que les cotisations à un régime de pension sont déduites du revenu imposable.

"fund manager" « gestionnaire de fonds »

"fund manager" means a financial manager in the private sector who has been approved by the regulations to manage pension accounts of contributing employees under this

"Minister" « ministre » "Minister" means such member of the Oueen's Privy Council for Canada as may be designated by order of the Governor in Council as the Minister for the purposes of 10

"pensionable service' « emploi ouvrant droit à pension »

"pensionable service" means employment in the Federal Public Service after December 31, 1997 that is not exempted or excluded from the application of this Act by the regu-15 lations.

Application

3. This Act applies to employment in the Federal Public Service after December 31, 1997.

Contributions by employee

4. (1) Every person employed in pensionable service in the Federal Public Service on 20 fonction publique fédérale dans un emploi or after January 1, 1998 shall contribute, by deduction from salary or otherwise as provided by the regulations, the percentage of salary provided by section 5.

Pension account

(2) Every amount contributed by a contrib-25 uting employee shall be paid into and held in a pension account established for that contributing employee.

Contribution from public funds

(3) Any amount appropriated by an Act of Parliament for the purpose of contributing to 30 fédérale au paiement de contributions de pensions under this Act shall be apportioned to the pension accounts of the employees to which this Act applies, in such proportions as is directed by the appropriating Act.

Amount of employee's contribution

- 5. An employee required or entitled to 35 contribute by subsection 4(1)
 - (a) shall contribute to the employee's pension account the percentage of the employee's salary specified as an employee's contribution in the former Act; and 40
 - (b) may, by election in the manner provided in the regulations, contribute to the employee's pension account an additional amount up to the amount mentioned in paragraph (a). 45

« gestionnaire de fonds » Gestionnaire financier du secteur privé désigné par règlement comme gestionnaire des comptes de pension des contributeurs conformément à la présente loi.

« gestionfonds » `fund manager"

« loi antérieure » Pour chacun des trois secteurs de l'administration publique fédérale mentionnés dans la définition de cette expression, la loi qui s'appliquait aux pensions de retraite de ce secteur immédiate-10 ment avant l'entrée en vigueur de la présen-

antérieure » "former act"

« ministre » Le membre du conseil privé de Sa Majesté pour le Canada chargé par décret du gouverneur en conseil de l'administra-15 tion de la présente loi.

« ministre » "ministre"

3. La présente loi s'applique à l'emploi dans la fonction publique fédérale après le 31 décembre 1997.

Champ d'application

4. (1) Toute personne employée dans la 20 Cotisations ouvrant droit à pension le 1er janvier 1998 ou après cette date, verse à titre de cotisation, sous forme de déduction du salaire ou sous une autre forme prévue par règlement, les propor-25 tions de son salaire mentionnées à l'article 5.

de l'employé

(2) Toute somme payée par un contributeur à titre de cotisation est versée à un compte de pension établi pour le contributeur et y est détenue. 30

Compte de pension

(3) Toute somme affectée par une loi pension en vertu de la présente loi est répartie entre les comptes de pension des employés auxquels la présente loi s'applique dans les 35 proportions indiquées à la loi de crédit portant cette affectation.

Contribution sur les fonds publics

5. Les proportions de son salaire qu'un employé verse à titre de cotisation à son compte de pension en vertu du paragraphe 40 4(1) sont les suivantes :

Proportions du salaire versées à titre de cotisation

- a) un employé est tenu de verser dix pour cent de son salaire à titre de cotisation à son compte de pension;
- b) un employé est autorisé à verser jusqu'à 45 dix pour cent de son salaire à titre de cotisation supplémentaire à son compte de



Lump sum and annuity

6. (1) At any time after reaching the age of fifty-five years, or upon becoming permanently disabled, the contributing employee may, by election in the prescribed form, elect to receive as a lump sum the percentage of the value of the account specified in the regulations, in cash or in the securities in which it is held, and to receive an annuity from the balance of the account in one of the forms of annuity prescribed by the regulations.

pension pourvu qu'il exerce cette faculté selon les modalités réglementaires.

6. (1) Après avoir atteint l'âge de cinquantecinq ans ou s'il est frappé d'invalidité permanente, le contributeur peut choisir, selon la 5 formule prescrite, de recevoir la proportion 5 déterminée par règlement de son compte de pension sous forme de paiement unique au comptant ou en valeurs mobilières dont le compte est constitué et de recevoir le solde de 10 son compte sous forme de l'une des annuités 10 déterminées par règlement.

Paiement unique et annuité

Family rights

(2) The rights of the spouse and children of a contributing employee respecting the pension account are as provided by the regulations.

(2) Les droits du conjoint et des enfants du contributeur relativement au compte de pension de celui-ci sont déterminés par règle-15 ment.

Droits familiaux

Fund management

7. (1) The funds in a pension account 15 mentioned in section 4 shall be managed and invested by a fund manager designated in the prescribed manner by the Designating Committee established pursuant to subsection (2).

7. (1) Le sommes détenues dans un compte de pension visé à l'article 4 sont obligatoirement administrées par un gestionnaire de fonds qui veille à leur placement; cet adminis-20 trateur est désigné par le Comité de nomination établi en vertu du paragraphe (2).

Gestion des fonds

Designating Committee

(2) There is hereby established a committee 20 to be known as the Designating Committee consisting of those members appointed by the Minister from persons nominated to represent the parts of the Federal Public Service in accordance with the regulations.

(2) Est constitué un comité appelé Comité de nomination, composé des personnes nom-

mées par le ministre parmi les personnes 25 proposées pour représenter chacune des parties de la fonction publique fédérale selon les 25 modalités prévues par les règlements.

Comité de nomination

Account held in trust

(3) The fund manager shall hold in trust every pension account assigned to the manager's management and report on the pension accounts to the Designating Committee and to every contributing employee in the manner 30 chacun des employés contributeurs selon les and at the times specified by the regulations.

(3) Le gestionnaire de fonds est fiduciaire de tous les comptes de pension qu'il est chargé 30 d'administrer et rend compte relativement à ces comptes au Comité de nomination et à modalités de temps et autres déterminées par règlement. 35

Fiducie des comptes de pension

Collective management

(4) The fund manager shall manage the investment of the assets of the pension accounts collectively, and not individually, and in such a manner that the investment 35 duel de sorte que le rendement des placements performance of each account over a specific period of time is the same.

(4) Le gestionnaire de fonds gère le placement des avoirs de comptes de pension de manière collective et non par compte indivi-

est le même pour tous les comptes pour une 40

période spécifique.

Gestion collective

Investment

8. (1) The funds in a pension account may be invested only in the manner and in the securities prescribed in the regulations.

8. (1) Il est interdit au gestionnaire de placer les sommes détenues dans des comptes de 40 pension autrement que selon les modalités prévues par les règlements et dans d'autres 45 valeurs mobilières que celles déterminées par les règlements.

Placement des avoirs



Règlements

Matters prescribed

- (2) Regulations under subsection (1) may, without limiting the generality of subsection (1), prescribe
 - (a) the nature of the securities in which the pension accounts may be invested; and
 - (b) the proportions of the pension accounts that may be held in different types of security at one time.

Existing benefits

9. Benefits that have become payable under the Public Service Superannuation Act, the 10 Loi sur la pension de retraite de la fonction Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act prior to January 1, 1998 are not affected by this Act.

Future benefits under former Acts

10. Benefits that become payable on or after 15 January 1, 1998 under the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act in respect of pensionable service on or before 20 pension de retraite de la Gendarmerie royale December 31, 1997 shall be paid in the amounts and at the times provided for in the regulations.

Employee leaving Service

- 11. An employee who leaves the Federal Public Service is entitled to
 - (a) receive a benefit,
 - (b) transfer the amount standing to the credit of the employee's pension account into a registered retirement pension plan as defined in the Income Tax Act, or 30
 - (c) transfer the amount standing to the credit of the employee's pension account into a registered retirement savings plan as defined in the Income Tax Act

in the manner determined by the regulations.

Regulations

- 12. The Governor in Council may make regulations
 - (a) for any purpose that by this Act is to be provided for by regulation or prescribed; 40
 - (b) establishing a code of conduct for managers in their handling of funds under this Act.

- (2) Les règlements visés au paragraphe (1) peuvent notamment pourvoir aux objets suivants:
- a) la nature des valeurs mobilières que les comptes de pension peuvent servir à acqué- 5
- b) les proportions des comptes de pension qui peuvent être investies dans chaque type de valeurs mobilières.
- 9. Les prestations payables en vertu de la 10 Prestations publique du Canada, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et échues au 1er janvier 15 1998 ne sont pas visées par la présente loi.

10. Les prestations qui deviennent payables le 1er janvier 1998 ou après cette date en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite 20 des Forces canadiennes ou de la Loi sur la du Canada en raison de service ouvrant droit à pension accompli jusqu'au 31 décembre 1997 sont payées conformément aux modali-25 tés de temps et selon les montants déterminés par règlement.

Prestations futures payables en vertu des lois antérieures

11. Un employé qui quitte l'administration 25 publique fédérale a droit, selon les modalités fixées par règlement :

Employés qui quittent le

- a) soit au paiement de prestations;
- b) soit au transfert du crédit porté à son compte de pension dans un régime agréé de pension au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu; 35
- c) soit au transfert du crédit porté à son compte de pension à un régime enregistré d'épargne retraite au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.
- 12. Le gouverneur en conseil peut, par 40 Règlements règlement:
 - a) prescrire tout ce qu'il est nécessaire de prescrire pour l'application de la présente
 - b) établir un code d'éthique à l'intention des 45 gestionnaires relativement à la gestion des



R.S., c. 1 (5th Supp.)

INCOME TAX ACT

13. The *Income Tax Act* is amended by adding the following after paragraph 8(1)(m.2):

(m.3) an amount contributed by the taxpayer in the year, in respect of the employment 5 of the taxpayer, to a pension account under the Federal Public Service Pension Act.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. P-36

- 14. The *Public Service Superannuation Act* is amended by adding the following after section 4:
- 4.1 This Act does not apply to pensionable employment after December 31, 1997.

R.S., c. C-17

- 15. The Canadian Forces Superannuation Act is amended by adding the following after section 3:
- 3.1 This Act does not apply to pensionable service after December 31, 1997.

R.S., c. R-11

- 16. The Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act is amended by adding the following after section 3:
- **3.1** This Act does not apply to pensionable service after December 31, 1997.

COMING INTO FORCE

Coming into force

17. This Act comes into force on January 1, 1998.

sommes détenues par eux dans des comptes de pension en vertu de la présente loi.

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

- 13. La Loi de l'impôt sur le revenu est modifiée par adjonction après l'alinéa 8(1)m.2) de ce qui suit :
- m.3) les cotisations que le contribuable a versées dans l'année, relativement à son emploi, à un compte de pension en vertu de la Loi sur la pension de l'administration publique fédérale;

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

14. La Loi sur la pension de la fonction publique est modifiée par adjonction, après 10 l'article 4, de ce qui suit :

L.R., ch. C-36

L.R., ch.

L.R., ch.

R-11

- **4.1** La présente loi ne s'applique pas à l'emploi ouvrant droit à pension accompli 15 après le 31 décembre 1997.
- 15. La Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes est modifiée par ad-15 jonction, après l'article 3, de ce qui suit :
 - 3.1 La présente loi ne s'applique pas à 20 l'emploi ouvrant droit à pension accompli après le 31 décembre 1997.
- 16. La Loi sur la pension de retraite dans la Gendarmerie royale du Canada est modi-20 fiée par adjonction, après l'article 3, de ce25 qui suit :
 - **3.1** La présente loi ne s'applique pas à l'emploi ouvrant droit à pension accompli après le 31 décembre 1997.

ENTRÉE EN VIGUEUR

17. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} 30 Entrée en vigueur la 1998.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-377

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-377

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-377

PROJET DE LOI C-377

An Act to amend the Referendum Act

First reading, March 3, 1997

Loi modifiant la Loi référendaire

Première lecture le 3 mars 1997



MRS. ABLONCZY

MME ABLONCZY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-377

PROJET DE LOI C-377

An Act to amend the Referendum Act

Loi modifiant la Loi référendaire

vantes selon l'ordre alphabétique.

communes.

Canada.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) L'article 2 de la Loi référendaire est

« comité de pétitionnaires » La ou les person-

ment au paragraphe 3(1.1) ou 3(1.3).

nes qui présentent une pétition conformé-

1992, c. 30; 1996 c 35

1. (1) Section 2 of the Referendum Act is amended by adding the following in alphabetical order:

1996, ch. 35 5 modifié par adjonction des définitions sui- 5

"auditor" « vérificateur » "auditor" means a person who is a member in good standing of an association or institute of professional accountants of a province and who is recognized by that association or 10 institute as qualified to carry out the duties of an auditor for the purposes of this Act, and includes a firm, every partner of which is such a person;

« comité de

"Clerk" « greffier »

"constitutional

« modification

amendment'

constitution-

"Clerk" means the Clerk of the House of 15 Commons:

« greffier » "Clerk" « greffier » Le greffier de la Chambre des 10

"constitutional amendment" means a proposal for an amendment to the Constitution of Canada;

tes légales soit en vertu d'une loi d'une pro-15

"judge" « juge »

nelle »

"judge" means a judge of the Federal Court of 20

« juge » "judge"

"petition committee" « comité de pétitionnaires »

Canada: "petition committee" means the person or persons who submit a petition under sub-

"working day" means a day that is not a Satur- 25 day, a Sunday, a holiday under the Holidays Act or a holiday under an Act of the legislature of a province.

section 3(1.1) or 3(1.3);

« vérificateur » Membre en règle d'une association ou d'un institut de comptables professionnels d'une province et reconnu par cette association ou cet institut comme apte 25 à exécuter les fonctions de vérificateur pour l'application de la présente loi y compris les sociétés dont tous les associés ont cette qua-

"working day" « jour ouvrable »

> (2) The definition of "federal party" in section 2 of the Act is replaced by the 30 l'article 2 de la même loi est remplacée par following:

(2) La définition de « parti fédéral » à 30 ce qui suit :

352210

1992, ch. 30;

pétitionnaires » petition committee"

« jour ouvrable » Tout jour autre que les same-« jour dis, les dimanches et les jours de congés soit day' en vertu de la Loi instituant des jours de fê-

ouvrable » working.

« juge » Un juge de la Cour fédérale du Cana-« modification constitutionnelle » Proposi-

« modification constitutiontion de modification de la Constitution du 20 nelle » "constitutional amendment'

« vérificateur »

SUMMARY

This enactment allows electors to petition for a referendum on proposed legislation or a constitutional amendment, provides for the question to be put to the electors and for the procedures for establishing committees to coordinate the advocation of and the opposition to the question.

Proposed legislation that is approved is deemed to have passed second reading in both Houses and proposed constitutional amendments that are approved are deemed to have been moved as motions in both Houses.

SOMMAIRE

Ce texte autorise les électeurs à demander par pétition la tenue d'un référendum sur un projet de loi ou une modification constitutionnelle. Le texte pourvoit à la tenue d'un référendum afin d'obtenir l'avis des électeurs sur cette proposition et établit la procédure pour la constitution de comités chargés de coordonner la campagne référendaire de ceux qui favorisent la question et celle de ceux qui s'y opposent.

Une proposition législative ayant obtenu l'approbation des électeurs est réputée avoir été adoptée en deuxième lecture par les deux chambres du Parlement. Une proposition de modification constitutionnelle approuvée par les électeurs est réputé avoir été proposée dans les deux chambres.

fédéral » "federal

party"

"federal party « parti fédéral » "federal party" means a political party that

- (a) has one or more elected members in the House of Commons on the day on which writs of referendum are issued or, if Parliament is then dissolved, had one or 5 more such members immediately before dissolution, or
- (b) is registered under the Canada Elections Act:
- (3) The definition of "provincial party" 10 in section 2 of the Act is replaced by the following:

"provincial party « parti provincial »

- "provincial party" means a political party that
 - (a) has one or more elected members in 15 a provincial legislature on the day on which writs of referendum are issued or, if the legislature is then dissolved, had one or more such members immediately 20 before dissolution, or
 - (b) is registered under the Act of a province that regulates the registration of political parties;
- 2. The Act is amended by adding the following after section 2:

Effect of referendum

2.1 (1) A proposal for legislation that has been approved by electors by a majority vote in a referendum shall be deemed to have been passed at second reading in the House of Commons and shall be referred to such 30 Chambre des communes et est déférée au committee as the House may order for consideration and report to the House.

Constitutional amendments

- (2) The following shall be deemed to have been proposed as a motion in the Senate and House of Commons and shall be debated in 35 tées avoir été proposées comme motions au each House no later than the fifteenth day on which that House sits following the referendum and put to the question no later than the tenth day on which that House sits following the commencement of debate:
 - (a) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may

« parti fédéral » Parti politique :

a) qui est représenté par au moins un député à la Chambre des communes le jour de la délivrance des brefs référendaires ou si le Parlement est alors dissout, 5 était représenté par au moins un tel député immédiatement avant la dissolution:

b) enregistré en vertu de la Loi électorale du Canada.

(3) La définition de « parti provincial » à l'article 2 de la même loi est remplacée par ce qui suit :

« parti provincial » Parti politique :

« parti provincial » provincial

- a) qui est représenté par au moins un 15 party député à une assemblée législative provinciale le jour de la délivrance des brefs référendaires ou, si l'assemblée législative est alors dissoute, qui y était représenté par au moins un député immédiate-20 ment avant la dissolution:
- b) enregistré en vertu de la loi d'une province régissant l'enregistrement des partis politiques.
- 2. La même loi est modifiée par adjonc-25 25 tion après l'article 2, de ce qui suit :

2.1 (1) Une proposition de mesure législative approuvée par les électeurs à la majorité des votants lors d'un référendum est réputée avoir été adoptée en deuxième lecture à la30 comité de la Chambre que celle-ci désigne pour étude et rapport à la Chambre.

Portée d'un référendum

(2) Les propositions de modifications constitutionnelles ci-après énumérées sont répu-35 pelles Sénat et à la Chambre des communes et sont débattues dans chacune des chambres au plus tard le quinzième jour de séance de cette chambre après le référendum et la motion est 40 40 mise aux voix au plus tard le dixième jour de séance de la chambre après le début du débat :

Modifications constitution-



amended pursuant to subsection 38(1) or section 42 of the Constitution Act, 1982 and that has been approved by electors by a majority vote and by a majority vote in at least two-thirds of the provinces that have, 5 in the aggregate, according to the then latest general census, at least fifty per cent of the population of all the provinces;

- (b) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be 10 amended pursuant to section 41 of the Constitution Act, 1982 that has been approved by electors by a majority vote in each province in a referendum;
- (c) an amendment to any part of the 15 Constitution of Canada that may be amended pursuant to section 43 of the Constitution Act, 1982 that has been approved by electors by a majority vote in each province to which the amendment 20 applies; and
- (d) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be amended pursuant to section 44 of the Constitution Act, 1982 that has been ap-25 proved by electors by a majority vote.
- 3. Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:

3. (1) Where the Governor in Council considers that it is in the public interest to 30 que l'intérêt public justifie la consultation du obtain by means of a referendum the opinion of electors on the question of whether an amendment should be made to the Constitution of Canada or on the question of whether an Act of Parliament should be brought into 35 force, the Governor in Council may, by proclamation, direct that the opinion of electors be obtained by putting the question to the electors of Canada or of one or more provinces specified in the proclamation at a referendum 40 called for that purpose.

- a) une modification à quelque disposition de la Constitution du Canada qui peut être modifiée conformément au paragraphe 38(1) ou à l'article 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 et qui a été approuvée à un 5 référendum par une majorité des votants au référendum et par une majorité des votants dans les deux tiers des provinces dont la population confondue représente, selon le recensement le plus récent, au moins cin-10 quante pour cent de la population de toutes les provinces,
- b) une modification à quelque disposition de la Constitution du Canada qui peut être modifiée conformément au paragraphe 4115 de la Loi constitutionnelle de 1982 et qui a été approuvée à un référendum à la majorité des votants à un référendum dans chacune des provinces du Canada;
- c) une modification à quelque disposition 20 de la Constitution du Canada qui peut être modifiée conformément à l'article 43 de la Loi constitutionnelle du Canada de 1982 et qui a été approuvée par une majorité des votants à un référendum dans chacune des 25 provinces concernées;
- d) une modification à quelque disposition de la Constitution du Canada qui peut être modifiée conformément à l'article 44 de Loi constitutionnelle du Canada de 1982 et30 qui a été approuvée par une majorité des votants à un référendum.
- 3. Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- 3. (1) Le gouverneur en conseil, s'il estime 35 corps électoral canadien par voie référendaire sur la question de savoir s'il y a lieu de modifier la Constitution du Canada ou de mettre en vigueur une loi fédérale, peut, par 40 proclamation, lui soumettre cette question lors d'un référendum tenu dans l'ensemble du pays ou dans une ou plusieurs provinces mentionnées dans la proclamation.

Référendum à l'initiative gouverneur en conseil

Referendum initiated by Governor in Council



4. Section 3 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Constitutional referendum initiated by petition

(1.1) Where a petition, stating that the petitioners consider that it is in the public interest to obtain by means of a referendum 5 l'intérêt public d'obtenir l'opinion des électhe opinion of electors on the question of whether an amendment, drafted by the petitioners, should be made to the Constitution of Canada under the amending formula in subsection 38(1) or section 41, 42, 43 or 44 of the 10 Constitution Act, 1982, is submitted to the Speaker of the House of Commons, the Speaker shall transmit the petition to the Governor in Council and the Governor in Council shall, by proclamation, direct that the 15 opinion of electors be obtained by putting the question to the electors of Canada at a referendum called for that purpose.

Form of petition

- (1.2) A petition submitted to the Speaker pursuant to subsection (1.1) must
 - (a) be accompanied by the text of the proposed constitutional amendment;
 - (b) contain the signatures of a number of electors equal to or greater than three per cent or more of the total votes cast in the 25 most recent general election; and
 - (c) conform to all other requirements of this Act.

Referendum initiated by petition

(1.3) Where a petition is submitted to the Speaker of the House of Commons stating that 30 président de la Chambre des communes the petitioners consider that it is in the public interest to obtain by means of a referendum the opinion of electors on the question of whether legislation proposed by the petitioners should be enacted by Parliament, the 35 Governor in Council shall, by proclamation, direct that the opinion of electors be obtained by putting the question to the electors of Canada at a referendum called for that purpose. 40

4. L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit après le paragraphe (1):

(1.1) Lorsqu'une pétition mentionnant que les pétitionnaires estiment qu'il est dans 5 teurs par référendum sur la question de savoir s'il y a lieu d'apporter la modification à la Constitution du Canada que les pétitionnaires proposent selon l'une des formules d'amende-10 ments prévues au paragraphe 38(1) ou à l'article 41, 42, 43 ou 44, est présentée au président de la Chambre des communes, ce dernier transmet la pétition au gouverneur en conseil. Le gouverneur en conseil prend une 15 proclamation afin de soumettre cette question aux électeurs du Canada par référendum.

Référendum sur la Constitution découlant d'une pétition

- (1.2) Une pétition présentée au président de 20 la Chambre des communes conformément au paragraphe (1.1) doit satisfaire aux conditions 20 suivantes:
 - Caractéristiques de la pétition
 - a) le texte de la modification constitutionnelle proposée doit être joint à la pétition;
 - b) la pétition doit comporter la signature d'un nombre d'électeurs correspondant à au 25 moins trois pour cent du nombre total de voix exprimées lors de la dernière élection générale:
 - c) la pétition doit satisfaire aux autres 30 exigences de la présente loi.
 - (1.3) Lorsqu'une pétition présentée au affirme que les pétitionnaires estiment qu'il est dans l'intérêt public d'obtenir l'avis des électeurs par référendum sur la question de 35 savoir s'il y a lieu que le Parlement adopte la mesure législative proposée par les pétitionnaires, le gouverneur en conseil prend une proclamation afin de soumettre cette question aux électeurs du Canada par référendum.

Référendum sur un projet de loi soumis par pétition



pétition

Requirements for petition

- (1.4) A petition submitted to the Speaker pursuant to subsection (1.3) must
 - (a) be accompanied by the text of the proposed legislation;
 - (b) contain the signatures of a number of 5 electors equal to or greater than three per cent or more of the total votes cast in the most recent general election; and
 - (c) conform to all other requirements of this 10 Act.

5. Subsection 3(2) of the Act is replaced by the following:

More than one question

- (2) In the event that more than one petition that qualifies to be placed on the ballot is submitted to the Speaker of the House of 15 satisfait aux conditions exigées pour faire Commons, a proclamation may direct that more than one question be put to electors at the same time.
- 6. Section 5 of the Act is replaced by the following:

Ouestion

Question to

operate

notwithstanding

Charter

- 5. (1) A referendum question shall be worded "Do you support", followed by the long title of the bill and a question mark.
- (2) Where proposed legislation includes, among its provisions, use of the provision, 25 under section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, that Parliament may enact laws notwithstanding certain other provisions of the Charter, the ballot must include, before the place to be marked by the elector, 30 le texte suivant, imprimé avant l'espace où 35 the following:

"This proposed legislation invokes section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms (the "Notwithstanding Clause") that will permit the bill to operate notwith- 35 standing certain provisions of the Charter."

(1.4) Une pétition présentée au président de la Chambre des communes conformément au paragraphe (1.3) doit satisfaire aux conditions suivantes:

- a) la pétition doit comporter le texte de la 5 mesure législative proposée;
- b) la pétition doit comporter la signature d'un nombre d'électeurs correspondant à au moins trois pour cent du nombre total de voix exprimées lors de la dernière élection 10 générale
- c) la pétition doit satisfaire aux autres exigences de la présente loi.
- 5. Le paragraphe 3(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 15
- (2) Lorsque plus d'une pétition soumise au président de la Chambre des communes l'objet d'un référendum, la proclamation référendaire peut prescrire que plus d'une 20 question soit inscrite au même bulletin de vote et soumise aux électeurs en même temps.

Questions multiples

6. L'article 5 de la même loi est remplacé 20 par ce qui suit :

5. (1) La question référendaire est ainsi 25 Libellé de la formulée: « Favorisez-vous la » suivi du titre intégral du projet de loi et d'un point d'interrogation.

question

- (2) Lorsque la mesure législative proposée comporte une disposition dérogatoire à certai-30 la Charte nes dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés, qu'il est loisible au Parlement d'adopter conformément à l'article 33 de celle-ci, le bulletin de vote doit comporter l'électeur indique son choix :
 - « Le présent projet de loi comporte une disposition qui met en jeu l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés (clause dérogatoire) de sorte que le projet 40 de loi s'appliquera par dérogation à certaines dispositions de la Charte. »

Disposition dérogatoire à



publics

Dépenses sur

Question where spending authorized

(3) Where proposed legislation or a constitutional amendment would authorize the expenditure of any part of the public funds of Canada, the question on the ballot must elector, the following:

Referendum Act

"This proposed legislation (or constitutional amendment) will cause the Government of Canada to increase spending by _____ per year, starting in ____ and continuing for _____ years."

or, where the appropriation is expected to continue indefinitely.

"This proposed legislation (or constitutional amendment) will cause the Government 15 of Canada to increase spending by _ per year, starting in ____ and continuing indefinitely."

Reduction in other expenditure

(4) Where proposed legislation would authorize the expenditure of any part of the 20 législative proposée aurait comme consépublic funds of Canada, but would also result in a reduction in other expenditure already authorized, the statement described in subsection (3) shall state the expenditure and the reduction and the net amount.

Incurring liability

(5) Where proposed legislation or a constitutional amendment would have the effect of causing the Government of Canada to incur a liability or a contingent liability, the question on the ballot must include, before the place to 30 be marked by the elector, the following;

"This proposed legislation (or constitutional amendment) will cause the Government of Canada to incur a liability of \$_ by the year .",

where the year listed is the year at which the liability or contingent liability is expected to be at its maximum.

(3) Lorsqu'une proposition législative ou une modification constitutionnelle aurait pour effet d'entraîner des dépenses de fonds publics, la question, sur le bulletin de vote, include, before the place to be marked by the 5 comporte le texte suivant imprimé avant 5 l'espace où l'électeur indique son choix :

> « La mesure législative proposée (ou la modification constitutionnelle) aura comme conséquence d'augmenter les dépenses gouvernement du Canada \$ chaque année, pendant années à compter de __

Si l'application de la mesure législative proposée (ou de la modification constitutionnelle) doit entraîner une augmentation des dépen-15 ses pour une durée indéterminée, le texte est le suivant:

« La mesure législative proposée (ou la modification constitutionnelle proposée) aura comme conséquence d'augmenter les 20 dépenses du gouvernement du Canada de _\$ chaque année, à compter de __, pendant une période indél'année _ terminée. »

(4) Lorsque l'application de la mesure 25 Épargnes quence d'entraîner une dépense de fonds publics, mais aussi d'occasionner une diminution d'autres dépenses, les montants épargnés en vertu de la proposition sont soustraits de 30 25 l'augmentation des dépenses pour arriver au montant net des dépenses à indiquer dans l'énoncé prévu au paragraphe (3).

(5) Lorsque l'application de la mesure législative ou de la modification constitution-35 nelle proposée aurait comme conséquence de faire encourir au gouvernement du Canada une responsabilité éventuelle ou actuelle, la question, sur le bulletin de vote, comporte le texte suivant avant l'espace où l'électeur 40 indique son choix. L'année à indiquer est celle où le montant de la responsabilité prévue est 35 le plus grand.

« La mes	ure législative	proposée (ou la
modificati	on constitution	onnelle proposée) 45
aura comi	ne conséquenc	e de faire encourir
au gouver	nement du Car	nada une responsa-
bilité de _	\$ pour	r l'année »

Responsabi-



Estimates added to text of proposed

(6) In the text of proposed legislation or a constitutional amendment, the expenditure estimates provided to the Chief Electoral Officer shall be included.

Estimates made by Governor in Council

(7) The expenditure estimates required 5 under subsections (3), (4) and (5) shall, in the case of legislation proposed under subsection 3(1), be made by the Governor in Council.

Estimates made by petition committee

(8) The expenditure estimates referred to in subsections (3), (4) and (5) shall, in the case of 10 prévisions de dépenses et les estimations de a bill initiated under subsection 3(1.1) or 3(1.3), be made by the petition committee.

If estimates not provided

Government

questions

with

conflicting

petitioned

questions

(9) If a question that would, if passed, require the expenditure of any part of the public funds of Canada is presented to the 15 Chief Electoral Officer without expenditure estimates, the question shall not be placed on the ballot.

7. The Act is amended by adding the following after section 5:

5.1 Where the Referendum Review Council determines that a question that has been placed on a ballot pursuant to subsection 3(1) is substantially similar to a question initiated by a petition under subsection 3(1.1) or 3(1.3) 25 that has been certified by the Clerk, after consultation with the Chief Electoral Officer, to contain a number of valid signatures equal to or in excess of the number required, the question proposed pursuant to subsection 3(1) 30 signatures, la question établie en vertu du shall not appear on the ballot.

8. Subsection 6(3) of the Act is replaced by the following:

Time at which referenda may be beld

(3) Where a petition that has been certified correct under section 33.9 is presented to the 35 House of Commons, the Governor in Council shall, by order made within a month after the petition was presented and published in the Canada Gazette, appoint a day on which the referendum is to be held that must be within a 40 year after the petition was presented.

(6) Le texte de la mesure législative ou de la modification constitutionnelle proposée doit comporter les prévisions de dépenses et les estimations de temps fournies au directeur général des élections.

Prévisions de dépenses inscrites au texte du projet de loi

(7) Le gouverneur en conseil fournit les prévisions de dépenses et les estimations de temps visées aux paragraphes (3), (4) et (5), dans le cas d'une mesure législative proposée en vertu du paragraphe 3(1).

Prévisions et estimations établies par le gouverneur en conseil

(8) Le comité de pétitionnaires fournit les temps prévues aux paragraphes (3), (4) et (5) dans le cas d'un projet de loi proposé en vertu du paragraphe 3(1.1) ou 3(1.3). 15

Prévisions et estimations établies par le comité de pétitionnaires

(9) Si une question référendaire qui, si elle était adoptée, aurait pour effet d'entraîner des dépenses de fonds publics est présentée au directeur général des élections sans estimation de dépenses, elle n'est pas inscrite au bulletin 20 de vote.

Absence d'estimations de dépenses

7. La même loi est modifiée par adjonc-20 tion, après l'article 5, de ce qui suit :

5.1 Lorsque le Conseil d'examen sur les référendums estime qu'une question inscrite 25 au bulletin de vote en vertu du paragraphe 3(1) est en substance semblable à une question découlant d'une pétition conformément au paragraphe 3(1.1) ou 3(1.3) relativement à laquelle le greffier a attesté, après avoir 30 consulté de directeur général des élections, qu'elle comporte au moins le nombre exigé de paragraphe 3(1) n'est pas inscrite au bulletin de vote. 35

Conflit entre une question formulée par le gouvernement question proposée par pétition

8. Le paragraphe 6(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'une pétition certifiée correcte en vertu de l'article 33.9 est présentée à la Chambre des communes, le gouverneur en 40 conseil fixe, par décret pris dans le mois suivant la date à laquelle la pétition a été présentée et publiée dans la Gazette du Canada, la date de la tenue du scrutin référendaire. Cette date doit être dans l'année 45 suivant celle de la présentation de la pétition.

Date du référendum



Date set by Commons

(3.1) Notwithstanding subsection (3), the House of Commons may fix, by resolution passed within three months after the petition is presented and approved by seventy per cent of the membership of the House, a date between twelve and twenty-four months after the petition was presented or the next ensuing polling day in a general election as the date for the referendum.

(3.1) Par dérogation au paragraphe (3), la Chambre des communes peut, par résolution adoptée dans les trois mois de la présentation de la pétition à la majorité d'au moins soixante-dix pour cent des députés de la 5 Chambre, fixer la date de la tenue du scrutin référendaire, lequel doit alors avoir lieu plus de douze et moins de vingt-quatre mois après la présentation de la pétition à la Chambre ou le jour du scrutin de la première élection 10 générale suivante.

Date fixée par les Communes

General election

(3.2) If, after an order has been made under 10 subsection (3), and before the referendum has been held, a writ is issued for a general election, the order is void and the referendum shall be held on the date of the general election. 15

(3.2) Si, après la prise du décret visé au paragraphe (3) et avant la tenue du référendum, il est émis un bref pour une élection générale, le décret est annulé et le référendum 15 a lieu le jour de l'élection générale.

9. Le paragraphe 6(5) de la même loi est

(5) Un bref référendaire ne peut être délivré

pendant une élection générale, il ne peut non 20

10. Les paragraphes 6(6) et 6(7) sont

11. La même loi est modifiée par adjonc-25

plus porter une date postérieure au soixantième jour avant celui du scrutin référendaire.

remplacé par ce qui suit :

abrogés.

de celui-ci.

d'une élection générale

Restrictions

9. Subsection 6(5) of the Act is replaced by the following:

Restrictions

- (5) A writ of referendum may not be issued during a general election period nor dated later than the sixtieth day before polling day 20 at the referendum.
- 10. Subsections 6(6) and 6(7) of the Act are repealed.
- 11. The Act is amended by adding the following after section 6: 25 tion, après l'article 6, de ce qui suit :

REFERENDUM REVIEW COUNCIL

CONSEIL D'EXAMEN SUR LES RÉFÉRENDUMS

Conseil d'examen sur les référendums, com-

posé de trois juges de la Cour fédérale

juges membres du conseil à titre de président

désignés par le juge en chef de cette cour.

Council established

6.1 (1) There is hereby established a council to be known as the Referendum Review Council, consisting of three judges of the Federal Court of Canada appointed by the Chief Justice of the Court. 30

Création du 6.1 (1) Est constitué un conseil appelé Conseil

Chair

(2) The Chief Justice shall name one of the three judges appointed to be the Chair of the Council.

(2) Le juge en chef nomme l'un des trois

Désignation du président

30

Vacancy

(3) In the event that one member of the act, the Chief Justice shall appoint another judge of the court to fill the vacancy.

(3) En cas de démission ou de décès d'un Council resigns, dies or becomes unable to 35 membre du conseil ou si l'un d'eux devient 35 incapable d'agir, le juge en chef de la Cour fédérale désigne un autre juge de cette cour pour remplacer le juge qui est décédé, a démissionné ou est devenu incapable d'agir.

Incapacité d'agir



Jurisdiction

6.2 The Referendum Review Council shall have exclusive jurisdiction to hear any judicial proceeding relating to anything arising under this Act.

6.2 Le Conseil a compétence exclusive de

connaître toutes les procédures judiciaires

Compétence du Conseil

Decisions

6.3 A decision of the Referendum Review 5 Council is final.

6.3 La décision du Conseil est définitive.

relatives à la présente loi.

Décision définitive

Conseil

Decisions of the Council

- 6.4 (1) A proposal for legislation or a constitutional amendment made pursuant to this Act that has been certified by the Clerk, after consultation with the Chief Electoral 10 certifiée par le greffier, après consultation du Officer, to contain a number of valid signatures in excess of the number required, shall be referred to the Referendum Review Council for a decision on
 - (a) whether it requires that section 33 of the 15 Canadian Charter of Rights and Freedoms be invoked;
 - (b) whether it would appropriate any part of the public revenue or of any tax or impost;
 - (c) whether it is substantially similar to another proposal initiated by petition that has been certified by the Clerk, after consultation with the Chief Electoral Officer, to contain a number of valid signatures 25 in excess of the number required.

Decision in thirty days

(2) The Council shall render a decision on all matters placed before it within thirty days from the date on which they have been placed

before the Council.

Absence of decision

- (3) If the Council does not render a decision within thirty days from the date on which the matter was referred to the Council, the subject of the referendum is deemed, for purposes of being placed on the ballot,
 - (a) to be subject to the amending formula selected by the Governor in Council, in the case of amendments initiated under subsection 3(1), or by the petition committee, in the case of amendments initiated under 40 subsection 3(1.1);
 - (b) not to appropriate any part of the public revenue or of any tax or impost; and
 - (c) not to be substantially similar to another proposal initiated by petition under subsec- 45

- 6.4 (1) Toute proposition de modification 5 Renvoi au constitutionnelle et toute proposition législative formulée en vertu de la présente loi et directeur des élections afin d'établir qu'elle comporte au moins le nombre requis de 10 signatures est déférée au Conseil qui doit déterminer :
 - a) si elle exige le recours à l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés:
 - b) si elle a pour effet d'entraîner l'affecta-15 tion de revenus publics, de taxes ou d'impôts;
 - c) si elle est en substance semblable à une autre proposition découlant d'une pétition et comportant, selon l'attestation du gref-20 fier, après qu'il ait consulté le directeur général des élections, plus de signatures valides que le nombre exigé.
- (2) Le Conseil est tenu de rendre une décision sur une question qui lui est soumise 25 dans les trente jours de la date à laquelle il en 30 est saisi.

Délai de la décision

(3) Si le Conseil ne rend pas de décision dans le délai de trente jours de la date à laquelle il a été saisi de la question, pour ce qui 30 concerne la composition du bulletin de vote, 35 l'objet du référendum est réputé :

Absence de décision

- a) être de la catégorie convenant à la formule d'amendement choisie par le gouverneur en conseil dans le cas d'un référen-35 dum découlant du paragraphe 3(1) ou le comité de pétitionnaires dans le cas d'un référendum découlant du paragraphe 3(1.1);
- b) ne pas entraîner l'affectation de fonds 40 publics, de taxes ou d'impôts;



tion 3(1.1) or 3(1.3) that has been certified by the Clerk to contain a number of valid signatures in excess of the number required.

Decisions made public

6.5 No decision of the Council is valid unless it is in writing and is made public by the 5 par écrit et publiées dès qu'elles sont rendues. Council when it is rendered.

Temporary assistance

6.6 The Chair of the Council may call upon the services, on a temporary basis, of any person the Chair considers necessary to assist the Council to carry out its function.

ROYAL RECOMMENDATION

Royal Recommendation to be requested for all Money Bills

6.7 If the Referendum Review Council determines that a proposed bill initiated by petition appropriates any part of the public revenue or of any tax or impost, the Governor in Council shall, prior to the referendum, 1 request the Governor General to recommend the bill by a message to the House of Commons, in accordance with sections 54 and 55 of the Constitution Act, 1867.

12. Subsection 8(1) of the Act is replaced 20 by the following:

Where no enumeration

8. (1) Where the polling day at a referendum is within two years and two days after the polling day at an election or a previous referendum, no enumeration of electors shall 25 le scrutin correspondant se tient dans le délai be made for the purposes of the subsequent referendum unless the Chief Electoral Officer is of the opinion that there should be an enumeration and so directs, and, for the purposes of the provisions of the Canada 30 révision des listes électorales préliminaires, Elections Act relating to revision of the preliminary lists of electors, the official lists of electors prepared for and used at the election or previous referendum shall be deemed to be the preliminary lists of electors 35 dum qui suit. prepared for the purposes of the subsequent referendum.

13. Section 11 of the Act is replaced by the following:

c) ne pas être en substance semblable à une autre proposition de modification proposée en vertu du paragraphe 3(1.1) ou 3(1.3) que le greffier a attestée avoir été appuyée par un plus grand nombre de signataires que le 5 nombre requis.

6.5 Les décisions du Conseil sont rendues

Les décisions sont publiées

6.6 Le président du Conseil peut retenir, à titre temporaire, les services de toute personne 10 qu'il estime nécessaire pour assister le Conseil 10 dans l'exécution de ses fonctions.

Personnel

RECOMMANDATION ROYALE

6.7 Si le Conseil d'examen sur les référendums arrive à la conclusion qu'un projet de loi proposé en vertu d'une pétition comporte 15 l'affectation de revenus publics, de taxes ou d'impôt, le gouverneur en conseil doit demander au gouverneur général, avant la tenue du référendum, de recommander le projet de loi par un message à la Chambre des communes 20 conformément aux articles 54 et 55 de la Loi constitutionnelle de 1867.

Recommandation royale nécessaire pour les lois financières

12. Le paragraphe 8(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. (1) Sauf ordre contraire du directeur 25 Absence de général des élections, il n'y a aucun recensement des électeurs en vue d'un référendum si de deux ans et deux jours suivant le jour du scrutin lors d'une élection ou d'un référendum 30 antérieurs; pour l'application des dispositions de la Loi électorale du Canada portant sur la les listes officielles dressées pour l'élection ou le référendum antérieurs et utilisées à cette 35 occasion sont réputées être les listes préliminaires dressées en vue de la tenue du référen-

13. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 40

recensement



Persons permitted in polling station

- 11. (1) During the time in which a poll remains open at a polling station, no person other than
 - (a) the returning officer, the assistant returning officer, the central poll supervisor, 5 the deputy returning officer, the poll clerk, any peace officer and the information officer, and
 - (b) an agent of each registered umbrella committee

shall remain in the room where the voting is carried out for a period longer than the period necessary to enable that person to vote.

Delivery of agent's appointment

(2) Forthwith on being admitted to a polling station, every agent of a registered umbrella 15 l'agent d'un comité-parapluie enregistré précommittee shall present to the deputy returning officer the written appointment of the agent in the form prescribed by the Chief Electoral Officer.

Oath of secrecy

(3) Every agent of a registered umbrella 20 committee, on being admitted to the first polling station that the agent visits, shall take an oath in the prescribed form to keep secret the option in favour of which the ballot paper of any elector is marked in the agent's 25 presence.

Appointment of agents

(4) A registered umbrella committee or the official agent of a registered umbrella committee may appoint as many agents as the committee or official agent deems necessary 30 res pour chaque bureau de scrutin, sauf qu'il for a polling station, but only one agent or agent-at-large may be present in the polling station at any time.

Agent leaving polling station

(5) An agent of a registered umbrella committee may leave and return to a polling 35 s'absenter d'un bureau de scrutin et y revenir station at any time before the close of the poll and, after such absence, is not required to produce a new written appointment from the official agent of the committee or to take another oath pursuant to subsection (3). 40

Examination of poll book conveying information

(6) An agent of a registered umbrella committee may, during polling hours, but at no other time,

11. (1) Tout le temps pendant lequel un bureau de scrutin est ouvert, nulle autre personne que celles ci-après mentionnées ne peut se trouver dans la pièce dans laquelle le scrutin se déroule au delà du temps nécessaire 5 pour voter; cette interdiction ne s'applique pas:

Personnes autorisées à SE TROUVER dans un bureau de scrutin

- a) au directeur du scrutin, au directeur adjoint du scrutin, au superviseur de centre de scrutin, au scrutateur, aux agents de la 10 paix non plus qu'aux agents d'information;
- b) à l'agent de chacun des comités-parapluies enregistrés ou aux agents généraux des comités.
- (2) Dès son arrivée à un bureau de scrutin, 15 sente au scrutateur sa lettre de nomination qui doit être en la forme prescrite par le directeur général des élections.

Présentation de sa lettre de nomination par l'agent

(3) Après son arrivée au bureau de scrutin, 20 Serment de tout agent de comité-parapluie prête serment, selon la formule prescrite, de ne pas révéler en faveur de quelle option les électeurs qui ont marqué leur bulletin en sa présence ont voté.

(4) Un comité-parapluie ou son agent 25 Nomination officiel peut nommer autant d'agents que le comité ou son agent officiel estime nécessaine peut y avoir plus d'un agent ou d'un agent général à la fois au bureau de scrutin. 30

des agents

(5) L'agent d'un comité enregistré peut pendant tout le temps que le bureau est ouvert sans être à chaque fois tenu de présenter son titre de nomination ou de prêter le serment de 35 secret visé au paragraphe (3).

Absence du bureau de scrutin

(6) Pendant les heures d'ouverture du bureau de scrutin, un agent d'un comité-parapluie enregistré :

Examen du cahier de scrutin et transmission de renseignements



- (a) examine the poll book and take any information therefrom, but not so as to delay an elector in casting a vote; and
- (b) convey any information obtained by the examination referred to in paragraph (a) to 5 any agent of the committee outside the polling station.

14. The Act is amended by adding the following after section 11:

Counting of ballots

Presence of

agents

- 11.1 (1) The agents present in the polling 10 station one-half hour before the hour fixed for opening the poll are entitled to have the ballot papers counted in their collective presence before the opening of the poll, and to inspect the ballot papers and all other papers, forms 15 and documents relating to the poll, but not so as to delay the opening of the poll.
- (2) The absence of any agent of a registered umbrella committee at any time or place does not invalidate any act done or not done 20 pursuant to this Act if the act is otherwise properly done or not done and, notwithstanding any provision of this Act requiring or authorizing any act to be done or not done at the polls or elsewhere in the presence of agents 25 of the committees, the provision is deemed to refer to the presence of such agents of the committees as are authorized to attend and in attendance at the time.

15. The Act is amended by adding the 30 following after section 12:

Effect of noncompliance with Act

- 12.1 A referendum shall not be declared invalid by reason of
 - (a) non-compliance with any provision of this Act relating to
 - (i) limitations of time, or
 - (ii) the taking of the poll or the counting of the votes,

or

(b) any insufficiency in any publication of 40 any proclamation, notice or other document, or any mistake in the use of the forms prescribed by the Chief Electoral Officer pursuant to this Act,

- a) peut examiner le cahier du scrutin et en noter des renseignements pourvu qu'il ne retarde pas le vote des électeurs en le faisant:
- b) communiquer les renseignements obte- 5 nus en vertu de l'examen visé à l'alinéa a) à un autre agent du comité hors du bureau de scrutin.

14. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit : 10

11.1 (1) Les agents d'un comité-parapluie enregistré présent au bureau de scrutin une demi-heure avant l'ouverture du bureau peuvent faire compter, en leur présence, les bulletins de vote avant l'heure prévue de 15 l'ouverture du bureau et inspecter les bulletins de vote et les autres papiers, formules ou documents ayant trait au bureau de scrutin, mais il ne peuvent ainsi retarder l'heure d'ouverture du bureau de scrutin. 20

Décompte des bulletins de vote

(2) L'absence d'un agent d'un comité-parapluie enregistré n'a pas pour effet d'invalider ce qui a été fait ou ne l'a pas été en vertu de la présente loi si l'acte ou l'omission est autrement valide. Toute disposition de la présente 25 loi exigeant ou permettant l'accomplissement ou l'omission d'un acte en présence des agents des comités est réputée vouloir dire en présence des agents des comités autorisés à être présents et qui étaient alors présents. 30

Présence des agents

15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :

- 12.1 Un référendum n'est pas nul pour les causes suivantes, s'il appert au juge que le référendum a généralement été tenu confor-35 présente loi mément aux principes énoncés dans la présente loi et que l'inobservance n'a pas eu d'effet sur les résultats du référendum :
 - a) l'inobservance d'une disposition de la présente loi relative aux délais, à la tenue du 40 scrutin ou au décompte des votes;
 - b) l'insuffisance dans la publication d'une proclamation ou une erreur dans l'utilisation des formules portées à la présente loi ou prescrites par le directeur général des 45 élections.

Conséquences du non respect de la



5

if it appears to the judge that the referendum was conducted substantially in accordance with the principles laid down in this Act and that the non-compliance did not affect the result of the referendum.

16. Subsection 13(9) of the Act is replaced by the following:

Validity of registration

- (9) The registration of a referendum campaign committee for the purposes of a referendum question is valid only for purposes of that 10 daire n'est valide que pour les fins de cette 5 referendum question.
- 17. The Act is amended by adding the following after section 13:

UMBRELLA CAMPAIGN COMMITTEES

Powers of umbrella campaign committees

Creation of

umbrella

campaign committees

- 13.1 An umbrella campaign committee may
 - (a) appoint scrutineers, in the prescribed form, to be present during voting and the counting of votes, both at the time that referendum ballots are counted and at the time of any recount; and 20
 - (b) prepare material for inclusion in the explanatory booklet prepared by the Chief Electoral Officer.

13.2 If a petition for proposed legislation or a constitutional amendment obtains the re-25 sition de mesure législative ou une proposition quired number of signatures, the Chief Electoral Officer shall appoint not fewer than three nor more than twenty electors as a provisional umbrella campaign committee in favour of the proposal, and not fewer than three nor more 30 than twenty electors to form a provisional umbrella campaign committee against the proposal.

Registered petition committees

13.3 (1) Where a petition committee has sponsored a petition in favour of a proposal 35 a parrainé une pétition en faveur d'une that is to be the subject of a referendum, the Chief Electoral Officer must appoint those persons nominated in writing by the committee to form the provisional umbrella campaign committee in favour of the proposal. 40

16. Le paragraphe 13(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) L'enregistrement d'un comité de campagne référendaire pour une question référenquestion référendaire.

Portée de l'enregistrement

17. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 13, de ce qui suit :

> COMITÉS-PARAPLUIES DE CAMPAGNES RÉFÉRENDAIRES

13.1 Le comité-parapluie d'une campagne 15 référendaire peut :

Pouvoir des comitésparapluies de ampagnes référendaires

- a) nommer les scrutateurs en la manière prescrite, être présent au moment du scrutin et du décompte des votes, à l'occasion soit de la fin du vote soit d'un recomptage;
- b) préparer le matériel à insérer dans le 15 cahier explicatif établi par le directeur général des élection.
- 13.2 Si une pétition comportant une propode modification constitutionnelle recueille le 20 campagnes nombre requis de signatures, le directeur général des élections nomme, entre trois et vingt électeurs, lesquels constituent le comitéparapluie provisoire de la campagne référendaire pour ceux qui favorisent la proposition 25 et entre trois et vingt électeurs, lesquels constituent le comité-parapluie de la campagne référendaire pour ceux qui s'opposent à la proposition.

13.3 (1) Lorsqu'un comité de pétitionnaires 30 Comités proposition faisant l'objet d'un référendum, le directeur général des élections nomme les personnes désignées par écrit par le comité à titre de membres du comité-parapluie provi-35

Constitution

des comités

référendaires

enregistrés de pétitionnaires



nominations

(2) If no nomination of electors is submitted to the Chief Electoral Officer, the Chief Electoral Officer shall appoint the members of the petition committee.

Initial meeting

13.4 (1) The Chief Electoral Officer shall, 5 with the least possible delay, call an initial meeting of the provisional umbrella campaign committees.

By-laws and Chair

(2) At its initial meeting, a provisional umbrella committee shall adopt by-laws to 10 pluie provisoire adopte un règlement intérieur govern the procedures of the committee and the establishment and authorization of branches of the committee in electoral districts, and shall appoint one of its members as Chair. 15

Establishment, and operation campaign committee

13.5 (1) The by-laws governing an umbrella campaign committee shall govern its operation and procedures and specify the name by which it is to be known.

Coming into effect of by-law

- (2) A by-law comes into effect when a copy 20 of the resolution, signed by a majority of the members, is received by the Chief Electoral Officer.
- 18. Section 14 of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):
 - (e) the Government of Canada or an agent thereof;
 - (f) the government of a province or territory or an agent thereof;
 - (g) the government of a county or munici-30 pality or an agent thereof;
 - (h) the government of a self-governing aboriginal nation within Canada, or the band council of an Indian band under the 35 Indian Act, or
 - (i) any group or organization that received fifty per cent or more of its funding in its previous fiscal year from the Government of Canada, one or more provincial or territorial governments, one or more mu-40

soire de la campagne référendaire favorisant la proposition.

(2) En l'absence de proposition d'électeurs au directeur général des élections, ce dernier nomme les membres du comité de pétitionnai- 5

Absence de proposition d'électeurs

13.4 (1) Le directeur général des élections convoque, dès qu'il le peut, la première réunion des comités-parapluies provisoires de la campagne référendaire.

Première

(2) A sa première réunion, le comité-paradéterminant son fonctionnement, la création et l'agrément des subdivisions de circonscription du comité. Le comité désigne aussi l'un 15 de ses membres comme président.

Règlement intérieur et présidence

13.5 (1) Le règlement intérieur d'un comité-parapluie de campagne référendaire en détermine le fonctionnement et régit ses délibérations, il détermine le nom sous lequel 20 le comité est connu.

Création. nom et fonctionnement du comité

(2) Le règlement entre en vigueur dès que le directeur général des élection recoit copie de la résolution signée par une majorité des membres du comité.

Entrée en vigueur

- 18. L'article 14 de la même loi est modifié 25 par adjonction, après l'alinéa d) de ce qui suit:
 - e) du gouvernement du Canada ou de l'un de ses mandataires: 30
 - f) du gouvernement d'une province ou d'un territoire ou de l'un de ses mandataires:
 - g) du gouvernement d'un comté ou d'une municipalité ou de l'un de ses mandataires;
 - h) du gouvernement d'une nation autochto-35 ne du Canada jouissant de l'autonomie gouvernementale ou du conseil de bande d'une bande indienne au sens de la Loi sur les Indiens:
 - i) de quelque groupe ou organisme qui, au 40 cours de son exercice précédent, a reçu plus de la moitié de son financement du gouver-



nicipal governments, one or more self-governing aboriginal nations, one or more band councils of Indian Bands under the *Indian Act*, the agents of one or more of the above, or any combination of the above.

19. Paragraph 15(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for the year commencing on any subsequent April 1 is the product obtained by multiplying three cents by the fraction 10 published pursuant to subsection 39(2) of the Canada Elections Act for that year.

20. Section 31 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Explanatory booklet

- (3) The Chief Electoral Officer shall, as 15 soon as possible after the issue of a writ of referendum, issue an electors' booklet, in the form prescribed by the Chief Electoral Officer, including:
 - (a) a facsimile of the ballot that will be 20 presented to voters at the date of the referendum:
 - (b) a complete text of each of the bills that will be voted on:
 - (c) a brief statement of the law as it exists; 2
 - (d) a brief statement of the effect of the proposed bill;
 - (e) two written statements, each of which is no more than two hundred and fifty words in length, one advocating the voters' ap-30 proval of the measure and one advocating the voters' rejection of the measure; and
 - (f) two written statements, each of which is no more than seventy-five words in length, rebutting the statement advocating approv-35 al and the statement advocating rejection of the measure.

nement du Canada, d'un ou plusieurs gouvernements des provinces ou des territoires, d'un ou plusieurs gouvernements municipaux, d'un ou de plusieurs nations indiennes jouissant de l'autonomie gouver- 5 nementale, d'un ou de plusieurs conseils de bandes de bandes indiennes au sens de la *Loi sur les Indiens*, de leurs mandataires ou d'une combinaison de ces gouvernements.

19. L'alinéa 15(3)b) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

b) le nombre applicable à toute autre année suivante est le produit obtenu par la multiplication de trois cents par la fraction publiée pour cette année en conformité 15 avec le paragraphe 39(2) de la Loi électorale du Canada.

20. L'article 31 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Cahier explicatif

- (3) Dès que possible après l'émission d'un bref référendaire, le directeur général des élections publie, en la forme prescrite par lui, un cahier des électeurs comportant notamment:
 - a) un facsimilé du bulletin de vote qui sera remis aux électeurs lors du scrutin référendaire;
 - b) le texte complet de chacun des projets de loi sur lesquels l'électeur vote; 30
 - c) un bref énoncé du droit dans son état actuel;
 - d) un bref énoncé des conséquences du projet de loi proposé;
 - e) deux énoncés d'au plus deux cent35 cinquante mots chacun, l'un pour favoriser l'approbation par les électeurs du projet de loi proposé, l'autre le rejet de ce projet de loi:
 - f) deux énoncés d'au plus soixante quinze 40 mots chacun, réfutant l'un l'énoncé en faveur de l'approbation du projet de loi proposé et l'autre l'énoncé en faveur du rejet du projet de loi proposé.



Explanatory booklet

(4) The text of the statements mentioned in paragraphs (3)(e) and (f) shall be provided by the relevant umbrella committee.

21. The Act is amended by adding the following after section 33:

Who may initiate a petition

33.1 Any person who is eligible to vote at a general election under the Canada Elections Act may initiate a petition addressed to the Clerk for a referendum to seek the opinion of amendment to the Constitution of Canada under subsection 38(1) or section 41, 42, 43 or 44 of the Constitution Act, 1982.

Statements to accompany a petition presented for signature

33.2 (1) A person who presents a petition to an elector for signature must show the elector 15 pétition à un électeur pour la lui faire signer the full text of the petition and a summary of not more than one hundred words that accurately reflects its purpose.

Statement to electors

(2) Every petition must clearly display the following statement:

"Every person who signs this petition with other than his or her true name, knowingly signs more than one petition relating to the same question, signs this petition when he or she is not an eligible voter or makes a 25 false statement on this petition is guilty of an offence and may be punished by a fine or imprisonment or both."

Language of petition

Statements

with petition

submitted to

Chief

Electoral

Officer

33.4 A petition filed with the Clerk shall be accompanied by a solemn or statutory declaration

33.3 A petition form may be circulated in

(a) signed by the petitioners;

languages.

- (b) stating the name, address and postal codes of each petitioner;
- (c) stating the date on which each petitioner signed; and
- (d) stating the question to be submitted to 40 the electors.

(4) Le texte des énoncés visés aux alinéas 3e) et f) sont préparés par les comités-parapluies de la campagne référendaire pertinents.

Cahier explicatif

21. La même loi est modifiée par adjonc- 5 5 tion, après l'article 33, de ce qui suit :

33.1 Toute personne habile à voter à une élection générale en vertu de la Loi électorale du Canada peut être à l'origine d'une pétition soumise au greffier en vue d'un référendum 10 the electors on a proposal for legislation of an 10 sur l'avis des électeurs relativement à une proposition législative ou une modification à la Constitution du Canada en vertu du paragraphe 38(1) ou de l'article 41, 42, 43 ou 44 de la Loi constitutionnelle de 1982.

Oui peut proposer une pétition

33.2 (1) Toute personne qui présente une doit lui produire l'énoncé complet de la pétition et un texte d'au plus cent mots qui énonce fidèlement l'objet de la pétition. 20

Énoncés à produire avec la pétition

(2) Toute pétition doit comporter, claire-20 ment visible, l'énoncé suivant :

obligatoire sur la pétition

- « Quiconque soit signe une pétition autrement que de son nom véritable, soit signe sciemment plus d'une fois la même péti-25 tion, soit signe une pétition alors qu'il n'a pas qualité d'électeur, soit fait une fausse déclaration sur la pétition est coupable d'une infraction et s'expose à une amende ou à une peine de prison ou à ces deux 30 peines à la fois. »
- 33.3 Une pétition peut être en anglais ou en either English or French or in both official 30 français ou dans les deux langues officielles.

Langue de la pétition

33.4 A la pétition produite auprès du greffier est jointe une déclaration solennelle 35 signée par les pétitionnaires, énonçant les 35 nom, adresse et code postal de chacun de ces derniers, la date à laquelle chacun a signé la pétition et comportant le libellé de la question à soumettre aux électeurs. 40

Déclaration à produire au greffier avec la pétition



Collection period

33.5 No signature to a petition to hold a referendum is valid if dated more than eighteen months before the date the petition is filed pursuant to section 33.4.

33.5 La signature apposée par une personne à une pétition demandant la tenue d'un référendum n'est pas valide si elle porte une date antérieure à dix-huit mois avant la date à laquelle la pétition est produite en vertu de 5 l'article 33.4.

Délai de validité des signatures

Who may circulate a petition

33.6 (1) A petition may be circulated for 5 signature by any Canadian citizen.

33.6 (1) Tout citoyen canadien a le droit de faire circuler une pétition en vue d'y obtenir des signatures.

Droit de faire circuler une

Means of circulation

(2) Subject to sections 33.2, 33.3 and 33.4, a petition may be circulated electronically or by mail.

(2) Sous réserve des articles 33.2, 33.3 et 10 Moyens de 33.4, une pétition peut être diffusée par des moyens électroniques ou par courrier.

diffusion

Expenses

(3) No person may receive compensation 10 for circulating a petition, except for reasonable and actual expenses for meal costs or travel costs incurred while collecting petitions or reporting for volunteer work.

(3) Nul ne peut recevoir de rémunération pour faire circuler une pétition, si ce n'est les frais de repas et de voyages raisonnablement 15 engagés pour faire circuler une pétition ou pour participer à du travail bénévole.

Absence de rémunération

Exception

(4) Subsection (3) does not apply to postal 15 or courier workers or services.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux services postaux ou de messageries ni à leurs 20 employés.

Exception

Offences

33.7 No person shall

- (a) as principal or agent, or having charge or control of the circulation of, or obtaining of signatures to, any petition, intentionally 20 misrepresent or intentionally make any false statement concerning the content, purport or effect of the petition to any person who signs, or desires to sign, or is requested to sign, or who makes enquiries 25 with reference to the petition, or to whom it is presented for signature;
- (b) wilfully and knowingly circulate, publish or exhibit any false statement or misrepresentation concerning the content, 30 purport or effect of a petition for the purpose of obtaining any signature to, or persuading or influencing any person to sign, the petition;
- (c) refuse to allow a prospective signer to 35 read a petition;
- (d) conceal or obscure the summary of the proposal from the view of a prospective signer;
- (e) solicit any person circulating the peti- 40 tion to affix any false or forged signature, or

33.7 Commet une infraction quiconque:

Infractions

- a) à titre de commettant ou d'agent alors qu'il est responsable de faire circuler une pétition ou d'y obtenir des signatures, fait volontairement une fausse déclaration rela-25 tivement à la teneur, au but ou à la portée d'une pétition à une autre personne qui signe la pétition, veut la signer ou s'informe au sujet de la pétition ou à une personne à laquelle la pétition est présentée pour 30 signature;
- b) publie, montre ou fait circuler volontairement et sciemment une déclaration fausse relativement à la teneur, au but ou à la portée d'une pétition dans le but d'y obtenir 35 des signatures, de persuader une autre personne de la signer ou de l'influencer à le faire:
- c) refuse à un signataire éventuel de la pétition de la lui laisser lire; 40
- d) cache ou masque le résumé de la proposition à un signataire éventuel de la pétition;
- e) demande à toute personne qui fait circuler la pétition d'y apposer des signatu-45



cause or permit such signature to be affixed;

(f) knowingly sign the same petition more than once, sign a petition when not an eligible voter, or make a false statement on 5 a petition.

Number of copies

- 33.8 (1) There is no limit to the number of copies of a petition.
- (2) Copies of a petition become part of the original petition when submitted to the Clerk.

Validity of signatures

33.9 (1) Upon receipt of a completed petition, the Clerk shall cause a random check to be carried out on the validity of the signatures and of all other information stated on the petition, and shall publicly announce 15 the results of the check.

Invalidity

- (2) If a random check of not less than five thousand signatures reveals
 - (a) a number of invalid signatures that, by extrapolation, indicates that the petition 20 lacks sufficient valid signatures to exceed the number required under subsection 3(1.1) or 3(1.2), as the case may be, or
 - (b) that the petition contains materially 25 incorrect information,

the Clerk shall not place the petition on the referendum ballot.

If no check

(3) If the Clerk does not complete and announce the result of the check required by subsection (1) within sixty days of receiving 30 annonce pas les résultats dans les soixante the petition, the signatures and other information on the petition shall be considered valid.

Conditional writ issued

(4) After the Clerk has confirmed that a petition has a sufficient number of signatures to exceed the number required under subsec-35 en vertu du paragraphe 3(1.2), le greffier tion 3(1.2), the Clerk shall issue a conditional writ certifying that the requirements of subsection 3(1.1) or 3(1.4), as the case may be, have been met, and that a referendum will be

res fausses ou contrefaites ou y appose ou y laisse apposer de telles signatures;

- f) signe sciemment la même pétition plus d'une fois, signe une pétition alors qu'il n'a pas qualité d'électeur ou fait une fausse 5 déclaration sur une pétition.
- 33.8 (1) Il n'y a pas de nombre maximum d'exemplaires d'une pétition.

Nombre d'exemplaires

(2) Tous les exemplaires d'une pétition en 10 deviennent l'original après qu'ils ont été 10 transmis au greffier.

Original

33.9 (1) Après avoir reçu la totalité de la pétition, le greffier fait procéder à la vérification de la validité d'un échantillon aléatoire de signatures de la pétition et des autres rensei-15 gnements qui y sont portés et annonce publiquement le résultat de cette vérification.

Vérification de la validité des signatures

(2) Le greffier refuse de faire inscrire la question référendaire relative à la pétition au bulletin de vote, si après avoir procédé à la 20 vérification d'au moins cinq mille signatures choisies au hasard, il constate :

Condition de validité

- a) que le nombre total de signatures valides dans l'échantillon indique que la pétition ne comporte pas un nombre de signatures 25 supérieur au nombre exigé en vertu du paragraphe 3(1.1) ou 3(1.2), selon le cas;
- b) la pétition comporte des renseignements incorrects sur des points essentiels.
- (3) Si le greffier ne fait pas procéder à la 30 Absence de vérification prévue au paragraphe (1) et n'en jours suivant la réception par lui de la pétition, la pétition est réputée comporter le nombre exigé de signatures valides et être correcte35 quant aux autres renseignements.
 - Délivrance d'un bref conditionnel

vérification

(4) Après avoir attesté qu'une pétition comporte plus du nombre exigé de signatures délivre un bref conditionnel attestant que les 40 conditions du paragraphe 3(1.2) ou 3(1.4), selon le cas, sont remplies et qu'il y aura référendum sur la question posée en vertu de



Orders

held on the question that is the subject of the petition, subject to the question meeting the

other requirements of this Act.

(5) The Clerk may issue any order necessection, but not so as to restrict the ability of

an elector to petition under this Act.

la pétition, sous réserve que cette question satisfasse aux autres exigences de la présente loi.

(5) Le greffier peut délivrer les ordres sary to carry out the duties required by this 5 nécessaires à l'exécution des obligations que 5 le présent article lui impose, sauf que ces ordres ne peuvent porter atteinte à la faculté d'un électeur de présenter une pétition en vertu de la présente loi.

Ordres

22. The part of subsection 34(1) of the Act preceding paragraph (a) is replaced by the

following:

22. Le passage du paragraphe 34(1) de la 10 même loi qui précède l'alinéa a) est rempla-10 cé par ce qui suit :

34. (1) Quiconque contrevient au paragra-

Infraction

offences

following:

34. (1) Every person who contravenes subsection 10(2), 16(4), 18(4), 20(1), 32(4) or 33.2(1) or section 33.8 is guilty of an offence and is liable

23. Section 39 of the Act is replaced by the 15

phe 10(2), 16(4), 18(4), 20(1), 32(4), 33.2(1) ou à l'article 33.8 commet une infraction et 15 encourt sur déclaration de culpabilité :

23. L'article 39 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Enumeration for election

General

39. (1) Where the polling day at an election is within two years and two days after the polling day at a referendum, no enumeration of electors shall be made for the purposes of 20 scrutin correspondant se tient dans les deux the election unless the Chief Electoral Officer otherwise directs, and, for the purposes of the provisions of the Canada Elections Act relating to revision of the preliminary lists of electors, the official lists of electors prepared 25 préliminaires, les listes officielles dressées for and used at the referendum shall be deemed to be the preliminary lists of electors prepared for the purposes of the election.

39. (1) Sauf ordre contraire du directeur général des élections, il n'y a aucun recense-20 ment des électeurs en vue d'une élection si le ans et deux jours suivant le jour du scrutin lors d'un référendum; pour l'application des dispositions de la Loi électorale du Canada25 portant sur la révision des listes électorales pour ce référendum et utilisées à cette occasion sont réputées être les listes préliminaires

dressées en vue de la tenue de l'élection qui 30

recensement

Enumeration for election

- (2) If an election follows a referendum for which no enumeration was made in com-30 lequel il n'y a pas eu de recensement conforpliance with section 8(1), an enumeration of electors shall be made.
 - (2) Si l'élection suit un référendum pour mément au paragraphe 8(1), il y a recensement des électeurs pour l'élection. 35

suit.

Absence de recensement

24. The Act is amended by adding the

following after section 39:

Ballot boxes

39.1 Where a referendum is held concur-35 rently with a general election or by-election, a separate ballot box shall be provided for the ballot paper containing the referendum questions.

24. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 39, de ce qui suit :

39.1 Lorsqu'un référendum a lieu en même temps qu'une élection générale ou partielle, les bulletins de vote du référendum sont placés 40 par les électeurs dans une boîte de scrutin distincte de celle servant pour les bulletins de vote de l'élection.

Boîte de



5

Ballot papers

39.2 (1) Where a referendum is held concurrently with a general election or byelection, a separate ballot paper shall be provided for the referendum questions.

39.2 (1) Lorsqu'un référendum a lieu en même temps qu'une élection générale ou partielle, les questions référendaires sont inscrites sur un bulletin de vote distinct du bulletin de vote servant à l'élection.

Rulletin de vote distinct

Ordre des

questions

Order of auestions

- (2) If there is more than one question on the 5 ballot paper, the ordering of the questions on the paper shall be
 - (a) first, questions placed on the ballot pursuant to subsection 3(1.1), with the questions that received the larger numbers 10 of signatures in the petitioning process being placed above those that received lesser numbers of signatures;
 - (b) second, questions placed on the ballot pursuant to subsection 3(1.3), with the 15 questions that received the larger numbers of signatures in the petitioning process being placed above those that received lesser numbers of signatures;
 - (c) third, questions placed on the ballot 20 pursuant to subsection 3(1), in the order determined by the Clerk.

Form of ballot paper

- (3) A ballot paper shall be in prescribed form and shall have a counterfoil and a stub, with a line of perforations between the ballot 25 paper and the counterfoil and between the counterfoil and the stub.
- 25. Section 42 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Amendments to this Act

- (3) No amendment shall be made to this Act 30 unless it has first been submitted for approval by referendum and approved in accordance with this Act.
- Transitional: 26. No writ authorizing a referendum first three months mittee be registered, within three months after the day on which this Act comes into

- (2) S'il y a plus d'une question référendaire à inscrire au bulletin de vote, l'ordre d'inscription des questions est le suivant :
 - a) sont inscrites, en premier lieu, les questions portées au bulletin en vertu de la 10 procédure visée au paragraphe 3(1.1), à commencer par la question pour laquelle le plus grand nombre de signatures a été recueilli, les autres questions étant inscrites l'une après l'autre, selon l'ordre inverse du 15 nombre de signatures recueillies pour chaque question;
 - b) sont inscrites ensuite, les questions portées au bulletin de vote en vertu de la procédure visée au paragraphe 3(1.3), à 20 commencer par la question pour laquelle le plus grand nombre de signatures a été recueilli, les autres questions étant inscrites l'une après l'autre, selon l'ordre inverse du nombre de signatures recueillies pour cha-25
 - c) viennent ensuite les questions portées au bulletin de vote en vertu de la procédure visée au paragraphe 3(1), selon l'ordre déterminé par le greffier. 30
- (3) Le bulletin de vote est dans la forme prescrite et comporte un talon et une souche avec ligne perforée entre le bulletin de vote et le talon et entre le talon et la souche.

Forme du bulletin de vote

- 25. L'article 42 de la même loi est modifié 35 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :
- (3) Aucune modification ne peut être apportée à la présente loi si elle n'a d'abord été soumise à l'approbation des électeurs par 40 référendum et approuvée conformément à la présente loi.
- 26. Il est interdit de délivrer un bref ou may be issued, nor may any petition com-35 d'enregistrer un comité de pétitionnaires pendant les trois mois suivant l'entrée en 45 la loi vigueur de la présente loi à moins que le

Délai initial après l'entrée en vigueur de



force unless, before the expiration of those three months, the Clerk has published in the Canada Gazette a notice that the necessary preparations for the bringing into operation of this Act have been made.

greffier n'ait fait publier, avant l'expiration de ces trois mois, un avis dans la *Gazette du Canada* mentionnant que les préparatifs nécessaires à la mise en application de la 5 présente loi ont été faits.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

C-378

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-378

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-378

PROJET DE LOI C-378

An Act to amend the Immigration Act (permanent resident status)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (qualité de résident permanent)

First reading, March 5, 1997

Première lecture le 5 mars 1997



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-378

PROJET DE LOI C-378

An Act to amend the Immigration Act (permanent resident status)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (qualité de résident permanent)

R.S., c. I-2; R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10, 46 (2nd Supp.), c. 30 (3rd Supp.). cc. 1, 28, 29, 30 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, cc. 1, 47, 49, 51; 1993, c. 28; 1994, cc. 26, 31; 1995, cc. 5, 15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. I-2; L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 10, 46 (2e suppl.), ch. 30 (3e suppl.), ch. 1, 28, 29, 30 (4e suppl.); 1990, ch. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, ch. 1, 47, 49, 51; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31; 1995, ch. 5, 15

1. The *Immigration Act* is amended by adding the following after section 24:

Retention of status

24.1 Notwithstanding any other provision of this Act, where an immigration officer is satisfied that a person seeking to come into and remain permanently in Canada lived in Canada for twenty-five years or more prior to 10 1970 and thereafter sojourned or resided outside Canada, that person shall be deemed to be a permanent resident.

1. La Loi sur l'immigration est modifiée 5 par adjonction, après l'article 24, de ce qui 5 suit:

24.1 Malgré toute autre disposition de la présente loi, la personne qui convainc un agent d'immigration qu'elle a vécu au Canada pendant au moins vingt-cinq ans avant 1970 et 10 qui a par la suite séjourné ou résidé à l'étranger est réputée résident permanent lorsqu'elle revient au Canada en vue de s'y établir en permanence.

Maintien du

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 089

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-379

C-379

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-379

PROJET DE LOI C-379

An Act to amend the Criminal Code (arrest of those in breach of condition of parole or statutory or temporary release)

Loi modifiant le Code criminel (arrestation des personnes qui manquent aux conditions de leur libération conditionnelle, de leur libération d'office ou de leur permission de sortir)

First reading, March 5, 1997

Première lecture le 5 mars 1997



MR. WHITE (Fraser Valley West)

M. WHITE (Fraser Valley-Ouest)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-379

PROJET DE LOI C-379

An Act to amend the Criminal Code (arrest of those in breach of condition of parole or statutory or temporary release)

Loi modifiant le Code criminel (arrestation personnes qui manquent aux conditions leur libération conditionnelle, de leur libération d'office ou de leur permission de sortir)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31. 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1 cr suppl.). ch. 1, 24, 27, 35 (2c suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4° suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34

L.R., ch.

- 1. Subsection 497(1) of the Criminal Code end of paragraph (f), by adding the word "or" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph (g):
 - (h) the person has been arrested for an offence under section 733.1, in which case 10 the peace officer shall advise the person's parole supervisor and the Board that authorized the person's parole or release to give the Board the opportunity to
- 1. Le paragraphe 497(1) du Code criminel is amended by deleting the word "or" at the 5 est modifié, par adjonction, après l'alinéa 5 g), de ce qui suit :
 - h) la personne n'ait été arrêtée pour une infraction à l'article 733.1, auquel cas, l'agent de la paix avise le surveillant de libération conditionnelle de cette personne 10 et la Commission qui a autorisé sa libération conditionnelle ou sa mise en liberté afin de permettre à la Commission :
 - (i) soit de consentir à sa remise en liberté,

SUMMARY

This enactment makes a breach of a condition of parole or statutory or temporary release an indictable or summary conviction offence as is the case for breach of a probation order. Paragraph 495(1)(a) of the Criminal Code allows a peace officer to arrest a person who has committed an indictable offence or whom he finds committing a criminal offence. Therefore, this amendment enables a peace officer to arrest a person who is in breach of a condition of parole or release.

The amendment to section 497 provides for such a person to be held to give the Board that granted the parole or release, if the Board considers it advisable, an opportunity to apply to keep the person in custody until it is able to issue a warrant of apprehension to facilitate a review of the parole or release under the *Corrections and Conditional Release Act*.

SOMMAIRE

Ce texte érige soit en acte criminel, soit en infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, le fait de manquer à une condition de sa libération conditionnelle, de sa libération d'office ou d'une permission de sortir sans surveillance et celui de manquer à une ordonnance de probation. L'alinéa 495(1)a) du Code criminel autorise un agent de la paix à arrêter une personne qui a soit commis un acte criminel, ou qu'il trouve en train de commettre un acte criminel. En conséquence, la présente modification permet à l'agent de la paix d'arrêter une personne qui manque à une condition de sa libération conditionnelle ou de sa mise en liberté.

La modification de l'article 497 édicte qu'une telle personne peut être détenue afin de donner à la Commission qui a accordé la libération conditionnelle ou la mise en liberté, la possibilité, si elle le juge à propos, de demander la détention de la personne jusqu'à la délivrance d'un mandat d'arrestation afin de faciliter la révision de la libération conditionnelle ou de la mise en liberté en vertu de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition.

Défaut de se

conformer à

ordonnance

de probation.

- (i) consent to the release, or
- (ii) apply, when the person is brought before a justice, for an order that the person remain in custody to allow for the issue of a warrant of apprehension pursuant to the Corrections and Conditional Release Act.

2. Subsection 733.1(1) of the Act is replaced by the following:

Failure to comply with probation order, parole or release

- 733.1 (1) An offender who is bound by a 10 probation order and who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with that order, or who is on parole, statutory release or temporary release pursuant to the *Corrections and Conditional Release Act* and who, with-15 out reasonable excuse, fails or refuses to comply with a condition of the parole or release, is guilty of
 - (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two 20 years; or
 - (b) an offence punishable on summary conviction and is liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months, or to a fine not exceeding two thousand dollars, 25 or both.

- (ii) soit de demander, lorsque la personne est amenée devant un juge de paix, l'émission d'une ordonnance statuant que la personne soit maintenue sous garde et la délivrance d'un mandat 5 d'arrestation conformément à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition.
- 2. Le paragraphe 733.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- 733.1 (1) Le délinquant qui, sans excuse raisonnable, omet ou refuse de se conformer à l'ordonnance de probation à laquelle il est soumis ou celui qui, bénéficiant d'une libération conditionnelle, d'une libération d'office 15 ou d'une permission de sortir sans surveillance en vertu de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, sans excuse légitime, omet ou refuse de se conformer à une condition de la libération condition-20 nelle, de sa libération d'office ou de sa permission de sortir sans surveillance, est coupable :
 - a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans; 25
 - b) d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois et d'une amende maximale de deux mille dollars ou de l'une de ces30 deux peines.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

C-380

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-380

PROJET DE LOI C-380

An Act respecting the designation of a Louis Riel Day and revoking his conviction of August 1, 1885

Loi concernant la désignation du jour de Louis Riel et annulant la déclaration de culpabilité prononcée contre celui-ci le 1^{er} août 1885.

First reading, March 5, 1997

Première lecture le 5 mars 1997



MRS. TREMBLAY (Rimouski—Témiscouata)

MME TREMBLAY (Rimouski—Témiscouata)

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-380

PROJET DE LOI C-380

An Act respecting the designation of a Louis Riel Day and revoking his conviction of August 1, 1885 Loi concernant la désignation du jour de Louis Riel et annulant la déclaration de culpabilité prononcée contre celui-ci le 1^{er} août 1885.

Preamble

WHEREAS Louis Riel was elected to the House of Commons and served as the Member for Provencher from 1873 to 1874:

WHEREAS Louis Riel was convicted on August 1, 1885 of high treason and sentenced 5 to death and was hanged on November 16, 1885 at Regina, North Western Territory;

WHEREAS, notwithstanding his conviction, Louis Riel has become a symbol and a hero to successive generations of Canadians 10 who have, through their governments, honoured and commemorated him in specific projects and actions;

WHEREAS, on March 9, 1992, the House of Commons unanimously adopted the fol-15 lowing motion:

That this House take note that the Métis people of Rupert's Land and the North Western Territory through democratic structures and procedures took effective 20 steps to maintain order and protect the lives, rights and property of the people of the Red River;

That this House take note that, in 1870, under the leadership of Louis Riel, the 25 Métis of the Red River adopted a List of Rights;

That this House take note that, based on the List of Rights, Louis Riel negotiated the terms for the admission of Rupert's Land 30 and the North Western Territory into the Dominion of Canada;

That this House take note that these terms for admission form part of the *Manitoba*Act;

35

That this House take note that, after negotiating Manitoba's entry into Confedera-

Attendu:

Préambule

que Louis Riel a été élu député à la Chambre des communes pour la circonscription de Provencher de 1873 à 1874;

que Louis Riel fut reconnu coupable de 5 haute trahison le 1^{er} août 1885, condamné à mort et exécuté le 16 novembre 1885 à Régina, dans le territoire du Nord-Ouest;

que, malgré sa condamnation, Louis Riel demeure un symbole et un héros pour 10 plusieurs générations de Canadiens qui l'ont, par l'entremise de leurs gouvernements, honoré et commémoré par des projets et des actes précis;

que le 9 mars 1992 la Chambre des 15 communes a adopté à l'unanimité la motion suivante :

Que la Chambre note que le peuple métis de la terre de Rupert et du territoire du Nord-Ouest a pris, au moyen des structu-20 res et des procédures démocratiques, les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et protéger les vies, les droits et les biens de la population de la rivière Rouge;

Que la Chambre note que, en 1870, sous le leadership de Louis Riel, les Métis de la rivière Rouge ont adopté une Liste des droits;

Que la Chambre note que, en se fondant 30 sur cette Liste des droits, Louis Riel a négocié les conditions d'admission de la terre de Rupert et du territoire du Nord-Ouest dans le Dominion du Canada;

Que la Chambre note que ces conditions 35 d'admission font partie de la *Loi sur le Manitoba*;

SUMMARY

This enactment revokes the conviction of Louis Riel on August 1, 1885 for the offence of high treason and designates November 16 in each and every year, throughout Canada, as "Louis Riel Day".

SOMMAIRE

Ce texte annule la déclaration de culpabilité pour haute trahison prononcée contre Louis Riel le 1^{er} août 1885 et déclare le 16 novembre de chaque année « Jour de Louis Riel » pour l'ensemble du Canada. tion, Louis Riel was thrice elected to the House of Commons;

That this House take note that, in 1885, Louis Riel paid with his life for his leadership in a movement which fought for the 5 maintenance of the rights and freedoms of the Métis people;

That this House take note that the *Constitution Act*, 1982 recognizes and affirms the existing aboriginal and treaty rights of the 10 Métis;

That this House take note that since the death of Louis Riel, the Métis people have honoured his memory and continued his purposes in their honourable striving for the 15 implementation of those rights;

That this House recognize the unique and historic role of Louis Riel as a founder of Manitoba and his contribution in the development of Confederation; and

That this House support by its actions the true attainment, both in principle and practice, of the constitutional rights of the Métis people.

AND WHEREAS it is consistent with this 25 recognition that the conviction of Louis Riel be now revoked and that a day be designated to commemorate his name;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and 30 House of Commons of Canada, enacts as follows:

Que la Chambre note que, après avoir négocié l'entrée du Manitoba dans la Confédération, Louis Riel a été élu à trois reprises à la Chambre des communes;

Que la Chambre note que, en 1885, Louis 5 Riel a payé de sa vie le fait qu'il était à la tête d'un mouvement qui a lutté pour le maintien des droits et libertés du peuple métis:

Que la Chambre note que la *Loi constitu-*10 *tionnelle de 1982* reconnaît et confirme les droits existants — ancestraux ou issus de traités — des Métis:

Que la Chambre note que, depuis la mort de Louis Riel, le peuple métis honore sa 15 mémoire et poursuit son oeuvre dans la lutte honorable pour le respect de ces droits:

Que la Chambre reconnaisse le rôle unique et historique de Louis Riel à titre 20 de fondateur du Manitoba et sa contribution à la Confédération: et

Que la Chambre appuie de ses actions la véritable atteinte, tant en principe qu'en pratique, des droits constitutionnels du 25 peuple métis.

que l'annulation de la déclaration de culpabilité de Louis Riel et la désignation d'un jour commémoratif portant son nom sont compatibles avec ces témoignages de re-30 connaissance.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Louis Riel Day Act.*.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la commémoration de Louis Riel. 35 Titre abrégé

Objet

PURPOSE

Purpose

Short title

2. The purpose of this Act is to revoke the 35 conviction of Louis Riel for high treason and to honour his memory by designating a day to commemorate his name.

OBJET

2. Cette loi a pour objet d'annuler la déclaration de culpabilité de Louis Riel pour haute trahison et d'honorer la mémoire de ce dernier en instituant un jour commémoratif portant son nom.



LOUIS RIEL DAY

"Louis Riel Day"

- 3. (1) Throughout Canada, in each and every year, the 16th day of November shall be known as "Louis Riel Day".
- (2) For greater certainty, Louis Riel Day is shall not be required to be kept or observed as such.

REVOCATION OF CONVICTION OF LOUIS RIEL

Revocation of conviction of Louis Riel

- 4. The conviction of Louis Riel on August 1, 1885 for the offence of high treason is hereby revoked.
- Saving 5. Nothing in this Act shall be construed as provision limiting or affecting in any manner Her Majesty's royal prerogative of mercy or the Letters Patent Constituting the Office of

pardons.

POWERS OF THE MINISTER OF CANADIAN HERITAGE

Powers

- 6. The Minister of Canadian Heritage may
- (a) mark or commemorate by means of historical plaques, or in any other suitable manner, the places and buildings where 20 events of historical significance in the life of Louis Riel took place; and
- (b) undertake, pursue or sponsor research relating to such historical events.

JOUR DE LOUIS RIEL

3. (1) Le 16 novembre de chaque année est déclarée « Jour de Louis Riel » pour l'ensem« Jour de Louis Riel »

Statut

(2) Il est entendu que le Jour de Louis Riel not a legal holiday or a non-juridical day and 5 n'est pas une fête légale ni un jour non 5 juridique.

ANNULATION DE CULPABILITÉ DE LOUIS RIEL

4. La déclaration de culpabilité de Louis Riel pour haute trahison prononcée le 1er août 10 1885 est annulée.

Annulation de la culpabilité de Louis Riel

5. La présente loi n'a pas pour effet de 10 Réserve limiter ni d'atteindre de quelque manière la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté ou les dispositions relatives au Governor General of Canada relating to 15 pardon dans les Lettres patentes constituant la charge de gouverneur général du Canada. 15

POUVOIRS DU MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

6. Le ministre du Patrimoine canadien peut:

Pouvoirs

- a) signaler de toute manière appropriée, notamment par des plaques, les lieux et bâtiments où se sont déroulés des événe-20 ment historiques importants de la vie de Louis Riel.
- b) entreprendre, poursuivre ou parrainer des recherches liées à ces événements historiques. 25

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-381

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-381

PROJET DE LOI C-381

An Act to amend the Competition Act (protection of those who purchase products from vertically integrated suppliers who compete with them at retail)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (protection des acquéreurs de produits de fournisseurs intégrés qui leur font concurrence sur la marché de détail)

First reading, March 10, 1997

Première lecture le 10 mars 1997

Mr. McTeague

M. McTeague

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-381

PROJET DE LOI C-381

An Act to amend the Competition Act (protection of those who purchase products from vertically integrated suppliers who compete with them at retail)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (protection des acquéreurs de produits de fournisseurs intégrés qui leur font concurrence sur la marché de détail)

R.S., c. C-34; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 19 (2nd Supp.), c. 34 (3rd Supp.), cc. 1, 10 (4th Supp.); 1990, c. 37; 1991, cc. 45, 46, 47; 1992, cc. 1, 14; 1993, c. 34; 1995, c. 1

Competition

by supplier:

definitions

"affiliate"

« filiale »

"market

marché »

« secteur de

Fair price to

competing

retailer

area"

« personnes

affiliées » ou

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. C-34; L.R., ch. 27 (1e^r suppl.), ch. 19 (2e suppl.), ch. 1, 10 (4e suppl.); 1990, ch. 37; 1991, ch. 45, 46, 47; 1992, ch. 1, 14; 1993, ch. 34;

1. The *Competition Act* is amended by adding the following after section 50:

50.1 (1) In this section,

"affiliate" has the meaning given to it in subsection 77(5); and

"market area" means an area in which a seller customarily sells a product at retail or offers 10 it for sale at retail.

(2) Every vertically integrated supplier who manufactures and sells a product at retail, either directly or through an affiliate, and also sells the product or a similar product to a 15 purchaser who is not an affiliate but who is in the business of selling the product at retail and who charges the purchaser a price that exceeds

 La Loi sur la concurrence est modifiée,
 par adjonction, après l'article 50, de ce qui 5 suit :

50.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« personnes affiliées » S'entend de personnes affiliées au sens de cette expression en vertu 10 du paragraphe 77(5); « filiale » a le sens correspondant.

« secteur de marché » Portion d'un marché dans lequel un distributeur offre en vente ou vend ordinairement ses produits au détail.

(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'une peine d'emprisonnement maximale de deux ans tout fournisseur intégré verticalement qui fabrique et vend un produit au détail, soit directement soit par une filiale, 20 et qui vend aussi le même produit ou un produit semblable à un acheteur qui n'est pas une personne affiliée du fournisseur, mais qui

Concurrence entre fournisseur et détaillant

« personnes affiliées » ou « filiale » "affiliate"

« secteur de marché » "markei 15 area"

> Prix équitables à l'égard d'un concurrent

This enactment will give a basis for the enforcement of fair pricing between a manufacturer who sells a product at retail either directly or through an affiliate and also supplies the product to a customer who competes with the supplier at the retail level, so as to give the customer a fair opportunity to make a similar profit.

It also provides that a supplier who attempts to coerce a customer in the establishment of retail price or retail marketing policy may be dealt with as having committed an anti-competitive act.

SOMMAIRE

Ce texte permet de rendre exécutoire la fixation de prix équitables par un fabricant qui vend au détail, soit directement soit par une filiale, et fournit le même produit à un client dont il est le concurrent dans le marché de détail, de manière à offrir au client une occasion raisonnable de réaliser un profit semblable.

Le texte édicte de plus qu'un fournisseur qui force ou tente de forcer un client à établir une politique de prix de détail ou de mise en marché au détail est coupable de pratique anti-concurrentielle. (a) the supplier's own retail price in the same market area as that in which the purchaser customarily sells the product or offers it for sale, less

Competition

- (i) its own cost of marketing at retail, and 5
- (ii) its reasonable return on the retail sale, in the case of a direct sale, or
- (b) the price charged to the affiliate, in the case of a sale through an affiliate,

is guilty of an indictable offence and liable to 10 imprisonment for a term not exceeding two years.

No lower return for supplier

- (3) Notwithstanding subsection (1), a vertically integrated supplier is not required to sell a product to a retailer at a price that results in 15 the supplier receiving a lower return on the retail sale of the product when sold by the supplier or its affiliate than the customer's return on the retail sale of the same product supplied by the supplier, in the same market 20 area.
- 2. Section 78 of the Act is amended by deleting the word "and" at the end of paragraph (h), by adding the word "and" at the end of paragraph (i) and by adding 25 the following after paragraph (i):
 - (j) being a vertically integrated supplier, coerces or attempts to coerce a customer who competes with the supplier at the retail level in the same market area, in relation to 30 the establishment of the customer's retail price or pricing policy.

pratique le commerce de vente au détail du même produit s'il exige un prix supérieur :

- a) dans le cas d'une vente directe, au prix de détail exigé par le fournisseur dans le même secteur de marché que celui dans lequel 5 l'acheteur offre de vendre ou vend ordinairement ce produit, moins
 - (i) ses coûts de mise en marché au détail,
 - (ii) son rendement raisonnable sur la vente au détail; 10
- b) dans le cas d'une vente par une filiale, au prix exigé de la filiale.
- (3) Par dérogation au paragraphe (2), un fournisseur intégré verticalement n'est pas tenu de vendre un produit à un détaillant à un 15 marge de prix qui lui procurerait une marge de rendement sur sa vente au détail, du fait qu'il vend le produit lui-même ou par l'entremise d'une filiale, inférieure à celle de la vente au détail par l'acheteur du même produit dans le même 20 marché.

Le fournisseur n'est pas tenu de couper sa rendement

- 2. L'article 78 de la même loi est modifié, par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit:
 - i) étant un fournisseur intégré verticale-25 ment, le fait de forcer ou tenter de forcer un client qui est le concurrent du fournisseur au détail du même secteur de marché, de fixer des prix déterminés de détail ou une politique de prix de détail. 30

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-382

PROJET DE LOI C-382

An Act to amend the Criminal Records Act (sexual offences against children)

Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire (infractions sexuelles contre des enfants)

First reading, March 11, 1997

Première lecture le 11 mars 1997

MR. STRAHL



M. STRAHL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-382

PROJET DE LOI C-382

An Act to amend the Criminal Records Act (sexual offences against children)

Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire (infractions sexuelles contre des enfants)

R.S., c. C-47: R.S., c. 1 (4th Supp.); 1992, c. 22; 1995. cc. 22, 39, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-47, L.R. ch. 1 (4c suppl.); 1992 ch. 22: 1995. ch 22, 39, 42

1. Section 6 of the Criminal Records Act is subsection (3):

Deemed consent

- (4) Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister's approval for disclosure referred to in subsection (2) shall be deemed to have been given in every case where
 - (a) a person has been convicted of a sexual offence against a child under the Criminal Code:
 - (b) that person wishes to receive a position 15 of trust involving children; and
 - (c) an individual, organization or group having responsibility for the children referred to in paragraph (b) has applied for information concerning the person's criminal history. 20

1. L'article 6 de la Loi sur le casier amended by adding the following after 5 judiciaire est modifié par adjonction, après 5 le paragraphe (3), de ce qui suit :

> (4) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, l'approbation du ministre à la communication visée au paragraphe (2) est 10 réputée donnée dans les cas suivants :

de consenie

- a) la personne a été déclarée coupable, en vertu du Code criminel, d'une infraction sexuelle contre un enfant:
- b) la personne demande d'être placée dans une situation de confiance à l'égard d'un 15
- c) un particulier, une organisation ou un groupe ayant la responsabilité mentionnée à l'alinéa b) a demandé des renseignements relativement aux antécédents criminels 20 d'une personne.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada --- Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

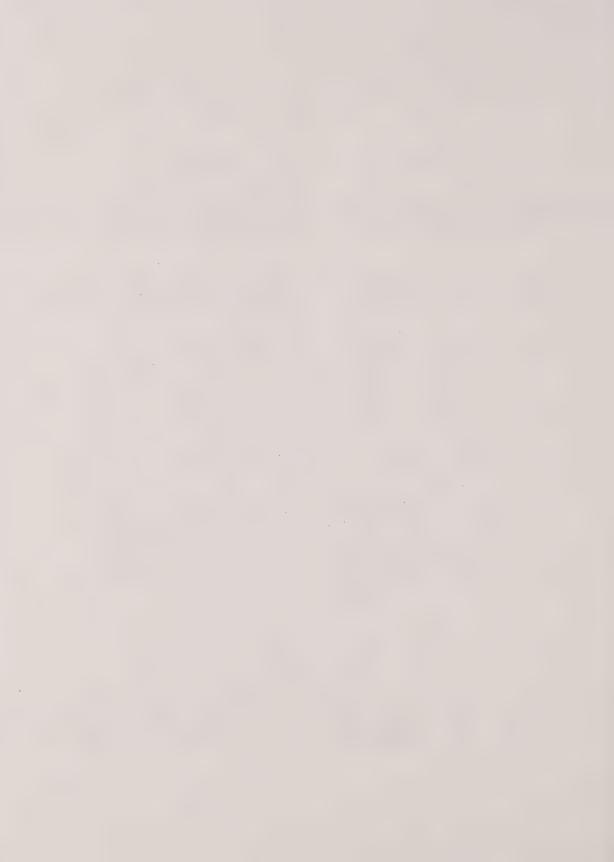
En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment permits the criminal record of a person convicted of sexual offences against children to be made available to responsible organizations, even where the person has received a pardon.

SOMMAIRE

Ce texte autorise la communication du casier judiciaire d'une personne déclarée coupable d'infractions sexuelles contre des enfant aux organismes reponsables, même après que cette personne ait obtenu un pardon.



C-383

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-383

PROJET DE LOI C-383

An Act to provide for the settlement of labour disputes affecting west coast ports by final offer arbitration

Loi portant règlement des conflits de travail dans les ports de la côte ouest par arbitrage des propositions finales

First reading, March 12, 1997

Première lecture le 12 mars 1997

Mr. Johnston M. Johnston

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Chambre des communes du Canada

BILL C-383

PROJET DE LOI C-383

An Act to provide for the settlement of labour disputes affecting west coast ports by final offer arbitration

Loi portant règlement des conflits de travail dans les ports de la côte ouest par arbitrage des propositions finales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Final Offer Arbitration in Respect of West Coast Ports 5 finales dans les opérations des ports de la côte 5 Operations Act.

TITRE ABRÉGÉ 1. Loi sur l'arbitrage des propositions

Titre abrégé

DEFINITION

"Minister" « ministre »

2. In this Act, "Minister" means Minister within the meaning of the Canada Labour Code.

DÉFINITION

ouest.

travail.

« ministre » "Minister" 2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du ministre au sens du Code canadien du

GENERAL

General

3. For greater certainty, this Act applies to 10 any collective agreement extended between an employer and it's employees under the West Coast Ports Operations Act, 1995 and any subsequent collective agreement between those parties.

DISPOSITION GÉNÉRALE

3. Il demeure entendu que la présente loi 10 Disposition s'applique à toutes les conventions collectives prolongées entre un employeur et ses employés en vertu de la Loi de 1995 sur les opérations portuaires de la côte ouest et aux 15 conventions de travail intervenues par la suite 15 entre les mêmes parties.

ORDER OF THE MINISTER

Or of the er

- 4. Notwithstanding the provisions of the Canada Labour Code, where the Minister is of the opinion that a strike or a lockout in a west coast port poses an immediate and substantial threat to the economy of Canada or to the 20 réelle pour l'économie du Canada ou pour national interest, the Minister may, by order,
 - (a) suspend the right to strike or lockout in that port; and
 - (b) when a strike or lockout has occurred, direct the employer to resume operations 25 and the employees to return to work, as the case may be.

DÉCRET DU MINISTRE

Décret du ministre

- 4. Par dérogation aux dispositions du Code canadien du travail, s'il est d'avis qu'une grève ou un lock-out dans un port de la côte ouest représente une menace immédiate et 20 l'intérêt national, le ministre peut, par décret, à la fois:
 - a) suspendre le droit de grève ou de lock-out 25 dans ce port;
 - b) s'il y a déjà grève ou lock-out, ordonner à l'employeur de reprendre les opérations et aux employés de retourner au travail, selon le cas.

This enactment provides a process for final offer arbitration to prevent strikes or lockouts at ports on the west coast of Canada.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à une forme d'arbitrage des propositions finales afin de prévenir les grèves et les lock-outs dans les ports de la côte ouest du Canada.

FINAL OFFER ARBITRATION

Notice of final offer arbitration

5. Where the Minister makes an order pursuant to section 4, the Minister shall forthwith give notice to the trade union and the employer that the collective bargaining dispute is to be settled by final offer arbitration.

Avis 5. Lorsqu'il prend un décret en vertu de d'arbitrage l'article 4, le ministre donne immédiatement des avis au syndicat et à l'employeur que le finales différend syndical-patronal sera réglé par

propositions

Joint recommendation of arbitrator

6. The trade union and the employer may, within seven days following receipt of the notice given under section 5, provide the Minister with the name of a person they jointly purpose of final offer selection.

6. Dans les sept jours qui suivent la réception de l'avis visé à l'article 5, le syndicat et l'employeur peuvent fournir au ministre le nom de la personne qu'ils proporecommend be appointed arbitrator for the 10 sent conjointement comme arbitre pour procé-10 der à l'arbitrage des propositions finales.

l'article 5, celui-ci nomme comme arbitre :

l'arbitrage des propositions finales.

ment à l'article 6:

a) soit la personne proposée conjointement 15

par le syndicat et l'employeur conformé-

b) soit la personne qu'il considère apte si le

syndicat et l'employeur n'ont pas conjoin-

tement proposé quelqu'un pour procéder à 20

5 arbitrage des propositions finales.

ARBITRAGE DES PROPOSITIONS FINALES

Choix commun d'un arbitre

Appointment of arbitrator

7. The Minister shall, within fifteen days of giving the notice under section 5,

(a) appoint the arbitrator jointly recommended by the trade union and the employ- 15 er under section 6; or

(b) where the trade union and the employer have not jointly recommended an arbitrator, appoint as arbitrator for final offer selection such person as the Minister considers 20 appropriate.

Désignation 7. Dans les quinze jours qui suivent la de l'arbitre transmission, par le ministre, de l'avis visé à

Rules of procedure

8. (1) In the absence of an agreement by the arbitrator and the parties as to the procedure to be followed, a final offer arbitration shall be Minister, with the approval of the Governor in Council, may prescribe.

8. (1) À défaut d'entente entre l'arbitre et les parties sur la procédure à suivre, l'arbitrage des propositions finales est régi par les governed by such rules of procedure as the 25 règles de procédure édictées par le ministre, 25 avec l'approbation du gouverneur en conseil.

(2) L'arbitre mène les procédures d'arbitra-

juge appropriée, selon les circonstances du 30

ge avec autant de célérité que possible et, sous

Règles de procédure

Procedure

(2) The arbitrator shall conduct the arbitration proceedings as expeditiously as possible and, subject to subsection (1), in such manner 30 réserve du paragraphe (1), de la manière qu'il as the arbitrator considers appropriate, having regard to the circumstances of the matter.

Procédure

Final offer

- 9. (1) An arbitrator appointed under section 7 shall forthwith require the trade union and the employer to provide to the arbitrator, in 35 lui fournissent chacun, par écrit, dans les writing, within fifteen days,
 - (a) a list of the matters agreed upon by both parties and a proposal in contractual language to give effect to these matters;
 - (b) a list of the matters remaining in dispute; 40 and
 - (c) the final offer submitted by the trade union and the final offer submitted by the employer.

cas. 9. (1) L'arbitre désigné en vertu de l'article 7 exige du syndicat et de l'employeur qu'ils quinze jours de la demande :

Proposition finale

- a) une liste des sujets ayant fait l'objet d'une entente accompagnée du libellé qu'ils proposent pour la mise en oeuvre de ces ententes:
- b) une liste des sujets qui font encore l'objet 40 d'un différend:
- c) le libellé de la proposition finale de règlement du syndicat et celui de la proposition finale de l'employeur.



l'arbitre

Determination by arbitrator

- (2) Within ninety days after being appointed or within such greater period as the Minister may, on application by the arbitrator, agree to, the arbitrator shall
 - (a) determine the matters on which the trade 5 union and the employer are in agreement;
 - (b) determine the matters remaining in dispute;
 - (c) select, in order to resolve the matters remaining in dispute, either the final offer 10 submitted by the trade union or the final offer submitted by the employer; and
 - (d) make a decision in respect of the resolution of the matters referred to in this subsection and send a copy of the decision 15 to the trade union, the employer and the Minister.

Failure to submit final offer

- (3) If either party fails to submit a final offer to the arbitrator within the time specified in final offer submitted by the other party.
- Arbitrator's decision final
- 10. (1) The decision of the arbitrator made pursuant to section 9 is binding on the trade union and the employer from the day following the day it is received by the last to receive 25 it, or from a subsequent day specified by the arbitrator.

Retroactive effect

- (2) Subsection (1) does not prevent the decision of the arbitrator from including the date it is reported to the trade union and the employer.
- Decision not to be reviewed

Proceedings

prohibited

- (3) The decision of the arbitrator made pursuant to section 9 is final and shall not be questioned or reviewed in any court.
- (4) No order shall be made, no process entered into and no proceeding taken in any
 - (a) to question the appointment of an arbitrator by the Minister; or 40
 - proceeding of an arbitrator appointed under this Act.

(2) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent sa nomination, ou dans le délai supérieur que lui accorde le ministre, l'arbitre:

a) détermine les sujets sur lesquels le 5 syndicat et l'employeur ont conclu une entente:

- b) détermine les sujets qui font encore l'objet d'un différend;
- c) choisit, pour résoudre les sujets faisant 10 encore l'objet d'un différend, soit la proposition finale du syndicat, soit la proposition finale de l'employeur;
- d) rend une décision relativement à la solution des sujets visés au présent article et 15 transmet une copie à chacun du syndicat, de l'employeur et du ministre.
- (3) Si l'une ou l'autre des parties omet de soumettre une proposition finale à l'arbitre subsection (1), the arbitrator shall select the 20 dans le délai prévu au paragraphe (1), celui-ci 20 choisit la proposition finale soumise par l'autre partie.

Défaut de soumettre proposition

La décision

de l'arbitre

est exécutoire

10. (1) La décision rendue par l'arbitre en vertu de l'article 9 lie le syndicat et l'employeur à compter, soit du lendemain du jour 25 où la dernière partie la reçoit, soit d'une date postérieure que l'arbitre précise.

Rétroactivité

- (2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire que certains éléments de la décielements that are effective from a date prior to 30 sion de l'arbitre ne prennent effet à une date 30 antérieure à celle de la décision.
 - (3) La décision qu'un arbitre rend en vertu Caractère définitif de la de l'article 9 est définitive et ne peut être ni décision 35 contestée ni révisée par voie judiciaire.

court

- (b) to review, prohibit or restrain any
- (4) Il n'est admis aucun recours ou décision 35 Recours interdits judiciaire visant:
 - a) soit à contester la nomination d'un arbitre par le ministre;
 - b) soit à contester, réviser, empêcher ou limiter l'action d'un arbitre exercée en 40 vertu de la présente loi.



Report, record of proceeding not evidence

11. No report of an arbitrator and no document provided to the arbitrator by the trade union or the employer is admissible in evidence in any court in Canada except in case of a prosecution for perjury.

Inadmissibilité en justice

Status

12. For the purposes of the Federal Court Act, an arbitrator appointed under this Act is not a federal board, commission or other tribunal within the meaning of that Act.

Payment of fees and costs

13. The fees and costs of an arbitrator 10 resulting from performance of the obligations under this Act shall be paid equally by the employer and the trade union.

sauf en cas de poursuite pour parjure. 12. Pour l'application de la Loi sur la Cour 5 Statut

11. Les rapports de l'arbitre et les pièces

fournies à ce dernier par le syndicat ou par

l'employeur ne sont pas admissibles en justice

fédérale, l'arbitre nommé en vertu de la présente loi ne constitue pas un office fédéral au sens de cette loi.

13. Les honoraires de l'arbitre et les frais qu'il a encourus dans l'exécution des fonc-10 tions que la présente loi lui attribue sont supportés à parts égales par l'employeur et par le syndicat.

INFRACTIONS ET PEINES

Paiement des honoraires et des frais de l'arbitre

OFFENCES AND PENALTY

Offence and penalty

14. Every employer that contravenes an guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$25,000 for each day that the lockout continues.

Infraction et

14. L'employeur qui contrevient à un décret order of the Minister made under section 4 is 15 du ministre pris en vertu de l'article 4 commet 15 une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 25 000 \$ pour chaque jour au cours duquel le lock-out se poursuit.

Offence and penalty

15. Every trade union that contravenes an guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$25,000 for each day that the strike continues.

15. Le syndicat qui contrevient à un décret 20 Infraction et order of the Minister made under section 4 is 20 du ministre pris en vertu de l'article 4 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 25 000 \$ pour chaque jour au cours duquel la grève se poursuit. 25

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

REPRINT

C-384

RÉIMPRESSION

C-384

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-384

PROJET DE LOI C-384

An Act to amend the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act

Loi modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

First reading, March 12, 1997

Première lecture le 12 mars 1997



MR. MCTEAGUE

M. McTeague

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-384

PROJET DE LOI C-384

An Act to amend the Canadian Radio-Telecommunications television and Commission Act

Loi modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

R.S., c. C-22; R.S., c. 28 (3rd Supp.); 1991, c. 11; 1993, c. 38; 1995, c. 11

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-22; L.R., ch. 28 (3c suppl.); 1991, ch. 11; 1993, ch. 38; 1995, ch. 11

Représentation

consommateurs canadiens sur

le Conseil

1. Section 3 of the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act is amended by adding the following after subsection (1):

Representation of Canadian consumers on Commission

- (1.1) At least one third of the members appointed under subsection (1) shall be appointed on the recommendation of non-profit 10 Canadian consumer organizations that have expertise in matters falling under the Commission's jurisdiction and for the express purpose of having the rights and interests of sented on the Commission.
- 2. Section 10 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Reporting members votes

- (5) In reporting any decision taken by vote at a meeting of the Commission, the Commis-20 prises par mise aux voix à ses réunions, le sion shall detail the way in which each member voted in respect of that decision.
- 3. Section 12 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) In pursuing its objects and exercising 25 its powers, the Commission shall adopt the means that best serve Canadians in respect of cost-effectiveness and, in taking decisions, the Commission shall have primary regard for the

5 radiodiffusion et des télécommunications 5 canadiennes est modifié par adjonction, après l'alinéa (1), de ce qui suit : (1.1) Au moins un tiers des membres

1. L'article 3 de la Loi sur le Conseil de la

nommés en vertu du paragraphe (1) le sont sur recommandation d'organismes canadiens 10 sans but lucratif de consommateurs qui ont de l'expérience dans les sujets relevant de la compétence du Conseil dans le but exprès de protéger et faire valoir les droits et les intérêts Canadian consumers protected and repre-15 des consommateurs canadiens auprès du 15 Conseil.

2. L'article 10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Lorsqu'il rend compte des décisions 20 Comptes Conseil consigne en détail la manière dont chaque membre a voté à l'égard de cette décision.

rendus des votes

- 3. L'article 12 de la même loi est modifié 25 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :
- (1.1) Dans la poursuite de ses objets et l'exercice de ses pouvoirs, le Conseil adopte les meilleurs moyens de servir les Canadiens 30 et des droits pour ce qui est des rapports coûts-efficacité et, au moment de prendre des décisions, il tient rights and interests of Canadian consumers 30 surtout compte des droits et des intérêts des

Considération des rapports coûts-efficacité consommateurs

Regard for

effectiveness

and rights of

Canadian

consumers

cost-

The purpose of this enactment is to amend the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act to provide for representation of Canadian consumers on the Commission, to require reports of Commission decisions to detail the way each Commission member voted in respect of those decisions and to ensure that the Commission generally has regard to cost-effectiveness and the rights of Canadian consumers.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de modifier la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes afin de pourvoir à la représentation des consommateurs canadiens sur le Conseil, d'exiger que les comptes rendus des décisions du Conseil fassent état de la façon dont chaque membre du Conseil a voté relativement à ces décisions et de faire en sorte que le Conseil tienne, dans l'ensemble, compte des rapports coûts-efficacité et des droits des consommateurs canadiens.

and the impact such decisions would have on them.

consommateurs canadiens et des conséquences que ses décisions auront sur eux.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-385

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-385

PROJET DE LOI C-385

An Act to amend the Constitution Act, 1867

Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867

First reading, March 13, 1997

Première lecture le 13 mars 1997

MR. O'BRIEN (London-Middlesex)

M. O'BRIEN (London-Middlesex)

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-385

PROJET DE LOI C-385

An Act to amend the Constitution Act, 1867

Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title

- 1. This Act may be cited as the Constitution Act, 1997 (Representation).
- 1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre : Loi constitutionnelle de 1997 (représen- 5 tation électorale).

30 & 31 Victoria c. 3 (UK)

2. Subsection 51(1), rule 2 of the Constitution Act, 1867 is replaced by the following:

2. La règle 2 du paragraphe 51(1) de la Loi constitutionnelle de 1867 est remplacée 30 & 31 Victoria ch. 3

Titre abrégé

2. The total number of members of the House of Commons must not exceed three hundred and one.

2. Le nombre total des députés à la Chambre 10 | des communes ne peut pas dépasser trois cent 10 un.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Rule 51(1)2 provides that no province shall have fewer members of the House of Commons than were set after the 1986 decennial census. This could continue to force an increase in the size of the House as redistribution would have to proportionately reflect relative population changes between the provinces by increasing the number of members assigned to growing provinces.

Rule 2 was enacted by the Constitution Act, 1985 (Representation).

This enactment replaces that rule with a provision that the membership may not exceed 301, the number that will result from the 1996 census redistribution.

SOMMAIRE

La règle 2 du paragraphe 51(1) édicte qu'une province ne peut avoir moins de députés à la Chambre des communes que le nombre établi après le recensement de 1986. Il pourrait en résulter une augmentation ininterrompue du nombre total des députés à la Chambre des communes puisque la redistribution devrait faire correspondre la représentation des provinces aux changements de leur population relative en attribuant de nouveaux députés aux provinces dont la population croît.

La règle 2 a été édictée en vertu de la Loi constitutionnelle de 1985 (représentation électorale).

Le présent texte remplace cette règle par une disposition édictant que le nombre de députés ne peut dépasser 301, ce nombre étant celui qui résulte de la redistribution consécutive au recensement de 1996.



C-386

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-386

PROJET DE LOI C-386

An Act to amend the Criminal Code (probation order)

Loi modifiant le Code criminel (ordonnance de probation)

First reading, March 17, 1997

Première lecture le 17 mars 1997

MR. ABBOTT

М. Аввотт

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-386

PROJET DE LOI C-386

An Act to amend the Criminal Code (probation order)

Loi modifiant le Code criminel (ordonnance de probation)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.). cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15. 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8,

16, 19, 31, 34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. C-46; L.R., ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2c suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4° suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994. ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34

1. Paragraph 731(1)(b) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

(b) in addition to fining or sentencing the offender to imprisonment, direct that the offender comply with the conditions prescribed in a probation order.

1. L'alinéa 731(1)b) du *Code criminel* est 5 remplacé par ce qui suit :

b) en plus d'infliger une amende au délinquant ou de le condamner à l'emprisonnement, ordonner que le délinquant se conforme aux conditions prévues dans une ordonnance de probation.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

The purpose of this enactment is to allow judges to attach a probation order to any sentence of imprisonment. At present, such an order may not be attached to a prison sentence that exceeds two years.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre aux juges d'assortir toute peine d'emprisonnement d'une ordonnance de probation. À l'heure actuelle, une telle ordonnance ne peut être ajoutée à une peine d'emprisonnement de plus de deux ans.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-387

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-387

PROJET DE LOI C-387

An Act to require that in the advertising and at the opening of a cultural project supported by public money a public acknowledgement of the grant be made Loi exigeant que la publicité relative à des opérations culturelles subventionnées sur des fonds publics fasse état de la subvention et que cette subvention soit mentionnée lors de l'inauguration de l'opération

First reading, March 17, 1997

Première lecture le 17 mars 1997

Mr. Abbott

М. Аввотт

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-387

PROJET DE LOI C-387

An Act to require that in the advertising and at the opening of a cultural project supported by public money a public acknowledgement of the grant be made

Loi exigeant que la publicité relative à des opérations culturelles subventionnées sur des fonds publics fasse état de la subvention et que cette subvention soit mentionnée lors de l'inauguration de l'opération

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title Definitions

subven-

tionnée »

1. This Act may be cited as the Cultural Grants Acknowledgement Act.

2. In this Act,

"funded project" « opération

"funded project" means any good, service, work or project related to culture that is assisted with a grant and is made or provided for the benefit of the public or a class of the 10 « opération subventionnée » S'entend de 10 public:

"grant" « subvention » "grant" means a payment, contribution, loan, guarantee of a loan or other method of funding that is a charge on public funds, made under the authority of an Act administered 15 by the Minister to finance, in whole or in part, a funded project;

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister of Canadian Heritage.

Acknowledgement

- 3. At the time that a funded project is
- (a) announced or advertised to the public. and

20

(b) first opened, commenced or made available to the public or class of the public for whom it is intended,

the recipient of the grant shall acknowledge that the funded project is supported by a grant and specify the amount of the grant in the man-

1. Titre abrégé: Loi sur la mention des 5 subventions culturelles.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« ministre » Le ministre du Patrimoine canadien.

biens, de services, de travaux ou d'opérations de nature culturelle dont la réalisation a lieu grâce à une subvention à l'avantage du public en général ou d'une catégorie particulière de personnes.

« subvention » S'entend d'un paiement, d'une participation, d'un prêt, d'une garantie de prêt ou de tout autre mode de subvention imputé sur des fonds d'État et fait en vertu d'une loi dont l'application relève du minis-20 tre dans le but de financer une opération subventionnée en tout ou en partie.

3. Quiconque reçoit une subvention pour

une opération subventionnée est tenu de faire mention, en la forme prescrite, que l'opération 25 a fait l'objet d'une subvention dont il précise le montant, à la fois lors de l'annonce de l'opération au public et lors de l'inauguration de cette opération, de son ouverture ou de sa mise à la disposition du public en général ou 30 de la classe de personnes auxquelles elle est destinée. Le récipiendaire de la subvention

Titre abrégé

Définitions

5

« ministre » "Minister

« opération subventionnée » "funded project"

« subvention » "grant"

Mention de la subvention

This enactment requires recipients of grants of public funds for cultural projects to acknowledge that a grant has been made and to specify the amount of the grant at the time the program is announced or advertised and opened to the public. Non-compliance may result in the recipient having to repay the grant.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'exiger que les récipiendaires de subventions sur des fonds publics destinées à la réalisation d'opérations culturelles fassent état de la subvention et de son montant lorsque l'opération est annoncée ou fait l'objet de publicité et lorsqu'elle est rendue accessible au public. L'omission de le faire peut entraîner la perte de la subvention.

ner prescribed in the regulations and shall submit to the Minister, in the prescribed form, a certificate that the acknowledgement has been made.

doit de plus transmettre au ministre, en la forme prescrite, un certificat attestant de la mention de la subvention.

Regulations

- **4.** For the purposes of section 3, the Minister 5 may make regulations
 - (a) specifying the time and manner in which an acknowledgement shall be made; and
 - (b) prescribing the form of a certificate.

Penalty

- 5. The Minister may require any organiza-10 tion that fails to comply with any provision of this Act to repay or release to Her Majesty in right of Canada all or any of the grant that has been paid in respect of the funded project.
- 4. Le ministre peut, pour l'application de l'article 3, prendre des règlements précisant le 5 temps où la mention de la subvention est à faire et la forme en laquelle elle doit être faite de même que le formulaire de l'attestation.

Règlement

Peine

5. Le ministre peut exiger de tout organisme qui omet de se conformer à l'une des disposi-10 tions de la présente loi de remettre ou céder à Sa Majesté du chef du Canada, toute ou partie de toute subvention reçue pour le financement d'une opération subventionnée.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-388

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-388

PROJET DE LOI C-388

An Act to establish a Canadian Charter of Duties and Responsibilities

Loi instituant une Charte canadienne des devoirs et des responsabilités

First reading, March 18, 1997

Première lecture le 18 mars 1997

MR. BREITKREUZ (Yorkton—Melville)

M. Breitkreuz (Yorkton-Melville)

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-388

PROJET DE LOI C-388

An act to establish a Canadian Charter of Duties and Responsibilities

WHEREAS the Canadian Charter of Rights and Freedoms recognizes certain rights and freedoms for every person;

WHEREAS it is impossible for a civilized society to exist unless the citizens of that society 5 recognize that their rights and freedoms are dependent upon the fulfilment of their duties and responsibilities;

AND WHEREAS the existence of these facts justifies the establishment of a Charter of Ca-10 nadian's duties and responsibilities toward Canada and toward Canadian society;

Now. Therefore, Her Maiesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Canadian Charter of Duties and Responsibilities.

DUTIES AND RESPONSIBILITIES

- 2. Every Canadian citizen and every permanent resident of Canada has the duty and the responsibility;
 - (a) to contribute to the defence of Canada from attack, whether by a foreign power or by insurrection from within;
 - (b) to abide by the Constitution of Canada, to respect, comply with and uphold the laws 25 of Canada and to obey and assist the authorities who enforce those laws;
 - (c) to render assistance in cases of emergency or calamity or in circumstances that are likely to endanger the existence or well-be- 30 ing of all or part of the population of Canada:

Loi instituant une Charte canadienne des devoirs et des responsabilités

Attendu:

Préambule

que la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît à chacun certains droits et libertés:

qu'il est impossible, pour une société 5 civilisée, d'exister à moins que ses citovens ne reconnaissent que leurs droits et leurs libertés dépendent de l'exécution de leurs devoirs et de leurs responsabilités;

que ces faits justifient l'institution d'une 10 Charte des devoirs et des responsabilités des Canadiens envers le Canada et envers la société canadienne.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du 15 Canada, édicte:

TITRE ABRÉGÉ

1. Charte canadienne des devoirs et des responsabilités.

Titre abrégé

DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS

2. Tout citoyen canadien et tout résident permanent du Canada a le devoir et la 20 responsabi-20 responsabilité:

Devoirs et

- a) de contribuer à la défense du Canada en cas d'attaque par une puissance étrangère ou en cas d'insurrection intérieure;
- b) de respecter la Constitution du Canada, 25 d'observer et de soutenir les lois du Canada, de s'y soumettre et de prêter assistance et d'obéir aux autorités qui appliquent ces
- c) d'apporter son concours en cas d'urgence 30 ou de calamité ou dans des circonstances qui mettent en danger l'existence ou le bien-être de l'ensemble de la population du Canada ou d'une partie de celle-ci;

Preamble

Duties and responsibi-

lities

Short title

This enactment establishes a Charter of Duties and Responsibilities for Canadian citizens and permanent residents of Canada.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à l'institution d'une Charte canadienne des devoirs et responsabilités pour les citoyens canadiens et les résidents permanents du Canada.

- (d) to responsibly exercise his or her rights and freedoms as an individual while having due regard for, and without restricting, the rights and freedoms of others;
- (e) to vote in elections and referendums and 5 to participate in civic affairs, within the limits and conditions established by law;
- (f) to pay his or her fair share of taxes, within the limits and conditions established by law:
- (g) to receive education and training under the conditions and in the manner provided by law, in order to meet his or her personal obligations to family, to the community and to society as a whole;
- (h) to provide the necessities of life to his or her children and to educate and protect them until they are adults;
- (i) to bear financial responsibility for crimes committed by his or her children that 20 are the result of inadequate parental control and supervision;
- (j) to support and protect his or her parents in case of need and to the extent of his or her means, particularly when his or her parents 25 are old or unable to work:
- (k) to assist and support other members of his or her family in case of need, to the extent of his or her means;
- (l) to do his or her fair share for society and 30 to not take advantage of other people or of the State:
- (m) to endeavour to meet his or her own needs before taking advantage of any program, grant or loan supplied by govern-35 ment;
- (n) to work in accordance with his or her capacity to do so, and to not apply for assistance from government until he or she is destitute and unable to work because of 40 disability, age or ill-health, and when no support is available from family, private charities and non-governmental organizations:
- (o) to comply with a personal code of 45 conduct, behaviour and lifestyle that will

- d) d'exercer de façon responsable ses droits et libertés en tant qu'individu en tenant compte des droits et des libertés des autres et en prenant soin de ne pas y porter atteinte;
- e) de voter aux élections et aux référen- 5 dums, de participer aux affaires publiques, dans les limites et selon les conditions fixées par le droit;
- f) de payer sa part équitable d'impôts, dans les limites et dans les conditions fixées par 10 le droit;
- g) de recevoir de l'instruction et de la formation, dans les limites et selon les conditions fixées par le droit, de manière à être en mesure de remplir ses obligations 15 envers sa famille, son entourage et envers l'ensemble de la société:
- h) de pourvoir aux nécessités de la vie de ses enfants et d'éduquer et protéger ces derniers jusqu'à ce qu'ils soient adultes; 2
- i) d'assumer la responsabilité financière des crimes commis par ses enfants si ces crimes sont la conséquence d'un manque de surveillance et de direction parentales;
- j) de soutenir et protéger ses père et mère en 25 cas de nécessité dans la mesure de ses moyens surtout lorsque ses père et mère sont âgés et incapables de travailler;
- k) d'aider et de soutenir les autres membres de sa famille en cas de besoins, dans la 30 mesure de ses ressources;
- l) d'assumer sa part de fardeau à l'égard de la société et de ne pas exploiter les autres ou l'État:
- m) de chercher à subvenir à ses besoins 35 avant de faire appel aux programmes, aux subventions ou aux prêts du gouvernement;
- n) de travailler selon ses forces et de ne pas demander l'aide du gouvernement avant d'être indigent et incapable de travailler 40 pour cause d'infirmité, de vieillesse ou de maladie et de ne pouvoir obtenir de l'aide de la famille, des organismes de bienfaisance ou des organismes non-gouvernementaux;



not cause him or her to become a burden to his or her family, to the community or to society as a whole; and

(p) to respect the rights and freedoms of others, and to conduct himself or herself in 5 an honest and fair manner so as to contribute to the well-being of his or her family, community or province, and Canadian society as a whole.

o) de respecter un code de conduite personnelle et d'avoir un régime de vie et un comportement qui ne l'amènera pas à devenir à charge de sa famille, de son entourage ou de la société dans son ensem- 5

p) de respecter les droits et libertés des autres et d'avoir une conduite honnête et équitable de manière à contribuer au bienêtre de sa famille, de son entourage, de sa 10 province et de la société canadienne dans son ensemble.

ENTITLEMENT TO REMEDIES AND BENEFITS

Entitlement to remedies and benefits

- 3. No Canadian citizen or permanent resi-10 dent of Canada is entitled to receive
 - (a) any remedy pursuant to the Canadian Charter of Rights and Freedoms or the Canadian Human Rights Act, or
 - (b) any loan, grant, benefit, pension, finan-15 cial assistance or other assistance provided directly or indirectly, in whole or in part, by Her Majesty in Right of Canada or any agent of Her Majesty in Right of Canada

until he or she has signed a statement, in a form 20 chef du Canada avant d'avoir signé une approved by the Governor in Council, setting out the duties and responsibilities mentioned in section 2 of this Act and stating that the person signing the statement has complied, and intends to comply, with those duties and re-25 devoirs et responsabilités et qu'il a l'intention sponsibilities.

DROIT AUX RÉPARATIONS ET AUX AVANTAGES

3. Nul citoyen canadien ni résident permanent du Canada n'a le droit de se prévaloir d'une réparation en vertu de la Charte cana-15 avantages dienne des droits et libertés ou en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne, ou de recevoir le produit d'un prêt, d'une subvention, d'une pension, d'une assistance financière ou quelque autre forme d'assistan-20 ce fourni directement ou indirectement, en totalité ou en partie, par Sa Majesté du chef du Canada ou un mandataire de Sa Majesté du déclaration, en la forme approuvée par le 25 gouverneur en conseil, énonçant les devoirs et responsabilités mentionnés à l'article 2 de la présente loi, attestant qu'il souscrit à ces de les respecter. 30

Droit aux réparations et

LEGISLATION REFERRED

Legislation referred

- 4. (1) Every Act of the Parliament of Canada, and every regulation made pursuant to an Act of the Parliament of Canada, stands referred to a committee of Parliament, which 30 désigne ou constitue à cette fin, pour examen Parliament shall designate for the purpose, to be examined for compatibility with the principles set out in this Act.
- (2) The committee mentioned in subsection (1) shall report to Parliament, at times set by 35 rapport au Parlement aux moments établis par Parliament by means of resolution, as to whether Acts and regulations referred to it are compatible with the principles set out in this Act and, in case of incompatibility, recommending actions to correct the incompatibili- 40 té, recommande les mesures nécessaires pour ty.

EXAMEN DES LOIS

4. (1) Toute les lois fédérales et les règlements pris sous leur empire sont d'office déférés au comité du Parlement que celui-ci de leur compatibilité avec les principes énon-35 cés dans la présente loi.

(2) Le comité visé au paragraphe (1) fait celui-ci en vertu d'une résolution, à savoir si les lois et les règlements déférés au comité 40 sont compatibles avec les principes énoncés dans la présente loi et, en cas d'incompatibilicorriger cette incompatibilité.

Examen des



PENALTIES

Offence

5. Every person who makes a wilful misrepresentation in a statement mentioned in section 3 is guilty of a summary conviction offence.

PEINES

5. Quiconque fait volontairement une fausse assertion dans une déclaration visée à l'article 3 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Infraction

5

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-389

PROJET DE LOI C-389

An Act to amend the Divorce Act (marriage counselling required before divorce granted)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (consultation matrimoniale préalable au divorce)

First reading, March 18, 1997

Première lecture le 18 mars 1997

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-389

PROJET DE LOI C-389

An Act to amend the Divorce Act (marriage counselling required before divorce granted)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (consultation matrimoniale préalable au divorce)

R.S., cc. 3, 27 (2nd Supp.); 1990, c. 18; 1992 c 51. 1993, cc. 8, 28

Marriage

required

counselling

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le paragraphe 9(1) de la Loi sur le

9. (1) Avant de prononcer le divorce, le

tribunal doit s'assurer que les époux ont été

conseillés par un conseiller matrimonial dés-

igné dans le but de les aider à se réconcilier.

5 divorce est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 3. 27 (29 suppl.); 1990, ch. 18; 1992, ch. 51; 1993, ch. 8, 28

1. Subsection 9(1) of the Divorce Act is replaced by the following:

9. (1) Prior to granting a divorce, the court shall satisfy itself that the spouses in the proceedings have been advised by a prescribed marriage counsellor with a view to assisting them to achieve a reconciliation. 10 Consultation matrimoniale

l'avocat

Exception

Duty of legal adviser

(1.1) Every barrister, solicitor, lawyer or advocate who undertakes to act on behalf of a spouse in a divorce proceeding shall draw to the attention of the spouse the requirements of subsection (1) and assist the spouse in finding 15 conseiller matrimonial. a marriage counsellor.

(1.1) Tout avocat qui accepte de représenter 10 Devoir de un époux dans une action en divorce doit attirer l'attention de l'époux sur la condition du paragraphe (1) et l'aider à trouver un

Certificate of counsellor

(1.2) The counsellor shall certify, in the prescribed form, that the spouses have received counselling on their marriage and considered the possibility of reconciliation. 20 examiné la possibilité d'une réconciliation.

Attestation de (1.2) Le conseiller doit attester, selon la 15 consultation forme prescrite, que les époux ont obtenu une

(1.3) Subsection (1) does not apply to a case where the grounds for the divorce are physical or mental cruelty as described in subparagraph 8(2)(b)(ii), or to a case where the court is

satisfied that

(1.3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une action où le motif du divorce est la cruauté 20 physique ou mentale au sens du sous-alinéa 8(2) b)(ii) ou à une action où le tribunal est 25 d'avis :

consultation sur leur mariage et qu'ils ont

Exception

- (a) the circumstances of the case are such that counselling would be inappropriate or serve no purpose; or
- a) que les circonstances du cas sont telles que la consultation ne serait pas indiquée ou 25 ne servirait à rien;
- (b) the party seeking the divorce has taken reasonable steps to secure the attendance of 30 the other party at the counselling, but has been unable to do so.
- b) que la partie qui demande le divorce a pris des mesures raisonnables pour que l'autre partie assiste à la consultation, mais n'y est pas parvenue. 30

This enactment amends the Divorce Act to require spouses to attend marriage counselling before a divorce is granted.

This requirement does not apply where the grounds are physical or mental cruelty, where the court agrees that counselling is inappropriate or would serve no purpose, or where one party cannot be brought to counselling.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur le divorce* afin d'obliger les époux à consulter un conseiller matrimonial avant le prononcé du divorce.

Cette condition ne s'applique pas si le motif du divorce est la cruauté physique ou mentale, si le tribunal est d'avis que la consultation n'est pas indiquée ou ne servirait à rien ou si l'une des parties ne peut être amenée à participer à la consultation.

Règlement

Entrée en

vigueur

Regulations

- (1.4) The Minister of Justice may make regulations
 - (a) prescribing persons or classes of persons who are marriage counsellors for the purpose of subsection (1); and
 - (b) prescribing the form of the certification mentioned in subsection (1.2).

Coming into force

2. This Act comes into force on January 1, 1998.

- (1.4) Le ministre de la Justice peut prendre un règlement
 - a) désignant des personnes ou groupes de personnes comme conseillers matrimoniaux aux fins du paragraphe (1);
 - b) prescrivant la forme de l'attestation mentionnée au paragraphe (1.2).
- 2. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-390

C-390

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-390

PROJET DE LOI C-390

An Act to amend the Food and Drugs Act (labelling for prepackaged foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (étiquetage d'aliments préemballés)

First reading, March 19, 1997

Première lecture le 19 mars 1997

MRS. JENNINGS

MME JENNINGS

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature. 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-390

PROJET DE LOI C-390

An Act to amend the Food and Drugs Act (labelling for prepackaged foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (étiquetage d'aliments préemballés)

R.S., cc. 27, 31 (1st Supp.), c. 27 (3rd Supp.), c. 42 (4th Supp.); 1992, c. 1; 1993, cc. 34, 37, 44; 1994, cc. 26, 38, 47; 1995, c. 1; 1996, cc. 8, 16, 19

R.S., c. F-27;

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

F-27; L.R., ch. 27, 31 (1er suppl.), ch. 27 (39 suppl.), ch. 42 (4c suppl.); 1992. ch. 1; 1993, ch 34 37 44; 1994, ch. 26 38 47-1995, ch. 1; 1996, ch. 8, 16, 19

1. The Food and Drugs Act is amended by adding the following after section 5:

- 5.1 (1) No prepackaged food shall be sold at retail that has been genetically altered or that contains an ingredient that has been genetically altered unless the prepackaged food has affixed to it a label containing a declaration, in 10 the prescribed form,
 - (a) stating that the prepackaged food or one of its ingredients, as the case may be, has been genetically altered; and
 - (b) identifying the prepackaged food or 15 listing the ingredients in the prepackaged food that have been genetically altered.

(2) In this section,

"prepackaged food" means any food that is packaged in a container in such a manner 20 « aliment préemballé » Aliment conditionné that it is ordinarily sold to or used or purchased by a consumer without being repackaged.

"genetic alteration" means genetic alteration or development through a prescribed bio-25 technological process.

1. La Loi sur les aliments et drogues est 5 modifiée par adjonction, après l'article 5, 5 de ce qui suit :

- 5.1 (1) Il est interdit de vendre au détail un aliment préemballé ayant subi une modification génétique ou dont un de ses ingrédients a subi une modification génétique à moins que 10 l'aliment préemballé ne porte une étiquette déclarant, selon les modalités réglementaires, les éléments suivants :
 - a) la mention que l'aliment préemballé ou qu'un de ses ingrédients, selon le cas, a subi 15 une modification génétique;
 - b) le nom de l'aliment préemballé et, selon le cas, de ses ingrédients, ayant subi une modification génétique.
- (2) Les définitions qui suivent s'appliquent 20 Définitions au présent article.
- de telle manière qu'il est ordinairement vendu au consommateur, ou utilisé ou acheté par lui dans son contenant d'origine.
- « modification génétique » Modification ou développement génétique par le biais d'un processus de biotechnologie réglementaire.

« aliment préemballé » prepackaged food"

« modification génétique » genetic alteration"

Definitions 'prepac-

kaged food" a aliment préemballé »

"genetic alteration" « modification génétique »

This enactment amends the Food and Drugs Act to prohibit the retail sale of a prepackaged food containing an ingredient that has been genetically altered through a prescribed biotechnological process, unless a label is attached stating that the prepackaged product has been genetically altered or contains an ingredient that has been genetically altered.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues* afin d'interdire la vente au détail d'un aliment préemballé dont un de ses ingrédients a subi une modification génétique par le biais d'un processus de biotechnologie réglementaire à moins que l'aliment préemballé ne porte une étiquette déclarant que l'aliment ou un de ses ingrédients a subi une telle modification.

- 2. Subsection 30(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (*l*):
 - (l.1) defining the term "biotechnological process" in section 5.1;
- 2. Le paragraphe 30(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa *l*), de ce qui suit :
 - l.1) définir l'expression « processus de biotechnologie » visé à l'article 5.1;

C-391 C-391

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-391

PROJET DE LOI C-391

An Act to amend the Criminal Code (penalties for sexual offences involving children)

Loi modifiant le Code criminel (peines pour les infractions sexuelles impliquant des enfants)

First reading, March 19, 1997

Première lecture le 19 mars 1997

Mr. Finlay M. Finlay

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-391

PROJET DE LOI C-391

An Act to amend the Criminal Code (penalties for sexual offences involving children)

Loi modifiant le Code criminel (peines pour les infractions sexuelles impliquant des enfants)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16 17 44. 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43: 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R., ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4° suppl.); 1989, ch. 2; 1990. ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22. 27, 29, 32, 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34

L.R., ch.

1. Section 163.1 of the Criminal Code is subsection (2):

"Publication"

16, 19, 31, 34

(2.1) For the purposes of subsection (2), "publication" includes publication by electronic means, either by direct transmission to another person or by entering data by any 10 means on an electronic system or net in such a way that it may be recovered and read or seen by another person by means of the system or net, whether or not the other person has to translate or convert the data in order to read or 15

1. L'article 163.1 du Code criminel est amended by adding the following after 5 modifié par adjonction, après le paragra-5 phe (2), de ce qui suit :

(2.1) Pour l'application du paragraphe (2), « publication » s'entend notamment de la publication par des moyens électroniques, soit par transmission directe à une autre personne, 10 soit par insertion de données par tout moyen électronique ou réseau de manière à ce qu'une autre personne puisse récupérer et lire ou voir ce qui a été inséré ou transmis au moyen de ce système ou réseau, qu'elle soit ou non tenue de 15 convertir ou traduire ces données pour les lire ou les voir.

« Publica-

This enactment ensures that the definition of "publication" in the case of child pornography covers transmission by electronic mail or posting the material on the Internet or any other electronic net.

It provides a maximum punishment of imprisonment for life with no parole eligibility for twenty-five years if guilty of sexual assault on a child under eight or on a child under fourteen who was under the offender's trust or authority or dependent on the offender.

It provides for an increase in the maximum penalty for forcible confinement from ten to fourteen years in the case of a parent or ward who confines a child and thereby harms the child's physical or mental health.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que la définition de « publication » dans le cas de pornographie juvénile, s'applique à la transmission par courrier électronique ou par affichage du matériel sur le réseau Internet ou sur tout autre réseau électronique.

Le texte établit, comme peine maximale, l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant vingt-cinq ans pour celui qui se rend coupable d'agression sexuelle envers un enfant de moins de huit ans ou d'un enfant de moins de quatorze ans à l'égard duquel il est en position de confiance ou d'autorité ou si l'enfant est en situation de dépendance envers le contrevenant.

Le texte porte de dix à quatorze ans la peine maximale d'emprisonnement dans le cas d'un parent ou d'un tuteur qui séquestre son enfant ou son pupille et cause ainsi du tort à la santé physique ou mentale de l'enfant.

Exception

2. Section 271 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Exception

- (2) Notwithstanding subsection (1), if the victim of the assault, at the time the assault was committed, was
 - (a) under the age of eight years, or
 - (b) under the age of fourteen years and in the trust of, under the authority of or in a relationship of dependency on the offender,

the offender is guilty of an indictable offence 10 and is liable to imprisonment for life and, notwithstanding any other provision of this Act, ineligible for parole until having served twenty-five years of the sentence.

3. Section 279 of the Act is amended by 15 adding the following after subsection (2):

Forcible confinement of child or ward

(2.1) Every one who confines or imprisons his or her child or ward and thereby causes the child or ward to suffer physical harm, or child or ward, is guilty of an offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

2. L'article 271 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), si, au moment de la perpétration de l'agression, la 5 5 victime de celle-ci était :

a) soit âgée de moins de huit ans;

b) soit âgée de moins de quatorze ans et dans une situation de confiance ou de dépendance envers le contrevenant ou si le contreve-10 nant était dans une situation d'autorité à l'égard de la victime;

le contrevenant est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité et, par dérogation à toutes les autres dis-15 positions de la présente loi, inadmissible à la libération conditionnelle avant d'avoir purgé vingt-cinq années de sa peine.

3. L'article 279 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de 20 ce qui suit :

(2.1) Quiconque séquestre ou emprisonne son enfant ou son pupille et, de ce fait, lui occasionne un préjudice physique ou perturbe significantly affects the mental health of the 20 gravement sa santé mentale est coupable d'un 25 acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans.

Séquestration de son enfant ou pupille

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-392

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-392

PROJET DE LOI C-392

An Act to amend the Immigration Act (right-of-landing fee)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (prix à payer pour l'octroi du droit d'établissement)

First reading, March 21, 1997

Première lecture le 21 mars 1997



Mr. Dhaliwal

M. DHALIWAL

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2e session, 35e législature. 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-392

PROJET DE LOI C-392

An Act to amend the Immigration Act (right-of-landing fee)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (prix à l'octroi du droit payer pour d'établissement)

R.S., c. I-2; R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10, 46 (2nd Supp.), c. 30 (3rd Supp.), cc. 1, 28, 29, 30 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, cc. 1, 47, 49, 51; 1993, c. 28: 1994, cc 26, 31; 1995, cc. 5, 15; 1996, cc. 8, 11, 16, 19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. I-2; L.R., ch. 31 (1cr suppl.), ch. 10, 46 (2° suppl.), ch. suppl.), ch. 1, 28, 29, 30 (4^c suppl.); 1990, ch. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, ch. 1, 47, 49, 51: 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31; 1995. ch. 5, 15; 1996, ch. 8, 11, 16, 19

1. The Immigration Act is amended by adding the following after section 23:

No landing fee to be imposed

23.1 Notwithstanding section 14 or 23 or any other provision of this Act or the regulations, no term or condition of a prescribed nature imposed on a person in respect of a grant of landing shall include a requirement to 10 pay a fee in addition to the fee paid by or for the person to process the application for landing.

1. La Loi sur l'immigration est modifiée 5 par adjonction, après l'article 23, de ce qui 5 suit:

23.1 Par dérogation aux articles 14 et 23, et à toute autre disposition de la présente loi ou des règlements, il est interdit d'assujettir, par règlement, une personne à une condition lui 10 d'établisseimposant l'obligation de payer un prix pour l'obtention du droit d'établissement outre le droit à payer pour l'examen de la demande d'établissement.

Supression du prix à payer pour l'octroi du droit ment

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

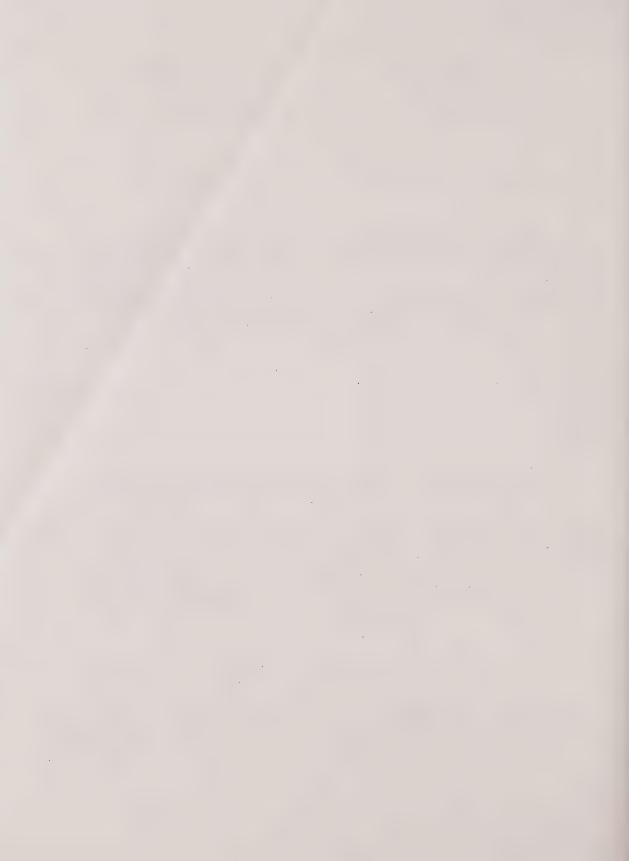
This enactment amends the *Immigration Act* to prevent the assessment of a right-of-landing fee on immigrants in addition to the application processing fee.

This will prevent the economic discrimination against immigrants from low-income countries that may be caused by such fees.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'immigration* de manière à écarter l'imposition du prix à payer pour l'octroi du droit d'établissement autre que le droit à payer pour l'examen de la demande d'établissement.

Cette disposition prévient la discrimination que cause, aux immigrants provenant des pays à faible revenu, l'obligation de payer un tel prix.



C-393

C-393

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-393

PROJET DE LOI C-393

An Act to amend the Income Tax Act (business limit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (plafond des affaires)

First reading, March 21, 1997

Première lecture le 21 mars 1997



Mr. Dhaliwal

M. DHALIWAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-393

PROJET DE LOI C-393

An Act to amend the Income Tax Act (business limit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (plafond des affaires)

R.S., c. 1 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23

Interpreta-

"business limit'

· Associated

corporations

tion of

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1 (5c suppl.); 1994, ch. 7 8, 13, 21, 29 38, 41; 1995, ch. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, ch.

1. Subsections 125(2), (3) and (4) of the

(2) For the purposes of this section, a corporation's "business limit" for a taxation year prior to 1997 is \$200,000 and is \$300,000 for the 1997 or subsequent taxation years, 10 unless the corporation is associated in the year with one or more other Canadian-controlled private corporations in which case, except as otherwise provided in this section, its business limit for the year is nil.

1. Les paragraphes 125(2), (3) et (4) de la Income Tax Act are replaced by the follow- 5 Loi de l'impôt sur le revenu sont remplacés 5 par ce qui suit :

> (2) Pour l'application du présent article, le «plafond des affaires» d'une société, pour une année d'imposition, est de 200 000 \$ pour les années d'imposition antérieures à 1997 et de 10 300 000 \$ pour les années d'imposition 1997 et suivantes, à moins que la société ne soit associée, pendant l'année, à une ou plusieurs autres sociétés privées sous contrôle canadien, 15 auguel cas, sauf disposition contraire du 15 présent article, son plafond des affaires pour l'année est nul.

Sens de « plafond des affaires »

(3) Notwithstanding subsection (2), if all of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year have filed with the Minister in prescribed form an agreement whereby, for 20 the purposes of this section, they allocate an amount to one or more of them for the taxation year and the amount so allocated or the total of the amounts so allocated, as the case may be, is \$200,000 in respect of a taxation year 25 prior to 1997 or \$300,000 in respect of the 1997 or subsequent taxation years, the business limit for the year of each of the corporations is the amount so allocated to it.

(3) Malgré le paragraphe (2), si toutes les sociétés privées sous contrôle canadien qui sont associées entre elles pendant une année 20 d'imposition ont présenté au ministre, selon le

formulaire prescrit, une convention par laquelle, pour l'application du présent article, elles attribuent, pour l'année d'imposition, une somme à une ou plusieurs d'entre elles et 25 que la somme ou le total des sommes ainsi attribuées est de 200 000 \$ pour les années d'imposition antérieures à 1997 ou de 300 000 \$ pour les années d'imposition 1997 et suivantes, le plafond des affaires, pour 30 l'année, de chacune des sociétés correspond à

la somme qui lui a ainsi été attribuée.

Sociétés associées

This enactment will increase the business limit for a small business from \$200,000 to \$300,000 for the 1997 and later taxation years.

SOMMAIRE

Ce texte porte le plafond des affaires d'une petite entreprise de 200 000 $\$ à 300 000 $\$ pour les années d'imposition 1997 et suivantes.

Défaut de

déposer la

convention

Failure to file agreement

(4) If any of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (3) within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purposes of any assessment of tax under this Part, the Minister shall, for the one or more of them for the taxation year, which amount or the total of which amounts. as the case may be, shall equal \$200,000 in respect of a taxation year prior to 1997 or taxation years, and in any such case, notwithstanding subsection (2), the business limit for each of the corporations is the amount so allocated to it.

(4) Si une ou plusieurs sociétés privées sous contrôle canadien qui sont associées les unes aux autres au cours d'une année d'imposition ne présentent pas au ministre une convention 5 conforme au paragraphe (3) dans les 30 jours 5 suivant l'envoi par le ministre, à une ou plusieurs d'entre elles, d'un avis énonçant qu'une telle convention est requise pour l'établissement d'une cotisation en vertu de la purpose of this section, allocate an amount to 10 présente partie, le ministe attribue, pour 10 l'application du présent article, un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année d'imposition, le montant ou le total des montants ainsi attribués devant s'établir à \$300,000 in respect of the 1997 or subsequent 15 200 000 \$ pour les années d'imposition anté-15 rieures à 1997 et à 300 000 \$ pour les années d'imposition 1997 et suivantes. En pareil cas, malgré le paragraphe (2), le plafond des affaires pour l'année de chaque société est le montant ainsi attribué. 20

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

C-394

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-394

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-394

PROJET DE LOI C-394

An Act to amend the Immigration Act (dependent sons and daughters)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (enfants à charge)

First reading, March 21, 1997

Première lecture le 21 mars 1997



Mr. Dhaliwal

M. Dhaliwal

BILL C-394

PROJET DE LOI C-394

An Act to amend the Immigration Act (dependent sons and daughters)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (enfants à charge)

R.S., c. I-2; R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10, 46 (2nd Supp.), c 30 (3rd Supp.), cc. 1, 28, 29, 30 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, cc. 1, 47, 49, 51: 1993, c. 28; 1994, cc. 26, 31; 1995, cc. 5, 15; 1996, cc. 8, 11, 16, 19

"family"

« famille »

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. I-2; L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 10, 46 (2c suppl.), ch. 30 (3e suppl.), ch. 1, 28, 29, 30 (4c suppl.); 1990, ch. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, ch. 1, 47, 49, 51; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31; 1995, ch. 5, 15; 1996, ch. 8, 11, 16, 19

1. Subsection 2(1) of the Immigration Act "family" by the following:

"family" means the father and mother and any child

- (a) who is under the age of twenty-one and wholly or substantially supported by 10 the father or mother or both parents,
- (b) who is of any age and
 - (i) attends a university, college or other educational institution, or
 - (ii) is qualified for entry and has 15 applied for admission to a university, college or other educational institution but not yet been offered such admis-

and is wholly or substantially supported 20 by the father or mother or both parents,

(c) who, by reason of age or disability, is not independent and, in the opinion of an immigration officer, mainly dependent 25 on the father or mother or both parents for support,

- 1. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur is amended by replacing the definition of 5 l'immigration est modifié par substitution, 5 à la définition de « famille » de ce qui suit :
 - « famille » Le père et la mère ainsi que tout enfant:

« famille » "family"

- a) qui a moins de vingt et un ans et qui est entièrement ou pour une grande part à la 10 charge du père, de la mère ou des deux parents, pour sa subsistance;
- b) quel que soit son âge qui :
 - (i) soit fréquente une université, un collège ou un autre établissement 15 d'enseignement,
 - (ii) soit est admissible et a fait une demande d'admission à une université, à un collège ou à un autre établissement d'enseignement, mais n'y a pas 20 été accepté comme admissible,

et qui est entièrement ou pour une grande partie à la charge du père, de la mère ou des deux parents;

c) qui, en raison soit de son âge, soit 25 d'une incapacité, n'est pas indépendant

This enactment amends the *Immigration Act* to ensure that children under the age of twenty-one who are wholly or substantially supported by their parents, or children of any age who are at or have applied for and are awaiting admission to a university, college or other educational institution and wholly or substantially supported by their parents, will be considered as dependents. This is in addition to the existing discretionary assessment currently made by immigration officers on the basis of age or disability.

The amendment reflects the situation in some countries where the reality of family financial responsibilities and the difficulty in gaining admission for full-time education may differ from that in other countries with economies and cultures more like Canada.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'immigration* de manière à ce que les enfants de moins de vingt et un an qui sont entièrement ou pour une bonne part à la charge de leurs parents, les enfants de tout âge qui fréquentent une université, un collège ou un autre établissement d'enseignement ou y ont fait une demande d'admission et attendent d'y être admis et qui sont entièrement ou pour une bonne part à la charge de leurs parents soient considérés comme personnes à charge. Cette disposition s'ajoute à l'évaluation discrétionnaire que font actuellement les agents d'immigration en fonction de l'âge ou d'une incapacité.

Cette modification vise à tenir compte de la situation dans certains pays où les responsabilités financières à l'égard de la famille et la difficulté d'être admis à plein temps dans un établissement d'enseignement diffèrent de celles d'autres pays dont l'économie et la culture se rapprochent plus de celles du Canada.

and, for the purpose of any provision of this Act and the regulations, includes such other classes or persons as are prescribed for the purpose of that provision; et de l'avis d'un agent d'immigration, est principalement à la charge de l'un ou l'autre.

Peuvent y être englobées, pour l'application d'une disposition donnée de la présente 5 loi ou de ses règlements, d'autres personnes désignées par règlement.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-395

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-395

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-395

PROJET DE LOI C-395

An Act to amend the Bank Act (consumers' protection)

Loi modifiant la Loi sur les banques (protection des consommateurs)

First reading, April 7, 1997

Première lecture le 7 avril 1997



Mrs. Ur

M^{ME} UR

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-395

PROJET DE LOI C-395

An Act to amend the Bank Act (consumers' protection)

Loi modifiant la Loi sur les banques (protection des consommateurs)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. The Bank Act is amended by adding the following after section 442:

1. La Loi sur les banques est modifiée par 5 adjonction, après l'article 442, de ce qui 5 ch. 27, 51; suit:

1991, ch. 46. 47, 48; 1992, 1993, ch. 6, 28, 34, 44; 1994, ch. 24. 26, 47; 1996,

442.1 Where a bank is aware that a customer of the bank belongs to a class of individuals that, whether by law or by policy of the bank, is entitled to any benefit offered by the bank that is not available to all 10 customers of the bank, the bank shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, give notice to the customer of the entitlement.

442.1 Lorsqu'une banque a connaissance qu'un de ses clients appartient à une classe de particuliers qui, en vertu de la loi ou d'une politique de la banque, a droit à un avantage 10 offert par la banque qui n'est pas offert à tous ses clients, elle est tenue d'aviser ce client de son droit à cet avantage, selon les modalités de

temps et autres prescrites.

Déclaration du droit à des avantages exceptionnels

relative aux

comptes inactifs

442.2 No bank shall charge any fee against more days unless the bank, at least 30 days prior to charging the fee, sends notice by

its intention to charge the fee.

442.2 Il est interdit à une banque de porter 15 Déclaration an account that has not been active for 60 or 15 des frais au débit d'un compte dans lequel il n'y a pas eu d'opération depuis soixante jours ou plus à moins d'avoir, au moins trente jours avant de porter les frais au débit du compte, transmis par courrier ordinaire, un avis adres-20 sé au détenteur du compte, de son intention de

2. Section 443 of the Act is replaced by the 20 following:

ordinary mail to the holder of the account of

2. L'article 443 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

porter les frais au débit du compte.

- 443. The Governor in Council may make regulations respecting
- 443. Le gouverneur en conseil peut prendre 25 Règlements des règlements concernant :
- (a) the manner in which and the time at which disclosure is to be made by a bank of 25
- Divulgation
- (i) interest rates applicable to debts of the bank and deposits with the bank,
- a) la date et les modalités de communication:
 - (i) du taux d'intérêt applicable aux dettes de la banque, notamment les dépôts 30 qu'elle recoit,

1991, cc. 46, 47, 48; 1992, cc. 27, 51; 1993, cc. 6, 28, 34, 44; 1994, cc. 24, 26, 47; 1996, Disclosure of

exceptional benefits

Disclosure re inactive accounts

Disclosure regulations

This enactment would increase the amount of disclosure that a bank is required to provide to its customers.

SOMMAIRE

Ce texte accroît de fardeau des divulgations qu'une banque est tenue de faire à ses clients.

- (ii) the manner in which the amount of interest paid is to be calculated, and
- (iii) any entitlement mentioned in section 442.1; and
- (b) such other matters or things as may be $\,5\,$ necessary to carry out the requirements of sections 441, 442 and $\,442.1\,$.
- (ii) du mode de calcul du montant des intérêts payés,
- (iii) des droits visés à l'article 442.1;
- b) toute autre mesure d'application des articles 441, 442 et 442.1.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



REPRINT

C-396

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

RÉIMPRESSION

C-396

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-396

PROJET DE LOI C-396

An Act to restrict the use of the Internet to distribute pornographic material involving children

Loi visant à limiter l'accès au réseau Internet dans le but d'y distribuer du matériel pornographique impliquant des enfants

First reading, April 8, 1997

Première lecture le 8 avril 1997



MR. AXWORTHY (Saskatoon—Clark's Crossing)

M. AXWORTHY (Saskatoon—Clark's Crossing)

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

Chambre des communes du Canada

BILL C-396

PROJET DE LOI C-396

An Act to restrict the use of the Internet to distribute pornographic material involving children

Loi visant à limiter l'accès au réseau Internet dans le but d'y distribuer du matériel pornographique impliquant des enfants

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Titre abrégé : Loi limitant la diffusion de 5 la pornographie juvénile sur le réseau Inter- 5

2. Les définitions qui suivent s'appliquent

à la présente loi.

1. This Act may be cited as the Internet Child Pornography Restriction Act.

Definitions

"child

Short title

- 2. The definitions in this section apply in
- this Act. "child pornography" has the meaning given

Criminal Code.

to the expression by section 163.1 of the

« abonné » Personne qui utilise les services d'un fournisseur d'accès au réseau Internet 10 pour se relier à ce réseau ou qui a conclu une convention avec un tel fournisseur à cette

pornography" « pornographie juvénile »

> "Internet" means the international computer network commonly known by that name.

« fournisseur d'accès au réseau Internet » Personne qui fournit des services qui permet-15 tent l'accès au réseau Internet, que ces services soient fournis gratuitement ou contre rémunération.

« réseau Internet » "Internet service provider"

"Internet"

"Internet service provider" means a person who provides a service that facilitates access to the Internet, whether the service is 15 provided free or for a charge.

"Minister" means the Minister of Justice.

sions of the Criminal Code, where

fant » Infraction à l'une des dispositions ci-20 après énumérées du Code criminel dont la victime était âgée de moins de quatorze ans au moment de la perpétration de l'infraction, ou dont la victime était âgée de quatorze ans ou plus, mais de moins de dix-huit 25 ans, au moment de la perpétration de l'infraction et dont l'auteur était dans une situation d'autorité à l'égard de la victime ou dont la victime était dans une situation de dépendance à l'égard de l'auteur de l'in-30

d'accès au réseau Internet » "Minister"

« ministre »

offence

child"

enfant »

"prescribed

involving a

« infraction déterminée

concernant un

« fournisseur

(a) the victim was under the age of fourteen: or

"prescribed offence involving a child" means

an offence under any of the following provi-

- (b) the victim was fourteen or more but under eighteen, and the offender was in a position of trust or authority toward the 25 victim or the victim was in a relationship of dependency on the offender:
 - (i) section 151 (sexual interference),

(i) article 151 (contacts sexuels),

(ii) article 152 (incitation à des contacts sexuels),

10

20

fraction:

« infraction déterminée concernant un en-

352276

Titre abrégé

Définitions

« abonné » "subscriber"

« fournisseur d'accès au réseau Internet » "Internet service provider"

« infraction déterminée concernant un enfant » "prescribed offence involving a child"

This enactment provides for the licensing of Internet service providers and requires their cooperation to minimize the use of the Internet for the publication or proliferation of child pornography. Persons with a record of an offence related to child pornography will not be licensed.

Service providers may be required to block access to identified portions of the Internet that carry child pornography. The enactment also provides for offences and penalties.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à la délivrance de licences aux fournisseurs d'accès au réseau Internet et rend leur intervention obligatoire afin de diminuer le recours au réseau Internet pour publier ou diffuser de la pomographie juvénile. Les personnes ayant déjà été déclarées coupables d'une infraction relative à la pomographie juvénile ne pourront obtenir de licence.

Les fournisseurs de services d'accès au réseau Internet seront tenus de bloquer l'accès aux sites qui comportent de la pornographie juvénile. Le texte définit aussi des infractions et des peines.

- (ii) section 152 (invitation to sexual touching),
- (iii) section 153 (sexual exploitation),
- (iv) section 155 (incest),
- (v) section 159 (anal intercourse),
- (vi) subsection 160(2) or (3) (compelling the commission of bestiality or bestiality in presence of or by child),
- (vii) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity), 10
- (viii) section 172 (corrupting children),
- (ix) section 173(2) (exposure),
- (x) section 271 (sexual assault),
- (xi) section 272 (sexual assault with a 15 weapon), or
- (xii) section 273 (aggravated sexual assault).

"subscriber" means a person who contracts with or uses the services of an Internet ser- 20 vice provider to obtain access to the Internet.

- (iii) article 153 (exploitation à des fins sexuelles).
- (iv) article 155 (inceste),
- (v) article 159 (relations sexuelles anales),
- (vi) paragraphe 160(2) ou (3) (usage de la force ou bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci).
- (vii) article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur), 10
- (viii) article 172 (corruption d'enfants),
- (ix) paragraphe 173(2) (exhibitionnis-
- (x) article 271 (agression sexuelle),
- (xi) article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles),
- (xii) article 273 (agression sexuelle grave). 20

« ministre » Le ministre de la Justice.

« pornographie juvénile » Pornographie juvěnile au sens de l'article 163.1 du Code criminel.

« ministre » "Minister" « pornographie juvénile » "child pornography"

« réseau Internet » Le réseau international 25 d'ordinateurs connu sous ce nom.

« réseau Internet » "Internet"

Obligation

licence

d'obtenir une

Service providers licensed

"subscriber"

« abonné »

- 3. (1) No person may offer the services of or operate as an Internet service provider unless the person has, on application in the pre-25 scribed form, been granted a licence to operate as an Internet service provider by the Minister of Justice.
- 3. (1) Nul ne peut offrir les services de fournisseur d'accès au réseau Internet ou exploiter une entreprise fournissant de tels services s'il n'a obtenu, sur présentation d'une 30 demande en la forme prescrite, une licence du ministre de la Justice l'autorisant à exploiter une entreprise de services d'accès au réseau Internet.

Licence refused

- (2) The Minister shall refuse a licence under subsection (1) to any applicant who, or who 30 licence conformément au paragraphe (1) à employs an individual who, or being a corporation has any director, shareholder, officer or employee who, has been convicted of an offence under section 163.1 of the Criminal Code or a prescribed offence involving a 35 personne qui a été déclarée coupable d'une child.
- (2) Le ministre doit refuser d'accorder une 35 Refus de tout demandeur qui a été lui-même déclaré coupable d'une infraction à l'article 163.1 du Code criminel ou d'une infraction déterminée concernant un enfant ou qui a à son service une 40 telle infraction ou, si le demandeur est une personne morale, qui a un employé, un dirigeant, un actionnaire ou un administrateur

licence



ayant été déclaré coupable d'une telle infraction.

Licence cancelled

- (3) The Minister shall cancel the licence of any Internet service provider if the licensee, or if the licensee is a corporation, if a director or officer of the corporation, is convicted of an offence under section 163.1 of the Criminal 5 Code or a prescribed offence involving a child.
- (3) Le ministre annule la licence de tout fournisseur d'accès au réseau Internet dont le détenteur est déclaré coupable d'une infrac- 5 tion à l'article 163.1 du Code criminel ou d'une infraction déterminée concernant un enfant ou, si le détenteur est une personne morale, dont l'un des dirigeants ou des administrateurs a été déclaré coupable d'une 10 telle infraction.

Annulation de la licence

Licence cancelled

- (4) The Minister may cancel the licence of any Internet service provider if
- (a) the Internet service provider commits an 10 offence under section 4; or
- (b) the licensee or an employee of the licensee, or if the licensee is a corporation, if a director, officer, shareholder or employee of the corporation, is convicted of an 15 offence under section 163.1 of the Criminal Code or a prescribed offence involving a child
- (4) Le ministre peut annuler la licence d'un fournisseur d'accès au réseau Internet :

Annulation de la licence

- a) si ce fournisseur commet une infraction à l'article 4; 15
- b) si le détenteur d'une licence ou un de ses employés ou, si le détenteur de la licence est une personne morale, si un dirigeant, un administrateur, un actionnaire ou un employé du détenteur est déclaré coupable 20 d'une infraction à l'article 163.1 du Code criminel ou à l'une des infractions déterminées concernant un enfant.

Prohibited service

4. (1) No Internet service provider shall knowingly permit the use of its service for the 20 réseau Internet ne peut sciemment permettre 25 placing of child pornography on the Internet or the viewing, reading, copying or recovery of child pornography from the Internet.

Services interdits

4. (1) Nul fournisseur de services d'accès au que les services qu'il fournit servent à diffuser de la pornographie juvénile sur le réseau Internet, non plus qu'à la visualisation, à la lecture, à la reproduction ou à la saisie de pornographie juvénile sur le réseau Internet.

Offence and penalty

(2) An Internet service provider who contravenes subsection (1) is guilty of an offence 25 réseau Internet qui contrevient au paragraphe and liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both fine and imprisonment.

Infraction et peine

(2) Tout fournisseur de services d'accès au (1) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale 35 de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de deux ans ou de l'une de ces deux peines.

Directors and officers

(3) A director of a corporation that commits 30 an offence under subsection (2) who was aware of the circumstances on which the offence was based is also guilty of the offence and liable to the punishments provided in subsection (2).

(3) Tout dirigeant de personne morale qui a connaissance des circonstances dans lesquel-40 dirigeants les cette personne morale commet une infraction au paragraphe (2) est lui-même coupable d'une infraction et passible des peines prévues 35 à ce paragraphe.

Administrateurs et



iudiciaire

d'un abonné

Subscriber's record

5. (1) No Internet service provider may provide a service to any individual unless the individual first consents to the Internet service provider carrying out a check of the criminal record of the individual with respect to any conviction under section 163.1 of the Criminal Code or any conviction for a prescribed offence involving a child.

Subscriber barred

(2) No Internet service provider may proal has, during the preceeding ten years, been convicted of an offence under section 163.1 of the Criminal Code or a prescribed offence involving a child.

Access blocked

6. If ordered by the Minister, an Internet 15 service provider shall use all means available to block access by its subscribers to any material on the Internet that the Minister, after reasonable inquiry, determines to be child pornography.

Offence and penalty

7. (1) An Internet service provider who refuses or fails to comply with section 5 or an order made under section 6 is guilty of an offence and liable on summary conviction to to imprisonment for a term not exceeding one year or to both fine and imprisonment.

Directors and officers

(2) A director of a corporation that commits an offence under subsection (1), who was aware of the circumstances on which the 30 offence was based, is also guilty of the offence and liable to the punishments provided in subsection (1).

Agreements

8. The Minister may enter into agreements exchange of information and cooperation to minimize the use of the Internet for the publication or proliferation of child pornography.

5. (1) Il est interdit à tout fournisseur d'accès au réseau Internet de fournir des services à une personne à moins que cette personne ne consente à laisser le fournisseur vérifier son casier judiciaire relativement aux 5 déclarations de culpabilité aux infractions à l'article 163.1 du Code criminel ou aux infractions déterminées concernant un enfant.

(2) Il est interdit à tout fournisseur d'accès vide a service to any individual if the individu- 10 au réseau Internet de fournir des services à une 10 l'abonnement personne qui a, dans les dix dernières années, été déclarée coupable d'une infraction à l'article 163.1 du Code criminel ou d'une infraction déterminée concernant un enfant.

Interdiction de fournir

6. Sur arrêté du ministre, les fournisseurs 15 Censure d'accès au réseau Internet sont tenus d'avoir recours à tous les moyens possibles d'interdire l'accès par leurs abonnés à tout matériel trouvé sur le réseau Internet que le ministre 20 déclare, après enquête raisonnable, être de la 20 pornographie juvénile.

7. (1) Tout fournisseur d'accès au réseau Internet qui refuse ou omet de se conformer à l'article 5 ou à un arrêté pris en vertu de l'article 6, est coupable d'une infraction et 25 a fine not exceeding fifty thousand dollars or 25 passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinquante mille dollars et d'une peine maximale d'emprisonnement d'un an ou de l'une de ces deux peines. 30

Infraction et peines

(2) Le dirigeant d'une personne morale ayant commis une infraction au paragraphe (1) qui connaissait les circonstances de la perpétration de cette infraction par la personne morale est lui-même coupable d'une 35 infraction et passible des peines mentionnées au paragraphe (1).

Administrateurs et dirigeants

8. Le ministre peut conclure des accords de with a province or a foreign state for the 35 coopération et d'échange de renseignements avec des provinces ou des États étrangers dans 40 le but de réduire l'utilisation du réseau Internet pour publier ou diffuser de la pornographie juvénile.

Accords

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition. Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-397

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-397

PROJET DE LOI C-397

An Act to amend the Immigration Act (reimbursement)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (remboursement)

First reading, April 8, 1997

Première lecture le 8 avril 1997



Mr. Dromisky

M. DROMISKY

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-397

PROJET DE LOI C-397

An Act to amend the Immigration Act (reimbursement)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (remboursement)

R.S., c. I-2; R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10, 46 (2nd Supp.), c. 30 (3rd Supp.). cc. 1, 28, 29, 30 (4th Supp.); 1990. cc. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, cc. 1, 47, 49, 51; 1993, c. 28; 1994, cc. 26, 31; 1995, cc. 5, 15; 1996, cc. 8, 11, 16, 19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 31 (1er suppl.). ch. 10, 46 (2c suppl.), ch. 30 (3c suppl.), ch. 1, 28, 29, 30 (4° suppl.); 1990, ch. 8, 16, 17, 38, 44; 1992. ch. 1, 47, 49, 51; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31; 1995, ch. 5, 15; 1996, ch. 8, 11, 16, 19

L.R., ch. I-2;

1. The portion after paragraph (b) of the 2 of the Immigration Act is replaced by the following:

but does not include any person to whom the Convention does not apply pursuant to section set out in Schedule I to this Act;

2. The Act is amended by adding the following after section 119:

Reimbursement

Reimbursement by the Minister

- 119.1 (1) On application to the Minister in writing, the Minister shall reimburse the fee 15 paid for the right-of-landing where
 - (a) the applicant or another on behalf of the applicant has paid the fee for the right-oflanding;
 - (b) the applicant has received a certificate 20 of citizenship within the meaning of the Citizenship Act; and
 - (c) the applicant has satisfied the Minister that, from the day the applicant was granted

1. Le passage de la définition de « réfugié definition "Convention refugee" in section 5 au sens de la Convention » de l'article 2 de 5 la Loi sur l'immigration suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Sont exclues de la présente définition les personnes soustraites à l'application de la E or F of Article 1 thereof, which sections are 10 Convention par les sections E ou F de l'article 10 premier de celle-ci dont le texte est reproduit à l'annexe I de la présente loi.

> 2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 119, de ce qui suit :

Remboursement

119.1 (1) Le ministre rembourse à toute 15 Remboursepersonne qui lui en fait la demande écrite le montant qu'elle a payé pour se faire accorder le droit d'établissement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

ment par le ministre

- a) le demandeur ou une personne en son 20 nom a acquitté les frais exigés pour se faire accorder le droit d'établissement:
- b) le demandeur a reçu son certificat de citoyenneté au sens de la Loi sur la 25 citoyenneté;

This enactment amends the *Immigration Act* and provides that a person is entitled to reimbursement of the fee the person paid for the right-of-landing if the Minister of Citizenship and Immigration is satisfied that the person resided elsewhere than in a census metropolitan area between the day the person was granted landing and the day the person received a certificate of citizenship.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la Loi sur l'immigration et prévoit qu'une personne a droit au remboursement des frais qu'elle a payés pour se faire accorder le droit d'établissement si elle démontre, à la satisfaction du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, qu'elle était domiciliée ailleurs que dans une région métropolitaine de recensement à partir du jour où elle s'est fait accorder le droit d'établissement jusqu'au jour où elle a reçu son certificat de citoyenneté canadienne.

landing until the day the applicant received the certificate of citizenship, the applicant resided elsewhere than in a census metropolitan area.

(2) For the purposes of subsection (1), 5

Definition of census metropolitan area"

Amending

Schedule II

- "census metropolitan area" means any area designated as such by Statistics Canada and appearing in Schedule II.
 - (3) The Governor in Council may, by order, add a census metropolitan area to the list in 10 décret, inscrire à l'annexe II toute région Schedule II or remove a census metropolitan area from the list.
 - 3. The schedule to the Act is renumbered as Schedule I and the Act is amended by adding the following:

c) le demandeur a démontré, à la satisfaction du ministre, à partir du jour où il s'est fait accorder le droit d'établissement jusqu'à celui où il a reçu un certificat de citoyenneté, que son domicile était situé 5 ailleurs que dans une région métropolitaine de recensement.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « région métropolitaine de recensement » s'entend de toute région désignée comme telle 10 taine de par Statistique Canada et inscrite à l'annexe II.

Définition de « région métropolirecense-

(3) Le gouverneur en conseil peut, par métropolitaine de recensement ou en radier celle qui y est inscrite. 15

Modification de l'annexe II

3. L'annexe de la même loi devient l'annexe I et cette loi est modifiée par 15 adjonction de ce qui suit :

8	3	
Schedule II (Subsection 119.1(2))	Annexe II (paragraphe 119.1(2))	
1. Toronto	1. Toronto	
2. Montreal	2. Montréal	20
3. Vancouver	3. Vancouver	
4. Ottawa-Hull	4. Ottawa-Hull	
5. Edmonton 20	5. Edmonton	
6. Calgary	6. Calgary	
7. Quebec	7. Québec	25
8. Winnipeg	8. Winnipeg	
9. Hamilton	9. Hamilton	
10. London 25	10. London	

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

C-398

1 1 13

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-398

PROJET DE LOI C-398

An Act to amend the Bank Act (amalgamation)

Loi modifiant la Loi sur les banques (fusion)

First reading, April 10, 1997

Première lecture le 10 avril 1997



Mr. IFTODY

M. IFTODY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-398

PROJET DE LOI C-398

Act to amend the Bank Act (amalgamation)

Loi modifiant la Loi sur les banques (fusion)

1991, cc. 46, 47, 48; 1992, cc. 27, 51; 1993, cc. 6, 28. 34. 44: 1994, cc. 24, 26, 47; 1996, c. 6

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1991, ch. 46. 47, 48; 1992, ch. 27, 51; 1993. ch. 6. 28 34 44. 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6

replaced by the following: Restriction

(2) Notwithstanding any other provision in this Act, on the joint application of

1. Subsection 223(2) of the Bank Act is

(a) two or more banks named in Schedule I,

- (b) one or more banks named in Schedule I 10 and one or more banks named in Schedule II. or
- (c) one or more banks named in Schedule I and one or more bodies corporate incorporated by or under an Act of Parliament 15 where any of those bodies is a deposit-taking institution to which the Trust and Loan Companies Act applies that has equity of more than seven hundred and fifty million dollars,

the Minister shall not issue letters patent amalgamating and continuing the applicants as one bank unless

- (d) the Minister is advised by the Superintendant, whether or not the Superintendant 25 has
 - (i) taken control of any applicant or of the assets of any applicant under subsection 538(1), or
 - the assets of any applicant under subsection 510(1) of the Trust and Loan Companies Act,

1. Le paragraphe 223(2) de la Loi sur les 5 banques est remplacé par ce qui suit :

Réserve

- (2) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, sur requête conjointe, soit de plusieurs banques figurant à l'annexe I, soit d'une ou plusieurs banques figurant à l'annexe I et d'une ou plusieurs banques figurant 10 à l'annexe II, soit d'une ou plusieurs banques figurant à l'annexe I et d'une ou plusieurs personnes morales constituées sous le régime d'une loi fédérale, lorsque l'une quelconque de ces personnes morales est une institution de 15 dépôt assujettie à la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt, dont les capitaux propres sont d'au moins sept cent cinquante millions de dollars, le ministre ne peut leur délivrer des lettres patentes les fusionnant et les proro-20 geant en une seule banque que si le surintendant lui fait savoir qu'il est d'avis, qu'il ait ou non, selon le cas.
 - (a) pris le contrôle de l'un des réquérants ou de l'actif de l'un des réquérants en vertu du 25 paragraphe 538(1),
 - (b) pris le contrôle de l'un des réquérants ou de l'actif de l'un des réquérants en vertu du paragraphe 510(1) de la Loi sur les sociétés 30 de fiducie et de prêt,

(ii) taken control of any applicant or of 30 qu'au moins l'un des requérants n'est pas financièrement viable et qu'une fusion l'empêcherait de devenir insolvable, et que la ban-

The purpose of this enactment is to protect consumer choice in the deposit-taking sector, thereby maintaining access by Canadians to a variety of institutions for the provision of retail banking services. It prohibits mergers among the large Canadian banks and prevents them from amalgamating with Schedule II banks or deposit-taking institutions of a certain size except in limited circumstances.

SOMMAIRE

Ce texte vise à préserver le choix des consommateurs dans le secteur des dépôts, de façon à assurer la possibilité pour les Canadiens d'avoir accès à une variété d'institutions pour la prestation des services bancaires de détail. Il a pour effet d'interdire le regroupement des grandes banques canadiennes et d'empêcher celles-ci de fusionner avec des banques de l'annexe II ou des institutions de dépôt d'une certaine taille, sauf dans des circonstances restreintes.

as the case may be, that, in the opinion of the Superintendant, at least one of the applicants is not financially sound and the amalgamation would prevent the applicant from becoming insolvent, and

(e) the amalgamated bank would be a bank named in Schedule I.

Interpretation "equity" « capitaux

propres »

(3) For the purposes of subsection (2),

"equity", in respect of a body corporate, means the sum of the shareholders' equity 10 of the body corporate and the minority interests in entities controlled by the body corporate as they appear in the consolidated financial statements of the body corporate;

"insolvent" « insolvable » "insolvent" means insolvent within the 15 meaning of the Winding-up and Restructuring Act.

"joint application" « requête conjointe »

"joint application" means a joint application made to the Minister before, on or after the coming into force of subsection (2).

Interpreta-

(4) For the purposes of this section and sections 224 to 231, "amalgamation" includes the acquisition or establishment of control over the business of a bank or a body corporate.

que issue de la fusion est également une banque devant figurer à l'annexe I.

(3) Pour l'application du paragraphe (2),

Définitions

« capitaux propres », à l'égard d'une personne morale, s'entend de la somme de l'avoir des 5 actionnaires de la personne morale et de la part des actionnaires minoritaires dans les entités contrôlées par la personne morale figurant dans les états financiers consolidés de cette dernière.

« capitaux propres » "equity"

« insolvable » s'entend au sens de la Loi sur les liquidations et les restructurations.

« insolvable » "insolvent"

« requête conjointe » s'entend d'une requête conjointe adressée au ministre avant ou après l'entrée en vigueur du paragraphe (2). 15

"insolvent"

« requête
conjointe »

"joint 5 application"

Définition

(4) Pour l'application du présent article et des articles 224 à 231, « fusion » comprend l'acquisition ou l'établissement d'un contrôle sur l'activité d'une banque ou d'une personne 25 morale.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-399

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-399

PROJET DE LOI C-399

An Act to repeal the Firearms Act and to make certain amendments to the Criminal Code

Loi abrogeant la Loi sur les armes à feu et modifiant certains articles du Code criminel

First reading, April 10, 1997

Première lecture le 10 avril 1997

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-399

PROJET DE LOI C-399

An Act to repeal the Firearms Act and to make certain amendments to the Criminal Code

Loi abrogeant la Loi sur les armes à feu et modifiant certains articles du Code criminel.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1995, c. 39; 1996, c. 19

R.S., c. C-46;

R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51,

FIREARMS ACT

Loi sur les armes à feu

1995, ch. 39; 1996, ch. 19

L.R., ch.

1. Sections 1 to 138 of the *Firearms Act* are repealed.

1. Les articles 1 à 138 de la *Loi sur les* 5 armes à feu sont abrogés.

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

C-46; L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1^{cr} suppl.). ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (49 suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16,

19, 31, 34

52 (1st Supp.), cc. I, 24, 27, 35 (2nd Supp.). cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.): 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27. 38. 41. 47. 51; 1993. cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5.

19, 22, 27, 29,

1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34

32, 39, 42;

- 2. Part III of the *Criminal Code* as it read immediately prior to its replacement by section 139 of the *Firearms Act* is hereby re-enacted.
- 2. La Partie III du Code criminel est rétablie telle qu'elle était avant son remplacement par l'article 139 de la Loi sur les armes à feu.

This enactment repeals the *Firearms Act* and reinstates Part III of the *Criminal Code* as it read before the *Firearms Act* came into force.

It also institutes a minimum term of five years imprisonment if an offender uses or has or claims to have in his possession a firearm during the commission of an indictable offence or attempt, or in flight from the offence or attempt. If the firearm is discharged during the offence, attempt or subsequent flight, the minimum is ten years.

The enactment also requires the court to impose a lifetime ban on owning firearms as an additional punishment for a person convicted of an indictable offence with a firearm.

SOMMAIRE

Ce texte abroge la *Loi sur les armes à feu* et rétablit la Partie III du *Code criminel* telle qu'elle était avant l'entrée en vigueur de la ladite loi.

Il établit également une peine minimale de cinq ans d'emprisonnement dans le cas d'un contrevenant qui utilise ou a ou prétend avoir en sa possession une arme à feu lors de la perpétration ou de la tentative de perpétration d'un acte criminel ou lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre un tel acte. En cas de décharge de l'arme dans l'une ou l'autre de ces situations, la peine minimale est de dix ans.

Ce texte oblige également le tribunal à imposer, en sus de toute autre peine applicable, une interdiction à vie de posséder une arme à feu au contrevenant trouvé coupable d'un acte criminel avec arme à feu.

15

- 3. That portion of subsection 85(1) of the *Criminal Code* before paragraph (a), as re-enacted by section 2 of this Act, is replaced by the following:
- (1) Every one who uses or has or claims to 5 have in his possession a firearm
- 4. Paragraphs 85(1)(c) and (d) of the *Criminal Code*, as re-enacted by section 2 of this Act, are replaced by the following:
 - (c) in a case where the firearm is not 10 discharged, for not more than fourteen years and not less than five years, and
 - (d) in a case where the firearm is discharged, for not more than fourteen years and not less than ten years.
- 5. Subsection 100(1) of the *Criminal Code*, as re-enacted by section 2 of this Act, is amended by adding the following before subsection (1):

Lifetime firearms ban (0.1) Where an offender is convicted of an 20 offence under subsection 85(1), the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from possessing any firearm or ammunition 25 or explosive substance for life.

Ban not reviewable (0.2) An order under subsection (0.1) may not be reviewed or altered by any process under this Act or the *Corrections and Conditional Release Act*, other than an appeal 30 resulting in an acquittal for the offence, notwithstanding that such a process has resulted in a reduction of the period of imprisonment or an early release from custody.

- 3. Le passage du paragraphe 85(1) du *Code criminel* précédant l'alinéa *a*), tel que rétabli par l'article 2 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :
- (1) Quiconque utilise, <u>détient ou prétend</u> 5 détenir une arme à feu:
- 4. Les alinéas 85(1) c) et d) du Code criminel, tels que rétablis par l'article 2 de la présente loi, sont remplacés par ce qui suit :
 - c) de cinq ans à quatorze ans si l'arme à feu n'a pas été déchargée;
- d) de dix ans à quatorze ans si l'arme à feu a été déchargée.
- 5. Le paragraphe 100(1) du *Code crimi*-15 nel, tel que rétabli par l'article 2 de la présente loi, est modifié par adjonction, avant le paragraphe (1), de ce qui suit :
- (0.1) Le tribunal qui déclare un contrevenant coupable d'une infraction prévue au 20 paragraphe 85(1) doit, en sus de toute autre peine applicable, rendre une ordonnance interdisant au contrevenant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou des substances explosives pour la durée de sa vie. 25

Interdiction à vie

(0.2) Une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (0.1) n'est pas sujette à révision ou modification par une procédure prévue par la présente loi ou par la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous 30 condition, sauf en cas d'acquittement en appel, même si ladite procédure a eu pour résultat la réduction de la période d'emprisonnement ou la mise en liberté anticipée.

Interdiction non sujette à révision

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-400

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-400

PROJET DE LOI C-400

An Act to amend the Canada Elections Act (registration of political parties)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (enregistrement des partis politiques)

First reading, April 10, 1997

Première lecture le 10 avril 1997



Mrs. Terrana

MME TERRANA

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-400

PROJET DE LOI C-400

An Act to amend the Canada Elections Act (registration of political parties)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (enregistrement des partis politiques)

R.S., c. E-2; R.S., c. 27 (2nd Suppl.); 1989, c. 28; 1990, cc. 16, 17; 1991, cc. 11, 47; 1992, cc. 1, 21, 51; 1993, c. 19; 1994, c. 26; 1995, c. 5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R. ch. E-2; L.R., ch. 27 (2c suppl.); 1989, ch. 28; 1990, ch. 16, 17; 1991, ch. 11, 47; 1992, ch. 1, 21, 51; 1993, ch. 19; 1994, ch. 26; 1995, ch. 5

1. (1) Paragraph 24(2)(a) of the Canada *Elections Act* is replaced by the following:

- (a) where he determines that, on the nomination by the party of twelve candidates in accordance with paragraph (3)(a) or (b), whichever is applicable, the party could be registered, so inform the leader of the party; 10
- (2) Subsection 24(3) of the Act is replaced by the following:

Effective date of registration

- (3) Where the leader of a political party has pursuant to paragraph (2)(a) that, on the nomination of twelve candidates in accordance with paragraph (a) or (b), whichever is applicable, the political party could be registered, the party shall be registered 20
 - (a) if the application for registration is filed within the period commencing with the day following polling day at one general election and terminating on the sixtieth day before the issue of writs for the next general 25 election, on the day after the party has officially nominated candidates in twelve electoral districts at the next general elec-
 - (b) if the application for registration is filed 30 within the period commencing with the

1. (1) L'alinéa 24(2)a) de la Loi électorale 5 du Canada est remplacé par ce qui suit :

- a) le parti pourra être enregistré quand, en conformité avec l'alinéa (3)a) ou b), douze candidats auront été officiellement présentés par le parti;
- (2) Le paragraphe 24(3) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :
- (3) Le directeur général des élections been informed by the Chief Electoral Officer 15 enregistre le parti politique dont il a informé le chef, conformément à l'alinéa (2)a), qu'il pourra être enregistré dans l'un ou l'autre des 15 cas suivants:

Date à laquelle l'enregistrement prend effet

- a) la demande d'enregistrement est produite dans la période commençant le lendemain du jour du scrutin d'une élection générale et se terminant le soixantième jour 20 avant l'émission des brefs de la prochaine élection générale, le lendemain du jour où le parti aura officiellement présenté des candidats dans douze circonscriptions en vue de cette prochaine élection générale; 25
- b) la demande d'enregistrement est produite dans la période commençant le cinquante-neuvième jour avant l'émission des brefs d'une élection générale et se terminant le

The Canada Elections Act currently requires the chief agent of a political party to liquidate the assets of the party when the party is deleted from the registry of political parties by the Chief Electoral Officer. This bill removes that obligation.

This bill also amends the Canada Elections Act to allow registration of a political party by the Chief Electoral Officer when the party nominates candidates in at least twelve electoral districts throughout the country.

SOMMAIRE

Présentement, la Loi électorale du Canada oblige l'agent principal d'un parti politique à liquider l'actif du parti lorsque le parti est radié du registre des partis politiques par le directeur général des élections. Ce projet de loi mettrait fin à cette obligation.

Ce projet de loi a également pour but de modifier la *Loi électorale du Canada* afin de permettre l'enregistrement d'un parti politique par le directeur général des élections lorsque le parti présente des candidats dans au moins douze circonscriptions à travers le Canada.

fifty-ninth day before the issue of writs for a general election and terminating on polling day at that election, on the day after the party has officially nominated candidates in twelve electoral districts at the general election next following the general election falling within that period,

and if the political party fails to nominate twelve candidates in accordance with paragraph (a) or (b), whichever is applicable, the 10 registré. Chief Electoral Officer shall inform the leader of the party that the party cannot be registered.

2. Subsection 28(2) of the Act is replaced by the following:

Deletions from registry

- (2) The Chief Electoral Officer shall, on the 15 close of nominations at a general election, delete from the registry referred to in subsection 24(1), any registered party that did not at the close of nominations on that day have candidates in at least twelve of the electoral 20 tions. districts.
- 3. (1) Paragraph 31(1)(a) of the Act is replaced by the following:
 - (a) has been informed by the Chief Electoral Officer pursuant to paragraph 24(2)(a) 25 that, on the nomination of twelve candiaccordance with graph 24(3)(a) or (b), whichever is applicable, the party could be registered, and
- (2) Subsections 31(11) to (15) of the Act 30 are repealed.
- 4. Subsection 33(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Application registration

(2) Every political party that makes application for registration pursuant to subsec-35 cation for registration pursuant to subsection 24(1) and whose leader is informed by the Chief Electoral Officer pursuant to paragraph 24(2)(a) that, on the nomination of twelve candidates in accordance with paragraph 24(3)(a) or (b), whichever is applica-40 graph 24(3)(a) or (b), whichever is applicable, the party could be registered shall, within thirty days after being so informed, file with the Chief Electoral Officer a notification signed by the leader of the party or the chief agent of the party, setting out the names and 45 agent of the party, setting out the names and addresses of all agents of the party other than

jour du scrutin à cette élection, le lendemain du jour où le parti aura officiellement présenté des candidats dans douze circonscriptions à l'élection générale qui suit celle qui tombe dans cette période.

Si le parti politique ne peut présenter douze candidats en conformité avec l'alinéa a) ou b), le directeur général des élections doit informer le chef du parti que le parti ne peut être en-

2. Le paragraphe 28(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le directeur général des élections doit, lors d'une élection générale, à la fin des présentations, radier le parti enregistré qui 15 n'avait pas, à la fin des présentations, de candidat dans au moins douze circonscrip-

Radiation du registre

- 3. (1) L'alinéa 31(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - a) d'une part, a reçu du directeur général des élections un avis en conformité avec l'alinéa 24(2)a) portant que le parti pourra être enregistré quand, conformément aux alinéas 24(3)a) ou b), douze candidats 25 auront été présentés,
- (2) Les paragraphes 31(11) à (15) de la même loi sont abrogés.
- 4. Le paragraphe 33(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce 30 qui suit:
- (2) Every political party that makes applition 24(1) and whose leader is informed by the Chief Electoral Officer pursuant to para-35 graph 24(2)(a) that, on the nomination of twelve candidates in accordance with parable, the party could be registered shall, within thirty days after being so informed, file with 40 the Chief Electoral Officer a notification signed by the leader of the party or the chief addresses of all agents of the party other than

Application registration



the chief agent and, on registration of the political party, the information shall be recorded by the Chief Electoral Officer in the registry referred to in subsection (1).

- 5. Paragraph 81(1)(j) of the Act is re- 5 placed by the following:
 - (j) the amount of \$500 must be deposited with the returning officer at the same time as the nomination paper and one half of the deposit shall be returned to the candidate on 10 satisfaction of the conditions set out in paragraph 84(3)(a), while the other half shall be returned on satisfaction of the conditions set out in paragraph 84(3)(b);

the chief agent and, on registration of the political party, the information shall be recorded by the Chief Electoral Officer in the registry referred to in subsection (1).

5. L'alinéa 81(1)j) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

j) un dépôt de cinq cents dollars est remis au directeur du scrutin en même temps que le bulletin de présentation, la moitié de ce dépôt étant remboursable au candidat aux 10 conditions énoncées à l'alinéa 84(3)a), l'autre à celles énoncées à l'alinéa 84(3)b);



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-401

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-401

PROJET DE LOI C-401

An Act to amend the Broadcasting Act (broadcasting policy for Canada)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (politique canadienne de radiodiffusion)

First reading, April 11, 1997

Première lecture le 11 avril 1997



MR. MURRAY

M. MURRAY

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-401

PROJET DE LOI C-401

An Act to amend the Broadcasting Act 'Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (broadcasting policy for Canada)

(politique canadienne de radiodiffusion)

1991, c. 11; 1993, c. 38; 1994, cc. 18, 26; 1995, cc. 1, 11, 29, 44; 1996, c. 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1991, ch. 11; 1993, ch. 38; 1994, ch. 18, 26; 1995, ch. 1, 11, 29, 44; 1996, ch. 31

- 1. Subparagraph 3(1)(m)(vi) of the ing:
 - (vi) contribute to the development of national unity and provide for a continuing expression of Canadian identity,
- 1. Le sous-alinéa 3(1)m)(vi) de la Loi sur Broadcasting Act is replaced by the follow- 5 la radiodiffusion est remplacé par ce qui 5 suit:
 - (vi) contribuer au développement de l'unité nationale et témoigner constamment de l'identité canadienne,

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

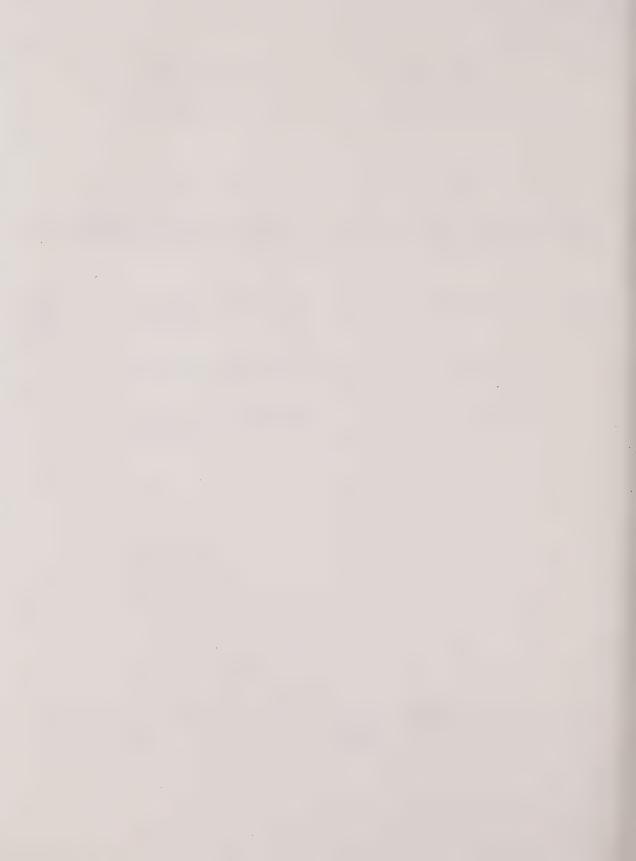
Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment changes the current wording of the *Broadcasting Act* to emphasize that the development of national unity should be one of the objectives of the programming provided by the Canadian Broadcasting Corporation.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but de modifier la *Loi sur la radiodiffusion* pour faire en sorte que le développement de l'unité canadienne soit un des objectifs de programmation poursuivis par la Société Radio-Canada.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-402

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-402

PROJET DE LOI C-402

An Act to provide for the limitation of interest rates in relation to credit cards issued by financial institutions, companies engaged in retail trade and petroleum companies

Loi sur la limitation du taux d'intérêt des cartes de crédit émises par les institutions financières, les compagnies qui font de la vente au détail et les compagnies pétrolières

First reading, April 14, 1997

Première lecture le 14 avril 1997



MR. DE SAVOYE

M. DE SAVOYE

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-402

PROJET DE LOI C-402

An Act to provide for the limitation of interest rates in relation to credit cards issued by institutions. companies engaged in retail trade and petroleum companies

Loi sur la limitation du taux d'intérêt des cartes de crédit émises par les institutions financières, les compagnies qui font de la vente au détail et les compagnies pétrolières

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Credit Card Interest Limitation Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la limitation du taux d'intérêt des Titre abrégé 5 cartes de crédit.

Interpretation

"Bank of

discount rate"

d'escompte de

la Banque du

Canada »

"company

engaged in

retail trade"

« compagnie

aui fait de la

"credit card"

« carte de

crédit »

vente au

détail »

Canada

« taux

Short title

2. The definitions in this section apply in this Act.

DEFINITIONS

"Bank of Canada discount rate" means such minimum rate of interest at which the Bank of Canada is willing to make loans or ad-10 vances as is determined the first day of each month by using the average rate in force for the previous month.

"company engaged in retail trade" means a company specializing in the retail trade of 15 non-food products other than petroleum or gas products.

"credit card" means any card, plate, coupon book or other device issued or otherwise distributed for the purpose of being used

(a) on presentation to obtain, on credit, money, goods, services or any other thing of value: or

(b) in an automated teller machine, a remote service unit or a similar automated banking 25 « institution financière » Une banque à la-25 « institution financière » device to obtain any of the services offered through the machine, unit or device.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

« carte de crédit » S'entend notamment des cartes, plaquettes ou coupons délivrés afin :

« carte de crédit » "credit card"

a) soit de procurer à crédit, sur présentation, 10 des fonds, des marchandises, des services ou toute autre chose de valeur;

b) soit de permettre l'accès, par un guichet automatique, un terminal d'un système décentralisé ou un autre service bancaire 15 automatique, aux différents services qu'offrent ces appareils.

« compagnie pétrolière » Compagnie qui fait la vente au détail de produits pétroliers ou gaziers.

« compagnie pétrolière » 'petroleum 20 company"

« compagnie qui fait de la vente au détail » Compagnie spécialisée dans la vente au détail de produits non comestibles autres que les produits pétroliers ou gaziers.

« compagnie qui fait de la vente au détail » "company engaged in retail trade'

quelle s'applique la Loi sur les banques, une credit union, une caisse populaire ou une autre société coopérative de crédit, une

financière » "financial institution"

352339

The purpose of this enactment is to limit interest rates on credit card accounts. Thus, credit cards issued by a petroleum company or a retail store could not carry interest at a rate exceeding by more than 9.5% or 11.5% respectively the Bank of Canada discount rate. Those issued by a financial institution could not carry interest at a rate exceeding by more than 6.5% or 8.5% the Bank of Canada discount rate, depending on whether or not such institution charges entry fees, renewal fees or user fees.

Another purpose of this enactment is to provide for a grace period for partial payments in relation to a credit card account. Thus, the part of a purchase that is paid on the due date is treated as a delayed cash payment while only the remaining balance bears interest. The card holder has a grace period from the date of purchase to the date of partial payment.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but de limiter le taux d'intérêt que portent les cartes de crédit. Ainsi, celles émises par une compagnie pétrolière ou un magasin spécialisé dans la vente au détail ne pourront porter respectivement un taux excédant de plus de 9,5% ou 11,5% le taux d'escompte de la Banque du Canada. Celles émises par une institution financière ne pourront porter un taux excédant de plus de 6,5% ou de 8,5% le taux d'escompte de la Banque du Canada, selon que l'institution exige ou non des frais d'adhésion, de renouvellement ou d'utilisation.

Ce texte prévoit également un délai de grâce en cas de paiement partiel d'un compte d'une carte de crédit. Ainsi, la partie d'un achat payée à la date d'échéance est traitée comme un paiement reporté et les intérêts ne porteront que sur le solde impayé. Le titulaire bénéficierait donc d'un délai de grâce entre la date d'achat et celle du paiement partiel.

15

"financial institution" « institution financière »

"financial institution" includes a bank to which the Bank Act applies, a credit union, a caisse populaire or any other cooperative credit society, a company to which the Trust and Loan Companies Act applies and any 5 « taux d'escompte de la Banque du Canada » 5 institution designated by the Governor in Council.

"interest rate" « taux d'intérêt »

- "interest rate" does not include fees payable for the use of a credit card, administration costs payable for the use of a credit card, or 10 entry fees or renewal fees related to an agreement to use a credit card.
- "petroleum company' « compagnie pétrolière »
- "petroleum company" means a company engaged in the retail trade of petroleum or gas products.

compagnie à laquelle s'applique la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ainsi que toute institution désignée par le gouverneur en conseil.

- Le taux minimum d'intérêt auguel la Banque du Canada est prête à consentir des prêts ou avances, fixé le premier jour de chaque mois, en prenant la moyenne du taux en vigueur le mois précédent.
 - « taux d'intérêt » Ne comprend pas les frais d'utilisation d'une carte de crédit, les frais d'administration reliés à l'utilisation d'une carte de crédit, les frais d'adhésion ou de renouvellement reliés à un contrat pour l'uti-15 lisation d'une carte de crédit.
- d'escompte du Canada » "Bank of Canada discount rate 10
 - « taux d'intérêt » "interest rate'

LIMITATION OF INTEREST RATE

Limitation of interest rate

- 3. No financial institution that charges or stipulates entry fees, user fees or renewal fees in relation to the use of a credit card issued by it shall charge or stipulate in relation thereto an annual interest rate exceeding by more than 20 six and one-half per cent the Bank of Canada discount rate.
- Limitation of interest rate
- 4. A financial institution that does not charge or stipulate entry fees, user fees or renewal fees in relation to the use of a credit 25 tion ou de renouvellement pour l'utilisation card issued by it shall not charge or stipulate in relation thereto an annual interest rate exceeding by more than eight and one-half per cent the Bank of Canada discount rate.

Limitation of interest rate

5. No petroleum company shall charge or 30 stipulate, in relation to the use of a credit card issued by it, an annual interest rate exceeding by more than nine and one-half per cent the Bank of Canada discount rate.

Limitation of interest rate

6. No company engaged in retail trade shall 35 charge or stipulate, in relation to the use of a credit card issued by it, an annual interest rate exceeding by more than eleven and one-half per cent the Bank of Canada discount rate on any unpaid monthly balance exceeding four 40 d'escompte de la Banque du Canada sur tout hundred dollars.

LIMITATION DU TAUX D'INTÉRÊT

- 3. Une institution financière qui exige ou stipule des frais d'adhésion, d'utilisation ou de renouvellement pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette institution ne 20 peut exiger ni stipuler un taux d'intérêt annuel excédant de plus de six et demi pour cent le taux d'escompte de la Banque du Canada.
 - taux d'intérêt

Limitation du

4. Une institution financière qui n'exige pas ou ne stipule pas de frais d'adhésion, d'utilisa-25 d'une carte de crédit émise par cette institution ne peut exiger ni stipuler un taux d'intérêt annuel excédant de plus de huit et demi pour cent le taux d'escompte de la Banque du 30 Canada.

Limitation du taux d'intérêt

5. Une compagnie pétrolière ne peut exiger ni stipuler, pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette compagnie, un taux d'intérêt annuel excédant de plus de neuf et35 demi pour cent le taux d'escompte de la Banque du Canada.

Limitation du taux d'intérêt

6. Une compagnie qui fait de la vente au détail ne peut exiger ni stipuler, pour l'utilisation d'une carte de crédit émise par cette 40 compagnie, un taux d'intérêt annuel excédant de plus de onze et demi pour cent le taux solde mensuel impayé supérieur à quatre cents dollars. 45

Limitation du taux d'intérêt



INFORMATION

Obligation

7. A financial institution, petroleum company or company engaged in retail trade shall, within the first five days of every quarter, in such form and manner and subject to such provide the Minister of Industry with information on the interest rate applicable to any credit card issued by it.

RENSEIGNEMENTS

7. Une institution financière, une compagnie pétrolière ou une compagnie qui fait de la vente au détail est tenue, aux conditions de forme ou autres prescrites par règlement, de conditions as are prescribed by regulation, 5 fournir, dans les cinq premiers jours de chaque 5 trimestre, au ministre de l'Industrie, les renseignements sur le taux d'intérêt afférent à une carte de crédit qu'elle émet.

Obligation

CALCULATION OF INTEREST

Calculation of interest

8. (1) Subject to subsection (2), interest on a credit card account shall be calculated as of 10 intérêts des comptes de cartes de crédit sont 10 the statement date and only on the amount, if any, by which the balance shown on the previous statement exceeds the amount paid on or before the due date shown on that previous statement.

CALCUL DES INTÉRÊTS

8. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les calculés mensuellement, à la date du relevé, et uniquement sur l'excédent, sur le montant payé au plus tard à la date d'échéance indiquée au relevé précédent, du solde indiqué sur 15 celui-ci. 15

Calcul des

Exception

- (2) Subsection (1) does not apply where a credit card is
 - (a) presented to obtain money on credit; or
 - (b) used to obtain money in an automated teller machine, a remote service unit or a 20 similar automated banking device.
- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où les cartes de crédit sont utilisées:

Exception

- a) afin d'obtenir à crédit, sur présentation, des fonds; 20
- b) afin d'obtenir des fonds à un guichet automatique ou à un terminal d'un système décentralisé ou par un autre service bancaire automatique.

Definition of "due date"

(3) For the purposes of this section, "due date" means the date on which a payment falls due.

(3) Pour l'application du présent article, 25 Définition de « date d'échéance » s'entend de la date à laquelle un versement devient exigible.

d'échéance »

OFFENCE AND PUNISHMENT

Offence and punishment

- 9. Every person who contravenes any of 25 sections 3 to 6 or section 8 is guilty of an offence and liable
 - (a) on conviction upon indictment, to a fine not exceeding seventy-five thousand dollars; and 30
 - (b) on summary conviction, to a fine not
 - exceeding fifty thousand dollars.

Continuous offence

10. Every one who contravenes section 7 is guilty of an offence and liable, on summary conviction, to a fine not exceeding five 35 tion de culpabilité, par procédure sommaire, thousand dollars.

INFRACTIONS ET PEINES

9. Quiconque contrevient à l'un des articles 3 à 6 ou 8 commet une infraction et encourt. sur déclaration de culpabilité : 30

Infractions et peines

- a) par mise en accusation, une amende maximale de soixante-quinze mille dollars;
- b) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars.
- 10. Quiconque contrevient à l'article 735 Infractions commet une infraction et encourt, sur déclaraune amende maximale de cinq mille dollars.

continues



5

ment.

Separate offence

11. Where an offence is committed or continued on more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

11. Il est compté une infraction distincte à la présente loi pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infractions distinctes

REGULATIONS

Regulations

- 12. The Governor in Council may make regulations
 - (a) designating any institution as a financial institution: and
 - (b) providing for the form and content of 10 information provided under section 7.

REVIEW

Review

13. (1) On the expiration of four years after the coming into force of this Act and every two years thereafter, the provisions contained herein shall be referred to such committee of 15 ses présentes dispositions sont déférées au the House of Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament as may be designated or established by Parliament for that purpose.

Report

(2) The committee designated or estab-20 lished for the purpose of subsection (1) shall, as soon as practicable, undertake a comprehensive review of the provisions and operation of this Act and shall, within one year after the review is undertaken or within such further 25 time as the House of Commons may authorize, submit a report to each House of Parliament thereon including such recommendations pertaining to the continuation of those sections and changes required therein as the committee 30 vigueur de ces articles et aux modifications à may wish to make.

COMING INTO FORCE

Coming into force

14. This Act shall come into force six months after the date it is assented to.

RÈGLEMENTS

- 12. Le gouverneur en conseil peut, par 5 Règlements règlement:
 - a) désigner toute institution comme étant une institution financière;
 - b) prévoir la forme et le contenu des renseignements visés à l'article 7. 10

EXAMEN

13. (1) À l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et par la suite à tous les deux ans, comité de la Chambre des communes, du 15 Sénat ou des deux chambres du Parlement constitué ou désigné à cette fin par le Parle-

Examen

Rapport à la

Chambre des

(2) Le comité désigné ou constitué aux fins du paragraphe (1) procède, dès que cela est 20 communes matériellement possible, à l'analyse exhaustive de la présente loi et des conséquences de son application. Il dispose d'un an, ou du délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, pour exécuter son mandat et présenter 25 devant les deux chambres du Parlement son rapport, en l'assortissant éventuellement de ses recommandations quant au maintien en y apporter. 30

ENTRÉE EN VIGUEUR

14. La présente loi entre en vigueur six mois après la date de sa sanction.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition. Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-403

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-403

PROJET DE LOI C-403

An Act to amend the Criminal Code (prohibiting certain offenders from changing their name)

Loi modifiant le Code criminel (interdiction à certains contrevenants de changer leur nom)

First reading, April 14, 1997

Première lecture le 14 avril 1997



2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-403

PROJET DE LOI C-403

An Act to amend the Criminal Code (prohibiting certain offenders from changing their name)

Loi modifiant le Code criminel (interdiction à certains contrevenants de changer leur nom)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.). cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15. 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. cc. 1. 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5. 32, 39, 42; 1996. cc. 7. 8 16, 19, 31, 34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32. 40, 42, 50 (4° suppl.); 1989. ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27. 38, 41, 47, 51: 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994. ch. 12, 13 38, 44; 1995 ch. 5, 19, 22. 27, 29, 32, 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34

L.R., ch.

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 727:

Order respecting change of name 727.1 (1) Where an offender is convicted of first degree murder, second degree murder or an offence under section 273 (aggravated sexual assault), the court that sentences the offender, in addition to any other punishment 10 that may be imposed for that offence or any other condition prescribed in the order of discharge, shall make an order prohibiting the offender from changing his or her name by application under provincial law or informally 15 by assuming another name.

1. Le *Code criminel* est modifié par 5 adjonction, après l'article 727, de ce qui 5 suit :

727.1 (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction de meurtre au premier degré, de meurtre au deuxième degré ou d'une infraction à l'article 273 (agression 10 sexuelle grave), le tribunal qui lui inflige une peine peut, en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant ou de toute autre condition déjà imposée dans l'ordonnance d'absolution, rendre une ordonnance lui inter-15 disant de présenter une demande de changement de nom conformément aux lois provin-

Ordonnance relative au changement de nom

SUMMARY

The purpose of this enactment is to prevent violent offenders from changing their name either during or after incarceration.

SOMMAIRE

Ce texte vise à empêcher les auteurs de crimes violents de changer leur nom soit pendant leur incarcération, soit après.

Conditions or exemptions

(2) The court may make the order of prohibition subject to any conditions or exemptions that it directs.

Duration of order

(3) The prohibition may be for life or for any desirable and begins on the date on which the order is made.

Appropriate court

(4) A court that makes an order of prohibition or, where the court is for any reason unable to act, another court of equivalent 10 jurisdiction in the same province may, on application of the offender or the prosecutor, require the offender to appear before it at any time.

Variation of conditions

(5) After hearing the parties on an applica-15 tion under subsection (3), the court may vary the conditions prescribed in the order if, in the opinion of the court, the variation is desirable because of changed circumstances.

Offence

- (6) Every person who is bound by an order 20 of prohibition and who does not comply with the order is guilty of
 - (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two
 - (b) an offence punishable on summary conviction.

ciales ou de se servir d'un nom d'emprunt non officiel.

(2) Le tribunal peut assortir l'interdiction de toute condition ou de toute exception qu'il estime appropriée.

Conditions ou exceptions

(3) L'interdiction peut être faite à perpétuité shorter duration that the court considers 5 ou pour une période plus courte, selon ce que le tribunal estime approprié. L'interdiction vaut du jour où l'ordonnance est rendue.

Durée d'application

(4) Le tribunal qui prononce cette interdic-10 Tribunal tion, ou une autre cour de compétence équivalente si le premier tribunal n'est pas en mesure d'agir pour un motif quelconque, peut sur demande du contrevenant ou du poursuivant, exiger du contrevenant qu'il comparaisse 15 devant lui toutes les fois que le tribunal le juge utile.

compétent

(5) Après avoir entendu les parties à l'occasion d'une demande présentée conformément au paragraphe (3), le tribunal peut 20 modifier les conditions de l'ordonnance si, à son avis, cette modification est justifiée par le changement des circonstances.

Modification conditions

(6) Ouiconque, étant soumis à une telle ordonnance d'interdiction, omet de conformer, est coupable:

Infraction

- a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure 30 sommaire.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

25

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-404

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-404

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-404

PROJET DE LOI C-404

An Act respecting conscientious objection to the use of taxes for military purposes

Loi concernant l'objection de conscience à l'utilisation des impôts à des fins militaires

First reading, April 15, 1997

Première lecture le 15 avril 1997



MR. ROBINSON

M. ROBINSON

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-404

PROJET DE LOI C-404

An Act respecting conscientious objection to the use of taxes for military purposes

Loi concernant l'objection de conscience à l'utilisation des impôts à des fins militaires

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Conscientious Objection Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur l'objection de conscience.

5

Titre abrégé

« compte » "Account"

INTERPRETATION

Definitions 2. The definitions in this section apply in this Act.

"Account" means the Conscientious Objec-

"conscientious objector" means an individu- 10 « fins militaires » Dépenses liées à la guerre, al who is registered as a conscientious objector under section 3.

tion Account established under section 5.

"military purposes" means expenditures for war or for the preparation for war or any

other activity of the Canadian Armed 15 Forces.

"Minister" means the President of the Treasury Board.

"prescribed percentage" means the percentage prescribed under section 9 for the taxa-20 tion year.

INTERPRÉTATION

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi.

« compte » Le compte des objecteurs de conscience constitué en vertu de l'article 5.

« fins militaires » à la préparation en vue d'une guerre et toute 10 "military purposes" autre activité des Forces armées canadien-

nes

« ministre » Le président du Conseil du Tré-

« objecteur de conscience » Particulier inscrit 15 « objecteur au registre des objecteurs de conscience conformément à l'article 3.

« proportion prescrite » Proportion déterminée en vertu de l'article 9 pour chaque année d'imposition.

« ministre » "Minister"

conscience » "conscientious objector" « propor-

"prescribed 20 percentage

CONSCIENTIOUS OBJECTORS

3. Where an individual objects, for reasons of conscience or religion, to paying taxes that might be used for military purposes, the individual may register with the Minister of 25 s'inscrire auprès du ministre du Revenu National Revenue as a conscientious objector.

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

3. Tout particulier qui s'oppose, pour des motifs de conscience ou de religion, à ce que ses impôts servent à des fins militaires peut national à titre d'objecteur de conscience.

Inscription des personnes physiques

Short title

"Account"

« compte »

"conscien-

objector"

"military

purposes"

"Minister"

« ministre »

"prescribed

percentage'

Individual

registration

« proportion »

« fins militaires »

« objecteur de

conscience »

SUMMARY

This enactment would permit individuals who object on conscientious grounds to paying taxes that might be used for military purposes to direct that an amount equivalent to a prescribed percentage of the income tax they pay in a year be diverted to a special account established by this bill.

SOMMAIRE

Ce texte autorise les particuliers qui ont des objections de conscience à ce que les impôts qu'ils paient dans une année d'imposition servent à des fins militaires à exiger qu'une proportion déterminée par règlement de ces impôts soit versée à un compte spécial constitué en vertu de la loi.

Request for payment

4. A conscientious objector may request that the percentage prescribed by regulation of the income tax paid by the conscientious objector in a taxation year be credited to the Account.

4. Un objecteur de conscience peut demander que la proportion déterminée par règlement des impôts sur le revenu qu'il a payés pour une année d'imposition soit portée au 5 crédit du compte.

Demande de paiement

CONSCIENTIOUS OBJECTOR ACCOUNT

Establishment of Account

5. The Minister of National Revenue shall establish, in the Public Accounts of Canada, an account to be known as the Conscientious Objector Account.

COMPTE DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE

5. Le ministre du Revenu national établit, dans les comptes publics du Canada, un compte appelé Compte des objecteurs de conscience.

Constitution du compte

Payments into the Account

6. Where a conscientious objector has made 10 a request under section 4, and the conscientious objector's income tax for the taxation year has been assessed and paid, an amount equal to the percentage prescribed by regulation of the amount paid shall be credited to the 15 avoir été cotisé et avoir payé l'impôt pour une 15 Account by the Minister of National Revenue.

6. Le ministre du Revenu national porte au 10 Sommes portées au crédit du compte la proportion déterminée par crédit du compte règlement de l'impôt payé par un objecteur de conscience si ce dernier lui fait une demande à cet effet, conformément à l'article 4, après

Purpose of Account

7. The Minister may authorize expenditures to be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged to the Account for any purpose except a military purpose.

7. Le ministre peut autoriser des dépenses à payer sur le Trésor et portées au débit du compte pourvu qu'il ne s'agisse pas de 20 20 dépenses à des fins militaires.

année d'imposition.

Utilisation des sommes portées au crédit du compte

ADMINISTRATION

Duty of Minister

8. The Minister is responsible for the administration of this Act.

Prescribing percentage

9. (1) The Minister shall, for each taxation year, prescribe by regulation a percentage for the purposes of sections 4 and 6.

EXÉCUTION DE LA LOI

8. Le ministre est chargé de l'exécution de la présente loi.

Devoir du ministre

9. (1) Pour chaque année d'imposition, le ministre détermine, par règlement, la propor-25 tion des sommes à porter au crédit du compte 25 des objecteurs de conscience en vertu des articles 4 et 6.

Proportion déterminée par règlement

Calculation of percentage

(2) The percentage referred to in subsection (1) shall be determined by calculating what percentage of the Government of Canada's estimated expenditures for the taxation year is represented by estimated expenditures for 30 dans l'ensemble des dépenses estimatives du military purposes for that year.

(2) La proportion visée au paragraphe (1) est établie en déterminant la proportion que représente les dépenses estimatives du gou-30 vernement du Canada à des fins militaires

gouvernement.

Calcul de la proportion

REPORT TO PARLIAMENT

Report to Parliament

10. (1) The Minister shall, within four months after the end of each fiscal year, prepare and submit to both Houses of Parliament a report on the administration of this Act 35 sur l'exécution de la présente loi. during that year.

RAPPORT AU PARLEMENT

10. (1) Dans les quatre mois qui suivent la fin d'un exercice, le ministre établit et soumet 35 aux deux chambres du Parlement un rapport

Rapport au Parlement

Contents of report

- (2) The report of the Minister must include
- (a) a statement of the number of individuals registered as conscientious objectors as at the end of the year; 40
- (2) Le rapport du ministre doit comporter :

Contenu du rapport

a) une indication du nombre d'objecteurs de conscience inscrits à la fin d'un exercice: 40



- (b) a statement of the total amount paid into the Account during the fiscal year;
- (c) details of the method used for determining the percentage referred to in subsection 9(2); and
- (d) a statement from the Minister certifying that no expenditure was charged to the Account during the year for a military purpose.

Obligation of the Minister of National Revenue

(3) The Minister of National Revenue shall 10 provide information to assist the Minister in the preparation of the report.

- b) une indication du montant total porté au crédit du compte pendant l'année d'imposition;
- c) les détails relativement à la méthode utilisée pour déterminer la proportion visée 5 au paragraphe 9(2);
- d) une attestation du ministre qu'aucune dépense à fins militaires n'a été portée au débit du compte pendant l'exercice.
- (3) Le ministre du Revenu national fournit 10 Obligation du les renseignements permettant au ministre de préparer son rapport.

Revenu national

Règlements

REGULATIONS

Regulations

- 11. (1) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister or the Minismay make regulations
 - (a) prescribing forms and documents for use under this Act; and
 - (b) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act. 20

Consultation

(2) The Minister or the Minister of National Revenue, as the case may be, shall, in developing the regulations, consult with representatives of the organizations listed in the schedule and such other organizations or 25 bodies as the Minister or the Minister of National Revenue may consider advisable.

RÈGLEMENTS

11. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre ou du ministre ter of National Revenue, as the case may be, 15 du Revenu national, selon le cas, prescrire par 15 règlement:

> a) les formulaires et autres documents nécessaires à l'application de la présente

- b) d'une manière générale, tout ce qui est 20 nécessaire pour réaliser l'objet de la présente loi et en appliquer les dispositions.
- (2) Au moment d'établir les règlements, le ministre ou le ministre du Revenu national, selon le cas, consulte les représentants des 25 organismes mentionnés à l'annexe de même que tout organisme qu'il juge utile de consulter.

Consultations

AUTHORIZATION OF PARLIAMENT

Authorization of Parliament

12. No payment shall be made out of the Consolidated Revenue Fund to defray any expenses necessary for the implementation of 30 est subordonné à l'autorisation par le Parlethis Act without the authority of an appropriation made by Parliament for such purposes.

AUTORISATION DU PARLEMENT

12. Le paiement sur le Trésor des dépenses entraînées par l'application de la présente loi30 ment des crédits nécessaires à cette fin.

Autorisation du Parlement

COMING INTO FORCE

Coming into force

13. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in is assented to, whichever is earlier.

Entrée en vigueur

13. La présente loi entre en vigueur soit le jour fixé par décret du gouverneur en conseil, Council, or one year after the day on which it 35 soit un an après le jour de sanction, selon la 35 première de ces éventualités.

Entrée en



SCHEDULE (Subsection 11(2))

Canadian Yearly Meeting of the Religious Society of Friends (Quakers)

Assemblée annuelle de la Société religieuse des amis (Quakers) du Canada

Conference of Mennonites in Canada

Conscience Canada Inc.

Mennonite Central Committee Canada

Comité central mennonite du Canada

Nos impôts pour la paix

ANNEXE (paragraphe 11(2))

Assemblée annuelle de la Société religieuse des amis (Quakers) du Canada

Canadian Yearly Meeting of the Religious Society of Friends (Quakers)

Conference of Mennonites in Canada

Conscience Canada Inc.

Comité central mennonite du Canada

Mennonite Central Committee Canada

Nos impôts pour la paix

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-405

PROJET DE LOI C-405

An Act to amend the Privacy Act (previous conviction for child-related sexual offences)

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels (condamnation antérieure pour infraction sexuelle contre mineur)

First reading, April 16, 1997

Première lecture le 16 avril 1997

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-405

PROJET DE LOI C-405

An Act to amend the Privacy Act (previous conviction for child-related sexual offences)

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels (condamnation antérieure pour infraction sexuelle contre mineur)

R.S., c. P-21; R.S., cc. 22. 27, 44, 46 (1st Supp.), cc. 8, 19, 20 (2nd Supp.), cc. 1, 3, 18, 20, 24, 28 (3rd Supp.), cc. 1, 7, 10, 11, 21, 28, 31, 41, 47 (4th Supp.); 1989, cc. 3, 27; 1990, cc. 1, 3, 13; 1991, cc. 3, 6, 16, 38; 1992, cc. 1, 21, 33, 37, 44; 1993, cc. 3, 28, 31, 34; 1994, cc. 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, cc. 1, 5, 11, 12, 18, 29, 45; 1996, cc. 8, 9, 10, 11, 16

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. P-21: L.R., ch. 22, 27, 44, 46 (1^{cr} suppl.), ch. 8, 19, 20 (2c suppl.), ch. 1, 3, 18, 20, 24, 28 (3c suppl.), ch. 1, 7, 10, 11, 21. 28, 31, 41, 47 (4c suppl.); 1989, ch. 3. 27; 1990, ch. 1, 3, 13; 1991, ch. 3, 6, 16, 38; 1992, ch. 1, 21, 33, 37, 44; 1993, ch. 3, 28, 31, 34; 1994, ch. 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, ch. 1, 5, 11, 12, 18, 29, 45; 1996, ch. 8, 9, 10, 11, 16

1. The *Privacy Act* is amended by adding the following after section 8:

Disclosure of criminal history

- **8.1** (1) The head of the Royal Canadian Mounted Police may disclose whether an individual has been convicted of an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code* if the head of that institution is 10 satisfied that the requirements set out in this section have been met:
 - (a) section 151 (sexual interference);
 - (b) section 152 (invitation to sexual touching);
 - (c) section 155 (incest); or

1. La Loi sur la protection des renseigne-5 ments personnels est modifiée par adjonc- 5 tion, après l'article 8, de ce qui suit :

- **8.1** (1) Le responsable de la Gendarmerie royale du Canada peut révéler si un particulier a été déclaré coupable d'une infraction à l'une ou l'autre des dispositions ci-après mention-10 nées du *Code criminel* s'il est d'avis que les conditions prévues au présent article sont remplies:
 - a) l'article 151 (contacts sexuels);
 - b) l'article 152 (incitation à des contacts 15 sexuels);
 - c) l'article 155 (inceste);

Communication des antécédents criminels

SUMMARY

This enactment assists parents in protecting their children from child sex offenders by letting parents know whether anyone who is in a position of trust or authority in relation to their child has been convicted of a child-related sexual offence.

SOMMAIRE

Ce texte aide les parents à protéger leurs enfants des auteurs d'infractions sexuelles contre les enfants en leur permettant de savoir si les personnes en situation de confiance ou d'autorité à l'égard de leurs enfants ont déjà été déclarées coupables d'infractions sexuelles contre des enfants.

5

5

(d) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity), 271 (sexual assault) or 273 (aggravated sexual assault), in respect of a person who is under the age of eighteen years.

Request in writing

(2) A request for the information must be made in writing by the parent or guardian of a person under eighteen years of age.

Trust relationship to be established

(3) The individual about whom the information is requested must be in regular 10 de de renseignements est formulée doit être contact with and in a position of trust or authority towards the person under eighteen vears of age.

Notification Commissioner

(4) The head of the Royal Canadian Mounted Police shall notify the Privacy 15 royale du Canada est tenu de signaler par écrit Commissioner in writing of any disclosure of personal information under this section.

d) les articles 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur), 271 (agression sexuelle) ou 273 (agression sexuelle grave) mettant en cause une personne de moins de dix-huit ans.

(2) La demande de renseignements doit être présentée par écrit par le père, la mère ou le tuteur d'une personne de moins de dix-huit ans.

Demande par écrit

(3) Le particulier au sujet duquel la deman-10 Preuve du régulièrement en contact avec la personne de moins de dix-huit ans ou être dans une situation de confiance ou d'autorité à l'égard de cette personne. 15

rapport de confiance

(4) Le responsable de la Gendarmerie au Commissaire à la protection de la vie privée toute communication de renseignements qu'il fait en vertu du présent article. 20

Avis au Commissaire

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

C-406

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

C-406

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-406

PROJET DE LOI C-406

An Act to amend the Criminal Code, the Corrections and Conditional Release Act and the Immigration Act, to provide for new offences related to the spread of HIV and AIDS and to require mandatory testing of immates of a penitentiary and immigrants for sexually transmitted diseases in order to reduce the spread of disease

Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et la Loi sur l'immigration, afin de faire de la propagation du VIH et du sida de nouvelles infractions et rendre obligatoire chez les détenus et les immigrants le dépistage des maladies sexuellement transmissibles en vue d'enrayer la propagation de la maladie

First reading, April 17, 1997

Première lecture le 17 avril 1997



2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-406

PROJET DE LOI C-406

An Act to amend the Criminal Code, the Corrections and Conditional Release Act and the Immigration Act, to provide for new offences related to the spread of HIV and AIDS and to require mandatory testing of inmates of a penitentiary and immigrants for sexually transmitted diseases in order to reduce the spread of disease

Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et la Loi sur l'immigration, afin de faire de la propagation du VIH et du sida de nouvelles infractions et rendre obligatoire chez les détenus et les immigrants le dépistage des maladies sexuellement transmissibles en vue d'enrayer la propagation de la maladie

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

C-46; L.R. ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3° suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996,

ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34

L.R., ch.

27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34

R.S., c. C-46;

R.S., cc. 2, 11,

- 1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 221:
- 1. Le *Code criminel* est modifié par 5 adjonction, après l'article 221, de ce qui 5 suit :

SUMMARY

This enactment is directed to reducing the spread of sexually transmitted diseases in cases of sexual assaults and within prisons. It creates two new offences by a person infected with HIV or has AIDS who commits wilful or reckless acts that may infect another.

If the act results in infection by HIV, the offence is criminal infection punishable by imprisonment for up to twenty-five years and, if infection is not proven, the offence is reckless infective behaviour punishable by imprisonment for up to seven years.

Consent is a defence if it is a prior, informed consent, given explicitly, after prior discussion of the act to be committed and the precautions to be taken.

It also amends the *Criminal Code* to ensure that persons convicted of offences in which HIV or AIDS could have been transferred to another must be tested for HIV and AIDS. If the circumstances so warrant, a person may be tested on being charged and before conviction. The results will be given to victims and others who might be affected.

The Corrections and Conditional Release Act is amended to provide for the regular testing of inmates in federal penitentiaries for HIV. AIDS and other sexually transmitted diseases and the results to be given to those who might be affected. Inmates may not refuse such tests. Those who are infected are to be kept separately from those not infected. Counselling is to be provided. Treatment must be offered and may be given without consent if it is necessary to protect staff and other inmates. The need for such action is reflected in a change in the basic principles enunciated in the Act.

The enactment also requires applicants for immigrant or refugee status and applicants for Minister's permits to be tested for sexually transmitted diseases before their application is determined and provides for treatment and health reports as a condition of the grant of the application.

SOMMAIRE

Ce texte est destiné à enrayer la propagation des maladies sexuellement transmissibles lors d'agressions sexuelles et dans les pénitenciers. À cette fin, il crée deux nouvelles infractions pour une personne séropositive au VIH ou sidéenne qui, volontairement ou par imprudence, accomplit des actes qui peuvent en infecter une autre.

S'il en résulte une infection au VIH, l'infraction est un acte d'infection criminelle passible d'une peine d'emprisonnement d'au plus vingt-cinq ans; si l'infection n'est pas prouvée, l'infraction est un acte d'infection par imprudence passible d'une peine d'emprisonnement d'au plus sept ans.

Le consentement peut servir de moyen de défense s'il s'agit d'un consentement préalable informé, donné explicitement, après discussion de l'acte à accomplir et des précautions à prendre.

Le texte modifie également le *Code criminel* afin que la personne reconnue coupable d'une infraction où le VIH ou le sida aurait pu être transmis à une autre personne soit obligatoirement soumise à un dépistage du VIH ou du sida. Si les circonstances l'exigent, la personne pourra être testée lors de l'accusation et avant sa condamnation. Les résultats seront communiqués aux victimes et aux personnes concernées.

La Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition est modifiée afin de permettre le dépistage périodique du VIH, du sida et autres maladies sexuellement transmissibles auprès des détenus des pénitenciers fédéraux et la communication des résultats aux personnes concernées. Les détenus devront se soumettre à ce dépistage. Les détenus infectés devront être isolés des autres. Ils recevront les conseils nécessaires. Ils auront la possibilité de suivre un traitement, et celui-ci pourra leur être imposé si cela est jugé nécessaire pour protéger le personnel et les détenus. La nécessité d'une telle action se traduit par un changement apporté aux principes de base de la Loi.

Ce texte oblige également les candidats au statut d'immigrant ou de réfugié au sens de la Convention et les demandeurs de permis ministériels à se soumettre au dépistage des maladies sexuellement transmissibles avant l'examen de leur demande. Comme condition d'approbation de la demande, le texte prévoit l'imposition éventuelle d'un traitement et la communication de bilans de santé.

Définitions

Definitions

221.1 (1) In this section

- (a) "infecting act" means any of the following acts, whether or not carried out using measures that may or do reduce the risk of infection:
 - (i) sexual intercourse:
 - (ii) any form of physical contact whether or not sexual, whereby the body fluids of a person may be transmitted to the blood 10 stream of another person;
 - (iii) the donation of blood or any other body fluid, body substance or organ;
 - (iv) a person using a thing and subsequently permitting another person to use the thing in a manner whereby the body 15 fluid or HIV infection of the person may be transmitted to the other person; or
 - (v) any other act that the court considers that the person knew was capable of transmitting HIV to another person; 20
- (b) "HIV" means human immunodeficiency virus; and
- (c) "AIDS" means acquired immune deficiency syndrome.
- (2) Every one who knows or should reason-25 ably know that he has tested positive for HIV or has AIDS and who wilfully or recklessly commits a infecting act is:
 - (a) if the infecting act is shown to have resulted in the transmission of HIV to 30 another person, guilty of the offence of criminal infection and liable to imprisonment for a term not exceeding twenty-five
 - (b) if the infecting act is not shown to have 35 resulted in the transmission of HIV to another person, guilty of the offence of reckless infective behaviour and liable to imprisonment for a term not exceeding seven years. 40
- (3) The consent of a person to an infecting act being carried out by the person charged under subsection (2) is not a defence unless it is a prior informed consent as described in subsection (4). 45

221.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article :

- a) « acte infectant » S'entend des actes suivants, même s'ils sont accomplis avec des moyens qui réduisent ou peuvent rédui- 5 re le risque d'infection:
 - (i) des rapports sexuels;
 - (ii) tout contact physique, de nature sexuelle ou non, où les fluides organiques d'une personne sont transmis dans le 10 sang d'une autre;
 - (iii) le don de sang, de fluides ou substances organiques ou d'organes;
 - (iv) le fait pour une personne d'utiliser une chose et de permettre qu'une autre 15 s'en serve ensuite de telle manière que le fluide organique ou l'infection à VIH de la personne peut être transmis à l'autre;
 - (v) tout autre acte que, de l'avis du tribunal, la personne savait pouvoir 20 transmettre le VIH.
- b) « VIH » S'entend du virus d'immunodéficience humaine;
- c) « sida » S'entend du syndrome d'immunodéficience acquise.
- (2) Toute personne qui sait ou devrait normalement savoir qu'elle est séropositive au VIH ou sidéenne et qui, volontairement ou par imprudence, accomplit un acte infectant :

a) est coupable de l'infraction d'infection 30 criminelle et passible d'un emprisonnement maximal de vingt-cinq ans s'il est démontré que cet acte a eu pour résultat la transmission du VIH à une autre personne;

b) est coupable de l'infraction d'infection 35 par imprudence et passible d'un emprisonnement maximal de sept ans si l'acte n'a pas eu pour résultat la transmission du VIH.

(3) Le consentement d'une personne à l'accomplissement d'un acte infectant par la 40 personne accusée en vertu du paragraphe (2) ne constitue pas un moyen de défense sauf s'il

Infractions et peines

Defence of consent

Consentement comme moven de défense



Prior informed consent

- (4) For the purposes of subsection (3) a consent is a prior informed consent if
 - (a) on a day prior to the day the infecting act is committed, the infected person has informed the other person explicitly that he 5 has tested positive for HIV or has AIDS, as the case may be;
 - (b) on a day prior to the day the infecting act is committed and after the information mentioned in paragraph (a) has been given, 10 the infected person and the other person have agreed that they will engage in a specified infecting act and agreed on the precautions that will be taken by each of them in engaging in the infecting act;
 - (c) on a day prior to the day the infecting act is engaged in, the other person has given explicit consent, orally or in writing, to the proposed act being engaged in and the precautions that are to be taken and agreed 20 that the infected person will have no legal liability for the medical or financial consequences to the other person, of them engaging in the infecting act;
 - (d) the infected person has satisfied himself 25 by questioning the other person, that the other person
 - (i) understands the risk and likelihood of the infecting act infecting the other person and the degree of protection 30 offered by the agreed precautions, and
 - (ii) is aware of the information on infection resulting from engaging in an infecting act with a person infected with HIV and AIDS and methods of protection 35 from infection and their effectiveness published by the Government of Canada or a province;
 - (e) the infecting act engaged in was only the act to which the consent was given; 40
 - (f) the precautions taken were the precautions specified in the consent;
 - (g) the consent was not obtained, or its withdrawal or modification prevented by duress, false information or withholding of 45

s'agit d'un consentement préalable informé au sens du paragraphe (4).

(4) Pour l'application du paragraphe (3), est considéré comme un consentement préalable informé :

Consentement préalable informé

- a) le fait pour la personne infectée d'avoir, avant le jour où l'acte infectant a été accompli, clairement informé l'autre personne qu'elle était séropositive au VIH ou sidéenne:
- b) le fait pour la personne infectée d'avoir, avant le jour où l'acte infectant a été accompli, donné à l'autre personne les renseignements visés à l'alinéa a) et d'avoir convenu, avec cette autre personne de faire 15 un tel acte et, pour l'une et l'autre, de s'être entendues sur les précautions précises que chacune des deux devait prendre à cet égard:
- c) le fait pour l'autre personne d'avoir, 20 avant le jour où l'acte infectant a été accompli, donné son consentement explicite, verbalement ou par écrit, à l'acte proposé et aux précautions à prendre et d'avoir convenu que la personne infectée ne 25 serait pas légalement responsable des conséquences médicales ou financières pour l'autre personne, de de l'accomplissement avec elle de cet acte;
- d) le fait pour la personne infectée de s'être 30 assurée, en l'interrogeant l'autre personne, que celle-ci:
 - (i) comprenait le risque impliqué, la possibilité qu'elle soit infectée par cet acte et le niveau de protection offert par 35 les précautions convenues;
 - (ii) était au courant des informations publiées par le gouvernement du Canada ou le gouvernement provincial sur l'infection pouvant résulter d'un acte infec-40 tant avec une personne séropositive au VIH ou sidéenne et sur les méthodes de protection contre l'infection et leur efficacité;
- e) le fait que l'acte infectant accompli est le 45 seul acte auquel il a été consenti;
- f) le fait que les précautions prises sont celles mentionnées dans le consentement;



20

30

information related to infection by the infected person or any other person acting with the knowledge of the infected person;

(h) the consent was not withdrawn or modified after it was given and before the 5 act was committed.

Interpretation

- 221.2 (1) In this section, "designated offence" means
 - (a) an offence under any of the following sections unless the circumstances of the 10 offence were such that it would have been impossible for any bllod, semen or any other body fluid capable of transmitting HIV or AIDS was or could have been transmitted from the offender to the victim 15 of the offence:
 - (i) section 152 (invitation to sexual touching);
 - (ii) section 152 (sexual exploitation);
 - (iii) section 154 (incest);
 - (iv) section 159 (anal intercourse);
 - (v) section 265 (assault);
 - (vi) section 267 (assault with a weapon);
 - (vii) section 268 (aggravated assault);
 - (viii) section 269 (unlawfully causing 25 bodily harm);
 - (ix) section 269 (torture);
 - (x) section 270 (assaulting a peace officer);
 - (xi) section 271 (sexual assault);
 - (xii) section 272 (sexual assault with a weapon);
 - (xiii) section 273 (aggravated sexual assault);
 - (b) an offence under section 221.1; or 3.
 - (c) any other offence in the commission of which any blood, semen or any other body fluid capable of transmitting HIV or AIDS was or could have been transmitted from the offender to the victim of the offence.

- g) le fait que la personne infectée ou quelqu'un d'autre agissant au su de celle-ci n'a pas obtenu le consentement, ou a empêché son retrait ou sa modification par la contrainte ou par des informations faus- 5 ses ou incomplètes sur l'infection:
- h) le fait que le consentement n'a été ni retiré ni modifié après qu'il eut été donné et avant que l'acte soit accompli.
- 221.2 (1) Dans le présent article, « infrac-10 Définition tion désignée » S'entend
 - a) d'une infraction visée aux articles ci-dessous sauf si les circonstances étaient telles qu'il aurait été impossible que du sang, du sperme ou tout autre fluide organique 15 pouvant transmettre le VIH ou le sida ait été ou pu être transmis à la victime par le délinquant:
 - (i) article 152 (incitation à des contacts sexuels); 20
 - (ii) article 152 (exploitation sexuelle);
 - (iii) article 154 (inceste);
 - (iv) article 159 (relations sexuelles anales);
 - (v) article 265 (voies de fait);
- 25
- (vi) article 267 (agression armée);
- (vii) article 268 (voies de fait graves);
- (viii) article 269 (infliction illégale de lésions corporelles);
- (ix) article 269 (torture);
- 30
- (x) article 270 (voies de fait contre un agent de la paix);
- (xi) article 271 (agression sexuelle);
- (xii) article 272 (agression sexuelle armée); 35
- (xiii) article 273 (agression sexuelle grave);
- b) d'une infraction visée à l'article 221.1;
- c) d'une infraction au cours de laquelle du sang, du sperme ou tout autre fluide organi-40 que pouvant transmettre le VIH ou le sida a été ou aurait pu être transmis à la victime par le délinquant.



convicted must be tested

- (2) Where a person is convicted of a designated offence, the judge shall order that the offender must be tested for HIV and for AIDS, and authorize the use of such force as may be necessary to collect the substances needed for the test from the offender, and order that
 - (a) the offender.
 - (b) the victim,
 - (c) any person who has or will have custody 10 of the offender for any purpose related to the offence, and
 - (d) any Crown prosecutor who is preparing to prosecute the offender for a subsequent offence alleged to have been committed 15 after the date of the offence for which the conviction resulted in the test, in any case where there are reasonable grounds to believe that the subsequent offence was a designated offence in which a victim may 20 have been infected.

be promptly advised of the result of the test.

Person charged may be tested

- (3) Where a person is charged with a designated offence, the Crown may make an application to the judge for an order that the 25 accused be immediately tested for HIV or AIDS and the judge, having heard the application and having given the accused the opportunity to make representations to the court on the matter, and on being satisfied that there are 30 reasonable grounds for believing that the person committed a designated offence and may be infected with HIV or AIDS, and testing for HIV or AIDS and giving the results to the persons mentioned in paragraphs (a) to 35 (c) is justifiable to protect those persons, the judge may order that the person charged be immediately tested for HIV or AIDS, and authorize the use of such force as may be necessary to collect the substances needed for 40 résultat du test les personnes suivantes: the test from the offender, and order that
 - (a) the accused,
 - (b) any person alleged to have been a victim of the designated offence of which the accused is charged, 45
 - (c) any person who has or will have custody of the offender for any purpose related to the alleged offence, and

- (2) Lorsqu'une personne est reconnue coupable d'une infraction désignée, le juge ordonne qu'elle fasse l'objet d'un dépistage du VIH et du sida, autorisant au besoin le recours 5 à la force pour obtenir les échantillons néces- 5 saires à cette fin, et il ordonne que soient informés sans délai du résultat du test :
 - a) le délinquant,
 - b) la victime,
 - c) toute personne qui a ou qui aura la garde 10 du délinquant relativement à l'infraction;
 - d) tout procureur de la Couronne qui se prépare à poursuivre le délinquant pour une infraction subséquente qui aurait été commise après celle qui a abouti à une condam-15 nation imposant le dépistage, lorsque le tribunal a des motifs raisonnables de croire que l'infraction subséquente est une infraction désignée et qu'une victime a pu être infectée. 20
 - (3) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction désignée, la Couronne peut demander au juge une ordonnance pour soumettre immédiatement l'accusé au test de dépistage du VIH ou du sida et le juge, après avoir 25 entendu la demande et avoir donné à l'accusé l'occasion de se faire entendre, et avant des motifs raisonnables de croire que la personne a commis une infraction désignée et que le fait de la soumettre au test du VIH ou du sida et de 30 communiquer aux personnes mentionnées aux alinéas a) à c) le résultat du test est justifié pour protéger ces personnes, peut ordonner que la personne soit testée immédiatement, en autorisant au besoin le recours à la force pour 35 obtenir les échantillons nécessaires à cette fin. et ordonner que soient informées sans délai du
 - a) l'accusé,
 - b) toute personne présumée victime de 40 l'infraction désignée que l'accusé aurait commise.
 - c) toute personne qui a ou qui aura la garde du délinquant relativement à l'infraction 45 présumée,

Dépistage obligatoire personne déclarée coupable

Dépistage obligatoire pour l'accusé dans certains



(d) any Crown prosecutor who is preparing to prosecute the offender for a subsequent offence alleged to have been committed after the date of the offence for which the conviction resulted in the test, in any case 5 where there are reasonable grounds to believe that the subsequent offence was a designated offence in which a victim may have been infected.

be promptly advised of the result of the test. 10 d) tout procureur de la Couronne qui se prépare à poursuivre le délinquant pour une infraction subséquente qui aurait été commise après celle qui a abouti à la condamnation imposant le dépistage, lorsque le 5 tribunal a des motifs raisonnables de croire que l'infraction subséquente est une infraction désignée et qu'une victime a pu être infectée.

Counselling and treatment

(4) A judge who orders testing under subsection (2) or (3) shall order that, if any test is positive, that the victim of the offence or alleged offence, and the accused or the offender, as the case may be, receive counsel- 15 ling in the prescribed form on the disease involved, its transmission, its and methods of prevention of transmission and be advised on treatment for the disease.

Right to take samples

(5) A person carrying out an order of a judge 20 under subsection (2) or (3) may take samples from the offender or the accused of an body fluid or body tissue that are reasonably necessary to carry out the test, if necessary by force, whether or not the accused or offender 25 consents to the taking.

Test results as evidence

(6) The result of a test referred to in subsection (2) or (3) is admissible as evidence in a trial of the offender for any offence under section 221.1.

CORRECTIONS AND CONDITIONAL RELEASE ACT

1992 c. 20

- 2. Section 4 of the Corrections and Conditional Release Act is amended by replacing paragraph (e) with the following:
 - (e) that offenders retain the rights and privileges of all members of society, except 35 those rights and privileges that are necessary removed as a consequence of the offence and for the protection and health of inmates and staff members:
- 3. Section 40 of the Act is amended by 40 adding the following after paragraph (h):
 - (h.1) engages in sexual intercourse or sexual touching in any form involving physical contact with another inmate;

(4) Le juge qui ordonne le dépistage en 10 Information, application du paragraphe (2) ou (3) ordonne, si l'un des tests est positif, que la victime de l'infraction ou de l'infraction présumée et l'accusé ou le délinquant, selon le cas, reçoivent une information selon la forme prescrite 15 sur la maladie, sa transmission et les méthodes de prévention de la transmission et soient conseillés sur le traitement disponible.

conseils et traitement

(5) La personne qui exécute l'ordonnance d'un juge en application du paragraphe (2) ou 20 (3) peut prélever sur le délinquant ou l'accusé des échantillons de tout fluide ou tissu organique qu'il juge nécessaire pour faire le test, par la force si nécessaire, avec ou sans le consentement de l'accusé ou du délinguant.

Droit de prélever des échantillons

(6) Le résultat d'un test mentionné au paragraphe (2) ou (3) est admissible en preuve au procès de l'auteur d'une infraction visée à 30 l'article 221.1.

Résultat de admissible en preuve

LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

- 2. L'article 4 de la Loi sur le système 30 1992, ch. 20 correctionnel et la mise en libeté sous condition est modifié par substitution à l'alinéa e) de ce qui suit :
 - e) le délinquant continue à jouir des droits et privilèges reconnus à tout citoyen, sauf35 de ceux dont la suppression ou restriction est rendue nécessaire par l'infraction et pour la protection des détenus et du person-
- 3. L'article 40 de la Loi est modifié par 40 adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :
- (h.1) a des rapports sexuels ou se livre à des contacts sexuels impliquant un contact physique avec un autre détenu;



4. The Act is amended by adding the following after section 57:

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 57, de ce qui suit :

Sexually transmitted diseases

Interpretation

Sexually

transmitted

disease tests

57.1 In sections 57.2 to 57.6, "sexually transmitted disease" means syphillis, gonorrhoea, HIV, AIDS and any other disease that is prescribed by the regulations for the purposes of this section.

Maladies sexuellement transmissibles

57.1 Dans les articles 57.2 à 57.6, « maladie sexuellement transmissible » S'entend de la syphilis, de la blennoragie, du VIH, du sida et 5 de toute autre maladie définie dans un règlement d'application du présent article.

Définition

57.2 Every inmate shall be tested by the prescribed procedure for sexually transmitted diseases.

(a) on becoming an inmate;

- (b) on being transferred from one penitentiary to another;
- (c) from time to time after the prescribed 15 time period; and
- (d) at any time that the inmate has been charged with an offence under the Criminal Code or under this Act that was committed while being an inmate, and the head of the institution in which the inmate is in custody 20 believes that a test is warranted to protect the inmate, other inmates and any person who may come into contact with the inmate.

Results give

to others

57.3 The institutional head of the institution 25 in which the inmate is in custody shall communicate the result of every test carried out pursuant to section 57.2 to:

- (a) the inmate;
- (b) the head of any institution to which the 30 inmate is to be transferred; and
- (c) if the inmate is likely to have any contact that could reasonably result in the transmission of a sexually transmitted disease, with members of the inmate's family or other 35 members of the public, to any such persons known to the head.
- 57.4 Section 88(1) does not apply to a test under section 57.2.

57.2 Tout détenu est soumis à un test de dépistage des maladies sexuellement trans-10 missibles

Dépistage des maladies sexuellement 10 transmissi-

- a) à son arrivée au pénitencier;
- b) lors de son transfèrement à un autre pénitencier;
- c) périodiquement une fois écoulée la période de temps prescrite; 15
- d) à tout moment où le détenu est accusé d'une infraction au Code criminel ou à la présente loi, qu'il aurait commise pendant qu'il était détenu, si le directeur du pénitencier est d'avis qu'un test s'impose pour 20 protéger le détenu, les autres détenus et toute personne pouvant être en contact avec le détenu.
- 57.3 Le directeur du pénitencier où se trouve le détenu communique les résultats des 25 tests administrés en application de l'article 57.2:

Communication des résultats

- a) au détenu;
- b) au directeur du pénitencier auquel le détenu doit être transféré; 30
- c) à toute personne connue du directeur avec laquelle le détenu est susceptible d'avoir des contacts qui pourraient vraisemblablement avoir pour résultat la transmission d'une maladie sexuelle, notam-35 ment les membres de la famille du détenu ou des membres du public.
- 57.4 Le paragraphe 88(1) ne s'applique pas aux tests prévus à l'article 57.2.

Consentement non requis

Consent not necessary



Information

Isolement

Counselling

57.4 The head of every institution shall arrange for the staff and inmates of the institution to receive information, advice and instruction on sexually transmitted diseases and the means of avoiding transmission.

Segregation

57.5 All inmates found to have a sexually transmitted disease shall be housed, fed, exercised and for all purposes kept in a separate institution dedicated to their health, safety, counselling, treatment and cure.

Treatment

R.S., c. I-2;

46 (2nd

30 (4th

R.S., c. 31 (1st

Supp.), cc. 10,

Supp.), c. 30

(3rd Supp.),

cc. 1, 28, 29,

Supp.); 1990,

cc. 8, 16, 17,

38, 44; 1992,

cc. 1, 47, 49,

51: 1993. c.

28; 1994, cc

26, 31; 1995,

1996, cc. 8,

11, 16, 19

cc. 5, 15;

57.6 An inmate found to have a sexually transmitted disease shall be offered treatment for the disease and may be required to receive treatment for the disease, using reasonable force if necessary, if, in the opinion of the head 15 of the institution the treatment is necessary for the protection of the health of the staff at the institution and the other inmates.

IMMIGRATION ACT

5. The Immigration Act is amended by adding the following after section 11:

Interpretation

11.1 (1) In this section, "sexually transmitted disease" means syphilis, gonorrhoea, HIV, AIDS and any other disease that is prescribed by the regulations for the purposes of this section.

Testing of applicants

(2) Every person who applies for landing or to be a Convention refugee or for a Minister's permit to enter or remain in Canada or a permit issued by the Minister pursuant to section 37 shall be tested for sexually transmitted dis-30 eases in the manner provided by the regulations.

57.4 Tous les directeurs de pénitencier veillent à ce que le personnel et les détenus recoivent de l'information et des conseils sur les maladies sexuellement transmissibles et 5 sur les moyens à prendre pour en éviter la 5 transmission.

57.5 Tout détenu qui a une maladie sexuellement transmissible est maintenu pour toutes ses activités (hébergement, nourriture, exercice, etc.) dans un pénitencier distinct, qui est 10

10 chargé de veiller sur sa santé et sa sûreté, de l'informer, de le traiter et de le soigner.

57.6 Le détenu qui a une maladie sexuellement transmissible a la possibilité de suivre un traitement pour sa maladie et si le directeur du 15 pénitencier est d'avis que le traitement est nécessaire pour protéger la santé du personnel et des autres détenus, il peut l'obliger à le suivre, au besoin en ayant recours à la force dans une mesure raisonnable. 20

Traitement

LOUSHIR L'IMMIGRATION

L.R., ch. I-2; L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 10, 46 (2c suppl.), ch. 30 (3° suppl.), ch. 1 28, 29, 30 (4° suppl.); 1990, ch. 8, 16, 17 38, 44; 1992 ch. 1, 47, 49, 51; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31; 1995, ch. 5, 15; 1996, ch. 8, 11, 16, 19

5. La Loi sur l'immigration est modifiée 20 par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit:

11.1(1) Dans le présent article, « maladie sexuellement transmissible » S'entend de la 25 syphilis, de la blennoragie, du VIH, du sida et de toute autre maladie définie dans un règle-25 ment d'application du présent article.

(2) Le candidat qui demande l'établissement, le statut de réfugié au sens de la30 Convention, un permis ministériel pour entrer au Canada ou y demeurer ou un permis délivré par le ministre en application de l'article 37 fait l'objet d'un dépistage pour les maladies sexuellement transmissibles tel que prescrit35 par règlement.

Dépistage auprès des candidats à l'immigration

Définition



tion du

tests

résultat des

Persons advised of result of test

(3) The results of every test administered pursuant to subsection (2) shall be given to the applicant and to every officer and other person or body who, under this Act, has the power to determine whether the application will be granted.

Counselling and treatment

(4) Where an application for landing or to be a Convention refugee or for a Minister's permit issued pursuant to section 37 to enter or a sexually transmitted disease, the Minister shall ensure that the applicant is given counselling on the disease, its ransmission and treatment and the prevention of transmission, and may require the applicant to receive 15 medical treatment of the disease as a condition of the application being granted and to provide the Minister with information on the applicant's health for a period following the prescribed by the regulations.

(3) Le résultat de tout test administré en application du paragraphe (2) est communiqué au candidat et à tout agent ou personne ou organisme qui, en vertu de la présente loi, a le pouvoir de décider si la demande sera approu- 5 vée.

> Conseils et traitement

(4) Si une personne ayant une maladie sexuellement transmissible obtient le droit d'établissement, le statut de réfugié au sens de remain in Canada is granted to a person with 10 la Convention ou un permis ministériel pour 10 entrer au Canada ou y demeurer en application de l'article 37, le ministre s'assure que cette personne obtient les conseils nécessaires sur la maladie, sa transmission, son traitement et la prévention de la transmission, et il peut lui 15 demander de suivre un traitement comme condition d'approbation de sa demande et de fournir au ministre des renseignements sur son état de santé pour une certaine période après approval of the application in the form 20 l'approbation de la demande, selon la forme 20 prescrite par règlement.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-407

PROJET DE LOI C-407

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

First reading, April 21, 1997

Première lecture le 21 avril 1997

MR. STRAHL

M. STRAHL

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-407

PROJET DE LOI C-407

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

R.S., c. E-2; R.S., c. 27 (2nd Suppl.); 1989, c. 28; 1990, cc. 16, 17; 1991, cc. 11, 47; 1992, cc. 1, 21, 51; 1993, cc. 19, 28; 1994, c. 26; 1995, c. 5; 1996, cc. 26, 35 Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R. ch. E-2; L.R., ch. 27 (2° suppl.); 1989, ch. 28; 1990, ch. 16, 17; 1991, ch. 11, 47; 1992, ch. 1, 21, 51; 1993, ch. 19, 28; 1994, ch. 26; 1995, ch. 5

1. The *Canada Elections Act* is amended by adding the following after section 249:

Prohibition regarding contributions

249.1 (1) No employer shall

- (a) require an employee of the employer to make a contribution to a registered political party or to a candidate;
- (b) by intimidation or duress, compel or 10 induce an employee of the employer to make a contribution to a registered political party or to a candidate;
- (c) give or offer or promise to give a bonus or other benefit to an employee of the 15 employer where the employer makes the giving, offer or promise of the bonus or benefit in any way dependent on the employee making or having made, as the case may be, a contribution to a registered 20 political party or to a candidate; or
- (d) deliberately convey to an employee of the employer, either directly or indirectly, that a bonus or other benefit is being given, offered or promised by the employer to the 25 employee on the understanding or with the expectation that the employee will make a contribution to a registered political party or to a candidate.

1. La *Loi électorale du Canada* est modi-5 fiée par adjonction, après l'article 249, de 5 ce qui suit :

249.1 (1) Nul employeur ne peut:

Interdiction relative aux contributions

- a) obliger un de ses employés à faire une contribution à un candidat ou à un parti politique enregistré;
 10
- b) par intimidation ou par contrainte, forcer ou amener un de ses employés à faire une contribution à un candidat ou à un parti politique enregistré;
- c) donner ou offrir ou promettre de donner 15 une prime ou un autre avantage à un de ses employés si cet acte est lié d'une façon quelconque à l'obligation pour l'employé de faire une contribution à un candidat ou à un parti politique enregistré; 20
- d) faire délibérément savoir à un de ses employés, directement ou indirectement, qu'il lui donne, offre ou promet une prime ou un autre avantage à la condition ou afin que celui-ci fasse une contribution à un 25 candidat ou à un parti politique enregistré.

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that political contributions made to registered political parties or candidates by employees will be made free of employer interference.

SOMMAIRE

Ce texte à pour but de faire en sorte que les contributions faites par des employés à des partis politiques enregistrés ou à des candidats soient faites sans ingérence aucune de la part de l'employeur.

20

Infraction

Exception

Offence

(2) Every employer who contravenes subsection (1), and every employee who accepts or agrees to accept a bonus or other benefit that is the subject of an offence committed under paragraph (1)(c) or (d), is, subject to subsection (3), guilty of an offence.

Exception

(3) It is a defence to a charge under subsection (2), in respect of an employee, that the employee was, by intimidation or duress, compelled or induced by the employee's 10 employer to make a contribution to a registered political party or to a candidate, as the case may be.

Liability of candidate and registered political party (4) Every candidate and every registered political party that encourages an employer to 15 commit an offence under this section, or that accepts a contribution knowing that it is the subject of an offence committed under this section, is guilty of an offence.

Definitions

"candidate" « candidat »

"contribution" « contribution »

"employer" « employeur »

"registered political party" « parti politique enregistré » (5) In this section,

"candidate" includes any person acting on behalf of a candidate;

"contribution" includes a donation;

"employer" includes any person acting on behalf of an employer; 25

"registered political party" includes any person acting on behalf of such a party.

(2) L'employeur qui contrevient au paragraphe (1) ou l'employé qui accepte ou convient d'accepter une prime ou un autre avantage qui a donné lieu à la perpétration d'une infraction visée à l'alinéa (1) c) ou d) est, sous réserve du 5 paragraphe (3), coupable d'une infraction.

(3) Constitue pour l'employé un moyen de défense contre une accusation portée en vertu du paragraphe (2) le fait qu'il ait été, par intimidation ou contrainte, forcé ou amené par 10 son employeur à faire une contribution à un candidat ou à un parti politique enregistré, selon le cas.

(4) Est coupable d'une infraction le candidat ou le parti politique enregistré qui encou-15 rage un employeur à commettre une infraction visée au présent article ou qui accepte une contribution en sachant qu'elle a donné lieu à la perpétration d'une infraction visée au présent article.

Responsabilité du candidat et du parti politique enregistré

Définitions

« candidat »

"candidate

« contribu-

"employer"

(5) Dans le présent article,

« candidat » Est assimilée à un candidat, toute personne agissant au nom d'un candidat.

« contribution » Est assimilé à une contribution, un don.

25 "contribution"

« employeur »

« employeur » Est assimilé à un employeur, toute personne agissant au nom d'un employeur.

« parti politique enregistré » Est assimilé à un parti politique enregistré toute personne 30 agissant au nom d'un tel parti.

« parti
politique
enregistré »
"registered
political
party"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-408

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-408

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-408

PROJET DE LOI C-408

An Act to amend the Interpretation Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi d'interprétation (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

Mr. Harb M. Harb

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-408

PROJET DE LOI C-408

An Act to amend the Interpretation Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi d'interprétation (définition d'enfant)

Preamble

R.S., c. I-21;

R.S., c. 11

(1st Supp.),

(2nd Supp.);

1990, c. 17;

47, 51; 1993,

cc. 28, 34, 38;

1995, c. 39; 1996, c. 31

1992, cc. 1

c. 27

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 du Sénat et de la Chambre des communes du with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. I-21; Canada, édicte:

L.R., ch. 11 (1er suppl.), ch. 27 (2c suppl.); 1990, ch. 17; 1992, ch. 1, 47, 51; 1993, ch. 28, 34, 38; 1995, ch. 39; 1996, ch. 31

1. Subsection 35(1) of the Interpretation Act is amended by adding the following in 15 prétation est modifié par adjonction, selon alphabetical order:

"child" « enfant » "child" means a person who is less than eighteen years of age, unless a different age is specifically provided, or the word is used in a context that implies that relationship and 20 not age is the issue, or the person's majority is governed by provincial law;

1. Le paragraphe 35(1) de la Loi d'interl'ordre alphabétique, de ce qui suit : 15

« enfant » Personne âgée de moins de dix-huit ans, sauf si un autre âge est précisé ou que le terme est employé dans un contexte impliquant qu'il s'agit de filiation plutôt que d'âge, ou si la majorité est déterminée par 20 le droit provincial.

« enfant » "child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides a definition of "child" as a person under eighteen years of age that applies to all Acts and regulations except in cases where a different age is set for particular reasons. This does not apply where the word implies only a relationship regardless of age or where the issue of the person's majority is subject to provincial law.

This definition is consistent with the principles of the United Nations Convention on the Rights of the Child, to which Canada is a signatory.

The enactment will ensure that "child" has a consistent meaning in Canadian enactments.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'« enfant » comme personne âgée de moins de dix-huit ans qui s'applique à toutes les lois et à tous les règlements, sauf si un âge différent est établi pour des raisons particulières. Cette définition ne s'applique pas si le contexte implique qu'il s'agit de filiation plutôt que d'âge ou si la majorité est déterminée par le droit provincial.

Cette définition est conforme aux principes de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à laquelle le Canada adhère.

Ce texte fait en sorte que le mot « enfant » ait le même sens dans tous les textes législatifs canadiens.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-409

PROJET DE LOI C-409

An Act to amend the Divorce Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi sur le divorce (définition d'« enfant »)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

Mr. Harb

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-409

PROJET DE LOI C-409

An Act to amend the Divorce Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi sur le divorce (définition d'« enfant »)

Preamble

"child of the

marriage'

« enfant à charge »

WHEREAS on November 20, 1989, the Con-

Attendu:

Unies;

Préambule

vention on the Rights of the Child was adopted in the United Nations General Assembly:

WHEREAS the United Nations Convention

que, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations

on the Rights of the Child has been ratified by 5 Canada on December 13, 1991. AND WHEAREAS the convention proposes a

que le Canada a ratifié cette convention le 13 décembre 1991:

definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

que la convention propose une définition d'« enfant » qu'il y a lieu d'appliquer uniformément dans les lois fédérales: 10

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., cc. 3, 27 1. (1) The definition of "child of the (2nd Supp.); marriage" in subsection 2(1) of the Divorce 1990, c. 18; 1992, c. 51; Act is replaced by the following: 1993, cc. 8, 28

1. (1) La définition d'« enfant à charge » au paragraphe 2(1) de la Loi sur le divorce 15 15 est remplacée par ce qui suit :

(2e suppl.); 1990, ch. 18; 1992, ch. 51; 1993, ch. 8, 28

L.R., ch. 3, 27

spouses or former spouses who, at the material time, is under the age of eighteen years. (2) The Act is amended by adding the

following after paragraph 2(2)(b):

"child of the marriage" means a child of two

« enfant à charge » Enfant des deux époux ou ex-époux qui, à l'époque considérée, est âgé de moins de dix-huit ans.

« enfant à charge > "child of the marriage

(c) who is eighteen years of age or over and under their charge but unable, by reason of illness, disability or other cause, to withdraw from their charge or to obtain the necessaries of life. 25

(2) La même loi est modifiée par adjonc-20 20 tion, après l'alinéa 2(2)b), de ce qui suit :

> c) qui a au moins dix-huit ans et qui est à leur charge, sans pouvoir, pour cause de maladie ou d'invalidité ou pour toute autre cause, cesser d'être à leur charge ou subve-25 nir à ses propres besoins.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

The bill amends the definition of "child of the marriage" in the *Divorce Act* by including in this term persons between the ages of 16 and 18 years. This reflects the definition of "child" proposed by the United Nations in the *Convention on the Rights of the Child*, an agreement that was ratified by Canada in December 1991.

SOMMAIRE

Ce projet de loi modifie la définition d'« enfant à charge », dans la Loi sur le divorce, en y incluant les personnes âgées entre 16 et 18 ans. Ceci reflète la définition d'« enfant » proposée par les Nations Unies dans la Convention relative aux droits de l'enfant, entente ratifiée par le Canada en décembre 1991.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-410

PROJET DE LOI C-410

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

M. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-410

PROJET DE LOI C-410

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

R.S. c. F-8; R.S., cc. 22, 39, 44 (1st Supp.), cc. 7, 15, 26, 28 (2nd Supp.), cc. 9, 11, 31 (3rd Supp.) cc. 7, 33, 35, 46, (4th Supp.); 1990, c. 39; 1991, cc. 9, 10, 38, 51; 1992, cc. 1, 10; 1993, c. 34; 1994, c. 2; 1995, cc 17, 24, 28, 29

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. F-8; L.R. ch. 22. 39, 44 (1cr suppl.); ch. 7 15, 26, 28 (2° suppl.); ch. 9, 11, 31 (3c suppl.); ch. 7, 33, 35, 46 (4c suppl.); 1990, ch. 39; 1991, ch. 9, 10, 38, 51; 1992, ch. 1, 10; 1993, ch. 34; 1994, ch. 2; 1995, ch. 17, 24, 28, 29

1. Section 19 of the Federal-Provincial adding the following after subsection (2):

Criteria for eligibility

(3) In order that a province may qualify for a full cash contribution referred to in section 14 for a fiscal year, the laws of the province must make it compulsory for a person required 10 by law to attend school, or who is excused by law from attending school by reason that the person is receiving satisfactory instruction at home or elsewhere, to remain in school or to continue that instruction, as the case may be, 15 until the person attains the age of eighteen years.

Exception

(4) The criteria in subsection (3) are not contravened by a law exempting a person from attending school or continuing instruc- 20 tion, as the case may be, until the person attains the age of eighteen years, on the basis that it is in the best interests of the person to be so exempted.

- 1. L'article 19 de la Loi sur les arrange-Fiscal Arrangements Act is amended by 5 ments fiscaux entre le gouvernement fédéral 5 et les provinces est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :
 - (3) Est admise à recevoir, pour un exercice, la pleine contribution pécuniaire prévue à l'article 14 la province dont les règles de droit 10 imposent aux personnes légalement tenues de fréquenter l'école ou légalement exemptées de la fréquenter parce qu'elles reçoivent à la maison ou ailleurs une instruction adéquate, l'obligation d'ainsi continuer de fréquenter 15 l'école ou de continuer d'ainsi recevoir l'instruction adéquate, selon le cas, jusqu'à l'âge de dix-huit ans.
 - (4) La disposition d'une loi portant exemption pour une personne de l'obligation soit de 20 fréquenter l'école soit de recevoir une instruction adéquate, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, pour le motif qu'il est dans l'intérêt supérieur de la personne d'être ainsi exempté de cette obligation ne contrevient pas aux exigences 25 du paragraphe (3).

Exception

Admissibilité

The purpose of this bill is to ensure that there is a standard school-leaving age of eighteen years across Canada by making provision for a deduction from the Canada Health and Social Transfer to a province if the school leaving age is not eighteen years.

SOMMAIRE

Le présent projet de loi a pour objet de faire établir à dix-huit ans l'âge minimum d'abandon de la fréquentation de l'école dans toutes les provinces au Canada en prévoyant une réduction de la contribution versée au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour les provinces qui permettent l'abandon de la fréquentation scolaire avant l'âge de dix-huit ans.

Apprentice-

(5) For the purposes of subsections (3) and (4), "school" includes an apprenticeship program approved by the government of a province.

2. The Act is amended by adding the 5 following after section 23:

Consultation

23.01 (1) The Minister shall, as an essential and continuing indication of the interest of the Government of Canada in post-secondary education, consult with the governments of 10 the provinces with regard to the relationship between the programs and activities of the Government of Canada and the governments of the provinces that relate to post-secondary education.

Annual report

(2) The Minister shall, no later than June 15 in each year, lay before each House of Parliament a report on the consultations held in the preceding fiscal year pursuant to subsection (1).

(5) Pour l'application des paragraphes (3) et (4), est réputée équivalente à la fréquentation de l'école la participation à un programme d'apprentissage approuvé par le gouvernement de la province.

Apprentissage

Consultations

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23, de ce qui suit :

23.01 (1) À titre d'indication absolue et permanente de l'intérêt du gouvernement du Canada pour l'éducation post-secondaire, le 10 ministre procède à consulter le gouvernement des provinces sur les rapports entre les programmes et mesures du gouvernement du Canada et ceux des provinces qui portent sur l'éducation post-secondaire.

Rapport

(2) Le ministre prépare et fait déposer, au plus tard le 15 juin de chaque année, devant chacune des chambres du Parlement un rapport sur les consultations menées pendant 20 l'exercice précédent en application du para-20 graphe (1).

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-411

PROJET DE LOI C-411

An Act to amend the Canada Pension Plan (definition of "child")

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (définition de « enfant »)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

MR. HARB

M. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature. 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-411

PROJET DE LOI C-411

An Act to amend the Canada Pension Plan (definition of "child")

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (définition de « enfant »)

Preamble

R.S., c. C-8;

(1st Supp.),

cc. 5, 13, 27,

cc. 18, 38 (3rd Supp.),

cc. 1, 46, 51

(4th Supp.);

1991, cc. 14,

44, 49; 1992.

cc. 1, 2, 27,

cc. 13, 21:

1995, c. 33

48; 1993, cc. 24,

27, 28; 1994,

1990. c. 8:

30 (2nd Supp.)

R.S., cc. 6, 41

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the United Nations Convention on the Rights of the Child was ratified by Can- 5 ada on December 13, 1991;

AND WHEREAS the convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

que, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies:

que le Canada a ratifié cette convention le 13 décembre 1991:

que la convention propose une définition de « enfant » qu'il y a lieu d'appliquer uniformément dans les lois fédérales,

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. C-8; L.R., ch. 6, 41 (1^{cr} suppl.), ch. 5, 13, 2 30 (2^c suppl.), ch. 18, 38 (3c suppl.), ch. 1, 46, 51 (4c suppl.); 1990, ch. 8; 1991, ch. 14, 44, 49; 1992, ch. 1, 2, 27, 48; 1993. ch. 24, 27, 28; 1994, ch. 13. 21: 1995. ch. 33

1. (1) The definitions "child" and "orphan" in subsection 42(1) of the Canada Pension Plan are replaced by the following: 15 Canada est remplacée par ce qui suit :

"child" « enfant » "orphan"

« orphelin »

- "child" means a child of a contributor who is less than eighteen years of age;
- "orphan" of a contributor means a dependent child of a contributor who has died but does not include a dependent child described in 20 paragraph (4)(c);
- (2) The definitions "dependent child" and "disabled contributor's child" in subsection 42(1) of the Act are repealed.

- 1. (1) La définition de « enfant » au paragraphe 42(1) du Régime de pensions du 15
- « enfant » Enfant d'un cotisant, âgé de moins de dix-huit ans.
- « orphelin » À l'égard d'un cotisant, enfant à charge d'un cotisant décédé, à l'exclusion 20 d'un enfant à charge décrit à l'alinéa (4)c).
- (2) Les définitions de « enfant à charge » et de « enfant d'un cotisant invalide » au paragraphe 42(1) de la même loi sont abrogées. 25

« enfant » "child"

« orphelin » 'orphan"

352207

Préambule

The bill amends the definition of "child" in the Canada Pension Plan to reflect the definition proposed by the United Nations in the Convention on the Rights of the Child, an agreement that was ratified by Canada in December 1991.

SOMMAIRE

Ce projet de loi modifie la définition de « enfant » pour refléter la définition proposée par les Nations Unies dans la *Convention relative aux droits de l' enfant*, entente ratifiée par le Canada en décembre 1991.

Interprétation

(3) Section 42 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Interpretation

(3) For the purposes of this Part, "child of a contributor" includes a child of a contributor, whether born before or after the contributor's death, and also includes an individual adopted legally or in fact by the contributor while the individual was under twenty-one years of age, and an individual of whom, either legally or in fact, the contributor had, or 10 immediately before the individual reached twenty-one years of age did have, the custody and control, but does not include a child of the contributor who is adopted legally or in fact by someone other than the contributor or his 15 spouse prior to the death or disability of the contributor unless the contributor was maintaining the child, as defined by regulation.

Interpretation

- (4) For the purposes of this Part, "dependent child of a contributor" includes a child of 20 est assimilé à un enfant à charge, à l'égard a contributor who
 - (a) is less than eighteen years of age;
 - (b) is eighteen or more years of age but less than twenty-five years of age and is in full-time attendance at a school or universi- 25 ty as defined by regulation; or
 - (c) is a child other than a child described in paragraph (b), is eighteen or more years of age and is disabled, having been disabled without interruption since the time he or she 30 reached eighteen years of age or the contributor died, whichever occurred later.

Interpretation

(5) For the purposes of this Part, "disabled contributor's child" or any form of that expression of like import includes a dependent 35 child of a contributor who is disabled, but does not include a dependent child described in paragraph (4)(c).

- (3) L'article 42 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :
- (3) Pour l'application de la présente partie, est assimilé à un enfant, à l'égard d'un 5 cotisant, l'enfant du cotisant, posthume ou non; sont également assimilés à un enfant un particulier adopté légalement ou de fait par le cotisant alors que ce particulier était âgé de moins de vingt et un ans et un particulier dont, 10 légalement ou de fait, le cotisant a eu ou, immédiatement avant que ce particulier atteigne vingt et un ans, avait la garde ou la surveillance, à l'exclusion, sauf si le cotisant entretenait l'enfant au sens où l'entendent les 15 règlements, d'un enfant du cotisant qui, avant le décès ou l'invalidité de ce dernier, est adopté légalement ou de fait par quelqu'un d'autre que le cotisant ou son conjoint.
- (4) Pour l'application de la présente partie, 20 Interprétation d'un cotisant, l'enfant du cotisant qui est :
 - a) soit âgé de moins de dix-huit ans;
 - b) soit âgé de dix-huit ans ou plus mais de moins de vingt-cinq ans et fréquente à plein 25 temps une école ou une université selon la définition qu'en donnent les règlements;
 - c) soit un enfant non visé par l'alinéa b), âgé de dix-huit ans ou plus et invalide, ayant été frappé d'invalidité sans interruption depuis 30 le moment où il a atteint l'âge de dix-huit ans ou depuis que le cotisant est décédé, en choisissant celui de ces deux événements qui est survenu le dernier.
- (5) Pour l'application de la présent partie, 35 Interprétation est assimilé à un enfant d'un cotisant invalide l'enfant d'un cotisant invalide qui est à la charge de ce dernier, à l'exclusion d'un enfant à charge décrit à l'alinéa (4)c). Pour plus de certitude, est assimilée à l'expression « enfant 40 d'un cotisant invalide » toute expression déri-

vée ayant une signification semblable.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

En vente:

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



Publications

C-412

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-412

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-412

PROJET DE LOI C-412

An Act to amend the Members of Parliament Retiring Allowances Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (définition d'« enfant »)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-412

PROJET DE LOI C-412

An Act to amend the Members of Parliament Retiring Allowances Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (définition d'« enfant »)

Preamble

Préambule

WHEREAS on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted in the United Nations General Assembly;

WHEREAS the United Nations Convention on the Rights of the Child has been ratified by 5 Canada on December 13, 1991:

AND WHEREAS the convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, therefore, Her Majesty, by and with 10 the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) The definition of "child" in subsec-Retiring Allowances Act is replaced by the

following: "child" means a child of a member who is less

than eighteen years of age;

(2) The Act is amended by adding the 20 following immediately after subsection

2(1):

(1.1) For the purposes of this Act, "child" includes a natural child, stepchild or adopted child of a member or former member who

(a) is less than eighteen years of age, or

(b) is eighteen years of age or older but less than twenty-five years of age, and is in full-time attendance at a school or university within the meaning provided for that 30 expression by the regulations, having been in such attendance substantially without interruption since the child reached eighteen years of age or the member or former member died, whichever occurred later:

Attendu:

Unies:

que, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations

que le Canada a ratifié cette convention le 13 décembre 1991;

que la convention propose une définition d'« enfant » qu'il y a lieu d'appliquer uniformément dans les lois fédérales; 10

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) La définition d'« enfant » au paration 2(1) of the Members of Parliament 15 graphe 2(1) de la Loi sur les allocations de 15 retraite des parlementaires est remplacée par ce qui suit :

> « enfant » Enfant d'un parlementaire, âgé de moins de dix-huit ans.

« enfant » "child"

(2) La même loi est modifiée par adjonc-20 tion, après le paragraphe 2(1), de ce qui

Interprétation

- (1.1) Pour l'application de la présente loi, est assimilé à un enfant l'enfant naturel, le 25 beau-fils ou la belle-fille, ou l'enfant adoptif 25 d'un parlementaire, actuel ou ancien, qui, selon le cas :
 - a) est âgé de moins de dix-huit ans;
 - b) est âgé de dix-huit ans ou plus mais de moins de vingt-cinq ans et fréquente à plein 30 temps une école ou une université au sens des règlements, et ce sans interruption appréciable depuis la date de ses dix-huit ans ou, s'il est postérieur à cette date, depuis le décès du parlementaire. 35

Interpretation

"child"

« enfant »

The bill amends the definition of "child" in the Members of Parliement Retiring Allowances Act to reflect the definition proposed by the United Nations in the Convention on the Rights of the Child, an agreement that was ratified by Canada in December 1991.

SOMMAIRE

Ce projet de loi modifie la définition d'« enfant », dans la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, pour refléter la définition proposée par les Nations Unies dans la Convention relative aux droits de l'enfant, entente ratifiée par le Canada en décembre 1991.

2. Paragraphs 64(1)(i) and (j) of the Act are replaced by the following:

- (i) for the purposes of subsection 2(1.1), providing for the meaning of the expression "full-time attendance at a school or university";
- (j) for the purposes of subsection 2(1.1), the circumstances under which attendance at a school or university by a child of a member or former member shall be deemed to be 10 substantially without interruption;

2. Les alinéas 64(1)i) et j) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- i) prévoir, pour l'application du paragraphe 2(1.1), l'expression « fréquenter à plein temps une école ou une université »;
- j) prévoir, pour l'application du paragraphe 2(1.1), dans quelles circonstances l'enfant d'un parlementaire, actuel ou ancien, est réputé avoir fréquenté une école ou une université sans interruption appréciable;

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-413

PROJET DE LOI C-413

An Act to amend the Young Offenders Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants (définition de « enfant »)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

Mr. Harb M. Harb

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-413

PROJET DE LOI C-413

An Act to amend the Young Offenders Act (definition of "child")

WHEREAS on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted in the United Nations General Assembly;

AND WHEREAS the United Nations Convention on the Rights of the Child has been ratified by Canada on December 13, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly in the laws of Canada;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the 10 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) The definition of "child" in subsection 2(1) of the *Young Offenders Act* is replaced by the following:

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants (définition de « enfant »)

Attendu:

Préambule

que, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies:

que le Canada a ratifié cette convention le 13 décembre 1991;

que la convention propose une définition de « enfant » qu'il y a lieu d'appliquer uniformément dans les lois fédérales, 10

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. (1) La définition de « enfant » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes* 15 *contrevenants* est remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. Y-1; L.R., ch. 27 (1° suppl.), ch. 24 (2° suppl.), ch. 1 (3° suppl.); ch. 1 (4° suppl.); 1991, ch. 43; 1992, ch. 4; 1993, ch. 45; 1994, ch. 26; 1995, ch. 19, 122, 27, 39

« enfant » "child"

19, 22, 27, 39
"child"
« enfant »

R.S., c. Y-1;

Supp.), c. 24 (2nd Supp.),

1992, cc. 1, 11, 47; 1993,

c. 45; 1994, c.

26; 1995 cc.

c. 1 (3rd Supp.), c. 1 (4th Supp.); 1991, c. 43;

R.S., c. 27 (1st

Preamble

- "child" means a person who is under the age of eighteen years;
- (2) The definition of "young person" in subsection 2(1) of the Act is repealed.
- (3) The Act is amended by adding the 20 following after subsection 2(2):

Interpreta-

(3) For the purposes of this Act, a child who is twelve years of age or more, but under eighteen years of age, includes any person who, in the absence of evidence to the 25 contrary, appears to be twelve years of age or more, but under eighteen years of age, and, where the context requires, includes any

- « enfant » Toute personne âgée de moins de dix-huit ans.
- (2) La définition de « adolescent » au paragraphe 2(1) de la même loi est abrogée. 20
- (3) La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 2(2), de ce qui suit :
- (3) Pour l'application de la présente loi, est assimilée à un enfant âgé d'au moins douze 25 ans mais de moins de dix-huit ans toute personne qui, en l'absence de preuve contraire, paraît avoir un âge compris entre ces limites, ainsi que, lorsque le contexte l'exige, toute personne qui, sous le régime de la 30

Interpréta-

This bill amends the definition of "child" in the Young Offenders Act to reflect the definition proposed by the United Nations in the Convention on the Rights of the Child, an agreement that was ratified by Canada in December 1991.

SOMMAIRE

Ce projet de loi modifie la définition de « enfant », dans la Loi sur les jeunes délinquants, pour refléter la définition proposée par les Nations Unies dans la Convention relative aux droits de l'enfant, entente ratifiée par le Canada en décembre 1991.

Interpreta-

years.

tion

person who is charged under this Act with having committed an offence while he was a young person or is found guilty of an offence

under this Act.

- (4) For the purposes of this Act, a child 5 under the age of twelve years includes any person who, in the absence of evidence to the contrary, appears to be under the age of twelve
- 2. The Act is amended by replacing the 10 expression "young person", wherever it occurs, with the words "child who is twelve years of age or more but under eighteen years of age", with such modifications as the circumstances require. 15
- 3. The Act is amended by replacing the word "child", wherever it occurs, with the exception of subsection 2(1), with the words "child under the age of twelve years", with such modifications as the circumstances 20 avec les adaptations nécessaires. require.

présente loi, est soit accusée d'avoir commis une infraction durant son adolescence, soit déclarée coupable d'une infraction.

(4) Pour l'application de la présente loi, est assimilée à un enfant de moins de douze ans 5 toute personne qui, en l'absence de preuve contraire, paraît ne pas avoir cet âge.

Interpréta-

- 2. La même loi est modifiée par remplacement, à chaque occurrence, du mot « adolescent » par les mots « enfant âgé d'au 10 moins douze ans mais de moins de dix-huit ans », avec les adaptations nécessaires.
- 3. La même loi est modifiée par remplacement, à chaque occurrence, sauf au paragraphe 2(1), du mot « enfant » par les 15 mots « enfant âgé de moins de douze ans »,

C-414

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-414

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-414

PROJET DE LOI C-414

An Act to amend the Bank Act (definition of infant)

Loi modifiant la Loi sur les banques (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

Mr. Harb

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-414

PROJET DE LOI C-414

An Act to amend the Bank Act (definition of infant)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "in-10 fant" should have a consistent definition;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les banques (définition de mineur)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que le terme « mineur » devrait toujours 10 avoir la même définition,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : 1991, ch. 46, 47, 48; 1992, ch. 27, 51; 1993, ch. 6, 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6

1. Section 93 of the *Bank Act* is amended by adding the following after subsection (4):

Definition of "infant"

1991, cc. 46.

47, 48; 1992,

cc. 27, 51;

1993, cc. 6,

28, 34, 44;

1994, cc. 24,

26, 47; 1996,

c 6

(5) In this section and section 94, "infant" means an individual who is less than eighteen years of age.

1. L'article 93 de la *Loi sur les banques* est 15 modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Dans le présent article et l'article 94, « mineur » désigne une personne de moins de 20 dix-huit ans. 20

Définition de « mineur »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

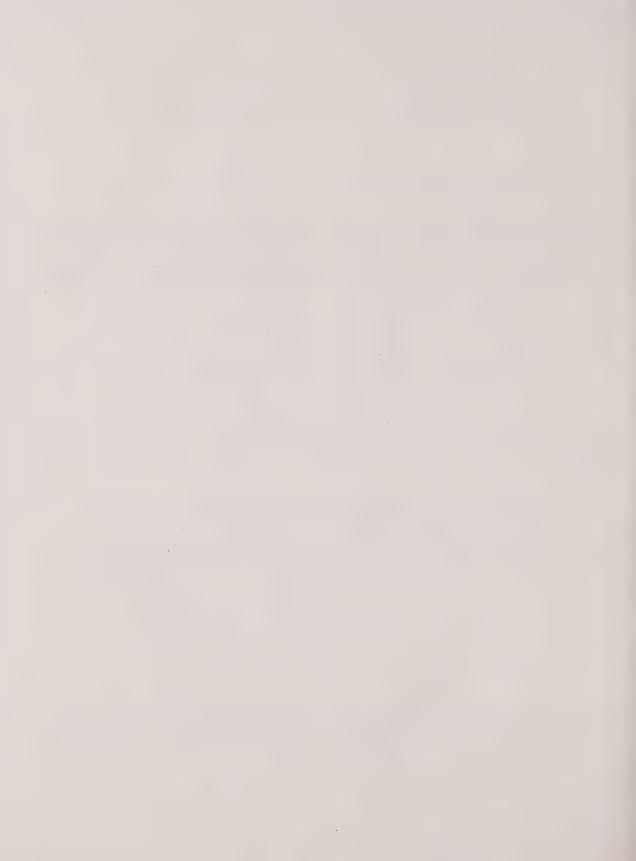
This enactment provides a definition of the term "infant" for the purposes of this section to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

The term "infant" is used instead of "child" in this Act because of the wide use of "infant" in the common law of contract to mean a minor.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de « mineur » pour les besoins du présent article afin qu'il soit interprété conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.

Dans la version anglaise, le terme « infant » est employé plutôt que « child » en raison de l'usage généralisé de « infant » dans le droit contractuel de common law pour désigner un mineur.





C-415

C-415

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-415

PROJET DE LOI C-415

An Act to amend the Bills of Exchange Act (definitions of infant and minor)

Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (définitions d'enfant et de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

Mr. Harb M. Harb

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-415

PROJET DE LOI C-415

An Act to amend the Bills of Exchange Act (definitions of infant and minor)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation and the words "infant" and "minor" also need 10 consistent definitions;

R.S., c. B-4

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the *Bills of Exchange Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « enfant »

"infant" means a person who is less than eighteen years of age;

"minor"
« mineur »

"minor" means a person who is less than eighteen years of age;

Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (définitions d'enfant et de mineur)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales et que les définitions d'enfant et de mineur devraient 10 être cohérentes.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. B-4

1. L'article 2 de la *Loi sur les lettres de* 15 *change* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« enfant » Personne de moins de dix-huit ans.
 « mineur » Personne de moins de dix-huit ans.

« enfant »
"infant"
« mineur »
"minor"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides definitions of "infant" and "minor" as being a person under 18, in order to ensure that the Act is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte des définitions et d'enfant et de mineur comme étant une personne de moins de dix-huit ans afin que la Loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.



C-416

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-416

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-416

PROJET DE LOI C-416

An Act to amend the Canada Business Corporations Act Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions (definitions of infant and minor)

(définitions d'enfant et de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



Mr. Harb M. HARB 2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-416

PROJET DE LOI C-416

An Act to amend the Canada Business Corporations Act (definitions of infant and minor)

WHEREAS, on November 20, 1989, the

Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation, and the words "infant" and "minor" also need 10 consistent definitions:

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions (définitions d'enfant et de mineur)

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales et que les définitions d'enfant et de mineur devraient 10 être cohérentes.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

C-44; L.R. ch. 27 (1cr suppl.), ch. 27 (2c suppl.), ch. 1 (4^c suppl.); 1990, ch. 17; 1991, ch. 45, 46, 47; 1992, ch. 1, 27, 51; 1993, ch. 28: 1994, ch. 21, 24; 1996, cc. 6.10

1. Subsection 2(1) of the Canada Business Corporations Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « enfant »

Preamble

R.S., c. C-44;

Supp.), c. 27

(2nd Supp.),

Supp.); 1990, c. 17; 1991,

cc. 45, 46, 47; 1992, cc. 1,

27, 51; 1993,

c. 28; 1994,

1996, cc. 6,

cc. 21, 24;

c. 1 (4th

R.S., c. 27 (1st

"infant" means a person who is less than eighsponding meaning;

"minor" « mineur » "minor" means a person who is less than eighteen years of age and "minority" has a corresponding meaning;

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi canadien-15 ne sur les sociétés par actions est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

teen years of age and "infancy" has a corre- 20 | « enfant » Personne de moins de dix-huit ans, le terme « enfance » ayant un sens corres-20 pondant.

> « mineur » Personne de moins de dix-huit ans, le terme « minorité » avant un sens correspondant.

« mineur » "minor"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

15

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

352315

Préambule

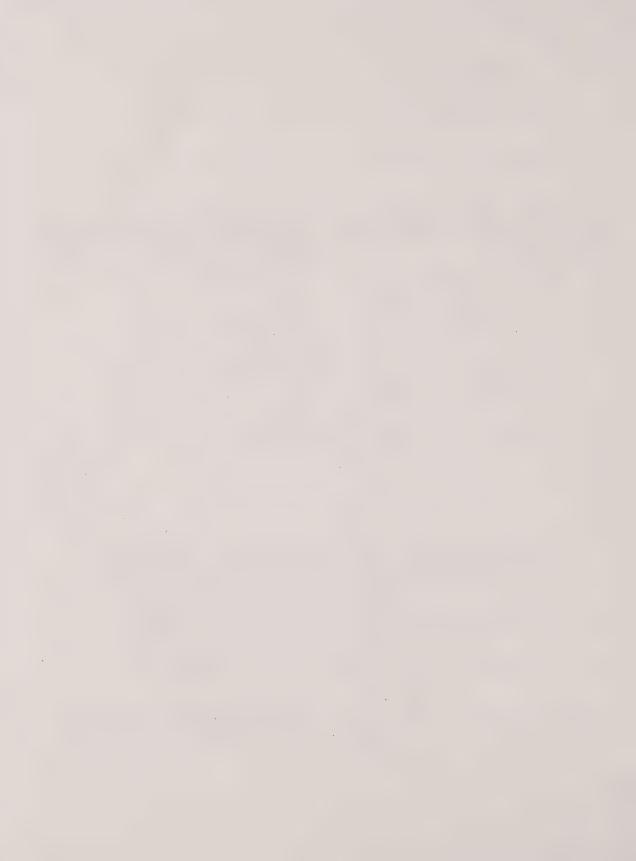
L.R., ch.

« enfant » 'infant'

This enactment provides definitions of infant and minor as being a person under 18 in order to ensure that the Act is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte des définitions et d'enfant et de mineur comme étant une personne de moins de dix-huit ans afin que la Loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.





C-417

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-417

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-417

PROJET DE LOI C-417

An Act to amend the Canada Health Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

M. HARB

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-417

PROJET DE LOI C-417

Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé

Preamble

(definition of child) WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was

adopted by the United Nations General As-

An Act to amend the Canada Health Act

sembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

R.S., c. C-6; 1995, c. 17; 1996, cc. 8, 11 NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the Canada Health Act is amended by adding the following in alpha-15 santé est modifié par adjonction, selon betical order:

"adult" means a person who is eighteen years

"adult" « adulte » "child" « enfant »

of age or older; "child" means a person who is less than eigh-

teen years of age;

(définition d'enfant)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. C-6; du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. L'article 2 de la Loi canadienne sur la l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« adulte » Personne âgée d'au moins dix-huit ans.

« enfant » Personne de moins de dix-huit ans.

"adult" « enfant » "child"

« adulte »

1995, ch. 17;

1996, ch. 8,

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

20

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Edition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides a definition of "child" as being a person under the age of eighteen to ensure that the Canada Health Act is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'« enfant » comme étant une personne de moins de dix-huit ans afin que la *Loi canadienne sur la santé* soit interprétée conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-418

PROJET DE LOI C-418

An Act to amend the Canada Shipping Act (definitions of child and infant)

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada (définitions d'enfant et de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

M. HARB

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-418

PROJET DE LOI C-418

An Act to amend the Canada Shipping Act (definitions of child and infant)

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada (définitions d'enfant et de mineur)

Preamble

R.S., c. S-9;

R.S., cc. 27,

Supp.), cc. 1,

Supp.), c. 6

(3rd Supp.), c. 40 (4th

Supp.); 1989,

1990, cc. 16,

17, 44; 1991,

cc. 1, 27, 31,

51; 1993, c.

36; 1994, cc.

24, 41; 1995.

cc. 21, 31

cc. 1, 5; 1996,

c. 24; 1992,

cc. 3, 17;

31 (1st

27 (2nd

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation, and "infant" is often used in the same sense;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales, et que « mineur » a souvent le même sens,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. S-9; L.R., ch. 27, 31 (1^{cr} suppl.), ch. 1, 27 (2^e suppl.), ch. 6 (3^c suppl.), ch. 40 (4c suppl.); 1989. ch. 3, 17: 1990, ch. 16, 17, 44; 1991, ch. 24; 1992, ch. 1, 27, 31, 51: 1993, ch. 36; 1994, ch. 24, 41: 1995. ch. 1, 5; 1996, ch. 21,

Préambule

- 1. Section 652 of the Canada Shipping Act 15 is amended by adding the following after subsection (2):
 - 1. L'article 652 de la Loi sur la marine marchande du Canada est modifié par 15 adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Definition of 'infant'

- (3) In this section, "infant" means a person who is less than eighteen years of age.
- (3) Dans le présent article, « mineur » désigne une personne de moins de dix-huit 20 ans.
- 2. Section 660.10 of the Act is amended by 20 adding the following after subsection (6):
- 2. L'article 660.10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Définition de « mineur »

This enactment provides definitions of "child" and "infant" as being a person under the age of eighteen to ensure that these words in the *Canada Shipping Act*, where age is an issue, are interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte des définitions d'enfant et de mineur comme étant une personne de moins de dix-huit ans afin que ces termes dans la *Loi sur la marine marchande du Canada* soient interprétés, lorsqu'il est question d'âge, conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

Definition of "child"

(6.1) In subsection (6), "child" means a person who is less than eighteen years of age.

(6.1) Dans le paragraphe (6), « enfant » désigne une personne de moins de dix-huit ans.

Définition de « enfant »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

C-419

C-419

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-419

PROJET DE LOI C-419

An Act to amend the Canada Student Loans Act (definition of full age)

Loi modifiant la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants (définition de majeur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-419

PROJET DE LOI C-419

An Act to amend the Canada Student Loans
Act (definition of full age)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation and the definition of "full age" is a related issue; 10

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants (définition de majeur)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales, et que la définition de « majeur » est une question 10 connexe.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. S-23; 1991, ch. 47; 1993, ch. 12, 28; 1994, ch. 28; 1996, ch. 11,

1. Section 19 of the *Canada Student Loans* 15 *Act* is renumbered as subsection 19(1) and is amended by adding the following:

Definition of "full age"

R.S., c. S-23,

1991. c. 47. 1993. cc. 12.

28, 1994. c.

28, 1996. cc

11.18

(2) In subsection (1), "full age" means eighteen years of age or more.

1. L'article 19 de la Loi fédérale sur les 15 prêts aux étudiants devient le paragraphe 19(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Dans le paragraphe (1), « majeur » désigne une personne d'au moins dix-huit 20 ans.

Definition de « majeur »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides a definition of "full age" as being eighteen or more to ensure that this expression in the *Canada Student Loans Act* is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de « majeur » comme désignant une personne d'au moins dix-huit ans afin que ce terme dans la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants soit interprété conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-420

PROJET DE LOI C-420

An Act to amend the Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgements Act (definition of infant in matters originating in Canada) Loi modifiant la Loi sur la Convention Canada-Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale (définition de mineur dans les affaires d'origine canadienne)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-420

PROJET DE LOI C-420

An Act to amend the Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgements Act (definition of infant in matters originating in Canada)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation and "infant" is often used in the same sense; 10

R.S., c. C-30

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Canada-United Kingdom Civil and 15 Commercial Judgements Act is amended by adding the following after section 2:

Infant defined

2.1. In this Act, in respect of any matter that originates in Canada or in respect of any matter where Canadian law is determined to 20 be the proper law, "infant" means a person who is less than eighteen years of age.

Loi modifiant la Loi sur la Convention Canada-Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale (définition de mineur dans les affaires d'origine canadienne)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nation Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales et que mineur est souvent employé dans le même 10 sens:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. C-30

- 1. La Loi sur la Convention Canada-15 Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit:
- 2.1 Dans la présente loi, en ce qui concerne 20 Mineur les affaires d'origine canadienne ou les affaires où il est déterminé que le droit canadien s'applique, « mineur » S'entend d'une personne de moins de dix-huit ans.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides a definition of "infant" as being a person under the age of 18 for Canadian matters, to ensure that, with respect to such matters, the Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgements Act is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

With respect to U.K. matters the definition is of course for the United Kingdom Parliament to determine.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de mineur comme étant une personne de moins de dix-huit ans aux fins des affaires canadiennes pour que dans de telles affaires la Loi sur la Convention Canada-Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale soit interprétée conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

En ce qui concerne les affaires britanniques, il appartient au parlement du Royaume-Uni d'établir une telle définition.



56

C-421

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-421

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-421

PROJET DE LOI C-421

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

Mr. Harb M. Harb

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-421

PROJET DE LOI C-421

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (définition d'enfant)

Preamble

1992, c. 20;

1993, c. 34;

1995, cc. 22.

39, 42; 1996,

c. 19

"child"

« enfant »

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 99(1) of the Corrections and Conditional Release Act is amended by 15 système correctionnel et la mise en liberté adding the following in alphabetical order:

"child" means a person who is less than eighteen years of age;

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 1992, ch. 20; NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1995, ch. 22, 39, 42; 1996, ch. 19

1. Le paragraphe 99(1) de la Loi sur le sous condition est modifié par adjonction, 15 selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« enfant » Personne de moins de dix-huit ans;

« enfant » "child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides a definition of the term "child" to ensure that it is interpreted consistently with the definition proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'enfant afin qu'elle soit interprétée conformément à la définition proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui désigne une personne de moins de dix-huit ans.





C-422

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-422

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-422

PROJET DE LOI C-422

An Act to amend the Excise Act (definition of adult)

Loi modifiant la Loi sur l'accise (définition d'adulte)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

M. HARB

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-422

PROJET DE LOI C-422

An Act to amend the Excise Act (definition of adult)

Loi modifiant la Loi sur l'accise (définition d'adulte)

Preamble

R.S., c. E-14;

R.S., cc. 15,

cc. 1, 7, 42

(2nd Supp.),

(4th Supp.);

1989, c. 22;

1990, c. 45;

1991, c. 42;

1993, c. 25; 1994, cc. 13,

29, 37; 1995.

cc. 36, 41; 1996, c. 21

"adult"

« adulte »

27 (1st Supp.),

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS, when "adult" is used in 10 legislation, it should have a consistent definition:

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol- 15 lows:

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que le terme « adulte » devrait toujours 10 avoir la même définition dans les lois,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. E-14; L.R., ch. 15, 27 (1^{cr} suppl.), ch. 1, 7, 42 (2c suppl.), ch. 12 (4c suppl.); 1989. ch. 22; 1990, ch. 45; 1991, ch. 42; 1993, ch. 25; 1994, ch. 13, 29, 37; 1995, ch 36, 41; 1996, ch. 21

Préambule

1. Section 2 of the Excise Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"adult" means a person who is eighteen years 20 « adulte » Personne d'au moins dix-huit ans. of age or more;

1. L'article 2 de la Loi sur l'accise est 15 modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« adulte » "adult"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

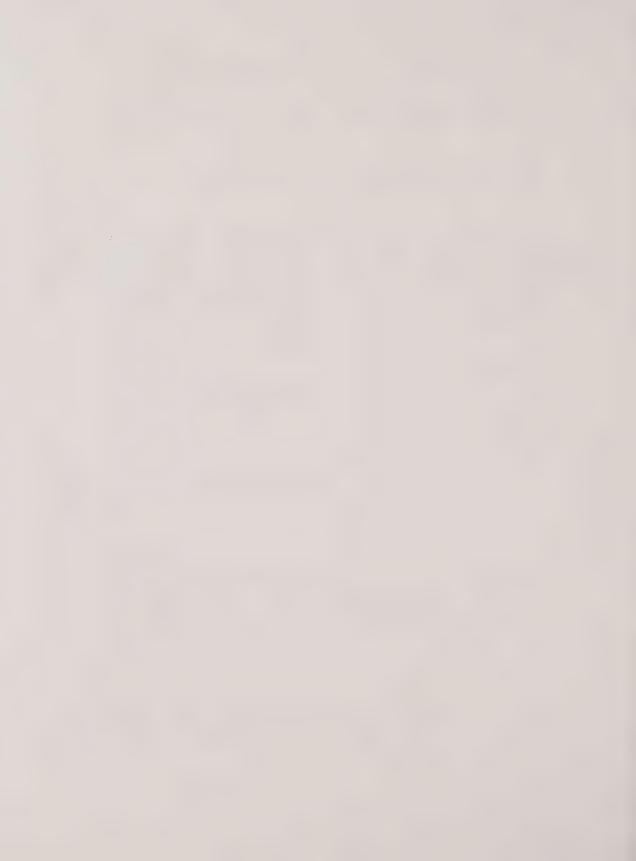
Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides a definition of the term "adult" to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'adulte afin que ce terme soit interprété conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui désigne une personne de moins de dix-huit ans.





C-423

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-423

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-423

PROJET DE LOI C-423

An Act to amend the Extradition Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur l'extradition (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-423

PROJET DE LOI C-423

An Act to amend the Extradition Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur l'extradition (définition d'enfant)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

R.S., c. E-23; R.S., c. 27 (1st Supp.); 1992, c. 13; 1993, c. 28

with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

- 1. Item 12 of Schedule I to the Extradition Act is replaced by the following:
- 12. Stealing a child under eighteen years of age

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. E-23; NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 27 (1er suppl.); 1992, ch. 13; 1993, ch. 28

Préambule

- 1. L'article 12 de l'annexe I de la Loi sur 15 l'extradition est remplacé par ce qui suit :
 - 12. Vol d'un enfant de moins de dix-huit 15 ans

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada - Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment ensures that "child", in relation to extradition crimes, will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte qu'en matière d'extradition le terme « enfant » soit interprété conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.



C-424

C-424

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-424

PROJET DE LOI C-424

An Act to amend the Government Employees
Compensation Act (definition of infant)

Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État (définition de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

Mr. Harb M. Harb

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-424

PROJET DE LOI C-424

An Act to amend the Government Employees Compensation Act (definition of infant) Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État (définition de mineur)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "in-10 fant" should be consistent with the definition of "child";

R.S., c. G-5; 1993, c. 28; 1996, c. 10 NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol-15 lows:

1. Section 2 of the Government Employees Compensation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « mineur » "infant" means a person who is less than eigh- 20

teen years of age;

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que la définition de mineur devrait être 10 conforme à la définition d'enfant,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. G-5; 1993, ch. 28; 1996, ch. 10

Préambule

1. L'article 2 de la Loi sur l'indemnisation 15 des agents de l'État est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« mineur » Personne de moins de dix-huit ans.

« mineur »
"infant"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment ensures that "infant" will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « mineur » soit interprété comme désignant une personne de moins de dix-huit ans, conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.



B56

C-425

C-425

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-425

PROJET DE LOI C-425

An Act to amend the Hazardous Products Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-425

PROJET DE LOI C-425

An Act to amend the Hazardous Products Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux (définition d'enfant)

Preamble

R.S., c. H-3;

R.S., c. 24

(3rd Supp.),

(4th Supp.);

1992, c. 1; 1996, c. 8

"child"

« enfant »

c. 15

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the Hazardous Products Act alphabetical order:

"child" means a person under eighteen years of age.

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. H-3; NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 24 (3^c suppl.), ch. 15 (4c suppl.); 1992, ch. 1; 1996, ch. 8

Préambule

1. L'article 2 de la Loi sur les produits is amended by adding the following in 15 dangereux est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

> « enfant » Personne âgée de moins de dix-huit ans.

« enfant » "child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment ensures that "child" in relation to protection from hazardous products will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « enfant » soit interprété comme désignant une personne de moins de dix-huit ans, conformément à la définition proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-426

PROJET DE LOI C-426

An Act to amend the Canada Cooperative Associations Act (definition of infant)

Loi modifiant la Loi sur les associations coopératives du Canada (définition de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-426

PROJET DE LOI C-426

Preamble

R.S., c. C-40;

R.S., c. 31 (1st

Supp.), c. 1

(4th Supp.);

1991, c. 48;

1992, cc. 1.

27; 1994, c.

24; 1995, c. 1; 1996, c. 6

An Act to amend the Canada Cooperative Associations Act (definition of infant)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "in-10 fant" should have a consistent definition;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les associations coopératives du Canada (définition de mineur)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que le terme « mineur » devrait toujours 10 avoir la même définition,

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. C-40: L.R.. ch. 31 (1er suppl.), ch. 1 (4^c suppl.); 1991, ch. 48; 1992, ch. 1. 27; 1994, ch. 24; 1995, ch. 1; 1996, ch. 6

1. Subsection 3(1) of the Canada Cooperative Associations Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « mineur »

"infant" means an individual who is less than eighteen years of age;

1. Le paragraphe 3(1) de la Loi sur les 15 associations coopératives du Canada est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

20 « mineur » Personne de moins de dix-huit ans.

« mineur » "infant' 20

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment provides a definition of the term "infant" to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de mineur afin qu'elle soit interprétée conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui désigne une personne de moins de dix-huit ans.



C-427

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-427

PROJET DE LOI C-427

An Act to amend the Excise Tax Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-427

PROJET DE LOI C-427

Preamble

R.S., c. E-15;

Supp.), cc. 1,

Supp.), cc. 18,

cc. 12, 47 (4th

Supp.); 1988,

c. 65; 1989, c.

22; 1990, c.

45; 1991, c.

42; 1992, cc

1, 27, 28, 29;

1993, cc. 25,

27, 38; 1994,

cc. 9, 13, 21,

29, 41; 1995,

cc. 5, 36, 41,

46; 1996, cc

10, 20, 21, 23,

7, 42 (2nd

28, 41, 42

(3rd Supp.),

R.S., c. 15 (1st

An Act to amend the Excise Tax Act (definition of child)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (définition d'enfant)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

E-15; L.R., ch. 15 (1^{cr} suppl.), ch. 1. 7, 42 (20 suppl.), ch. 18, 28, 41, 42 (3c suppl.), ch. 12, 47 (4e suppl.); 1988, ch. 65; 1989, ch. 22; 1990. ch. 45; 1991, ch. 42; 1992. ch. 1, 27, 28, 29; 1993, ch. 25, 27, 38; 1994, ch. 9, 13, 21, 29, 41: 1995, ch 5, 36, 41, 46: 1996, ch. 10, 20, 21, 23, 31

1. Schedule V to the Excise Tax Act is amended by adding the following immedi-15 d'accise est modifiée par adjonction, précéately before Part I:

1. L'Annexe V de la Loi sur la taxe dant immédiatement la Partie I, de ce qui 15 suit:

INTERPRÉTATION

contraire, « enfant » désigne- une personne de

1. Dans la présente annexe, sauf indication

INTERPRETATION

Definition of 'child'

1. In this Schedule, unless a different definition is provided, "child" means a person who is less than eighteen years of age.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

moins de dix-huit ans.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

352360

Définition de

« enfant »

This enactment provides a definition of the term "child" to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'enfant afin que le terme soit interprété comme désignant une personne âgée de moins de dix-huit ans, conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.





Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-428

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-428

PROJET DE LOI C-428

An Act to amend the Indian Act (definition of infant child)

Loi modifiant la Loi sur les Indiens (définition d'enfant mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-428

PROJET DE LOI C-428

An Act to amend the Indian Act (definition of infant child)

Loi modifiant la Loi sur les Indiens (définition d'enfant mineur)

Preamble

R.S., c. I-5;

R.S., cc. 27,

(2nd Supp.),

(4th Supp.); 1990, cc. 16,

17; 1992, cc.

1, 51; 1993, c. 28; 1996, c.

"infant child"

« enfant

mineur »

cc. 17, 43, 48

32 (1st Supp.),

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the use of "infant child" 10 should be consistent with that of "child";

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que le sens d'« enfant mineur » devrait 10 correspondre à celui d'« enfant »,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. I-5; L.R., ch. 27, 32 (1er suppl.), ch. 27 (2e suppl.), ch. 17, 43, 48 (4e suppl.); 1990, ch. 16, 17; 1992, ch. 1, 51; 1993, ch. 28; 1996, ch. 23

Préambule

1. Subsection 2(1) of the *Indian Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant child" means a person under eighteen years of age; 20

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur les 15 Indiens est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« enfant mineur » Personne âgée de moins de dix-huit ans.

« enfant mineur » "infant child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment ensures that the term "infant child" in relation to guardianship and administration of the property of Indian children will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « enfant mineur », pour ce qui regarde la tutelle et l'administration des biens des enfants d'Indiens, soit interprété comme désignant une personne de moins de dix-huit ans, conformément à la définition proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.





Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-429

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-429

PROJET DE LOI C-429

An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada (définition d'enfant)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



Mr. Harb

This enactment amends the Royal Canadian Mounted Police Act to add a definition of "child" to the section that relates to children who testify being accompanied by parents.

This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada en ajoutant une définition d'« enfant » au paragraphe permettant aux parents d'assister au témoignage de leur enfant, afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.

2nd Session, 35th Parliament. 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-429

PROJET DE LOI C-429

An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act (definition of child)

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada (définition d'enfant)

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée

générale des Nations Unies a adopté la

que le Canada a ratifié cette convention le 5

que la Convention propose une définition

d'enfant qui devrait s'appliquer uniformé-

ment à toutes les lois fédérales.

Convention relative aux droits de l'enfant;

Attendu:

31 décembre 1991;

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. R-10: NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 du Sénat et de la Chambre des communes du with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol-

1. Section 24.1 of the Royal Canadian

Canada, édicte :

1. L'article 24.1 de la Loi sur la Gendar-Mounted Police Act is amended by adding 15 merie royale du Canada est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce 15 qui suit :

the following after subsection (10): (10.1) In subsection (10), "child" means a

person under eighteen years of age.

(10.1) Pour l'application du paragraphe (10), « enfant » désigne une personne de moins de dix-huit ans.

Définition de « enfant »

ch 100.

1989, ch. 6

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Edition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Preamble

R.S., c. R-10:

1980-

c. 100:

81-82-83.

1989. c. 6

Definition of

"child"



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-430

PROJET DE LOI C-430

An Act to amend the Insurance Companies Act (definition of infant)

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurances (définition de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-430

PROJET DE LOI C-430

An Act to amend the Insurance Companies Act (definition of infant)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "in-10 fant" should be consistent with that of "child";

1991, cc. 47, 48; 1992, c. 51; 1993, cc. 28, 34, 44; 1994, cc. 24, 26, 47; 1996, c. 6 NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol-15 lows:

1. Subsection 2(1) of the *Insurance Companies Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « mineur »

"infant" means a person under eighteen years 20 of age;

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurances (définition de mineur)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que la définition de mineur devrait corres-10 pondre à celle d'enfant,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : 1991, ch. 47, 48; 1992, ch. 51; 1993, ch. 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur les 15 compagnies d'assurances est modifié, par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« mineur » Personne âgée de moins de dixhuit ans.

« mineur » "infant"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment ensures that the term'infant", in the context of dealings regarding insurance, will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « mineur », dans le domaine des assurances, soit interprété comme désignant une personne de moins de dix-huit ans, conformément à la définition d'« enfant » proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-431

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-431

PROJET DE LOI C-431

An Act to amend the Land Titles Act (age of majority and definition of infant)

Loi modifiant la Loi sur les titres de biens-fonds (majorité et définition de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-431

PROJET DE LOI C-431

Preamble

An Act to amend the Land Titles Act (age of majority and definition of infant)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the age of majority and 10 the definition of "infant" should be consistent with the definition of "child":

R.S., c. L-5; R.S., c. 27 (1st Supp.); 1991, c. 50; 1992, c. 53; 1993, c.

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol-15 lows:

1. Section 2 of the Land Titles Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « mineur » "infant" means a person under eighteen years 20 « mineur » Personne âgée de moins de dixof age and "infancy" has a corresponding meaning:

2. Section 198 of the Act is replaced by the following:

Proof of majority of transferor etc.

- 198. The registrar may require evidence 25 that any person making a transfer, mortgage, encumbrance or lease is of the full age of eighteen years.
- 3. The Act is amended by replacing the expression "full age of nineteen years", 30 cement, dans les formules 7, 25 et 29, de where it occurs in Forms 7, 25 and 29, with the expression "full age of eighteen years".

Loi modifiant la Loi sur les titres de biens-fonds (majorité et définition de mineur)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que la majorité et la définition de mineur 10 devraient concorder avec la définition d'enfant.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. L-5, L.R., ch. 27 (1er suppl.), 15 1991, ch. 50; 1992, c. 53; 1993, ch. 28

- 1. L'article 2 de la Loi sur les titres de biens-fonds est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :
- huit ans, le terme minorité ayant un sens 20 correspondant.

« mineur » "infant"

- 2. L'article 198 de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- 198. Le registrateur peut exiger la preuve qu'une personne souscrivant un transport, une 25 hypothèque, une charge ou un bail est âgée de dix-huit ans révolus.

Preuve que la personne contractante est majeure

3. La même loi est modifiée par remplal'expression « dix-neuf ans, accomplis » par 30 l'expression « dix-huit ans accomplis ».

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

The Land Titles Act has been repealed with respect to the Northwest Territories and the Yukon Territory, but remains in force with respect to Nunavut.

This enactment changes the meaning of full age (of majority) in various provisions of the Act to eighteen years. It also ensures that "infant" and "infancy" in relation to land transactions will also mean a person under eighteen. The Act will then be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

La Loi sur les titres de biens-fonds a été abrogée à l'égard des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, mais continue de s'appliquer à l'égard du Nunavut.

Ce texte ramène la majorité à dix-huit ans dans diverses dispositions de la Loi. Il fait en sorte que les termes « mineur » et « minorité », pour ce qui regarde les opérations foncières, désignent également une personne de moins de dix-huit ans. Ainsi, la Loi sera interprétée conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-432

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-432

PROJET DE LOI C-432

An Act to amend the Canada Transportation Act (definition of adult)

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (définition d'adulte)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-432

PROJET DE LOI C-432

An Act to amend the Canada Transportation Act (definition of adult)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "adult" 10 should be consistent with the definition of "child";

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol-15 lows:

1996, c. 10

1. Section 6 of the *Canada Transportation Act* is amended by adding the following in alphabetic order:

"Adult" « Adulte » "adult" means a person who is eighteen years 20 of age or more;

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (définition d'adulte)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que la définition d'adulte devrait concorder 10 avec celle d'enfant;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 6 de la *Loi sur les transports au* 15 L.R., ch. Canada est modifié, par adjonction, de la définition qui suit, selon l'ordre alphabétique:

« adulte » Personne âgée d'au moins dix-huit ans.

« adulte » "adult"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing.
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment amends the Canada Transportation Act to add a definition of "adult". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child, as a person who is less-than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute à la *Loi sur les transports au Canada* la définition d'adulte afin de faire en sorte que la Loi soit interprétée conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-433

PROJET DE LOI C-433

An Act to amend the Pension Fund Societies Act (definition of minor child)

Loi modifiant la Loi sur les sociétés de caisse de retraite (définition d'enfant mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature. 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-433

PROJET DE LOI C-433

An Act to amend the Pension Fund Societies Act (definition of minor child)

Loi modifiant la Loi sur les sociétés de caisse de retraite (définition d'enfant mineur)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "minor 10 child" should be consistent with that of "child";

R.S., c. P-8; 1992, c. 1; 1995, c. 1

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol- 15 lows:

1. Section 2 of the Pension Fund Societies Act is replaced by the following:

Definitions

2. In this Act,

"minor child" « enfant mineur » "minor child" means a person under eighteen 20 years of age;

"parent corporation" « personne morale mère » "parent corporation" means the corporation any of whose officers establish or take proceedings to establish a pension fund society under this Act. 25 Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que la définition d'enfant mineur devrait 10 correspondre à celle de mineur:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. P-8; 1992, ch. 1; 1995, ch. 1

Préambule

- 1. L'article 2 de la Loi sur les sociétés de 15 caisse de retraite est remplacé par ce qui suit:
- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi :

« enfant mineur » Personne âgée de moins de 20 dix-huit ans.

"minor child" « personne morale

Définitions

« enfant

mineur »

« personne morale mère » La personne morale dont quelques-uns des dirigeants constituent ou travaillent à constituer une société de caisse de retraite sous le régime de la pré-25 sente loi.

mère » parent corporation"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment amends the *Pension Fund Societies Act* to add a definition of "minor child". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute à la *Loi sur les sociétés de caisse de retraite* une définition d'enfant mineur afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.



45-46 Elizabeth II, 1996-97

Second Session, Thirty-fifth Parliament,

C-434

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-434

PROJET DE LOI C-434

An Act to amend the Privacy Act (definition of minor)

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels (définition de mineur)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997

MR. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-434

PROJET DE LOI C-434

An Act to amend the Privacy Act (definition of minor)

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels (définition de mineur)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "mi-10 nor" should be consistent with that of "child";

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and 15 House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que la définition de mineur devrait corres-10 pondre à celle d'enfant,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 22, 27, 44, 46 (1er suppl.), ch. 8, 19, 20 (2^c suppl.), ch. 1, 3, 18, 20, 24, 28 (3c suppl.), ch. I, 7, 10, 11, 21, 28, 31, 41, 47 (4c suppl.); 1989, ch. 3, 27; 1990, ch. 1, 3, 13; 1991, ch. 3, 6, 16, 38; 1992, ch. 1, 21, 33, 37, 44; 1993, ch. . 1, 3, 28, 31, 34: 1994, ch. 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, ch. 1, 5, 11, 12, 18, 29, 45; 1996, ch. 8, 9, 10, 11, 16

L.R., ch. P-21;

1. Section 77 of the *Privacy Act* is amended by adding the following after subsection (1):

1. L'article 77 de la Loi sur la protection 15 L.R., ch. P-21 des renseignements personnels est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

1989, cc. 3, 27; 1990, cc. 1, 3, 13; 1991, cc. 3, 6, 16, 38; 1992, cc. 1, 21, 33, 37, 44; 1993, cc. 1, 3, 28, 31, 34; 1994, cc. 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, cc. 1, 5, 11, 21, 18, 29, 45; 1996, cc. 8, 9,

R.S., c. P-21:

27, 44, 46 (1st Supp.), cc. 8, 19, 20 (2nd

Supp.), cc. 1, 3, 18, 20, 24,

28 (3rd Supp.),

cc. 1, 7, 10, 11,

21, 28, 31, 41, 47 (4th Supp.);

R.S., cc. 22.

10, 11, 16 R.S., c. P-21

This enactment amends the *Privacy Act* to add a definition of "minor" to the section allowing for regulations. This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la protection des renseignements* personnels en ajoutant à l'article prévoyant la prise de règlements une définition de « mineur », afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.

Definition of "minor" (1.1) In subsection (1), "minor" means a person under eighteen years of age.

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), « mineur » désigne une personne de moins de dix-huit ans. Définition de « mineur »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

C-435

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-435

PROJET DE LOI C-435

An Act to amend the Territorial Lands Act (definition of adult)

Loi modifiant la Loi sur les terres territoriales (définition d'adulte)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



MR. HARB

M. HARB

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-435

PROJET DE LOI C-435

An Act to amend the Territorial Lands Act (definition of adult)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "adult" 10 should be consistent with that of "child";

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les terres territoriales (définition d'adulte)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que la définition d'adulte devrait concorder 10 avec celle d'enfant.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. T-7; L.R., ch. 7 (3e suppl.); 1991, ch. 2 24, 50; 1992, ch. 1; 1993, ch. 28, 41; 1994, ch. 26

1. Section 20 of the Territorial Lands Act is amended by adding the following after subsection (5):

Definition of (6) In subsection (5) "adult" means a person who is eighteen years of age or more.

1. L'article 20 de la Loi sur les terres 15 territoriales est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) Pour l'application du paragraphe (5), 20 « adulte » désigne une personne d'au moins dix-huit ans. 20

Définition de « adulte »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Preamble

R.S., c. T-7;

R.S., c. 7 (3rd Supp.); 1991,

cc. 2, 24, 50; 1992, c. 1;

1993, cc. 28,

41: 1994, c.

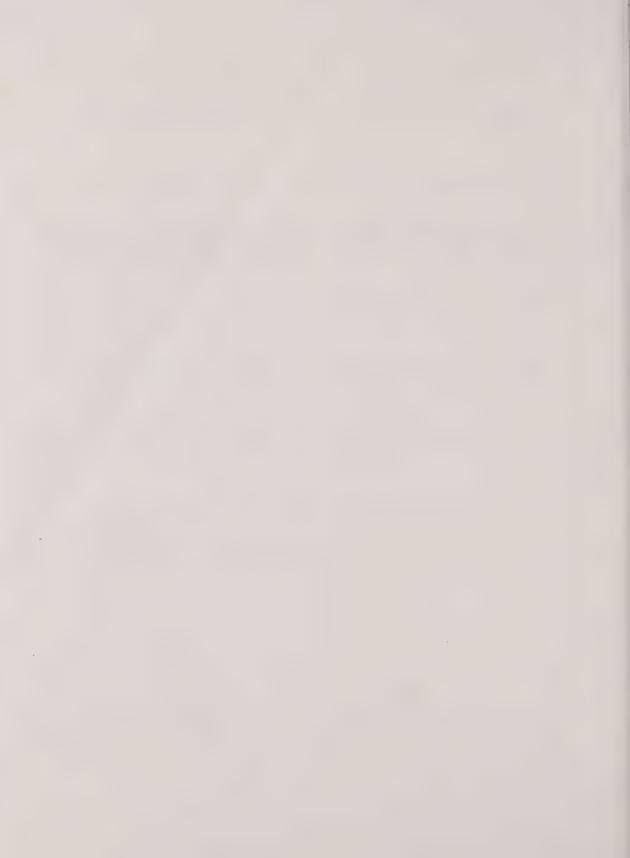
'adult'

26

This enactment amends the *Territorial Lands Act* to add a definition of "adult". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute une définition d'« adulte » à la *Loi sur les terres territoriales*, afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.





C-436

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

C-436

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-436

PROJET DE LOI C-436

An Act to amend the Wages Liability Act (definition of adult)

Loi modifiant la Loi sur la responsabilité des salaires (définition d'adulte)

First reading, April 22, 1997

Première lecture le 22 avril 1997



2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-436

PROJET DE LOI C-436

An Act to amend the Wages Liability Act (definition of adult)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "adult" 10 should be consistent with that of "child";

R.S., c. W-1

- NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:
- 1. Section 7 of the Wages Liability Act is renumbered as subsection 7(1) and is amended by adding the following:

Definition of "adult"

(6) In subsection (1), "adult" means a person who is eighteen years of age or more.

Loi modifiant la Loi sur la responsabilité des salaires (définition d'adulte)

Attendu:

Préambule

- que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;
- que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;
 - que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;
 - que la définition d'adulte devrait concorder 10 avec celle d'enfant,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. W-1

- 1. L'article 7 de la Loi sur la responsabilité 15 des salaires devient le paragraphe (1) et est modifié par adjonction, après ledit paragraphe, de ce qui suit :
- (6) Pour l'application du paragraphe (1), « adulte » désigne une personne d'au moins 20 dix-huit ans.

Définition d'adulte

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment amends the Wages Liability Act to add a definition of "adult". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute une définition d'« adulte » à la Loi sur la responsabilité des salaires afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.



56

C-437

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-437

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-437

PROJET DE LOI C-437

An Act to amend the Canada Transportation Act

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada

First reading, April 23, 1997

Première lecture le 23 avril 1997



Mr. Collins

M. COLLINS

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-437

PROJET DE LOI C-437

An Act to amend the Canadian Transportation Act

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Canada Transportation Act is subsection 7(2):

(2.1) The Minister shall designate a member of the Agency to act as Grain Transportation Administrator for the purposes of section 153.1.

2. Section 147 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Wheat Board" means the Canadian Wheat Board established under section 3 of the Canadian Wheat Board Act: 15

"Grain Transportation Administrator" means the Grain Transportation Administrator designated by the Minister under subsection

"system participant" means any corporation, 20 partnership or organization engaged in the transportation of grain by rail or the shipping or handling of grain for transportation by rail, as designated by the Minister, individually or by class but does not include a 25 prescribed railway:

3. The Act is amended by adding the following after section 153:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La Loi sur les transports au Canada est amended by adding the following after 5 modifiée par adjonction, après le paragra- 5 phe 7(2), de ce qui suit :

> (2.1) Le ministre désigne un membre de l'Office comme administrateur du transport du grain aux fins de l'application de l'article 10 153.1.

Désignation d'un membre comme administrateur du 10 transport du grain

2. L'article 147 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« administrateur du transport du grain » L'administrateur désigné par le ministre en vertu 15 du paragraphe 7(2.1).

teur du transport du grain

« Commission canadienne du blé » La Commission canadienne du blé constituée en vertu de l'article 3 de la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Commission canadienne du blé

Participant

« participant » Personne morale, société de personnes ou organisme désignés individuellement ou par catégorie par le ministre et se livrant au transport ferroviaire du grain, ou à son expédition ou manutention 25 en vue de ce transport, à l'exclusion d'une compagnie de chemin de fer désignée.

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 153, de ce qui suit :

Grain Transportation Administra-

Member to be

appointed as

Transporta-

Administra-

Canadian

Wheat Board

Grain

System participant

tor

352373

administra-

The purpose of this enactment is to ensure that railway companies are subject to sanctions when they fail to meet established performance objectives. Such sanctions may, at the discretion of the Minister of Transport, be applied to other companies that participate in the transportation and handling of grain. All monies collected by way of sanctions are to be paid to the Canadian Wheat Board.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but de faire en sorte que les compagnies de chemin de fer qui n'atteignent pas les objectifs de résultat qui leur ont été fixés feront l'objet de sanctions. Le ministre des Transports peut, s'il le juge indiqué, imposer de telles sanctions à d'autres compagnies qui se livrent au transport et à la manutention du grain. Le montant total des amendes perçues à titre de sanctions sera versé à la Commission canadienne du blé.

Duty of Grain

Transporta-

Administra-

tion

Performance Objectives and Sanctions

153.1 (1) The Grain Transportation Administrator shall

- (a) on or before February 28 of each calendar year, commencing with the calendar year next following the year this section 5 comes into force, provide the Minister with a tonnage forecast for the movement of grain in the next crop year;
- (b) on or before April 15 of each calendar year, commencing with the year next fol-10 lowing the year this section comes into force, provide the Minister with a revised tonnage forecast for the movement of grain in the current crop year;
- (c) in consultation with the Agency, the 15 Canadian Wheat Board and such system participants as the Administrator considers appropriate, on the basis of tonnage and on any other basis found to be reasonable, establish, on or before March 28 of each 20 calendar year, commencing with the year next following the year this section comes into force, the grain transportation, shipping and handling performance objectives that can and should be met during the next 25 crop year by
 - (i) prescribed railway companies; and
 - (ii) such system participants as is approved by the Minister;
- (d) monitor the performance of railway 30 companies and any system participants, to ascertain whether they are meeting the performance objectives established under paragraph (c) that are applicable to those companies or participants, as the case may 35 be, for a crop year.

(2) Where regulations made under subsection 153.2(1) are in force under this Act, the Administrator shall administer the scheme of sanctions established by those regulations and 40 applique le régime de sanctions établi par ce shall, not later than sixty days after the end of a crop year, report to the Minister the sanctions applied under that scheme in that year.

Objectifs de résultat et sanctions

153.1 (1) L'administrateur du transport du grain:

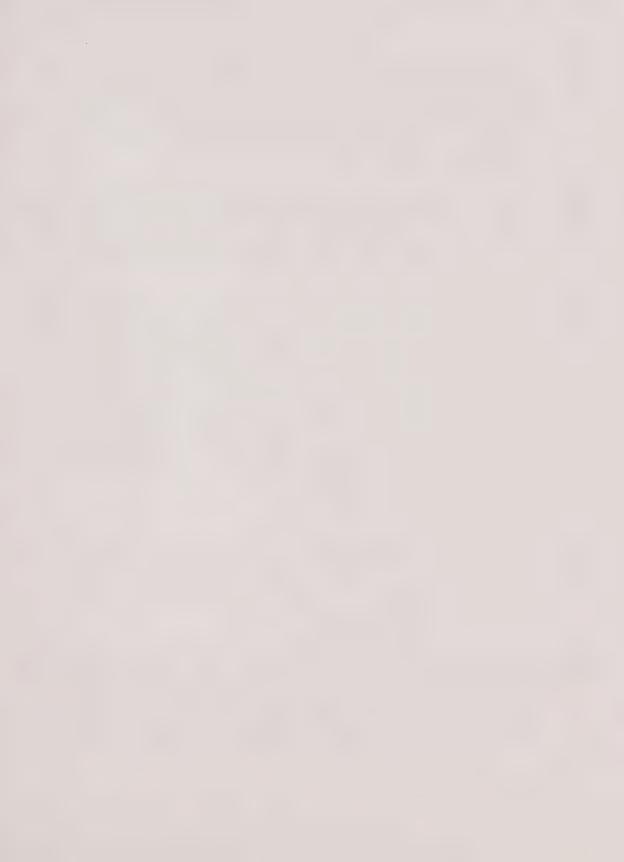
Fonctions de l'administrateur du transport du grain

- a) au plus tard le 28 février de chaque année, à compter de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, 5 fournit au ministre les prévisions quantitatives, en tonnes, des mouvements de grain pour la campagne agricole suivante;
- b) au plus tard le 15 avril de chaque année, à compter de l'année suivant celle de 10 l'entrée en vigueur du présent article, fournit au ministre les prévisions quantitatives révisées, en tonnes, des mouvements de grain pour la campagne agricole en cours;
- c) en concertation avec l'Office, la Com-15 mission canadienne du blé et tout participant que l'administrateur estime indiqué, et au plus tard le 28 mars de chaque année, à compter de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, fixe, en 20 tonnes, ou sur toute autre base qu'il juge indiquée, les objectifs de résultat à atteindre au cours de la campagne agricole suivante par les compagnies de chemin de fer désignées et par les participants ou catégo-25 ries de participants que le ministre estime indiqués, en ce qui concerne le transport, l'expédition et la manutention du grain;
- d) vérifier si les compagnies de chemin de fer et les autres participants atteignent les 30 objectifs de résultat visés à l'alinéa c) qui s'appliquent à leur cas, pour la campagne agricole correspondante.

(2) Si un règlement pris en vertu du paragraphe 153.2(1) de la présente loi est en 35 vigueur, l'administrateur du transport du grain règlement et, dans les soixante jours suivant la fin de chaque campagne agricole, soumet au ministre un rapport sur les sanctions appli-40 quées en vertu de ce régime au cours de l'année.

Règlement en vigueur

regulations in force



Tabling of report in the House of Commons

(3) The Minister shall table the report referred to in subsection (2) in the House of Commons on any of the first fifteen sitting days following its receipt by the Minister, and the report shall stand permanently referred to 5 a committee of the House of Commons established for the purpose of considering matters relating to transportation.

(3) Le ministre dépose à la Chambre des communes le rapport prévu au paragraphe (2) dans les quinze jours de séance suivant sa réception et le comité établi par la Chambre dans le but d'examiner les questions liées au 5 transport en est automatiquement saisi.

Dépôt du rapport

Canadian Wheat Board to be paid money collected by way of sanctions

(4) All monies collected under the scheme referred to in subsection 153.2(1) by way of 10 montant total des amendes perçues en vertu du sanctions shall not, notwithstanding any Act of Parliament, be paid into the Consolidated Revenue Fund but shall be credited to the Grain Transportation Administrator who shall pay them to the Canadian Wheat Board. 15

(4) Par dérogation à toute loi fédérale, le régime visé au paragraphe 153.2(1) n'est pas versé au Trésor mais porté au crédit de 10 du blé l'administrateur du transport du grain, qui le verse à la Commission canadienne du blé.

Versement des amendes perçues à la Commission canadienne

Minister to establish scheme of sanctions

Nature of

sanctions in

respect of prescribed

companies

Disputes

sanctions

concerning

railway

153.2 (1) Subject to subsection (2), the Minister shall, on or before June 10 of each calendar year, commencing with the calendar year next following the year this section comes into force, make regulations respecting 20 the establishment and operation of a scheme of sanctions applicable to

- (i) prescribed railway companies, and
- (ii) such system participants as the Minister considers appropriate,

during the next crop year, on the basis of the extent to which the companies or participants, as the case may be, fail to meet the performance objectives established under paragraph 153.1(1)(c) that are applicable to those com- 30 panies or participants for that crop year.

(2) The sanctions established under a scheme referred to in subsection (1) shall, in

respect of any railway company, consist of

- (a) monetary sanctions, and
- (b) sanctions, other than monetary sanctions, as the Minister considers appropriate.

153.3 (1) Where regulations made under subsection 153.2(1) are in force under this establishing a system of arbritation to resolve disputes concerning sanctions applied under a scheme of sanctions established under those regulations and providing for procedures in

153.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et au plus tard le 10 juin de chaque année, à compter de l'année suivant celle de l'entrée en 15 vigueur du présent article, le ministre prend un règlement régissant l'établissement et l'application d'un régime de sanctions s'appliquant aux compagnies de chemin de fer désignées et aux participants que le ministre estime indi-20 qués, en fonction de la mesure dans laquelle les compagnies ou les participants ne parviennent pas à atteindre les objectifs de résultat visés à au paragraphe 153.1(1)c) qui s'appliquent à leur cas, pour la campagne agricole 25 suivante.

Établissement d'un régime de sanctions

(2) Dans le cas des compagnies de chemin de fer, les sanctions établies dans le cadre du régime visé au paragraphe (1) sont des sanctions pécuniaires et, si le ministre estime 30 que cela est indiqué, des sanctions non pécuniaires.

Nature des sanctions

Act, the Minister may make regulations 40

Différends en matière de sanctions

153.3 (1) Si un règlement pris en application du paragraphe 153.2(1) de la présente loi est en vigueur, le ministre peut prendre un 35 règlement établissant un système d'arbitrage pour résoudre les différends liés aux sanctions appliquées en vertu du régime établi en vertu dudit règlement et prévoyant une procédure pour la résolution de tels différends. 40



phe.

munes.

son dépôt.

saisi.

accordance with which the dispute is to be resolved.

Final Arbitration not to apply

(2) Notwithstanding any other provision in this Act, sections 161 to 169 do not apply to any dispute concerning sanctions applied 5 under a scheme referred to in subsection (1).

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, les articles 161 à 169 ne s'appliquent pas aux différends liés aux sanctions appliquées en vertu du régime prévu au paragraphe (1).

153.4 (1) Avant de prendre un règlement en

application du paragraphe 153.2(1), le minis-

tre dépose à la Chambre des communes, le même jour, tous les projets de règlement qu'il

règlement en vertu du paragraphe 153.2(1)

après la dissolution de la Chambre des com-15

se propose de prendre en vertu dudit paragra-10

application de certains articles

Tabling of proposed regulations

153.4(1) Before making any regulations under subsection 153.2(1), the Minister shall table in the House of Commons, all the regulations the Minister proposes to make 10 under that subsection. The proposed regulations shall all be tabled on the same day.

Dépôt des projets de règlement

5

Exception

(2) Subsection (1) does not apply where the Minister proposes to make regulations under subsection 153.2(1) during a dissolution of the 15 House of Commons.

Exception (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsque le ministre se propose de prendre un

Deemed referral to committee of House of Commons

(3) The proposed regulations that are tabled in the House of Commons under subsection (1) are deemed to be referred, on the day they are tabled, to a committee of the House of 20 Commons established for the purpose of considering matters relating to transport.

(3) Le comité établi par la Chambre des communes dans le but d'examiner les questions liées aux transports est automatiquement saisi de tout projet de règlement déposé à la 20 Chambre en vertu du paragraphe (1), le jour de

(4) Le comité visé au paragraphe (3)

en vertu dudit paragraphe et en fait rapport à 25

examine le projet de règlement dont il est saisi

la Chambre des communes dans les trente

jours de séance suivant le jour où il en a été

Renvoi d'office à un comité de la Chambre

Report by committee

(4) The committee mentioned in subsection (3) shall consider the proposed regulations referred to it under that subsection and shall 25 report thereon to the House of Commons on any of the first thirty sitting days after the day they are referred to the committee.

Rapport du comité

Committee may hold inquiries etc.

(5) The committee mentioned in subsection (3) may hold inquiries or public meetings in 30 respect of the proposed regulations referred to it under that subsection.

Minister shall, subject to the approval of the

Governor in Council, amend the proposed

regulations accordingly and do so not later

the House of Commons.

(5) Le comité visé au paragraphe (3) peut tenir des enquêtes ou des réunions publiques 30 sur le projet de règlement dont il est saisi en vertu dudit paragraphe.

(6) Where the committee mentioned in subsection (3) recommends any amendments to the proposed regulations in a report to the 35 House of Commons under subsection (4), the

règlement dans un rapport soumis à la Cham-35 bre des communes en vertu du paragraphe (4), le ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, modifie le projet de règlement en conséquence dans les trois jours 40

Amendements au projet de règlement

Enquêtes et

réunions

publiques

Amendments to proposed regulations

(6) Lorsque le comité visé au paragraphe (3) recommande des amendements au projet de than three days after the committee reports to 40 suivant le dépôt du rapport à la Chambre.



Making of regulations

153.5 (1) The proposed regulations that have been tabled in the House of Commons under subsection 153.4(1) shall be made on the day after the day the committee reports to the House of Commons under subsection 153.4(4) except where those regulations are amended under subsection 153.4(6), in which case they shall be made on the day after the day they are amended. The proposed regulations shall be made in the form in which they 10 are tabled unless the proposed regulations are amended under subsection 153.4(6), in which case they shall be made in their amended form.

153.5 (1) Le projet de règlement qui a été déposé à la Chambre des communes en application du paragraphe 153.4(1) est pris le lendemain du jour où le comité remet son rapport à la Chambre conformément au para- 5 graphe 153.4(1), sauf si le règlement a été amendé en vertu du paragraphe 153.4(6), auquel cas il est pris le lendemain du jour où il a été amendé. Le règlement sera pris tel qu'il a été déposé, sauf s'il a été amendé en vertu du 10 paragraphe 153.4(6), auquel cas il est pris tel qu'il a été amendé.

Exception

(2) Where the proposed regulations have 15 been tabled in the House of Commons under subsection 153.4(1) and the House of Commons is then dissolved and the committee has not made a report to the House of Commons before the dissolution in respect of those 20 regulations, the Minister shall make the regulations as proposed or as amended under subsection 153.4(6), as the case may be, and shall do so not later than five days after the day the House of Commons is dissolved. 25

(2) Si le projet de règlement a été déposé à Exception la Chambre des communes en application du paragraphe 153.4(1) et que la Chambre est15 dissoute et que le comité n'a pas remis son rapport sur ledit règlement avant la dissolution de la Chambre, le ministre prend le règlement tel que déposé ou tel qu'amendé en vertu du paragraphe 153.4(6), selon le cas, 20 dans les cinq jours suivant le jour où la Chambre a été dissoute.

Tabling of regulations

153.6 (1) All the regulations made on a day referred to in subsection 153.5(1) shall be tabled by the Minister in the House of Commons on the first sitting day after the day 30 they are made.

Dépôt de 153.6 (1) Tous les règlements visés par le règlements paragraphe 153.5(1) sont déposés à la Cham-

Motion

d'abrogation

Motion to repeal

(2) All the regulations tabled in the House of Commons under subsection (1) come into force on the fifth sitting day after the day on which they are tabled in the House of Commons unless a motion to repeal the regula-35 tions, signed by not fewer than thirty members of the House of Commons, is filed with the Speaker of that House before that day.

(2) Tout règlement pris en vertu du paragraphe 153.2(1) entre en vigueur le cinquième jour de séance suivant son dépôt à la Chambre des communes, sauf si une motion d'abroga-30 tion signée par au moins trente députés est déposée auprès du président de la Chambre avant ce jour.

bre des communes par le ministre le premier 25

jour de séance suivant le jour où ils ont été pris.

Consideration of motion

(3) If a motion to repeal the regulations is filed with the Speaker in accordance with 40 deux jours de séance suivant son dépôt. subsection (2), it shall be taken up within two sitting days after the day on which it is filed.

(3) La Chambre étudie la motion dans les 35

Disposition of motion

(4) A motion referred to in subsection (3) shall be taken up before the ordinary hour of daily adjournment, without interruption, for a 45 débute avant l'heure ordinaire de l'ajourneperiod of not more than four hours and at the

(4) La motion fait l'objet d'un débat maximal de quatre heures interrompues qui ment quotidien; le débat terminé ou les quatre Mise aux

Étude



end of the debate or the expiration of the four hours, whichever occurs first, the Speaker shall forthwith, without amendment, put every question for the disposition of the motion.

Canadian Transportation

immédiatement aux voix toute question nécessaire pour décider de la motion.

heures écoulées, selon le cas, le président met

Adoption or defeat of motion

(5) If the motion is adopted, the regulations 5 are repealed, and if the motion is defeated, the regulations come into force on the day after the day on which the motion is defeated.

(5) En cas d'adoption de la motion, le règlement est abrogé; en cas de rejet, il entre 5 en vigueur le lendemain du rejet.

Conséquence-

Regulations deemed to be adopted

(6) If Parliament is prorogued or the House of Commons is dissolved before the motion is 10 de dissolution de la Chambre des communes disposed of or before the expiration of the period referred to in subsection (2), the regulations are deemed to have been adopted on the day of the prorogation or dissolution, as the case may be, and come into force the day 15 et entre en vigueur le lendemain de cette date. after that day.

(6) En cas de prorogation du Parlement ou avant la mise aux voix de la motion ou l'expiration du délai visé au paragraphe (2), le 10 règlement est réputé adopté à la date de la dissolution ou de la prorogation, selon le cas,

Règlement réputé adopté

Revocation of regulations that are in force

153.7 (1) No regulation made under subsection 153.2(1) that is in force under this Act in respect of a crop year may be amended or revoked by the Minister.

153.7 (1) Aucun règlement concernant une campagne agricole pris en application du 15 paragraphe 153.2(1) de la présente loi et qui 20 est en vigueur ne peut être modifié ou abrogé par le ministre.

abrogation d'un règlement en vigueur

Coming into force of regulations made during a dissolution of the House of Commons

(2) Regulations made under subsection 153.2(1) during a dissolution of the House of Commons come into force on the day they are made.

(2) Un règlement pris en application du paragraphe 153.2(1) après la dissolution de la 20 Chambre des communes entre en vigueur le jour où il est pris.

Entrée en vigueur d'un règlement pris après la dissolution de la Chambre des communes

Inconsistency

153.8 In the event of any inconsistency 25 between sections 153.1 to 153.7 or a regulation made thereunder and any other provision in this Act or any Act of Parliament or a regulation made thereunder, those provisions and any regulation made thereunder prevail to 30 ces lois, les dispositions de ces articles et des the extent of the inconsistency.

153.8 En cas d'incompatibilité entre les articles 153.1 à 153.7 ou les règlements pris en vertu de ces articles et toute autre disposition 25 de la présente loi, celles de toute autre loi fédérale ou des règlements pris en vertu des règlements pris en vertu de ceux-ci prévalent sur toute disposition législative ou réglemen-30 taire fédérale divergente.

Incompati-

4. Subsection 155(3) of the Act is replaced with the following:

Repeal by order in council

(3) If the Minister determines that this repealed, then subject to subsection (4), the Division and those Schedules, other than Schedule II, are repealed on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

4. Le paragraphe 155(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sur décision prise par le ministre en Division and Schedules I, II and Ill should be 35 application du paragraphe (2) et sous réserve 35 du paragraphe (4), la présente section et les annexes I et III sont abrogées à la date fixée par décret.

Abrogation par décret



Repeal by Act of Parliament

- (4) The definitions in section 147, other than "export", "joint line movement" and "maximum rate scale", Schedule 11 and sections 153.1 to 153.7, this subsection and of Parliament.
- (4) Les définitions de l'article 147, à l'exception de celles de « barème », « exportation » et « mouvement sur ligne conjointe », l'annexe II, les articles 153.1 à 153.8, le subsection (4), may be repealed only by an Act 5 présent paragraphe et le paragraphe (4) ne 5 peuvent être abrogés que par une loi du Parlement.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



C-438

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-438

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-438

PROJET DE LOI C-438

An Act to amend the Insurance Companies Act

Loi modifiant la Loi sur les sociétés d'assurances

First reading, April 24, 1997

Première lecture le 24 avril 1997



MR. LOUBIER

M. LOUBIER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-438

PROJET DE LOI C-438

An Act to amend the Insurance Companies Act

Loi modifiant la Loi sur les sociétés d'assurances

1991, cc. 47, 48; 1992, c. 51; 1993, cc. 28, 34, 44; 1994, cc. 24, 26, 47; 1996, c. 6

Approval of

the Minister

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1991, ch. 47. 48; 1992, ch. 51: 1993, ch. 28 34 44 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6

1. The portion of subsection 254(2) of the (c) is replaced by the following:

(2) A company or society may, with the approval of the Minister,

(a) transfer all or any portion of its policies to, or cause itself to be reinsured against all 10 or any portion of the risks undertaken by it by, any company, society or foreign company that is authorized to transact the classes of insurance to be so transferred or reinsured:

- (a.1) transfer all or any portion of its policies to, or cause itself to be reinsured, on an indemnity basis, against all or any portion of the risks undertaken by it by any body corporate incorporated under the laws 20 of a province that is authorized to transact the classes of insurance to be so transferred or reinsured:
- (b) transfer all or any portion of its policies, other than its policies in Canada, to any 25 other body corporate or cause itself to be reinsured by any other body corporate against all or any portion of the risks undertaken by it, other than risks in respect of its policies in Canada; 30

1. Le passage du paragraphe 254(2) de la Insurance Companies Act before paragraph 5 Loi sur les sociétés d'assurances précédant 5 l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

(2) La société ou société de secours peut, avec l'approbation du ministre:

Approbation du ministre

- a) transférer tout ou partie de ses polices à une société, société de secours ou société 10 étrangère autorisée à faire des opérations dans les branches d'assurance en cause — ou à se réassurer auprès d'une telle société, société de secours ou société étrangère contre tout ou partie des risques 15 qu'elle garantit;
- a.1) transférer tout ou partie de ses polices à une personne morale constituée sous le régime d'une loi provinciale et autorisée à faire des opérations dans les branches 20 d'assurance en cause - ou à se réassurer, aux fins d'indemnisation, auprès d'une telle société, contre tout ou partie des risques qu'elle garantit;
- b) transférer tout ou partie de ses polices, 25 autres que ses polices au Canada, à une autre personne morale ou à se réassurer auprès d'une autre personne morale contre tout ou partie des risques qu'elle garantit, autres que ceux qui sont afférents à ses 30 polices au Canada;

The purpose of this enactment is to amend the *Insurance Companies Act* to allow provincially incorporated insurance companies to buy policies from federally incorporated companies with the approval of the Minister.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de modifier la *Loi sur les sociétés d'assurances* afin de permettre aux compagnies d'assurance à charte provinciale d'acheter, avec l'approbation du ministre, des polices de compagnies à charte fédérale.

COMING INTO FORCE

Coming into force

2. This Act shall not come into force unless Bill C-82, introduced during the second session of the thirty-fifth Parliament and entitled an Act to amend certain laws to before this Act is assented to.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. La présente loi n'entre que en vigueur si le projet de loi C-82, déposé pendant la deuxième session de la trente-cinquième législature et intitulé Loi modifiant la légisrelating to financial institutions, is assented 5 lation relative aux institutions financières, 5 est sanctionné avant la présente loi.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-439

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-439

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-439

PROJET DE LOI C-439

An Act respecting the measurement of economic activity by criteria that reflect resource consumption and environmental stress

Loi concernant la mesure de l'activité économique au moyen de critères tenant compte de la consommation des ressources et du stress environnemental

First reading, April 25, 1997

Première lecture le 25 avril 1997



Mr. ALTHOUSE

M. ALTHOUSE

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II. 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-439

PROJET DE LOI C-439

An Act respecting the measurement of economic activity by criteria that reflect consumption and environmental stress

Loi concernant la mesure de l'activité économique au moyen de critères tenant de la consommation ressources et du stress environnemental

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. This Act may be cited as the Genuine

1. Loi sur les indicateurs de progrès réel.

5

25

Titre abrégé

Definitions

Short title

"economic reporting document" « document économique »

"genuine

progress

indicator"

« indicateur

de progrès

"Minister"

« ministre » Proposal for

indicator

Progress Indicator Act.

2. In this Act

- "economic reporting document" means any report, return, paper or other publication that
 - (a) relates to economic activity, perfor- 10 mance or records;
 - (b) is published under the authority of an enactment, or by a Minister, department of the government, Crown corporation or agent of the Crown, or is laid before 15 Parliament, and
 - (c) includes a statement of the gross domestic product of Canada or a part of

"genuine progress indicator means an indica-20 tor of economic activity determinied by criteria that reflect resource consumption and and environmental stress established by the Minister pursuant to section 3;

"Minister" means the Minister of Finance.

3. (1) The Minister shall, within ninety days of the coming into force of this Act prepare and transmit to the Auditor General of Canada a proposed definition of and means of determining a genuine progress indicator in accor-30 dance with this section.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi.

« document économique » Rapport, document ou publication:

« document économique » "economic reporting document"

- a) qui traite d'activité, de rendement ou de performance économique;
- b) qui est publié en application d'une loi, ou par un ministre, un ministère gouvernemental, une société d'État ou un mandataire de l'État, ou qui est déposé devant le Parlement: 15
- c) qui indique le produit national brut du Canada ou d'une partie du Canada.

« indicateur de progrès réel » Indicateur de l'activité économique fondé sur des critères tenant compte de la consommation des res-20 sources et du stress environnemental et établi par le ministre en vertu de l'article 3.

« indicateur de progrès réel » "genuine progress indicator"

« ministre » Le ministre des Finances.

« ministre » "Minister"

3. (1) Dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, le 25 ministre élabore et communique au vérificateur général du Canada la définition proposée de l'indicateur de progrès réel, ainsi que la méthode pour l'établir, conformément au présent article. 30

Proposition indicateur

352243

This enactment provides for the establishment of a genuine progress indicator that reflects the cost of all natural resources consumed and environmental debt incurred in a process of production so as to give a more realistic measure of progress. It also requires that whenever gross domestic product or a change in gross domestic product is cited, the genuine progress indicator or change in it must also be cited.

SOMMAIRE

Ce texte prévoit l'établissement d'un indicateur de progrès réel qui tient compte de la valeur de toutes les ressources naturelles consommées par la production et des coûts environnementaux liés à ce processus, afin d'obtenir une mesure plus réaliste du progrès. Il exige en outre que chaque fois que le produit national brut ou une fluctuation de celui-ci est cité, que l'indicateur de progrès réel ou la fluctuation correspondante soit également indiqué.

- (2) The genuine progress indicator must
- (a) refer to Canada or a part of Canada;
- (b) refer to a specified period of time;
- (c) be calculated by modifying the gross domestic product by deducting from the 5 value of production
 - (i) the value of all natural resources consumed in the production, and
 - (ii) the cost of all protection, reclamation, and restitution of any part of the 10 environment that is necessary or will become necessary as a result of the production or the provision of resources for the production and that is required by any Act of Parliament or the Legislature 15 of a province.

4. (1) The Auditor General of Canada shall, within ninety days of receiving the proposal from the Minister pursuant to section 3, advise process of calculation the Auditor General considers advisable.

Indicator laid before House

GPI must be

Auditor

advice

General's

- (2) The Minister shall, on one the first thirty days on which the House of Commons sits General, lav before the House
 - (a) a definition and means of determining a genuine progress indicator,
 - (b) a copy of the proposal made under section 3, 30
 - (c) the advice of the Auditor General, and
 - (d) where the Minister has not taken the advice, the reasons for not so doing.
- 5. (1) Every economic reporting document Canada or an area of Canada in respect of a time period shall also show the genuine progress indicator for the same area and period of time.
- (2) Every economic reporting document 40 that shows a change in the gross national product for Canada or an area of Canada over a time period shall also show the change in genuine progress indicator for the same area and over the same period of time.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

- (2) L'indicateur de progrès réel :
- a) s'applique au Canada ou à une partie du Canada;
- b) s'applique à une période déterminée;
- c) se calcule en soustrayant du produit 5 national brut
 - (i) la valeur de toutes les ressources naturelles consommées par la produc-
 - (ii) le coût des mesures de protection, de 10 régénération ou de restitution d'une partie du territoire qui sont nécessaires ou qui le deviendront par suite de la production ou de la prévision de ressources pour la production et qui sont requises par une 15 loi fédérale ou provinciale.
- 4. (1) Dans les quatre-vingt-dix jours de la réception de la proposition du ministre visée à l'article 3, le vérificateur général du Canada the Minister of any modifications to the 20 avise le ministre de toute modification à la 20 méthode de calcul qu'il considère souhaita-

Avis du vérificateur général

(2) Au cours des trente premiers jours de séance de la Chambre des communes après following receipt of the advice of the Auditor 25 réception de l'avis du vérificateur général, le 25 ministre dépose devant la Chambre :

Dépôt devant la Chambre

- a) la définition de l'indicateur de progrès réel et la méthode pour l'établir;
- b) le texte de la proposition faite en application de l'article 3; 30
- c) l'avis du vérificateur général;
- d) si le ministre n'a pas suivi cet avis, les raisons de sa décision.
- 5. (1) Tout document économique qui that shows the gross national product for 35 indique le produit national brut du Canada ou 35 IIPR d'une partie du Canada pour une période déterminée fournira également l'indicateur de progrès réel pour la même région et la même période.
 - (2) Tout document économique qui indique 40

Utilisation

obligatoire de

une fluctuation dans le produit national brut du Canada ou d'une partie du Canada pour une période déterminée fournira également la fluctuation de l'indicateur de progrès réel 45 pour la même région et la même période.

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



· C-440

10

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-440

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-440

PROJET DE LOI C-440

An Act to vacate the conviction of Louis Riel

Loi effaçant la condamnation de Louis Riel

First reading, April 25, 1997

Première lecture le 25 avril 1997



MR. DUHAMEL

M. DUHAMEL

2^e session, 35^e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-440

PROJET DE LOI C-440

An Act to vacate the conviction of Louis Riel

WHEREAS in 1870, under the leadership of Louis Riel, the Métis of the Red River adopted the *List of Rights*;

WHEREAS the *List of Rights* was the basis on which Louis Riel guided the negotiations for 5 the entry of Rupert's Land and the North-Western Territory into the Dominion of Canada, and the terms for its entry are perpetuated in the *Manitoba Act*;

WHEREAS, when Manitoba entered Confed- 10 eration, Louis Riel ensured that the educational, religious and language rights for both French- and English-speaking people were protected;

WHEREAS, after negotiating the entry of 15 Manitoba into Confederation, Louis Riel was elected three times to the House of Commons for the riding of Provencher, Manitoba;

WHEREAS Louis Riel devoted his life to the interests of the Métis; 20

WHEREAS Louis Riel was convicted on August 1, 1885 of high treason, sentenced to death and executed on November 16, 1885 at Regina, North-Western Territory;

WHEREAS the Métis have always honoured 25 the memory of Louis Riel as a spiritual leader who devoted his life to futhering their aspirations;

WHEREAS Louis Riel is a symbol and a hero to successive generations of Canadians who 30 have, through their governments, recognized his substantial and lasting contributions to the rich diversity of our collective history;

WHEREAS on March 10, 1992 the House of Commons acknowledged, by special resolu-35 tion, the unique and historic role of Louis Riel as a founder of Manitoba and his significant contribution to building Confederation;

Loi effaçant la condamnation de Louis Riel Attendu:

Préambule

que, en 1870, les Métis de la rivière Rouge, sous la conduite de Louis Riel, ont adopté la *Liste des droits*;

que c'est sur cette *Liste des droits* que s'est 5 appuyé Louis Riel pour négocier l'entrée de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest dans le Dominion du Canada, et que les termes de cette entrée sont reproduits dans la *Loi sur le Manitoba*; 10

que, lors de l'entrée du Manitoba dans la Confédération, il a assuré la protection des droits à l'éducation et des droits linguistiques et religieux des francophones et des anglophones;

que, après l'entrée du Manitoba dans la Confédération, Louis Riel a été élu à trois reprises député de la circonscription de Provencher, au Manitoba, à la Chambre des communes;

qu'il a consacré sa vie à la cause des Métis; qu'il fut reconnu coupable de haute trahison le 1^{er} août 1885, condamné à mort et exécuté le 16 novembre de la même année à Régina, dans le Territoire du Nord-Ouest; 25

que les Métis ont toujours honoré sa mémoire, reconnaissant en lui leur guide spirituel et un promoteur de leurs aspirations;

qu'il demeure un symbole et un héros pour 30 plusieurs générations de Canadiens qui ont, par l'entremise de leurs gouvernements, reconnu sa contribution exceptionnelle à la diversité de notre histoire collective:

que le 10 mars 1992, la Chambre des 35 communes a, par résolution spéciale, reconnu le rôle unique et historique de Louis Riel dans la fondation du Manitoba et sa contribution importante à l'édification de la Confédération;

Preamble

This enactment vacates the conviction of Louis Riel on August 1, 1885 for the offence of high treason as if it were vacated in accordance with the *Criminal Records Act*.

In addition, Louis Riel will be recognized as a Father of Confederation.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que la condamnation du 1^{er} août 1885 de Louis Riel pour haute trahison sera effacée, avec les mêmes effets que si elle l'était conformément à la *Loi sur le casier judiciaire*.

De plus, Louis Riel sera reconnu comme l'un des pères de la Confédération.

WHEREAS, in light of his contribution to the entry of Manitoba into Confederation, the Parliament of Canada wishes to recognize Louis Riel as a Father of Confederation;

WHEREAS, in order to recognize Louis Riel 5 as a Father of Confederation, the Parliament of Canada wishes to remove the stigma of his conviction and restore his name and rightful place in the history of Canada;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Conviction vacated

1. The conviction of Louis Riel on August 1, 1885 in Regina, North-Western Territory it were vacated in accordance with the Criminal Records Act.

2. Louis Riel hereby is recognized as a

Recognition as Father of Confedera-

No legal 3. This Act does not affect the legality of 20 consequence

anything done before it comes into force.

Father of Confederation.

Reservation

4. For greater certainty, this Act shall not be construed as creating a right of action against Her Majesty in right of Canada nor any obligation on her part.

que, en raison du rôle qu'il a joué dans l'entrée du Manitoba dans la Confédération, le Parlement du Canada souhaite le reconnaître comme l'un des pères de la Confédération;

qu'il est par conséquent indiqué, au préalable, d'effacer le caractère infamant de sa condamnation et de lui redonner la place qu'il mérite dans l'histoire de notre pays;

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. La condamnation du 1er août 1885 de Louis Riel pour haute trahison est effacée, for the offence of high treason is vacated as if 15 avec les mêmes effets que si elle l'était 15 tion conformément à la Loi sur le casier judiciaire.

Effacement de la condamna-

2. Louis Riel est reconnu comme l'un des pères de la Confédération.

Père de la confédération

3. La présente loi n'a aucun effet sur la légalité des actes accomplis avant son entrée 20 en vigueur.

Aucun effet juridique

4. Il demeure entendu que la présente loi n'a pas pour effet de créer un droit d'action contre Sa Majesté du chef du Canada ni de créer une 25 obligation de la part de celle-ci. 25

Réserve

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



a conications

C-441

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 C-441

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-441

PROJET DE LOI C-441

An Act respecting the territorial integrity of Canada

Loi concernant l'intégrité territoriale du Canada

First reading, April 25, 1997

Première lecture le 25 avril 1997



MR. HOPKINS

M. HOPKINS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-441

PROJET DE LOI C-441

An Act respecting the territorial integrity of Canada

Loi concernant l'intégrité territoriale du Canada

que le Canada est une nation souveraine

composée de provinces et de territoires réunis dans le cadre de la Constitution pour

qu'en maintenant l'intégrité territoriale de

l'État il pourra mieux servir les intérêts de

tous les Canadiens et assurer sa réputation

mondiale en tant que nation où les deux

ments ont montré qu'ils pouvaient vivre

ensemble et travailler conjointement au bien commun au sein d'une fédération forte

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 15

cultures fondatrices et divers autres élé-10

former un État fédéral, un et indivisible, et 5

Attendu:

et unie:

Canada, édicte:

Préambule

Preamble

WHEREAS Canada is a sovereign nation comprised of Provinces and Territories united under the Constitution to form a federal state that is one and indivisible and may, by maintaining the territorial integrity of the state, best 5 serve the interests of all Canadians and secure the reputation that it now enjoys in the world community as a nation in which two founding cultures and other diverse elements have demonstrated an ability to live and work together 10 for the common good within a strong and united federation;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as fol-15 du Sénat et de la Chambre des communes du lows:

TITRE ABRÉGÉ 1. Loi sur la protection du territoire

Titre abrégé

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Territorial Protection Act.

INTERPRETATION

2. The definitions in this section apply in

"Constitution of Canada" has the same meaning as in the Constitution Act 1982.

"Federation" means the federal state of Canada created under the Constitution of Canada.

"territory of Canada" means all that territory over which the Crown in right of Canada exercises sovereign jurisdiction, together with such territory as may be added by constitutional amendment. 30

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 20 à la présente loi. 20

« Constitution du Canada » La Constitution du Canada au sens de cette expression en vertu de la Loi constitutionnelle de 1982.

« fédération » L'État fédéral du Canada constitué en vertu de la Constitution du Canada. 25 "Federa-

« territoire du Canada » Tout le territoire sur lequel Sa Majesté du chef du Canada exerce sa souveraineté, ainsi que tout territoire qui pourrait s'y ajouter par modification constitutionnelle. 30

Définitions « Constitu-

tion du

tion of

Canada »

"Constitu-

Canada" « fédération"

« territoire du Canada » "territory of Canada

352072

Short title

Definitions "Constitution of

this Act.

Canada" « Constitution du Canada » "Federation"

« jédération »

"territory of

« territoire du

Canada'

Canada »

The purpose of this enactment is to affirm Canada's sovereign indivisibility and to preserve its territorial integrity.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but d'affirmer la souveraineté indivisible du Canada et de préserver l'intégrité de son territoire.

Principes

PRINCIPLES

Principles

3. This Act reaffirms that the Government of Canada has a moral and legal responsibility to maintain and protect the territorial integrity of the Federation as it presently exists, or as its territory may be increased in future by constitutional amendment or otherwise, and that this responsibility is based on the following principles:

Sovereignty of Canada

(1) that Canada is a sovereign state that is one and indivisible:

Comprised of Provinces

(2) that it is comprised of Provinces and Territories united under the Constitution to form a federal state:

No constitutional withdrawal provision

(3) that there is no provision in the Constitua Province or Territory;

No deprivation of territory of Canada

(4) that the Federation may not be deprived of any part of the territory of Canada except with its consent and by due process of constitutional amendment:

No unilateral withdrawal

(5) that no Province or Territory may unilaterally withdraw from the Federation; and

Protection of territorial integrity

(6) that the Government of Canada may take such steps as it deems necessary to 25 prendre les mesures qu'il estime nécessaires à maintain and protect the territorial integrity of the Federation in the interests of all Canadians, of whatever race and creed, in accordance with these principles.

TERRITORIAL PROTECTION

referendum on unilateral withdrawal

4. (1) No Province or Territory shall initiate, 30 authorize, sponsor or permit a referendum to be held on any question purporting to seek a mandate for the withdrawal of that Province or Territory from the Federation without the Federation's consent.

No secession

(2) No Province or Territory shall, either unilaterally or in conjunction with any other Province or Territory, attempt to or declare its intention to secede from the Federation and form a separate state.

PRINCIPES

3. (1) La présente loi réaffirme que le gouvernement du Canada a l'obligation morale et légale de préserver et protéger l'intégrité du territoire de la fédération tel qu'il existe 5 actuellement, ou du territoire tel qu'il pourrait 5 être étendu au moyen d'une modification constitutionnelle ou autrement, et que cette obligation repose sur les principes suivants.

(2) Le Canada est un État souverain, un et 10 indivisible. 10

Souveraineté du Canada

(3) Il se compose de provinces et de territoires réunis dans le cadre de la constitution pour former un État fédéral.

Composé de provinces

(4) La constitution ne renferme pas de tion for the withdrawal from the Federation of 15 disposition concernant le retrait de la fédéra-15 tion d'une province ou d'un territoire.

Absence de clause de

(5) La fédération ne peut être privée d'aucune partie du territoire du Canada si ce n'est avec son consentement et selon la 20 procédure légale de modification constitu-20 tionnelle.

Privation de territoire

(6) Aucune province ni aucun territoire ne peut se retirer unilatéralement de la fédération.

Retrait unilatéral

(7) Le gouvernement du Canada peut 25 la préservation et à la protection de l'intégrité territoriale de la fédération dans l'intérêt de tous les Canadiens, de toutes races et croyances, en conformité avec ces principes. 30

Protection de l'intégrité territoriale

PROTECTION DU TERRITOIRE

4. (1) Aucune province ni aucun territoire ne peut organiser, autoriser, parrainer ou permettre la tenue d'un référendum sur une question tendant à obtenir le mandat pour une province ou un territoire de se retirer de la35 35 fédération sans le consentement de celle-ci.

Retrait unilatéral interdit de référendum

(2) Aucune province ni aucun territoire ne peut, soit unilatéralement soit conjointement avec une autre province ou un territoire, tenter de se séparer de la fédération pour former un 40 40 État séparé ou déclarer son intention de le faire.

Séparation interdite



3

Maintenance of federal jurisdiction (3) If any Province or Territory, acting alone or in conjunction with any other Province or Territory, contravenes this section, the Government of Canada may take such steps as it deems necessary to maintain federal jurisdiction over that Province or Territory and to enforce the laws of Canada as they may apply to residents of that Province or Territory.

Compétence fédérale

Coming into force

5. This Act shall come into force on a date to be fixed by the Governor in Council.

5. La présente loi entre en vigueur à la date 10 Entrée en vigueur 10 fixée par décret.

(3) Si une province ou un territoire, seul ou

conjointement avec une autre province ou un

territoire, contrevient au présent article, le

gouvernement du Canada peut prendre les

5 mesures qu'il estime nécessaires pour mainte- 5

nir sa compétence sur cette province ou ce

territoire et pour faire appliquer les lois du

Canada qui s'appliquent aux habitants de la

province ou du territoire.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-442

PROJET DE LOI C-442

An Act to amend the National Capital Act

Loi modifiant la Loi sur la capitale nationale

First reading, April 25, 1997

Première lecture le 25 avril 1997

MRS. CATTERALL

MME CATTERALL

2nd Session, 35th Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

2e session, 35e législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-442

PROJET DE LOI C-442

An Act to amend the National Capital Act

Loi modifiant la Loi sur la capitale nationale

R.S., c. N-4; R.S., cc. 1, 45 (4th Supp.); 1992, c. 1; 1995, c. 29; 1996, c. 10

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. N-4; L.R., ch. 1. 45 (4c supp.); 1992 ch.1: 1995, ch. 29: 1996, ch. 10

1. The National Capital Act is amended by adding the following after subsection 5(2):

1. La Loi sur la capitale nationale est 5 modifiée par adjonction, après le paragra- 5 phe 5(2), de ce qui suit :

Quorum of Commission

(3) Subject to subsection (4), a majority of the members of the Commission constitutes a auorum.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la majorité des membres de la Commission constitue le auorum.

Commission constituent le quorum.

directeur constitue le quorum.

(4) Aux fins d'une réunion publique tenue 10 Exception

Quorum de la

Commission

Exception

(4) For the purposes of a public hearing held under section 16.1, three members of the 10 en vertu de l'article 16.1, trois membres de la Commission constitute a quorum.

> Vote (5) Chaque membre de la Commission a une voix.

Voting in Commission

- (5) Every member of the Commission shall have one vote. 2. (1) Section 9 of the Act is amended by
- 2. (1) L'article 9 de la mème loi est 15 15 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) La majorité des membres du comité

Quorum of Executive Committee

(2.1) A majority of the members of the Executive Committee constitutes a quorum.

adding the following after subsection (2):

Quorum du comité directeur

- Voting in (2.2) Every member of the Executive Executive Committee shall have one vote. Committee
- (2.2) Chaque membre du comité directeur 20 Vote a une voix.
- (2) Section 9 of the Act is amended by 20 adding the following after subsection (3):
- (2) L'article 9 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Quorum of other committees

(3.1) A majority of the members of a committee established under subsection (3) constitutes a quorum.

Quorum des (3.1) La majorité des membres d'un comité 25 autres établi en vertu du paragraphe (3) constitue le comités quorum.

Voting in other committees

- (3.2) Every member of a committee estab- 25 lished under subsection (3) shall have one vote.
- Vote (3.2) Chaque membre d'un comité établi en vertu du paragraphe (3) a une voix.
- 3. The Act is amended by adding the following after section 9:
- 3. La même loi est modifiée par adjonc-30 tion, après l'article 9, de ce qui suit :

The purpose of this enactment is to ensure that the National Capital Commission and committees established under the Act transact their business and makes their decisions in meetings that are open to the public rather than doing so *in camera* as is currently the case. The enactment does, however, provide for the making of regulations by Cabinet setting out circumstances where Commission and committee meetings may be closed to the public. As well, it provides that, where the Commission or certain committees propose to make a decision that may cause any change in the environment, the Commission must hold public hearings in respect of the proposed decision. It also enables the Commission to hold public hearings with respect to any matter where it considers it in the public interest to do so.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que la Commission de la capitale nationale et les comités établis en vertu de la Loi mènent leurs activités et prennent leurs décisions lors de réunions ouvertes au public plutôt qu'à huis clos comme cela se fait actuellement. Le texte prévoit toutefois que le cabinet peur prendre des règlements déterminant les circonstances où les réunions de la Commission et de ses comités peuvent être fermées au public. Il prévoit en outre que lorsque la Commission ou certains comités se proposent de prendre une décision qui pourrait avoir un impact sur l'environnement, la Commission doit tenir des audiences publiques sur l'objet de la décision. Enfin, le texte autorise la Commission à tenir des audiences sur toute question lorsqu'elle juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

MEETINGS TO BE OPEN TO PUBLIC

Meetings to be open to public

9.1 (1) Subject to subsection (2), every meeting of the Commission and of a committee shall be open to the public.

Exception

(2) Any meeting referred to in subsection (1) or a portion of any such meeting may be $5 \mid (1)$ peut être fermée en tout ou partie au public 5 closed pursuant to a regulation made under section 9.2.

Definition of "committee

(3) In this section and sections 9.2, 9.3, 9.4 and 16.1 "committee" means the Executive Committee of the Commission established 10 under subsection 9(1), a National Capital Planning Committee and any other committee established by the Commission under subsection 9(3).

Regulations

9.2 The Governor in Council may, after 15 consulting with the Commission or a committee, as the case may be, and subject to an affirmative resolution of the House of Commons, make regulations prescribing the cirsion or the committee, or a portion of such a meeting, may be closed to the public.

Notice of public meetings

- 9.3 (1) The Commission and every committee shall, at least ten days before the commencement of a meeting of the Commission 25 or committee, as the case may be, give notice of that meeting in
 - (a) one French-language newspaper of general circulation in the National Capital Region; 30
 - (b) one English-language newspaper of general circulation in the National Capital Region; and
 - (c) where such a meeting is to be held in a place outside the National Capital Region, 35 at least one newspaper of general circulation in that place.

Notice to include information

(2) The notice referred to in subsection (1) shall state the date, time and place of the meeting and the reason for the meeting and 40 shall identify what documents, if any, are to be considered at the meeting and indicate if any portion of the meeting is to be closed to the public pursuant to a regulation made under section 9.2. 45

RÉUNIONS OUVERTES AU PUBLIC

9.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les réunions de la Commission ou d'un comité sont ouvertes au public.

Réunions ouvertes au public

(2) Toute réunion visée par le paragraphe en vertu d'un règlement pris en application de l'article 9.2.

Exception

(3) Dans le présent article et dans les articles 9.2, 9.3, 9.4 et 16.1 « comité » désigne le comité directeur de la Commission établi en 10 vertu du paragraphe 9(1), un comité d'aménagement de la capitale nationale ou tout autre comité établi par la Commission aux termes du paragraphe 9(3).

Définition de « comité »

- 9.2 Le gouverneur en conseil peut, après 15 Règlement consultation de la Commission ou d'un comité, selon le cas, et sous réserve d'une résolution affirmative adoptée par la Chambre des communes, prendre un règlement déterminant cumstances where a meeting of the Commis-20 les circonstances où une réunion de la Com-20 mission ou d'un comité peut être en tout ou partie fermée au public.
 - 9.3 (1) Au moins dix jours avant la tenue d'une réunion, la Commission ou tout comité de celle-ci, selon le cas, fait paraître un avis de 25 la réunion

publique

- a) dans un journal de langue française à grand tirage de la région de la capitale nationale;
- b) dans un journal de langue anglaise à 30 grand tirage de la région de la capitale nationale:
- c) si la réunion doit se tenir à l'extérieur de la région de la capitale nationale, dans au moins un journal à grand tirage de la ville en 35 question.
- (2) L'avis mentionné au paragraphe (1) doit indiquer la date, l'heure, le lieu et l'objet de la réunion, mentionner les documents qui y seront examinés le cas échéant, et indiquer si 40 une partie de la réunion sera fermée au public en vertu d'un règlement pris en application de l'article 9.2.

Contenu de l'avis



Exception

(3) A notice referred to in subsection (2) need not identify any documents that are to be considered at a portion of a meeting that is to be closed to the public pursuant to a regulation made under section 9.2.

Definition

(4) In this section, "meeting" does not include a meeting that may be closed to the public pursuant to a regulation made under section 9.2., but includes a meeting a portion of which may be closed to the public pursuant 10 to a regulation made under that section.

Where decision of Commission committees of no force or effect

9.4 (1) A decision of or an approval by the Commission or a committee is void and shall not take effect where it is made or given by less than a majority of the members of the 15 Commission or the committee, as the case may be, or is made or given in a meeting of the Commission or the committee, as the case may be, or in a portion of such a meeting, that is closed to the public and such closure is not 20 authorized pursuant to a regulation made under section 9.2.

Definitions

"approval" « approba-

"decision" « décision » (2) In subsection (1) and section 16.1,

"approval" means an approval referred to in section 12 or 12.1: 25

"decision" means a decision made in the exercise of any power or performance of any function under or by virtue of this or any other Act of Parliament.

4. The Act is amended by adding the 30 following after section 16:

PUBLIC HEARINGS

Obligation to hold public hearings

16.1 (1) Where the Commission proposes to make a decision or to give an approval and the decision or approval may cause any change in the environment, or the Commission is ad-35 vised under subsection (3) by a committee referred to in that subsection that the committee proposes to make such a decision or give such an approval, the Commission shall hold public hearings with a view to obtaining 40 public comment in respect of the decision or approval before a decision is made or an approval given.

(3) Il n'est pas nécessaire que l'avis visé au paragraphe (2) indique les documents qui seront examinés au cours de la partie de la réunion qui sera fermée au public en vertu 5 d'un règlement pris en application de l'article 5 9.2.

Définition

(4) Dans le présent article, « réunion » ne désigne pas une réunion qui est fermée au public en vertu d'un règlement pris en application de l'article 9.2, mais s'entend d'une 10 réunion dont une partie peut être fermée au public en vertu d'un règlement pris en application dudit article.

9.4 (1) Est nulle et sans effet une décision ou une approbation de la Commission ou d'un15 comité qui est le fait de moins de la majorité comité des membres de la Commission ou du comité, selon le cas, ou qui intervient lors d'une réunion ou partie de réunion qui a été fermée

Nullité d'une décision de la Commission

(2) Dans le paragraphe (1) et l'article 16.1,

au public si la décision de fermeture n'est pas 20

autorisée en vertu d'un règlement pris en

application de l'article 9.2.

« approbation » S'entend d'une approbation au sens de l'article 12 ou 12.1; 25

Définitions « approbation » "approval"

« décision » S'entend d'une décision prise dans l'exercice d'un pouvoir ou l'exécution d'une fonction en application de la présente loi ou de toute autre loi du Parlement.

« décision » "decision"

4. La même loi est modifiée par adjonc-30 tion, après l'article 16, de ce qui suit :

AUDIENCES PUBLIQUES

16.1 (1) Lorsque la Commission doit prendre une décision ou donner une approbation qui pourrait avoir un impact sur l'environnement, ou qu'elle est avisée par un comité 35 mentionné au paragraphe (3) que celui-ci se propose de prendre une telle décision ou donner une telle approbation, la Commission tient des audiences publiques afin de connaître les vues du public sur la question avant de 40 prendre une décision ou donner une approbation.

Obligation de tenir des audiences publiques



Hearings may be held in the public interest

(2) Subject to subsection (1), the Commission may hold public hearings with respect to any matter within its jurisdiction or the jurisdiction of a committee referred to in subsection (3) under this Act or any other Act 5 of Parliament where the Commission is satisfied that it would be in the public interest to do SO.

Obligation to advise the Commission

(3) A committee shall, where it proposes to make a decision or give an approval that may 10 cause any change in the environment, advise the Commission of that proposed decision for the purposes of subsection (1).

Commission not to delegate duty

(4) Notwithstanding any other provision in this Act, the Commission shall not delegate 15 the duty or the power to hold public hearings under subsection (1) or (2).

Discretion to set time and place of hearings

- Notice of public meetings
- (5) The Commission may, for the purposes of any hearing held under this section, sit at such times and places as it deems necessary.
- (6) The Commission shall, at least thirty days before the commencement of a public hearing, give notice of that hearing in
 - (a) one French-language newspaper of general circulation in the National Capital 25 Region;
 - (b) one English-language newspaper of general circulation in the National Capital Region; and
 - (c) where such a hearing is to be held in a 30 place outside the National Capital Region, at least one newspaper of general circulation in that place.

(7) The notice referred to in subsection (6) shall contain the following information:

- (a) the date, time and place of the hearing;
- (b) the reason for the hearing; and
- (c) an invitation to all interested persons to make representations before the Commission with respect to the proposed decision 40 or approval.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), la Commission peut tenir des audiences publiques sur toute question qui relève de sa compétence ou de celle d'un comité mentionné au paragraphe (3) en vertu de la présente loi 5 ou de toute autre loi fédérale, si elle est convaincue qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Possibilité de tenir des audiences dans l'intérêt

(3) Lorsqu'il se propose de prendre une décision ou donner une approbation qui 10 pourrait avoir un impact sur l'environnement, un comité en avise la Commission en application du paragraphe (1).

Obligation d'aviser la Commission

(4) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, la Commission ne peut déléguer 15 son pouvoir de tenir des audiences publiques en vertu du paragraphe (1) ou (2).

délégation de pouvoirs

(5) En application du présent article, la Commission peut tenir des audiences aux 20 dates et aux endroits qu'elle juge appropriés. 20 audiences

Pouvoir de fixer la date et le lieu des

(6) Au moins trente jours avant la tenue d'une audience publique, la Commission fait paraître l'avis de l'audience :

Avis de réunion publique

- a) dans un journal de langue française à grand tirage de la région de la capitale 25 nationale:
- b) dans un journal de langue anglaise à grand tirage de la région de la capitale nationale:
- c) si l'audience doit se tenir à l'extérieur de 30 la région de la capitale nationale, dans au moins un journal à grand tirage de la ville en question.
- (7) L'avis mentionné au paragraphe (6) 35 fournit les renseignements suivants : 35

Contenu de l'avis

- a) la date, l'heure et le lieu de l'audience;
- b) l'objet de l'audience;
- c) une invitation à tous les intéressés de venir exposer leurs vues devant la Commission sur la décision ou l'approbation en 40 question.

Notice to include certain information



Definition

- (8) In this section, "change in the environment" includes any effect of any such change on health and socio-economic conditions, on physical and cultural heritage, on the current use of lands and resources for traditional purposes by aboriginal persons or on any structure, site or thing that is of historical, archaeological, paleontological or architectural significance;
- 5. Section 19 of the Act is replaced by the 10 following:

By-laws

19. Subject to this Act, the Commission may make by-laws for the conduct and management of its activities and for carrying out the purposes and provisions of this Act.

(8) Dans le présent article, « changements à l'environnement » s'entend des répercussions de ces changements en matière sanitaire et socioéconomique, sur l'usage courant de terres et de ressources à des fins traditionnel- 5 les par les autochtones, ou sur une construction, un emplacement ou une chose d'importance en matière historique, archéologique, paléontologique ou architecturale;

- 5. L'article 19 de la mème loi est remplacé 10 par ce qui suit :
- 19. Sous réserve de la présente loi, la Commission peut, par règlement administratif, régir son activité et prendre les mesures 15 nécessaires à l'application de la présente loi. 15

Règlements administratifs

COMING INTO FORCE

Coming into force

 This Act comes into force six months after the day on which it is assented to or such earlier day to be fixed by order of the Governor in Council. ENTRÉE EN VIGUEUR

6. La présente loi entre en vigueur six mois après la date de sa sanction ou à une date antérieure fixée par décret du gouverneur en conseil. Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97 Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-443

PROJET DE LOI C-443

An Act to amend the Criminal Code (definition of child)

Loi modifiant le Code criminel (définition d'enfant)

First reading, April 25, 1997

Première lecture le 25 avril 1997



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-443

PROJET DE LOI C-443

An Act to amend the Criminal Code (definition of child)

Preamble Wurden on Nov

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Commons of Canada, enacts as follows:

R.S.C., c. C-46 1. Section 43 the *Criminal Code* is amended by renumbering it as subsection (1) and adding the following after subsection (1):

Definition of "child"

- (2) In subsection (1) "child" means a person under eighteen years of age;
- 2. Section 214 of the Act is amended by replacing the definition of "child" with the following:

"child" « enfant »

- "child" means a person who is under eighteen years of age, and includes an adopted child and an illegitimate child.
- 3. Paragraph 215(1)(a) of the Act is replaced by the following:
 - (a) as a parent, foster parent, guardian or head of a family, to provide necessaries of life for a child of the family;

Loi modifiant le Code criminel (définition d'enfant)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 43 du *Code criminel* devient le paragraphe (1) et est modifié par adjonction, après ledit paragraphe, de ce qui suit : 15

L.R.C., ch. C-46

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « enfant » désigne une personne de moins de dix-huit ans.

Définition d'enfant

- 2. L'article 214 de la même loi est modifié par remplacement de la définition d'« en-20 20 fant » par ce qui suit :
 - « enfant » S'entend d'un enfant de moins de dix-huit ans et notamment d'un enfant adoptif et d'un enfant illégitime.

« enfant » "child"

- 3. L'alinéa 215(1)a) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :
 - a) en qualité de père ou de mère, de parent nourricier, de tuteur ou de chef de famille, de fournir les choses nécessaires à l'existence d'un enfant de la famille; 30

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

15

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment amends the *Criminal Code* to add a definition of "child" in certain sections where the term refers to a person of a certain age, which the Act does not presently specify, rather than referring to a descendent relationship.

A new definition of "child" for Part VIII of the Act that deals with offences against the person provides that in that Part child means a person under 18. This revised definition and an amendment to paragraph 215(1)(a) sets the age of a child in respect of whom the head of a family is under a legal duty to provide necessaries of life at eighteen, not sixteen as in present law.

Certain provisions of the Act in which special age limits have been set for particular reasons for the protection of younger children are not amended.

This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child, as a person who is less than eighteen years old, except in cases where a lower age is specifically provided to give added protection to younger children.

SOMMAIRE

Ce texte modifie le *Code criminel* en ajoutant une définition d'« enfant » à certains articles où le terme désigne une personne d'un certain âge, sans que la loi le précise, plutôt qu'une personne ayant un lien de descendance.

La nouvelle définition d'« enfant » de la Partie VIII qui traite des infractions contre la personne fait en sorte que dans cette partie enfant désigne une personne de moins de dix-huit ans. Cette définition révisée et la modification de l'alinéa 215(1)a) établissent à dix-huit ans, plutôt qu'à seize comme l'indique la loi actuellement, l'âge en fonction duquel le chef de famille est légalement tenu de fournir à l'enfant les choses nécessaires à son existence.

Certains articles du Code qui fixent des limites d'âge précises dans le but de protéger les enfants plus jeunes ne sont pas modifiés.

Le texte fait en sorte que le Code sera interprété conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans, sauf dans les cas où une limite d'âge inférieure a été fixée dans le but précis de mieux protéger les enfants plus jeunes.



Second Session, Thirty-fifth Parliament, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

Deuxième session, trente-cinquième législature, 45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-444

PROJET DE LOI C-444

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing)

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit au logement)

First reading, April 25, 1997

Première lecture le 25 avril 1997



Mr. Harb M. Harb

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-444

PROJET DE LOI C-444

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing)

Preamble

WHEREAS the Parliament of Canada recognizes the dignity and worth of all individuals and acknowledges that individuals have the right to enjoy the security and benefits provided only proper by housing;

AND WHEREAS continued access to proper housing, free from unreasonable financial or other barriers, is necessary to ensure that right;

1960, c. 44; 1985, c. 26; 1992, c. 1

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and 10 with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

- 1. Section 1 of the Canadian Bill of Rights is amended by adding the following after 15 ne des droits est modifié par adjonction, paragraph (b):
 - (b.1) the right of the individual to proper housing, at a reasonable cost and free of unreasonable barriers:

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit au logement)

Attendu:

Préambule

que le Parlement du Canada reconnaît la dignité et la valeur de tous les individus et que chacun a droit à la sécurité et aux avantages que procure un logement adé- 5 quat;

que l'exercice de ce droit passe par l'accès permanent à un logement adéquat, sans obstacles injustifiés, notamment financiers,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 1960, ch. 44; du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1985, ch. 26; 1992, ch. 1

- 1. L'article 1 de la Déclaration canadienaprès l'alinéa b), de ce qui suit :
 - b.1) le droit de l'individu à un logement adéquat, à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés;

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

This enactment amends the Canadian Bill of Rights to include the right to proper housing at a reasonable cost and free of unreasonable barriers.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Déclaration canadienne des droits* en y ajoutant le droit à un logement adéquat à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés.







